



UNIL | Université de Lausanne

Unicentre

CH-1015 Lausanne

<http://serval.unil.ch>

---

Year : 2016

Les relations d'échange au sein de schémas de paiements pour services hydriques : encastremets socioéconomiques, justifications morales et implications sociopolitiques. Ethnographie des « Acuerdos Recíprocos por el Agua » (Bolivie orientale) au prisme des notions de réciprocité et de reconnaissance.

Bétrisey Florence

Bétrisey Florence, 2016, Les relations d'échange au sein de schémas de paiements pour services hydriques : encastremets socioéconomiques, justifications morales et implications sociopolitiques. Ethnographie des « Acuerdos Recíprocos por el Agua » (Bolivie orientale) au prisme des notions de réciprocité et de reconnaissance.

Originally published at : Thesis, University of Lausanne

Posted at the University of Lausanne Open Archive <http://serval.unil.ch>

Document URN : urn:nbn:ch:serval-BIB\_8A3F14A467DA3

### **Droits d'auteur**

L'Université de Lausanne attire expressément l'attention des utilisateurs sur le fait que tous les documents publiés dans l'Archive SERVAL sont protégés par le droit d'auteur, conformément à la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA). A ce titre, il est indispensable d'obtenir le consentement préalable de l'auteur et/ou de l'éditeur avant toute utilisation d'une oeuvre ou d'une partie d'une oeuvre ne relevant pas d'une utilisation à des fins personnelles au sens de la LDA (art. 19, al. 1 lettre a). A défaut, tout contrevenant s'expose aux sanctions prévues par cette loi. Nous déclinons toute responsabilité en la matière.

### **Copyright**

The University of Lausanne expressly draws the attention of users to the fact that all documents published in the SERVAL Archive are protected by copyright in accordance with federal law on copyright and similar rights (LDA). Accordingly it is indispensable to obtain prior consent from the author and/or publisher before any use of a work or part of a work for purposes other than personal use within the meaning of LDA (art. 19, para. 1 letter a). Failure to do so will expose offenders to the sanctions laid down by this law. We accept no liability in this respect.



UNIL | Université de Lausanne

FACULTÉ DES GÉOSCIENCES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
INSTITUT DE GÉOGRAPHIE ET DURABILITÉ

Les relations d'échange au sein de schémas de paiements pour services  
hydriques : encastremements socioéconomiques, justifications morales et  
implications sociopolitiques

*Ethnographie des « Acuerdos Recíprocos por el Agua », en Bolivie orientale, au prisme des  
notions de réciprocité et de reconnaissance*

THÈSE DE DOCTORAT

présentée à la

Faculté des Géosciences et de l'Environnement de l'Université de Lausanne

pour l'obtention du grade de

**Docteur en Géographie**

par

**Florence Bétrisey**

Master ès Sciences en Géographie, Université de Berne

Directeur de thèse :

Monsieur le Maître d'enseignement et de recherche Christophe Mager, Université de Lausanne

Membres du jury :

Monsieur le Professeur François Bavaud (Université de Lausanne), Président du Jury

Madame la Docteure Isabelle Hillenkamp (IRD/ CESSMA, Paris), experte

Monsieur le Professeur Johan Bastiaensen (Université d'Anvers), expert

Lausanne, 2016





UNIL | Université de Lausanne  
Décanat Géosciences et de l'Environnement  
bâtiment Géopolis  
CH-1015 Lausanne

## IMPRIMATUR

Vu le rapport présenté par le jury d'examen, composé de

Président de la séance publique :	M. le Professeur François Bavaud
Président du colloque :	M. le Professeur François Bavaud
Directeur de thèse :	M. le Docteur Christophe Mager
Expert externe :	M. le Professeur Johan Bastiaensen
Experte externe :	Mme la Docteur Isabelle Hillenkamp

Le Doyen de la Faculté des géosciences et de l'environnement autorise l'impression de la thèse de

**Madame Florence BETRISEY**

Titulaire d'un  
*Master of Science in Geography*  
*de l'Université de Berne*

intitulée

**Les relations d'échange au sein de schémas de paiements  
pour services hydriques: encastremements socioéconomiques,  
justifications morales et implications sociopolitiques**

Lausanne, le 23 septembre 2016

Pour le Doyen de la Faculté des géosciences et  
de l'environnement

Professeur François Bavaud



## TABLE DES MATIERES

---



<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>3</b>
<b>TABLES DES FIGURES ET DES ILLUSTRATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>Table des Figures .....</b>	<b>13</b>
<b>Table des Illustrations .....</b>	<b>13</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES.....</b>	<b>15</b>
<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>19</b>
<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>23</b>
<b>RESUMES.....</b>	<b>29</b>
<b>Résumé .....</b>	<b>31</b>
<b>Summary .....</b>	<b>32</b>
<b>Resumen.....</b>	<b>33</b>
<b>Résumé grand public .....</b>	<b>34</b>
<b>GENEALOGIE ET CLES DE LECTURE DE CETTE THESE PAR ARTICLES .....</b>	<b>35</b>
<b>PLAN DE LA THESE .....</b>	<b>39</b>
<b>PARTIE I Une approche critique des paiements pour services environnementaux</b> .....	<b>43</b>
<b>1. Introduction .....</b>	<b>45</b>
<b>2. Problématique : contexte d'émergence et actualité de la recherche sur les paiements</b> <b>pour services environnementaux .....</b>	<b>50</b>
2.1 Du concept de services environnementaux au principe de paiements pour services environnementaux.....	50
2.2 Les PSE comme institutions raisonnées ou arrangements bricolés ? .....	55
2.3 Pour une vision critique des arrangements institutionnels de PSH .....	56
2.4 Synthèse des questionnements et objectifs heuristiques.....	60
<b>3. Pôles théoriques, épistémologiques, morphologiques et techniques de la recherche</b> .....	<b>61</b>
3.1 Pôle théorique .....	61
3.1.1 La géographie sociale et politique à l'heure de la construction du sujet : autonomie et critique du pouvoir.....	63
3.1.2 La géographie sociale et les études du développement à l'heure de la postcolonialité : universalisme et diversité.....	69
3.2 Pôle épistémologique .....	74
3.2.1 La recherche en géographie comme une performance sociale.....	75
3.2.1.1 Les paroles d'entretiens comme autofiction.....	76
3.2.1.2 Les émotions et affects comme outils heuristiques.....	77
3.2.2 Éthique de la recherche .....	80
3.3 Pôle morphologique.....	81
3.3.1 Une démarche de recherche inductive ?.....	82
3.3.2 L'évidence abductive.....	83
3.4. Pôle technique .....	86
3.4.1 Choix du décor : les ARA de la fondation Natura Bolivia .....	87
3.4.2 Planification temporelle et financière de la performance du terrain .....	90



3.4.3 Casting des acteurs : partenaires de la recherche .....	92
3.4.5 Casting des acteurs : participants à la recherche .....	96
3.4.6 Scénario des entretiens .....	100
3.4.7 Mise en scène de la performance de terrain .....	103
3.4.8 Le chercheur comme spectateur : observation participante .....	110
3.4.9 Le chercheur comme lecteur : analyse documentaire .....	111
3.4.10 Écriture et performance .....	112
3.5 Conclusion et perspectives .....	113
<b>4. Synthèse .....</b>	<b>114</b>
<b>PARTIE II Les Accords Réciproques pour l'Eau en tant qu'arrangements institutionnels .....</b>	<b>115</b>
<b>5. Contexte d'émergence des PSE en Amérique latine et des ARA en Bolivie .....</b>	<b>117</b>
5.1 Contexte d'émergence des « Accords Réciproques pour l'Eau » : la région des vallées crucéniennes .....	120
5.2 Les ARA : genèse et fonctionnement .....	126
5.3 Le système d'acteurs des ARA .....	128
5.3.1 Les acteurs en aval .....	131
5.3.2 Les acteurs en amont .....	135
5.3.3. Gouvernance locale et relations amont aval .....	144
<b>6. Les ARA et leur encastrement au prisme du référentiel polanyien .....</b>	<b>149</b>
6.1 Économie substantive et sphère politique .....	154
6.2 L'économie substantive dans l'Amérique latine contemporaine .....	155
6.3 L'économie substantive dans la Bolivie « en transition postcoloniale » .....	158
6.4 L'économie substantive et l'encastrement des PSE .....	162
6.5 Résultats : l'hybridité et l'encastrement des ARA comme illustrations du bricolage institutionnel des PSE .....	164
<b>7. La reconnaissance : De la justification à la justice .....</b>	<b>166</b>
7.1 Essai de typologie des régimes de justification de la (non) participation des acteurs en amont .....	167
7.2 La reconnaissance en tant que registre de justification .....	171
7.3 La reconnaissance en tant que vecteur de justice .....	175
7.4 Reconnaissance idéologique et soumission chez Axel Honneth .....	177
7.5 Reconnaissance, accélération et aliénation chez Hartmut Rosa .....	178
7.6 Reconnaissance et subordination chez Judith Butler .....	179
7.7 Reconnaissance ambivalente et dynamique chez Amy Allen .....	181
7.8 Synthèse : la reconnaissance entre émancipation et subordination .....	183
<b>8. Évaluer les ARA au prisme de la reconnaissance .....</b>	<b>184</b>
8.1 Dépasser les critères d'accès, de droits et de redistribution .....	186
8.2 La reconnaissance comme critère d'évaluation du potentiel émancipateur des PSE : cadrage théorique et conceptuel .....	187
8.3 Les ARA et la reconnaissance : discours et pratiques .....	188
8.3.1 Comment les ARA construisent-ils des relations de reconnaissance ? .....	188
8.3.1.1 Reconnaissance discursive et récits .....	190
8.3.1.2 Reconnaissance pratique et mises en scène de l'action .....	191
8.3.2 Qui est reconnu ? .....	194
8.3.2.1 Reconnaissance individuelle des prestataires de services .....	194

8.3.2.2 Reconnaissance collective des prestataires de service .....	197
8.3.2.3 Reconnaissance des autorités municipales .....	198
8.4 Synthèse : les relations de reconnaissance au sein des ARA entre émancipation et reproduction de la marginalisation .....	199
<b>9. Perspective : les PSE et l'instrumentalisation de la reconnaissance à l'aune du <i>new management</i> et du <i>new marketing</i> .....</b>	<b>200</b>
9.1 La reconnaissance à l'heure du <i>new management</i> et du <i>new marketing</i> .....	201
9.1.1 La fondation Natura Bolivia, la reconnaissance et le <i>new management</i> .....	202
9.1.2 La fondation Natura Bolivia et le <i>new marketing</i> .....	206
9.2 Le risque de l'instrumentalisation de la reconnaissance identitaire — le cas de la SAGUAPAC .....	210
9.3 Synthèse : la FNB et la reconnaissance, entre légitimation et bricolage .....	212
<b>10. Synthèse .....</b>	<b>213</b>
<b>PARTIE III Opérationnalisation du cadre analytique par la publication d'articles scientifiques .....</b>	<b>215</b>
<b>11. Production des articles .....</b>	<b>217</b>
11.1 Small Farmers in Florida Province, Bolivia: Reciprocity in Practice .....	222
11.1.1 Abstract .....	222
11.1.2 Introduction .....	222
11.1.3 Reciprocal Agreements for Water .....	223
11.1.4 Reciprocity in traditional mountain labor practices .....	225
11.1.5 Reciprocity and the Reciprocal Agreements for Water .....	228
11.1.6 Conclusion .....	229
11.1.7 Acknowledgments .....	230
11.1.8 References .....	230
11.2 Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocatrices, redistributives et marchandes .....	232
11.2.1 Résumés .....	232
11.2.2 Introduction .....	233
11.2.3 Les PSE : un laminoir néolibéral ? .....	234
11.2.4 La Bolivie entre tentation néolibérale et économie plurielle .....	238
11.2.5 Acuerdos Recíprocos por el Agua (ARA): origine et systèmes d'acteurs .....	239
11.2.6 ARA : des PSE hybrides .....	242
11.2.7 Conclusion .....	245
11.2.8 Références .....	246
11.3 La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale .....	251
11.3.1 Résumés .....	251
11.3.2 Introduction .....	252
11.3.3. La multi-dimensionnalité de la notion de justice appliquée à l'environnement .....	252
11.3.4 La proposition bolivienne à la COP 21: une volonté d'exportation d'un modèle de développement alternatif .....	255
11.3.5 La proposition bolivienne à la COP 21 au prisme des différentes notions de justice .....	258
11.3.6 Les ambiguïtés du « néo-développementisme » bolivien .....	260
11.3.7 Conclusion .....	262
11.3.8 Bibliographie .....	263
11.4 Local views and structural determinants of poverty alleviation through Payments for Environmental Services: Bolivian insights .....	267

11.4.1 Highlights .....	268
11.4.2 Abstract .....	268
11.4.3 Introduction .....	268
11.4.4 Poverty and poverty alleviation through PES .....	269
11.4.4.1 Contextualized conception of poverty beyond material deprivation.....	270
11.4.5 The case of the “Acuerdos Recíprocos por el Agua” .....	271
11.4.5.1 Methodology.....	272
11.4.5.2 Living conditions and institutional context of the investigated communities .....	273
11.4.5.3 Implications of the ARA at the intra-community level .....	274
11.4.5.4 Implications of the ARA on relations with the municipalities.....	275
11.4.6 Discussion: ARA alleviating poverty through recognition ?.....	277
11.4.7 Conclusion.....	278
11.4.8 References.....	278
11.5 The conditions for the reproduction of the SAGUAPAC water cooperative in the city of Santa Cruz de la Sierra, Bolivia: discourse analysis.....	282
11.5.1 Abstracts .....	282
11.5.2 Introduction .....	283
11.5.3 Santa Cruz de la Sierra urban governance and water management.....	284
11.5.4 The development of SAGUAPAC .....	286
11.5.5 The structure of SAGUAPAC .....	286
11.5.6 The technical and economic performance of SAGUAPAC.....	287
11.5.7 SAGUAPAC: The ties with the logias .....	289
11.5.8 SAGUAPAC: A camba storytelling .....	291
11.5.9 SAGUAPAC: newspaper’s discourse analysis.....	294
11.5.10 Conclusion .....	297
11.5.11 Bibliography .....	298
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>303</b>
<b>12. Les ARA comme constructions institutionnelles hybrides et narratives, entre émancipation et subordination.....</b>	<b>305</b>
12.1 Conclusion générale .....	305
12.2 Perspectives de recherche.....	307
12.2.1 Faire « mien » le tournant émotionnel.....	308
12.2.2 M’inscrire dans les approches non représentationnelles.....	309
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>311</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>339</b>
<b>1. Papers Disclaimers / Attestations de copyright .....</b>	<b>341</b>
<b>2. Grille d’Analyse .....</b>	<b>342</b>
<b>3. Valorisation Scientifique.....</b>	<b>344</b>
3.1 De l’eau et des hommes: les coopérations induites par des paiements pour services hydriques en Bolivie.....	344
3.2 Paysans des vallées boliviennes et actualisation de la réciprocité, quelles réalités ?...	344
3.3 Acuerdos Recíprocos por el Agua, desarrollo local y justicia social en Bolivia: Escuchando actores locales.....	346
3.4 From efficiency to affection: A case study of the SAGUAPAC cooperative storytelling in Santa Cruz, Bolivia .....	347

3.5 Payments for watershed services, issues of recognition and social justice: Bolivian highlights.....	348
3.6 Eau, Réciprocité et Reconnaissance : le cas des Accords Réciproques pour l'Eau en Bolivie orientale.....	350
<b>4. Valorisation sociale .....</b>	<b>351</b>
4.1 Présentation FNB 2013 .....	351
4.2 Présentation FNB 2014 .....	353
4.3 Articles de Journaux.....	354
4.4 Conférences publiques et enseignement.....	357
4.4.1 Conférence publique, Université de Genève .....	357
4.4.2 Conférence publique, CNAM, Paris.....	357
4.4.3 Enseignement de Bachelor .....	358



## TABLES DES FIGURES ET DES ILLUSTRATIONS

---



## TABLE DES FIGURES

<i>Figure I Illustration de notre cheminement de recherche entre induction et moments déductifs ..</i>	84
<i>Figure II Critères de sélection des municipalités étudiées : hectares conservés .....</i>	88
<i>Figure III Résumé des communautés et villages-centres étudiés par municipalité.....</i>	89
<i>Figure IV Résumé descriptif quantitatif des entretiens conduits au sein des communautés .....</i>	98
<i>Figure V Comptage des entretiens conduits avec les acteurs en aval.....</i>	99
<i>Figure VI Projets REDD+ sur le continent latino-américain en 2012 .....</i>	117
<i>Figure VII Localisation de la région d'étude .....</i>	121
<i>Figure VIII Fonctionnement des ARA.....</i>	128
<i>Figure IX Localisation des villages centres et communautés sélectionnées, par municipalités ..</i>	129
<i>Figure X Le village de Los Negros en aval et deux des communautés visitées en amont .....</i>	130
<i>Figure XI Contexte institutionnel des ARA.....</i>	130
<i>Figure XII Représentation de la gouvernance municipale par le Gouvernement d'El Torno .....</i>	134
<i>Figure XIII Les composantes de l'économie plurielle.....</i>	161
<i>Figure XIV Grille d'analyse appliquée aux ARA .....</i>	163
<i>Figure XV conceptualisation de la (non-)reconnaissance à partir des émotions/sentiments exprimés .....</i>	170
<i>Figure XVI La justice sociale selon Fraser.....</i>	176

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

<i>Illustration 1 Entretien « joué » avec Don Eloy .....</i>	102
<i>Illustration 2 Rencontre avec le club des mères de la communauté Quebrada Leon.....</i>	104
<i>Illustration 3 Participation à une réunion prestataires-bénéficiaires ARA à Comarapa .....</i>	110
<i>Illustration 4 Participation à une réunion de la centrale des coopératives d'eau d'El Torno ....</i>	111
<i>Illustration 5 « Paradis vert » de la communauté de Santa Rosa de Lima, Pampagrande.....</i>	122
<i>Illustration 6 L'écusson d'El Torno.....</i>	123
<i>Illustration 7 Le limoneux fleuve Piraí à El Torno.....</i>	123
<i>Illustration 8 Assèchement du Rio Los Negros, Pampagrande .....</i>	124
<i>Illustration 9 « Chaqueos » en bordure du parc national Amboro, en amont de la communauté de Santa Rosa, Pampagrande.....</i>	125
<i>Illustration 10 Village d'El Torno (municipalité d'El Torno).....</i>	131
<i>Illustration 11 Village de Los Negros (municipalité de Pampagrande).....</i>	131



<i>Illustration 12 Village de Comarapa (municipalité de Comarapa).....</i>	<i>132</i>
<i>Illustration 13 Communauté de Filadelfia, Quirusillas.....</i>	<i>136</i>
<i>Illustration 14 Communauté de Palma Sola, Pampagrande .....</i>	<i>136</i>
<i>Illustration 15 Champs dans la communauté de Verdecillos, Comarapa .....</i>	<i>137</i>
<i>Illustration 16 Élevage de cochons, communauté de Cerro Verde, Mairana .....</i>	<i>137</i>
<i>Illustration 17 Cours d'espagnol-quechua dans l'école de la communauté de Cerro Verde (Mairana).....</i>	<i>139</i>
<i>Illustration 18 « L'égalité des genres donne de bons fruits » : Peinture sur le mur de l'école primaire de la communauté Huaracal.....</i>	<i>141</i>
<i>Illustration 19 Affiche appelant à la participation à une campagne de nettoyage collectif des déchets à Samaipata, 2015 .....</i>	<i>143</i>
<i>Illustration 20 Extraits du court métrage « la Fabrica del Agua ».....</i>	<i>189</i>
<i>Illustration 21 Remise de compensations, communauté Quebrada León.....</i>	<i>191</i>
<i>Illustration 22 Remise de compensations, communauté Palma Sola .....</i>	<i>191</i>
<i>Illustration 23 Attitude passive des femmes de la communauté de Cabracancha (Réunion avec la fondation Natura Bolivia).....</i>	<i>196</i>
<i>Illustration 24 Publication de la FNB sur sa page Facebook (01.05.2016).....</i>	<i>203</i>
<i>Illustration 25 Document de promotion de la FNB présenté lors de la COP 20.....</i>	<i>206</i>
<i>Illustration 26 Capture de la page d'accueil du site web de la FNB, état décembre 2015.....</i>	<i>207</i>
<i>Illustration 27 Publication la FNB sur sa page Facebook (05.05.2016) .....</i>	<i>208</i>
<i>Illustration 28 Extrait de la page Facebook de SAGUAPAC faisant référence à l'identité régionale .....</i>	<i>210</i>

## **LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES**

---



## LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AAS	Autorité nationale pour le contrôle des coopératives d'eau
ARA	Acuerdos Recíprocos por el Agua (Accords Réciproques pour l'Eau)
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
CEPAL	Commission Economique pour l'Amérique Latine
COP	Conference of the Parties dans le cadre de UNFCCC
CPSP	Comité Pro Santa Cruz
DDC	Direction du Développement et de la Coopération Suisse.
DIFID	UK's Department for International Development
ESPA	Ecosystem Services for Poverty Alleviation
FAN	Fundación Amigos de la Naturaleza
FAO	Food and Agriculture Organisation
FEDECAAS	Federación Departamental de Cooperativas de Agua y Alcantarillado de Santa Cruz
FNB	Fundación Natura Bolivia
GES	Gaz à effet de serre
IWRM	Integrated Water Resource Management
LPP	Ley de Participación Popular
MBI	Market-based Instruments
MEA	Millennium Ecosystem Assessment
NRT	Non-Representational Theories
OTB	Organizaciones Territoriales de Base
PDM	Plan de Desarrollo Municipal
POA	Plan Operativo Anual
PSH	Paiements pour Services Hydriques
PSE	Paiements pour Services Environnementaux
PSS	Performative Social Sciences
REDD+	Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation
RSE	Responsabilité Sociale des Entreprises
SAGUAPAC	Coopérative d'eau urbaine de la ville de Santa Cruz de la Sierra
SE	Services Environnementaux
TIPNIS	Territoire Indigène et Parc National Isiboro-Secure

UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change
UNDP	United Nations Development Programme
UNEP	United Nations Environment Programme
UN-REDD	Programme des Nations Unies pour la mise en œuvre de l’initiative REDD+
USAID	United States Agency for International Development

## AVANT-PROPOS

---



## AVANT-PROPOS

La réciprocité et la reconnaissance sont des valeurs que l'on associe souvent à des sociétés « traditionnelles » et que certains courants théoriques considèrent comme des menaces pour l'autonomie individuelle, dont il s'agirait de se libérer. Certes, la réciprocité et la reconnaissance impliquent par définition la dépendance à l'Autre, celui à qui l'on donne, de qui on reçoit et celui qui nous reconnaît. Elles impliquent une forme d'obligation, de contrainte et donc potentiellement une diminution de l'autonomie individuelle.

Mais sommes-nous vraiment en présence de valeurs contradictoires, qui s'affrontent en un « choc des valeurs » ?

Ne peut-on pas concevoir qu'un individu décide, de manière autonome, de dépendre de l'autre en contrepartie de reconnaissance ? Est-ce là le reflet de son aliénation, de l'internalisation silencieuse de normes et structures de pouvoir ? Toute relation de réciprocité et de coopération est-elle entachée de pouvoir ? Autrement dit, peut-on s'autosubordonner de manière autonome ? La dépendance peut-elle rendre heureux ou même libre ? Et le chercheur est-il en position de répondre à ces questions de lui-même ? Peut-il se fier aux dires des individus concernés pour évaluer leur subordination ou leur émancipation ? Ceux-ci sont-ils capables d'autocritique et de réflexion sur les structures de pouvoir, normes sociales qu'ils côtoient quotidiennement ? Peuvent-ils librement créer des règles du jeu nouvelles et innovantes ?

Si ces interrogations sont fondamentales pour les sciences sociales contemporaines, des sciences politiques à la géographie, d'autant plus lorsque celles-ci affirment s'inscrire dans une tradition « critique » comme nous le ferons ici, ces questions nous concernent tous et toutes dans nos vies quotidiennes.

L'agriculteur suisse qui reçoit des paiements directs, le citoyen qui trie ses déchets ou restructure sa vie de façon à ne plus en produire. Celui ou celle qui votent, qui s'engagent dans une association, une coopérative, un parti politique, qui portent un signe religieux ou se déplacent à vélo en ville. Le chercheur qui, comme moi, se soumet à la norme de la thèse « par articles », ou le paysan bolivien qui accepte de devenir un « prestataire de services environnementaux ».

Dans quelle mesure manifestons-nous notre autonomie ou au contraire, nous soumettons-nous à des normes sociales subordonnantes, en échange de reconnaissance ? Sommes-nous en mesure de transformer les institutions qui « règlent » nos vies ? Et quel est le rôle joué par nos émotions dans ces processus ? En particulier à l'heure où le capitalisme, dans son « nouvel esprit », recourt de manière de plus en plus fréquente aux registres émotionnels et affectuels, les émotions ont-elles un rôle normalisateur ? Peuvent-elles être orchestrées ? Et comment ?

C'est sur ce terrain que je vous entraîne, par l'étude d'instruments actuels de gestion de l'eau et de la forêt dans un espace rural bolivien. C'est un fragment de l'histoire de ces paysans boliviens, d'une ONG bolivienne, de coopératives d'usagers d'eau, d'autorités locales — municipales et communautaires — et de ma propre histoire jalonnée de questionnements, mais aussi d'intuitions, d'émotions et de hasards, que je vous livre ici, en quête de reconnaissance et de partage.



De la forêt montent les plaintes et les joies,  
Telle la brume humide du matin.  
Elles se rencontrent et délicatement se racontent...  
Tour à tour foisonnantes et discrètes,  
Elles se laissent écouter,  
Patiemment collectées.  
Je fais silence.  
J'absorbe.  
Lentement, j'apprends et je croûs.  
Passent les nuages,  
J'avance et je recule sur des routes tortueuses,  
Boueuses.  
Difficilement, je défriche un passage.  
À travers un touffu feuillage, j'avance...  
Et puis tout s'éclaire !  
Ça m'éblouit,  
Vite !  
Je veux partager, je peux parler.  
Comment ?  
Je m'emporte,  
Trop.  
Il faut redescendre.  
Je cherche un abri et alors je décante.  
La brume se transforme en volutes.  
Je mature, je prends du corps.  
Paisiblement, je déguste.  
De la forêt montent les rêves,  
Tels des oiseaux aux larges ailes.

*F. Bétrisey, 2015*

## REMERCIEMENTS

---



## REMERCIEMENTS

Plus que le goût de la coca, du « pollo frito », des « refrescos », plus que le son des « taquirari », des « tonadas » ou des « micros », la Bolivie que j'ai connue m'aura appris la persévérance. Cette forme de détermination optimiste qui s'accommode des obstacles, des contradictions et du découragement, mais parvient toujours à les surmonter. Une détermination du quotidien, des petits gestes et des petits combats qui font les grandes luttes. Celle des Boliviens qui jour après jour, dessinent le chemin non sans accroc. Con ánimo y sonrisa. Des Boliviens qui chantent la force des rivières, la beauté des fleurs et l'ombre reposante des arbres, même là où le béton les a depuis longtemps remplacés. J'ai partagé le chemin de beaucoup d'entre eux, qui m'ont accordé de leur temps, ont supporté ma présence et ont accepté de répondre à mes questions. Directement ou indirectement, ils ont ainsi rendu mon aventure doctorale possible et je les en remercie.

Cet apprentissage de la persévérance fut en effet de très grande utilité sur le chemin du thésard. Un chemin fait de passages délicats et d'autres, plus aisés, que j'ai arpentés par beau et mauvais temps, mais sur lequel je fus, au final, rarement seule. Je me dois ici d'exprimer ma gratitude à ceux qui m'ont accompagnée.

Tout d'abord, un remerciement officiel aux « sponsors » qui m'ont donné les moyens financiers pour entreprendre ce chemin de thèse : l'État de Vaud pour avoir financé mon salaire durant 5 ans ; le bureau de l'Égalité de l'Université de Lausanne qui a financé ma première phase de recherche de terrain ; l'Institut de Géographie et Durabilité qui a financé les deuxième et troisième phases de recherche de terrain ainsi que la participation à 5 conférences internationales ; la fondation pour l'Unil qui a financé ma participation à une conférence internationale à Paris.

Mais lorsqu'on part en randonnée, l'équipement et le budget ne font pas tout. Rien ne vaut un bon guide. Merci donc à celui qui a rempli ce rôle tout au long du chemin : mon directeur de thèse Christophe Mager. Merci pour ta confiance, ta patience, ta disponibilité et ton sens de l'humour qui ont permis de dédramatiser et de relativiser bon nombre de situations délicates. Merci d'avoir balisé le chemin et montré la voie quand il le fallait, tout en me laissant me tromper, revenir en arrière et finalement repartir dans une (autre) direction, sans même montrer de signes de lassitude. Ce fut également un plaisir de t'assister et d'enseigner à tes côtés. Merci aussi à celui qui fut, jusqu'à il y a peu mon codirecteur, Stephan Rist, de m'avoir guidée d'un peu plus loin et d'avoir stimulé ma curiosité et mon endurance depuis le master. Merci aux membres de mon jury Isabelle Hillenkamp et Johan Bastiaensen, d'avoir accepté de prendre part à la dernière étape de cette aventure. Merci pour votre lecture attentive et vos commentaires avisés et stimulants qui m'ont permis de me dépasser. Merci à François Bavaud d'avoir accepté de présider mon colloque et ma soutenance publique de thèse.

Merci à mon rapporteur, René Véron, et à Christian Eggs, tous deux membres de mon comité de suivi de thèse. Ils ont joué un rôle important dans la mise en place de mon itinéraire de recherche et leurs encouragements en cours de chemin ont été précieux. Merci à Valérie Boisvert et Christian Kull, pour les discussions constructives et stimulantes que nous avons partagées. Merci à Estelle Sohier, qui dans le cadre du programme de mentorat « starting doc » m'a aidée bénévolement, ainsi que 4 autres jeunes doctorantes, à prendre un bon départ.

Merci à mes collègues et amis (post) doctorants de l'IGD. Ils sont la preuve vivante, s'il en fallait encore une, que la coopération, la confiance et la solidarité se révèlent tout autant productives que la compétition. Merci à Lou, Natasha, Ursula. Ce fut un honneur de partager avec vous le bureau 3502 du Géopolis. Merci pour votre soutien et votre écoute au long des 5 dernières années. Merci à Joana, Manu, Marie, Paola, Caro, Basile, Leah, Martin, Marianne, Claire, Nipesh, Rolande, Daniel, Cyril, Mialy, Hélène et Jérémie et bonne chance sur vos chemins respectifs. Un merci tout particulier à Gwenaëlle, pour ta bonne humeur et ton écoute sincère dans les derniers mètres du chemin et pour la relecture attentive de mon manuscrit. Merci à Manon, Marcia et Carole, qui prennent soin des doctorants qu'elles voient défiler sur le chemin. Merci à Thy pour ses sourires et les nombreux chocolats d'encouragements offerts à la cafèt'. Merci à mes collègues « latino-bernoises », Stéphanie, Laura et Helen, qui m'ont permis de me sentir moins seule sur le chemin et de partager, au fil des rencontres, des moments de doute et de joie sur nos terrains boliviano-péruviens.

Gracias a mis querid@s amig@s bolivian@s César et Olivia, Ivan, Nicole et Manuel, Christian, Lotta, Luz et Marcelo por todos los buenos momentos que pasamos juntos y por su apoyo que me permitió seguir adelante. Merci particulièrement à César Pérez Hurtado. Depuis le premier jour où nous sommes rencontrés et où tu m'a prêté des pantalons et chaussures sèches après notre « recorrido » dans la forêt de Mairana, tu n'as jamais cessé de m'aider, de près ou de loin. Je ne l'oublierai jamais. Christian Paul Nogales Funez et Luz Natalia Mercado Callau ont directement contribué au travail de terrain en tant qu'assistants de recherche. Qu'ils soient ici remerciés et reconnus pour la qualité de leur travail et leur investissement personnel dans cette recherche. Au cours des voyages en micros, en moto, à pied ou en taxis, des longues heures d'attente et de marche au soleil ou sous la pluie, ils sont devenus des amis précieux.

Merci aussi à Don Adalid de Quirusillas, Doña Flora de Santa Rosa et Doña Maria Flora Lit d'El Torno qui ont défriché des portions de chemins qui me paraissaient inaccessibles. Merci aux membres de l'équipe de Natura Bolivia, qui m'ont ouvert la porte tout en acceptant de me laisser suivre mon propre chemin. Merci, Julian, Eduardo, Alfredo, Richard, Elibeth, Katia, Paulina, Huascar, Tito, Nigel.

Merci à mes ami-e-s, chers à mon cœur, qui m'ont écoutée, comprise, encouragée, patiemment attendue et rafraîchie en cours chemin. Merci de m'avoir changé les idées, de m'avoir offert un abri quand le temps se gâtait, de vous être réjouis avec moi dans les bons moments, et surtout de ne pas m'avoir laissé abandonner en chemin. Merci, Flo, Irène, Julie, Déborah, Roxane, Sophie, Marine, Marine, Clea, Anaïs, Coralie, Maude, Grégory, Paul, Zoé, Émilie, Feryel et Blaise et à ma marraine Dominique.

Merci à ma belle-famille pour leur écoute et leurs conseils et en particulier à mon beau-père, Noël Cordonier, pour ses relectures attentives, encourageantes et rapides, y compris dans le stress des dernières semaines. Merci surtout de m'avoir initiée à la viticulture ; un détour productif et parfois métaphysique, mais toujours bienfaiteur, sur le chemin du thésard.

Merci à mes parents pour leur soutien immatériel et matériel, indéfectible, à chaque étape du chemin, depuis toujours et pour toujours. Merci de m'avoir donné des racines solides, transmis l'amour de la nature, des fleurs, de la montagne et des champignons, mais aussi le goût du

voyage, de la découverte, et d'avoir élargi mon horizon et aiguisé ma curiosité depuis mon plus jeune âge.

Merci enfin à celui qui, en chemin, est devenu mon mari. Merci d'avoir partagé et supporté les montagnes russes émotionnelles que fut cette thèse ; joies et déceptions, espoirs et découragements alternant parfois dans la même journée, voire dans la même heure alors que je parcourais les derniers mètres du chemin... Merci de m'avoir sécurisée dans les passages difficiles, mais aussi de m'avoir poussée à aller de l'avant quand je me décourageais. Même à l'autre bout du monde. Merci, surtout, d'avoir profité du paysage avec moi en cours de chemin. Ce dernier n'aurait pas été aussi beau sans toi à mes côtés.

Merci aussi à toutes les personnes rencontrées au long du chemin, qui m'ont accueillie, conseillée ou encouragée et qui y ont cru, parfois plus et mieux que moi, à Lausanne, à Berne, à Genève, à Santa Cruz, à La Paz, à Sucre, à Mendoza, à Lille, à Nanterre ou à San Francisco.



## RESUMES

---





## RESUME

Notre thèse porte sur un schéma de paiements pour services hydriques (PSH) appelé « *Acuerdos Recíprocos por el Agua* » (ARA), développé dans la zone orientale de la Bolivie, à l'initiative de l'ONG *Natura Bolivia*, dans un contexte national, régional et local en mutation. Cette recherche interroge les justifications de l'adoption des ARA, les types de relations d'échanges qui en découlent, ainsi que les implications sociopolitiques de leur mise en œuvre.

Nous montrons, tout d'abord, que les paiements pour services environnementaux (PSE) — instruments contemporains de gestion des ressources naturelles dont sont issus les PSH — ont été largement interprétés comme une réponse strictement néolibérale à la nécessité d'assurer une gestion durable et juste des ressources naturelles. Facilitant l'accès aux marchés, à la redistribution des ressources financières et à la formalisation des droits fonciers pour les individus et les groupes marginalisés, les PSE permettraient d'assurer les conditions d'équité et de justice sociale en sus d'une gestion plus efficiente des ressources. Leurs détracteurs considèrent au contraire cette « marchandisation » comme un vecteur de domination à la fois des pauvres et de la nature, évinçant (*crowding out*) toutes considérations morales, et régulations autres que marchandes — qu'elles s'appliquent à la nature ou aux rapports entre les partenaires de l'échange de services environnementaux. Concevant l'économie, à l'instar de K. Polanyi, comme un « processus institutionnalisé », encadré dans des institutions et des normes sociales spécifiques, nous faisons d'abord une double hypothèse : d'une éviction non systématique des régulations non marchandes et d'une articulation — au travers des PSH — des principes économiques idéaux typiques polanyiens (réciprocité, redistribution et échange marchand). Suivant une démarche abductive monopolisant divers outils méthodologiques qualitatifs, nous établissons que les ARA ne font pas abstraction des logiques organisationnelles « populaires » réciprocatrices et redistributives, ajustant au contexte local un objet global. Privilégiant une vision critique des institutions, nous attestons que ces PSH relèvent d'un « bricolage institutionnel » (Cleaver, 2012), à la fois lié aux capacités créatrices des acteurs locaux et à leurs représentations et se déroulant parfois au-delà de la sphère cognitive.

Nous témoignons également du fait que la « reconnaissance » constitue l'un des registres de justification de l'adhésion aux ARA, exprimé par certains prestataires de services. Les ARA impliquent, en effet, une relation de reconnaissance, qui se déploie selon des modalités à la fois discursives et pratiques. Or, l'analyse critique de cette reconnaissance attire l'attention sur la sensibilité des dispositifs PSH aux structures de pouvoir. Les ARA oscillent, manifestement, entre un potentiel émancipateur, par le biais de la création de nouveaux canaux de reconnaissance transformant les structures de pouvoir, et un risque de subordination, par l'intermédiaire de la création de canaux de reconnaissance précaires ou basés sur des structures de pouvoir (nouvelles ou préexistantes) fortement excluantes. Cette analyse par la reconnaissance permet d'aller au-delà des interprétations classiques des implications sociopolitiques des PSH en termes d'accès et de participation, de droits, et de redistribution des bénéficiaires. Elle permet aussi de rendre visible la complexité, l'ambiguïté et les risques de subordination liés à de tels dispositifs. Il s'agit là d'un préalable à la conception d'initiatives réellement susceptibles d'accroître les conditions de justice sociale de populations marginalisées. Nous posons que cet appareillage conceptuel gagne à être appliqué au-delà des dispositifs PSH/PSE et dans d'autres contextes géographiques et en appelons, enfin, au recours aux théories récentes issues du tournant émotionnel en sciences sociales, afin d'élargir encore le champ d'application de la reconnaissance et de donner une nouvelle focale aux pratiques de recherche, que nous interrogeons — dans un souci de symétrie — au regard, notamment, des concepts de réciprocité et de reconnaissance.

## SUMMARY

This thesis focuses on the "*Acuerdos Recíprocos por el Agua*" (ARA) initiative, a scheme that provides payments for water services (PWS). It was developed in the eastern part of Bolivia, by a regional NGO (the Foundation Natura Bolivia) within a changing national, regional and local context. This thesis examines the reasons for the adoption of the ARA, the types of exchange relationships arising therefrom, as well as the socio-political implications of their implementation.

I first show that the international diffusion of payments for environmental services (PES) – contemporary instruments for natural resource management that include PWS – was widely interpreted as a strictly neoliberal response to the need for sustainable management of natural resources. “Market-based” PES were encouraged in part because of their supposed potential to reduce poverty. They were thought to improve access to markets and redistribution of financial resources and formalization of land rights for individuals and marginalized groups, particularly in disadvantaged countries and regions. In doing so, they would increase the conditions of equity and social justice. Critics, however, evoke the risk of *crowding out* of any regulation other than commercial and of moral considerations applying to nature or to the relationships between the partners of environmental services exchange.

Herein I favor a critical vision of the design of institutions and of the economy. According to Polanyi, I consider the latter as an "institutionalized process" embedded in institutions and specific social norms. Therefore, I assume a non-systematic eviction of non-market regulations and I discuss the possibility of an articulation – within PWS– of the ideal-typical Polanyien economic principles of reciprocity, redistribution and market exchange. In an abductive approach utilising various qualitative methodological tools, I establish that the ARA do not ignore the "popular" and reciprocity-redistributive organizational logics, thus adjusting a global object to the local context. I confirm that these PWS fall under an "institutional bricolage" (Cleaver, 2012), related to the strategies of local actors and their performances.

I provide evidence that "social recognition" is one of the justifications of the adhesion to PWS expressed by some service providers. The ARA imply recognition relationships that unfold in both discursive and practical ways. However, critical analysis of this relational recognition draws attention to the sensitivity of the PWS apparatus to power structures. The ARA vary, between an emancipatory potential, through the creation of new channels of recognition and the transformation of power structures, and a risk of subordination, through the creation of precarious recognition relationships based on highly exclusionary power structures.

This analysis through the concept of recognition allows us to go beyond dominant interpretations of sociopolitical implications of PWS in terms of ‘access’ and ‘participation’, ‘rights’ and ‘distribution of benefits’. It also illustrates the complexity of such arrangements. Understanding this complexity is a prerequisite to designing instruments that may increase the conditions of social justice for the marginalized. I question if this conceptual equipment could be applied beyond the PWS / PES instruments and in other geographical contexts. Finally recourse is given to recent theories from the emotional turn in the social sciences, to further expand the scope of recognition and to give a new focus to research practices that are equally questioned through the concepts of reciprocity and recognition.

## RESUMEN

Mi trabajo se centra en los "Acuerdos recíprocos por el Agua" (ARA), un sistema basado en pagos por servicios hídricos (PSH) y desarrollado, en la parte oriental de Bolivia, por una ONG regional (Fundación *Natura Bolivia*), dentro de un contexto nacional, regional y local cambiante. Precisamente, analizo las razones de la adopción de los ARA y los tipos de relaciones de intercambio que derivan de éstas, así como las implicaciones socio-políticas de su aplicación.

En un primer tiempo muestro como los pagos por servicios ambientales (PSA) – instrumentos contemporáneos para la gestión de los recursos naturales, basados en el mercado y que incluyen PSH – fueron en parte fomentados por su supuesta capacidad para reducir la pobreza. Se pensaba que mejorarían la redistribución de los recursos financieros y el acceso a los mercados de los individuos y los grupos marginados, en particular en los países y regiones desfavorecidas. De este modo, se aumentarían las condiciones de equidad y justicia social. Por otro lado, la literatura crítica estima que los PSA sistemáticamente desplazan [crowding out] a cualquier regulación que no sea comercial y de consideraciones morales aplicables a la naturaleza o a las relaciones entre los socios de intercambio de servicios ambientales, ampliando situaciones de injusticia social. Mi trabajo de investigación favorece una visión crítica del diseño de las instituciones y de la economía. Al igual que Polanyi, considero la economía como un "proceso institucionalizado" incrustado en las instituciones y las normas sociales específicas. Por lo tanto, supongo un desplazamiento no sistemático de las regulaciones no-mercantiles y discuto la posibilidad de una articulación - dentro de los PSH - de los principios económicos típico-ideales de reciprocidad, redistribución e intercambio de mercado. Desde un enfoque abductivo y a través de diversas herramientas metodológicas cualitativas, establezco que los ARA no ignoran las lógicas organizativas "populares" y de reciprocidad-redistribución, logrando así ajustar un objeto global al contexto local. Asimismo, confirmo que las PWS caen bajo un "*institutional bricolage*" (Cleaver, 2012), debido a las estrategias de los actores locales y sus actuaciones.

En segundo tiempo, pongo en evidencia que el "reconocimiento social" es una de las justificaciones de la adhesión a los PSH, expresada por algunos proveedores de servicios. Los ARA implican relaciones de reconocimiento que se desarrollan en formas discursivas y prácticas. Sin embargo, el análisis crítico de este reconocimiento relacional enseña que los ARA varían, entre un potencial emancipador, a través de la creación de nuevos canales de reconocimiento y la transformación de las estructuras de poder, y un riesgo de subordinación, a través de la creación de relaciones de reconocimiento precarias en base a las estructuras de poder altamente excluyentes.

Finalmente, el análisis del concepto de reconocimiento nos permite ir más allá de las interpretaciones dominantes sobre las implicaciones sociopolíticas de los PSH, en términos de "acceso" y "participación", "derechos" y "distribución de beneficios". También ilustra la complejidad de tales arreglos. La comprensión de esta complejidad es un requisito previo para el diseño de instrumentos que puedan aumentar las condiciones de justicia social para los marginados. Por ello, considero que este aparato conceptual podría aplicarse más allá de los instrumentos de la PSH / PSA y en otros contextos geográficos. En conclusión, doy recurso a las teorías recientes del "emotional turn" en las ciencias sociales, para ampliar aún más el alcance de reconocimiento en próximas investigaciones, y para dar un nuevo enfoque, a través de los conceptos de reciprocidad y reconocimiento, a las prácticas de investigación que cuestiono.

## RESUME GRAND PUBLIC

7,3 milliards de dollars ont, selon l'ONG *Forest Trends* (Bennett & Carroll, 2014), transité au sein de mécanismes de paiements pour services hydriques (PSH) au niveau mondial. Les PSH constituent donc un objet d'étude incontournable, notamment lorsqu'on s'intéresse à la gestion de l'eau en zone rurale. La mise en place de PSH se fait sur l'hypothèse, hydrologiquement fondée, que la conservation de forêts en amont de bassins versants engendre une amélioration quantitative et qualitative de l'eau à disposition en aval. Cette amélioration est vue comme un service rendu par la forêt — et par analogie par les acteurs des zones amont qui la conservent — à ceux qui font, en aval, usage de l'eau. Dans le cadre des PSH, ces services — préalablement quantifiés et économiquement valorisés — font l'objet de transactions économiques contractualisées. Les promoteurs des PSH espèrent qu'ils contribuent à une amélioration éco-efficace de la gestion de l'eau.

Notre thèse porte sur un schéma de PSH appelé « *Acuerdos Recíprocos por el Agua* » (ARA), développé dans la zone orientale de la Bolivie, à l'initiative d'une ONG régionale, la fondation *Natura Bolivia*, dans un contexte national, régional et local en mutation. Nous nous intéressons particulièrement (1) à leurs fonctionnements et aux logiques économiques qui les sous-tendent, ainsi qu'à (2) leurs implications en matière de justice sociale et environnementale, du point de vue des populations locales « prestataires de services ».

Nous montrons d'abord que les ARA dépassent le cadre « marchand » et « néolibéral » de leur conception et intègrent des logiques organisationnelles « populaires » réciprocaires et redistributives en un processus de « bricolage institutionnel » (Cleaver, 2012), les acteurs locaux ajustant l'objet global PSH au contexte local. Nous attestons également du fait que ces mêmes acteurs justifient leur décision de participer aux ARA en faisant référence à des registres qui dépassent l'évaluation utilitariste et intègrent une dimension émotionnelle et de reconnaissance.

Ce processus de bricolage n'est toutefois pas indépendant des structures de pouvoir locales et des hiérarchies entre acteurs. Nous établissons que les ARA oscillent entre (1) un potentiel de transformation de structures de pouvoir et (2) un potentiel de renforcement de ces structures. Le premier passe par la création de canaux alternatifs de reconnaissance des individus préalablement exclus des schèmes de reconnaissance dominants, et contribuant, en cela, à plus de justice sociale. Tandis que le second consiste en la création de canaux de reconnaissance précaires ou basés sur des structures de pouvoir (nouvelles ou préexistantes) fortement excluantes, reproduisant ainsi des situations d'injustice, ou créant de nouvelles situations d'aliénation.

Notre thèse montre la complexité du fonctionnement de ces initiatives sur le terrain, ainsi que les risques et potentiels qu'elles impliquent en matière de justice sociale et environnementale. Nous insistons donc sur la nécessité d'études empiriques sur les PSH dépassant les revendications idéologiques et donnant la parole aux acteurs parties prenantes, tout en se ménageant la possibilité d'en faire la critique. Il s'agit là, selon nous, d'un préalable à la conception d'initiatives écologiques réellement susceptibles d'accroître les conditions de justice sociale des populations concernées.

GENEALOGIE ET CLES DE LECTURE DE CETTE  
THESE PAR ARTICLES

---



## GENEALOGIE ET CLES DE LECTURE DE CETTE THESE PAR ARTICLES

Lors de mon inscription en thèse, le règlement de la Faculté des Géosciences et de l'Environnement (FGSE) ne fixait pas les exigences formelles d'une « thèse par articles ». Par analogie avec ce que déterminait, en 2012, la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, les membres du Comité de suivi de ma thèse (MER C. Mager, Prof. S. Rist, Prof. R. Véron, M. Christian Eggs<sup>1</sup>) ont décidé qu'une telle thèse devait avoir fait, au moment de sa soutenance, l'objet d'une valorisation par au moins 4 articles, dont la moitié (et au moins deux) écrite en première auteure, ce qui attesterait du caractère à la fois personnel et scientifiquement pertinent de ma recherche.

Les articles devaient avoir été publiés, acceptés pour publication ou « en révision avec modifications mineures » dans différentes revues scientifiques à comité de lecture (« peer-review »). Il avait été de plus exigé que ces revues soient indexées soit par l'Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (AERES), soit par SCOPUS (Elsevier). En outre, ces articles devaient :

- présenter une cohérence thématique ou théorique ;
- être précédés d'une présentation générale donnant le cadre général de la thèse (cadre théorique, méthodes, questions de recherche, etc.), d'un cadrage théorique et conceptuel, de même que de descriptions empiriques approfondies qui ne pouvaient être incluses dans des articles ;
- être suivis d'une conclusion qui souligne la cohérence du travail entrepris, discute de l'intérêt et de l'originalité des résultats obtenus, rappelle les avancées et, à un niveau plus général, présente les perspectives de recherche.

Il est bon de revenir brièvement sur le contexte de leur production. Tout d'abord, deux articles ont été soumis dans le cadre d'appels à communications de revues. L'article publié dans la revue *Mountain Research and Development* le fut ainsi dans le contexte d'un numéro spécial intitulé « Family Farming in Mountains—Institutional and Organizational Arrangements in the Context of Globalization ». L'article publié dans la *Revue Française de Socio-Économie*, l'a, quant à lui, été dans un numéro spécial portant sur « l'économie solidaire dans une perspective internationale ». Ainsi, ces articles ont été pensés en fonction des champs théorique et thématique mobilisés par ces appels à communications. L'article publié dans la revue *EchoGéo* a lui été conçu pour la rubrique « Sur le Vif », dédiée à l'analyse d'événements de l'actualité. Nous avons ainsi profité de la Conférence COP 21 à Paris, en décembre 2015, pour proposer une analyse de la position et de la vision bolivienne de la justice environnementale et climatique.

La réponse à des appels à communications offre l'avantage, non négligeable dans le cas d'une thèse par articles, de raccourcir les délais entre la soumission d'un article et sa publication. Il en va de même pour les rubriques centrées sur l'actualité, qui se doivent d'accélérer les rythmes de relecture et de publication, afin de maintenir le contact avec les événements sur lesquels portent les articles. La réponse à ces appels a toutefois le défaut de restreindre le champ et la liberté de

---

<sup>1</sup> Directeur du programme « Global Water », Direction du Développement et de la Coopération Suisse, Berne.



développement des articles. Il s'agit en effet, pour le chercheur, de s'adapter, en amont de la rédaction déjà, aux attentes des éditeurs, lesquelles sont plus spécifiques que dans le cadre d'une soumission spontanée d'article.

Enfin, ces articles (écrits entre 2012 et 2016) ont tous passablement évolué en fonction des commentaires des relecteurs, lesquels peuvent réorienter l'article dans une direction parfois différente de celle imaginée en première instance par le chercheur. Enfin, les articles présentent le défaut de figer l'analyse et la production de connaissance. Il n'est en effet pas possible, pour le chercheur, de les transformer à la dernière minute afin de les adapter à l'évolution de sa pensée. Leur production en cours de thèse a cependant l'intérêt d'encourager le doctorant-chercheur à se familiariser avec le processus d'écriture, et lui permet de tester la « scientificité » de son propos et de sa formulation. C'est également au cours de l'analyse des données et de leur publication sous forme d'articles que le chercheur, dans une démarche proche de l'induction, est amené à revoir son cadrage théorique et conceptuel et à le développer dans de nouvelles directions.

Si nous avons choisi de compléter nos articles par un travail monographique conséquent, revenant sur le cadrage théorique, méthodologique, épistémologique et contextuel de la recherche, c'est parce que nous estimions que nos articles ne revenaient pas suffisamment sur ce cadrage qui leur avait donné naissance, et qu'ils avaient contribué à produire. Ces articles servent cependant à opérationnaliser notre cadre analytique et à illustrer notre argumentaire théorique par le biais d'études empiriques. Nous les avons donc regroupés dans la partie III.

Ce choix de structure, contraint notamment par l'exigence expresse des éditeurs et du nouveau règlement de la FGSE de reproduire les articles dans leur langue d'origine et en respectant les normes formelles des revues, vise à éviter les effets de redites. Cette structure est également plus proche de l'évolution chronologique de notre pensée au cours de la thèse et de l'alternance constante entre théorie et empirie qui a caractérisé notre démarche. Nous en avons conscience, cette structure, aussi cohérente qu'elle nous paraisse compte tenu des contraintes, rend la lecture de notre manuscrit plus complexe. Le lecteur sera en effet amené à se référer aux articles de la partie III au cours de la lecture de la partie II, comme nous le suggérerons en temps voulu. Nous avons cependant adopté un code couleur pour faciliter la lecture et le renvoi aux articles.

Il s'agit donc là d'un produit hybride. Nous espérons que le lecteur y décernera notre souci de composer avec les exigences formelles et quantitatives imposées, et les exigences de qualité et de légitimité de la production scientifique.

Nous détaillons à présent la structure de cette thèse, organisée en quatre parties.

## PLAN DE LA THESE

---



## PLAN DE LA THESE

Dans la première partie de notre thèse, nous exposons notre objet de recherche (à savoir les paiements pour services environnementaux et hydriques) et le traitement dont celui-ci a bénéficié dans la littérature. Nous montrons l'intérêt d'une approche critique des paiements pour services environnementaux, inspirée de l'institutionnalisme critique et de la notion de « bricolage institutionnel ». Puis nous esquisserons nos objectifs et questionnements de recherche. Enfin, nous définirons le contexte théorique, épistémologique, morphologique et technique du déroulement de notre « performance »<sup>1</sup> de recherche.

Dans la deuxième partie de notre thèse, nous présentons le décor de notre recherche, à savoir le cas d'étude choisi (les Accords Réciproques pour l'Eau [ARA] en Bolivie orientale) et le contexte institutionnel local, régional et national de son émergence. Nous explicitons également les cadres analytiques utilisés pour rendre compte de la dimension sociale de ces initiatives locales de PSE et de leur encastrement grâce au référentiel polanyien, de leur dimension morale telle que formulée par les acteurs et cela grâce au référentiel de la sociologie pragmatique et enfin de leur dimension politique en faisant porter notre regard plus particulièrement sur la dimension de « justice sociale » de ces arrangements grâce aux théories de la reconnaissance. Enfin, dans cette partie nous présentons les différents résultats en termes d'encastrement, d'hybridité socioéconomique des ARA, de diversité des régimes de justification au-delà de l'agir conséquentialiste et de la portée émancipatrice, mais également assujettissante des ARA.

La troisième partie montre la façon dont nous avons opérationnalisé les cadres analytiques et procédé à l'analyse des données au sein de 5 articles scientifiques.

Enfin, la quatrième partie offre une synthèse générale des résultats obtenus et rappelle la pertinence de ces derniers dans le contexte de la recherche sur les Paiements pour Services Environnementaux, mais aussi plus largement de la littérature sur l'institutionnalisme critique. Nous terminons cette partie conclusive en proposant des pistes pour le développement de futures recherches dans le domaine des PSE et de la géographie critique de l'environnement, grâce, notamment, à la mobilisation des théories plus-que-représentationnelles et aux outils développés par les *Performative Social Sciences*, afin de mieux rendre compte de mécanismes non cognitifs et non conscientisés qui, au demeurant, influencent le processus de bricolage institutionnel au-delà de la réflexivité des acteurs et déterminent en partie la reconnaissance de ces derniers au sein de ces arrangements bricolés.

---

<sup>1</sup> Au cours de ce travail, nous utiliserons la notion de « performance » dans un sens inspiré par sa signification anglaise, qui se réfère au comportement ou à l'attitude d'une personne dans une situation donnée. Cette signification est proche de celle utilisée dans le domaine artistique, où le terme « performance » est entendu comme une production artistique non figée, qui évolue selon le contexte et le temps, et qui contient souvent une part d'improvisation, en opposition à l'idée de « représentation » artistique. Considérer la recherche comme une *performance*, à la manière des *Performative Social Sciences*, permet de reconnaître que les chercheurs ne se contentent pas de « décrire le monde tel qu'il est, mais le jouent [enact] » de façon interactive (Jones, 2006 : 70, trad. pers.).



## PARTIE I

Une approche critique des paiements pour services  
environnementaux

---



## 1. INTRODUCTION

Lors de la 21e Conférence des Parties tenue, en 2015, à Paris dans le cadre de la Conférence-cadre des Nations Unies pour le changement climatique, le gouvernement bolivien affirmait que les pays du Sud, à l'instar de la Bolivie, « ne seraient pas les gardes forestiers des pays du Nord et du système capitaliste »<sup>1</sup>. Cette citation illustre les relations entre les questions écologiques, économiques et les notions de justice et d'équité, ne serait-ce que sur un plan rhétorique. Or, comme nous le montrerons, ces articulations entre champs social, politique, économique et moral apparaissent également à un niveau plus local, lorsque l'on examine des initiatives contemporaines de gestion de l'eau et de la forêt que sont les *paiements pour services environnementaux* (PSE) et *hydriques* (PSH), pourtant trop souvent présentés de façon dépolitisée, désocialisée, démoralisée. Mais ces initiatives de PSE sont aussi fréquemment décrites de façon démoralisante par leurs détracteurs, qui offrent une lecture a priori fataliste de l'inévitable domination des peuples autochtones, communautés paysannes et sociétés rurales, en particulier dans les pays périphériques, dits « du Sud ». Le plus souvent, enfin, ces recherches se basent sur des définitions a priori de notions telles que la justice, la pauvreté ou l'équité et les visions formulées localement par les acteurs concernés passent alors inaperçues. La présente recherche s'attache à l'inverse à fournir une compréhension socialement et politiquement fondée d'un dispositif de paiements pour services hydriques (PSH) en Bolivie orientale, c'est-à-dire des logiques et morales guidant son institutionnalisation, mais aussi de ses implications sociales et politiques. Cette lecture critique sera fondée sur les représentations, valeurs et émotions formulées par les acteurs locaux.

Le principe de paiements pour services hydriques est un cas particulier d'application du principe de PSE à la gestion de l'eau et des terres à l'échelle de bassins versants, un contexte et des activités qu'il importe d'abord de bien définir. Le PSH prend en compte la relation hydrologique (considérée comme universelle) voulant qu'une gestion durable des terres (conservation/protection de la forêt, agriculture « durable ») dans les zones amont de bassins versants garantisse la régulation du débit et de la qualité de l'eau des rivières, au bénéfice des utilisateurs d'eau en aval du bassin versant. Le PSH préconise de concevoir ces bénéfiques comme des « services hydriques » fournis aux utilisateurs en aval par les habitants des zones amont. Des paysans habitant ces zones et optant pour ces stratégies « durables » de gestion des terres sont alors considérés comme des « prestataires de services » et les utilisateurs d'eau en aval comme des « bénéficiaires de services ». Cette prestation de services hydriques en amont vers les bénéficiaires en aval donne lieu à un flux retour dit de « compensation », de « récompense » ou de « paiement » des services environnementaux fournis, des bénéficiaires vers les prestataires. On parle alors d'une relation d'échange entre partenaires autour de ces services. Le principe de PSH permet donc de mettre en relation des acteurs ou groupes d'acteurs (prestataires et bénéficiaires), postulant la création de relations sociales et économiques sur la base de relations hydrologiques existant entre les sites habités par ces acteurs. Ce faisant, le PSH induit une nouvelle forme de gestion du bassin versant passant par la mise en place de transactions qu'il préconise privées, volontaires, conditionnelles et négociées, entre ces différents acteurs, autour des services hydriques.

---

<sup>1</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=VxzjeBdLIu0>, consulté le 01.11.2016, traduit par l'auteure.



C'est notre intérêt initial pour la question de la gestion et de la gouvernance contemporaine de bassins versants en milieu rural qui nous a amenée à considérer l'outil PSE et sa variante PSH. En effet, le PSE est aujourd'hui une notion clé de la gouvernance des ressources naturelles, y compris à l'échelle des bassins versants. En 2013, l'organisation *Forest Trends* recensait 345 programmes de compensations et paiements pour services hydriques à l'échelle mondiale, avec 7 millions de ménages ayant reçu un montant de 7,3 milliards de dollars « en échange d'une gestion durable des terres protégeant la santé des bassins versants » (Bennett & Carroll, 2014 : vi, trad. pers.). Il s'agit donc d'un outil non négligeable, qui se doit d'être analysé lorsque l'on interroge la gouvernance contemporaine des bassins versants.

Le principe de PSE ainsi que le concept de services environnementaux (SE) sont également devenus des « buzzwords » au sein de la littérature scientifique. Kull et al. (2015) retracent l'émergence d'un discours scientifique à leur sujet dès les années 1990, et montrent comment le nombre d'articles scientifiques traitant des SE/PSE s'est accru de manière spectaculaire à partir du milieu des années 2000. Or, le PSE est encore volontiers présenté (par ses détracteurs autant que par ses supporters) comme vecteur d'un projet de « marchandisation » de la gouvernance environnementale, soit de la promotion de politiques environnementales privilégiant une gestion des ressources naturelles par le marché. Cependant, de nombreuses études empiriques tendent à relativiser ce constat, démontrant la nature « hybride » de la pratique des PSE, lesquels sont volontiers considérés comme de nouvelles « institutions », et notent la prégnance de logiques « non marchandes » dans cette pratique (Fletcher & Breitling, 2012 ; McAfee & Shapiro, 2010 ; Shapiro-Garza, 2013b ; Van Hecken, Bastiaensen & Huybrechs, 2015). Il manque toutefois encore des cadres analytiques permettant d'évaluer cette hybridité, ainsi que les processus de formation et de négociation par les différents acteurs de ces institutions de PSE.

Notre thèse porte sur un cas particulier de dispositif de gestion de l'eau par bassin versant appelé « *Acuerdos Recíprocos por el Agua* » (ARA)<sup>2</sup>, inspiré par le principe de PSH et développé à l'initiative d'une ONG régionale, la fondation *Natura Bolivia*, dans la zone orientale et semi-tropicale de la Bolivie. Initié en 2003, ce dispositif comptait en 2013 la participation de 1980 familles d'agriculteurs « prestataires de services environnementaux », appartenant à des communautés paysannes en amont de bassins versants, et signataires de contrats de conservation de leurs terres forestières (Natura Bolivia, 2015)<sup>3</sup>. Ces initiatives se sont développées dans un contexte national, régional et local de mutations, que nous serons conduits à expliciter.

Nous proposons ici d'interroger dans un premier temps le fonctionnement d'un tel outil, son encastrement institutionnel et son hybridité, et ce à travers l'analyse des pratiques d'échange et des aspirations des différents acteurs y participant. Ce faisant, nous désirons d'abord contester la présence d'une régulation marchande au sein de l'initiative étudiée, et ses potentielles articulations et hybridations à des logiques qualifiées de non-marchandes. Faisant nôtre la critique de Boisvert (2015) selon laquelle « le terme de marché est employé dans différentes acceptations parfois confondues dans le discours » (op.cit. : 187) sur les PSE, nous proposerons l'utilisation du référentiel polanyien, définissant les modalités de l'échange marchand ainsi que d'autres formes

---

<sup>2</sup> Initialement dénommé « paiements pour services environnementaux », puis « compensation pour services environnementaux ».

<sup>3</sup> Données consultables à l'adresse : <http://bit.ly/1KYVgVW>

d'échange au sein des économies empiriques. Nous opérationnaliserons ces modalités sous forme de critères, construisant une grille d'analyse que nous appliquerons aux ARA.

Puis, nous questionnerons les processus d'institutionnalisation de ces initiatives et interrogerons les régimes de justification de la (non) participation des paysans prestataires de services potentiels et montrerons l'importance des considérations morales dans les décisions de participation ainsi que la diversité des horizons de sens et des notions de justice mobilisées pour fonder ces actions. Enfin, sur cette base, nous interrogerons les implications de ces outils au regard de leur potentiel d'émancipation d'acteurs et de collectivités considérées comme marginalisées. Il s'agit là d'un enjeu crucial, dans la mesure où la légitimité de la mise en place de PSE, en particulier dans les pays les plus pauvres, est vue dans la littérature comme dépendante de leur potentiel de réduction de la pauvreté. Ces éléments sont le plus souvent postulés a priori, sur la base d'hypothèses relatives au fonctionnement théorique des marchés. Quant aux analyses empiriques, elles mobilisent un référentiel basé sur les notions de justice redistributive, d'accès au marché considéré comme émancipateur et luttant contre la pauvreté monétaire. Ceci enjoint à privilégier les questions de redistribution des bénéfices et d'accès des plus pauvres aux PSE — ainsi que de formalisation de droits de propriété foncière individuels — au sein d'évaluations « socioéconomiques ». Ce traitement se fonde non seulement sur une vision simpliste du « social », mais tend aussi à dépolitiser les initiatives de PSE et leur impact sur les institutions existantes (Van Hecken, Bastiaensen & Huybrechs, 2015), qu'il soit transformateur ou au contraire reproducteur. Il renforce le biais positif autour de l'appréciation des impacts sociaux des PSE et ce peu importe le contexte institutionnel dans lequel ils se développent. C'est pourquoi nous nous attacherons à mettre en lumière les implications sociales et politiques de l'initiative étudiée, en lien avec ce contexte. Pour ce faire, nous mobiliserons les théories de la reconnaissance, et plus particulièrement les écrits d'Axel Honneth et de Judith Butler, deux auteurs au positionnement radicalement opposé concernant la reconnaissance et son potentiel émancipateur ou de subordination. Nous montrerons comment les ARA produisent de la reconnaissance à différents niveaux (individuel et collectif), ainsi que le rôle clé tenu par la fondation *Natura Bolivia* dans ce processus. Nous témoignerons du fait que cette reconnaissance peut alterner entre des moments émancipateurs et des moments de reproduction des structures de pouvoir par des processus d'exclusion de la reconnaissance ou par une reconnaissance dite « idéologique », produite de manière stratégique afin d'assurer la pérennisation du PSE.

*Notre recherche poursuit de fait l'objectif de fournir une grille d'analyse descriptive des types de relations d'échange auxquelles procèdent les paiements pour services hydriques à l'échelle locale, en nous inspirant du référentiel de l'économie substantive de Karl Polanyi, ainsi que celui de proposer une grille d'analyse normative, fondée localement, permettant d'évaluer les implications sociales et politiques de telles initiatives PSH et leur potentiel d'émancipation.*

Notre thèse combine une analyse socioéconomique descriptive des échanges de services environnementaux et des modalités de gouvernance qui les instituent à une étude plus normative, en matière d'émancipation, de domination et de justice ou injustice sociale. Ce double objectif heuristique nous permet de répondre au déficit de recherche relatif à la gouvernance et aux impacts sociaux au sein de la littérature sur les PSE (et l'initiative REDD+), identifié par Hufty & Haakenstad (2011), en nous interrogeant à la fois sur les modalités d'institutionnalisation des

échanges socioéconomiques et leurs implications sociopolitiques. Nous nous inscrivons également dans le programme de recherche proposé par Van Hecken, Bastiaensen & Windey (2015), visant à fournir une meilleure théorisation sociale et politique des PSE, au moyen d'études qualitatives empiriquement fondées.

Rappelons que si nous avons privilégié une étude de cas en Bolivie orientale, notre entrée reste thématique et non régionale. L'objet de notre recherche est bien le PSH et notre objectif est de comprendre les modalités de son institutionnalisation et de son adaptation à un contexte particulier ainsi que ses implications et influences sociopolitiques de façon holistique. Ce contexte ne constitue cependant pas l'objet principal de notre recherche. De même, nous n'interrogerons pas la transformation des relations société-nature ni celle de la vision de la « nature » sous-jacente au principe de PSE, ni encore, au concept même de services environnementaux (SE). Nous nous situons également en amont des réflexions sur les implications territoriales des PSE. En effet, tout en considérant les PSH comme des dispositifs à forte incidence spatiale, nous questionnerons les processus sociopolitiques et économiques, agissant comme média lors de la construction et mise en œuvre des ARA. Ce faisant, nous faisons nôtre la préoccupation formulée par Di Méo & Buléon (2005) selon laquelle, « pour comprendre la nature des liens que les individus appartenant à un groupe tissent avec leur espace géographique, il ne faut pas se contenter d'étudier leurs relations à la nature ou leurs modes matériels de production et d'exploitation des ressources qu'elle recèle. Il convient absolument de faire une place à la compréhension des rapports des hommes entre eux, ainsi qu'à l'étude de leurs diverses manières de coopérer ou de s'exploiter mutuellement lorsqu'ils s'approprient et transforment les éléments de la nature » (op.cit. : 125). Injonction à laquelle nous espérons répondre.

Partant, nous montrerons comment les initiatives de PSH investiguées articulent des logiques socioéconomiques marchandes et non marchandes produisant de ce fait un dispositif hybride, évalué de manière distincte selon les acteurs, de telle sorte que l'action de participer ou non aux PSH répond à des justifications morales variées au sein des groupes de prestataires de services. Parmi ces justifications, la notion de reconnaissance est centrale. Informée par des théories de la justice sociale, elle procurera un critère d'évaluation des PSH. Elle permettra de mettre en lumière le rôle ambigu joué par le PSH étudié en matière d'émancipation des acteurs locaux et de reproduction des structures de pouvoirs et des injustices sociales.

Par conséquent, notre analyse qualitative et interprétative, basée sur un cas unique de PSE, n'a pas la prétention d'obtenir des résultats représentatifs et généralisables à l'ensemble des initiatives de PSE. Au contraire, par la production de connaissances « situées », nous souhaitons ajouter de la complexité à une littérature prompte à inférer des caractéristiques universelles et procurant une illusion de simplicité quant à la dimension institutionnelle des PSE et à leurs implications sociopolitiques. Si nos résultats ne sont pas généralisables à l'ensemble des initiatives PSE/PSH, il en va différemment de notre cadre théorique et conceptuel et de notre appareillage méthodologique. Nous estimons en effet que le référentiel polanyien tout comme le concept de reconnaissance offrent, moyennant certaines adaptations, des clés de compréhension des réalités sociopolitiques et économiques bien au-delà de notre cas d'étude ou du contexte bolivien. Leur utilisation dans des champs bien éloignés, comme le new management au sein des entreprises contemporaines (Kocyba, 2009), le secteur du *care* en Belgique (Degavre & Lemaître, 2008) ou

encore des banques de développement au Brésil (Meyer, 2015), viennent renforcer cette position. Par le biais d'une étude de cas supplémentaire dans un contexte différent du premier terrain (soit l'analyse des conditions de la reproduction d'une coopérative d'eau en milieu urbain en Bolivie), nous montrons la validité de notre cadrage théorique lié à la reconnaissance, moyennant un ajustement de notre appareillage méthodologique.

Enfin, partant du principe que les interprétations locales peuvent différer du projet tel qu'imaginé en première instance et que ce dernier s'adapte à ces interprétations, nous mobiliserons une démarche qualitative, capable de faire entendre les voix des participants (Petheram & Campbell, 2010), leurs propres compréhensions et leurs vécus. Notre approche sur le temps long est également apte à rendre compte de la dynamique des transformations sociales et relations de pouvoir locales, ainsi que des représentations et systèmes de signification. Nous estimons que notre *design* de recherche rend possible la révélation de la parole des acteurs, et ce dans leur dynamique, mais pourrait cependant gagner en acuité en étant complété par des outils issus des *performative social sciences* (c.-à-d. ethnothéâtre<sup>4</sup>, photo-élicitation<sup>5</sup>), capables de montrer la dimension émotionnelle, voire plus-que-représentationnelle, des phénomènes sociaux étudiés. Pour les théories plus-que et non-représentationnelles (NRT), la production de sens et la réflexion ne sont ni antérieures à l'action (Hinchliffe, 2010) ni influencées par des systèmes et structures sociales préalables, mais sont construites dans l'action même (Cresswell, 2012). Le fait de se concentrer sur le niveau des représentations et émotions conscientisées et exprimées (soit le niveau cognitif) ne permettrait pas de tenir compte de « la nature non intentionnelle, non discursive et insaisissable du monde quotidien » (Cadman, 2009 : 1, trad. pers.). On passerait à côté de « la vie émotionnelle non cognitive et/ou précognitive » (Pile, 2010 : 8, trad. pers.). Les tenants des NRT proposent d'analyser le « non formulé (...) préalable à tout état émotionnel nommable » (Cadman, 2009 : 3, trad. pers.), mais aussi le « non représenté » et le non-conscient, « au-delà de la réflexivité et de l'humanité » (Pile, 2010 : 8, trad. pers.) à travers le concept d'« affect », décrit comme « radicalement séparé de la pensée » (op.cit. : 16, trad. pers.) et « au-delà du langage » (Smith et al., 2009 : 12, trad. pers.). Les affects peuvent être exprimés, notamment dans l'action et par des routines, mais de manière involontaire et uniquement partielle.

---

<sup>4</sup> L'« ethno-théâtre » ou « ethnodrama » se construit autour d'une interaction dialogique entre chercheur et participant. Les participants sont appelés à « jouer » certaines expériences ou situations vécues (parfois sur la base d'un script écrit par le chercheur en fonction d'entretiens préliminaires ou co-écrit avec les participants, parfois de façon plus improvisée). La performance (entendue ici dans son sens artistique) fait ensuite l'objet d'une explicitation et d'interactions entre les acteurs, le public et le chercheur et débouche sur une discussion informelle. Cet outil fait donc une grande place à la subjectivité de la personne écrivant le scénario, qu'il s'agisse du chercheur ou des participants. Il encourage également les acteurs à se présenter et à se raconter d'une façon différente que lors d'un entretien.

<sup>5</sup> La photo-élicitation (Hurworth 2003) ou « photo-voix » (Osei-Kofi 2013) consiste en l'utilisation de matériel photographique dans le cadre de l'entretien, afin d'inciter une réponse de l'interlocuteur. La photographie peut avoir été prise et/ou choisie par les participants à la recherche (photographie participative) ou par le chercheur lui-même. Dans sa version participative, la photo-voix permettrait de « reconnaître et valoriser les expériences subjectives des individus impliqués et de donner aux membres de communautés le contrôle sur la façon dont leurs vies sont représentées » (Osei-Kofi 2013 :140, pers.trans). De plus le produit visuel issu de la recherche « photo-voix » « rend le sujet de la recherche difficile à ignorer » (Osei-Kofi 2013 :141, pers.trans) et en ce sens jouerait également un rôle de plaidoyer allant dans le sens d'un accroissement de la justice sociale.

Par conséquent, les NRT se concentrent sur le quotidien, les habitudes, les actions que l'on entreprend sans en prendre conscience et qui sont directement liées aux affects, et, plus généralement, sur les pratiques plus que sur les discours, afin de mettre au jour la production de sens.

Certes, tout comme les émotions, les affects peuvent être manipulés et orchestrés. Cependant, étant donné qu'ils prennent place dans l'inconscient, les mécanismes par lesquels on pourrait les manipuler sont difficilement saisissables (Pile, 2010). Plusieurs approches conçoivent des processus hypothétiques, reposant sur l'idée de la contagion, considérant les affects comme des virus. Cette « naturalisation » (Pile, 2010) des affects est assumée, dans la mesure où les NRT les voient comme « des phénomènes en grande partie biologiques » (Thrift, 2009 : 88, trad. pers.). Cette contagion se produirait via des mécanismes d'imitation « rapides, automatiques et inconscients » (Thrift, 2009 : 89, trad. pers.).

Cette division entre affects et émotions est cependant controversée par certains auteurs, affirmant que « même les réponses qui paraissent directes évoquent en réalité des histoires passées et ce processus dépasse la conscience à travers les mémoires du corps » (Ahmed, 2004b : 39, cité dans Schurr, 2013 : 114, trad. pers.).

## **2. PROBLEMATIQUE : CONTEXTE D'EMERGENCE ET ACTUALITE DE LA RECHERCHE SUR LES PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**

Le paiement pour services environnementaux (PSE) est un principe de gestion des ressources naturelles développé dès la fin des années 1990 dans un contexte de mutation des politiques de gouvernance environnementale. Théorisé notamment par Sven Wunder (alors pour le compte du CIFOR<sup>6</sup>) et Stefano Pagiola (alors pour le compte de la Banque Mondiale), il consiste en la mise en place de transactions privées, individuelles et volontaires autour de « services environnementaux » (lesquels sont préalablement définis, quantifiés et valorisés monétairement) entre des acteurs identifiés comme prestataires et bénéficiaires potentiels de ces services. Afin de comprendre les PSE, et, bien qu'il ne s'agisse pas de l'objet principal de cette thèse, le concept de « services environnementaux », qui est au centre de ce nouveau modèle de gouvernance, sera explicité ci-après.

### **2.1 Du concept de services environnementaux au principe de paiements pour services environnementaux**

Le concept de services environnementaux (SE) remonte aux années 1970 (Gómez-Baggethun et al., 2010). À cette époque, on observe un glissement de l'usage du terme « fonction des écosystèmes » vers celui de SE. Cette transition est due à une volonté pédagogique de révélation de la contribution des écosystèmes « naturels », mais également « anthropisés », à la reproduction des sociétés humaines (He & Sikor, 2015). Il devient alors possible de repérer comment la mise en danger des écosystèmes affecte le développement des sociétés humaines. Le concept de SE devait privilégier la relation de dépendance des sociétés envers la nature. En 2005, le *Millennium Ecosystem Assessment* (MEA) définira 4 catégories de SE : les services de *support*, nécessaires à

---

<sup>6</sup> Center for International Forestry Research

la pérennité de l'écosystème (maintien de la biodiversité, formation des sols, etc.) ; les services de *prélèvement* contribuant à fournir des biens appropriables (bois de feu, etc.) ; les services de *régulation* (maintien de la qualité de l'eau, pollinisation, captation du carbone, etc.) ; les services *culturels*, apportant des avantages non matériels (récréation, spiritualité, etc.) (Millenium Ecosystem Assessment, 2005). Les « services hydriques », qui nous occuperont dans cette recherche, peuvent être considérés, selon cette typologie, comme des services de régulation. Il s'agit plus précisément des services de « régulation du débit des rivières » et de la « qualité de l'eau » de ces dernières. Ces services seraient produits au moyen de la conservation des terres et de la forêt dans les zones amont de bassins versants, aux bénéfiques d'acteurs en aval de ces derniers.

Le concept de SE fut critiqué, d'abord, sur un plan technique, en raison des incertitudes, qualifiées par Barnaud et al. (2011) de « scientifiques », qu'il comporte. La possibilité même de mesurer, quantifier et généraliser des données sur les SE, dans un contexte de fortes connectivité, variabilité, irréversibilité, incertitude et spécificité propres au fonctionnement des écosystèmes, a en effet été largement questionnée. Dans un autre registre, que Barnaud et al. (2011) qualifient de « sociétal », l'identification et la priorisation de ces services et/ou la réalisation de compromis en cas de « concurrence » entre différents services d'un même écosystème furent largement discutées. Enfin, le concept de SE fait une large place à l'homme et à ses actions. L'homme y est aussi considéré comme un potentiel « prestataire » indirect de services par ses actions. Ainsi, un individu plantant un arbre devient prestataire de service (par exemple de « stockage de carbone »). La nature passe alors du statut de « prestataire de service » à celui de « bien support » (Aznar, Vicard, Serge & Brétière, 2008 : 2) de la prestation de services par les propriétaires de ce bien. C'est pourquoi le concept de SE est considéré comme emblématique d'un cadrage anthropocentré et « utilitariste » (Gómez-Baggethun et al., 2010 : 1209, trad. pers.), que le MEA revendique d'ailleurs tel quel<sup>7</sup>. Ce cadrage et l'application du concept de SE au sein des politiques publiques est justifié pragmatiquement<sup>8</sup> par sa capacité supposée de sensibilisation de l'opinion à l'importance de la sauvegarde des écosystèmes. Cette hypothèse se fonde sur le postulat que seul ce qui apparaît utile est valorisé, et donc ici protégé, par les acteurs. S'il ne l'implique pas directement, ce cadrage utilitariste sera toutefois le préalable à l'évaluation monétaire des SE. Le « juste » objectif de la préservation des écosystèmes légitime alors le procédé qui permet de l'atteindre (c.-à-d. le cadrage utilitariste et plus tard l'évaluation monétaire).

Des auteurs issus du courant de l'économie écologique, tel Robert Constanza, vont en effet proposer de procéder à des évaluations monétaires des SE dès les années 1990. Ces évaluations ne seront initialement pas entreprises dans le but de « vendre » la nature, mais, dans un but pragmatique, de traduire cette « utilité » de la nature en des termes pécuniaires, et ce, afin de parler — on l'espérait — le même langage que les preneurs de décisions. L'étalon monétaire permettrait aussi de fournir des données de « comparabilité » de différents scénarios de gestion de la nature. Il s'agit ainsi d'estimer la valeur d'usage et surtout de non-usage des écosystèmes, afin de favoriser leur prise en compte. Toutefois, Boisvert (2015) montre que « l'impact de la mise en nombre de la nature est ainsi difficile à déterminer de manière catégorique » (op.cit. : 206). Elle

---

<sup>7</sup> Voir Millenium Ecosystem Assessment — MEA (2003 : 20)

<sup>8</sup> Voir l'article de Spash (2009) sur le « nouveau pragmatisme environnemental »

signale que cette dernière peut en effet aussi bien servir un projet de « marchandisation » que des « impératifs de gouvernance et de contrôle » (op.cit. : 205) par l'État.

Ce n'est que dans un troisième temps que l'on va proposer de mettre en marché ces SE, auxquels l'on aura préalablement attribué une valeur, et ce grâce au principe de PSE. On passera ainsi, en théorie du moins, d'une valeur d'usage à une valeur d'échange des SE, déterminée par le jeu de l'offre et de la demande.

Le principe de PSE se base d'abord sur un certain nombre de présupposés, le premier étant que si l'environnement est dégradé, c'est parce qu'il n'a pas de prix, car les marchés contemporains n'intègrent pas les bénéfices et coûts liés à la fourniture de services environnementaux, qui sont alors considérés comme des externalités marchandes. On va proposer de les internaliser en leur donnant une valeur monétaire, de façon à les inclure dans le calcul coût-bénéfice d'individus supposés maximisateurs d'utilité. Ainsi, il devient possible de faire converger intérêt individuel et intérêt collectif, en joignant utilité individuelle et utilité collective. La dégradation de l'environnement est « reformulée en matière d'échec de marché » (Froger et al., 2015 : 11 598, trad. pers.) et la solution à cette dégradation passe par « *getting the price right* ». Différentes façons de procéder à cette « internalisation » sont proposées, le prix pouvant être déterminé sur la base de la valeur d'usage (grâce à des techniques variées d'estimation de cette valeur), ou sur la base de la valeur d'échange (par la mise en place d'un mécanisme de marché). C'est ce que vont offrir les PSE en privilégiant des transactions « volontaires » et privées autour des SE, ainsi qu'une détermination de la valeur des SE par le marché (soit la conjonction de l'offre et de la demande) et non par l'État — en opposition aux taxes pigouviennes et autres subsides jugés inefficaces voire « perverses » (ibid.).

Les PSE sont posés comme des marchés autorégulés pour le transfert direct de paiements en provenance des consommateurs de SE vers les producteurs/fournisseurs/prestataires de ces services. L'objectif étant de rendre la gestion de l'environnement plus efficiente et de dégager de nouvelles ressources financières, hors budget étatique, destinées à la conservation et à l'exploitation « durable » des écosystèmes. Le PSE revendique ainsi l'héritage de Ronald Coase, selon lequel la libre négociation entre agents aboutirait à une allocation optimale des ressources. Or, Coase reconnaît lui-même que la création de marchés nécessite quelques « mises au point » préalables telles que : i) définir des droits de propriété privée (garantis) sur les biens échangés et les infrastructures de production/support des services échangés, ii) réduire les coûts de transaction (liés à l'information et à la coordination entre participants). Il s'agit ensuite également de mettre en place un système de régulation visant notamment à : i) instituer une situation de concurrence non entravée et de conditions d'information parfaite, ii) assurer la conditionnalité entre le paiement et la prestation de service, iii) garantir l'additionnalité du PSE au regard de la situation initiale et de scénarios relatifs à l'évolution des écosystèmes et des activités humaines le concernant.

Une fois le marché créé, il faut le « laisser-faire », soit donner l'occasion à différents acteurs « parties prenantes » d'entrer en interaction et négocier le « prix » des SE, lequel est alors basé sur la valeur d'échange (fonction de l'offre et de la demande et donc de la rareté) et non d'usage. Les transactions étant considérées comme « volontaires » (au contraire de la taxation « pigouviennne ») et les acteurs comme « rationnels » — parce que cherchant à maximiser leur utilité immédiate

(que cette rationalité soit instrumentale ou procédurale) —, ils devraient œuvrer ad libitum et systématiquement à la maximisation conjointe de leur intérêt et de l'intérêt collectif, pour autant que l'on garantisse le principe de libre concurrence entre ces acteurs. Ce principe est poussé à son maximum lorsque Jindal, Kerr, Ferraro & Swallow (2011) observent la mise en œuvre d'enchères inversées entre différents prestataires potentiels de services de séquestration de carbone en Tanzanie.

La décision de participation des prestataires de services est également vue sous l'angle utilitariste. En effet, elle est d'abord conçue de manière conséquentialiste, c'est-à-dire qu'elle considère que la décision d'agir se fait sur la base d'une évaluation en aval de l'action, soit d'une évaluation du résultat ou des conséquences de celle-ci. De plus, cette évaluation est vue avant tout sous l'angle de l'utilité individuelle, laquelle est traitée en termes monétaires et non en termes « sociaux », bien que quelques études récentes explorent l'utilité en matière de bénéfices sociaux non monétaires (Greiner & Stanley, 2013 ; Hendrickson & Corbera, 2015) liés à la participation des prestataires de services au PSE. Ainsi, si les acteurs ne participent pas, on estime que la compensation proposée n'est pas à la hauteur de la « willingness to accept » (WTA) des participants, soit, ici, aux coûts de renonciation à une activité productive comme l'agriculture ou l'élevage. Une majorité d'analyses sur les PSE considère la participation des acteurs de façon dépolitisée et désocialisée.

A notre connaissance, très peu d'études envisagent la possibilité d'une décision de participation non conséquentialiste, soit basée sur une évaluation morale en amont de l'action et indépendamment des conséquences de celles-ci. Les études récentes menées par Thomas Sikor (Sikor et al., 2014) et Adrian Martin (Martin et al., 2014) ou encore He et Sikor (2015), en Chine et au Rwanda, démontrent en effet que la compatibilité des initiatives PSE avec des visions locales de justice constitue un critère important pour décider de participer (ou non) aux PSE. Notre positionnement théorique, que nous détaillerons plus loin, nous enjoint à considérer que les choix d'actions (ici de participation) peuvent être motivés par la (non) conformité de l'action elle-même avec des horizons de sens, visions de justices et normes sociales, indépendamment des conséquences de l'action. Et ce, que l'on comprenne ces normes comme imposées (de manière coercitive ou non) ou au contraire comme « librement » adoptées par les sujets lorsqu'elles font « sens » pour eux. Ceci permet de voir l'action de participer de manière plus complexe, mais également de considérer la possibilité de facteurs implicites contraignant ou favorisant la participation, et ce indépendamment de l'utilité de cette dernière.

Au vu de ce qui précède, on peut affirmer que les PSE s'inscrivent bel et bien dans un grand récit de la « marchandisation de la nature » promouvant une gestion par le marché, basée sur des transactions privées entre des agents économiquement rationnels, autour de biens et de services préalablement transformés en marchandises, et censée aboutir à des solutions de conservation et préservation de la nature qui soient efficaces et équitables. Ce récit se fonde sur une vision idéale typique du marché, comme « une abstraction, définie à travers un jeu d'hypothèses ad hoc sur les comportements individuels, l'information et la nature des échanges et des objets échangés » (Boisvert, 2015 : 188). Dans une visée de justification, il mobilise également une sélection de « success stories » (Van Hecken, Bastiaensen & Huybrechs, 2015), soit des cas d'études de PSE préalablement choisis, « évalués » (au moyen d'un cadre d'analyse au demeurant



non systématiquement spécifié) et présentés ensuite de façon à « néglige[r] et masque[r] certaines dimensions résolument non marchandes du système » (Boisvert, 2015 : 202) et à exagérer le caractère innovant des PSE par rapport aux instruments de politiques environnementales qui les ont précédés (Méral, 2012). Ces cas à succès deviennent des « knowledge commodities » (Büscher, 2014 : 87), et circulent dans les sphères des professionnels et des « experts » de la coopération au développement et de la protection de l'environnement, ainsi que dans le monde académique. Finalement, ce récit contribue à légitimer l'adoption d'instruments basés sur le marché ('*market-based instruments*' MBI) au sein des politiques environnementales (Froger et al., 2015). Les praticiens et experts vont alors adapter leurs pratiques à ces normes et politiques, ainsi au récit sous-jacent, ou du moins feindre de le faire (Büscher, 2014 ; Medina, Pokorny & Campbell, 2009), sous peine d'être discrédités. Les politiques et outils développés contribuent donc à renforcer et légitimer le grand récit qui les construit, lequel se diffuse et accroît la « popularité » des PSE et celle des autres « évaluations économiques et régulations de type marchand au niveau local [*grassroot level*] » (Wynne-Jones, 2012 : 1035, trad. pers.).

Ce projet de marchandisation de la nature supposément incarné par les PSE a été largement critiqué dans la littérature, les tenants de la géographie radicale y voyant un avatar du projet capitaliste et du fétichisme de la marchandise (Castree, 2008 ; Kosoy & Corbera, 2010 ; Robertson, 2007). Aujourd'hui encore, le débat sur les PSE est très polarisé et les PSE sont soit encouragés en tant que « nouvelle panacée marchande » (Van Hecken, Bastiaensen & Huybrechs, 2015 : 57, trad. pers.), soit critiqués et rejetés « en tant que cheval de Troie néolibéral » (ibid.). Là où les promoteurs de l'idéologie des PSE *market-based* tendent à proposer la régulation marchande comme une évidence, ses détracteurs la conçoivent comme une fatalité. Cela revient à faire l'hypothèse d'une régulation marchande, capable, lorsqu'on la laisse faire, de s'imposer à tous et en tout temps, en évinçant les logiques et relations sociales d'échange non marchandes. Ce risque d'éviction est évoqué par Reeson & Tisdell (2010), qui observent la création d'un « instinct de marché » suite à la mise en place de MBI, de même que par Sikor, Martin, Fisher & He (2014) qui considèrent que les « paiements monétaires peuvent avoir des effets destructeurs sur les valeurs culturelles que les acteurs locaux attribuent à la forêt » (op.cit. : 529, trad. pers.). Karsenty (2013) estime, lui, que les PSE comportent le risque « d'activer les motivations relevant de l'intéressement financier (...) aux dépens des motifs plus désintéressés de conservation de la nature » (op.cit. : 267) allant jusqu'à « légitime[r] un "droit au paiement" » (idem). Partant, la diffusion des PSE contribuerait à la création (volontaire ou non) de l'« homo oeconomicus dans des régions où une telle logique était inexistante ou culturellement découragée par les structures institutionnelles existantes » (Gómez-Baggethun et al., 2010 : 1216, trad. pers.). Ce faisant, ils concourraient non seulement à l'affaiblissement des normes sociales existantes, mais également à celui d'incitations morales à la conservation de la nature (Clements et al., 2010 ; Sommerville et al. 2010).

Or ces appréciations, si elles font sens par rapport à la construction théorique, voire idéologique, des PSE, ne correspondent pas systématiquement à toute réalité empirique. Il s'agit plutôt d'un affrontement entre « des représentations et des valeurs » (Boisvert, 2015 : 187).

## 2.2 Les PSE comme institutions raisonnées ou arrangements bricolés ?

À la suite des recherches de géographes sur la néolibéralisation de la gouvernance environnementale, qui ont notamment montré la diversité des applications du « modèle » néolibéral et des pratiques qui en résultent selon les contextes (McCarthy, 2005), plusieurs études ont insisté sur la variété des dispositifs de type PSE dans la réalité. Il existerait donc un « fossé » entre rhétorique et pratique des PSE comme souligné par Fletcher & Breitling (2012) ou Billé & Pirard (2011). D'autres recherches montrent que les initiatives PSE considérées comme « *successful* » sont en réalité loin d'être des dispositifs basés uniquement sur le « marché » (McAfee & Shapiro, 2010 ; Muradian, 2013 ; Muradian et al., 2010), entendu comme « l'espace où se déploie la rationalité individuelle instrumentale dont seraient dotés tous les êtres ; la production de l'ordre ou l'harmonie s'effectue en la quasi-absence d'interactions sociales, via l'exercice des “forces du marché” (relatives aux mécanismes de fixation des prix) impersonnelles et inconscientes » (Douai & Montalban, 2015 : 213). Ces auteurs notent en effet la présence de régulations non marchandes, qui sont toutefois rendues invisibles au sein du grand récit des PSE, suivant un procédé de « décontextualisation » (Van Hecken, Bastiaensen & Huybrechs, 2015 : 64), mené autant par les détracteurs que les promoteurs des PSE « *market-based* », en ce qu'ils s'accordent paradoxalement sur une vision idéale typique et non réaliste/empirique des marchés (Douai & Montalban, 2015).

Dans ce contexte, la *Nouvelle Économie Institutionnelle* (Williamson, 1989) va permettre de considérer l'existence de ces régulations et de les rendre visibles, renonçant à la vision dichotomique selon laquelle marché et institutions (en particulier étatique) seraient par nature opposés et irréconciliables. D'après cette approche, la présence de régulations non marchandes connexes aux PSE « marchands » est expliquée par l'imperfection du marché. Cette imperfection — ou « incomplétude » (Douai & Montalban, 2015 : 219) — du marché serait, dans le cas des PSE, liée à la nature des services environnementaux, à l'absence et à la difficulté d'attribution de droits de propriété privée sur ces services et/ou sur les biens supports qui les produisent, au caractère parfois non intentionnel de la prestation de ces services, ainsi qu'au décalage temporel entre un changement d'activité associée à des systèmes naturels et sa répercussion en matière de services (Barnaud, et al. 2011). Dans cette perspective, les difficultés énoncées ci-dessus rendraient nécessaire le développement d'institutions (lois, régulations, normes) prenant en charge notamment les coûts de transaction et assurant ainsi une certaine efficacité du dispositif. Les institutions sont toujours comprises comme « complémentaires » au marché (Douai & Montalban, 2015), comme si elles avaient été introduites pour « pallier les défaillances de marché » (op.cit. : 219). L'institution de droits de propriété privés sur les services environnementaux contribue à fournir « une solution optimale de divers problèmes que le marché seul ne peut résoudre » (op.cit. : 220). Les institutions « n'existent que pour résoudre des imperfections comme les coûts d'agence, de transaction ou les problèmes de confiance entre vendeurs et acheteurs » (Fligstein & Dauter, 2007 : 114). Le marché reste le prisme dominant de la conceptualisation des interactions économiques et de leur coordination.

Partant, la dimension institutionnelle de la pratique des PSE est de plus en plus acceptée, et la recherche, comme les interventions politiques dans le secteur de la gestion des ressources naturelles, a passé de l'objectif de « getting the price right » à celui de « getting the institutions

right » (Cleaver, 2012 : 2). En effet, il existe, dans le domaine de la gouvernance des ressources naturelles, un « international policy consensus » (op.cit. : 1) sur le fait que des « institutions robustes sont fondamentales pour la bonne gouvernance » (ibid.), soit une gouvernance durable et inclusive ou « pro-poor ». On entend par « institution » un ensemble de « règles du jeu », normalisant les rôles et les comportements, définissant ce qui est, ou non, permis. Les interventions politiques de même que le courant institutionnaliste, qualifié de *mainstream* par Cleaver (2012), vont s'attacher à rendre plus robustes les institutions existantes. Différents critères de « design institutionnel » vont être développés pour juger de la qualité des institutions, tels que la formalisation, la prise décision inclusive ou encore la transparence du fonctionnement de ces dernières. Dans le domaine de la gouvernance des ressources en eau, on observe par exemple un consensus politique autour de la notion de « Gestion Intégrée des Ressources en Eau » (*Integrated Water Resource Management-IWRM*), laquelle est censée « remplacer les formes de gestion de l'eau fragmentées et non durables » (op.cit. : 162, trad. pers., basé sur Molle, 2007), par une gestion formalisée et codifiée, favorisant des « technical managerial fixes » (op.cit. : 159), masquant ainsi la dimension éminemment politique et située de la gestion des ressources naturelles.

Or, cette vision de *l'institutionnal fit*, se fonde sur une conception particulière des institutions, qui ne permet pas de les considérer autrement que comme des constructions rationnelles et rationalisées, au sein desquelles le « contexte » est, au mieux, une variable extérieure, auxiliaire, facilitant ou contraignant leur développement raisonné. Cette vision ne remet toutefois pas en question la « primauté » du marché comme forme économique, ni son caractère naturel et spontané (Douai & Montalban, 2015), ou les postulats relatifs à la rationalité formelle et instrumentale des acteurs et à « l'individualisme méthodologique comme fondement de la représentation de l'échange » (op.cit. : 218) non pas considéré comme une relation *sociale* à proprement parler. Toutefois, elles peinent à comprendre la diversité et la complexité des arrangements PSE. Cette diversité apparaît alors comme « une énigme dévoilant un écart entre (une certaine) théorie et pratique, fruit de défaillances non anticipées ou de déterminations contingentes à simplement décrire » (op.cit. : 213). Le *mainstream institutionalism* ne permet pas de comprendre pourquoi, dans la pratique, certaines institutions se maintiennent malgré leur inefficacité, remplissent d'autres fonctions que celles recherchées au départ, ou reproduisent des inégalités en dépit d'une conception inclusive. Or, l'étude des pratiques permettrait d'éclairer les processus de production, reconfiguration, contestation et adaptation des « arrangements institutionnels » (Himley, 2008) qui sous-tendent la gouvernance environnementale.

C'est pourquoi nous adopterons, dans ce travail, une vision « *institutionnaliste critique* » (Cleaver, 2012), refusant de considérer les PSE et les institutions en général comme des constructions nécessairement fonctionnelles et systématiquement élaborées de manière raisonnée afin, par exemple, de réduire les coûts de transactions ou l'incertitude (Rizza, 2008).

### **2.3 Pour une vision critique des arrangements institutionnels de PSH**

L'institutionnalisme critique encourage à concevoir les institutions comme des arrangements, reflétant ainsi leur caractère « ad hoc, approximatif » (Cleaver, 2012 : 15) temporaire et

inconsistant, mais aussi multifonctionnel<sup>9</sup>. Cleaver (2012) propose en ce sens de considérer le processus de création de ces arrangements institutionnels comme un « bricolage institutionnel », à savoir « la renégociation constante des normes, la réinvention de la tradition, l'importance de l'autorité légitime et le rôle des individus eux-mêmes dans le formatage (*shaping*) de tels arrangements » (op.cit. : 1, trad. pers.). Les acteurs « bricolent » les institutions en ce sens qu'ils construisent des arrangements différents sur la base d'un matériel existant qu'ils adaptent et grâce à l'emprunt de matériel « nouveau » venant de l'extérieur. Ces arrangements sont reproduits, négociés au cours des pratiques quotidiennes des acteurs. Ils sont à la fois le fruit d'un processus créatif et influencé par des normes existantes. Ils ont un caractère novateur, mais sont contraints par le « matériel » à disposition des acteurs, leur capacité à « bricoler » ainsi que par les limites de la cognition des acteurs, certains procédés de bricolages échappant en effet à la conscience. De plus, pour être considérés comme légitimes, ces arrangements bricolés doivent se référer à des normes ou à des arrangements préexistants et sont dépendants de schèmes de lisibilité existants, qu'ils contribuent à reproduire. Les institutions fournissent, en effet, un « facteur de stabilité des représentations sociales » (Di Méo & Buléon, 2005 : 109).

Cette conception « critique » des institutions offre, à l'instar de la reformulation proposée par le courant néo-institutionnaliste (Rizza, 2008), la possibilité de considérer à la fois la capacité de création et « d'invention » des acteurs-bricoleurs et la prégnance de normes sociales et structures de pouvoir limitant l'agence (au sens d'*agency*<sup>10</sup>) des acteurs, ainsi que le rôle joué par les routines, affects et hasards ou instincts (Rizza, 2008) échappant à la conscience des acteurs, mais influençant la négociation des arrangements. Loin d'être des constructions basées sur une stricte rationalité économique maximisatrice, les institutions devraient être appréhendées comme des constructions sociales, morales, politiques et émotionnelles dont l'évolution demeure incertaine. La notion d'encastrement socioéconomique s'inscrit dans ce débat entre institutionnalisme *mainstream* et institutionnalisme critique.

Granovetter conçoit en effet l'encastrement des marchés par le biais de la compréhension des comportements économiques comme des actions sociales, enchâssées ou encadrées dans « des systèmes concrets de relations sociales » (Laville, 2007b : 285), soit des réseaux au sein desquels les acteurs interagissent et qui rendent possible, ou au contraire empêchent, le fonctionnement des marchés. Les réseaux, de même que les institutions sont pour leur part vus, dans leur conception *mainstream*, comme des constructions raisonnées, permettant la rationalisation des moyens, fournissant une assurance quant au comportement des autres acteurs et diminuant les coûts de transaction en développant la confiance et le contrôle social entre les membres du réseau, parant ainsi aux « défauts » de l'échange marchand (Cleaver, 2012). Tels des « entrepreneurs sociaux », les acteurs investiraient consciemment « dans des relations de confiance et dans la création de normes en anticipation de la réciprocité et de bénéfices tangibles » (op.cit. : 83, trad. pers.). C'est dans cette optique qu'Ostrom (1990, 2000) développe son référentiel sur les communs et l'action collective, qui, même s'il considère la possibilité d'une forme de rationalité non instrumentale,

---

<sup>9</sup> Les arrangements institutionnels développés dans un domaine précis (par ex. écologique) peuvent en effet avoir des implications et remplir des « fonctions » dans d'autres domaines que celui initialement prévu (Van Hecken, Bastiaensen & Windey, 2015)

<sup>10</sup> Au sens d'autonomie et de capacité d'action des acteurs sur leur environnement structurel, non nécessairement intentionnelle et cognitive.

passer sous silence la possibilité d'une « agency » non cognitive, et donc la dimension affective et non raisonnée du bricolage des institutions. Or, cette vision théorique des institutions, de l'action collective et de l'encastrement des marchés ne correspondrait pas à la réalité diverse et complexe des économies empiriques et des institutions qui les jalonnent (Laville, 2007b ; Cleaver, 2012). Polanyi offrirait une meilleure compréhension de l'activité économique institutionnalisée, laquelle « renvoie aux caractéristiques comportementales associées à la production et à la répartition des biens matériels » (Polanyi, 2011 : 97) au-delà d'un comportement économique porté par l'ambition d'une diminution des moyens et des coûts. Le système économique est alors compris comme « un corollaire d'autres institutions, non économiques, elles » (op.cit. : 98), et il est impossible « d'organiser l'économie, même en pensée, comme une entité distincte des rapports sociaux dans lesquels ses éléments sont encastrés » (op.cit. : 102).

La vision *mainstream* des institutions et de l'*institutional fit* est encore très présente dans la littérature récente sur les institutions de PSE, comme dans l'article, parmi d'autres, d'Yanhong & Chaoxian (2015) qui conçoit les PSE comme des institutions pouvant être *designed* pour une gestion efficace et équitable des ressources naturelles. D'autres études cherchent cependant à questionner l'encastrement d'institutions PSE dans des normes sociales locales reliées à l'éthique du *care* ou au paradigme du don (Singh, 2015). Certaines interrogent l'inscription des institutions PSE au cœur de hiérarchies sociales complexes qui influencent leur conception, ainsi que les implications de ces nouvelles institutions au regard de la reproduction des structures de pouvoir par le biais de l'institutionnalisation de nouvelles normes et pratiques au sein des PSE, questionnant également au final la capacité de résistance des individus marginalisés à l'imposition d'une nouvelle hiérarchie (Rodríguez-de-Francisco & Boelens, 2016).

Avec Van Hecken, Bastiaensen & Windey (2015), nous estimons que la vision critique des institutions associée à la mobilisation des notions d'arrangements et de bricolage institutionnels appliquée aux PSE permettent d'englober ces questionnements sociopolitiques et « aident à expliquer pourquoi des PSE conçus pour accroître l'efficacité de la gestion des ressources environnementales peuvent se révéler très différents sur le terrain ; en effet, les institutions sont dans un processus de « devenir continu » (op.cit. : 122, trad. pers.). Divers travaux s'attachent à explorer la façon dont ces institutions ou plutôt arrangements institutionnels sont encastrés au sein d'un complexe de normes, de conventions et d'institutions formelles et informelles non marchandes (Hayes, 2012 ; McAfee & Shapiro, 2010 ; Shapiro-Garza, 2013b ; Van Hecken, Bastiaensen & Windey, 2015 ; Vatn, 2010 ; Muradian et al., 2010). Les PSE ne se développent pas « en vase clos », mais au sein de contextes sociaux et institutionnels spécifiques avec lesquels ils interagissent. De plus, ils mettent en relation des acteurs préalablement déconnectés spatialement et issus de contextes socioculturels potentiellement différents.

Si les PSE, compris comme arrangements institutionnels, sont influencés par le contexte institutionnel formel et informel au sein duquel ils se développent, ils peuvent également, dans une dialectique encore mal étudiée, agir sur la reproduction et la transformation de ces institutions existantes. Le principe d'encastrement socioéconomique, dans sa conception polanyienne, permet de considérer cette tension entre transformation et reproduction des normes sociales et institutions. Il enjoint à envisager que les PSE, inspirés de régulations marchandes, n'auraient pas systématiquement un effet d'éviction (*crowding out*) des normes sociales non marchandes, bien

qu'on ne puisse exclure ce scénario, mais qu'ils pourraient avoir une action de *crowding in*, soit de renforcement, voire de sédimentation, de ces normes sociales, à travers un processus d'appropriation et d'adaptation des PSE aux normes. C'est ce que démontrent Narloch, Pascual & Drucker, (2012) au sein d'une communauté des Andes Boliviennes, remettant en question l'hypothèse d'une institution marchande comme un « ordre spontané aux propriétés totalisantes et (auto) régulatrices » (Douai & Montalban, 2015). Enfin, si les PSE s'inscrivent dans un contexte institutionnel, ce dernier est lui-même sujet à transformation et à évolution et ne doit pas être considéré comme figé. Si les PSE interagissent de façon dialectique avec ce contexte, ils ne sont pas non plus un objet isolé, mais un dispositif parmi une myriade d'autres, pris dans des tendances et dynamiques complexes et parfois contradictoires, mais aussi dans des routines et habitudes dépassant les questions d'*agency*.

Cette vision critique des arrangements PSE permet, d'une part, de considérer la façon dont les PSE font sens localement, en s'adaptant aux normes sociales et systèmes de valeurs locaux et en contribuant potentiellement à leur reproduction ou à leur négociation, et d'autre part, de réfléchir le lien entre les arrangements de PSE et les structures de pouvoir existantes. Ce sont ces dimensions morales, politiques et sociales, sous-jacentes à l'institutionnalisation des relations d'échanges de services environnementaux au sein de PSE que nous allons examiner, à différentes échelles et par différentes études de cas. Notre thèse est donc organisée de la manière suivante :

- Nous examinerons d'abord la dimension sociale d'initiatives locales de PSE en Bolivie orientale, par l'analyse des modalités d'institutionnalisation des échanges et du travail agricole. L'analyse de la logique socioéconomique réciprocaire sera privilégiée, par l'usage du référentiel polanyien de l'économie substantive. Nous montrerons l'articulation de logiques et normes sociales diverses au sein des PSE, mais aussi le potentiel de renouvellement des logiques « traditionnelles » réciprocaires au travers de leur abouchement à des logiques marchandes et redistributives.
- Dans un deuxième temps, nous sonderons la dimension morale d'arrangements de type PSE aux échelles locales et internationales, en explorant les régimes de justification mobilisés par les acteurs pour évaluer les agencements proposés, les négocier et justifier leurs décisions d'y participer ou non. Nous nous référerons à la sociologie pragmatique, afin de disposer d'outils analytiques propres à révéler la dimension morale de l'agir humain, telle que formulée par les acteurs eux-mêmes.
- Puis nous interrogerons la dimension politique d'arrangements de gouvernance des ressources naturelles, en faisant porter notre regard plus particulièrement sur la dimension « justice sociale » de ces arrangements. Grâce à la notion de reconnaissance, nous explorerons dans quelle mesure des initiatives de PSE, mais également une institution coopérative de gestion de l'eau en milieu urbain, contribuent à l'émancipation d'acteurs marginalisés ou, au contraire, à la reproduction ou à la création d'inégalités et de formes nouvelles de subordination. Nous aurons ainsi un triple questionnement : sur les modalités de la reconnaissance sociale des prestataires de service ; sur celles relatives aux catégories d'acteurs y participant ou, au contraire, en étant exclus ; sur l'utilisation stratégique de la reconnaissance par les acteurs institutionnels.

- Enfin, pour donner une dimension prospective à notre recherche, nous soulignerons que, celle-ci montrant l'importance de la dimension émotionnelle et affective d'arrangements institutionnels de type PSE, une piste novatrice s'ouvre pour mener des recherches sur les PSE. Recourir aux théories dites plus-que-représentationnelles fournirait des outils permettant de considérer les mécanismes non cognitifs et non conscientisés qui, au demeurant, influencent le processus de bricolage institutionnel au-delà de la réflexivité des acteurs, comme le conçoit également Cleaver (2012), sans toutefois que celle-ci l'explore de manière plus approfondie.

Cependant, si la référence aux PSE comme des instruments de marché « révèle moins leurs caractéristiques objectives que les aspirations de leurs promoteurs et les craintes de leurs détracteurs » (Boisvert, 2015 : 206), elle n'en est pas moins performative : le discours sur la réussite des PSE marchands crée la réalité qu'il nomme ; il produit et reproduit ses conditions de légitimité ; il établit « le marché comme nouveau site de véridiction » (Dean, 2014 : 6, trad. pers.) et la rationalité économique comme norme permettant le gouvernement des mentalités au sens de Foucault, au travers de « l'activation des agences calculatives » (Douai & Montalban, 2015 : 224), avec comme résultat le renforcement du « rapport à la nature comptable et manipulateur pouvant faire le lit d'une nouvelle technocratie » (Blandin, 2013 : 60-61). Cette technocratisation a été, entre autres, démontrée par Wynne-Jones (2012), dans son étude auprès des « experts » des ONG de conservation de la nature en Grande-Bretagne.

De ce fait, les PSE doivent être compris comme le résultat de la production de ce « grand récit » et des politiques qui en découlent, mais également comme un agent de leur légitimation et de leur reproduction. Ce récit (validé par les promoteurs et indirectement par les détracteurs des PSE *market-based*) a aussi pour effet, en raison de son caractère fataliste et décontextualisé, de considérer les acteurs locaux des PSE comme passifs, incapables de réactions et ainsi voués soit à disparaître et à se fondre dans l'économie marchande, soit à être perpétuellement dominés (Cortes, 2000). Il convenait donc, dans notre travail, de construire une réflexion portant une attention particulière à la façon dont les initiatives de PSE étudiées édifient leur propre récit, en référence à quels horizons de sens ou régimes de justification.

## **2.4 Synthèse des questionnements et objectifs heuristiques**

L'analyse de la littérature nous amène à formuler les postulats suivants :

- Les PSH impliquent de nouvelles relations socioéconomiques entre des groupes d'acteurs, sur la base des relations hydrologiques entre les différents milieux habités par ces acteurs. Ils ont de ce fait une dimension éminemment spatiale et plus locale que des PSE portant sur d'autres types de services.
- Bien qu'ils répondent théoriquement aux critères d'une régulation marchande, leur mise en pratique s'établit aussi sur des régulations non marchandes.
- Il s'agit d'institutions encadrées socialement et politiquement. Les PSH entretiennent à ce titre une relation dialectique avec les institutions, normes sociales et structures de pouvoir existantes, qu'elles soient formelles et informelles.

- Le « bricolage » d'institutions de type PSH, que l'on préférera dès lors appeler des « arrangements », se déroule également au-delà du champ de la conscience des acteurs. Il est influencé par les routines, affects, ou encore les instincts des participants.
- Les arrangements PSH sont bricolés sur la base de normes existantes et d'ajouts de nouveaux matériels, aboutissant à des schémas différents, potentiellement novateurs, mais devant être compréhensibles et considérés comme légitimes par les acteurs. De ce fait, les PSH peuvent transformer les relations en usage, créer de nouveaux espaces de manœuvre pour certains individus et contribuer à l'émancipation d'acteurs marginalisés, mais aussi reproduire les inégalités en vigueur.

Ces postulats amènent à un double questionnement :

- Comment et selon quelles modalités les PSH articulent-ils des logiques marchandes et non marchandes, des normes sociales formelles et informelles, en un bricolage situé et potentiellement novateur ?
- Par quels mécanismes les PSH reproduisent-ils ou transforment-ils les structures de pouvoir et inégalités existantes ? À quelles conditions peut-on parler d'arrangements justes ?

Nous souhaitons contribuer au champ de la compréhension sociale et politique des PSH, mais aussi à celui de la formation et du produit d'institutions dans une recherche dont il convient maintenant de présenter les pôles théoriques, épistémologiques, morphologies et techniques.

### **3. POLES THEORIQUES, EPISTEMOLOGIQUES, MORPHOLOGIQUES ET TECHNIQUES DE LA RECHERCHE**

Nous considérons, en nous référant à Charmillot & Dayer (2007), que toute recherche en sciences sociales est guidée par quatre axes ou quatre pôles, à savoir un pôle théorique, un pôle épistémologique, un pôle morphologique et enfin un pôle technique. Ces pôles doivent être pensés conjointement et le chercheur se doit d'assurer la cohérence entre eux. Nous expliciterons tout d'abord le cadre métathéorique, épistémologique et morphologique dans lequel nous nous inscrivons. Ces trois pôles déterminent la façon dont nous opérationnaliserons cette recherche en termes morphologiques et techniques, et donc la façon dont nous abordons notre sujet d'étude (l'initiative bolivienne de PSH décrite au chapitre 4) et déterminent aussi le cadre théorique et conceptuel spécifique à notre étude (chapitres 5 à 8).

#### **3.1 Pôle théorique**

Notre recherche s'inscrit dans un double champ : celui de la géographie et celui des études du développement. Il s'agit de deux champs reconnus pour leur caractère interdisciplinaire. En effet, si la géographie est reconnue comme une discipline, elle « emprunte » aux disciplines proches telles que la sociologie, l'anthropologie, l'économie, les sciences politiques pour la géographie dite « humaine ». Toutefois, plus qu'une discipline d'emprunt, la géographie est reconnue comme un lieu privilégié d'articulation entre ces différentes disciplines y compris avec les sciences dites naturelles. Si aujourd'hui la pratique interdisciplinaire est une injonction au sein de la pratique



scientifique, la géographie stimule depuis plusieurs décennies les interrogations interdisciplinaires. Les études du développement sont un « champ » thématique, à l'instar des autres « *studies* » (*latin american studies, tourism studies, etc.*) et non une discipline proprement dite. Ces champs se définissent comme des lieux de rencontre de différentes disciplines, regroupées autour de l'étude d'un objet « commun ». Ils sont également le plus souvent orientés vers l'étude de la « pratique », soit des outils, instruments, actions, « solutions », utilisés par les acteurs, ici ceux de l'industrie du développement. Notre inscription et notre formation académique dans ce double champ nous ont ainsi encouragée, à emprunter à différentes disciplines. Nachi (2006 : 18) en fait une caractéristique du « nouveau style sociologique » s'inscrivant « à la jonction de nombreuses disciplines ». Nous avons cependant conscience des difficultés d'appropriation et de traduction de référentiels aussi divers que ceux nous mobilisons au cours de notre recherche : « *Traduttore, traditore* ». Nous estimons toutefois fournir ici un niveau de compréhension et de traduction qui satisfera les besoins analytiques de la présente thèse.

Notre thèse s'inscrit enfin dans une approche critique du « développement » et de la géographie. Cette dernière a pris son essor dans les années 1970 en réaction d'une part à la géographie classique, soi-disant « encore étroitement liée aux pratiques militaires et impérialistes » (Harvey, 2012 : 220) et d'autre part à l'approche de l'analyse spatiale, laquelle postule l'existence d'un espace indépendant des sujets, régulé par l'action privée et les choix rationnels d'individus répondant aux caractéristiques de l'*homo oeconomicus*. Cette géographie critique est plurielle et englobe une grande diversité de courants de la géographie radicale, féministe, à la géographie culturelle, à la géographie postcoloniale, en passant par la géographie cognitive, concevant l'espace tour à tour comme un produit social, une construction signifiée ou une représentation cognitive, ayant en commun le refus d'un espace donné et support neutre de l'activité économique. Si la géographie critique est « née dans le giron de la géographie radicale » (Ginrac, 2012 : 7), la géographie critique contemporaine, influencée notamment par les théories postmodernistes et les « excès structuralistes » (*ibid.*), s'est éloignée de l'hypothèse des rapports de classes comme déterminant des relations sociales, et plus largement de la recherche et de la révélation de structures invariantes et récurrentes à l'origine de l'organisation des sociétés contemporaines. La géographie critique contemporaine partage donc, selon nous, l'intérêt constructiviste de refondation des catégories sociales et de connaissance.

Le constructivisme postule en effet la réalité sociale comme construite. Des catégories sont fabriquées et prennent vie au cours de pratiques qui viennent les renforcer. Elles deviennent alors des réalités sociales aux conséquences objectives et réelles, bien qu'elles n'aient pas été « réelles » au départ (Keucheyan, 2012). Il s'agit alors de problématiser et de défaire ces catégories naturalisées et indifférenciées. Cette pensée peut être rapprochée de la philosophie kantienne, différenciant les « apparences » des « essences » et les « noumènes » (réalité en soi) des « phénomènes » (réalité pour soi) et concevant que la réalité s'adapte dans une certaine mesure aux constructions de l'esprit. Le constructivisme est aussi influencé par le marxisme et notamment par les théories de la « réification » et du fétichisme de la marchandise, dans la mesure où ces dernières considèrent la « substitution de l'apparence de la marchandise à son essence » (*op.cit.* : 76). Toutefois, à la différence des théories marxistes et structuralistes qui postulent que la réalité sociale est produite par des structures sociales invariantes (parmi lesquelles la catégorie de

classe sociale occupe une place centrale) et des théories cognitives qui considèrent les faits sociaux au travers de mécanismes psychologiques « naturels » et communs à tout être humain, le constructivisme voit les faits sociaux comme contingents et continuellement réinventés. Les structures sociales sont construites et ne sont pas des « choses » indépendantes des sujets. Elles sont dynamiques et ne sont pas données une fois pour toutes, mais constamment reproduites. Au cours de cette reproduction, elles peuvent être amenées à évoluer.

Sur cette base, la pensée critique entreprend la critique de la « réalité » sociale construite et des catégories faussement « naturalisées » et de leur utilisation à des fins de production sociale de différence, voire de domination sociale. Cette pensée critique très diversifiée comporte, selon nous, trois pôles de critique radicale : un pôle théorique micro, celui de la critique des catégories alimentant les « micropouvoirs » qui sera notamment exploré par les théories poststructuralistes ; un pôle théorique macro, celui de l'économie politique et de la critique des catégories qui l'alimentent, qui sera approché par les théories radicales d'inspiration marxistes ; et un pôle épistémologique, soit celui de la « critique radicale des catégories de connaissance » (Labica, 2012 : 110), qui sera étudié notamment par les théories postmodernistes et postcoloniales.

Au centre de la pensée critique se trouve la question de l'identité du sujet, considérée comme construit social, alors qu'en philosophie classique, le sujet est donné ou inné. En effet, pour reprendre la formulation de Judith Butler, « la critique découvre qu'elle ne peut avancer sans prendre en compte la façon dont le sujet délibérant devient tel » (2007 : 8). Le débat demeure toutefois quant à l'origine et aux mécanismes de cette formation du sujet politique. On interroge le rôle joué par le pouvoir — matérialisé au sein de structures, de normes sociales et de discours ou de routines — et celui joué par le sujet autonome, ainsi que par ses partenaires d'interaction dialogique dans ces mécanismes de construction de sa propre subjectivité. Il s'agit d'une question que l'on peut rattacher au débat fondateur en sciences sociales qui est celui du degré d'autonomie des acteurs face au déterminisme des structures sociales. La géographie n'y fait pas exception et doit aujourd'hui, non plus « se contenter de prendre en compte les groupes. Elle doit aussi s'attacher au sujet, à l'individu, à la personne, à l'acteur » (Di Méo & Buléon, 2005 : 39). À ce titre, elle sera traversée par ce débat de la formation du sujet qu'il convient ici de présenter.

Ce faisant, nous expliciterons notre posture en matière de « théorie sociale », entendue comme « les conceptions du monde social (...) élaborées et présentées indépendamment de leur opérationnalisation empirique » (Bronner & Keucheyan, 2012 : 2).

### ***3.1.1 La géographie sociale et politique à l'heure de la construction du sujet : autonomie et critique du pouvoir***

On peut en effet considérer à la manière de Foucault et du courant poststructuraliste que le pouvoir est plus qu'une relation de répression ; c'est avant tout une relation de production du sujet. Les normes « précède[nt] et excède[nt] le sujet. Ces normes sont investies de pouvoir et de résistances, posant les limites de ce que l'on considérera comme une formation intelligible de subjectivité au sein d'un ordre historique donné » (Butler, 2007 : 17). Ce n'est plus dès lors le sujet qui détient le pouvoir, mais le sujet qui est constitué, construit par le pouvoir et qui contribue à sa reproduction, notamment de façon discursive. Cette concentration sur le discours comme outil de la reproduction du pouvoir sera reprise par Butler, et élargie à la notion de *performance*,

voire de spectacle (Butler, 1993). Ceci permet notamment à Judith Butler de considérer que le genre (sexuel) n'est pas un attribut, mais une construction, et, surtout, qui se joue dans l'interaction (Butler, 2004). Il s'agit d'une sorte de partition qui, au demeurant, est performative, en ce sens qu'elle a le pouvoir de créer ce qu'elle fait jouer. Le respect de la partition du genre est à la base de l'organisation des sociétés et son non-respect entraîne mépris et discrédit. La *performance* est ici comprise comme « le scénario informel de la vie quotidienne » (Burke, 2005 : 43, cité dans Roberts, 2008 : 18, trad. pers.) qui se déroule souvent au-delà de la conscience et de la cognition, sur le terrain des habitudes et de l'implicite. Toutefois, des faits sociaux tels que le « sport, les rituels, les médias, et la culture populaire exhibent des *performances* de vies ou des rôles sociaux (liés au genre, à la classe, à la race, etc.) qui sont joués » (Schechner, 2006 : 2, trad. pers.), rendant ces derniers particulièrement visibles à ces occasions. Dès lors, le pouvoir n'est par conséquent plus à chercher au sein de l'État ou des instances judiciaires uniquement : il se diffuse et se reproduit par capillarité, y compris au sein de relations « horizontales » entre les sujets. Toute relation sociale est ainsi réduite à une manifestation du pouvoir.

Foucault va alors analyser et inventorier différentes techniques et technologies qui favorisent la diffusion du pouvoir afin de « gouverner les mentalités ». Cette analyse a permis de diagnostiquer les mécanismes passés et contemporains de domination et de subordination, répondant de ce fait à la première mission de la théorie critique, soit celle de « fournir un diagnostic critique et empiriquement fondé des tendances centrales des crises et des pathologies sociales du présent » (Allen, 2007 : 3, trad. pers.). On a cependant reproché à la proposition foucauldienne de prôner la « mort du sujet », compte tenu du fait que si le sujet est constitué avant tout par le pouvoir, toute autonomie, capacité critique et réflexive du sujet n'est autre « qu'une illusion, une ruse habile du pouvoir » (op.cit. : 2, trad. pers.). Comme le montre Allen (2007), Foucault assura cependant que les sujets ne sont pas pour autant « que des effets du pouvoir » (op.cit. : 55, trad. pers.) et il insista sur le « rôle actif » des sujets au cours de la « reproduction des relations de pouvoir » (ibid.). La réalité sociale est ainsi considérée comme une *performance*, jouée par des acteurs qui reproduisent un scénario écrit à l'avance par eux-mêmes. Le sujet est actif, mais son action est contrainte par la norme. Il ne peut agir que dans le sens de la reproduction des structures.

La géographie féministe va s'inspirer de ces théories poststructuralistes et psychanalytiques pour questionner : la production des identités de genre en lien à l'espace ; leur évolution et différenciation en lien avec d'autres structures sociales (castes, classes, etc.) ; les incidences spatiales de la production de telles catégories. Mais cette géographie interrogera également la reproduction de ces catégories au travers de normes, de discours, mais aussi de pratiques, notamment spatiales. Les pratiques spatiales quotidiennes, l'espace privé sont vus comme des lieux centraux de construction des identités politiques (Sharp, 2004) et de reproduction des relations de domination. La géographie féministe insiste de ce fait sur la prise en compte de l'échelle « micro », celle du ménage et même du corps — jusqu'alors peu visibles (Elmhirst, 2011) — dans la reproduction des structures de pouvoir et les diverses formes de dominations sociales. L'État et les structures formelles ne sont toutefois pas négligés. Ils sont conceptualisés en des institutions et des processus spatialisés, partiels et inégaux, qui différencient les sujets et donnent lieu à différentes formes et niveaux d'accès à la citoyenneté (Chouinard, 2004) et la subjectivité politique. Cet État n'est plus considéré comme neutre. Il est construit et reproduit (ou est contesté) par des pratiques quotidiennes de ces citoyens, ce que les tenants de la géographie

politique féministe vont appeler des processus de renégociation. Les auteurs féministes vont insister sur les interconnexions entre les différentes échelles, « de l'intime au national » (Elmhirst, 2011 : 131) et à l'international, comme lieux multiples de la production du pouvoir et de la citoyenneté.

Toutefois, l'action transformatrice des structures, passant par des formes de résistance à la réitération des normes sociales, est perçue comme entraînant fatalement le « suicide social » (Allen, 2007) du sujet qui entre en résistance. Aucun sujet ne sera alors prêt à prendre ce risque et Judith Butler considère tout acte de résistance aux structures comme dû au hasard d'un échec dans la réitération des structures. De plus, le sujet « est opaque à lui-même (...), il n'est pas pleinement translucide à lui-même et connaissable de lui-même » (Butler, 2007 : 19), et sa capacité de réflexivité sur les normes qui le constituent apparaît comme limitée. Cette faible autonomie et réflexivité du sujet prévient ainsi la seconde mission de la théorie critique qui consiste à « esquisser le chemin de transformations [sociales] futures » (op.cit. : 3, trad. pers.). La production de la différence sociale apparaît alors comme une fatalité, à laquelle les sujets ne peuvent se soustraire qu'en acceptant d'être mis au ban de l'interaction sociale. C'est ainsi une image fataliste de la réalité sociale et du pouvoir qui est décrite, comme le regrette, avec humour, Nigel Thrift : « Bien qu'il ait adopté une vision positive du pouvoir, le fait est que sa vision du monde n'est pas très positive. Dans le pays de Foucault, il semble qu'il pleuve constamment » (Thrift, 2000 : 269, trad. pers.). D'autres auteurs, à l'instar de Blomley (2007), se joignent à cette « critique de la critique », regrettant que les auteurs se réclamant du mouvement « critique » passent plus de temps à dénoncer les modalités d'oppressions, des plus explicites aux plus implicites, qu'à considérer l'émergence d'alternatives et de transformations sociales. Blomley enjoint ainsi à une pratique de la critique « animée par la colère et l'espoir à la fois » (Blomley, 2007 : 62, trad. pers.), capable non pas de dessiner, mais de rendre compte des alternatives sociales, lesquelles souffrent le plus souvent d'un déficit de visibilité et de marginalisation. DeLeon (2011) regrette également les difficultés rencontrées par les auteurs radicaux et poststructuralistes pour rendre compte des « possibilités de résistance et de transformation disponibles dans la vie courante, par le biais d'un engagement autonome avec le pouvoir, l'espace, la géographie et le temps » (op.cit. : 190, trad. pers.). Enfin, Allen (2007) estime que rendre compte de ces éléments de résistance et de transformation nécessite de considérer le « rôle joué par les relations non stratégiques, les relations basées sur la communication, la réciprocité et la reconnaissance mutuelle, dans le développement de l'autonomie et du soi » (op.cit. : 69, trad. pers.).

En évaluant les PSH au prisme de la vision critique des institutions, c'est *in fine* l'autonomie des acteurs que l'on questionne. Ces acteurs sont alors considérés à mi-chemin entre approches structuralistes et interactionnistes, comme « des agents sociaux conscients et inconscients, profondément encastrés dans leurs milieux culturels, mais cependant capables d'analyser et d'agir sur les circonstances auxquelles ils sont confrontés » (Clever, 2012 : 16, trad. pers.). Il s'agit là d'une question centrale et fondamentale au sein des sciences sociales, à savoir celle du degré d'autonomie des acteurs par rapport aux structures comme exprimée par Cleaver (2012) : « Jusqu'à où les individus peuvent-ils agir de façon autonome et réfléchie et jusqu'à où suivent-ils de manière irréfléchie le chemin tout tracé de la tradition, agissant en accord avec les normes et attentes sociétales ? » (op.cit. : 35, trad. pers.).

À l'opposé de l'approche sociologique, on peut défendre une position interactionniste de la création du sujet, inspirée de l'interactionnisme symbolique de Simmel (1981 [1917]) et de Goffman (1959). La réalité sociale est alors construite par des acteurs qui attribuent un sens à leur action et à leurs interactions avec les autres acteurs. Cette vision, prolongée par Habermas, considère que les sujets se construisent dans un processus d'interaction intersubjective, à l'abri du pouvoir et de l'action stratégique, lesquels n'interviennent que comme contraintes extérieures au processus de formation. En effet, la formation du sujet a lieu, selon Habermas (1987), essentiellement au sein de la sphère du monde vécu (*lifeworld*), laquelle fonctionne sur le principe de la rationalité communicationnelle, mutuelle et non stratégique. Le pouvoir, quant à lui, est cantonné à la sphère du système (sphères de la bureaucratie, du judiciaire et de l'économie de marché), fonctionnant sur la base de la rationalité stratégique. La construction du sujet s'opère donc par des pratiques non réflexives, lesquelles prennent place au sein du monde vécu, infusé de normes et de valeurs, mais préservé du pouvoir et des hiérarchies sociales. Si le pouvoir pénètre dans certains cas la sphère du monde vécu, et qu'alors la rationalité stratégique l'emporte sur la rationalité communicative, c'est sous l'effet de processus de colonisation du *lifeworld* par le système, donnant lieu à des formes de *systematically distorted communication*, soit une perversion de la rationalité communicationnelle par la rationalité stratégique. Cette colonisation est, pour Habermas, à l'origine des pathologies sociales contemporaines. Sa conception de la subjectivité fait donc une grande place à l'autonomie des sujets, comprise comme capacité de « réflexivité critique » (Allen, 2007 : 98, trad. pers.). L'autonomie naît et s'exerce dans l'interaction communicative, dialogique. Le concept d'« autonomie relationnelle dialogique », comprenant l'autonomie comme une « disposition dialogique » (Westlund, 2009 : 26) des acteurs, est un prolongement de cette vision. Il permet par exemple de concevoir que l'autosubordination à une norme sociale ne renie pas systématiquement l'autonomie des sujets. Au contraire, à condition qu'elle fasse l'objet de justifications de la part des sujets, cette autosubordination peut même être considérée comme une manifestation de l'autonomie.

Ces conceptions ont l'avantage de ne pas contribuer à la survictimisation des victimes de la domination, en leur niant tout caractère autonome et donc toute capacité de réaction face à leur souffrance. Cette représentation déboucherait sur le primat de la charité et du compassionnel sur la solidarité (Erner, 2006), renforçant les structures de domination et niant « la capacité des dominés à faire l'histoire » (Labica, 2012 : 102). Proposant le « retour de l'*agency* », la position habermassienne revient alors à signer le « retour des congédiés de l'évolutionnisme historiciste, dominés socialement, économiquement, mais aussi symboliquement parce que jugés incapables d'auto-connaissance, de puissance d'agir, telle une matière inerte devant recevoir sa forme et sa norme de l'extérieur » (Labica, 2012 : 106). La vision habermassienne de l'autonomie et de la constitution communicative du sujet a cependant pour défaut d'occulter le « rôle joué par le pouvoir culturel/symbolique dans la formation des identités subordonnées » (Allen, 2007 : 124, trad. pers.). Elle nie ainsi la possibilité de formes de domination internalisées consubstantielles au sujet. Elle risque donc de passer à côté de processus de contrôle silencieux. Ce danger est commun aux théories de l'action, lesquelles « dans leur fascination pour les façons diverses et créatives, dont les individus naviguent dans leurs vies sociales et leurs "livelihoods" » (Cleaver, 2012 : 23), ainsi que dans leur vision parfois « ethnoromantique des communautés, de leurs normes et traditions » (op.cit. : 81, trad. pers.), risquent de ne pas prendre en compte le fait que les

acteurs sont aussi sujets à des mécanismes inconscients, routiniers qui ne font pas systématiquement l'objet d'un examen critique et réflexif.

La sociologie pragmatique considère notamment que les actions sont le fruit d'une « évaluation », d'une « qualification » et/ou d'un « jugement », donc d'un rapport de comparaison avec un « ordre de grandeur » entendu comme une grammaire de la vie sociale. Les actions ne peuvent ainsi pas être systématiquement réduites au résultat d'une contrainte, d'un rapport de force ou d'un calcul optimisateur. La sociologie pragmatique s'assigne alors la mission de « réinsérer dans l'étude de l'action des personnes en société les raisons d'agir et les exigences morales qu'elles se donnent — ou voudraient — se donner ne serait-ce qu'à titre d'idéaux » (Nachi, 2006 : 21). Or ces ordres de grandeur sont pluriels et ne sont pas attachés aux individus, ce qui signifie que ces derniers sont susceptibles de mobiliser différents registres d'actions et horizons de sens, ou « grammaire » (Nachi, 2006), justifiant leurs actions. Les acteurs sont également capables de se mouvoir entre ces registres et horizons en fonction des arènes de pouvoir qu'ils occupent. Ils sont donc aptes à « s'ajuster à différentes situations de la vie sociale » (op.cit. : 20), ce qui revient à concéder un certain degré d'autonomie aux acteurs. Les rôles ne sont alors pas figés, mais correspondent à une multiplicité d'identités au sein de chaque sujet. Les tenants de la sociologie pragmatique préfèrent parler d'« états » en lieu et place d'« identités », afin de souligner le caractère non permanent du rattachement d'un ordre de grandeur à une action entreprise par un individu. De même, les comportements ne sont pas présumés consistants et peuvent varier (Burke, 2005).

Ainsi, ce qui peut parfois apparaître en façade comme une assimilation et une forme de subordination peut en réalité cacher un processus d'appropriation stratégique du discours, par des individus capables de s'en servir afin d'accéder à des arènes politiques et faire entendre leurs revendications (Boisvert & Pinton, 2013 ; Medina et al., 2009). Il s'agit là de ce que Boaventura de Sousa Santos qualifie, quant à lui, d'« usage contre-hégémonique d'instruments hégémoniques » (Santos interviewé dans Ziai, 2013 : 730, trad. pers.), par exemple lorsque des minorités parviennent à accéder et à détourner l'appareillage étatique formel. Malgré tout, l'actant, même s'il dispose d'une certaine liberté d'action et d'une prise « sur le monde dans lequel il s'enracine » (Nachi, 2006 : 56), doit « tenir compte de certaines contraintes inhérentes à la situation pour pouvoir ajuster au mieux ses actes et les coordonner avec d'autres, c'est-à-dire agir en commun » (op.cit. : 57). Boltanski & Thévenot (1991) vont alors questionner ces processus de mise en équivalence, de justification, mais aussi d'ajustement et de coordination qu'ils regroupent sous le terme d'« épreuve ».

Notre thèse répond à une volonté similaire, celle d'établir un terrain d'entente entre ces différents positionnements et de dépasser les dichotomies, afin de comprendre à la fois les mécanismes d'enfermement au sein des structures de domination et de reproduction de ces dernières, de même que les mécanismes de résistance et de transformation de telles structures, aboutissant à des changements sociaux. À cheval entre théorie critique et théorie de la critique (Nachi, 2006), cette position d'équilibriste est certes difficile à tenir et court un danger important de contradiction, mais nous estimons cependant qu'il s'agit là de la seule manière de répondre à la double mission de la théorie critique qui veut à la fois comprendre les processus de domination dans leur complexité, mais également esquisser des pistes d'émancipation. Amy Allen, philosophe critique et féministe américaine, s'attelle à cette tâche de modeler ce terrain d'entente entre Habermas et

Foucault. Au centre de sa proposition se trouve la notion d'*impure autonomy*. D'après elle, il est en effet nécessaire de détecter de « nouvelles et plus modestes façons de concevoir l'autonomie » (Allen, 2007 : 122, trad. pers.).

Cette reconceptualisation de l'autonomie résonne avec la proposition de la sociologie néo-structurale, qui considère l'autonomie comme une forme de « rationalité sociale » (Lazega, 2012), permettant aux acteurs de « percevoir les institutions et de construire un rapport avec elles » (op.cit : 121) et de « participer aux négociations de la pertinence des actions, de contribuer à la création de nouvelles routines » (ibid.) ou à la reproduction des routines existantes. Cette rationalité au niveau « méso » peut alors déboucher sur le renforcement et la reproduction des structures existantes, ou au contraire sur leur transformation et/ou la création de nouvelles structures au niveau « macro ». Abel & Frohlich (2012) distinguent ainsi la « *structurally reproductive agency* » de la « *structurally transformative agency* ». La sociologie bourdieusienne va s'intéresser à la première catégorie d'*agency*, en expliquant la reproduction des inégalités sociales par la répartition dissemblable des capitaux et l'*habitus* lié au groupe social, renforçant les structures existantes. La théorie de l'action (Wiesmann, 1998) va quant à elle thématiser la *structurally transformative agency*. En effet, elle postule que les acteurs réagissent à des conditions extérieures et à leurs dynamiques (en s'adaptant), mais qu'ils sont également capables d'agir sur ces conditions et de les transformer par leurs actions/pratiques. Cette combinaison d'action-réaction engendre créativité et innovation. La relation *agency*-structure est alors thématisée de deux façons :

- Les activités humaines sont influencées par des conditions dynamiques (structures) et le sens accordé aux activités est lui-même marqué par le système de valeurs et les normes sociales.
- Les acteurs ont toutefois la capacité de critiquer et de transformer ces conditions dynamiques, de même que le système de valeurs, via leurs actions.

Il ne s'agit donc pas de surestimer l'*agency* des acteurs et leur capacité d'action/réaction face aux structures en niant l'influence de systèmes de domination et de pouvoir sur ces acteurs. Il s'agit au contraire de reconnaître, à la manière d'Amy Allen, que l'autonomie, sans s'y résumer totalement, « ne peut jamais être complètement purifiée du pouvoir » (Allen, 2007 : 125, trad. pers.). En effet, le sujet « construit » (en opposition au sujet « donné ») l'est dans l'interaction. Il dépend par conséquent de l'Autre pour son existence en tant que sujet. Le paradoxe de l'assujettissement permet de considérer que si cette dépendance « crée » le sujet, elle le rend également vulnérable à la subordination et est donc susceptible d'engendrer la domination du sujet. Il s'agit toutefois de considérer que cette dépendance n'engendre pas *systématiquement* la subordination, mais que l'on peut, au contraire, être dépendant et autonome comme le montrent les théoriciens de l'éthique du *care*. Les sujets sont alors conçus comme « à la fois construits socialement et culturellement dans et à travers des relations de pouvoir et d'assujettissement et également capables de critique, de constitution critique de soi et de transformation sociale » (op.cit. : 177, trad. pers.). Blomley, se réappropriant la pensée élaborée par Giddens (1984) dans sa théorie de la structuration selon laquelle les acteurs sont amenés à faire des choix conformément à diverses contraintes, affirme ainsi que « nous fabriquons notre histoire, mais selon des conditions qui ne sont pas librement

choisies » (Blomley, 2007 : 55, trad. pers.). Cette notion est reprise par Cleaver & De Koning (2015), qui estiment que, certes, les acteurs sont capables « d'innover et de négocier dans leur engagement envers les institutions » (op.cit. : 8, trad. pers.), mais la façon dont ils le font est « modelée par leurs identités sociales multicouches (...) et les réseaux de relations au sein desquels ils vivent leur vie » (ibid.), au quotidien, et est également « encastrée dans des pratiques routinières et donc peut ne pas être pleinement consciente » (ibid.).

Ceci nous amène à repenser le « social », dans la mesure où cette interprétation pose que toute relation sociale ne se résume pas au pouvoir, bien qu'il puisse être considéré comme le résidu de toute relation sociale. Les relations intersubjectives et mutuelles sont alors possibles, même si elles ne se réalisent pas systématiquement et n'existent parfois que comme « moments » (Allen, 2007) au sein de relations de pouvoir complexes. Ce positionnement invite donc également à concevoir que les structures (considérées comme construites et reproduites par l'intermédiaire des acteurs et de leurs pratiques et non comme des choses indépendantes d'eux) ne se manifestent pas de manière universelle. Judith Butler suit Adorno (2001), qui considère l'éthique comme « violente », « lorsqu'elle prétend à l'universalité » (Butler, 2007 : 5)<sup>11</sup>, et qui se méfie d'un certain « fonctionnement de l'universalité qui ne parvient pas à être sensible à la particularité culturelle ni à se réélaborer elle-même en réponse aux conditions sociales et culturelles qu'elle inclut dans son champ d'application » (op.cit. : 6). Ceci nous porte aussi à discuter le projet moderniste universaliste et à nous intéresser aux déclinaisons culturelles du bien-être et du « développement », lesquelles sont souvent rendues invisibles par le récit dominant, eurocentrique du développement. C'est notamment ce que propose le référentiel postcolonial, au demeurant très présent dans la littérature latino-américaine grâce à des auteurs séminaux tels que Walter D. Mignolo (2009) et Anibal Quijano (2007).

De plus, la géographie critique s'inscrit également dans une critique plus vaste, elle s'engage en faveur d'un projet politique d'émancipation. De ce fait, elle va également valider les expériences vécues et respecter les intérêts des groupes marginalisés et des « sans-voix ». À cette fin, la géographie critique du « développement » (*critical development geography*) s'inspire notamment des écrits du postcolonialisme.

### **3.1.2 La géographie sociale et les études du développement à l'heure de la postcolonialité : universalisme et diversité**

*« Deux significations supplémentaires furent attachées au terme rationnel. Pour les fins, on postula le caractère rationnel d'une échelle de valeurs utilitariste ; concernant les moyens, une échelle d'estimation de l'efficacité fut appliquée par la science. La première échelle faisait de la rationalité l'antithèse de l'esthétique, de l'éthique ou du philosophique, la seconde en faisait l'antithèse de la magie, de la superstition ou de la pure ignorance. » (Polanyi, 2011 : 48)*

Lié aux *subaltern studies*, le courant postcolonial considère « l'ensemble de la culture affectée par le processus impérial du moment de la colonisation à nos jours » (Ashcroft, Griffiths & Tiffin, 1989 : 3, cité par Labica, 2012 : 105). Le courant postcolonial estime que les structures de pouvoir de l'ère coloniale, si elles n'existent plus telles qu'aujourd'hui, continuent d'influencer la réalité sociale des anciens pays colonisés, par la marginalisation du « non-moderne » — à savoir

---

<sup>11</sup> « (...) parce que l'*ethos* collectif, qui doit maintenant être mis entre guillemets, n'est plus partagé, il ne peut imposer ses prétentions à la communauté qu'en recourant à des moyens violents » (Butler, 2007 : 4).



des cultures (au sens de systèmes de significations) populaires et « autochtones » — et par la « naturalisation de rapports sociaux de domination, dans lesquels le fait colonial (depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et jusqu'à nos jours, par-delà les décolonisations historiques) joue un rôle majeur et complexe » (Fonkoua et al., 2015 : s.p.). Le courant postcolonial encourage la remise en question des catégories de connaissance, le décentrement de l'analyse et la sortie des compréhensions dichotomiques (Laurie & Calla, 2004) et se situe donc à cheval entre le domaine analytique et épistémologique.

Ce courant postcolonial occupe une place importante sur la scène politique bolivienne, d'autant plus que l'actuel vice-président du pays, Álvaro García Linera, est l'un de ces auteurs en vue. García Linera est à l'origine, entre autres, du déploiement d'une rhétorique de « décolonisation de l'État » bolivien, portée par le gouvernement d'Evo Morales. Cette rhétorique de décolonisation dénonce « les formes culturelles occidentales de l'État bolivien en tant qu'importations culturelles [qui] ne se rédui[raien]t pas au domaine de l'appareil étatique et de ses modalités d'administration [mais] s'étend[raient] aussi aux relations interpersonnelles, aux modes d'interaction, à la culture matérielle et à l'imaginaire social » (Calvo & Recondo, 2012 : 184). Ce discours a imprégné la nouvelle Constitution nationale de 2009, notamment en reconnaissant la plurinationalité de l'État. Ainsi, la déclaration de « l'autonomie indigène, originaire paysanne », inscrite dans la Constitution de 2009, était affichée par le gouvernement comme une volonté de « rompre définitivement avec les chaînes de soumission aux pouvoirs politiques, économiques et culturels coloniaux » (Rojas, 2013 : s.p., trad. pers.). Il a donné naissance à de nombreuses actions publiques de « décolonisation » touchant des secteurs aussi divers que l'économie, l'agriculture, l'éducation, la famille, etc. À titre d'exemple, la « décolonisation » des politiques familiales boliviennes implique la revalorisation du concept indigène de « *chachawarmi* » (c.-à-d. homme-femme en langue quechua). Cette notion est inspirée de l'idéologie indigène quechua et des principes de réciprocité et de complémentarité et elle implique la complémentarité entre les sexes. En vertu de cette idéologie, les différences entre le « *chacha* » (l'homme) et le « *warmi* » (la femme) sont célébrées. Ce sont toutefois les activités qui définissent les sexes et non les corps (Maclean, 2013). Le *chachawarmi* est estimé emblématique de la valorisation par le gouvernement bolivien d'une « culture » indigène andine, en opposition aux politiques de « genre » et d'égalité des sexes, envisagées comme représentatives de l'imposition de la « culture » eurocentriste.

La géographie culturelle actuelle s'inscrit dans ce courant postcolonial et postmoderne. En effet, les auteurs de ce mouvement, à l'instar de Paul Claval, estiment « qu'il est impossible d'accéder à une connaissance qui transcenderait les conditions contextuelles, de temps et de lieu, propres aux phénomènes qu'ils étudient » (Di Méo & Buléon, 2005 : 7). Ils considèrent ainsi toute connaissance comme située et cherchent à décrypter et comprendre « la rationalité profonde de chaque individu et de chaque situation » (ibid.) au risque parfois de tendre à un relativisme culturel, posant la culture en tant que cause initiale de toute chose et de tout rapport sociaux. La géographie sociale et politique considère, quant à elle, les cultures comme un produit social. Ce dernier est « souvent manipulé et biaisé en fonction des stratégies et des luttes sociales du

moment » (op.cit. : 8), faisant par exemple l'objet de la quête de distinction<sup>12</sup>. En conséquence, la géographie sociale politisée, portée par exemple par Di Méo, accuse les tenants de la géographie culturelle postmoderne de sous-estimer les processus de domination légitimés par des configurations culturelles, mais leur reproche aussi de refuser la possibilité de valeurs universelles, telles que celles proposées par Di Méo & Buléon (2005), à savoir « la liberté, la justice, la tolérance et le respect d'autrui, l'aspiration au bien-être physique et moral, à la santé, celles de l'effort solidaire, etc.. » (op.cit. : 8). Ces valeurs, selon eux, coexistent cependant systématiquement avec des valeurs dites singulières et spécifiques au contexte « culturel », avec lesquelles elles « s'associent, interfèrent ou s'affrontent, voire s'excluent dans tout espace géographique » (ibid.).

Considérant le poids du postcolonialisme dans la littérature critique contemporaine et dans le contexte politique latino-américain et bolivien au sein duquel se situe notre cas d'étude, nous estimons donc essentiel d'explicitier notre positionnement par rapport à ce courant : nous reconnaissons la nécessité de résister à une conception décaractérisée et universalisante du social, ancrée dans une modernité colonialiste, sans toutefois proposer une vision culturaliste, essentialiste et relativiste de ce dernier, risquant de ce fait d'encourager la conception de l'autre comme radicalement autre. Un relativisme extrême, postulant que ce qui définit toute forme d'épanouissement et de souffrance est relative (Blomley, 2007), revient à nier, en bloc, les avancées émancipatrices des Lumières et les « catégories éthiques telles que [celles de] justice et d'oppression » (op.cit. : 55, trad. pers.)<sup>13</sup>. Ce faisant, on risque de passer à côté de dominations sociales, culturellement justifiées et socialement internalisées, néanmoins synonymes de souffrances et d'injustices. Il s'agit donc de ne pas « subordonner les luttes sociales aux luttes culturelles » (Le Goff, 2012 : 140). Pour autant, nous nous refusons à analyser les inégalités et injustices à la lunette d'un « économicisme réducteur qui ne pouvait saisir les problèmes liés non pas à la division du travail, mais à des schémas de nature culturelle » (op.cit. : 141). Enfin, en suivant Rosales Cervantès (2015), il nous semble nécessaire d'éliminer les « postures essentialistes » (op.cit. : 169, trad. pers.) et culturalistes, qui ont tendance à enfermer les initiatives et alternatives issues de courants indigènes dans une « prison monoculturelle » (idem) et, par conséquent, à réduire leur capacité à être porteuses de changements structurels au-delà d'espaces culturels spécifiques.

Ce positionnement invite donc à considérer que :

- les cultures « traditionnelles », indigènes ou paysannes, ne sont pas statiques, mais dynamiques, « extrêmement sophistiquées, susceptibles de développer un dialogue avec les nouveaux processus d'échanges globaux » (Pitarch & Orobitg, 2012 : 15, trad. pers.) sans pour autant perdre en « authenticité ». Il ne s'agit pas de postuler ici « l'expression d'une culture transcendant les changements sociaux » (Bergeret, 2014 : 164), mais un certain degré d'*agency* des acteurs. Ces derniers sont alors capables de réflexivité et donc

---

<sup>12</sup> Identifiée par Pierre Bourdieu et au demeurant critiquée pour son caractère déterministe, la quête de distinction conduit inmanquablement les classes moyennes et supérieures à « se regrouper dans des espaces protégés et qualifiés, comme à se démarquer des groupes moins nantis » (Di Méo & Buléon, 2005 :8).

<sup>13</sup> Ceci se rapproche de l'idéologie de certains mouvements extrémistes religieux et/ou nationalistes « propres à légitimer (...) les visions communautaires organicistes de la nation » (Labica, 2012 : 109).

de reproduire, mais aussi de transformer les normes et traditions existantes, de les faire évoluer en fonction de changements de contexte. Cette vision s'oppose à celle des sociétés dites traditionnelles considérées comme passives et statiques, n'ayant de choix qu'entre domination perpétuelle ou dissolution dans la modernité. Si elles font l'objet de revendications, ces identités culturelles « traditionnelles » peuvent également faire l'objet de reformulations. La lecture postcoloniale devrait alors permettre de « faire apparaître les déplacements, les renégociations ou les hybridations — l'autoparasitage déconstructeur — toujours déjà en cours dans les mises en œuvre des binarités opposant l'Europe et son "autre" » (Labica, 2012 : 105). Nous adoptons la proposition de Boaventura de Sousa Santos (2011) de considérer non pas une résistance culturelle, mais des cultures de résistance. De même nous considérons la possibilité d'évolution et d'hybridation des normes, rejetant le postulat de normes traditionnelles figées.

- Les croyances, conventions et vision de justice qui étayent les systèmes de significations culturels sont multiples, et « construisent la légitimité de l'agir » (Labica, 2012 : 102), c'est-à-dire constituent des registres de justification des actions, que celles-ci aillent dans le sens de la reproduction ou de la transformation des normes culturelles et sociales dominantes. Ces « ordres de réalités » ou « mondes communs » sont toutefois pluriels et, comme le propose la sociologie pragmatique, les acteurs disposent des « compétences nécessaires pour agir dans plusieurs mondes communs » (Nachi, 2006 : 36). Mais cette diversité, qui débouche sur diverses notions de justice, n'est pas liée à des différences culturelles essentialisées, mais « à la diversité des situations sociales » (op.cit. : 37). Ainsi, ces systèmes de signification ne forment pas l'essence des individus, lesquels peuvent se mouvoir entre différents registres qui font sens à différents moments de leur vie ou dans différents contextes et pour différents types d'actions, grâce aux « compétences cognitives » dont ils disposent (Boltanski & Thévenot, 1991). Nous veillerons à ne pas postuler d'identités essentialisées et consistantes, mais plutôt des « états », comme le proposent Boltanski & Thévenot (1991), soit des propriétés « qui se révèlent dans le cours de l'action et s'expriment dans les jugements de qualifications » (Nachi, 2006 : 54).
- Les cultures et structures interagissent. Les « identités culturelles » sont construites, mais peuvent être vécues de manières différentes comme le proposent les tenants de l'approche phénoménologique (Moi, 2001). Ne pas prendre en compte cette question reviendrait à justifier ces catégories englobantes et non différenciées, mais ces constructions et la façon dont elles sont éprouvées ne peuvent pas non plus être totalement dégagées des causes sociales. Elles s'articulent avec de multiples axes d'injustices sociales et avec des questions de répartition et de participation/représentation pour contraindre la participation de certains acteurs à l'interaction sociale comme le conçoit Nancy Fraser (1998). Toutefois, si les constructions culturelles sont influencées par ces structures sociales, et s'y adaptent, elles sont également capables d'entraîner leur différenciation, leur remise en question, voire leur transformation. Ainsi, dans certains cas, la justice sociale passerait par la reconnaissance culturelle alors que, dans d'autres, elle se ferait par l'accès à la redistribution des richesses ou à la représentation politique (Fraser, 2005). À ce sujet, Santos propose de considérer un « double droit humain postcolonial : nous avons le droit

d'être égaux quand la différence nous infériorise, nous avons le droit d'être différents quand l'égalité nous décaractérise » (Santos, 2010 : 66, trad. pers.), tentant de ce fait de réconcilier l'« idéal d'authenticité et d'égle dignité » (Spector, 2014 : s.p.). Il s'agira donc de traiter des différenciations individuelles conjointement aux causes sociales de la production de différences.

À l'heure de la postcolonialité, ces débats influent sur la géographie sociale et culturelle, et enjoignent à considérer que les faits culturels se constituent « dans le tissu des rapports sociaux et spatiaux » (Di Méo, 2008 : 47), mais ils influencent également ces rapports qui les fondent, ne serait-ce qu'en fournissant un registre de légitimation ou de contestation. Nous nous inscrivons ainsi dans une approche sociale de la géographie culturelle, comme le propose Di Méo (2008), ne négligeant « ni les traits particuliers ni les caractères universels qui s'associent, interfèrent et s'affrontent, voire s'excluent, dans tout espace géographique » (op.cit. : 64) dans une posture éminemment constructiviste. Cette approche doit également être sensible à l'analyse des micropouvoirs et des relations de dominations informelles et silencieuses, à l'instar du courant féministe et poststructuraliste. Avec, pour conséquence méthodologique, comme nous le montrerons au sein du chapitre suivant, une navigation constante « entre structuralisme, démarche dialectique et phénoménologie » (Di Méo & Buléon, 2005 : 11).

Nous avons esquissé ici le champ théorique au sein duquel se positionne notre recherche, soit une approche à la fois sociale, féministe et postcoloniale de la géographie critique. Notre posture théorique nous permet donc de considérer le sujet comme construit, en partie par les structures de pouvoir, qu'il contribue à reproduire, mais qu'il est aussi capable de résister passivement et de transformer activement ces structures. Cette posture nous laisse également comprendre la réalité sociale comme n'étant pas totalement détachée du pouvoir sans s'y résumer pour autant, de ne pas dé-caractériser cette réalité par une approche moderniste et universalisante, tout en évitant les dérives du particularisme et relativisme total, niant les formes de domination internalisées et discrètes. Nous en avons conscience, cette approche conciliant des paradigmes a priori disjoints nous oblige à un complexe jeu d'équilibriste. Nous précisons toutefois qu'il ne s'agit pas d'éviter de nous positionner et nous refusons donc l'étiquette d'« œcuménisme mou » dont Bronner & Keucheyan (2012 : 1) taxent certaines tentatives de réconciliation de paradigmes apparemment disjoints. Au contraire, il s'agit de s'engager pour une approche complexe de la réalité, laquelle doit être affinée au cas par cas. Cette posture est, selon nous, la plus à même de dégager des formes de domination internalisées et silencieuses ainsi que les modalités de résistances et les initiatives alternatives émergentes, souvent invisibles.

C'est dans cette perspective que nous analyserons le rôle des discours et pratiques des PSE/PSH dans la reproduction des structures de domination ou au contraire dans leurs transformations. Ce faisant, nous répondons à l'injonction de Van Hecken, Bastiaensen & Windey (2015) pour une étude des PSE qui ne soit ni « *overly-rational or overly-structuralist* » (ibid. : 117), mais qui soit contextualisée et empiriquement fondée, centrée sur les acteurs, leurs pratiques et leurs justifications.

Partant, par souci de cohérence, il est donc aussi nécessaire de questionner le chercheur en tant que sujet construit, et la recherche en tant que réalité et interaction sociale, puis d'adopter, à leur égard, une conception qui fasse sens par rapport à notre posture théorique. La relation sociale de

recherche peut alors être considérée comme dialogique, intersubjective et mutuelle, voire empathique, comme le proposent les tenants du raisonnement « idiographique » et elle a pour but la compréhension et la reconstruction du sens que les acteurs attribuent à leurs actions, dans un processus préalable de déconstruction du discours. La validité des connaissances produites est alors établie sur la base de l'activité dialogique et intersubjective entre divers acteurs, censée aboutir au consensus. Cette relation sociale constitue, selon les tenants du raisonnement poststructuraliste et postmodernisme, un discours, une *performance* de recherche, qui ne se contente pas de refléter le terrain, mais qui se construit dans une dimension performative (Charmillot & Dayer, 2007). Bien sûr, cette *performance* n'est pas indépendante des normes sociales et relations de pouvoir, qu'elle contribue par ailleurs à reproduire, même si elle ne s'y résume pas totalement.

### **3.2 Pôle épistémologique**

Divers auteurs, à l'instar de Charmillot & Dayer (2007), regrettent que dans de nombreuses études sociologiques la réflexion épistémologique soit trop souvent reléguée au second plan, derrière les questions méthodologiques et techniques ou alors formulées de manière trop « réductrice et pauvre, tel un simple vernis » (op. cit. : 131). C'est pour éviter ce discrédit que nous donnons ici une place de premier plan au pôle épistémologique de notre recherche, dont le rôle de « vigilance critique » (ibid.) nous paraît central, d'autant plus qu'il détermine également largement les choix méthodologiques et techniques qui seront opérés par la suite. Dans notre cas précis, nous considérons également le caractère performatif des « idées sur le développement », qui contribuent à transformer la réalité et l'objet d'étude (Da Cunha, 1993), et nécessitent donc l'examen critique de processus de production de connaissances scientifiques.

La géographie critique s'inscrit aussi dans cette démarche réflexive, questionnant notamment le pouvoir de la production cartographique. La géographie féministe va, quant à elle, critiquer l'usage décontextualisé des données quantitatives, ainsi que la vision « élitiste » (Sharp, 2004 : 92) du géographe (et du chercheur en général) qui serait capable de comprendre la réalité sociale et politique mieux que les personnes qui la vivent. La géographie critique féministe prône alors des explorations plus participatives et localisées, grâce à des méthodes plus interprétatives, aux dépens parfois de l'étude des structures de pouvoir plus globalisées et globalisantes. Le courant postcolonial, puis « postoccidental » (Roulleau-Berger, 2015)<sup>14</sup> entend quant à lui remédier aux situations d'« injustice épistémique » au sens de situations où « les concepts et les catégories grâce auxquels un peuple se comprend lui-même et comprend son univers sont remplacés et affectés par les concepts et les catégories des colonisateurs » (Bhargava, 2013 : 44), et ce par une lutte pour la reconnaissance de savoirs « décoloniaux » occultés. Roulleau-Berger (2015) estime ainsi que nous sommes à présent entrés « dans une période de postoccidentalisation des savoirs et de coproduction d'agencements entre savoirs situés » (op.cit. : 10) qui se construisent autour du « refus de postures hégémoniques, de la résistance à l'imposition de modèles intellectuels et de l'affirmation d'une pensée "située" » (op.cit. : 11).

---

<sup>14</sup> Dont l'objectif affiché est « de faire tomber ou d'affaiblir ces hiérarchies entre occidentalismes et orientalismes » (Roulleau-Berger, 2015 : 20).

Quant à la sociologie pragmatique, elle exige de « prendre au sérieux les actions et justifications des personnes ordinaires et, ce faisant, d'éviter de confisquer leur parole au nom d'une prétendue objectivité scientifique » (Nachi, 2006 : 212). Elle s'assigne ainsi l'objectif d'analyser les critiques et jugements, tels que formulés par les acteurs, « sans viser à leur dévoiler les illusions dans lesquelles ils sont pris » (Genel, 2009 : 35). Elle s'inscrit, de la sorte, dans le sillage des travaux de Bruno Latour, en porte-à-faux avec la notion de Grand Partage, laquelle considère l'idée d'une « hiérarchie entre les sociétés, les savoirs et les valeurs, entre un "état premier" et un "état second", les principes qui organisent le premier se situant en deçà de ceux qui gouvernent le second. Ainsi s'opère une division entre esprit "scientifique" et esprit "préscientifique" » (Nachi, 2006 : 28). Cette division est contestée au profit de la notion de symétrie, visant à questionner de manière identique « avec les mêmes arguments, les mêmes grilles d'analyse et les mêmes principes de causalité, le vrai et le faux, le rationnel et l'irrationnel, le juste et l'injuste » (op.cit. : 31) et à « considérer les théories occidentales comme indigènes et les évaluer comme telles, ancrées dans l'histoire occidentale » (Rouilleau-Berger, 2015 : 13), et donc situées.

La recherche aboutit dès lors à des connaissances situées (*situated knowledge*), c'est-à-dire à des connaissances semblables à des récits, spécifiques à un contexte particulier, « des tissus cousus de faits et de fiction » (Escobar, 1995 : 19, trad. pers.). La question de leur validité se pose alors en matière de « légitimité » et non plus de « vérité » consensuelle. Les *performative social studies* s'inscrivent dans ce courant de pensée considérant épistémologiquement la recherche comme « a performance, by performance, of a performance, or in performance » (Roberts, 2008 : 3).

### 3.2.1 La recherche en géographie comme une performance sociale

Au cours d'une recherche, le chercheur est à la fois auteur (de la partition de son rôle de chercheur et de ses dialogues), acteur et *spect-a(c)teur* des *performances* de ses interlocuteurs. Ces derniers peuvent être considérés « comme des cochercheurs, partageant l'autorité et écrivant leur propre vie de leur propre voix » (Ellis & Bochner, 2000 : 742, trad. pers.) de façon dialogique avec le chercheur.

Considérer la recherche comme une *performance* implique d'appréhender l'outil classique de la recherche qualitative, soit l'entretien, non plus comme une « méthode pour collecter de l'information, mais un vecteur pour la production de *performances* textuelles et ethnographiques sur soi et la société » (Denzin, 2001 : 24, trad. pers.). Si cette affirmation remet certes en question les conditions de validité du matériel récolté, elle permet au chercheur de se positionner de manière nouvelle par rapport à la subjectivité de la narration et à l'authenticité de la reconstruction à laquelle procèdent les paroles d'entretien. Le locuteur sujet est-il soumis au dictat des structures et relations de pouvoir même diffuses dont sa *performance* ne serait que le reflet, ou est-il capable, en s'inventant, de se libérer de l'établi, ne serait-ce que le temps de la *performance* ?

Les tenants du structuralisme, comme Pierre Bourdieu, posent le locuteur au sein de dispositifs d'entretiens comme un « idéologue de sa propre vie » (Bourdieu, 2002 : 82, cité dans Matthey & Fall, 2008 : 189) entremêlé dans des normes sociales qu'il s'acharne à reproduire, engendrant ainsi une « herméneutique du soupçon » (Deschênes, 2013) à l'égard des paroles d'entretien. De même, Judith Butler estime que « quand le "je" cherche à se définir (...), il découvrira que ce soi

est déjà impliqué dans une temporalité sociale qui excède ses propres capacités de narration » (Butler, 2007 : 7).

Matthey & Fall (2008) proposent, eux, de considérer les paroles d'entretien comme de l'autofiction. Ils postulent en effet que « chercheurs et informateurs coproduisent des discours qui sont simultanément des mises en scène de soi et des biographies déguisées » (Matthey & Fall, 2008 : 190) au sein desquelles « tant le chercheur que l'informateur (...) expriment quelque chose d'une émotion » (op.cit. : 191).

### *3.2.1.1 Les paroles d'entretiens comme autofiction*

Concevoir les paroles d'entretien comme de l'autofiction implique d'admettre que ces dernières comportent une part d'illusion, de « production de soi » (Bourdieu, 2002 : 8) et que certes, « la vérité de l'interaction n'est jamais tout entière dans l'interaction telle qu'elle se livre à l'observation » (Bourdieu, 1987 : 151). Mais cela permet également de concevoir que ces paroles n'en comportent pas moins une part de « vérité », d'authenticité, ne serait-ce qu'au sens de la vérité du sujet lui-même. C'est en ce sens qu'elles constituent une autofiction. En effet l'autofiction, comprise comme un « mixte de vécu et d'imaginaire » (Matthey & Fall, 2008 : 193) est un genre littéraire controversé en raison du nouveau pacte entre lecteur (ici le chercheur) et auteur (ici le locuteur) qu'il présente. Ce dernier « développe sciemment une part de fiction pour traduire une expérience personnelle » (Beggar, 2014 : 134) et laisse ainsi planer un flou sur l'authenticité des faits narrés dans le récit, contrairement à l'autobiographie. Or, comme le démontrent des chercheurs mobilisant la démarche auto-ethnographique, prétendre à une reconstruction biographique authentique est au mieux une illusion, au pire une escroquerie. Assurément, les filtres de la mémoire et ceux de la cognition empêchent, en dépit des efforts entrepris, une reconstruction véridique de faits passés et d'expériences vécues. Partant, « aucun souvenir n'est présent sous son aspect authentique » (op.cit. : 132). Et, lorsque ce souvenir est mis en mots, « il y a toujours un glissement, de l'inexactitude, de l'indétermination » (Ellis & Bochner, 2000 : 747, trad. pers.) qui impose au locuteur de « broder ». Par conséquent, au final, parler ou « écrire sur soi est fatalement une invention de soi » (Lejeune, 1991 : 58). Tous les récits autobiographiques comportent ainsi « des broderies et des omissions » (Beggar, 2014 : 129) que le pacte de « véracité », imposé par ce style biographique, cherche à nier, voire à dissimuler, au contraire de l'autofiction.

D'autre part, certains chercheurs et critiques littéraires affirment que le flou (artistique ?<sup>15</sup>), que laisse volontairement planer l'autofiction sur l'incontestabilité des faits et des propos tenus, permettrait en réalité une parole beaucoup plus libre et authentique, en particulier en ce qui concerne les émotions et les ressentis du locuteur-auteur. En effet, en doutant de la « véracité », l'autofiction protège. Elle donne à l'auteur la possibilité de se « dédouaner » et libère la parole. Genette considère l'autofiction comme une « autobiographie honteuse » (1991 : 87) en ce qu'elle « permet au locuteur de s'exposer dans son intimité sans prendre le risque d'être jugé » (Matthey

---

<sup>15</sup> Elchinger (2010) montre en effet comment le « flou » des représentations visuelles peut être considéré comme plus proche de la réalité que le « net », dans la mesure où « la perception de la réalité est essentiellement floue » (op.cit. : 14), car dans le mouvement de la vie. L'utilisation du flou dans le domaine artistique « apporte quelque chose en plus dans son effet perceptif, mental et émotionnel » (op.cit. : 20).

& Fall, 2008 : 193). L'autofiction fait aussi en sorte que le locuteur puisse potentiellement explorer, de manière réflexive et grâce au recours à l'imagination, des territoires de sa pensée jusqu'alors peu parcourus et pourrait ainsi révéler des nuances inaccessibles au récit biographique. Par conséquent, il s'agit pour le chercheur de n'être, certes, pas « dupe » des paroles d'entretien en niant leur caractère fictionnel, mais de n'être non plus « dupe » de la duperie de la fiction qui ne saurait être réduite à une illusion ne comportant pas sa part de vérité. Car, même fictionnalisée, l'expérience « n'a-t-elle pas une certaine authenticité en ce qu'elle reflète d'importantes "réalités" » (Roberts, 2008 : 21, trad. pers.) pour le locuteur ? C'est pourquoi, dans le cadre de l'autofiction, la fiction n'est pas synonyme d'illusion et « les paroles d'entretien disent quelque chose de non illusoire (bien que fictionnel et métaphorique) de la vérité du sujet » (Matthey & Fall, 2008 : 193). L'autofiction donne naissance au concept de « vérité fictive » (Beggan, 2014 : 131) et consiste non pas en une « écriture à la recherche d'une authenticité » (ibid.), mais en une authenticité à la recherche d'une écriture, « d'une alchimie qui exposerait le moi dans sa dimension la plus intime » (ibid.).

Les *performative social studies* (PSS) encouragent ainsi à concevoir les entretiens comme « jeu métacommunicationnel » (Matthey & Fall, 2008 : 195). Ces derniers sont loin d'être neutres et « la part affectuelle est telle que le décodage in situ du processus est toujours délicat » (ibid.). Le chercheur se trouve alors personnellement impliqué, également traversé par des émotions. Or, les PSS enjoignent à considérer que ces émotions font partie intégrante de l'expérience de recherche, notamment sur le « terrain » et des interactions avec les acteurs lors d'entretiens. Dans ce cas, le chercheur est amené tour à tour à « orchestrer, contrôler ou négocier » (Schurr & Abdo, 2016 : 1, trad. pers.) ses émotions. Toute rencontre avec « le terrain », en particulier lorsque celui-ci est « éloigné » physiquement et culturellement, est reconnue comme étant chargée d'émotions, parfois contradictoires : « le travail de terrain est une entreprise véritablement émotionnelle » (op.cit. : 2, trad. pers.) ; « l'expérience du travail de terrain, le fait d'"être là", implique une série de rencontres émotionnelles » (Powell, 2009 : 117, trad. pers.). Or parmi ces émotions, et comme le suggèrent les théories non représentationnelles, de nombreux signaux émotionnels et affectifs (reçus ou émis) dépassent le champ de la cognition et ainsi ne font pas l'objet d'une analyse consciente (Pile, 2010). L'intuition (Cadman, 2009), mais aussi l'imagination (DeLeon, 2011), toutes deux regardées comme des affects dépassant le champ de la conscience, influencent également fortement la *performance* de recherche et ne peuvent que difficilement être contrôlées par le chercheur.

### 3.2.1.2 Les émotions et affects comme outils heuristiques

Les *performative social sciences* (PSS) considèrent, à la manière du tournant émotionnel en sciences sociales, que les émotions sont des relations sociales produites et non des expériences et caractéristiques purement personnelles et psychologiques. De ce fait, elles sont capables de révéler une dimension sociale, voire structurelle, et d'explicitier des situations sociales et politiques. Les émotions (de même que les expériences affectives et sensibles) sont alors considérées comme des manières de « connaître et de réagir au monde » (Barone & Eisner, 2012 : 72, cité dans Osei-Kofi, 2013 : 138, trad. pers.), au même titre que l'intellect. Les PSS enjoignent également à voir l'imagination comme un « lieu de production de connaissances » (DeLeon, 2011 : 192, trad. pers.), au demeurant située, et luttent contre la relégation systématique de cette



dernière en dehors du champ scientifique. D'obstacle, les émotions et les affects acquièrent alors le statut d'outil heuristique. Au lieu de nier leur présence ou de prétendre pouvoir s'en défaire, il est intéressant, dans une démarche qui se veut honnête et transparente, de les conscientiser, puis de les rendre visibles et de les considérer de manière réflexive.

La réflexivité n'a ainsi pas pour but d'éliminer ou de rendre objectifs les biais et la subjectivité du chercheur, mais de les éclairer, afin qu'ils puissent être discutés. Contrairement à ce qui leur est souvent reproché, la démarche des PSS ne cherche pas à « ajouter » de la subjectivité et de la *performance* au sein des sciences sociales, mais à reconnaître que « toute investigation en sciences sociales est minimalement performative » (Gergen & Gergen, 2012 : 12, trad. pers.) et que cette dimension performative « passe virtuellement inaperçue » (ibid.), alors qu'elle devrait faire l'objet de plus de visibilité dans une démarche qui se veut honnête. En effet, les réflexions méthodologiques dominantes au sein des approches qualitatives consistent principalement en l'identification des différents biais inhérents à la subjectivité du chercheur, et surtout à la mise en place de dispositifs et techniques de recherche censés réduire cette part de subjectivité où la dissimuler au travers d'une écriture « scientifique » conférant au récit scientifique l'apparence de l'objectivité. Toutefois, les PSS gagnent peu à peu en visibilité au sein de la recherche en sciences sociales. L'appel à communication du 27e Festival international de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges, en 2016, enjoignant les géographes à « penser à des modes de communication créatifs relevant de la *performance*, de la manifestation, de l'expérience, du jeu ou du safari » (Collignon & Pelletier, 2016 : s.p.) en est un exemple.

Les émotions et affects — qui impactent déjà le sujet-chercheur et la pratique de recherche en amont de la recherche sur le terrain lors du choix de thèmes, de lectures et lors de leur inscription dans un courant épistémologique et méthodologique — échappent en partie à la conscience. *Mes* choix de recherche et de lectures ont probablement été influencés subrepticement par la proximité de mes collègues chercheurs, par la « culture d'Institut », les routines et la « façon » de faire de la géographie en vigueur au sein de mon institution de rattachement, les pratiques de mes collègues (doctorants ou partenaires de recherche), mais aussi par l'actualité et tout autre élément ayant trait à ma vie personnelle et privée, que les chercheurs aiment à considérer comme extérieurs à leur pratique de recherche afin de rester dans un « registre professionnel ». Utiliser, dans une thèse, le « nous » plutôt que le « je » ne relève ainsi pas uniquement du respect d'une convention, mais également de la juste reconnaissance de ce que l'on doit, en permanence, aux autres.

Du fait de leur impact sur les pratiques de recherche, ces émotions et affects participent d'un processus de normalisation du sujet-chercheur, que l'on peut rattacher à des modes de codifications, de légitimation et ultimement, à des structures de pouvoir. Reconnaître l'action de recherche comme une *performance* implique ainsi de considérer que la relation dialogique entre le sujet-chercheur et le sujet-participant n'est pas entièrement abstraite des normes et des structures sociales particulières, historiques et locales dans lesquelles se déroule la recherche. Cela nécessite de s'interroger sur les différents statuts et les rôles non seulement des participants à la recherche, mais aussi du chercheur et l'entremêlement entre savoir et pouvoir qui en résulte, comme le proposait déjà Foucault. Le postmodernisme a ainsi montré dans quelle mesure la science pouvait être vectrice de domination, notamment par le primat d'un eurocentrisme de la connaissance, fortement teinté de positivisme et ancré dans la conception de modernité. Santos estime que les

manières non occidentales de « connaître » et de « savoir », les connaissances « populaires, subordonnées et réprimées » (interviewé dans Ziai, 2013 : 731, trad. pers.) ont vécu un long processus, au cours duquel elles ont été rendues invisibles, « discréditées » (op.cit. : 732), « réprimée[s] ou ignorée[s] par les façons dominantes de connaître » (Santos interviewé dans Ziai, 2013 : 734, trad. pers.). Dans sa recherche dans les communautés autochtones au Canada, Ionita (2015) questionne ainsi le rapport colonial qui perdure aujourd'hui encore dans la recherche eurocentrée, prescrivant notamment aux peuples autochtones de justifier leur autochtonie en se définissant « dans un langage imposé de l'extérieur et dans lesquels ils ne se reconnaissent pas forcément eux-mêmes (...) sous peine de ne pas être entendus, mais avec la finalité constante de ne pas être compris » (op.cit. : 141).

Santos plaide aujourd'hui pour une forme de « justice cognitive » reconnaissant des modes de connaissance alternatifs, leur donnant les moyens d'être visibles et d'exister. Pour ce faire, il entreprend une démarche politique de valorisation et de visibilisation de ces formes de connaissance qui ont été « discréditées » (Santos interviewé dans Ziai, 2013 : 732), des formes qu'il considère comme des « outil[s] de résistance et d'alternative » (ibid.) épistémologique. Santos enjoint le chercheur à s'engager dans une « sociologie transgressive », pour la décolonisation des sciences, rejoignant ainsi d'autres auteurs postcoloniaux plaidant pour une « désobéissance épistémique » (Mignolo, 2009) en « ouvrant des espaces analytiques pour les réalités qui sont "surprenantes" parce que nouvelles, ignorées ou rendues invisibles, c'est-à-dire présentées comme non existantes par la tradition critique eurocentriste » (Santos, 2011 : 32). Blomley (2007) estime qu'il s'agit là d'une piste pour réconcilier la géographie critique avec sa « mission » émancipatrice.

Adhérent à cette volonté, Ionita (2015) propose de reconcevoir la relation chercheur-participants sous l'angle du don/contre-don. Il devient alors possible de concevoir les échanges entre chercheurs et participants différemment. Elle montre comment l'échange immédiat entre chercheur et participants s'inscrit dans un cycle de don/contre-don complexe, les dépassant, et dès lors difficilement appréhendable pour le chercheur. En effet, le chercheur qui entame sa recherche sur le terrain a parfois tendance à se positionner comme l'initiateur d'un nouveau cycle de don/contre-don, considérant que l'attention qu'il porte aux participants est une forme de don initial d'intérêt. Il s'attend dès lors à ce que son don soit accepté, avec gratitude, et que l'attention lui soit rendue en retour, par exemple sous forme d'accueil, ou de temps mis à disposition pour participer à la recherche ou simplement d'intérêt réciproque. Ce cadrage sous l'angle du don/contre-don, mobilisé dans un contexte de recherche en terrain « postcolonial », permet dès lors de considérer que lorsque les individus (autochtones) refusent de donner de leur temps et de recevoir l'intérêt du chercheur, il s'agit potentiellement d'un acte de résistance, par lequel ces derniers refusent d'entrer dans une relation d'échange réciprocaire et d'entrer symboliquement dans un cycle « d'endettement mutuel positif » (Ionita, 2015 : 263) avec un représentant (même malgré lui) de la recherche eurocentriste et de la colonialité de la pensée et de la vie quotidienne. Ce même cadrage permet également de comprendre que, lorsque le « don » du chercheur n'est pas accepté, ou ne lui est pas rendu, ce dernier ressent alors de la frustration, voire une forme de non-reconnaissance et de mépris, ou encore « de la défiance et de l'humiliation » (op.cit. : 126).

Que faire face au refus du don ou à son non-retour (par les participants ou les partenaires), et à la frustration et au manque de reconnaissance qu'il engendre ? Cette situation est concomitante à toute recherche empirique et impose au chercheur un questionnement éthique et moral sur sa pratique. Les PSS encouragent également la réflexion éthique, dès lors qu'elles conçoivent la recherche comme performative, à savoir productrice de catégories amenées à avoir un effet social et politique.

### ***3.2.2 Éthique de la recherche***

À la suite d'Ionita (2015), nous estimons qu'une posture éthique passe justement par la prise en compte de la relation de don/contre-don entre chercheurs et participants et par un questionnement sur la place et le rôle occupés en son sein par le chercheur. Au lieu de se considérer comme initiateur d'un cycle de don, le chercheur pourrait alors considérer qu'il est partie prenante d'un cycle de réciprocité, « d'endettement mutuel positif », qui « l'inclut et le dépasse » (op.cit. : 263). En effet, appartenant à la catégorie des « chercheurs », il doit accepter d'entrer dans un cycle où d'autres chercheurs l'ont précédé ; un cycle de don/contre-don « complexe et difficile, fonctionnant par intermittences et se trouvant souvent dans l'impasse » (op.cit. : 181). Partant, au lieu de se positionner comme donateur initial d'intérêt, obligeant les participants partenaires par ce don initial, le chercheur peut se positionner comme l'obligé de ces mêmes participants, qui lui ont donné, à lui ou à d'autres qui l'ont précédé, du temps, de l'intérêt ou du respect. Le chercheur doit être capable de rendre ce don, mais dans les termes voulus par le donateur. « L'endettement devient mien, en tant que chercheuse apprentie qui exprime un intérêt pour les questions autochtones, et il m'incombe de transformer cet endettement en contre-don positif » (op.cit. : 263).

Seule une démarche empathique consistant à se décentrer momentanément pour se mettre « à la place » de l'Autre permet de comprendre où l'on se situe dans ce cycle d'endettement et surtout de recevoir et de rendre en adéquation avec les attentes de l'Autre, dans ses propres termes. L'empathie devient alors un outil heuristique, consistant à « écouter jusqu'au bout les arguments des interlocuteurs, mais aussi, et surtout, à les écouter en tentant de les comprendre à partir de leurs propres perspectives » (Ionita, 2015 : 150). Ceci n'implique pas de renoncer à sa place et à sa propre ontologie, mais, à accepter de reconnaître la complexité épistémologique du monde, luttant de ce fait contre l'« épistémicide » (Santos, 2011) de la modernité. Il s'agit donc, comme le propose Hillenkamp (2012), de se distancier tout à la fois de la « rupture épistémologique proposée par Émile Durkheim et d'une utopique communion avec les acteurs » (op.cit. : 234, trad. pers.) participant à la recherche. Ce positionnement éthique implique en premier lieu de reconnaître l'Autre pour espérer être reconnu en retour, mais de reconnaître selon les critères de l'Autre et les siens à la fois. L'approche empathique d'Ionita (2015), développée dans le contexte particulier de la recherche en territoires autochtones en Amérique du Nord, s'applique néanmoins de manière plus large à une éthique de la recherche englobant toute forme d'interaction entre le chercheur et le participant. Elle pourrait alors servir de guide à l'établissement d'obligations morales, mais aussi de responsabilité du chercheur face aux participants, en particulier lorsque ceux-ci acceptent de communiquer leurs émotions au chercheur, lui faisant ainsi un don des plus intimes, comme ce fut souvent le cas dans notre recherche. Cette démarche empathique suppose toutefois des relations établies sur le temps long. Elle présuppose également que le chercheur

puisse « renoncer » à conduire sa recherche dans le cas où celle-ci ne serait pas acceptée ou reconnue comme légitime par les participants. Cette démarche empathique implique donc à la fois lenteur et risques, ce qui se pose en contradiction avec les normes actuelles de conduite de la recherche.

En effet, dans une perspective foucauldienne, on peut concevoir que l'espace académique universitaire au sein duquel évolue le chercheur n'est pas un espace neutre. Il est investi par des idéologies, des discours et des institutions, diffusant des formes et relations de pouvoir. Il serait erroné de considérer le chercheur comme un acteur autonome, libre d'agir en fonction de critères moraux et des systèmes de significations qui lui sont propres. Aujourd'hui, l'espace académique « eurocentriste » dominant est investi par des normes scientifiques, académiques de type marchandes (DeLeon, 2011) et globalisées, ce que Mountz et al. (2015) qualifient de « néolibéralisation » de la recherche. Cette dernière se manifeste par la mise en œuvre de nouvelles normes et régulations (concurrence accrue entre chercheurs et entre universités, course aux projets, aux publications, utilisation d'indicateurs pour mesurer et comparer l'impact des recherches et des chercheurs) et une accélération des rythmes académiques qui impactent fortement la conception et la *performance* de la recherche. Cela ne signifie toutefois pas que le chercheur soit privé d'une quelconque autonomie et, au demeurant, des formes de résistance apparaissent, telles que le mouvement « slow scholarship » (Mountz et al., 2015) et de « slow science » (Alleva, 2006). Ce dernier pointe la capacité de transformation des normes académiques existantes par les chercheurs, débouchant sur une forme de résistance, ici par le biais d'un ralentissement des rythmes de production de connaissance. Le chercheur occidental, encastré dans ces structures de pouvoir dominantes, disposerait donc d'une certaine marge de manœuvre ou du moins de résistance face à ces dernières, au cours de sa pratique et notamment dans sa relation aux participants à sa recherche. Il peut décider d'inscrire celle-ci dans un récit particulier de la scientificité et de la légitimité de la recherche.

Notre posture épistémologique nous enjoint à considérer la recherche comme une *performance* performative insérée dans des structures sociales et relations de pouvoir que les participants et le chercheur contribuent à reproduire. Toutefois, les participants comme le chercheur disposent d'une certaine autonomie (impure) et sont capables de se montrer réflexifs et critiques envers ces structures. De cette critique peuvent découler des actions de résistance et même de transformations des règles, normes et structures de pouvoir qui régissent la production de connaissances. Cette posture épistémologique nous a également poussée à développer une réflexion éthique autour de notre recherche. Suivant la proposition de Charmillot & Dayer (2007), il nous reste à présent à décrire le pôle « morphologique » de notre étude, soit la démarche opérationnalisant notre posture théorique et épistémologique.

### **3.3 Pôle morphologique**

« Toute recherche a une forme qui s'exprime à travers différents aspects parmi lesquels l'allure des hypothèses et le style d'écriture » (Charmillot & Dayer, 2007 : 134). Il s'agit donc au sein de ce pôle morphologique de définir la forme prise par notre démarche de recherche, et de clarifier notamment le statut des hypothèses de recherche et du cadre conceptuel de l'analyse (construits a priori ou a posteriori), mais aussi de l'écriture de cette dernière.

### **3.3.1 Une démarche de recherche inductive ?**

Afin de répondre à notre questionnement de recherche, en cohérence avec les perspectives métathéoriques et épistémologiques évoquées aux chapitres 3.1 et 3.2, nous avons adopté une démarche orientée vers l'induction et avons travaillé au moyen d'une étude de cas située. De ce fait, nous avons été amenée à faire progresser notre cadre théorique à partir de nos informations empiriques et à l'affiner au fur et à mesure de l'avancement de notre recherche, développant ainsi une analyse située. C'est pourquoi nous ne prétendons pas inférer une nouvelle loi universelle concernant les PSE ou plus largement les institutions de gouvernance des ressources naturelles sur la base de nos observations empiriques et développements théoriques. Nous aspirons en revanche à fournir une compréhension fine de la réalité sociale et politique de l'initiative PSH étudiée et du sens y accordé par les différents acteurs concernés.

La validité des connaissances ainsi produites, au demeurant perçues comme construites ou situées, est évaluée en termes de « légitimité » à travers le dialogue et surtout « l'interaction entre le vécu du chercheur et celui des participants » (Anadón & Guillemette, 2007 : 28). De plus, les recherches qualitatives, en particulier celles mobilisant une étude de cas, n'ont pas pour objectif l'explication causale de processus, mais au contraire la contextualisation de lois présumées universelles. « La priorité est donnée ici à la découverte et non au test » (Hillenkamp, 2015b : 37), si bien que la connaissance a, au final, plutôt le statut « d'hypothèse émergeant des études de cas » (idem) et dont « la portée et la généralité (...) dépendent de la précision et de la richesse des observations » (ibid.). À l'instar de toute recherche de type qualitatif, nous privilégierons ainsi une approche complexe de notre cas d'étude, mettant « l'accent sur les relations et sur les interactions, sur la dynamique et le mouvement, sur les contradictions, sur la nature indissociable de l'espace et du temps » (Di Méo & Buléon, 2005 : 9) avec l'objectif de comprendre la « cohérence globale du système » (ibid.) s'opposant « au réductionnisme cartésien » (ibid.).

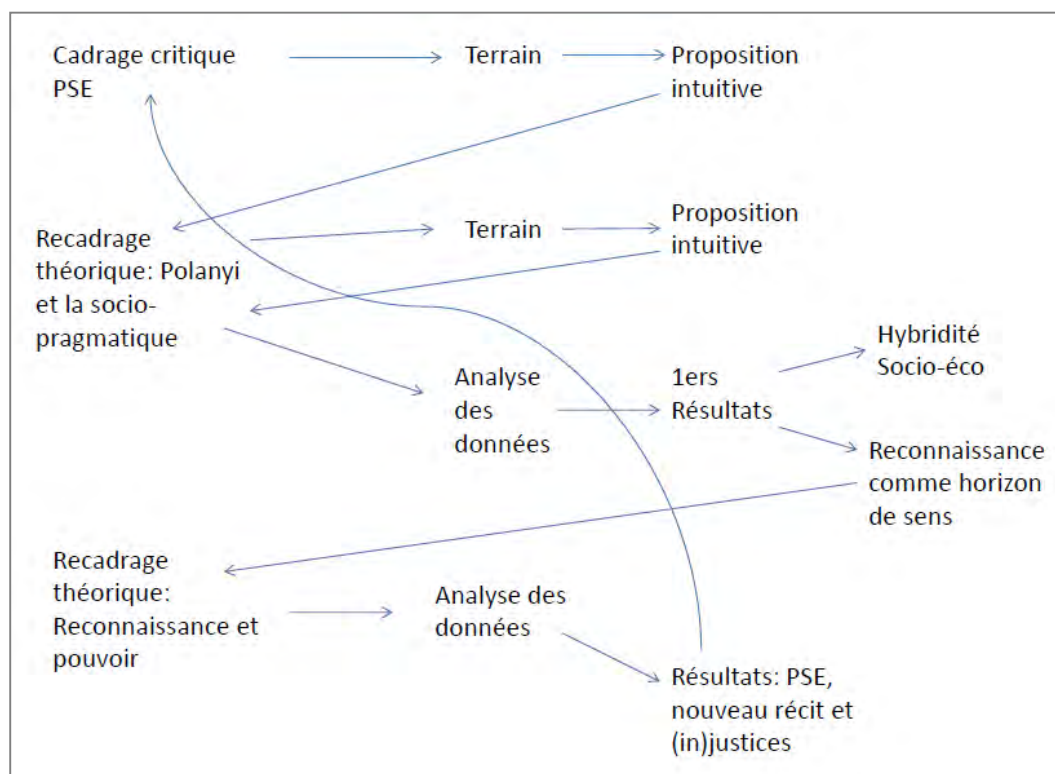
Toutefois, bien que l'objectif des recherches qualitatives non positivistes soit orienté vers une compréhension du sens impliquant une démarche inductive plus que vers une explication causale, la démarche et le *design* de recherche en particulier ne sauraient être considérés comme purement inductifs. Le chercheur appréhende son objet et son terrain d'étude à l'intérieur d'un cadrage théorique préalable, même si ce dernier n'est pas toujours explicité. De plus, il n'aborde pas la réalité qu'il étudie en étant totalement vierge de préjugés et d'a priori. Le chercheur, comme tout autre acteur, est en effet un sujet construit, par ses expériences personnelles, mais également par l'internalisation de normes et structures sociales. Ainsi, la recherche qualitative non positiviste peut certes se prévaloir d'une « orientation fondamentale » (Anadón & Guillemette, 2007 : 33) inductive, en ce qu'elle a pour objectif affiché de saisir « les phénomènes à partir de l'expérience propre des acteurs » (ibid.). Cependant, elle comprend également des « moments déductifs ». Ainsi, même la codification des données par inférence, promue par la *grounded theory*, ne peut être totalement abstraite de cadrage théorique, mais également de cadrage socioculturel, personnel et expérientiel du chercheur, qui influencent la classification des données et l'attention accordée diversement à certaines caractéristiques et non à d'autres en vertu de leur lisibilité par le chercheur. Or, cette inférence ne dépend pas uniquement d'un cadrage cognitif, mais également d'un cadrage sensible, expérientiel, voire intuitif, du chercheur. Ce processus par lequel le chercheur pose une interprétation relativement immédiate et sensible, aboutissant à une hypothèse

de l'ordre de l'intuition, est ce que d'aucuns nomment l'abduction. L'abduction serait alors la phase initiale de tout procédé d'inférence, précédant toute forme d'induction et de déduction. Par ce détour sensible et intuitif, voire imaginatif, elle disposerait d'un potentiel de créativité et d'innovation important (DeLeon 2011). Nous allons à présent montrer comment notre recherche articule ces différentes phases d'abduction, induction, déduction.

### **3.3.2 L'évidence abductive**

Une fois le cadrage théorique des PSE au prisme de l'institutionnalisme critique précisé et les objectifs et questions de recherche définis, nous avons choisi un cas d'étude capable d'éclairer notre objet de recherche de façon à répondre aux objectifs de la recherche (figure I). Puis, nous avons conduit une première mission de terrain exploratoire, avec pour but de repérer les acteurs participant au PSH, leurs motivations ainsi que le fonctionnement institutionnel et la circulation des ressources au sein du PSH, mais aussi l'identification de logiques propres à l'institutionnalisation de l'économie locale. Sur la base de ce premier terrain, nous avons développé une proposition intuitive autour de la notion de réciprocité et d'encastrement du PSE au sein de normes sociales et culturelles locales. Nous entendons par proposition intuitive, le résultat d'un procédé d'abduction, soit d'interprétation sensible et immédiate du phénomène étudié. Cette hypothèse ou proposition intuitive demande ensuite à être construite et à acquérir de la consistance grâce à une démarche inductive. C'est cette intuition empirique qui nous a amenée vers le référentiel polanyien et nous a ainsi donné la possibilité de préciser la question de recherche initiale. Nous avons développé une grille d'analyse qui a guidé les entretiens effectués lors de notre seconde mission de terrain. La définition de cette grille était déjà un premier résultat en soi dans la mesure où elle pouvait piloter une typologie des PSE, encore au stade embryonnaire au sein de la littérature à l'époque.

Figure I Illustration de notre cheminement de recherche entre induction et moments déductifs



Auteur : F. Bétrisey, 2016

Au cours de nos deuxième et troisième terrains, nous avons développé une nouvelle proposition intuitive relative aux notions de justice et de registres de justification. Cette dernière a guidé la création d'une seconde grille d'analyse basée sur les différentes notions de justice sociale. C'est lors de l'analyse des données, par la double lunette du référentiel polanyien et de celui des registres de justification, qu'est apparue la notion de reconnaissance. Nous avons alors émis une nouvelle proposition intuitive relative aux notions de pouvoir et de reconnaissance qui nous a amenée à élaborer une grille d'analyse fondée sur les théories de la reconnaissance.

Toutes nos données (récits d'entretiens semi-directifs, narratifs, compréhensifs, articles de journaux et de blogues, comptes-rendus de réunions) ont fait l'objet d'une analyse thématique. Cette dernière permet de repérer des énoncés thématiques puis de les relier à un appareillage conceptuel et théorique. Il s'agit en premier lieu de repérer tous les énoncés relatifs à un thème donné (par exemple « échange marchand » ou « sentiment d'abandon »), permettant ainsi de regrouper toutes les *opinions* indépendamment de leur orientation. Dans un second temps, il s'agit de saisir la composante affective des différents énoncés, intégrant la « connotation évaluative » (Negura, 2006) de l'opinion et donc les différentes *attitudes* face aux thématiques. Dans le cas d'une démarche déductive, l'appareillage thématique est défini avant même la collecte des données, de même que les critères analytiques, qui sont alors des approximations opérationnalisables des concepts. Dans le cas d'une démarche inductive, les thèmes sont repérés et reliés à des concepts durant l'analyse.

Toutefois les limites entre induction et déduction ne sont pas toujours facilement identifiables, en particulier en sciences sociales. Ainsi, le choix de concepts prédéfinis — qui, dans notre cas, ont

supporté l'analyse de nos données relatives aux modalités d'institutionnalisation des échanges socioéconomiques liés aux ARA et au travail agricole — était certes le fruit de notre questionnement théorique et conceptuel, mais il a été également influencé par les observations effectuées lors du terrain exploratoire. On peut donc considérer que c'est une démarche inductive qui a donné naissance au cadre réflexif utilisé ensuite de manière déductive. De plus, les entretiens semi-directifs que nous avons conduits laissent suffisamment d'espace pour que se glissent des éléments et thématiques « inattendus », ne correspondant pas au cadrage prédéfini par le chercheur. Au cours de l'analyse, même déductive, nous avons été amenée à reconsidérer notre cadrage de manière critique, à ajouter ou supprimer certains concepts. En ce sens, il existe une part d'induction dans toute collecte de données et toute analyse déductive. Inversement, si dans la deuxième partie de notre recherche nous nous proposons d'adopter une démarche inductive, nous le faisons dans le cadre général de la justice sociale, en tenant compte de nos lectures initiales de deux auteurs séminaux — Axel Honneth (2006) et Judith Butler (1997) — et de leurs critiques/prolongements. L'induction et la déduction pures ne sont guère envisageables. Que l'on adopte une démarche a priori déductive ou inductive, « les questions que nous posons au monde empirique forment ce que nous en connaissons. (...). De même, nos catégories conceptuelles apparaissent à travers notre interprétation des données plus qu'elles n'émanent de ces dernières ou de nos pratiques méthodologiques » (Charmaz, 2004 : 5, trad. pers.). Ainsi, comme le démontrent les *performative social sciences*, l'analyse en sciences sociales fournit des analyses subjectives, plus proches de *performances* et d'interprétations artistiques que de « comptes-rendus objectifs » (ibid.). Nous allons donc ici décrire de la manière la plus claire possible notre processus d'explication des données récoltées, les outils conceptuels utilisés et les représentations subjectives qui en ont résulté.

Dans la première partie de notre travail, nous avons adopté une démarche déductive. Les données relatives au fonctionnement ARA (y compris les finalités d'échange et la circulation des ressources) et aux pratiques de travail agricole, ont en effet été codées en fonction de concepts prédéfinis (réciprocité, redistribution, échange marchand), lesquels avaient cependant été définis sur la base d'une « proposition intuitive » (Anadón & Guillemette, 2007), suite au terrain exploratoire préliminaire. Ces concepts ont été rendus opérationnels, par l'établissement d'un certain nombre de critères spécifiques, informés par nos lectures dans les champs de la sociologie économique, de la sociologie pragmatique et de la littérature critique sur les PSE.

Dans la deuxième partie de notre travail, c'est l'analyse de type inférant qui, selon les regroupements thématiques au sein de registres de justification, a débouché sur des catégories analytiques et notamment sur la catégorie de « visibilité ». Nous avons alors entrepris un travail de recherche théorique sur la notion de visibilité, qui nous a conduite à la notion théorique de reconnaissance et aux théories de la reconnaissance et de la justice sociale. Nous avons alors développé une nouvelle grille d'analyse portant sur les modalités de production et les implications de la reconnaissance et un certain nombre de critères définissant des « types » de reconnaissance.

La recherche de terrain tient donc une place centrale dans notre recherche. Or, cette dernière constitue une « sous-performance » au cours de la *performance* de recherche, et se distingue par le fait que le chercheur est amené à y exercer successivement ou conjointement divers rôles, relatifs à différentes positions. Ainsi, il est d'abord le responsable du *casting* (choisissant le cas d'étude,



les assistants de recherche, les participants à « entretenir »), puis le metteur en scène de la *performance* du « terrain » (responsable de la logistique et du déroulement des entretiens), mais aussi le spectateur de la *performance* d'autrui. Puis, une fois l'information collectée, le chercheur procède à diverses formes de sélection, de montage, de collage, ne respectant que rarement la chronologie de la recherche et de la construction de sa réflexion. Enfin le chercheur est producteur de sa recherche, responsable de la conduite du budget, de la recherche de fonds, mais aussi de la diffusion de sa recherche.

Considérer la recherche comme une *performance* et le chercheur comme (co)scénariste, (co)acteur, (co)metteur en scène et (co)producteur nécessite de commenter ces « innombrables petites sélections au cours de toutes les péripéties de la routine quotidienne » (Moeran, 2007 : 16, trad. pers.) ou du moins celles parmi ces décisions qui paraissent les plus importantes, en tenant compte du fait que « nécessairement tout choix invite et exclut simultanément certaines informations potentielles qui ensuite vous guident ou vous bloquent lorsque vous vous déplacez maladroitement à la recherche d'illumination sur le monde social dans lequel vous avez été plongé » (ibid.).

Nous en rendons compte ci-après, détaillant les choix ayant contribué à définir les composantes essentielles de notre *performance* de recherche et en constituant le « pôle technique ».

### **3.4. Pôle technique**

*« Chaque recherche raconte sa propre histoire et chaque histoire est propre à celui qui la raconte »  
(Ionita, 2015 : 21)*

Le pôle technique consiste en la « mise en œuvre pratique d'un dispositif [de recherche] » (Charmillot & Dayer, 2007 : 131). Il s'agit donc ici d'explicitier les choix de la phase « opérationnelle » de la recherche, ainsi que les « outils » mobilisés. Nous considérerons en premier lieu le processus que nous appelons « *casting* » et qui préfigure la *performance* de la recherche. Le processus de *casting* regroupe l'ensemble des processus de sélections et exclusions préalables à la conduite de la recherche sur le terrain : le choix du site et sa délimitation ; la sélection de l'équipe d'investigation (également limitée en nombre) ; la détermination de l'échantillon ; l'élaboration de la démarche de recherche sur le terrain (définition du scénario et de la mise en scène de la recherche) ; le choix des outils qui serviront au déroulement de la *performance* de recherche. À ce moment de la *performance*, le chercheur est seul, même s'il est soumis à différentes contraintes, normes et routines académiques.

Le choix du cas d'étude est sans doute l'étape de sélection qui conditionne de manière la plus importante la *performance* de recherche. En effet, si ce choix se fait généralement « sur la base d'anticipations quant à leur contenu informatif » (Flyvbjerg, 2001 : 79) et à la suite d'un état de l'art, il détermine également, dans une démarche qualitative orientée vers l'induction, la constitution du cadre conceptuel et analytique.

Cette thèse porte sur une initiative appelée « *Acuerdos Recíprocos por el Agua* » (ARA)<sup>16</sup>, inspirée par le principe de PSH et développée à l'initiative d'une ONG régionale, la fondation

---

<sup>16</sup> Initialement dénommée « paiements pour services environnementaux », puis « compensation pour services environnementaux ».

*Natura Bolivia*, active dans le domaine de la conservation de la forêt au sein du département de Santa Cruz, dans la zone orientale et semi-tropicale de la Bolivie. Nous allons donc décrire ici le processus et les critères qui nous ont invitée à sélectionner ce cas d'étude, dressant ainsi le décor de notre *performance* de recherche.

### 3.4.1 Choix du décor : les ARA de la fondation *Natura Bolivia*

Lorsqu'il fut mis en place en 2003, ce schéma de PSH impliquait la participation d'un village-centre (bénéficiaire de services hydriques), celui de Los Negros, et d'une communauté paysanne en amont (prestataires de services hydriques), Santa Rosa de Lima, tous deux appartenant à la municipalité de Pampagrande, dans la province de Florida au centre de la Bolivie. En 2015 le schéma comptait 36 municipalités « bénéficiaires de services hydriques », localisées dans deux départements (Santa Cruz et Chuquisaca) et représentant 181 148 utilisateurs d'eau, ainsi que la collaboration de 3 166 familles d'agriculteurs « prestataires de services hydriques » appartenant à des communautés paysannes en amont de bassins versants locaux, et ayant soin de conserver une partie de leurs terres forestières. Ce schéma de PSH permettrait la conservation de 180 683 hectares de forêts (*Natura Bolivia*, 2015)<sup>17</sup>.

Nous avons pour la première fois entendu parler de ce projet de la fondation *Natura Bolivia* lors d'une réunion, au début de l'année 2012, avec des membres du « Programme global de l'Eau » au sein de la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC), qui fut un des bailleurs de fonds du projet en question à son commencement. Ce projet a immédiatement attiré notre attention pour deux raisons : d'abord, il existait depuis 2003, ce qui laissait supposer qu'il avait dépassé la phase initiale de mise en œuvre et « fonctionnait » depuis un temps suffisamment long pour que les participants puissent avoir développé un regard rétrospectif et critique à son égard. Deuxièmement, la recherche scientifique semblait avoir délaissé ce PSE<sup>18</sup>, à l'exception de deux publications scientifiques (Asquith, Vargas & Wunder, 2008 ; Le Tellier, Carrasco & Asquith, 2009) et de quelques rapports et articles de journaux et magazines (Asquith, 2013 ; Asquith & Vargas, 2007 ; Vargas, Forno, Secomb & Torrico, 2010). Toutes ces recherches avaient été conduites, au demeurant, par des membres de la fondation *Natura Bolivia* (initiatrice du projet PSE) en collaboration avec d'autres chercheurs et praticiens. De plus, aucune des études existantes ne traitait de la dimension socioéconomique, institutionnelle et normative du projet. En outre, alors que beaucoup d'initiatives latino-américaines de PSH se rapprochent de programmes étatiques de subventionnements comme ceux du Costa Rica et du Mexique, ce PSH n'était soutenu par aucun projet national bolivien et laissait donc a priori présager la présence d'autres logiques socioéconomiques conjointement à celles de redistribution. Enfin, une affinité particulière avec le continent latino-américain et la langue castillane que je maîtrisais déjà en partie achevèrent de porter mon choix sur ce terrain.

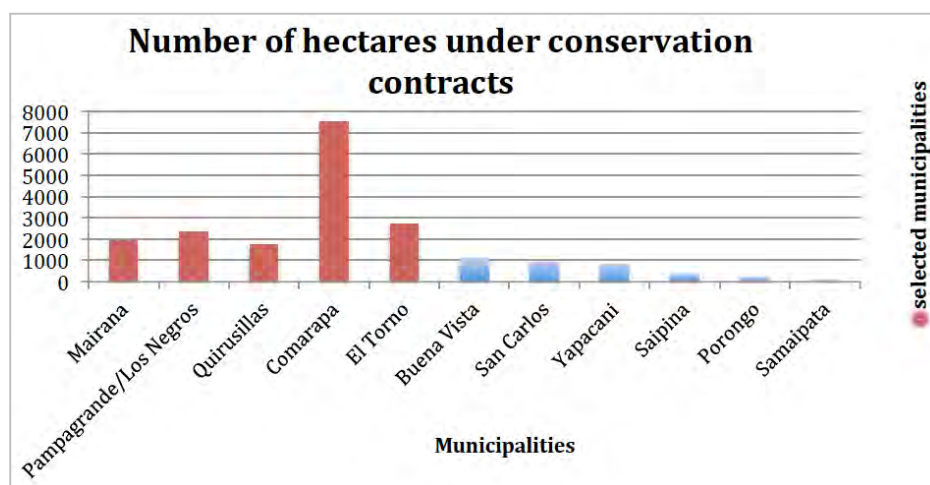
---

<sup>17</sup> Données consultables à l'adresse : <http://www.naturabolivia.org/es/inicio/>

<sup>18</sup> Contrairement aux initiatives de PSE telles que *CONAFOR* au Mexique, *FONAFIFO* au Costa Rica, *Socio-Bosque* en Équateur, *Kulen Promtep Wildlife Sanctuary* au Cambodge, *Equitable Payments for Watershed Services* (EPWS) en Tanzanie, ou encore *Nestlé Waters* en France, *Catskills Watershed Protection* à New York, qui ont tous bénéficié d'une grande attention scientifique et médiatique.

Pour des raisons pratiques et de faisabilité, nous avons décidé de ne pas inclure dans cette recherche l'ensemble des initiatives municipales développées dans le cadre des ARA qui étaient au nombre de 15 au début de notre étude en 2012 et sont aujourd'hui 31, localisées dans un territoire vaste de plusieurs milliers de kilomètres. Nous avons donc procédé à une sélection sur la base des critères suivants : en premier lieu, nous désirions travailler sur des initiatives en place depuis au minimum 3 ans au moment de notre premier terrain, à la fin 2012. 11 schémas municipaux correspondaient à ce critère. Nous avons alors décidé de sélectionner les initiatives disposant du plus grand nombre d'hectares de forêt en conservation, que nous avons considéré comme un critère d'« efficacité écologique » ainsi qu'un indicateur de poids relatif des différentes initiatives municipales. Sur la base des données fournies par la fondation *Natura Bolivia* (figure II), nous avons donc sélectionné les initiatives des municipalités de Mairana, Pampagrande/Los Negros, Quirusillas, Comarapa, et El Torno.

Figure II Critères de sélection des municipalités étudiées : hectares conservés



Sources : données : Fondation *Natura Bolivia*, 2012 ; graphique : F. Bétrisey, 2014

Nous avons alors retenu les communautés paysannes prenant part en qualité de « prestataires de services environnementaux » au sein de chacune de ces initiatives municipales. À nouveau, nous avons sélectionné les communautés participant aux ARA depuis au moins 3 ans à la fin 2012, soit un total de 14 communautés (figure III).

**Figure III Résumé des communautés et villages-centres étudiés par municipalité**

Nom de la Municipalité	Villages en aval participant aux ARA (village-centre en Italique)	Communautés en amont participant aux ARA
El Torno	<i>El Torno</i> , Limoncito, Jorochito, La Angostura, San Luis, Santa Rita	Huaracal, La Lira, Quebrada León, Villa Paraiso
Mairana	<i>Mairana</i>	Cerro Verde, La Yunga
Quirusillas	<i>Quirusillas</i>	Filadelfia, Rodeo, San Luis
Pampagrande	<i>Los Negros</i> , Pampagrande	Palma Sola, Santa Rosa de Lima
Comarapa	<i>Comarapa</i> , San Juan del Potrero, San Isidro	Verdecillos, Cabracancha, Estancia Vieja.

Auteur : F. Bétrisey, 2015

Tout en répondant aux critères de ce que Flyvberg (2001) considère comme un cas « extrême », influencé par un contexte géopolitique très particulier et géographiquement difficile, mais par là même capable de révéler des logiques complexes, nous estimons que notre objet d'étude répond également aux critères de ce que Flyvberg appelle un cas « paradigmatique », soit un cas d'étude à valeur de métaphore, pour l'illustration d'une nouvelle proposition théorique. Hubert Dreyfus, interviewé par Flyvberg, affirme que selon Heidegger, on « reconnaît un cas paradigmatique au fait qu'il brille » (Flyvberg, 2001 : 80, trad. pers.). Nous serons plus modeste et décrirons notre cas d'étude comme particulièrement lisible, laissant transparaître des logiques que d'autres situations, dans des contextes différents, auraient rendues plus opaques. Cette double caractéristique explique la richesse d'informations et de perspective que nous avons pu en tirer. Si nous en avons eu l'intuition lors de la sélection initiale, ces éléments d'évaluation ne nous sont toutefois apparus qu'au cours de la réalisation de notre recherche de terrain.

Le choix d'une initiative de PSH de petite taille (en comparaison avec les schémas de large échelle au Costa Rica, en Équateur ou au Mexique) peut être contesté en raison de la faible portée d'une telle recherche. Toutefois, il s'agit là d'un postulat, dans une démarche que Santos qualifie de « sociologie des émergences » (Santos, 2011), se concentrant volontairement sur des initiatives, des groupes sociaux « embryonnaires » (Santos, interviewé dans Ziai, 2013 : 733, trad. pers.), plutôt que sur des objets et sujets bien établis, afin de révéler des processus de changements en train de se faire, et potentiellement alternatifs, dans des espaces peu visibles et ainsi leur donner de l'observabilité. Nous avons pu suivre l'émergence d'un PSH, de sa « petite enfance » locale à un stade de reconnaissance et de rayonnement international et national. En effet, entre le début de notre recherche et la rédaction de ce chapitre, les ARA ont gagné en visibilité grâce à l'inscription de trois de ces initiatives municipales au sein du programme national bolivien de mitigation et adaptation au changement climatique. Elles ont été présentées lors des deux dernières Conférences internationales pour le Climat à Lima (2014) et à Paris (2015). Cette illustration met en évidence le caractère dynamique consubstantiel au développement d'arrangements PSH qui ne cessent de se modifier. Ce développement n'est cependant pas linéaire ; des initiatives se voient, au gré de l'évolution de la conjoncture, marginalisées ou reconnues par le gouvernement national. La légitimation récente des ARA laisse supposer une adéquation momentanée entre ces initiatives et la politique menée par la Bolivie au niveau national, mais aussi international, dans la mesure où ce mécanisme est proposé, par la délégation bolivienne à l'UNFCCC, comme une alternative

possible aux mécanismes globaux de gestion des forêts tels REDD+<sup>19</sup>. Ce nouveau contexte donne également plus de poids et d'intérêt à notre étude, laquelle porte à présent sur un élément officiellement reconnu au niveau national, servant (et illustrant) la politique du gouvernement bolivien au niveau international.

Enfin, avec ce cas d'étude, nous travaillons à une échelle « méso ». En effet, nous nous situons en amont de l'échelle locale et des mécanismes communautaires ou même municipaux et en aval de régulations nationales ou supranationales. Lazega & Prieur (2013) estiment que c'est notamment au niveau mésosocial que se jouent les « formes de structuration et d'exercice du pouvoir sur lesquels les jugements de légitimité — souvent exclusivement formatés par des analyses macrosociologiques — peinaient à trouver prise » (op.cit. : 24). Ce « *messy level* » (Cleaver & de Koning, 2015 : 6) est toutefois, selon les auteurs précités, un lieu privilégié d'interface entre différents types de connaissance, « entre régulations et pratiques » (op.cit. : 6) et une sorte d'intermédiaire entre l'État et les communautés citoyennes. C'est, de ce fait, à ce niveau méso que l'on peut observer le mieux les processus de « lessivage de sens, d'exercice de pouvoir autoritaire, ainsi que d'exercice créatif de l'agence [*agency*], la production de la gouvernance pratique et la persistance tenace des inégalités » (op.cit. : 6, trad. pers.). Il s'agit donc d'un niveau approprié pour interroger l'encastrement et l'hybridation de logiques externes et autochtones, formelles et informelles, ainsi que la reproduction des structures de pouvoir et d'exclusion. Toutefois, étudier le niveau méso se révèle exigeant, dans la mesure où sa position d'interface oblige à connaître et à explorer de manière tout aussi intensive l'échelle plus micro, soit dans notre cas les institutions communautaires et municipales, ainsi que le niveau plus macro, soit les politiques nationales et internationales sur les PSE ainsi que les discours qui les sous-tendent et où se produit et se reproduit le récit des PSE, lequel influence par « lessivage » les pratiques de PSH et leur institutionnalisation au niveau méso.

Le décor physique de notre *performance* de recherche désormais planté, il convient d'explicitier l'échelle temporelle de son déroulement, ainsi que les ressources financières qui ont rendu sa mise en œuvre possible.

### **3.4.2 Planification temporelle et financière de la performance du terrain**

L'organisation et la durée de la *performance* contribuent également à la circonscrire et influencent les formes que celle-ci est en mesure de prendre, ou non. Nous avons effectué trois séjours sur notre terrain, entre 2012 et 2014, d'une durée totale de 8 mois (2,5 mois en 2012 ; 4 mois en 2013 ; 1,5 mois en 2014). Si nous avons privilégié cette structure en plusieurs terrains, c'est d'abord en raison d'obligations administratives. En effet, mon contrat doctoral prévoyait de consacrer la moitié de mon temps de travail à l'assistantat de cours de Bachelor et Master du cursus de géographie de l'Université de Lausanne. J'ai ainsi pu me libérer durant l'intersemestre, soit les mois de juillet et août et une partie du mois de septembre, ainsi que les mois d'octobre et novembre, exceptionnellement en 2013. Le premier séjour de terrain a fait l'objet d'une demande de fonds, acceptée par le Bureau de l'Égalité de l'Université de Lausanne, qui finança la totalité du séjour. Les deux séjours suivants ont été financés, moyennant l'établissement d'une requête,

---

<sup>19</sup> Initiative des Nations Unies pour la Réduction des Émissions de gaz à effet de serre liées à la Déforestation et à la Dégradation de la forêt.

par la Commission de recherche de l'Institut de Géographie et Durabilité de l'Université de Lausanne. La fondation *Natura Bolivia* (FNB) de même que ses bailleurs de fonds, parmi lesquels le département suisse de coopération internationale (DDC), n'ont donc pas participé au financement de la recherche. Toutefois, nous avons bénéficié à plusieurs reprises des infrastructures de la FNB (bureau, transports) et avons également contribué à certains frais de la FNB, notamment de déplacements.

Ces rythmes, imposés par des contraintes structurelles, ont eu un impact certain sur la *performance* de terrain. On peut regretter ainsi la fragmentation de la recherche de terrain et la faible longueur de chacun des séjours (maximum 4 mois), qui empêchent l'immersion de longue durée et en profondeur in situ. En effet, j'ai déploré à plusieurs reprises le manque de continuité et de fluidité dans la relation au terrain, aux partenaires et aux participants à la recherche. Les phases de recherche en Suisse ont constitué de véritables ruptures, d'autant plus qu'il s'est avéré difficile de garder un contact soutenu et régulier à distance. Chaque nouveau déplacement commençait par un moment dédié à recréer le lien social avec les partenaires et les participants, ce qui pouvait apparaître comme un temps « perdu » lors de missions déjà relativement courtes. Ces allers-retours peuvent générer fatigue et lassitude, qui impactent l'étude du terrain et, au-delà, la recherche dans son ensemble. Ces éléments remplacent alors l'enthousiasme et la « naïveté » du premier voyage.

Cependant si cette organisation, qui me fut imposée, a engendré certaines difficultés, j'en ai tiré profit. En effet, alterner les séjours sur le terrain avec des périodes en Suisse était aussi une occasion bienvenue pour prendre du recul, se reposer et pour traiter les données au fur et à mesure, questionner ces dernières de manière réflexive et ainsi retourner sur le terrain avec un regard renouvelé et des outils et des réflexions plus adaptés. Ceci constitue une circonstance opportune non négligeable dans le cadre d'une démarche telle que la nôtre, orientée vers l'induction. Il est ainsi possible de travailler de manière réflexive et dans une visée d'optimisation continue. Finalement, la relation avec certains partenaires et participants de la recherche s'en est même trouvée améliorée. En effet, ces derniers ont considéré mon retour à plusieurs reprises dans leur pays comme la preuve d'un intérêt véritable pour leur situation et leur vécu, ce qui a contribué à libérer leur parole.

Finalement, cette structure impose également de tenir compte des évolutions et transformations qui se passent entre les missions de terrain. De synchronique, la recherche prend alors une dimension diachronique. Le dispositif PSH de la FNB, son organisation de même que sa perception par les acteurs n'ont pas cessé d'évoluer, de se transformer au cours du laps du temps dans lequel notre recherche s'est déroulée. La temporalité de notre recherche nous a permis d'en tenir compte. Agir ainsi peut toutefois se révéler, au premier abord, déroutant, voire douloureux, pour le chercheur. En effet, comment aborder le changement d'un élément structurant dans l'organisation ou le discours sur l'objet de recherche, surtout quand le revirement apparaît comme contradictoire ? À titre d'exemple, le nom du dispositif PSH a changé à 2 reprises au cours de notre recherche. De même, le discours de certains interlocuteurs sur le PSH a paru radicalement différent entre la première et la deuxième ou troisième mission de terrain. Le chercheur doit alors trouver le moyen de tenir compte de cette labilité de l'objet et des propos comme un caractère inhérent de la recherche. Dans notre cas, l'évolution des positions des acteurs a agi comme un

révélateur, permettant par exemple, grâce au parcours et à la dynamique des relations émotionnelles établies avec le projet et les différents acteurs participants, de préciser les déterminants psychoaffectifs et symboliques clés de l'action de participer aux ARA. Un exemple de l'évolution du discours entre les 3 années de recherche est celui de Flora Ayala, prestataire de service de la communauté de Santa Rosa de Lima (Los Negros), interrogée la première fois en 2012, puis à nouveau en 2013 :

« *[Yo quiero] que suban los incentivos de compensación, porque nosotros vivimos de la agricultura y tenemos hijos que estudien.... (..) Ahorita la compensación está demasiado baja, si volvería a entrar en este proyecto tendría que ser más* » (octobre 2012)

-----

« *No han subido la compensación pero yo creo que voy a inscribirme otra vez porque de todos modos quiero conservar (...) Además Natura vino otra vez por aquí, con nuevos técnicos, y apoyaron para que salgamos adelante con la asociación de apicultores. Y (...) han traído al Alcalde y a la cooperativa [de agua], hicimos reuniones, también han traído gente de otros países aquí para visitarnos....y yo... quiero ser parte de eso* » (septembre 2013)

Si on sait l'accepter, cette « labilité » (Matthey & Fall, 2008 : 198) permet de « mieux comprendre les diverses configurations » (id.) des acteurs, des dispositifs et des territoires et la multiplicité des significations et sens qui leur sont attribués. D'obstacle, elle devient alors outil heuristique.

Une fois la *performance* circonscrite spatialement et temporellement, encore faut-il entreprendre le *casting* des partenaires de recherche, soit la sélection de l'équipe d'investigation et des personnes entourant directement le chercheur et jouant avec lui sa partition sur le terrain.

### **3.4.3 Casting des acteurs : partenaires de la recherche**

La Fondation *Natura Bolivia*<sup>20</sup> (FNB) a joué un rôle central au cours de cette *performance* de recherche. Il s'agit d'une organisation non gouvernementale, à but non lucratif, née au début des années 2000, dans la ville de Santa Cruz de la Sierra (région orientale de la Bolivie). Selon son directeur scientifique, Huascar Azurduy, la FNB émerge à un moment où le champ de la conservation de la nature est « à la recherche de nouvelles réponses qui soient plus efficaces et plus justes » (entretien, octobre 2012). Ainsi, elle a pour but de faire se conjuguer « développement et conservation des ressources naturelles », et ce, au moment où le principe de paiements pour services environnementaux/hydriques est promu au sein du discours d'organisations internationales et bailleurs de fonds internationaux (du WWF à l'UNEP-UNDP, en passant par la FAO, mais aussi USAID et la Banque Mondiale). La FNB voit alors dans cette proposition une solution prometteuse qu'elle envisage d'adopter au sein du département de Santa Cruz, et plus particulièrement dans la région des vallées interandines dans la zone tampon au sud du parc national Amoro. Elle élargira plus tard son aire d'action à d'autres territoires du département de Santa Cruz (région tropicale au nord du parc Amoro, région du Chaco au sud-est du département) ainsi qu'à certaines zones du département oriental de Chuquisaca. La FNB compte parmi ses bailleurs de fonds des organisations internationales (inter)gouvernementales (coopération suisse, allemande, américaine et européenne), non gouvernementales (organisations environnementales telles que *Conservation International*), mais aussi des entreprises privées,

---

<sup>20</sup> <http://www.naturabolivia.org/>

comme l'entreprise suisse de réassurance *SwissRe*, qui a sponsorisé la FNB dans le cadre d'un de ces projets de « responsabilité sociale d'entreprise » (RSE).

La FNB fut d'abord « partenaire » de la recherche, au sens où c'est par son intermédiaire que je fus premièrement présentée, lors de mon premier séjour de terrain en 2012, auprès de certains acteurs municipaux et communautaires participant au projet. Par la suite, je suis retournée de manière indépendante rencontrer ces acteurs ainsi que d'autres qui ne m'avaient pas été présentés par la FNB.

Toutefois, le contact avec la FNB a été maintenu au cours des 5 années de doctorat (sur le terrain et durant les périodes de séjour en Suisse) et un accord informel de collaboration et d'information mutuelle a été accepté. Cet accord voulait également que je participe aux frais de transports et notamment d'essence, ainsi, bien sûr, qu'aux coûts liés à mon logement, lors de déplacements avec des membres de la fondation.

Cependant, étant donné la posture critique adoptée dans cette étude, la FNB s'est révélée être participatrice de la recherche, au même titre que les autres parties prenantes au projet étudié. Nous avons suivi une démarche de collecte, d'analyse et de déconstruction du discours des membres de la FNB, au même titre que de celui des autres participants à la recherche. Ainsi, lorsque nous avons participé à des réunions organisées par la FNB, nous avons considéré l'ensemble des intervenants, y compris les représentants de la FNB, comme des sujets de notre étude.

La relation avec la FNB fut complexe, notamment en raison de son double positionnement, de partenaire et participante à la recherche, ainsi que du rapide tournus des employés de la fondation. Nous avons rencontré des difficultés réciproques de communication et d'intercompréhension, débouchant malheureusement sur de nombreux malentendus, dont la majorité a toutefois pu être résolue, moyennant des efforts mutuels conséquents et exigeant un investissement en temps et énergie important. La relation de recherche établie avec les responsables de la FNB, que je rencontrais de manière épisodique dans leurs bureaux en ville de Santa Cruz ou lors de réunions formelles et celle instituée avec le personnel de « terrain » et les « techniciens » locaux travaillant sur ma zone d'étude fut également contrastée. Si une sorte de coopération s'est établie avec ces derniers, la relation avec les responsables de la FNB demeura difficile à qualifier et fut compliquée, teintée de frustration, de mécompréhension et de manque de confiance en dépit des efforts entrepris. Un extrait de mon carnet de terrain illustre ces difficultés (extrait de carnet 1).

**Extrait de carnet de terrain n° 1**

*« ... Aujourd'hui, alors que j'attendais dans les locaux du gouvernement municipal de Mairana pour faire une interview avec un membre du conseil municipal, j'ai encore reçu un téléphone de Tito de Natura. Il voulait à nouveau savoir où j'étais, ce que je faisais, quand je prévoyais de rentrer à Santa Cruz et si à cette occasion je pouvais (encore) venir leur réexpliquer mon projet de recherche, avec cette fois, Paulina et Huascar... Cela m'a passablement énervée. En réalité, je suis triste et déçue qu'ils ne me fassent pas plus confiance. Je me sens fliquée, contrôlée, alors que j'ai sans cesse essayé, et déjà depuis l'année passée, de leur fournir des gages d'honnêteté et de confiance à plusieurs reprises... Et quand on se voit, ils me sourient, me disent que "esta todo bien, no hay problema" et m'encouragent à repartir sur le terrain. Et ensuite 3 jours plus tard, ça ne va apparemment plus et ils m'appellent pour savoir où je suis et me demandent de revenir à Santa Cruz. Et, à chaque fois que je viens au bureau, je dois leur réexpliquer ma démarche*



*(oralement et par écrit) et supporter leur absence d'intérêt, voire leurs réactions carrément méprisantes face à ma recherche qui n'est pas "de la vraie science" et leurs commentaires sur mon "manque d'expérience". Je suis, bien sûr, consciente qu'ils jonglent avec des impératifs matériels, temporels et financiers, ainsi qu'avec les intérêts de leurs bailleurs de fonds à court terme, et donc qu'ils veulent des résultats concrets, quantifiables et quantifiés, et surtout immédiats. Peut-être aussi pour justifier ma présence face au conseil de fondation... Mais ça me frustre, en fait ça me vexa même pour être honnête, de voir le peu d'intérêt qu'ils portent à ma recherche, en raison surtout du caractère inductif de ma démarche avec les participants. Ah ! je sens que ce serait tellement plus facile si j'étais biologiste ou hydrologue comme la plupart d'entre eux, ou même économiste ! » (Mairana, septembre 2013)*

En considérant la proposition d'Ionita (2015), on peut imputer la frustration que j'ai ressentie envers la FNB comme naissante à un défaut de positionnement au sein du cycle de don/contre-don entre chercheur et participants/partenaires. Ce circuit engendrerait le sentiment trompeur de donner (en position initiale), sans que mon don soit accepté et surtout, sans qu'il me soit rendu de manière qui contente mes attentes. Toutefois, étant donné que la frustration ressentie était aussi mêlée de culpabilité, on peut aussi imaginer qu'elle était liée non pas à l'insatisfaction de mes attentes, mais à mon incapacité à combler celles des partenaires, participants et assistants. La culpabilité serait alors due à la conscience d'être en position de devoir « rendre » un don initial reçu et à l'incapacité à rendre ce don de manière qui satisfasse ceux qui ont initialement donné. Cette incapacité à « rendre » proviendrait d'une mauvaise compréhension de ces attentes, de la difficulté de les appréhender et d'accepter qu'elles puissent différer des nôtres, et ainsi de l'incapacité à les anticiper. La conséquence est la même que dans le cas ci-dessus : le chercheur se révèle incapable d'entrer dans une relation de don/contre-don avec les acteurs, ce qui génère de la frustration, laquelle débouche sur un sentiment de non-reconnaissance, voire de mépris.

Ainsi que le manifeste l'extrait ci-dessus, j'ai interprété le manque de reconnaissance de ma valeur de chercheuse, comme étant lié au fait que j'étais issue des sciences sociales et face à des chercheurs qui, au sein de la FNB, étaient formés en sciences naturelles. Ce manque de reconnaissance m'a passablement touchée et frustrée. J'ai en réalité ressenti ce qu'ont sûrement éprouvé de nombreux chercheurs en sciences sociales dans des environnements pluridisciplinaires : ce que l'on attend de tels chercheurs se résume soit à un travail de facilitateur de la communication entre des chercheurs en sciences naturelles et des populations locales, soit à une façon de se donner bonne conscience, de fournir un « supplément d'âme » (Prof. Stéphane Nahrath, UNIL, communication personnelle, septembre 2015) aux recherches en sciences naturelles. Si ce manque de reconnaissance génère un sentiment de mépris, il m'est également apparu qu'il était fortement lié à un déficit d'interconnaissance des différentes manières de pratiquer la recherche.

Selon le référentiel poststructuraliste, ce déficit d'interconnaissance engendre alors soit le rejet de l'autre, considéré comme déviant, soit un mouvement d'assimilation consentie de ce dernier. À plusieurs reprises en effet, des acteurs de la FNB ont reformulé publiquement mon travail dans des termes différents, plus conformes à leur vision de la démarche et des méthodes scientifiques. Je me suis alors vu assigner des objectifs de généralisation, de représentativité, d'établissement de scénarios « *baseline* » et de mise en place de questionnaires et d'enquêtes, qui ne pouvaient être plus éloignés de mes intentions, pourtant explicitées oralement et par écrit à plusieurs reprises.

Lors de son travail ethnographique au sein d'une grande entreprise japonaise, Moeran (2007), également confronté à une réinterprétation qu'il estimait fallacieuse de sa proposition de recherche, l'interpréta toutefois comme une réponse du responsable de l'entreprise à l'impératif de la justification de la présence du chercheur face aux collaborateurs, au conseil d'administration, et à toute autre personne envers lesquelles il pensait être redevable. Sa dénégation et son assimilation seraient ainsi uniquement une façade, dans une visée discursive de justification et de légitimation du déroulement de la recherche, qui emprunte le langage des acteurs auxquels elle est destinée. Il s'agit d'un acte nécessaire au cours de la *performance* de la recherche, qui ne signifie pas un manque de reconnaissance ni une disqualification de l'approche proposée par le chercheur. Je ne suis, actuellement, pas en mesure de définir si tel fut ou non le cas de la FNB.

Enfin, les visites aux participants et la conduite d'entretiens en 2013 et en 2014 ont toutes été réalisées en compagnie d'assistants de recherche, préalablement sélectionnés. Il s'agissait de personnes membres de réseaux locaux d'ONG environnementales, auprès desquelles nous avons diffusé une offre de « stage ». Les assistants choisis étaient au bénéfice d'une formation universitaire de niveau master dans un domaine affilié à l'environnement et désireux d'avoir une expérience de terrain à leur actif. Leur rôle fut d'abord de m'assister dans toute l'organisation logistique et en particulier lors des entretiens (transports, communications téléphoniques, etc.). Deuxièmement, ils ont facilité ces entretiens, comme en m'informant de certains codes à respecter (par exemple : aller se présenter systématiquement auprès du dirigeant de chaque communauté visitée, avant même de commencer à parler avec des habitants). Troisièmement, ils étaient capables de faire office de traducteurs quechua-espagnol lorsque ceci fut nécessaire. Bien que nous ayons, à chaque fois, offert aux personnes de langue maternelle quechua de répondre à nos questions dans leur langue, seules deux en ont toutefois exprimé le désir. Enfin, ces assistants ont contribué à la retranscription écrite de certains entretiens. Ils se sont révélés être des partenaires essentiels de discussions, d'échanges et de questionnements « intersubjectifs ». En effet, des discussions régulières ont permis d'exprimer nos ressentis, nos sentiments, nos émotions, par ailleurs souvent divergents.

Comme mentionné dans la section épistémologique, j'ai tiré parti de la subjectivité de mes assistants de recherche pour entrer en dialogue sur nos propres sentiments, constituant ainsi en un effort accru de réflexivité. A posteriori, j'estime que ce dialogue intersubjectif a contribué à la pertinence de notre analyse, et ce d'autant plus que les assistants avaient été choisis avec soin. Lors du « casting » des assistants de recherche, nous avons été particulièrement attentive à choisir des individus désireux de travailler sur le terrain, n'ayant a priori pas de préjugés « de classe » envers les *campesinos* des zones rurales ni de préventions « ethniques » à l'encontre des indigènes, en particulier quechua et aymara. En 2013, j'ai travaillé avec un jeune homme, Christian Paul Nogales Funez, ingénieur chimiste de formation, originaire de la région de Cochabamba et en 2014 avec une jeune femme, Luz Natalia Mercado Callau, récente diplômée en sciences de l'environnement et venant de la région de Santa Cruz. Tous deux étaient issus de la classe moyenne bolivienne et au bénéfice d'une formation de troisième cycle, effectuée dans les universités nationales publiques. Par leur formation académique et leur appartenance à diverses associations ou réseaux écologistes, ils avaient été amenés à conduire des enquêtes et recherches de terrains, dans la région tropicale de la Bolivie. Ces missions précédentes, principalement

quantitatives, les avaient toutefois sensibilisés aux enjeux sociaux, économiques et politiques de la gouvernance et gestion de ressources naturelles en milieu rural.

La relation avec les assistants de recherche s'est apparentée à une relation de coopération et d'échange réciproque, une relation dialogique, intersubjective et mutuelle. J'ai moins ressenti de culpabilité envers les assistants de recherches (à l'exception de l'entretien auquel se réfère l'extrait de mon carnet de recherche n° 3, section 3.4.7 de ce texte) qu'envers les membres de la FNB et les autres participants. Ceci est probablement dû au fait que le salaire qui fut versé aux assistants (supérieur à la moyenne) permit un rééquilibrage de la relation d'échange en des termes qui correspondaient à leurs attentes. J'ai également tenté d'instaurer un climat de respect mutuel et de confiance, d'horizontalité et de travail « ensemble » plus que de travail « pour », considérant les assistants comme des pairs et insistant sur leur capacité à émettre des propositions et à improviser. Enfin, j'ai aussi partagé de moments informels avec eux — durant et après les journées de travail —, qui ont donné une couleur amicale aux relations de travail. Ainsi, je fus capable de « rendre » de manière adéquate et de pénétrer dans un cycle d'« endettement mutuel positif » (Ionita, 2015 : 263), débouchant sur la création de lien social et de relations de reconnaissance mutuelle. Le lien créé avec les assistants perdure et s'apparente aujourd'hui plus à de l'amitié.

Le processus de casting des partenaires de la recherche de terrain ainsi explicité, nous présentons maintenant le procédé même du choix des participants à la recherche, soit les interlocuteurs avec qui se construit la relation sociale de recherche.

### **3.4.5 Casting des acteurs : participants à la recherche**

Pour ce qui est du choix des participants à notre recherche, nous avons d'abord adopté une approche dite « boule de neige » (Cox, 2015). Il s'agit d'un procédé d'échantillonnage qualifié de « sélectif » — « *purposive* » (op.cit. : 63) — non-aléatoire, au cours duquel des informations, issues d'observation ou d'entretiens préalables, incluant des suggestions des participants eux-mêmes ou d'autres « experts » locaux (ici le personnel de la fondation *Natura Bolivia*, mais aussi les dirigeants de communautés, les dirigeants de coopératives, de « clubs » sociaux, etc.), sont utilisées pour retenir les futurs participants à notre recherche. En multipliant ces « informateurs relais » (Blanchet & Gotman, 2007 : 54), parfois institutionnels, ainsi qu'en demandant à certains interlocuteurs de nous indiquer d'autres acteurs « pensant différemment d'eux », nous estimons avoir augmenté la diversité des participants entretenus. Bien sûr, le processus a également été tributaire des conditions de recherche (temps limité à disposition, accessibilité, difficultés de synchronisation) et de la disponibilité des acteurs. Nous nous sommes aussi laissé la liberté d'interviewer des acteurs au hasard de rencontres, fonctionnant alors sur un mode plus aléatoire et non sélectif. Il n'était ainsi pas rare d'être abordée ou que nous abordions un *comunario* au cours d'une promenade dans une communauté, et que la discussion entamée évolue en un entretien.

Nous nous sommes entretenue avec 104 membres de communautés en amont (figure IV), participant aux ARA. Parmi ces 104 entretiens, 51 ont été conduits avec des participants et 53 avec des non participants aux ARA. En moyenne, nous avons ainsi interrogé un (e) représentant (e) de 18 % des ménages composant les communautés (les *comunarios* ont en effet l'habitude de parler en nombre de familles — ménages — plutôt qu'en nombre d'habitants). 47 % des

personnes interrogées n'étaient pas nées au sein de la communauté, mais seules 11 % étaient arrivées moins de 10 ans auparavant dans leur actuelle communauté. C'est ce dernier groupe que nous qualifierons de « migrants récents », en opposition aux migrants ayant grandi dans la communauté et disposant de ce fait d'un accès différent à la propriété et aux espaces de prise de décisions. Tous les migrants (récents ou non) étaient originaires de la région ouest du pays, du département de Cochabamba principalement, mais également de la région de Sucre, de Potosí, d'Oruro ou de La Paz et de langue et culture indigène quechua, parfois aymara. La figure IV résume ces caractéristiques. Nous n'avons donc pas procédé à l'établissement de profils a priori, mais avons été attentive, au fur et à mesure du processus d'entretien et au cours de différentes années, de discuter avec des personnes aux caractéristiques socioéconomiques, migratoires, ethniques et de genre variées. Il s'agissait en effet là, selon ce que nous avons pu observer, des principaux axes de différenciation des membres des communautés entre eux.

Figure IV Résumé descriptif quantitatif des entretiens conduits au sein des communautés

Communauté	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
Villa Paraiso	El Torno	23	a	7	30 %	0	0,00 %	5	2		2
Lira	El Torno	14	a	3	21 %	2	66,67 %	2	1		0
Huaracal	El Torno	60	a	10	17 %	1	10,00 %	3	7	1	0
Quebrada Leon	El Torno	100	a	16	16 %	1	6,25 %	9	7		3
		<b>36</b>			<b>20,73 %</b>			<b>19</b>	<b>17</b>		
Cerro verde	Mairana	20	n	6	30 %	2	33,33 %	3	3	1	2
La Yunga	Mairana	15	a	3	20 %	0	0,00 %	0	3		1
		<b>9</b>			<b>16,67 %</b>			<b>3</b>	<b>6</b>		
Palma Sola	Los Negros	90	n	13	14 %	0	0,00 %	8	5	4	2
Santa Rosa de Lima	Los Negros	100	n	12	12 %	1	8,33 %	5	7	1	2
		<b>25</b>			<b>4,17 %</b>			<b>13</b>	<b>12</b>		
Rodeo	Quirusillas	30	0	3	10 %	0	0,00 %	2	1		1
Filadefia	Quirusillas	110	n	20	18 %	1	5,00 %	7	13	1	4
San Luis	Quirusillas	36	0	4	11 %	0	0,00 %	2	2	1	2
		<b>27</b>			<b>1,67 %</b>			<b>11</b>	<b>16</b>		
Verdecillos	Comarapa	?	a	3		0		1	2		0
Estancia Vieja	Comarapa	?	?	4				4	0		0
		<b>7</b>						<b>5</b>	<b>2</b>		
<i>Moyenne</i>		<b>54,4</b>			<b>18 %</b>		<b>10,8 %</b>				
<i>Total</i>				<b>104</b>				<b>51</b>	<b>53</b>	<b>9</b>	<b>19</b>

Auteur : F. Bétrisey, 2014

A : Municipalités

B : Nombre de familles vivant dans la communauté

C : Sindicato (actif=a ; non actif =n ; non existant =0 ; inconnu = ?)

D : Nombre d'entretiens

E : % de familles questionnées

F : Migrants récents (moins de 10 ans) questionnés

G : % migrants récents/individus questionnés

H : Participants ARA questionnés

I : Non-participants ARA questionnés

J : Femmes participantes ARA questionnées

K : Femmes non-participantes ARA questionnées

Parallèlement à ces entretiens, nous en avons également effectué d'autres avec des représentants de la Fondation *Natura Bolivia*, principal acteur de la mise en place des ARA, ainsi qu'avec des représentants des acteurs « en aval », soit les bénéficiaires des services environnementaux (c.-à-d. le conseil municipal et la coopérative d'utilisateurs d'eau) de chaque municipalité participant aux ARA (figure V).

**Figure V Comptage des entretiens conduits avec les acteurs en aval**

Municipalité	Représentants de coopérative d'eau	Représentants des autorités municipales	Représentants d'association d'irriguants	Total
El Torno	5	1		6
Mairana	1	1		2
Quirusillas	1	1		2
Los Negros	1	1		2
Comarapa	1	2	1	4
<b>Total</b>	9	6	1	16

Auteur : F. Bétrisey, 2014

S'il nous paraît difficile, voire impossible, de pouvoir définir un seuil de « saturation » des données, à partir duquel il n'y aurait plus d'ajout d'information, nous avons en revanche estimé que notre échantillonnage nous avait permis de satisfaire au critère de Denzin (1989) de « suffisance interprétative », lequel « prend en compte la complexité culturelle et les interprétations multiples de la vie » (Charmaz, 2004 : 27, trad. pers.). En nous ingéniant à contraster les positions, les caractéristiques et les expériences de vie de nos interlocuteurs, nous estimons avoir fourni un effort de « diversification » du corpus, comme le suggèrent Blanchet & Gotman (2007) et nous être ainsi entretenue avec un échantillon « non strictement représentatif, mais caractéristique de la population » (op.cit. : 51).

En ce qui concerne les acteurs institutionnels en aval, nous avons interviewé des représentants de différents niveaux hiérarchiques et avons été très dépendante des disponibilités de ces derniers. Ainsi il n'est pas rare que nous ayons eu rendez-vous avec un acteur, par exemple le maire, et que finalement nous nous retrouvions à nous entretenir avec un membre du conseil municipal, le maire ayant eu un empêchement de dernière minute. Enfin, les ARA ayant commencé parfois près de 10 ans avant notre passage, et considérant les rythmes électoraux municipaux ainsi que ceux des directoires de coopératives d'eau, la plupart des acteurs en place lors de notre recherche de terrain ne pouvaient être à l'origine des ARA. Nous avons donc cherché à interviewer d'anciens acteurs institutionnels, actifs au moment où les ARA furent décidés et au début de leur mise en œuvre. Cela fut possible à Comarapa, ce qui nous a permis de couvrir un plus large spectre historique et d'appréhender l'évolution des représentations et des justifications du schéma. Enfin, nous avons également participé à des conférences publiques tenues par des responsables municipaux, lorsque celles-ci portaient sur les ARA ou la politique de gestion et de préservation des bassins versants, analysant le discours des acteurs en présence ; un discours dont nous n'étions pas la principale destinataire, bien sûr.

Le processus de sélection/exclusion du site, des acteurs, ainsi que la détermination de la mise en scène préalable à la recherche de terrain ont donc joué un rôle dans les choix relatifs au déroulement de la *performance* de recherche in situ.

### **3.4.6 Scénario des entretiens**

La majorité des entretiens furent conduits exclusivement en espagnol. N'étant pas de langue maternelle espagnole, je suis cependant en mesure de m'exprimer dans cette langue de manière satisfaisante, et fus aidée, en situation de doute linguistique, par mes assistants de recherche. Toutefois, les éventuelles erreurs de grammaire ou de syntaxe commises ont contribué à instaurer un climat de confiance et de partage d'autorité avec les participants qui se sentaient alors invités à s'exprimer librement en espagnol, sans se préoccuper des questions grammaticales.

Après une première mission de terrain en 2012, au cours de laquelle nous avons mené des entretiens de cadrage avec différentes personnes ressources<sup>21</sup> et une revue de littérature théorique sur les paiements pour services environnementaux et le référentiel polanyien, nous avons mis en place une grille d'entretien semi-structurée.

L'entretien semi-structuré est un outil capable de saisir le sens que les interlocuteurs attribuent à leurs actions et dans une certaine mesure, leurs ressentis par rapport à leur environnement et à des événements concrets. Il « s'impose chaque fois que l'on ignore le monde de référence, ou que l'on ne veut pas décider a priori du système de cohérence interne des informations recherchées » (Blanchet & Gotman, 2007 : 37). En effet, ces entretiens sont plus flexibles que les entretiens structurés en ceci qu'ils ne contiennent pas une liste de questions fixes, mais une sélection de thèmes devant être abordés durant l'entretien. Ces thèmes peuvent être opérationnalisés par des interrogations guidant le chercheur, mais ce dernier ne doit pas s'y tenir de manière stricte, pas plus qu'à leur enchaînement chronologique, comme prévu initialement. Les participants ont ainsi la possibilité de suggérer des dimensions qui n'auraient pas été abordées par le chercheur, mais aussi d'avoir une place pour exprimer leurs opinions, motivations et ressentis.

Ces entretiens furent construits de la manière suivante. Nous avons d'abord posé quelques questions de routines, orientées sur la vie quotidienne des individus et leur inscription dans la communauté, afin de mettre les acteurs à l'aise et nous permettant également d'obtenir quelques informations descriptives. Moeran (2007) montre en effet comment le fait de poser des questions sur des sujets « *deemed safe* » (op.cit. : 11) pour les participants permet de gagner progressivement la confiance de ces derniers et d'arriver aux sujets plus délicats, comme les motivations et les ressentis. Dans notre cas, ce sont des questions concernant les activités agricoles, les types de cultures et la vie de la communauté en général qui étaient considérés comme « sûrs » par les participants et nous ont permis de « briser la glace » tout en obtenant des informations utiles. Puis, nous avons abordé le thème de l'organisation du travail avec des questions dirigées, de manière déductive, à comprendre l'évolution récente des pratiques et des logiques redistributives, marchandes et réciprocatrices au sein des communautés participant aux ARA. À la suite de quoi, nous avons traité le thème des ARA, de la représentation du mécanisme

---

<sup>21</sup> Des membres de la Fondation *Natura Bolivia* ; des responsables et leaders politiques locaux et régionaux ; des scientifiques locaux (chargés de recherche au sein d'instituts académiques à Santa Cruz et à La Paz) ; des membres d'ONG (*Conservation International*) et d'organisations internationales (*PNUD, GTZ, FAO*).

par les participants, mais aussi de leurs motivations initiales à participer (ou non) au projet, de leurs attentes et de leur sentiment de satisfaction. Nous les avons alors également encouragés à justifier leurs affirmations en recourant à une rhétorique de relance, du style « Pourquoi ? », « Je n'ai pas bien compris, ce que vous voulez dire... », « Comment cela se fait-il ? », « Cela vous paraît-il bien ou pas bien/cela vous plaît-il ? », ou encore « Comment le projet pourrait-il être amélioré dans le futur ? ». Nous avons établi deux versions de cette grille, l'une destinée aux participants au dispositif PSH et l'autre aux non-participants. Elles se trouvent en annexe. Nous avons appliqué cette « grille » de manière très souple et nos entretiens se sont rapidement rapprochés du mode compréhensif, afin de mettre au jour la motivation et justification de la (non) participation au dispositif PSH (cette dernière est en annexe 2).

La deuxième partie de notre « grille » d'entretien était dès le départ conçue de manière volontairement plus flexible et se rapprochait plus d'un entretien compréhensif, que l'on peut considérer comme une conversation orientée. En effet, afin de répondre à l'objectif de cognition des impacts sociaux et institutionnels des ARA du point de vue des interlocuteurs, participants et non-participants aux ARA, et ce à différentes échelles, il était nécessaire de laisser plus de place à l'expression libre de ressentis, visions du monde et notions de justice, à l'émergence de toutes informations nouvelles, voire surprenantes, pour le chercheur.

Enfin, nous avons également procédé à des entretiens narratifs ouverts auprès de quelques seniors des communautés afin de percevoir les changements survenus dans la communauté au cours de leur existence et comprendre ainsi le contexte plus général des transformations socioéconomiques et institutionnelles au sein duquel se déroulent les ARA.

Si nous avons été ouverte à différentes formes d'entretiens et d'expressions, prenant en compte des *performances* musicales (illustration 1) ou des poésies que les participants désiraient partager avec nous, nous regrettons a posteriori de ne pas avoir utilisé de méthodes spécifiques des *performative social sciences*, telles que la photo-élicitation, la photographie participative, ou encore l'ethnothéâtre. Ces derniers auraient en effet pu faciliter la conscientisation et l'explicitation de sentiments et d'émotions parfois inaccessibles au chercheur.

Notre appareillage méthodologique, combinant entretiens ouverts, observations participantes (discutées ci-après) et quelques études de *performance*, nous a permis, dans une démarche inductive, de collecter un vaste échantillon de données (plus de 30 heures d'entretiens enregistrés) concernant les notions de justices relatives à l'appréciation des PSE par les participants, en particulier sur la dimension émotionnelle de cette appréciation.



**Illustration 1 Entretien « joué » avec Don Eloy**



Auteur : F. Bétrisey 2013

Le détour par l'autofiction (3.2.1.1) nous a permis de nous détacher de l'idée que nos interlocuteurs étant systématiquement « manipulateurs » et/ou « stratèges », sans toutefois l'exclure totalement, pour considérer la possibilité de l'expression, par eux, d'une autre vérité, la leur. Ainsi, lors de notre terrain exploratoire en 2012, nous avons rencontré des paysans prestataires de services qui insistaient sur le fait qu'il fallait accroître le montant de la compensation, tout en refusant de quitter le schéma si celle-ci n'augmentait pas. Nous avons alors estimé qu'il s'agissait là d'un comportement stratégique et opportuniste de la part des interlocuteurs qui nous percevaient comme des alliés de la FNB et comme étant d'une manière ou d'une autre en position d'intercéder en leur faveur auprès de cette dernière. Étudier les acteurs au-delà de cette dimension stratégique nous a permis, lors de notre second terrain en 2013, de poser la question des motivations à la participation et de la justification de ces dernières plus loin que les horizons calculateurs attendus. Cette opportunité serait toutefois restée invisible et inaccessible si nous avions considéré nos interlocuteurs uniquement sous l'angle du soupçon.

Analyser les paroles d'entretiens comme de l'autofiction permet de voir les participants à la discussion non pas comme « des menteurs ou des idéologues de leur propre vie, mais des performeurs » (Matthey & Fall, 2008 : 194). Ainsi, il arrive souvent qu'au cours de l'entretien, le locuteur change d'attitude envers le chercheur, se contredise dans son discours, ou qu'il exprime une position ou une émotion différente selon les acteurs en présence et les arènes de pouvoir auxquelles il prend part. Ceci ne doit alors pas être perçu comme de la versatilité, synonyme d'assimilation et de passivité de l'individu qui ne serait que le reflet des structures de pouvoir. On se rapproche ici de la « phénoménologie de l'homme capable » de Ricœur, laquelle reconnaît à l'acteur diverses capacités comme celles de « pouvoir dire, faire, (se) raconter, tenir compte de ses actes, se souvenir et promettre » (Deschênes, 2013 : 123). La contradiction ne doit pas non plus être perçue comme une attitude ondoyante, reflet d'une tactique d'acteurs cherchant à « séduire » (Matthey & Fall, 2008) le chercheur, mais comme le propre d'acteurs irrésolus, indéterminés,

mouvants, capables d'explorer différentes facettes de leur identité, parce qu'elle — ou, du moins, certaines de ses composantes<sup>22</sup> — « est un processus dynamique d'adaptation (ce qui ne veut pas dire d'assimilation) aux autres » (op.cit. : 194). Par conséquent, les paroles d'entretiens en tant que récits autofictionnels constituent « une réinvention de soi dans une quête sans fin de la vérité de soi » (ibid.).

Une fois le script établi, encore faut-il organiser le déroulement (en matière de logistique et de scénarisation) de la *performance* de terrain et en particulier la mise en scène des entretiens. En effet, « ni les données ni les idées ne sont de purs objets que nous observons et compilons passivement » (Charmaz, 2004 : 6, trad. pers.). Au contraire, les données « collectées » sont le résultat de processus de médiation et d'interactions performatives dont nous allons ici décrire le déroulement.

### 3.4.7 Mise en scène de la performance de terrain

Durant la recherche de terrain, à l'exception de quelques séjours en ville de Santa Cruz et de La Paz, nous avons principalement logé dans une petite maison dans le village de Samaipata, situé plus ou moins au centre de notre zone de recherche. Les visites étaient le plus souvent conduites à la journée. Toutefois, nous avons également à plusieurs reprises passé la nuit sur place (notamment lorsque nous participions à une réunion de communauté ayant lieu le soir). Nous avons parfois dormi chez l'habitant, en échange de petits présents, mais le plus souvent dans de petites « auberges » dans les villages les plus proches des communautés. Chaque nouvelle visite au sein d'une communauté commençait de la même façon. Nous arrivions en transports collectifs locaux (taxis partagés, que nous devions privatiser pour les derniers kilomètres nous séparant des communautés en raison du manque d'occupants).

La première chose que nous faisons, en arrivant dans une nouvelle communauté, était de nous renseigner auprès des habitants pour connaître le dirigeant de communauté. Une fois ce dernier identifié et localisé, nous nous rendions chez lui ou sur son champ, pour nous présenter, expliquer les raisons de notre présence ainsi que la nature de notre relation avec la FNB. Nous nous présentions alors comme des « étudiants » d'une université suisse pour moi, et bolivienne pour les assistants de recherche, évitant volontairement les titres de « *licenciado/a* » ou « *ingeniero/a* », équivalent en Bolivie à autant de statuts, comme nous le verrons ci-après. Nous nous montrions également comme des « amis » de la FNB et précisions que cette dernière était au courant de notre présence dans la communauté, mais clarifiions le fait que nous ne travaillions pas pour la FNB, mais pour une université en Suisse. Quant à l'utilisation future des données que nous envisagions de récolter, nous disions que nous serions amenés à informer d'une part la FNB, mais également dans une certaine mesure les autorités municipales (pour autant que les participants soient d'accord), ainsi que l'Université et le monde scientifique, dans le cas où nos articles seraient diffusés. Aucun dirigeant ne s'est opposé à ce que nous conduisions nos entretiens au sein de sa communauté. L'assentiment du dirigeant était une condition *sine qua non* posée par la majorité

---

<sup>22</sup> Ricœur différencie deux composantes de l'identité narrative : l'identité *idem* « recouvrant l'aspect génétique, biologique et ontologique de l'identité » (Deschênes, 2013 : 123) qui véhicule une idée de « permanence » (op.cit. : 120) et d'universalisme et l'identité *ipse*, « critère de sa différence ultime avec l'identité même » (Ricœur, 2004 : 168), par nature mouvante, en constante reconstruction-renarration, et par là même dotée d'un pouvoir de subversion.

des participants pour répondre à nos questions. Toutefois, nous avons été parfois bien en peine de localiser le dirigeant de certaines communautés. Ce qui fut en soi une information déjà pertinente sur le fonctionnement de la communauté en elle-même. En effet, dans plusieurs d'entre elles, le dirigeant n'habitait plus la communauté, de manière temporaire ou définitive. Dans ces cas-là, nous nous sommes rabattus sur d'autres autorités communautaires (présidente du club des mères, président du comité de l'eau, *corregidor*<sup>23</sup> ou maître d'école, etc.), reconnues comme substituts non officiels du dirigeant par les participants (illustration 2).

**Illustration 2 Rencontre avec le club des mères de la communauté Quebrada Leon**



Auteur : F. Bétrisey, 2013

Nous avons également eu la chance d'être introduits auprès des membres de certaines communautés de la municipalité de Quirusillas par un habitant au statut particulier, Don Adalid, le chauffeur de minibus attitré reliant quotidiennement le village-centre de Quirusillas à celui de Mairana, situé le long de la route principale, et aux différentes communautés des environs. Don Adalid, avec qui nous avons sympathisé au cours des nombreux trajets effectués, s'est proposé de nous accompagner, mon assistant et moi, dans chacune des communautés et de jouer un rôle de garant, facilitant le contact avec les membres de communautés qu'il qualifiait de « timides », en raison d'une localisation plus reculée. Escortés par Don Adalid, nous n'avons essuyé aucun refus d'entretien auprès des *comunarios* et avons même eu accès à des événements communautaires auxquels il n'est pas de coutume d'inviter des étrangers et encore moins des *gringos* suisses. Au fur et à mesure de nos visites, d'autres habitants ont spontanément joué le rôle de guides, nous dirigeant vers les autorités locales ou encourageant des membres de la communauté à répondre à nos questions. Il s'agissait parfois de personnes ayant un statut particulier — tel un professeur d'école (comme ce fut le cas à Huaracal [El Torno] et à Cerro Verde [Mairana]), la tenancière de l'épicerie communautaire (comme ce fut le cas à Palma Sola [Los Negros]) —, mais parfois de

---

<sup>23</sup> Si à l'époque coloniale le terme désignait les représentants du roi d'Espagne dans les différentes provinces, veillant au maintien de l'ordre et prélevant l'impôt du roi (Buss, 1982), le *corregidor* est aujourd'hui un représentant non officiel de la police municipale dans les communautés, chargé de régler les conflits et d'en référer le cas échéant aux représentants de l'ordre municipaux. Il agit la plupart du temps comme médiateur et est élu à son poste par l'assemblée communautaire. Son statut lui confère généralement de l'estime.

personnes ne disposant pas d'un tel statut, décidant de nous accompagner pour localiser le dirigeant ou quelqu'un d'autre.

Nous avons enregistré la majorité des entretiens conduits, non sans avoir demandé au préalable leur autorisation aux participants. En particulier pour ce qui est des entretiens semi-structurés, non structurés ou compréhensifs, l'enregistrement permet au chercheur de conduire l'entretien dans un climat de quiétude, sans avoir à prendre des notes de manière frénétique. Cela évite également la priorisation arbitraire, consciente ou inconsciente de certains éléments par le chercheur, comme dans le cas de la transcription post-entretiens. On peut certes considérer l'enregistreur, dans la lignée de l'*actor-network theory*, comme doté d'une *agency* et ainsi capable de produire certaines réactions auprès des participants, de transformer leurs récits et constituer un biais d'analyse supplémentaire. L'enregistreur peut cependant aussi aider à renforcer la position du chercheur comme un « apprenant » et celle du participant comme dépositaire d'un savoir et ainsi contribuer au partage de l'autorité entre chercheur et participant. Nous avons en effet constaté à plusieurs reprises que l'acte d'enregistrement était perçu par les participants comme une valorisation de leur parole. Les craintes formulées par certains n'étaient pas liées à l'acte ou à l'outil en lui-même, mais au produit de l'enregistrement, et plus précisément à l'utilisation de ce dernier. Nous avons alors clarifié le fait que la fonction première de ces enregistrements était d'agir comme aide-mémoire pour le chercheur. Nous expliquions ensuite que nous serions peut-être amenés à faire entendre certaines paroles à d'autres scientifiques, puis à la FNB. Nous demandions alors aux participants de nous dire librement s'ils acceptaient, ou non, que leurs propos soient dévoilés à ces acteurs et si ceci devait se faire sous couvert d'anonymat ou non.

Durant ou après les entretiens, nous avons pris systématiquement le temps de nous promener au sein de la communauté. À notre initiative ou à celle des participants, nous avons également visité leurs champs, leurs écoles, leurs maisons communautaires. Autant que possible, nous les avons accompagnés sur leurs terres forestières, nous avons partagé leurs repas, goûté leur production. Toutes ces petites prévenances étaient des gages d'attention que nous semions et qui nous ont permis, à plusieurs reprises, de gagner la confiance des participants. Cela faisait partie de notre effort pour « établir une communication non violente en se présentant comme quelqu'un de "vraiment bienveillant", d'engageant » (Matthey & Fall, 2008 : 195). Mais il s'agissait également pour nous de moments de partages que nous valorisions pour ce qu'ils étaient : un moment de création de lien social interculturel, nous « enrichissant » mutuellement. Enfin, au cours des entretiens, durant les réunions communautaires et les réunions liées aux ARA auxquelles nous avons pu participer, nous avons aussi constamment écouté, observé, nous nous sommes imprégnés de toutes les sensations, expressions, mouvements que nous pouvions, utilisant ainsi de manière consciente nos propres « capteurs » émotionnels et sensibles.

Toutefois, le chercheur ne peut s'extraire totalement des codes et normes en vigueur dans le contexte étudié. Dans ce cas-là, le chercheur se verrait rappelé, discursivement, à l'ordre établi, celui, dans notre cas, d'une société bolivienne inégale, hiérarchisée, racialisée, fortement genrée et patriarcale (extrait de carnet 2) ou domine, comme souvent ailleurs, la figure du « *Straight, White, Middle-Class Male* » (Perry, 2014) et où le statut (*Ingeniero, Licenciado, Doctor, Profesor, etc.*) est systématiquement rappelé dans l'adresse de chaque interpellation, orale comme écrite, a permis de révéler ces éléments. La norme paternaliste liée aux structures de genre et d'âge s'est

notamment manifestée de manière explicite au cours de mon troisième terrain, alors que je travaillais avec une jeune étudiante bolivienne fraîchement diplômée comme assistante. Régulièrement, nous avons en effet entendu des propos pouvant être considérés comme inappropriés dans un registre professionnel. À titre d'exemple, lors d'un entretien avec un responsable de coopérative, nous nous sommes à plusieurs reprises vues toutes deux qualifiées de « *mi amor* » (mon amour) ou de « *niña* » (fam. gamine, petite).

#### **Extrait de carnet de terrain n° 2**

*« ... Mon assistante m'a confié s'être sentie très inconfortable lors de cet entretien, en raison du caractère ouvertement sexiste et raciste de notre interlocuteur. Je pense que c'est ma position d'étrangère et de chercheuse qui m'a permis de "tolérer" l'entretien jusqu'au bout sans ressentir le besoin de l'écouter. J'ai même été très "contente" sur le moment qu'il ose dire tout ça devant moi, en ayant même accepté d'être enregistré. J'ai donc avant tout éprouvé la satisfaction du chercheur qui fait une découverte, avant le dégoût que ces propos ont suscité en termes, cette fois, humains. J'ai ensuite ressenti la culpabilité d'avoir en quelque sorte imposé cette situation à Luz, bien qu'elle ait fait preuve de sang-froid et gardé ses émotions pour elle durant tout l'entretien (je ne me suis rendu compte de rien). Il faudra toutefois trouver une manière de rendre la situation supportable lors des prochains entretiens. J'appréhende un peu... Est-ce éthique de lui demander même d'écouter ces propos ? » (Santa Cruz, juillet 2014)*

Ces interpellations, servant à affirmer la supériorité de l'interlocuteur, ne se sont jamais produites alors que j'étais accompagnée par un assistant masculin, ingénieur environnemental et plus âgé, lors de ma seconde mission de terrain. Toutefois, ce manque de crédibilité qui fut parfois un obstacle (refus d'accorder un entretien) s'est également révélé un atout dans d'autres situations. Sur un plan pragmatique, il est effectivement méthodologiquement très intéressant pour un chercheur en sciences sociales de se retrouver en position de perte d'autorité, c'est même une situation qui est recherchée. Il ne s'agit pas d'abandonner toute autorité, toute autonomie et tout contrôle sur l'entretien, mais d'établir une relation de répartition d'autorité en vue d'un échange mutuel avec les interlocuteurs, dans un climat de confiance partagée. Or, certains parmi mes allocutaires se sont également référés à ma personne en tant que *gringa*, soulignant ainsi mon origine étrangère, non latino-américaine<sup>24</sup>. Cette non-appartenance à mon terrain d'étude a suscité des réactions diversifiées de la part de mes interlocuteurs. Certains ont ainsi fait référence à mon identité *gringa* pour postuler a priori que j'allais être dans l'incapacité de comprendre certaines pratiques ou déterminants culturels locaux, et qu'il était inutile d'essayer de me les expliquer, justifiant ainsi leur refus de discuter. D'autres, en revanche, ont pris le parti de m'expliquer ces mêmes pratiques avec un niveau de détail extrême, afin d'assurer ma compréhension des phénomènes. Suivant les interlocuteurs, il apparaîtrait donc stratégique de se conformer au rôle de la *gringa*, de le jouer selon les critères attendus de celui-ci, afin de bénéficier d'une attention particulière et d'explications de qualités de la part des interlocuteurs.

Dans un article analysant sa pratique de recherche sur son terrain pékinois, Richaud montre comment elle a été conduite à stratégiquement « embrasser son propre rôle » (Richaud, 2015 : 23)

---

<sup>24</sup> En effet, si l'appellation « *gringo* » était pendant un temps réservée aux Nord-Américains, il est difficile de savoir aujourd'hui ce qu'elle recouvre, tant elle est utilisée pour référer à des personnes aux origines très diverses, partageant toutefois une provenance non latino-américaine.

de chercheuse, en l'occurrence à travers « une mise en scène de l'innocence » (ibid.), en réaction aux pratiques de surveillance policière dont elle a fait l'objet. J'ai réagi d'une manière similaire en mettant parfois en scène ma pseudo inexpérience et ma jeunesse, me conformant ainsi au rôle de jeune femme, étrangère, apprenant des hommes locaux et plus mûrs, afin d'inciter mes interlocuteurs à me prendre en compte et livrer des propos. Cette attitude a cependant engendré une incompréhension de la part de mon assistante de recherche en 2014, pour qui cela revenait à avaliser les normes paternalistes dont elle estimait souffrir, en tant que jeune femme. Cet exemple permet donc de réfléchir à la position du sujet-chercheur, en prises avec différentes normes et structures de pouvoir et à son degré d'autonomie sur ces normes. Nous pouvons ainsi considérer que l'appropriation de certaines catégories ne reflète pas une assimilation, mais une action stratégique permettant l'obtention du résultat escompté. Toutefois, ces actions d'appropriation contribuent à la reproduction des normes et indirectement à les légitimer et nécessitent une réflexion éthique.

Or, si j'ai mis en œuvre ce mécanisme de « conformisme » stratégique, ce fut dans un premier tant de manière non conscientisée et non réflexive, en réaction aux interpellations dont je fus le sujet. Dans un second temps, mon assistant de recherche, en 2013, me proposa de me présenter aux interlocuteurs comme une « *compañera muy curiosa* » et aussi « qui venait de loin et voulait apprendre la vie d'ici ». Cette proposition m'a permis de conscientiser cette appropriation du rôle de la *gringa* et, dans certains cas, de mettre en place le comportement adéquat — de manière cette fois intentionnelle — c'est-à-dire une mise en scène de la curiosité et de l'ignorance, par des gestes, exclamations ou formulations de questions, ainsi que par la prise récurrente de photographies. Cependant, à nouveau, cette *performance* du rôle de *gringa* n'est pas sans conséquence et a eu pour effet de conforter ma situation dans un cycle de don/contre-don et des relations de pouvoir qui me dépassent. Ainsi on refusa une fois ma présence à une réunion communautaire en raison de mon identité de *gringa*. Ma position de chercheuse *gringa* a aussi généré des espoirs et attentes auprès des participants à la recherche, en matière de retour de don, qui n'étaient pas toujours évidentes à escompter et auxquelles il m'était parfois impossible de répondre. À certaines reprises, je fus capable d'anticiper et de rendre de manière adéquate, que ce soit en offrant de petits cadeaux de Suisse, en rapportant des photos des participants prises lors des terrains précédents, en offrant de partager un taxi, en participant à des événements communautaires, en partageant un repas, une collation, en visitant un champ, une maison, une forêt, ou encore l'école ou un nouveau bâtiment communal récemment inauguré, toujours à grand renfort d'expressions admiratives sincères, en goûtant (et parfois achetant quelques-unes de) leurs pastèques, leurs mandarines, leur miel, leur lait ou encore simplement en revenant à plusieurs reprises et sur différentes années dans les communautés. Parfois aussi on me fit comprendre que l'écoute attentive de leurs récits avait été un don « d'intérêt » suffisamment apprécié en soi. À d'autres reprises, je fus incapable de répondre à des attentes formulées explicitement, comme la rémunération d'un entretien ou d'une participation à une réunion communautaire ou, bien sûr, comme dans le cas auquel se réfère l'extrait de carnet de terrain ci-dessous (extrait de carnet 3).

#### **Extrait de carnet de terrain n° 3**

« Alors que je prenais dans mes bras la dernière de ses 6 enfants, une petite âgée de 2 ans à peine, notre interlocuteur, dirigeant de la communauté, m'a abruptement proposé de la ramener avec moi

de retour dans mon pays. “Llevate-lo” il m’a dit... Alors que je doutais de la sincérité du propos, l’inconfort visible de mon assistant montra qu’il ne considérait pas qu’il s’agissait d’une plaisanterie... Comment rester de marbre face à de tels propos... j’oscillais et oscille encore entre colère, pitié et admiration face à un tel comportement. Je ne sais plus ce que j’ai réussi à bredouiller sur le moment, mais c’est le cœur serré et rempli de sentiments contradictoires et de questions sans réponses que je suis repartie de la communauté cet après-midi... Ce qui est sûr, c’est qu’on n’apprend pas à gérer ce genre de situations dans les manuels de recherche qualitative de terrain... Quelque part, cela montre aussi la force des représentations autour des “gringos” » (Santa Cruz, septembre 2013).

Il serait toutefois illusoire de poser le chercheur comme sujet autonome, doté d’une marge d’action illimitée sur les structures et conditions du déroulement de la relation sociale de recherche, du fait que la *performance* n’est pas dictée à l’avance et laisse donc une place importante au hasard et à l’improvisation. D’abord, le chercheur lui-même, en tant qu’acteur et/ou metteur en scène, improvise. L’extrait de carnet de terrain ci-dessous illustre un de ces moments de hasard et improvisation forcée (extrait de carnet 4).

#### **Extrait de carnet de terrain n° 4**

*« Ce matin, nous nous dirigeons avec Christian vers la maison de Don Martial, un participant aux ARA de la communauté Filadelfia, dans le but de converser à nouveau avec lui et qu’il nous indique la date de la prochaine minga de l’association de producteurs. En arrivant devant la maison, nous avons appelé, et sa femme, doña Rosa est arrivée, nous disant qu’il n’était pas encore rentré pour l’almuerzo, mais que nous pouvions rester l’attendre avec elle. Or, elle n’était pas seule, mais en présence de deux représentantes évangéliques, qui lui faisaient la “lecture” de la Bible. C’est-à-dire qu’elles lui expliquaient comme à un enfant, pourquoi Jésus était incroyablement génial et pardonnait tous les péchés, et racontaient les aventures de Jésus à la manière de la dernière novela à la mode, sous le regard fasciné de doña Rosa. On a attendu 15 minutes qu’elles terminent avant de pouvoir parler avec Doña Rosa. Moi j’étais quelque peu abasourdie et même un peu fascinée par cette propagande, si ouverte et même un peu insultante. Et je sentais Christian, à mes côtés, qui faisait de son mieux pour se contenir. Mais, à la fin, il n’a pas pu s’empêcher, il a refusé de saluer les évangélistes qui partaient. Celles-ci se sont un peu offusquées et lui ont demandé s’il n’était pas croyant et il a répondu que non, expliqué qu’il n’était ni pratiquant ni croyant. Alors elles sont parties, non sans sous-entendre à doña Rosa que nous n’étions pas fréquentables. Là j’ai pensé que c’était fichu et que nous étions grillés dans la communauté. Mais doña Rosa ne nous en a pas tenu rigueur et a même demandé plus de précisions à Christian après leur départ. Elle nous a aussi expliqué que si elle faisait entrer ces dames dans sa maison c’était parce qu’elle se sentait un peu seule maintenant que les enfants étaient à l’école en ville et trouvait agréable d’avoir quelqu’un avec qui discuter. Mais qu’en réalité elle ne croyait pas tout ce que ces dames disaient, qu’elle les laissait parler et faisait même parfois semblant de les écouter. De quoi nuancer l’impression qu’elle nous avait donnée d’une écoute passive et naïve de la lecture qui lui était faite. Ce fut donc une rencontre imprévue, mais très informative et intéressante.*

*Je ne m’attendais pas à voir des évangélistes dans cette communauté pourtant assez reculée. Décidément, le coca-cola et les évangélistes sont les deux choses qu’on retrouve partout ici. C’était également imprévu, car j’avais, à mon arrivée, recommandé à Christian que nous ne fassions pas part de nos convictions religieuses aux gens, pensant ainsi éviter de le mettre lui et*

*nos intervenants mal à l'aise étant donné que l'athéisme est quand même relativement mal vu ici. Mais finalement, l'expression de ses croyances a ici permis d'accéder à un aveu que doña Rosa n'aurait pas fait à un chrétien pieux. » (Santa Cruz, octobre 2013)*

L'improvisation et le hasard peuvent se révéler être des éléments positifs et déboucher sur une *performance* nouvelle, qui ne se serait sans doute pas déroulée sinon. Dans la situation décrite ci-dessus, la discussion qui est survenue a pris une tournure très décontractée et nous a permis de recueillir des informations nouvelles ainsi que de construire une relation particulière avec cette femme, ne serait-ce que le temps de la *performance*. Le hasard de notre arrivée au moment de la visite des évangélistes et l'improvisation « désobéissante » de mon assistant de recherche n'étaient pas prévisibles. Hasard et improvisation se déroulent en situation et ne peuvent pas être anticipés. Un cadre trop rigide pourrait même contraindre la sérendipité. S'il nous paraît nécessaire que le chercheur se prépare avant de se rendre sur le terrain, et qu'il établisse certaines règles, nous estimons qu'il est essentiel de garder une part d'imprévu, d'inconnu et de liberté, fondamentale au déploiement de l'improvisation. Je suis ravie que mon assistant se soit, dans ce cas, senti assez libre et en confiance pour improviser. Ce fut également le cas de notre interlocutrice qui répondit à la confiance par la confiance et nous gratifia d'un précieux aveu. Le chercheur, l'assistant de recherche et le participant doivent pouvoir se sentir libre de s'écarter du scénario ou de la mise en scène anticipés. Cette improvisation permet alors de recevoir en retour des éléments imprévus et parfois surprenants, ou simplement ouvrir sur de nouvelles questions.

Mais le hasard, par définition incontrôlable, interfère également de manière « négative » dans le déroulement de la *performance*. Par exemple, des ennuis de santé me contraignirent à plusieurs reprises à amender le *design* de recherche tel qu'il était prévu. Bien que ces problèmes m'aient permis de découvrir le système de santé bolivien, je ne parviens pas à considérer les multiples infections bactériennes et autres indigestions comme ayant eu un impact positif sur le déroulement de la *performance* de recherche. À ceci près que je fus contrainte à deux reprises d'envoyer mon assistant effectuer seul des entretiens auprès des acteurs. Il me rapporta avoir été reçu de manière très dissemblable par l'ensemble des acteurs que lorsque nous nous présentions en même temps. Ceci permit de stimuler ma réflexion et d'être sensible à la façon dont ma présence et celle des assistants pouvaient être perçues.

Enfin, si le chercheur improvise, il s'agit également de concevoir que les participants et partenaires peuvent également improviser. À nouveau, l'improvisation (qui peut, on le rappelle, déboucher sur des éléments nouveaux, méconnus, voire surprenants) réclame de laisser aux participants la liberté nécessaire pour s'éloigner du cadre de l'entretien. Il s'agit là souvent d'une question d'attitude du chercheur qui doit faire comprendre au participant qu'il a non seulement le droit de (ne pas) s'exprimer librement, mais également de faire des suggestions et de s'écarter de sa partition et de son rôle. Ainsi, des participants nous ont parfois spontanément proposé de les accompagner dans leurs champs ou de les rejoindre à une fête ou à un quelconque événement, ou encore de partager un moyen de transport. Le chercheur peut être dérouté par ces changements de plans et, s'il est parfois contraint de refuser, il est capital qu'il puisse de temps à autre accepter. Il en va de même pour les assistants de recherche. En effet, dans un contexte d'échanges interculturels, les assistants de recherche ont eu un rôle de médiateur culturel. Il était pour nous crucial qu'ils puissent se sentir libres d'agir et réagir, de proposer des manières de faire



différentes. Cette fois, ce furent les assistants qui parurent tous deux quelque peu déroutés par cette liberté d'action, au début de notre relation. Ils s'en accommodèrent toutefois bien rapidement et furent capables à de nombreuses reprises d'improvisations qui furent particulièrement bienvenues.

Parallèlement à la conduite des interviews, nous avons également recouru à l'observation participante. Cette dernière permet de collecter in situ et sans médiation (à l'exception de celle du langage), des informations sur le contexte politique, l'organisation sociale et la gestion/conservation des ressources naturelles. À ce moment-là, le chercheur n'est plus en posture de metteur en scène, mais en position de spectateur, observant la *performance* qui lui est proposée, au cours de laquelle il peut toutefois être interpellé et amené à participer.

### ***3.4.8 Le chercheur comme spectateur : observation participante***

Par la participation à des réunions organisées par la fondation *Natura Bolivia* dans le cadre des initiatives de PSE et des visites — zones d'action des ARA, administrations municipales, coopératives de services —, ainsi qu'à des rencontres et des événements communautaires (illustrations 3 et 4), il a été possible de collecter des données fines concernant les projets de PSE en tant que tels, mais aussi relatives aux modes d'action/stratégies des différents acteurs et aux éventuels résistances et conflits existants. Ceci a également permis de repérer des variations du discours des participants en fonction de leur interlocuteur et de l'arène au sein de laquelle ces derniers se trouvaient. Lors de ces réunions, nous avons été attentifs aux interactions (non) verbales entre les différents acteurs, ainsi qu'à leur langage corporel et leurs attitudes comportementales volontaires ou non.

#### **Illustration 3 Participation à une réunion prestataires-bénéficiaires ARA à Comarapa**



Auteur : Katia Garrido/Natura Bolivia, 2012 (reproduit avec la permission de l'auteur)

**Illustration 4 Participation à une réunion de la centrale des coopératives d'eau d'El Torno**



Auteur : F. Bétrisey, 2012

Il serait illusoire de considérer le chercheur comme un spectateur quelconque ou d'imaginer que sa présence passe inaperçue. La *performance* est en effet aussi fonction du public et des spectateurs et se déroule différemment en fonction des acteurs en présence. Le chercheur serait alors un « spect-acteur », à l'image des spectateurs de fiction interactive, à savoir un « acteur dans l'acte spectatorial » (Gauthier, 2008 : s.p.) mettant ainsi en valeur le caractère participatif, mais aussi créateur du sujet chercheur-spectateur-participant. Le fait qu'il puisse intervenir et modifier le cours de l'action n'implique toutefois pas que le chercheur soit dans une position de non-passivité totale. Il combine des moments de création-action et d'autres de passivité. Il est « multitâche » (ibid.). Enfin, son activité de création intermittente ne l'empêche pas d'être également capable de « se laisser nourrir symboliquement, de se laisser décontenancer » (ibid.). À nouveau, il s'agit d'assumer la co-construction de la *performance*, y compris lorsque le chercheur joue le rôle de spectateur, plutôt que de vouloir la nier. Le chercheur se sent alors libre d'intervenir, de poser des questions, d'agir dans la mesure du possible comme les autres parties prenantes. Nous devons toutefois admettre que la manière dont nous avons conduit notre « observation participante » s'est le plus souvent rapprochée d'une observation passive que d'une participation active. Nous ne sommes que très peu intervenus, mais avons été en éveil et à l'affût de toutes les formes d'expressions (verbales, gestuelles, etc.) que nous pouvions observer.

#### **3.4.9 Le chercheur comme lecteur : analyse documentaire**

Comme dans le cas de l'observation participante, l'analyse documentaire consiste en la déconstruction, par le chercheur, d'un récit qui ne lui est pas (directement) destiné. Nous avons analysé des documents produits par la FNB<sup>25</sup> (documents de promotion [brochures, encarts, mais aussi vidéos et courts métrages]), des articles publiés dans des journaux locaux par la FNB ou des journalistes locaux, des entretiens publiés dans divers médias et des publications sur le site web et la page Facebook de la FNB.

Les médias sociaux de type Facebook ont ceci d'intéressant qu'une publication génère des commentaires des lecteurs, sous forme, ou non, de controverses. Le chercheur est alors dans un

---

<sup>25</sup> Notamment collectés à la FNB et mis à notre disposition.

rôle similaire à celui du « spect-acteur » de l'observation participante, et aurait la possibilité d'interagir et d'influer sur la production de contenu. Nous nous sommes toutefois abstenue de faire des commentaires lors de nos recherches, même s'il nous est arrivé de « liker » certaines publications de la FNB sur Facebook.

### **3.4.10 Écriture et performance**

Si l'écriture scientifique peut être considérée comme une *performance*, c'est avant tout parce qu'elle procède d'un travail de montage, de découpage-collage, ne respectant que rarement le déroulement chronologique de la recherche. Ceci est d'autant plus vrai dans la présente thèse, qui, en raison de sa structure par articles, est une reconstruction non chronologique de la pensée et du cheminement de la recherche. Ces procédés de réédification et de « montage » impliquent donc à nouveau des choix du chercheur qui optera pour la structure la plus susceptible de rendre compte du message voulu, de façon qu'il juge cohérente. Il peut aussi être amené à raccourcir certaines « longueurs », à varier le matériel (iconographie, extraits d'entretien) afin de rendre l'ensemble plus ordonné, voire attractif, sur la base des attentes qu'il anticipe de la part de ses lecteurs. Ainsi, du fait de sa structure par articles, notre thèse n'a pas pour objectif une reconstitution exhaustive de notre recherche, mais de montrer en quoi ses différents moments s'agencent au gré d'un questionnement plus « méta » sur les justifications et implications sociopolitiques d'initiatives de PSE dans un pays du Sud.

Dans ce chapitre, nous avons exposé comment le chercheur était amené à composer avec la conjoncture, ainsi qu'avec les structures de pouvoir et normes sociales sur son terrain d'étude. Le sujet-chercheur construit cependant aussi son identité de chercheur en fonction des normes et des relations de pouvoir qui structurent le monde académique. Ces éléments sont particulièrement visibles au cours du processus d'écriture et de communication/diffusion de la recherche. Le chercheur peut choisir de s'y conformer, ce que nous avons fait ici, en respectant les codes de l'écriture scientifique « classique »<sup>26</sup>, mais aussi en nous soumettant à la norme récente de la thèse par articles, devenus aujourd'hui le format dominant de production et de communication scientifique. En m'y subordonnant, j'ai conscience de contribuer à la légitimation et à la reproduction de ces normes, quand bien même je douterais de leur bien-fondé. Toutefois, tenter de m'y soustraire au cours du doctorat serait revenu à une forme de suicide, non pas social, mais académique, pour reprendre l'expression de Judith Butler. Ne pas respecter la norme reviendrait à être invisibilisée, car considérée comme déviante, comme le suggère Santos (2011) en référence aux modes de connaissance « non scientifiques » et populaires. Enfin, ce processus « d'assimilation » débouche, espérons-le, sur une forme de reconnaissance de l'identité de chercheur, décernée symboliquement sous forme de diplôme.

En acceptant d'être reconnue par l'autorité académique, nous reconnaissons également cette autorité comme légitime et réaffirmons, de fait, notre attachement à la culture scientifique dominante. Si cette vision peut paraître fataliste, nous pensons cependant disposer d'un certain pouvoir, au mieux de transformation et tout au moins de détournement de ces normes. En effet, la

---

<sup>26</sup> D'aucuns reprochent au texte scientifique de se fournir « une vision tronquée et un discours partial, représentatif de la situation de la personne qui cherche, plus que du monde empirique » (Matthey, 2016 : 10), tout en se présentant comme une « représentation fiable de la réalité » (idem).

reconnaissance conférée (nous l'espérons), si elle est synonyme d'assujettissement (en son double sens de création du sujet et de subordination), elle l'est aussi de légitimité. Elle donne ainsi à nos futures actions de résistance ou de transformation un poids d'autant plus important que nous avons été préalablement reconnue selon les codes de reconnaissance dominants et chercherons donc à les faire muter « de l'intérieur ». Nous estimons éclairer ici l'ambivalence et la dynamique de la reconnaissance, montrant comment cette dernière peut alterner des moments de subordination et des moments d'émancipation. Nous illustrons aussi la marge de manœuvre et de résistance, limitée, mais existante, à disposition des acteurs en prise avec la reconnaissance.

Intervient également une exigence éthique, celle de considérer le monde académique à l'aune du principe de symétrie, c'est-à-dire d'appliquer à ce dernier des grilles analytiques et théoriques similaires à celles qu'on déploie sur l'environnement extérieur. Ce faisant, le chercheur contribue à nuancer l'idée d'un « grand partage » plaçant le monde « scientifique » et académique en dehors du questionnement scientifique. Or les normes récentes de publications et d'indexation font l'objet de recherches critiques, telles que celles menées par le collectif (ACME Editorial Collective, 2007), qui les considère comme un nouveau dispositif de gouvernementalité, donnant vie à des catégories d'évaluation reproduisant des structures de pouvoir (ou en créant de nouvelles) sous couvert d'objectivité. D'autres études montrent comment de tels outils tendent à rendre invisible la subjectivité inhérente à tout processus d'évaluation par le biais de dispositifs métriques. Berg, Huijbens & Gutzon Larsen (sous presse) estiment que ces derniers, facilitant la néolibéralisation du monde académique, sont générateurs d'anxiété. Mountz et al. (2015) analysent ces processus au regard de l'accélération des rythmes de production académiques, et examinent des stratégies de résistance fondées sur leur ralentissement.

### 3.5 Conclusion et perspectives

Nous avons, dans cette première partie, exposé et justifié le contexte, le décor, les procédés de *casting* ainsi que les scénarios et les mises en scène ayant donné naissance à notre *performance* de recherche. Nous avons procédé à une analyse auto-ethnographique, impliquant une forme de réflexivité et d'analyse du comportement et des pratiques du chercheur, décrites souvent à la première personne (au « nous » de modestie, mais aussi au « je » quand l'être intime et plus subjectif est impliqué). Il s'agit d'un travail délicat à entreprendre pour le chercheur tant la conscientisation de tels processus n'est pas toujours évidente. Elle peut aussi s'avérer déstabilisante pour la pratique future. En ébranlant mes certitudes et mes repères, elle m'a amenée à mettre en cause la tradition scientifique dont je suis issue, prônant une séparation entre chercheurs et participants, entre science et art, etc. Cependant, nous nous joignons à Richaud (2015) pour affirmer la nécessité de telles démarches, dans la mesure où ce « travail de mise à nu des détails de ses propres comportements et des interactions avec ses interlocuteurs en situation permet d'affiner notre conception même de ce qu'est un "terrain", voire de dés-essentialiser celle-ci » (op.cit. : 34).

Nous avons montré dans le sous-chapitre 2.3, comment les recherches qualitatives non positivistes en sciences sociales (qu'elles soient qualifiées d'interprétatives, critiques, dialogiques ou constructivistes) s'apparentaient à une *performance* sociale, au cours de laquelle chercheurs et participants interagissent selon des codes et structures qu'ils contribuent à reproduire et à

légitimer ou, au contraire, qu'ils concourent à transformer afin de les faire correspondre à des horizons de sens moraux. Nous avons également montré comment les recherches qualitatives tendaient à valoriser les sujets, leurs points de vue, expériences vécues, et leurs propres analyses de leurs réalités. Partant, la recherche qualitative non positiviste ne peut faire autrement que mettre en valeur la subjectivité, de même que les sentiments, émotions, affects et intuitions. Ces derniers passent alors du statut d'obstacles (à nier ou à éliminer) à celui d'outils heuristiques (à utiliser). Paradoxalement le « retour du subjectif autoris[e] ainsi une dé-idéologisation » (Matthey, 2016 : 14) de la production scientifique en la « dénaturalisant » (idem).

#### **4. SYNTHÈSE**

Nous terminons ici le travail d'explicitation des cadres théorique, épistémologique, morphologique et technique de notre recherche. Nous avons défini notre objet de recherche (à savoir les paiements pour services environnementaux et hydriques) et exposé le traitement dont celui-ci bénéficie dans la littérature. Nous avons également montré la nécessité d'une approche critique des PSE, inspirée de l'institutionnalisme critique et de la notion de « bricolage institutionnel », permettant, d'une part, de considérer la façon dont les PSE font sens localement, en s'adaptant aux normes sociales et systèmes de valeurs locaux et en contribuant potentiellement à leur reproduction ou à leur négociation, et d'autre part, de réfléchir le lien entre les arrangements de PSE et les structures de pouvoir existantes. Ce faisant, nous avons explicité notre volonté d'inscrire notre thèse dans une vision critique de la géographie, capable de rendre compte à la fois des modalités d'oppressions, des plus explicites aux plus implicites, et de l'émergence d'alternatives et de transformations sociales. Cette vision critique impose également, par souci de cohérence, l'explicitation et le traitement réflexif et critique de notre propre *performance* de recherche, de sa conception à son déroulement et à son traitement textuel, auxquels nous avons procédé en conclusion de cette première partie.

Dans la deuxième partie de notre thèse, nous présenterons l'objet de notre étude de terrain, à savoir les Accords Réciproques pour l'Eau (ARA) en Bolivie orientale, ainsi que le contexte institutionnel local, régional et national de son émergence et de son déroulement. Nous procéderons à l'interprétation de la *performance* sociale que constituent les ARA en tant qu'adaptation locale du principe de PSE, ayant préalablement explicité les différents cadres analytiques mobilisés à ce titre, à savoir les référentiels de la socioéconomie polanyienne (chapitre 6), de la sociologie pragmatique (chapitre 7) et des théories de la reconnaissance en philosophie politique (chapitre 8 et 9). Nous commencerons donc par présenter le contexte dans lequel se déroule la *performance* des ARA ainsi que les différents acteurs amenés à y jouer divers rôles (chapitre 5).

## PARTIE II

*Les Accords Réciproques pour l'Eau* en tant qu'arrangements  
institutionnels

---



## 5. CONTEXTE D'EMERGENCE DES PSE EN AMERIQUE LATINE ET DES ARA EN BOLIVIE

L'initiative REDD+ (*Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation*) est vue comme une expérimentation de PSE à large échelle (Corbera, 2012) et comme la proposition issue des négociations internationales sur le changement climatique « la plus prometteuse » (Hall, 2012 : xiii). Cette initiative a été incluse en 2007 dans la *Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique* (CCNUCC) et son règlement a été discuté pour la première fois lors de la *Commission des parties* (COP) de la conférence internationale de Cancún (2010), puis régulièrement lors de chaque COP annuelle. REDD+ se concentre sur un seul service environnemental fourni par l'écosystème forestier, soit la séquestration du carbone, et estime la valeur de la forêt en fonction de celle des tonnes de carbone qu'elle séquestre. Le prix de cette séquestration est déterminé par des mécanismes de marché, en l'intégrant, par exemple, aux marchés dits carbone sous forme de crédits échangeables (Hiraldo & Tanner, 2011). Les activités entreprises entrant dans la phase de préparation à REDD (« *REDD Readiness* ») ont essentiellement été financées par des fonds gouvernementaux.

Les PSE ont été diffusés à l'échelle du continent latino-américain entre autres par REDD+ (Hall, 2012), en particulier dans le bassin amazonien. Hall (2012) estime que le continent latino-américain dans son ensemble « ouvre la marche dans l'expansion de la zone de couverture de REDD » (op.cit : 71, trad. pers.) à l'échelle globale. REDD+ a toutefois bénéficié d'un traitement différencié au sein des différents pays du continent comme l'illustre la figure VI, montrant l'état de l'avancée des projets de REDD+ sur le continent latino-américain en 2012.

**Figure VI Projets REDD+ sur le continent latino-américain en 2012**



Source : données : Hall (2012) ; fond de carte : Daniel Dalet/d-maps.com ; cartographie : F. Bétrisey, 2015



En 2012, les projets REDD les plus avancés étaient ceux du Mexique, du Costa Rica et du Brésil. Cela est notamment dû au fait que le Costa Rica et le Mexique disposaient déjà de programmes nationaux de conservation de la forêt, basés sur le principe de PSE, et qu'il leur a donc été possible de les incorporer à REDD+ (Hall, 2012).

Ces programmes nationaux concernent toutefois différents services, tels que la biodiversité, le stockage du carbone dans la végétation ou encore les services hydriques de régulation du débit des rivières et de la qualité de l'eau. Entre-temps, le Nicaragua a développé un programme national faisant explicitement référence au récit marchand des PSE. Van Hecken, Bastiaensen & Huybrechs (2015) et Shapiro-Garza (2013b) ont cependant montré comment, au Nicaragua et au Mexique, ces politiques étaient mises en œuvre en vue de se conformer au discours dominant à l'échelle mondiale — en particulier chez les bailleurs de fonds et les organismes internationaux —, à savoir le « grand récit » de la gestion de la nature par le marché, décrit précédemment. Cette mise en conformité relèverait selon eux plus d'une stratégie d'obtention de nouveaux moyens pour financer la conservation des ressources naturelles, que d'un « véritable engagement envers les politiques néolibérales de conservation selon lesquelles la nature est marchandisée et monétarisée alors que le rôle de l'État ou de la communauté est nié » (Van Hecken, Bastiaensen et Huybrechs, 2015 : 60, trad. pers.).

Dans ce contexte, la Bolivie fait figure de cas particulier. Tout d'abord, c'est en Bolivie qu'a été mise en place la première initiative PSE en Amérique latine. Il s'agissait, en 1996, du projet de séquestration de carbone *NOEL KEMPPF* sous l'égide du *Mécanisme de Développement Propre* des Nations Unies. La Bolivie a également bénéficié, en 1987, d'un allègement de sa dette — 100 000 dollars rachetés par l'ONG *Conservation International* (Resor, 1997) — en échange de la mise en place d'une réserve de haute protection dans la région amazonienne du département de Béni (Robertson & Wunder, 2005 : 11). Elle a ainsi été le premier pays à bénéficier d'un programme dit d'« échange dette-nature », initié par le WWF (Resor 1997). Ces programmes sont considérés comme les prémices du principe de PSE. Enfin, au début des années 2000, la Bolivie a fait partie des 9 pays choisis par le programme UN-REDD pour y développer, dès 2007, des projets pilotes de REDD+ avant leur phase d'implémentation prévue en 2020 (Hall, 2012). Un *Plan d'Activités Préparatoires à REDD+* a alors été développé et approuvé, en 2008, par les autorités boliviennes (Andersen et al., 2012). Diverses institutions ont été créées pour gérer les futurs projets REDD+ ainsi que les fonds fournis par des donateurs étrangers — pour un montant global de 4,5 millions de dollars (UN-REDD, 2009). Toutefois, lors de la *Conférence Populaire Mondiale sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre-Mère* — organisée en avril 2010 à Cochabamba, peu avant la conférence de l'UNFCCC à Cancún — le Président bolivien Evo Morales a annoncé le gel des projets REDD+ sur l'ensemble du territoire national. Selon Poupeau (2013), c'est à cette occasion qu'« Evo Morales délaisse la thématique “globalisée” du “développement durable” pour une rhétorique de la “rupture” exigée par la protection de la Terre-Mère » (op.cit. : 112). La Bolivie s'est alors convertie en chef de file de l'opposition à REDD+ et au principe de PSE en raison de leur caractère « marchand », ainsi que de leur non-prise en compte d'une responsabilité historique des pays industrialisés concernant le changement climatique au travers d'un mécanisme (REDD+) indifférencié (Orellana & Pacheco, 2012).

Parallèlement, le gouvernement Morales a approuvé en 2010 la loi 071 sur les droits de la Terre-Mère, puis la loi-cadre n° 300 sur la Terre-Mère et le développement intégré pour le *Vivir Bien*<sup>1</sup>, en remplacement de la loi environnementale 1333. La première loi, en conférant des droits à la nature et intégrant la vision selon laquelle tous les êtres organiques (*seres organicos*) sont égaux et disposent d'une série de droits, veut s'éloigner d'une vision anthropocentrée de la nature. La seconde formalise le concept de *Vivir bien* et celui de *développement intégré*, les transformant en principes légaux et réaffirmant les droits de la Terre-Mère. Elle affirme également la complémentarité et compatibilité entre les différents droits établis. En tant que loi-cadre, elle a pour but de définir « le cadre institutionnel pour initier et opérationnaliser le développement intégral en harmonie et équilibre avec la Terre-Mère » (Ministerio de Medio Ambiente y Agua, 2012 : 5, trad. pers.). Elle affirme également une série de principes directeurs pour guider l'action dans le domaine environnemental, comme le *principe de précaution*, la *responsabilité historique* des sociétés industrialisées, la *priorité de la prévention*, la *participation*, la *justice sociale* et *climatique*, etc. (Ministerio de Medio Ambiente y Agua, 2012). Ceci fait suite à la contestation portée par le gouvernement bolivien, dès 2009, dans l'arène politique des négociations internationales sur le changement climatique. Toujours d'actualité, cette contestation se fonde sur un référentiel de justice environnementale distributive, qui met en particulier l'accent sur la notion de « dette écologique et climatique » des pays développés envers les pays en développement (Pacheco, 2012 : s.p.). En analysant la proposition bolivienne lors de la récente conférence internationale sur le climat COP 21 à Paris et le discours médiatique de différents membres du gouvernement d'Evo Morales, notre article « *La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale* » (section 11.3) décrypte les notions de justices sous-jacentes à l'opposition du gouvernement bolivien à REDD+ (Bétrisey & Mager, 2016).

Enfin, cette loi formalise le nouveau mécanisme de mitigation au changement climatique (*Mecanismo Cojunto de Mitigacion y Adaptacion para el Manejo Integral y Sustentable de los Bosques*). Proposé par la Bolivie dans le cadre des négociations internationales de l'UNFCCC, il est considéré comme une alternative à REDD+<sup>2</sup>. Ce mécanisme est défini comme « un processus de non-marchandisation de la forêt, basé sur la vie durable de la forêt » (Pacheco, 2012, s.p., trad. pers.). Dans ce mécanisme, la séquestration du carbone ne représente plus le principal service environnemental rendu par la forêt, et les transactions monétaires qui lui sont relatives sont centralisatrices et redistributives, et non gérées par le marché. Ainsi, comme le démontrent Gruenberger & Zambrana (2010), les outils privilégiés pour atteindre ces objectifs de protection et de précaution restent de *command and control*. L'élaboration de normes, de règles et de sanctions, attribuant un rôle fort à l'État, occulte par ailleurs la faiblesse de sa capacité à les faire appliquer (Gruenberger & Zambrana, 2010).

Hall (2012) estime que la position normative des autorités nationales boliviennes renforce les tensions existantes entre le gouvernement central et les départements orientaux. Etant donné que l'initiative REDD+ se concentre uniquement sur le stockage de carbone dans les écosystèmes forestiers, les régions orientales — qui comptent le plus d'écosystèmes forestiers — seront les plus

---

<sup>1</sup> Loi acceptée par l'Assemblée législative en octobre 2012.

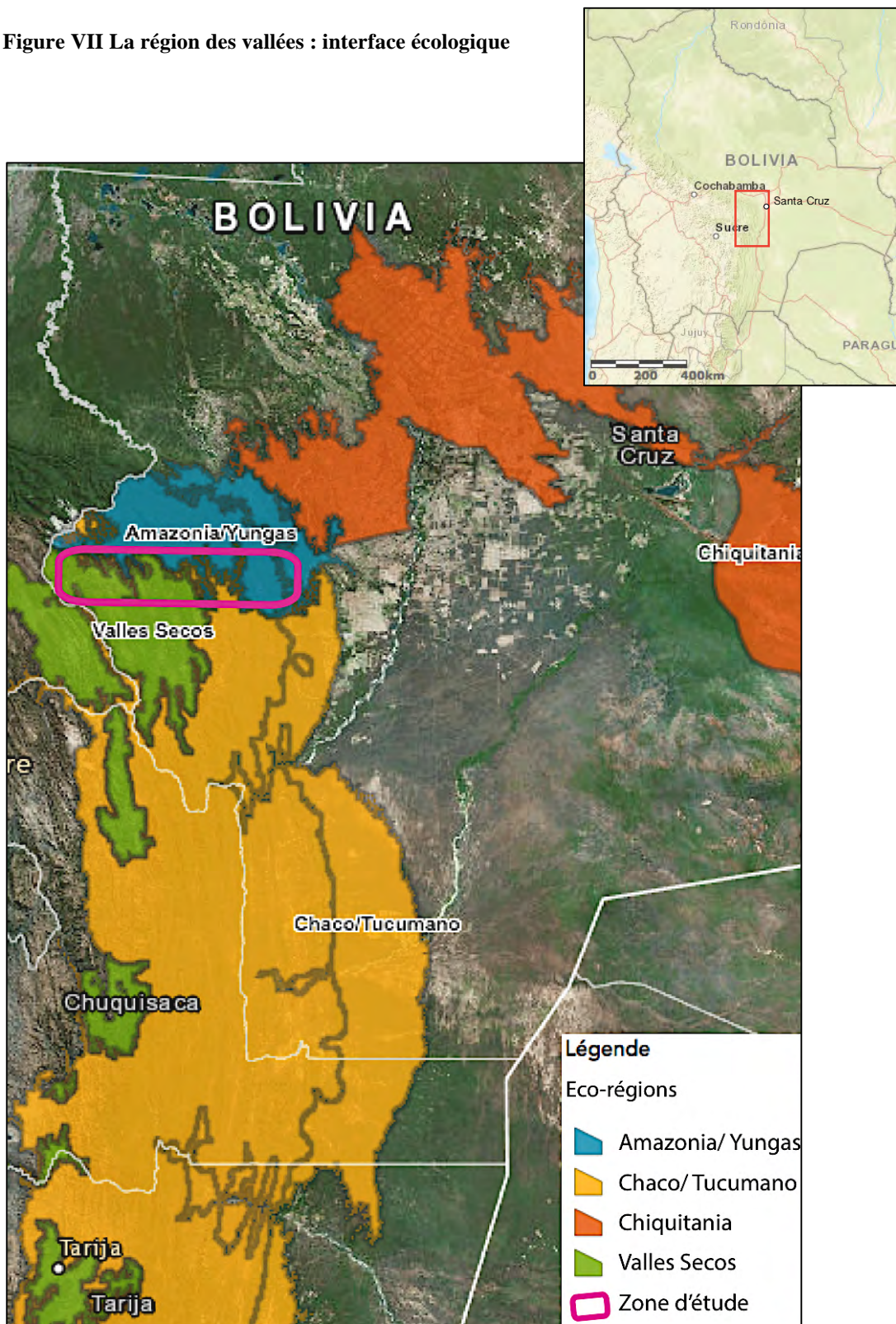
<sup>2</sup> L'intégration de ce processus au sein des accords de Durban ainsi que sa définition par le gouvernement bolivien sont décrites dans notre article « *La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale* » (section 11.3) (Bétrisey & Mager, 2016).

concernées, tandis que les décisions relatives à l'acceptation/contestation du mécanisme en question sont prises par le gouvernement central. Par conséquent, « l'Altiplano bolivien au sud-ouest se voit exclu de REDD, dû à l'absence de forêt et donc à l'absence de déforestation (...), les zones avec le plus de probabilité de participer à REDD sont les terres basses du département de La Paz, le département de Pando au nord, le département de Tarija au sud et la partie du département de Santa Cruz localisée à l'extrême est » (Andersen et al., 2012 : 15-16, trad. pers.). Ainsi, ces territoires capteraient la majorité des ressources économiques par rapport à la population et aux coûts d'opportunité (Andersen et al., 2012). Or, c'est au sein du département oriental de Santa Cruz, que s'est développé le schéma de PSE que nous avons étudié, plus précisément, dans la région dite « des vallées crucéniennes », une région du piémont andin, à cheval entre les départements de Santa Cruz et de Cochabamba.

### **5.1 Contexte d'émergence des « Accords Réciproques pour l'Eau » : la région des vallées crucéniennes**

Il s'agit d'une région très particulière (figure VII), à l'interface des zones tropicales à l'est (historiquement de peuplement indigène guarani), désertiques du sud (région du chaco) et de l'altiplano à l'ouest (historiquement de peuplement indigène quechua et aymara). Interface écologique, la région des vallées a également été une des zones de passage et de métissage de populations appartenant à différents groupes ethniques. Différentes populations s'y sont succédées et y ont parfois coexisté depuis l'époque pré-inca (Meyers, et al., 2015).

Figure VII La région des vallées : interface écologique



Source : *Natura Bolivia*, 2016<sup>3</sup>

La région connaît encore aujourd'hui un important flux de migration. L'un de nos interlocuteurs a fait référence à cette région comme à « une piste de décollage et d'atterrissage » (anonyme, El Torno, septembre 2013). En effet, dès les années 1980, la déprise des activités minières dans

<sup>3</sup> Consultée le 14.08.2016, à l'adresse : <http://www.naturabolivia.org/es/la-fundacion/donde-trabajamos/>



l'Altiplano conjuguée à la demande de main-d'œuvre dans le secteur de l'exploitation des hydrocarbures dans l'Orient bolivien ont engendré une « marche vers l'Est ». Ce processus a en outre été encouragé par les gouvernements boliviens successifs, comme une manière de réallouer la main-d'œuvre inoccupée du secteur minier. De nombreux habitants de l'Altiplano ont alors migré de l'Altiplano (de la région de Sucre et Cochabamba) vers les basses terres tropicales, empruntant la route des vallées. Certains parmi eux se sont établis en chemin et ont développé de petites exploitations agricoles dans les villages et les communautés de la région. Bien que l'hymne de la municipalité d'El Torno se termine par cette strophe : « Nous sommes des enfants de toute la Bolivie, qui sont venus, en quête de fraternité, jusqu'à cette terre fertile et brave, où règne la sainte unité » (Zürcher, 2007 : 114, trad. pers.), ces déplacements sont contestés par les *lugareños* (c.-à-d. autochtones/locaux) et le vivre-ensemble s'avère difficile au sein des villages-centres et des communautés visitées.

Cette migration est soutenue par un imaginaire collectif qui considère la région comme un paradis vert, particulièrement fertile (illustration 5). Alors que « l'aspect dense et impénétrable d'une végétation luxuriante, ajouté à l'encaissement du relief » (Roux 2007 : 123) de l'Orient bolivien a créé l'idée d'un « monde ténébreux et angoissant pour les gens venus d'en haut » (ibid.), engendrant, du temps des incas puis des colons espagnols, une « fascination doublée de répulsion » (op.cit. : 124) pour la région orientale, c'est aujourd'hui l'image de la « marmite de la Bolivie » (Lora Gumiel, 2015 : s.p., trad. pers.) qui est partagée, constituant une « incitation à s'y établir » (El Deber, 2014 : 2, trad. pers.). Ces représentations se retrouvent chez les migrants que nous avons interviewés, lesquels se sont référés à une terre fertile, capable de produire plusieurs récoltes par année et très verte.

**Illustration 5 « Paradis vert » de la communauté de Santa Rosa de Lima, Pampagrande**



Auteur : F. Bétrisey, 2012

Cet imaginaire imprègne également les représentations des *lugareños*. En effet, le slogan de Comarapa est le « paradis perdu » (Lora Gumiel, 2015 : s.p., trad. pers.), en écho au jardin d'Eden. Ortiz (2012) pousse plus loin l'analogie végétale et voit Comarapa comme « un bouton de rose » (op.cit. : s.p., trad. pers.). Quant au village de Mairana, il dispose « d'étendues vertes et fleuries qui rendent le visiteur amoureux » (El Deber, 2014 : 2, trad. pers.) et assurent des revenus

importants aux producteurs. Tant et si bien qu'au sein de la municipalité « la seule chose qui ne se cultive pas est ce que l'on ne sème pas » (Heredia Garcia, 2014 : 7, trad. pers.). La richesse naturelle (végétale, animale et minérale) et le sentiment d'abondance sont incarnés sur l'écusson de la municipalité d'El Torno (illustration 6), par les représentations de divers animaux et plantes de la région ainsi que du fleuve Piraí dont le sable et les minéraux transportés alimentent une micro-industrie locale (Zürcher 2007).

**Illustration 6** L'écusson d'El Torno



Le nom du fleuve *Piraí*, qui traverse la région des vallées (illustration 7), signifie « fleuve de poissons » en Guarani et a inspiré des chants et poèmes régionaux (Zürcher, 2007). Le *Rio Surutú*, qui traverse le parc national Amboro signifie quant à lui « eau en abondance » en chiquitano.

**Illustration 7** Le limoneux fleuve Piraí à El Torno



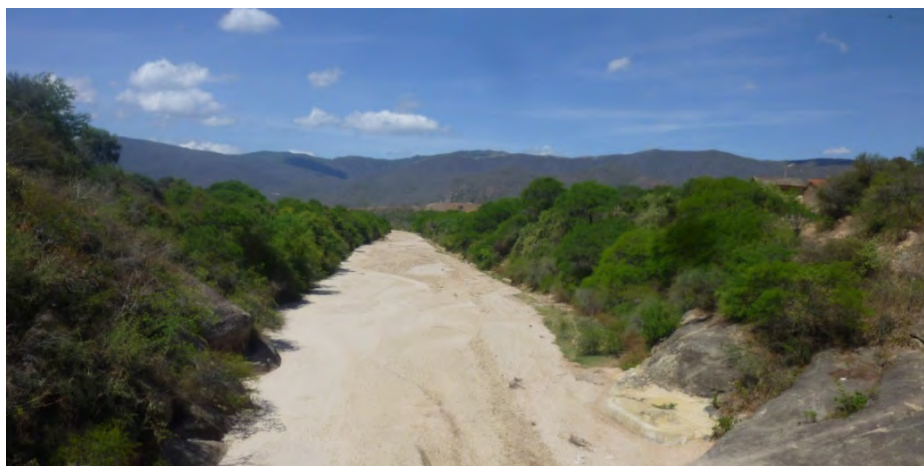
Auteur : F. Bétrisey, 2012

---

<sup>4</sup>[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:ESCUDO\\_DEL\\_MUNICIPIO\\_DE\\_EL\\_TORNO.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:ESCUDO_DEL_MUNICIPIO_DE_EL_TORNO.jpg) (Consulté le 28.02.2016)

Cette région « paradisiaque » est néanmoins vulnérable aux inondations et glissements de terrain récurrents durant la saison des pluies et lors de phénomènes El Niño (Nathan, 2012). En janvier 2007, par exemple, le fleuve Pirai est sorti de son lit et a inondé des zones cultivées et d'habitat dans la région d'El Torno, causant d'importants dégâts aux habitations, cultures, mais aussi aux infrastructures, en particulier routières. Ces événements ont marqué la population vivant en bordure du fleuve et dans les fonds de vallée, mais aussi les communautés en amont. Les crues et les fortes pluies rendent les pistes inutilisables et la traversée des fleuves impraticables, ce qui renforce leur isolement. Ces épisodes tendent à être entrecoupés de périodes intenses de sécheresse liées à des retards dans la saison des pluies, comme lors de notre séjour en novembre 2012 (illustration 8).

**Illustration 8 Assèchement du Rio Los Negros, Pampagrande**



Auteur : F. Bétrisey, 2012

La vulnérabilité biophysique aux inondations et aux sécheresses serait renforcée par une déforestation croissante depuis les années 1990, qualifiée d'exponentielle à l'échelle du département par Pacheco & Mertens (2004), car elle réduit l'effet stabilisateur du sol de la forêt (Zürcher, 2007). Cette déforestation est liée aux cultures sur brûlis, à la collecte de bois de chauffe, mais aussi à la nécessité pour les habitants d'affirmer par ce geste la possession de leurs terres (illustration 9).

En effet, les droits fonciers sont restés longtemps informels et la pression sur les terres forestières s'est accrue avec l'arrivée de migrants désireux de les cultiver : « Les leaders des mouvements des paysans sans-terre ont promis aux nouveaux colons qu'ils leur accorderaient la propriété sur des terres forestières à défricher dans le futur proche » (Robertson & Wunder, 2005 : 40, trad. pers.). Asquith et al. (2008) estiment toutefois que les migrants « récents » et les migrants plus anciens ont des pratiques de déforestations différentes : « Les propriétaires actuels tendent à déforester des terres (...) aussi près que possible des communautés existantes, et par conséquent loin des zones de "cloud forest" qui bordent le parc national Amboro. Au contraire, les nouveaux colons défrichent la forêt mature située plus loin des communautés et plus proche du parc, là où les revendications foncières sont moins nombreuses » (op.cit. : 676, trad. pers.).

**Illustration 9 « Chaqueos » en bordure du parc national Amboro, en amont de la communauté de Santa Rosa, Pampagrande**



Auteur : F. Bétrisey, 2012

Au sein du département de Santa Cruz, le taux de déforestation a augmenté depuis le passage à l'ère Morales (Redo, Millington & Hindery, 2011), en raison de la réforme agraire obligeant les propriétaires à prouver l'utilisation effective de leur terre. Ceci les aurait incités à défricher leurs terres encore recouvertes de forêts pour prétendre à des jachères temporaires et prouver leur utilisation. L'utilisation active de la terre demeurant la meilleure preuve de propriété face à l'État, les *landclearers* vont parfois « établir la possession de la terre sans aucune documentation la soutenant » (Asquith et al., 2008 : 676, trad. pers.). Ces constats, effectués à l'échelle du département, sont toutefois à nuancer au plan local. En effet, certaines zones du département (dont une partie située sur notre cas d'étude), connaissent un taux de déforestation relativement faible, du moins pour la période 2005-2008, à l'instar de la région de Santa Rosa de Lima (municipalité de Pampagrande) qui connaît un taux de 0,05% (Le Tellier et al., 2009).

Aujourd'hui, nombreux sont les habitants des vallées, indigènes et *campesinos*, qui quittent ce « paradis » et migrent de manière saisonnière ou définitive vers les quartiers (*barrios*) périphériques de la ville de Santa Cruz de la Sierra ainsi qu'à l'étranger (en particulier vers l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, mais aussi vers l'Espagne). Parallèlement, une économie touristique se met en place dans la région des vallées, exploitant le potentiel touristique qu'offre ce « paradis vert » et le parc national Amboro, ainsi que diverses curiosités botaniques (fougères géantes, cactus endémiques, lagunes) et archéologiques (des ruines ont été découvertes en 2014 dans la région de Mairana, parallèlement aux ruines de Samaipata déjà exploitées touristiquement). De plus en plus de citadins de classes moyennes de Santa Cruz disposent de résidences secondaires dans la région des vallées, en particulier dans la région de Samaipata, afin de profiter d'un climat plus frais et agréable qu'en ville lors de la saison chaude. La région commence ainsi à ressentir une augmentation de la pression foncière et avec elle, de la valeur des terres, qu'elles soient destinées à l'agriculture ou à la construction, comme le note le maire de Mairana (Terceros Velasco, 2014).

Alors que certaines régions rurales boliviennes sont relativement homogènes sur le plan socioculturel et ethnique, il est aujourd'hui difficile de considérer la région des vallées autrement



que comme hétérogène. Des groupes aux identités socioculturelles distinctes (paysans, indigènes des hautes et basses terres, citadins-touristes) y coexistent.

C'est au sein de cette région hétérogène qu'a été développé le dispositif de PSE que nous avons étudié, décliné en plusieurs initiatives municipales. Il s'agit d'initiatives appelées « Accords Réciproques pour l'Eau » (*Acuerdos Recíprocos por Agua*, ARA), développées à l'initiative d'une ONG locale, la Fondation *Natura Bolivia*.

Nous allons poursuivre par la présentation de cette initiative, son émergence, son fonctionnement et les différents acteurs impliqués. Nous expliciterons ensuite le contexte institutionnel et de gouvernance locale, en mutation, dans lequel se sont développés ces ARA, illustrant la situation de marginalisation de certains groupes d'acteurs — au demeurant participants aux ARA. Ce contexte local est un élément clé de la compréhension de notre PSE, partant de l'hypothèse qu'il s'agit d'une forme d'arrangement socioéconomique complexe et encastré. Notre article « *Small Farmers in Florida Province, Bolivia: Reciprocity in Practice* » (section 11.1) revient sur la situation dans laquelle s'insèrent les ARA (Bétrisey & Mager, 2014).

## **5.2 Les ARA : genèse et fonctionnement**

Ce PSE a été initié par la Fondation *Natura Bolivia* (FNB), de droit privé, active depuis 2000 dans le domaine de la conservation de la forêt au sein du département de Santa Cruz en Bolivie orientale. Selon son directeur scientifique, la FNB est née à un moment où le champ de la conservation de la nature est « à la recherche de nouvelles réponses, qui soient plus efficaces et plus justes » (H. Azurduy, FNB, octobre 2012) (Bétrisey & Mager, 2015, section 11.2). La FNB va alors développer un projet de PSE qu'elle considérait comme un processus écrivant « une nouvelle histoire pour la gestion des aires protégées » (Fundación Natura Bolivia, 2014 : s.p., trad. pers.). Ce projet s'éloigne des instruments de conservation juridiques et étatiques de type *command and control*, mais également des projets de nombreuses ONG actives en Bolivie, en proposant à travers l'institutionnalisation des *fondos de agua*, un financement « durable et local à 80 % » (H. Azurduy, communication personnelle, octobre 2013). La mise en place de ce PSH se base en premier lieu sur l'hypothèse d'une amélioration de la qualité (réduction de la charge en sédiments et épuration) et de la quantité de l'eau disponible pour les acteurs en aval de bassins versants locaux, cette dernière étant reconnue comme problématique durant la saison sèche (Asquith et al., 2008). Cependant, cette relation n'a jusqu'à ce jour pas été démontrée (Le Tellier, 2009). Par la même action de conservation de la forêt, la FNB entend fournir d'autres services comme la préservation de zones d'habitat pour la faune locale, la conservation de la biodiversité ou encore le stockage de carbone. Contrairement aux services hydriques, ces services n'ont à ce jour pas fait l'objet de transactions directes entre prestataires et bénéficiaires.

La FNB et les ARA disposent d'une certaine renommée et couverture dans les médias régionaux (télévisuels, radiophoniques et de presse écrite). Parmi les articles publiés en 2015 dans des journaux nationaux et régionaux faisant état des ARA et de la FNB, les ARA ont été référés en tant qu'« incitations à conserver la forêt » (El Deber, 2015), « mécanismes de conservation » (HOYBOLIVIA.COM, 2015b), « accords de conservation de la forêt pour protéger les sources d'eau » (HOYBOLIVIA.COM, 2015a), ou encore « modèle de gestion aidant les communautés à conserver leurs forêts, pour la protection des fonctions environnementales que ces dernières

fournissent » (La Región, 2015), un modèle ayant « généré de la confiance pour concrétiser le dialogue entre les habitants des zones amont et aval d'un bassin versant » (Periódico Digital PIEB, 2015).

La FNB s'est vue à la fois reconnue par des institutions internationales gouvernementales et non gouvernementales, à travers l'obtention de prix internationaux<sup>5</sup> et de financements ponctuels d'institutions gouvernementales, comme les Coopérations européenne, suisse, allemande et états-unienne (Bétrisey & Mager, 2015). La reconnaissance nationale fut quant à elle plus difficile à obtenir, compte tenu de l'opposition très médiatisée du gouvernement d'Evo Morales à l'initiative REDD+, au principe de PSE et à tout projet supposé contribuer à la « marchandisation de la nature » et au « nouveau colonialisme » que représenterait l'économie verte (Morales, 2012). Cependant, en 2014, trois schémas ARA (ceux des municipalités d'El Torno, Comarapa et San Carlos) furent reconnus par le programme national de « mitigation et adaptation conjointe au changement climatique » développé par le gouvernement bolivien en tant qu'alternative au mécanisme de REDD+ proposé par les Nations Unies (Fundación Natura Bolivia, 2014). La FNB vient également d'être officiellement reconnue (octobre 2015) par l'État bolivien, par l'intermédiaire de l'« Autorité de la Terre-Mère » – l'institution nationale en charge de la mise en oeuvre mécanisme conjoint de mitigation et adaptation au changement climatique.

Les ARA mettent en relation des acteurs amont et aval de bassins versants locaux par la création d'un fonds en aval, auquel contribuent différents acteurs institutionnels représentant les « utilisateurs d'eau »/bénéficiaires de services hydriques en aval (qualité/quantité d'eau). Les membres des coopératives d'eau paient un supplément sur leur facture mensuelle (dont le montant varie selon les coopératives), destiné à alimenter le fonds. Les municipalités consacrent une partie de leur budget destiné à la protection de l'environnement et des ressources naturelles à ce fonds. Le montant de cette contribution varie également selon les municipalités. Quant à la FNB, elle participe également financièrement au fond, en tentant toutefois de réduire progressivement son apport, dans le but que les ARA atteignent à terme, une autosuffisance financière (H. Azurduy, fondation *Natura Bolivia*, communication personnelle, octobre 2012). Le fonds ainsi créé est contrôlé par un comité de direction au sein duquel sont représentés les différents contributeurs.

Le montant collecté est redistribué sous forme de compensations<sup>6</sup> en nature aux paysans des zones amont ayant accepté de mettre une partie de leurs terres en conservation<sup>7</sup>, et qui sont alors considérés comme des prestataires de services hydriques<sup>8</sup>. Ces compensations en nature prennent la forme de ce que la FNB appelle des « alternatives productives », soit des ruches, des plants de café, d'arbres fruitiers ou de cacao, ainsi que du matériel pour la micro-irrigation des terres cultivées, le tout accompagné de formations dispensées par la FNB. Récemment, l'offre de compensations s'est élargie, elle comprend désormais aussi des matériaux de construction (ciment

---

<sup>5</sup> Notamment l'*International Resource Award for Sustainable Watershed Management* de SwissRe en 2010 et le *Innovation Marketplace Award* du CGIAR en 2006, avec le CIFOR.

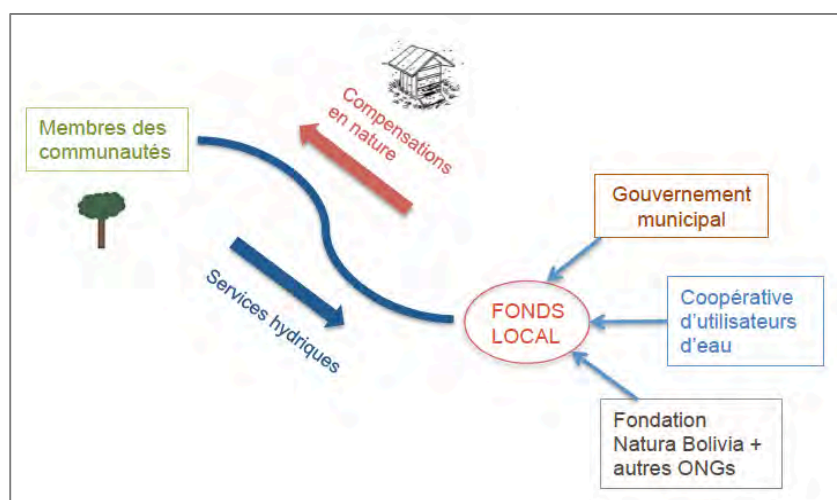
<sup>6</sup> Le terme a évolué au sein du discours de la FNB, passant de « paiements » à « compensations » et l'on trouve parfois quelques références à la notion de « récompense » et récemment, à la notion d'« accords de complémentarité ».

<sup>7</sup> C'est-à-dire ayant renoncé à leur mise en culture, restreint les activités agricoles et d'élevage dans une portion délimitée de leur territoire.

<sup>8</sup> Sur la base du lien supposé et plus ou moins modélisé entre conservation de la forêt en amont et qualité-régulation du débit des rivières en aval

et tôle ondulée) utilisés pour bâtir des abris pour le bétail ou rénover les habitations. Cette compensation est toutefois inférieure aux coûts d'opportunités de la mise en culture des terres (Asquith et al., 2008). Cette relation d'échange fait l'objet d'un contrat, stipulant le nombre d'hectares conservés, la durée de validité, le montant de la compensation ainsi que les activités permises ou non sur les terres mises en conservation. Tous ces éléments sont toutefois décrits de manière plus approfondie au sein de notre article « *Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocatrices, redistributives et marchandes* » (section 11.2) (Bétrisey & Mager, 2015). Le fonctionnement des ARA est résumé dans la figure VIII.

Figure VIII Fonctionnement des ARA



Auteur : F. Bétrisey, 2014

Les ARA s'insèrent dans un contexte institutionnel local relativement complexe. Nous détaillerons le système d'acteurs parties prenantes aux ARA ainsi que les institutions qui composent le paysage institutionnel des zones amont (communautés paysannes en position de prestataires de service) et aval (villages centres en position de bénéficiaires de services). Les municipalités participantes sont très différenciées et nous n'envisageons pas de les comparer. Toutefois, nous verrons que les préoccupations des membres des différentes communautés appartenant à ces municipalités sont proches.

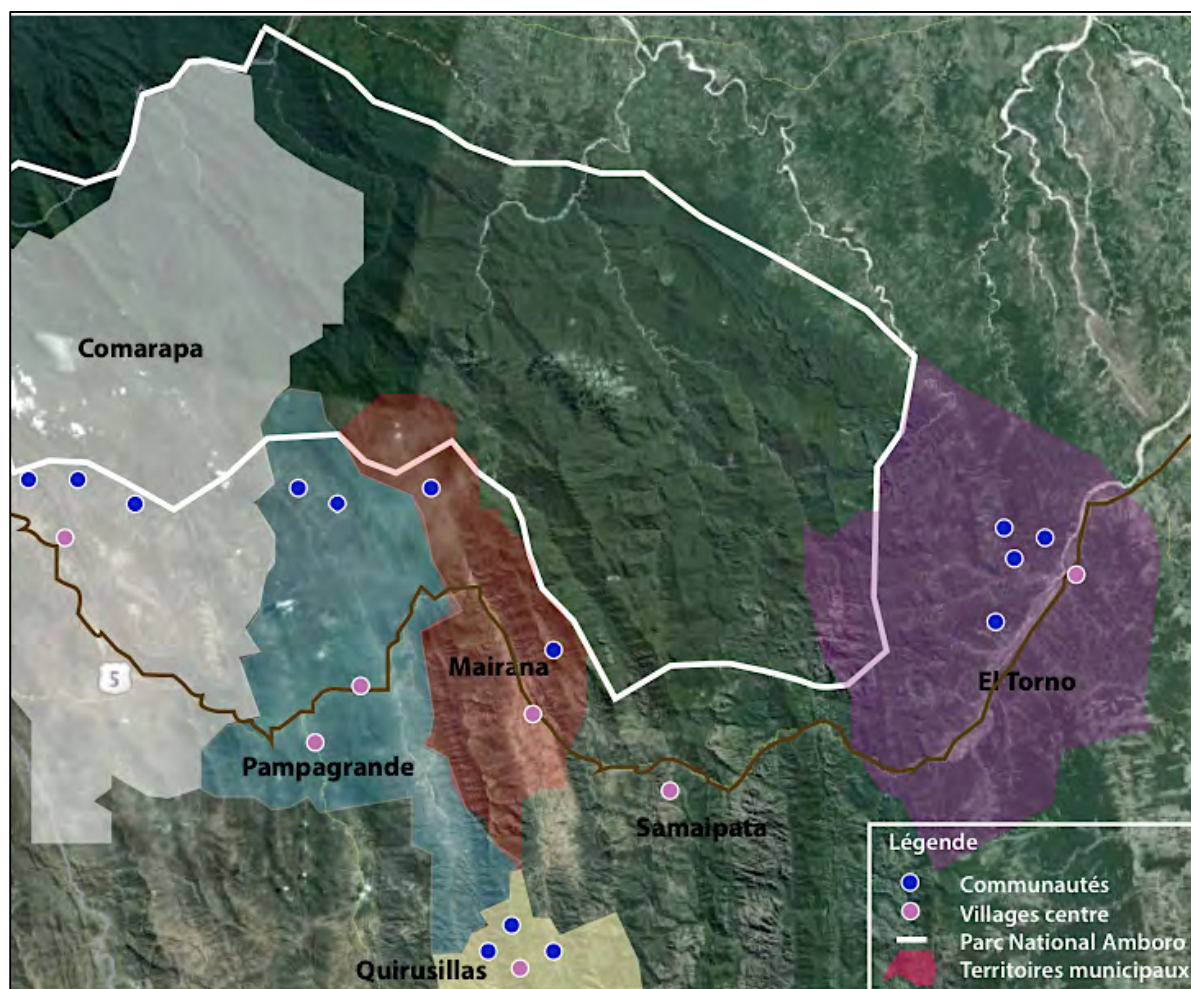
### 5.3 Le système d'acteurs des ARA

Sur la base des critères explicités dans le chapitre méthodologique, nous avons retenu les initiatives ARA des municipalités de Mairana, Pampagrande/Los Negros, Quirusillas, Comarapa et El Torno. Nous avons étudié les communautés paysannes participant en qualité de « prestataires de services environnementaux », au sein de chacune de ces initiatives municipales, soit un total de 14 communautés (cf. figure III, § 3.4.1).

Les différents villages-centres sont localisés le long de la route secondaire reliant les métropoles de Santa Cruz de la Sierra et Cochabamba/Sucre (figure IX). Cette route traverse les provinces de Andrés Babiñez, Florida et Manuel María Caballero et relie le milieu tropical oriental de la région de Santa Cruz, originellement territoire guarani, au milieu sec et montagneux des vallées

interandines du centre et de l'ouest, originellement territoires quechua et aymara. Il s'agit d'une zone d'interface écologique et de métissage culturel depuis l'époque préinca, comme en témoignent les ruines du fort de Samaipata, indiquant la présence de peuples tour à tour d'origine andine et amazonienne (Meyers et al., 2015). Les communautés sont, elles, situées en marge de la route principale, en amont des villages-centres auxquels elles sont reliées par un réseau de pistes en terre battue — traversant parfois à même le fleuve comme dans le cas des communautés visitées sur le territoire municipal d'El Torno — plus ou moins bien entretenues et difficilement praticables en temps de pluie. À l'exception de celles de Quirusillas, les communautés se trouvent en bordure du parc national Amboró (figures IX et X), dans des zones à forte couverture forestière. Les communautés de Quirusillas se situent à proximité d'une réserve naturelle provinciale. C'est ce critère de proximité à des zones de conservation qui a incité la FNB à sélectionner ces régions, que l'on peut qualifier d'espaces « tampons », comme des lieux d'intervention privilégiés (FNB, communication personnelle, octobre 2012).

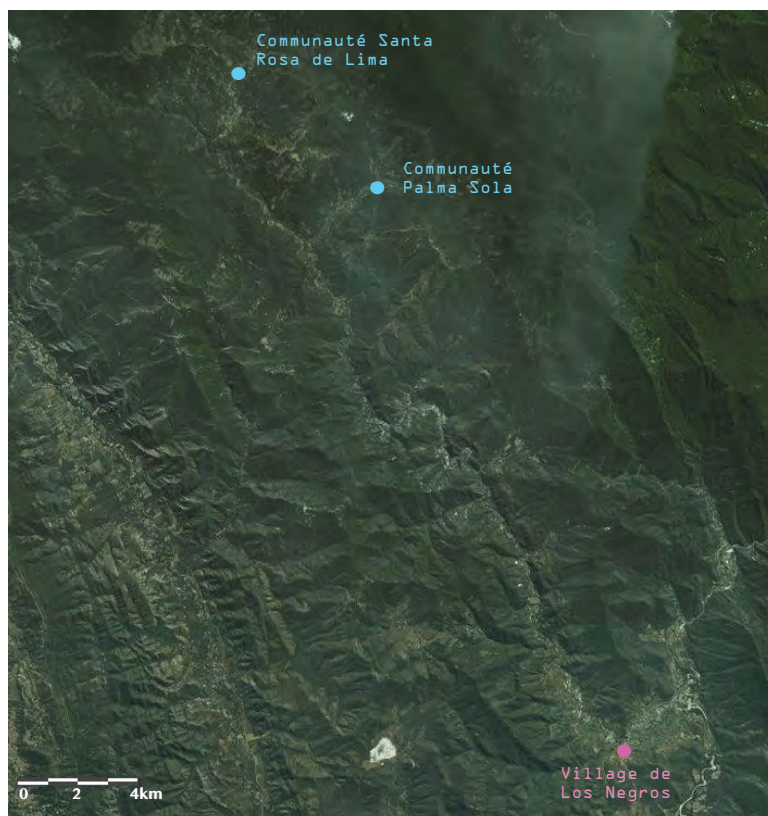
Figure IVIII Localisation des villages centres et communautés sélectionnées, par municipalités



Source : fond de carte : Google Earth, 2013 ; cartographie : F. Bétrisey, 2013



Figure IX Le village de Los Negros en aval et deux des communautés visitées en amont



Source : Google Earth, 2016

Nous avons identifié différents groupes d'acteurs et institutions formelles et informelles qui, de près ou de loin, ont à faire avec les ARA, en les différenciant entre amont (niveau des communautés prestataires de services) et aval (niveau des villages centres bénéficiaires de services) (figure XI).

Figure X Contexte institutionnel des ARA

Acteurs en amont : Institutions communautaires existantes	Acteurs en aval : Institutions municipales existantes
Organisations Territoriales de Base (OTB)	Gouvernement municipal (conseil municipal, comité de vigilance, exécutif)
Syndicats communautaires	Associations/Syndicats de travailleurs (transports)
Comités de l'eau	Coopératives de « services publics » (eau, électricité, téléphonie/télévision)
Comité des Mères/Parents d'élèves	Associations de quartier/Parents d'élèves
Associations de producteurs	Associations de producteurs (agriculteurs/« irrigants »)
Communautés religieuses (chrétiennes)	Communautés religieuses (chrétiennes)
<i>Corregidores</i>	ONG

Auteur : F. Bétrisey, 2016

Nous allons détailler le rôle de ces différents acteurs, en commençant par ceux de la zone en aval.

### 5.3.1 Les acteurs en aval

Les municipalités prises en compte dans cette recherche sont de tailles très diverses. Selon les données du recensement 2012, la municipalité d'El Torno (illustration 10) comptait 49 652 habitants, alors que la municipalité de Quirusillas n'en comptait que 2 995.

**Illustration 10 Village d'El Torno (municipalité d'El Torno)**



Auteur : F. Bétrisey, 2013

Les municipalités de Mairana, Pampagrande (illustration 11) et Comarapa (illustration 12) sont, quant à elle, de taille plus ou moins similaire, avec une population qui se situe entre 9 000 et 16 000 habitants.

**Illustration 11 Village de Los Negros (municipalité de Pampagrande)**



Auteur : F. Bétrisey, 2014

**Illustration 12 Village de Comarapa (municipalité de Comarapa)**



Auteur : F. Bétrisey, 2012

Les taux de croissance de la population municipale entre 2001 et 2012 sont également très variés. Alors que Comarapa enregistre un taux de croissance de 8,5 %, celui de Quirusillas monte à 47 %, celui de Mairana à 31 % et celui d'El Torno à 30 %. Ceci laisse donc supposer des problématiques de gouvernance spécifiques. Ces municipalités se différencient également par l'histoire de leur implantation. Alors que le village-centre de Comarapa fêtait ses 400 ans en juin 2015, les villages en aval de la municipalité d'El Torno, y compris le village-centre d'El Torno, ont une origine plus récente. En effet, si certaines zones furent habitées avant même l'ère inca, l'instauration de regroupement sédentaire conduisant à la création de villages date du début du XXe siècle (Zürcher, 2007).

La municipalité d'El Torno présente, elle, des caractéristiques partiellement « urbaines ». Elle possède une population plus importante, mais aussi un bâti plus dense, des infrastructures plus développées et un début de tertiarisation de son économie, le tout dû, probablement, à sa proximité avec la métropole de Santa Cruz de la Sierra. Toutefois, l'activité principale au sein de la municipalité, à l'exception de son village-centre, reste l'agriculture, irriguée et mécanisée, suivie de l'élevage à but commercial, comme au sein des autres municipalités. La production est principalement vendue sur les marchés urbains de Santa Cruz et Cochabamba.

La productivité des zones de culture des régions aval, soit des fonds de vallées, a fortement augmenté au cours des 10 dernières années (Heredia Garcia, 2014). Cette augmentation de la productivité est due à la systématisation de l'irrigation et, pour la municipalité de Comarapa, à la création d'un bassin de rétention, garantissant jusqu'à trois récoltes de fruits et légumes par année. Certains auteurs estiment que cette augmentation récente de la productivité est également due à l'intensification de l'usage de fertilisants et de pesticides chimiques (Ortiz, 2013). Quoi qu'il en soit, il y a aujourd'hui consensus sur le fait que la région des vallées crucéniennes, et en partie les zones aval des municipalités de la région, connaît un « boom » agricole, qui pourrait à l'avenir contribuer à inverser la tendance à l'émigration des jeunes, au moins au sein du territoire municipal.

Enfin, ces municipalités sont organisées de façon similaire pour faire suite à la formalisation apportée par la loi de participation populaire (LPP) en 1994 et la loi sur les municipalités en 1999. Alors qu'au préalable les localités rurales se voyaient exclues de la redistribution étatique, faute de formalisation, la LPP (suivie par la loi sur les municipalités en 1999) a formalisé l'existence de plus de 300 gouvernements municipaux<sup>9</sup> ainsi que la redistribution de 20 % des rentes nationales (coparticipation tribulaire) à ces derniers (Blanes, 2010). Elle leur a octroyé le pouvoir de décision dans le domaine des « services publics », soit « la santé, l'éducation, l'irrigation, les routes locales, les sports et la culture, ainsi que la responsabilité concomitante de maintenir, d'équiper et d'administrer ces facilités et investir dans des nouvelles » (Faguet & Sánchez, 2008 : 9, trad. pers.). La LPP avait pour objectif, d'une part, d'améliorer la redistribution des ressources au profit des municipalités et des *Organisations Territoriales de Base* (OTB) au niveau local — nous reviendrons sur ces OTB au § 4.3.2 —, et, d'autre part, d'accroître la participation et la représentation politique au niveau national, mais aussi départemental et municipal<sup>10</sup>.

Pour ce faire, la LPP a permis la mise en place de nouveaux organes et instauré de nouvelles règles censées accroître la participation des communautés indigènes et paysannes, tout comme celle des femmes au sein d'une société volontiers considérée comme patriarcale. Un modèle de gouvernement municipal (modèle de gestion municipale participative) a été institué, formé d'un organe législatif (le conseil municipal) et d'un organe exécutif (le maire). De plus, un comité de vigilance a été instauré avec pour objectif de vérifier les dépenses du gouvernement, mais également de servir d'intermédiaire entre le gouvernement et les différentes OTB afin d'accroître la participation de leurs représentants. Ces différents acteurs sont alors censés élaborer de manière participative (1) un *Plan de Développement Municipal* (PDM) — élaboré tous les 5 ans et qui comprend un diagnostic de la situation municipale ainsi que des stratégies à mettre en place —, et (2) un *Plan Opérationnel Annuel* (POA), qui fait le bilan de la gestion de l'année précédente ainsi que le budget prévisionnel pour l'année suivante. Ces deux plans devraient être établis de manière participative, conjointement avec la société civile. Pour y parvenir, le gouvernement municipal, avec l'aide du comité de vigilance, entreprend « des activités de capacitation des citoyens pour intervenir dans la planification participative, [ainsi que] la collecte et la priorisation des demandes locales » (Bosch & Portugal Ramirez, 2010 : 43, trad. pers.). Le comité de vigilance, quant à lui, est responsable de « la distribution équilibrée des ressources entre les zones urbaines et rurales (...) et (...) la convocation des communautés, la stimulation de leur participation » (Bosch & Portugal Ramirez, 2010 : 45, trad. pers.). Le gouvernement municipal d'El Torno, résume ainsi, au sein de son PDM, son modèle de gouvernance (figure XII).

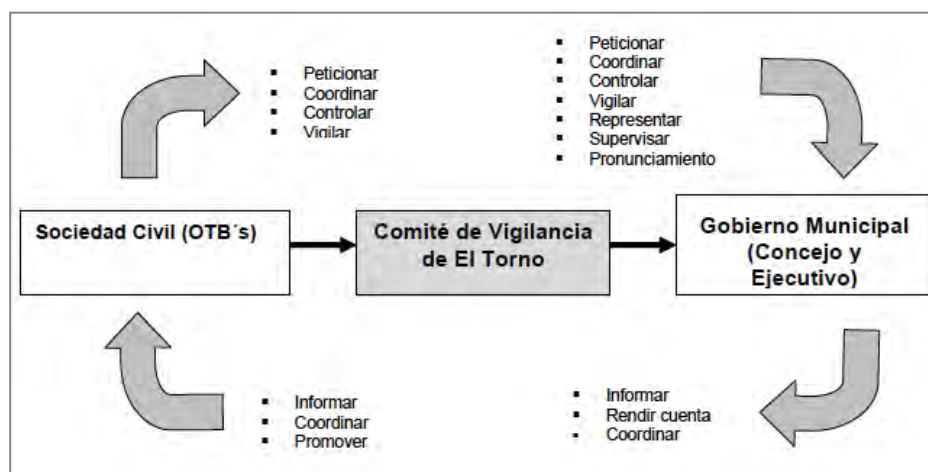
---

<sup>9</sup> On compte en 2015, 339 municipalités en Bolivie (Wepf, 2015).

<sup>10</sup> Avant la LPP, le pouvoir municipal était « basé sur l'hégémonie des partis politiques traditionnels et les élites des petits villages » (Antezana & de la Fuente, 2009 : 135, trad. pers.). Les pratiques paternalistes et les cas de cooptation des organisations paysannes étaient alors fréquents.



Figure XI Représentation de la gouvernance municipale par le Gouvernement d'El Torno



Source : Gobierno Municipal del Torno (2010 : 130)

En 2010, la nouvelle loi-cadre des autonomies et de la décentralisation (n° 31) ajouta un instrument supplémentaire : la *Charte Organique Municipale*. Chaque unité autonome (municipale ou organisation indigène) dut s'en doter. Elle consiste en une forme de constitution locale guidant et contraignant l'action municipale, tout en respectant la constitution nationale, avec l'objectif de « perfectionner l'exercice de l'autonomie » municipale (Viceministerio de Autonomia, 2010 : s.p., trad. pers.). Toutes les municipalités étudiées dans notre recherche avaient élaboré une charte ou commencé le processus de leur élaboration. Elles disposaient également toutes d'un PDM. À l'instar de celui d'El Torno, les PDM des municipalités étudiées comportent une dimension d'analyse de l'existant sous forme d'« arbres à problèmes ». Différents thèmes sont concernés, comme le « faible développement productif », la « mauvaise gestion des ressources naturelles et de l'environnement », et encore le « faible développement humain » (Gobierno Municipal del Torno, 2010). Ces réflexions sont complétées d'analyses de type SWOT, s'attachant à révéler les forces et les faiblesses du territoire municipal.

Les gouvernements municipaux expriment également leur « vision » et leurs « objectifs stratégiques » dans leur PDM. La municipalité de Mairana décline ainsi son objectif principal en 4 sous-objectifs spécifiques dans les domaines suivants : 1) développement économique et productif, 2) développement humain <sup>11</sup>, 3) ressources naturelles et environnement, 4) développement institutionnel, pour lesquels elle élabore une stratégie d'action et liste un certain nombre d'activités. Dans le domaine du « développement humain », le PDM de Mairana souhaite garantir « l'accès à l'eau de toute la population rurale », et mettre en place un « système d'assainissement et récupération des eaux de pluie en zone urbaine » (Gobierno Municipal de Mairana, 2008 : 174, trad. pers.), grâce à la « priorisation d'investissements destinés à garantir l'accès de toute la population à l'eau » (op.cit. : 179, trad. pers.).

Or, le plus souvent, la fourniture de services de base (en particulier dans les secteurs de l'eau, de l'électricité, de la téléphonie), bien qu'étant de la responsabilité du gouvernement municipal, est déléguée à des coopératives d'usagers dont la création a précédé la formalisation municipale. À

<sup>11</sup> Entendu comme « un processus visant à élargir les compétences de base des personnes » (Gobierno Municipal del Torno 2010 : 151, trad. pers.)

titre d'exemple, la coopérative d'eau d'El Torno fut institutionnalisée en 1973 (Zürcher, 2007). Ces coopératives sont le plus souvent instituées par village et non par municipalité. Il peut donc exister plusieurs coopératives d'eau villageoises au sein d'une même municipalité. C'est le cas dans la municipalité d'El Torno, qui compte 7 coopératives villageoises d'utilisateurs d'eau, toutefois récemment regroupées au sein d'une centrale de coopératives d'utilisateurs d'eau.

Si le gouvernement bolivien reste le propriétaire officiel de toutes les ressources souterraines, y compris de l'eau, et est responsable de la fourniture d'eau potable à tous les citoyens, il est en effet autorisé à faire des concessions à des entreprises privées pour la fourniture de ces services, pour autant que ces dernières soient à but non lucratif. Des coopératives locales — de taille et de capacité très diverses — se chargent alors de la gestion des infrastructures l'approvisionnement et, dans une certaine mesure, de l'assainissement, ainsi que de la gestion des membres et de leurs contributions, ceci de manière relativement autonome. Ces coopératives sont formellement reconnues, surveillées et taxées par l'*Autorité nationale pour le contrôle des coopératives d'eau* (AAS), qui doit fournir une assistance technique aux 28 000 prestataires locaux de services d'eau et d'assainissement recensés en Bolivie (Achtenberg, 2013).

Les coopératives d'eau sont particulièrement intéressantes pour notre analyse, étant donné qu'elles représentent l'un des acteurs institutionnels considérés comme bénéficiaires de services hydriques (au côté des autorités municipales et parfois des associations d'irrigants), et, à ce titre, participent financièrement aux ARA. Dans notre région d'étude, les coopératives sont apparues non seulement comme des prestataires de services, mais également comme des institutions remplissant un rôle social et culturel au sein des municipalités. Jusqu'à l'adoption des ARA, elles avaient cependant peu de liens formels avec les membres des communautés paysannes en amont des municipalités.

### 5.3.2 Les acteurs en amont

Ces communautés paysannes en amont, qui participent aux ARA, comptent entre 15 et 110 familles chacune (illustrations 13-14). Elles font formellement partie des municipalités. Certaines sont d'implantation très récente, comme les communautés de Mairana ou certaines communautés d'El Torno et Comarapa, qui naquirent, selon les *comunarios*, au début des années 1960, voire des années 1980 (Zürcher 2007). D'autres, comme les communautés de Los Negros, de Quirusillas et certaines communautés de Comarapa et d'El Torno, sont d'implantation plus ancienne, plus ou moins contemporaine de celles des villages en aval. Si ces communautés ont en commun d'être localisées en marge de territoires municipaux, leur accessibilité varie. Certaines communautés de Quirusillas et El Torno, comme Filadelfia, Huaracal ou Quebrada León, peuvent être rejointes à pied en moins d'une heure à partir des villages. Les autres nécessitent un accès motorisé, en « camionnettes » ou en « taxis » collectifs, voire en motos. Pour les communautés d'El Torno, cela implique entre 45 minutes et 1 h 30 de trajet depuis le village. La taille des communautés est variable et, dans certains cas comme pour Comarapa ou Mairana (Verdecillos, Estancia Vieja, Cerro Verde, La Yunga), des habitants disposent d'une seconde maison dans les villages en aval qu'ils occupent à temps partiel, au gré d'activités nécessitant une présence de longue durée en ville (travail salarié, éducation supérieure des enfants ou soins médicaux).

**Illustration 13 Communauté de Filadelfia, Quirusillas**



Auteur : F. Bétrisey, 2014

**Illustration 14 Communauté de Palma Sola, Pampagrande**



Auteur : F. Bétrisey, 2013

L'activité principale des communautés est l'agriculture (illustration 15), en partie commercialisée, et l'élevage (illustration 16), dont le produit est destiné en partie aux marchés locaux (au sein des villages en aval) et à ceux, urbains, de Santa Cruz et de Cochabamba. Tous les paysans vendant sur ces marchés distants sont en relation avec des intermédiaires régionaux. Certains intermédiaires achètent la production en gros sur les marchés locaux, d'autres directement chez les producteurs. La production agricole est relativement similaire au sein des communautés, de même que les modes de culture. Il s'agit d'agriculture semi-mécanisée, le plus souvent avec une propriété collective des machines (tracteur, pompes à moteur, camionnettes), une agriculture relativement diversifiée, incluant maraîchage et cultures céréalières (principalement maïs). Précisons enfin qu'elle n'est pas ou que peu irriguée.

**Illustration 15 Champs dans la communauté de Verdecillos, Comarapa**



Auteur : F. Bétrisey, 2012

**Illustration 16 Élevage de cochons, communauté de Cerro Verde, Mairana**



Auteur : F. Bétrisey, 2013

Toutes les communautés disposent de leurs propres autorités communautaires<sup>12</sup>, formellement reconnues en tant que *syndicats agraires* (sindicatos) ou *Organisations Territoriales de Base* (OTB). Ces dernières ont été instituées dans le cadre de programmes de décentralisation entrepris dans les années 1990 en Bolivie, et plus particulièrement au sein de la *Loi de Participation Populaire* (LPP), précédemment évoquée. Rappelons que cette loi a transformé la société bolivienne en profondeur en créant une nouvelle organisation territoriale et en décentralisant les ressources et les responsabilités politiques. Les organisations de la société civile (communautés indigènes, syndicats de paysans, assemblées de voisinage) ont alors été formalisées en tant qu'OTB, ayant la possibilité de participer à la vie politique municipale et la responsabilité de « proposer, demander, contrôler et superviser le travail municipal » (Antezana & De la Fuente, 2009 : 132, trad. pers.), mais aussi « de participer (c.-à-d. donner du temps et du travail gratuit pour la maintenance) à la gestion des services publics » (ibid.). Des districts et des municipalités

---

<sup>12</sup> Nous avons aussi noté la présence de *corregidores*.



indigènes ont également été formalisés, bénéficiant de ce fait de ressources nationales, gérées de manière autonome, sous contrôle, toutefois, de l'État central.

Ces mesures auraient engendré un accroissement global de la participation des minorités au niveau local, mais aussi une « augmentation des possibilités de clientélisme » (Blanes, 2010 : 5, trad. pers.) et des problèmes de gouvernance et de gestion. Des conflits personnels empêchent, par exemple, les dirigeants de mener à bien la formalisation d'une communauté ou *junta vecinal* en OTB, ou de représenter l'OTB de manière efficiente au sein du gouvernement municipal (Torrico & Walnycki, 2015).

Toutes les communautés que nous avons visitées disposaient d'une reconnaissance formelle en tant qu'OTB. Toutefois, celle-ci existe, dans la majorité des cas, comme une nouvelle structure en parallèle aux syndicats préexistants, qu'elle n'a pas remplacés, ce qui, comme l'analysent Torrico & Walnycki (2015) « exacerbe la pluralité juridique et la complexité des processus, préjudiciant la planification » (op.cit. : 83, trad. pers.). Les problèmes de gouvernance et de gestion sont effectivement omniprésents. Certaines autorités communautaires (qu'il s'agisse de syndicats ou d'OTB) sont considérées comme passives dans l'accomplissement de leur rôle d'intermédiaires et de « contrôleurs » des activités de l'administration municipale. Des présidents de la communauté vivent même en dehors de la communauté. Nous avons également constaté une participation des *comunarios* aux réunions des OTB très différente selon les communautés, mais aussi selon leurs caractéristiques individuelles. Dans les communautés organisées autour de syndicats agraires, les *comunarios* qui ne possèdent pas de terres peuvent assister aux assemblées et réunions, mais ne disposent pas du droit de vote. Étant donné que l'accès des immigrants récents à la terre est généralement limité, la plupart d'entre eux se voient exclus du droit de vote et des positions de pouvoir, jusqu'à ce qu'ils deviennent propriétaires.

*« Nous ne sommes pas membres, mais nous participons aux réunions, même si nous ne sommes pas propriétaires, afin de mettre la pression pour qu'ils prennent des décisions qui soient bonnes pour nous aussi » (Doña Silvia, Quebrada León, septembre 2013).*

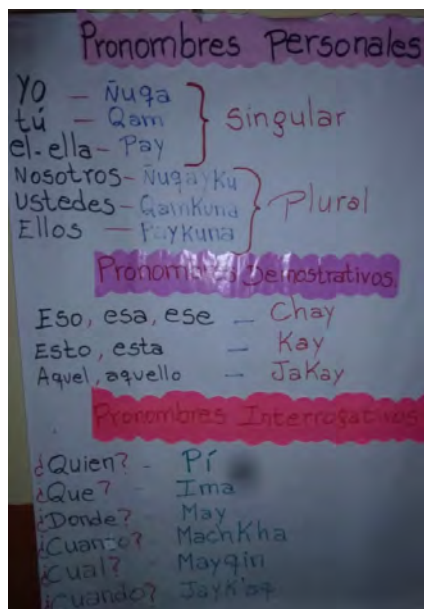
En outre, la plupart des immigrants récents sont de langue maternelle quechua et certains n'ont pas la maîtrise de l'espagnol (illustration 17). Or, comme la plupart des réunions communautaires et des processus de prises de décision sont tenus en espagnol, il arrive que certains immigrants récents ne se considèrent pas en mesure de participer et soient *de facto* exclus des réunions. Cependant, même dans les cas où ils participent formellement (certaines OTB permettent aux non-propriétaires de voter, et certains immigrants parviennent à parler un peu espagnol), les migrants récents sont encore perçus négativement par les habitants ou les migrants plus anciens. Ils sont, par exemple, considérés comme responsables de la déforestation.

*« Il y a des gens qui viennent de l'intérieur [c.-à-d. région de l'Altiplano], qui arrivent et détruisent la forêt » (Martial Cespedes, Filadelfia, août 2014), et souffrent du racisme, « Ceux qui arrivent de l'Altiplano... Ils sont comme des fourmis... Ils envahissent les terres là-haut » (Doña Ortuña, Palma Sola, octobre 2013).*

L'exclusion des migrants est aussi symbolique dans la mesure où la reconnaissance sociale, au sein des communautés, repose notamment sur la taille de l'exploitation, du bétail à disposition de la famille, ainsi que la participation des individus aux travaux communautaires ou encore

l'occupation de postes à charge au sein de la communauté. Or les migrants récents n'ont accès à aucune de ces catégories de reconnaissance.

**Illustration 17 Cours d'espagnol-quechua dans l'école primaire de la communauté de Cerro Verde (Mairana)**



Auteur : F. Bétrisey, août 2013

La question des relations de genre au sein de la vie rurale bolivienne est également une question complexe qui dépasse la portée de notre travail. Nous avons cependant pu observer que les tâches étaient réparties entre les sexes à l'échelon du ménage, mais aussi des communautés. Cette division des activités est majoritairement respectée. Toutefois, il arrive que des femmes soient amenées à « remplacer » leurs maris dans les réunions ou travaux communautaires lorsque ceux-ci sont absents, décédés ou ont quitté le domicile familial. Une veuve a affirmé que le fait d'entreprendre ces activités, normalement effectuées par des hommes, rendait son « genre » ambigu pour le reste de la communauté. Elle nous a affirmé faire l'objet de railleries remettant sa féminité en question sur cette base. Il n'apparaît donc pas si aisé de transformer les règles genrées d'organisation du travail au sein des communautés. Les relations de genre sont toutefois également soumises à l'influence chrétienne, en particulier les communautés évangélistes dont la présence a considérablement augmenté dans la région au cours des 20 dernières années. Or, Maclean (2013) a également démontré que les ménages ruraux évangélistes étaient sujets à une structure plus patriarcale que les ménages non évangéliques.

Le genre ne détermine pas seulement les activités permises au sein du ménage, mais également la possibilité de participer au sein de l'espace politique communautaire. Ainsi, dans les syndicats agraires, les jeunes célibataires et les femmes (sauf si elles sont veuves ou que leur mari est absent) ne sont pas autorisés à voter. Dans les communautés organisées autour d'une OTB, les femmes ont le droit de vote et peuvent même atteindre des positions de pouvoir, comme dans le cas de l'OTB de la communauté de Palma Sola, que Doña Martina a présidée durant 2 ans<sup>13</sup>. Des femmes interrogées nous ont assurée que bien qu'elles ne puissent voter lors réunions des

<sup>13</sup> On note toutefois beaucoup de variabilité dans la participation effective des femmes aux institutions locales.

syndicats, elles exerçaient une forte influence sur leurs maris grâce aux discussions au sein du ménage précédant les votes. D'autres femmes nous ont assuré n'avoir aucune envie de participer aux réunions communautaires qu'elles considéraient comme une perte de temps et étaient contentes que leur mari « représente la famille » dans ces réunions. Ceci rejoint les observations de Perales Miranda qui a démontré comment la participation aux réunions communautaire était parfois perçue par les femmes comme une contrainte et une perte de temps « et non pas comme un accès à un espace de pouvoir convoité » (2008 : 115, trad. pers.).

L'espace public communautaire est donc « traditionnellement » réservé aux hommes et l'espace domestique aux femmes. Chacun dispose alors de l'autorité dans sa sphère et est en quelque sorte complémentaire, comme le conçoit notamment l'idéologie du *chachawarmi*. Les femmes sont souvent organisées en institutions parallèles comme les *clubs de mères*, dont le rôle principal est d'organiser la scolarité et les activités festives au sein de la communauté. Ces groupes disposent d'une estime notable au sein de la communauté et sont un vecteur d'expression pour les femmes, parfois au-delà des questions festives et ménagères auxquelles ces groupes ont vocation, leur permettant un certain accès à l'espace public communautaire. Paradoxalement, c'est en raison de leur statut de mères et de leurs responsabilités privées que les femmes accèdent à cet espace public. La municipalité d'El Torno, dans son PDM, reconnaît un rôle différent aux *clubs de mères*, qui « ont pour principal objectif l'amélioration du ménage grâce à des projets de formations et de génération de revenus, pouvant être gérés par les femmes elles-mêmes et qui, au sein de la municipalité, sont organisées en tant que microentreprises d'artisanat » (Gobierno Municipal del Torno, 2010 : 131, trad. pers.).

Enfin, plusieurs des communautés étudiées ont été marquées par le passage de différentes ONG et OG locales et internationales, comme la coopération allemande (GiZ) ou l'ONG bolivienne *Fundacion Amigos de la Naturaleza*, qui ont promu le thème de « l'égalité des genres » via leurs projets au sein des communautés. Le dessin sur le mur de l'école primaire dans la communauté Huaracal (illustration 18) témoigne de l'appropriation de ce concept occidental d'« égalité des genres ».

Illustration 18 « L'égalité des genres donne de bons fruits » : Peinture sur le mur de l'école primaire de la communauté Huaracal



Auteur : F. Bétrisey, 2013

Au-delà des questions linguistiques, de genre et de propriété foncière, certains *comunarios* expliquent la faible participation aux réunions de la communauté par l'individualisation des communautés, qui fait suite, selon eux, à la transformation de l'organisation du travail agricole (Bétrisey & Mager, 2014) (section 11.1). Nous avons en effet noté l'apparition récente de nouvelles logiques, notamment marchandes, se traduisant par un accroissement du travail salarié dans les communautés, ainsi que par un abandon de certaines régulations collectives redistributives (*minga*) et réciprocitaires (*ayne*)<sup>14</sup>. D'autres, en revanche, se sont maintenues. En effet, dans certaines communautés, comme celles de Quirusillas et, dans une certaine mesure, celles de Los Negros, nous avons noté une pratique encore relativement importante de l'*ayne* et résiduelle de *minga*. Ailleurs, à Mairana et à El Torno, la *minga* n'est plus pratiquée et si l'*ayne* se pratique encore, c'est uniquement au sein de la famille nucléaire. Enfin, dans certains cas, les logiques marchandes et réciprocitaires s'articulent, comme lorsque certaines personnes paient quelqu'un pour les remplacer à la *minga* ou pour rendre l'*ayne*.

Les membres des communautés ont mentionné plusieurs facteurs externes ayant favorisé ces transformations : l'amélioration de l'accessibilité des communautés, la mécanisation de la production rendant la main-d'œuvre moins nécessaire, l'accroissement de la main-d'œuvre disponible du fait de l'immigration, la réduction de la main-d'œuvre familiale due à l'émigration, mais aussi la présence de nouveaux interdits religieux avec l'arrivée de groupes évangélistes dans les communautés. Cortes (2000) note que « la pénétration de l'évangélisme, parce qu'elle suppose

---

<sup>14</sup> La *minga* et l'*ayne* sont détaillées au sein de notre article intitulé « *Small Farmers in Florida Province, Bolivia : Reciprocity in Practice* » (section 11.1) (Bétrisey & Mager, 2014).



des interdits et une intégration de l'individualisme, remet en question la cohésion socioculturelle du groupe communautaire » (op.cit. : 324). C'est surtout l'interdit sur la *chicha*, l'alcool de maïs, qui fut avancé comme ayant un effet sur la pratique des *mingas*. En effet, le partage d'un repas, mais aussi de la *chicha*, à la fin de la *minga* est un élément essentiel de sa pratique. Or l'interdiction de consommer des boissons alcoolisées est prise très au sérieux par les *comunarios* « évangélisés » et ces derniers se refusent à participer à la *minga* pour cette raison. Nous avons côtoyé à plusieurs reprises des « missionnaires » évangéliques, faisant du « porte-à-porte » pour délivrer leur message aux *comunarios*, même dans les communautés les plus reculées. Certains de ces missionnaires nous ont confirmé considérer que ces *fiestas*, y compris celles suivant les *mingas*, n'étaient pas « correctes », voire déviantes, et recommandent par conséquent aux *comunarios* de ne plus les pratiquer (Bétrisey & Mager, 2014) (section 11.1).

Certains interlocuteurs ont également estimé que le travail salarié était plus efficace que le travail communautaire et qu'il leur accordait plus de flexibilité dans leur organisation. L'offre de main d'œuvre, principalement des migrants récents, étant à présent abondante, les contraintes au niveau de la planification sont moins fortes. Le *comunario* propriétaire peut, le matin même, se rendre au village ou dans une autre communauté et embaucher des travailleurs à la journée ou à la tâche.

Nous avons toutefois montré (Bétrisey & Mager, 2014) que la présence renforcée de la logique marchande n'a pas amené l'éviction de toute logique non marchande, mais ouvert à des formes d'articulation de logiques institutionnelles marchandes, réciprocatrices et redistributives au sein des institutions communautaires, voire d'hybridation de ces logiques au sein de nouvelles institutions, telles que les récentes associations de producteurs<sup>15</sup>. Ainsi la coopération et la solidarité, que les *comunarios* ont estimé liées aux régulations collectives d'organisation du travail, se produisent encore, mais au sein de nouvelles institutions et de nouveaux canaux ; par exemple dans les associations-producteurs récentes qui, dans le cas des communautés Filadelfia et Santa Rosa, sont vues comme de nouveaux espaces de « réciprocité et de solidarité » (Don Milton, Filadelfia, septembre 2013) — ou même dans les groupes évangélistes apparus au cours des deux dernières décennies (Fanny Ayala, Santa Rosa, septembre 2013). Cependant, ces groupes favorisent la solidarité entre les membres, mais pas envers les non-membres ; ils contribuent ainsi à fragmenter la communauté en multiples groupes (Mario Gonzales, Filadelfia, octobre 2013).

Nous avons donc constaté un processus de bricolages d'arrangements institutionnels dans lequel « les gens modifient de vieux arrangements et en inventent de nouveaux, mais les innovations sont toujours liées avec autorité aux façons acceptables de faire les choses » (Clever, 2012 : 34, trad. pers.). Le concept de bricolage est éclairant dans la mesure où il permet de considérer les acteurs comme capables de modifier et de créer de nouveaux arrangements plus/mieux adaptés à des situations nouvelles. Ce concept permet également de tenir compte des contraintes d'encastrement pesant sur la création de nouveaux arrangements. En effet, le bricolage dépend des matériaux à disposition et de la capacité des « bricoleurs » à en faire quelques choses. D'autre part, le produit de ce bricolage doit pouvoir être rattaché, de près ou de loin, à quelques normes, principes, arrangements existants, connus de tous, afin d'acquiescer la légitimité nécessaire à sa mise en place et à sa pérennité. On peut alors considérer que les schémas existants, tels que les références

---

<sup>15</sup> Ces éléments sont détaillés dans l'article « *Small Farmers in Florida Province, Bolivia : Reciprocity in Practice* » (section 11.1) (Bétrisey & Mager, 2014).

religieuses ou culturelles, comme c'est le cas de la *minga* et de l'*ayne*, servent la justification d'arrangements institutionnels nouveaux. Ainsi, bien qu'elles se pratiquent moins souvent et différemment, les catégories de *minga* et *ayne*, sont toujours présentes dans les imaginaires collectifs. L'ensemble des personnes interrogées se représentait ce qu'étaient la *minga* et l'*ayne* et a été en mesure de nous expliquer ces représentations. Nous avons également observé que ces catégories continuent de structurer les actions collectives, comme l'illustre l'affiche de promotion d'une campagne de nettoyage collectif dans le village de Samaipata (illustration 19).

**Illustration 18** Affiche appelant à la participation à une campagne de nettoyage collectif des déchets à Samaipata, 2015



Source : <http://on.fb.me/1T09UPV><sup>16</sup>

La situation organisationnelle, sociale et politique des communautés étudiées nous est apparue comme très mouvante. D'abord, les *comunarios* sont mobiles. Ils migrent souvent en direction des villes, de façon temporaire ou permanente, mais nous avons également observé des migrations « retours » de *comunarios* qui reviennent habiter la communauté après des expériences jugées « décevantes » en ville. Des migrants arrivent aussi des hauts plateaux, ils transitent de façon provisoire au sein des communautés ou s'y établissent. Il en va de même des dirigeants communautaires qui migrent également et parfois n'habitent plus au sein de la communauté, mais gardent leur titre officiel de dirigeant<sup>17</sup>. Cortes (2000) dans son travail ethnographique sur les migrations au sein de communautés andines de la région de Cochabamba, propose de considérer les migrations, en particulier l'émigration, non pas comme un facteur de déstructuration des communautés les menant à leurs pertes, mais comme une « alternative permettant la survie — voire le développement — de la société paysanne » (op.cit. : 24). Certes, « la migration modifie l'organisation et la répartition sociales du travail, à l'échelle de l'unité familiale comme à celle de la communauté » (op.cit. : 248) et peut ainsi avoir un effet indéniablement déstructurant au premier abord. Mais un processus de restructuration se met également en place au sein des communautés et « la migration devient une composante essentielle du devenir paysan » (op.cit. :

---

<sup>16</sup> Consulté le 12.11.2015.

<sup>17</sup> Tout en résidant à l'extérieur, ils peuvent agir comme des lobbyistes, luttant pour intéresser les autorités municipales au sort de leurs communautés (Doña Olga, Filadelfia, octobre 2013).

315). Malgré la distance, les liens avec la communauté d'origine des migrants perdurent et ceux-ci « montrent une formidable résistance à quitter définitivement leurs terres » (ibid.).

Nous avons également constaté la réalité de ces liens lorsque, à l'occasion d'un enterrement dans la communauté de Villa Paraiso, la communauté a vu sa population quadrupler et les *comunarios* émigrés accomplir des jours de voyages pour venir présenter leurs adieux aux morts. Ainsi, nous nous joignons à l'affirmation de Cortes, selon laquelle les communautés paysannes « sous l'effet de la migration, perdure[nt] tout en se recomposant. Elles[s] reste[nt] lieu de référence, lieu d'identification, lieu du paraître, mais elle[s] devien[nen]t, ne même temps lieu de nouveaux enjeux, de nouveaux comportements » (Cortes, 2000 : 324). Ces processus d'attachement sont complétés dans notre cas par l'arrivée au sein des communautés, de migrants en provenance des hauts-plateaux, lesquels sont le plus souvent en âge de travailler, compensant ainsi, numériquement tout au moins et pour partie, l'émigration des jeunes *comunarios*.

Nous ne chercherons pas, au cours de ce travail à exposer une relation de causalité entre la situation des communautés et les modalités d'institutionnalisation, représentations et justification des ARA que nous serons amenée à évaluer. Au contraire, nous contextualiserons ces phénomènes au moyen de la diversité des réponses obtenues. Malgré leur diversité, ces communautés, on l'a vu, partagent des caractéristiques communes : une situation d'isolement par rapport au territoire municipal, mais aussi un sentiment de marginalisation. En effet, de nombreux *comunarios* ont fait état d'une relation perçue comme difficile avec les autorités municipales et d'un manque d'intérêt de leur part.

### **5.3.3. Gouvernance locale et relations amont aval**

Les tensions entre « institutions formelles d'esprit occidental disposant d'un important financement public ainsi que du financement des bailleurs de fonds internationaux [...] [et] des institutions non formelles auto-entretenuées ou sous-financées » (Retolaza Eguren, 2008 : 2, trad. pers.) sont, cependant, un phénomène courant en Amérique latine et en Bolivie ; et ce, en malgré plusieurs réformes des modalités du « dialogue public ».

Plusieurs études<sup>18</sup> montrent que les procédures participatives et les organes institués par la LPP forment une dynamique complexe, et que les municipalités (qu'elles soient rurales ou urbaines, de petite ou grande taille) où les institutions prévues par la loi fonctionnent de manière efficace sont peu nombreuses. Dans de nombreux cas, la société civile et les OTB — qu'elles soient paysannes, indigènes ou populaires — ne participent pas à la planification et/ou à la prévision budgétaire, qui restent du ressort exclusif de technocrates choisis par le gouvernement municipal (Bosch & Portugal Ramirez, 2010). En résulte une planification « excessivement technique » (Torrice & Walnycki, 2015 : 105, trad. pers.), déconnectée des besoins réels. Certaines municipalités sont plus « absorbées par la traditionnelle bureaucratie » (Antezana & de la Fuente, 2009 : 148, trad. pers.) que par le souci d'améliorer la qualité de la participation. Certains comités de vigilance peinent à diffuser l'information, faute de moyens, de capacités et de temps. Alors que des gouvernements municipaux vont jusqu'à pratiquer carrément la rétention d'information (Bosch &

---

<sup>18</sup> La situation des 339 municipalités boliviennes en matière de gouvernance est toutefois très hétérogène, en raison de situations économiques, démographiques, ethniques contrastées, ou encore de l'accessibilité et de niveaux d'institutionnalisation variables.

Portugal Ramirez, 2010). Finalement, lorsque des groupes indigènes et paysans parviennent à participer de manière effective à la planification municipale, c'est « la conclusion d'un long processus de conscientisation, de demandes et de conquêtes d'espaces propres de participation politique, sociale et économique » (op.cit. : 44, trad. pers.).

Ces échecs ont pour conséquence de « délégitimer le système de participation populaire, lequel se montre fréquemment inefficace pour canaliser les demandes réelles des habitants » (Bosch & Portugal Ramirez, 2010 : 58, trad. pers.). Mais cette mauvaise participation a également des impacts concrets sur la redistribution des ressources municipales en faveur des OTB et la réalisation concrète d'infrastructures permettant de satisfaire les besoins de base (Torrico & Walnycki, 2015), tels que la santé, l'éducation et l'assainissement. En effet, alors que Fayet et Sanchez (2008) estiment que, globalement, « la décentralisation a transformé la politique d'éducation d'une politique ignorant la majorité des municipalités et concentrant les ressources dans les [municipalités] mieux équipées, à une politique investissant essentiellement partout, et concentrant les ressources là où les niveaux d'éducation sont les plus bas » (op.cit. : 18, trad. pers.), la situation globale des OTB rurales, mais aussi urbaines, disposant de moindres ressources n'a que très peu évolué, les inégalités ayant même parfois tendance à s'accroître (Torrico & Walnycki, 2015). De surcroît, Antezana & De la Fuente (2009) montrent un accroissement de la compétition entre les différentes OTB appartenant à une municipalité indigène pour l'obtention des ressources financières et la réalisation d'infrastructures, générant ainsi des conflits. Si la LPP a, dans une certaine mesure, permis aux communautés indigènes et paysannes de « rompre avec leur situation d'exclusion » (Antezana & De la Fuente, 2009 : 147, trad. pers.), le défi continue pour rompre avec « la longue histoire de racisme et d'exclusion au sein des municipalités » (ibid.). Les paysans et peuples indigènes sont toujours en quête de reconnaissance « en tant que citoyens » (ibid.) — qui se traduit par la participation politique et le respect de leurs droits —, mais aussi d'estime sociale. Bosh & Portugal Ramirez (2010) dénotent, quant à eux, un sentiment de discrimination entre les zones dites « urbaines ou urbanisées » et « rurales » des municipalités. Il s'agit donc d'un clivage entre les espaces centraux que sont les villages-centres (souvent situés le long d'un axe de transport) et les communautés périphériques (qu'elles soient paysannes ou indigènes, souvent isolées). Nous avons observé un tel clivage dans le discours des officiels des municipalités et des communautés observées, mais aussi au sein des documents publics et officiels. Les PDM d'El Torno ou de Mairana se réfèrent ainsi aux zones « urbaines » ou « urbanisées », en opposition aux zones « rurales » des municipalités (Gobierno Municipal del Torno, 2010 ; Gobierno Municipal de Mairana, 2008).

Fortes de ce constat, de nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales, nationales ou internationales ont développé des « projets » visant à améliorer la gouvernance municipale, vers une meilleure participation et redistribution. L'Agence de Développement Américaine, à travers son projet, « Développement démocratique et participation citoyenne » a été à l'origine de la norme nationale développée par le gouvernement bolivien « Modèle de gestion municipale participative » (Rodríguez & Surkin, 2010). D'autres organisations ont travaillé à un niveau plus local et régional pour la réalisation de planifications plus participatives. À titre d'exemple, la Direction du Développement et de la Coopération suisse, en collaboration avec l'ONG AOS/Solidar Suisse, a mis en place un « programme d'appui à la démocratie municipale » présent aujourd'hui dans un tiers des municipalités du pays (Wepf, 2015). Ces acteurs externes,

gouvernementaux ou non, sont devenus des acteurs à part entière « du processus d'apprentissage et de changement social » (Retolaza Eguren, 2008 : 6) qu'est la gouvernance locale, en constante renégociation.

Notre zone d'investigation ne fait pas exception. Zürcher (2007) estime ainsi que l'ONG britannique *Plan International* a joué un « rôle primordial dans le développement intégral d'El Torno (...) par son travail et effort institutionnel visant à générer des capacités au sein de la population et à fournir un environnement adéquat afin que les autorités municipales (...) les incorporent au sein du Plan Opératif Annuel » (op.cit. : 101, trad. pers.). La municipalité de Comarapa, à l'extrême ouest de notre zone d'étude, a, quant à elle, fait l'objet d'un projet dénommé « Modèle de gestion municipale participative des ressources naturelles et de la biodiversité », développé par l'ONG bolivienne *Fundación Amigos de la Naturaleza* (FAN). Toutefois, y compris dans cette municipalité, la majorité des membres des communautés étudiées ont exprimé un mécontentement au sujet de la relation entre les autorités communautaires et les autorités municipales en aval. Ils se sont plaints d'un abandon supposé des autorités municipales et d'injustice dans la distribution des ressources, qu'ils ont rattachés à un manque de reconnaissance de leur statut.

« Les autorités municipales ne soutiennent pas les communautés ; ils ont dit que c'était du gaspillage d'argent, et ils ont même bloqué la venue d'autres institutions, comme des ONG, vers nous » (Don Marcelino, Palma Sola, octobre 2012).

L'isolement des communautés étudiées est le produit d'un long processus lié aux structures et aux initiatives de développement municipales, qui se traduit aujourd'hui par la déficience des infrastructures fournissant les besoins de base, notamment en matière d'éducation et de santé. À titre d'exemple — que l'on retrouve dans notre article « *Local views and structural determinants of poverty alleviation through Payments for Environmental Services: Bolivian insights* » (section 11.4) —, selon le diagnostic socioéconomique du territoire de Pampagrande, mené par les autorités municipales en 2006, seules 3 des 16 « unités éducatives » situées dans les communautés étaient considérées comme disposant d'« infrastructures de haut niveau » et 11 n'avaient pas d'électricité. Au contraire, 4 des 7 unités situées dans les villages en aval disposaient d'une bonne infrastructure et toutes disposaient d'infrastructures d'électricité (Prefectura del Departamento de Santa Cruz, 2006 : 36-37). De même, seul un tiers des communautés avaient un « poste de santé », dont seulement les deux tiers étaient fonctionnels (op.cit. : 42). Le PDM 2009-2013 de la municipalité d'El Torno reconnaît également que « la majorité des communautés n'accèdent pas aux médicaments ni à une attention médicale adéquate, en raison de la couverture limitée des programmes de santé » (Gobierno Municipal del Torno, 2010 : 159, trad. pers.). Asquith et al. (2008) estiment également qu'il existe des inégalités de revenu entre les habitants des communautés en amont et des villages en aval. Selon les auteurs, en 2008, un paysan *comunario* gagnait environ 1000 US \$ annuels ce qui correspondait plus ou moins à la moyenne nationale de l'époque de 1010 US \$ (op.cit. : 676). Un paysan de village en aval gagnait alors selon eux 1426 US \$, et donc plus que la moyenne nationale (ibid.).

En termes symboliques, les acteurs externes et internes à ces communautés se sont référés à maintes reprises à l'appartenance communautaire comme à une catégorie servant la différenciation entre le « eux » et le « nous », préfigurant un sentiment de ségrégation spatiale

entre les zones amont et aval. En effet, en raison des identités multiples des membres des communautés, renforcées par la forte immigration en provenance de l'Altiplano et également par le fait qu'il s'agit de communautés d'implantation relativement récente, ce sont avant tout des critères liés aux lieux et à leurs caractéristiques spatiales (accessibilité, éloignement, marginalisation, retard de développement, mais aussi calme et quiétude) et non aux individus eux-mêmes et à leurs identités socioculturelles (indigènes, *campesinos*) qui ont été utilisés pour se référer à ces communautés. Les *comunarios* sont ainsi vus et se considèrent comme « ceux d'en haut », en opposition aux habitants du *pueblo* — « en bas » — souvent référés comme urbains, plus que comme indigènes ou paysans. La relation entre ces groupes d'acteurs a été reconnue comme tendue, et cela par les différentes parties au sein de la municipalité de Pampagrande et notamment dans le village de Los Negros (Asquith et al., 2008), ainsi qu'à Comarapa (D. Barriga, Association d'irrigants, village de Comarapa, octobre 2012).

Les communautés, dont la plupart bénéficient du statut d'OTB, disent donc, par leurs représentants, souffrir d'une situation structurelle de non-reconnaissance sociale, voire de mépris, de la part des autorités municipales et des habitants des *pueblos* en aval, mais aussi d'une non-reconnaissance politique. Les communautés estiment participer de manière non satisfaisante aux espaces de prise de décision municipaux et être victimes d'injustices de redistribution. Dans la communauté de Santa Rosa de Lima et dans celles d'El Torno, des membres de communautés et leurs dirigeants ont affirmé souffrir de leur mise à l'écart volontaire des espaces de décision, mais aussi des modalités de la redistribution de la part du budget municipal qui leur est destiné.

Reste que les représentants des différentes municipalités interviewés racontent quant à eux une autre histoire. S'ils ne nient pas l'existence de conflits avec les communautés en amont et leurs dirigeants, ils estiment ne pas discriminer ces acteurs, que ce soit en matière d'accès aux espaces de prise de décision ou aux ressources économiques municipales. Ils ont également affirmé n'avoir pas de préjugés à l'encontre des membres de communautés, du moins pas à l'encontre des *lugareños*, mais ont reconnu voir d'un mauvais œil l'arrivée « massive » d'immigrants en provenance des hauts plateaux. L'ancien maire<sup>19</sup> de Comarapa a souligné que la municipalité mettait en place un processus de gestion municipale participative visant justement à améliorer la participation des OTB inscrites au sein de la municipalité (parmi lesquelles, les OTB communautaires en amont).

Or la gestion de l'eau jouerait un rôle central dans ces tensions, comme c'est le cas entre les habitants du village de Los Negros et ceux des communautés de Santa Rosa et Palma Sola en amont : « Au début des années 1990, le conflit autour de la rivière provoqua un “clash” entre les habitants de Los Negros et la communauté la plus proche de la source de la rivière, Santa Rosa. Selon les résidents, les habitants de Los Negros ont blâmé les *Santaroseños* pour la diminution du niveau d'eau dans la rivière, affirmant qu'ils déviaient trop d'eau pour leur propre irrigation et détruisaient la forêt qui était vitale pour la protection de la rivière » (Robertson & Wunder, 2005 :

---

<sup>19</sup> Il a également évoqué le fait qu'à Comarapa beaucoup de *comunarios* disposaient d'une maison ou d'une terre en aval, au sein du *pueblo*. Il a ainsi remis en question la catégorisation « communautés rurales en amont versus village urbain en aval », faisant remarquer que les individus pouvaient se mouvoir relativement librement au sein de ces espaces. Nous avons observé une situation quelque peu similaire au sein de la municipalité de Mairana et dans certaines communautés de Quirusillas et El Torno, les plus proches des villages-centres.

38, trad. pers.). Différentes tentatives pour résoudre ce conflit ont été entreprises, comme lorsque « Los Negros a envoyé une commission d'officiels du gouvernement (local) à Santa Rosa pour arranger un système de tours d'eau pour l'irrigation et ainsi réguler en quelle quantité et quand les agriculteurs pouvaient dériver l'eau de la rivière vers leurs champs » (Asquith et al., 2008 : 676, trad. pers.), mais ceci sans grande réussite.

Au vu de ce qui précède, les communautés étudiées peuvent être comprises comme des espaces périphériques des villages-centres situés en aval, souffrant d'exclusion et de marginalisation à la fois symbolique et matérielle. Quant aux différentes autorités municipales, elles semblent être dans l'incapacité de transformer cet état de fait. Aux dires des *comunarios*, elles contribueraient même à la reproduction de ces structures d'exclusion. Enfin, des dysfonctionnements apparaissent également au sein même des communautés, avec d'une part une fragmentation institutionnelle, des difficultés de gestion et de gouvernance des OTB dans un contexte de transformations structurelles et de mobilité des personnes, et d'autre part des situations d'exclusion et de marginalisation des femmes et surtout des migrants récents en provenance de l'Altiplano.

Affirmant, dès le début de son projet, une volonté d'agir au niveau institutionnel en créant de nouvelles instances participatives de gestion de la nature municipales, et considérant les ARA comme un « outil de dialogue » (M. Vargas, directrice de la FNB, citée dans Periódico Digital PIEB, 21 octobre 2015 : s.p.) entre les acteurs en amont et en aval, la FNB, initiatrice du projet ARA, s'inscrit donc dans cette myriade d'acteurs parties prenantes de l'institutionnalisation et de la reconception locale des instances de gouvernance au niveau municipal, mais également communautaire. L'arrangement mis en place — les ARA — est encadré dans ce contexte institutionnel local. Il est influencé par ces institutions ainsi que par les normes sociales et culturelles existantes, mais comporte également un potentiel de transformation des relations sociales et politiques entre les différents acteurs et groupes d'acteurs de la gouvernance de l'eau au sein de bassins versants locaux.

Reste à comprendre selon quelles modalités, par quels processus de « bricolage institutionnel » (Clever, 2012), les ARA s'encastrent dans ce contexte lui-même hybride. De par leur titre (Accords Réciproques pour l'Eau), tout d'abord, mais aussi par la façon dont ils sont présentés aux participants, les ARA font appel aux notions culturelles de réciprocité/*ayne*. Clever (2012) affirme que le recours à des références culturelles, soi-disant « traditionnelles » et supposément partagées, est un moyen parmi d'autres de rendre légitimes de nouveaux arrangements bricolés. Toutefois, ces derniers peuvent ne pas (totalement) correspondre aux arrangements soi-disant « traditionnels » auxquels ils se réfèrent, voire amener à leur transformation en les adaptant et les articulant avec d'autres logiques.

Alors que les PSE, comme nous l'avons évoqué, sont encore souvent posés comme des vecteurs de généralisation de la logique marchande à la gouvernance des ressources naturelles, et critiqués comme tels, les initiatives locales ARA font délibérément appel, ne serait-ce que dans leur appellation, à des logiques non marchandes et références culturelles. On est alors en droit de se demander ce qui relève de la justification discursive, censée faire accepter un projet de développement à des participants locaux en créant de manière artificielle un projet « taillé pour correspondre aux circonstances locales » (Clever & De Koning, 2015 : 7, trad. pers.) ou au contraire d'un mécanisme de bricolage traduit dans la pratique par la « remise à neuf »

(*refurbishment*) de normes et de traditions culturelles et leur « assemblage » (*piecing together*) avec des logiques et normes « modernes » et externes, ayant « fui » (*leakage*) (ibid.) jusqu'à la région des vallées crucéniennes.

Ceci nécessite d'interpréter les relations d'échange des services hydriques par les ARA, et d'identifier les logiques socioéconomiques sous-jacentes à l'échange de ces services. Nous montrerons qu'un détour par le référentiel polanyien permet de concevoir ces éléments et de développer une grille d'analyse convaincante de ces relations d'échanges.

## 6. LES ARA ET LEUR ENCASTREMENT AU PRISME DU REFERENTIEL POLANYIEN

« Il importe de tenir compte de l'aspect non économique. Car il se peut que la religion et le gouvernement soient aussi capitaux pour la structure et le fonctionnement de l'économie que les institutions monétaires ou l'existence d'outils et de machines qui allègent la fatigue du travail. L'étude du déplacement de l'économie dans la société n'est donc rien d'autre que l'étude de la manière dont le procès est institutionnalisé à différentes époques et en divers lieux » (Polanyi & Arensberg, 1975 : 244).

Karl Polanyi (1886-1964) est surtout connu pour sa critique du « fondamentalisme marchand » (Hart, 2008 : 1135, trad. pers.) dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, auquel il reproche de considérer la société comme « un auxiliaire du marché » (Polanyi, 1983 [1944] : 88), et pour ses prédictions quant à l'évolution autodestructrice du capitalisme dans son célèbre essai, *La Grande Transformation* (1944). Polanyi voit, en effet, la crise capitaliste comme un processus structurel, engendré par la « désintégration des communautés, l'éclatement des solidarités et le pillage de la nature » (Fraser, 2013 : 41), faits eux-mêmes causés par la subordination de la morale et de la démocratie aux marchés (qui a, selon lui, débuté avec la révolution industrielle anglaise). Cette crise engendrerait alors un contre-mouvement de protection et de repli sur soi qui aurait conduit, selon Polanyi, au fascisme. Afin de dépasser ce piège, Polanyi suggère l'adoption d'un modèle socialiste se différenciant du socialisme centralisé et caractérisé par « l'extension de la démocratie à la sphère économique » (Polanyi, 2008 : 431), et ainsi le réencastrement démocratique du marché dans la société. Ce « socialisme positif » (op.cit. : 319) permettrait de dépasser la binaire opposition entre État et marché, grâce, notamment, à la réincorporation de la logique réciprocaire dans l'organisation sociale et économique (Saiag, 2009), et à l'instauration « d'un nouveau régime démocratique de régulation qui rendrait les marchés inoffensifs, sans les supprimer totalement » (Fraser, 2013 : 42). La vision qu'il offre sera critiquée en raison, d'une part, de son caractère eurocentrique<sup>20</sup>, et d'autre part, pour n'avoir pas prévu la « renaissance de l'économie marchande au cours de l'après-guerre » (Hart, 2008 : 1136, trad. pers.), dans un cadre institutionnel sensiblement différent, soit celui que Harvey (2005) nomme le « libéralisme encastré », en référence au keynésianisme d'après-guerre.

---

<sup>20</sup> On y voit par exemple peu de références au développement des empires coloniaux (Hart, 2008) et à leur impact sur l'institutionnalisation des relations d'échanges économiques et le désencastrement des marchés en Europe.



Par la suite, cependant, Polanyi rédigea d'autres travaux, s'inscrivant dans le champ anthropologique, décrivant des formes d'économie, dite *substantive*, et produisant une typologie des modalités historiques d'institutionnalisation du processus économique. Si ces derniers travaux sont moins connus, ils bénéficient depuis quelques années d'un regain d'intérêt au sein de la socioéconomie, en particulier dans le cadre de la recherche francophone, notamment sous l'égide de Jean-Louis Laville. Si ce référentiel suscite un intérêt nouveau, c'est parce qu'il est fondé sur la notion d'encastrement des marchés, dont il propose une compréhension différente de celle élaborée par Granovetter (Laville, 2007b).

Partant d'une analyse des économies empiriques et de leur encastrement, et non d'hypothèses comportementales a priori, Polanyi estime « qu'il n'existe aucune relation nécessaire entre l'action d'économiser les moyens et l'économie empirique » (Polanyi & Arensberg, 1975 : 236), bien que cette relation puisse, certes, exister. Il va alors reconsidérer la définition dite formelle de l'économie<sup>21</sup>, soit l'économie des moyens permettant l'obtention d'un maximum de biens rares, et proposer une définition de l'économie dite *substantive*, basée sur la fonction de satisfaction des moyens d'existence, tirant « son origine de la dépendance de l'Homme par rapport à la nature et à ses semblables pour assurer sa survie » (Polanyi & Arensberg, 1975 : 239). Au sein de cette économie substantive, « le souci de préservation de la vie sociale et naturelle (...) est prépondérant » (Coraggio, 2013 : 173) et les « valeurs d'usage sont déterminantes » (Laville, 2015 : 96). Précisons que cette définition ne tient pas uniquement compte des moyens matériels de l'existence humaine, mais également des moyens d'existence sociale des individus. Il s'agit de « la dimension économique de réponse auto-organisée aux besoins de la vie quotidienne » (Guérin et al., 2011 : 321).

La définition substantive de l'économie — voir notre article « *Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocatrices, redistributives et marchandes* » (section 11.2) (Bétrisey & Mager, 2015) — permet de saisir la rationalité économique dans sa multiplicité. La rationalité économique formelle, au sens de maximisation de l'utilité à court terme et exprimée sur la base d'un calcul coût-bénéfice, serait une forme de rationalité parmi d'autres (sociale, morale, émotionnelle) et ne résumerait pas à elle seule la « nature » de l'agir humain. « L'être humain ne saurait être une simple machine à calculer et à calculer uniquement ses propres bénéfices ; cependant il n'est non plus radicalement autre chose : il est cela et autre chose » (Ionita, 2015 : 40). La définition substantive de l'économie amènerait à penser l'économie comme un hybride, au-delà du prisme marchand et à refuser (1) la confusion entre institution marchande et marché autorégulateur (2) la confusion entre rationalité et rationalité économique formelle, ainsi que (3) « l'identification de l'entreprise moderne à l'entreprise capitaliste » (Laville, 2008 : 5). En effet, la régulation marchande est présente, mais « relativisée et infléchie par la densité des relations personnelles » (Laville, 2015 : 96). Cette définition substantive correspond, selon Polanyi, à la majorité des économies empiriques, organisées selon trois modes idéaux typiques d'institutionnalisation de l'économie — « par lesquels sont reliés les éléments du processus économique — des ressources matérielles et du

---

<sup>21</sup> « L'action d'économiser les moyens, qui représente l'essence de la rationalité, est alors considérée comme une manière d'utiliser du temps et de l'énergie, de sorte que soit réalisé un maximum d'objectifs par cette relation de l'homme avec la nature » (Polanyi & Arensberg, 1975 : 235).

travail jusqu'au transport, au stockage et à la répartition des biens » (Polanyi, 2011 : 77). Ces principes sont « empiriquement mobilisés dans les économies humaines » (Laville, 2007b : 287) et confèrent « unité et stabilité » (Polanyi & Arensberg, 1975 : 44) aux processus économiques. Il s'agit de l'échange marchand, de la redistribution et de la réciprocité.

- L'échange marchand est défini comme « une relation entre offreur et demandeur [qui] s'établit sur une base contractuelle à partir d'un calcul d'intérêt et qui autorise une autonomisation par rapport aux autres relations sociales » (Laville, 2007b : 287). « Le marchandage est essentiel ici, puisqu'il s'agit du moyen pour chaque échangiste de s'assurer d'obtenir le plus possible » (Polanyi, 2011 : 86). L'échange marchand est également appelé « échange-commutation » (Servet, 2007), dans la mesure où les partenaires de la relation d'échange, appelée, elle, transaction, sont interchangeable, et dans le cas où ce qui compte n'est pas la relation entre les partenaires, mais le(s) bien(s) ou service(s) échangé(s). Douai & Montalban (2015) estiment que la transaction marchande « se nie dans sa socialité en étant purement objectale » (op.cit : 221). L'échange marchand suppose donc (1) l'existence d'individus « vecteurs de mobiles économiques individuels autonomes » (Servet, 2007 : 262), indépendants, équivalents — donc interchangeables — (2) l'émergence « d'un marché créateur de prix » (Polanyi & Arensberg, 1975 : 245) et (3) la mise en concurrence des acteurs prenant part aux échanges.
- La redistribution est le second principe défini par Polanyi et consiste en un mouvement de centralisation des ressources auprès d'une autorité considérée comme légitime, qui les répartit ensuite selon des critères établis par ses soins<sup>22</sup>. Elle suppose l'existence « à l'intérieur d'un groupe, d'une certaine forme de centre » (Polanyi & Arensberg, 1975 : 245) ainsi que la reconnaissance de « l'interdépendance de personnes de statuts différents et occupant de ce fait une position centrale ou au contraire périphérique au sein d'une structure sociale » (Hillenkamp, 2009 : 19).
- Le principe de réciprocité « caractérise la relation établie entre des groupes ou des personnes grâce à des prestations qui ne prennent sens que dans la volonté de manifester et de renforcer un lien social entre les parties prenantes » (Laville, 2007b : 288). La réciprocité s'inscrit dans une totalité sociale, mais nécessite au préalable la « singularisation des êtres qui composent cette totalité » (Servet, 2007 : 270). Elle implique « le souci de l'autre » et une « logique de l'obligation » (op.cit. : 264), soit une logique « à la fois et nécessairement déterminée *et* libre, obligatoire *et* volontaire » (Ionita, 2015 : 36, italiques dans l'original). Le retour de l'aide reçue n'est ainsi « pas obligatoire en termes contractuels ou dans l'absolu : il est attendu en matière de sociabilité et d'humanité » (Sabourin, 2007a : 202). Selon Servet (2007), les pratiques de vengeance participent de la même logique d'obligations réciproques, qu'il qualifie de « réciprocité négative » et dont Sabourin (2013) estime qu'elle est fondée sur une « dialectique de l'honneur » (op.cit. : 170). En conséquence, si l'échange marchand constitue « une

---

<sup>22</sup> « Il y a redistribution au sein d'un groupe dans la mesure où, pour l'allocation des biens (y compris la terre et les ressources naturelles), ceux-ci sont rassemblés en une seule main et répartis en fonction de la coutume, de la loi ou des décisions centrales ad hoc. » (Polanyi, 2011 : 83).

transaction portant sur des objets », la réciprocité — qu'elle soit positive ou négative —, consiste en une « relation entre les personnes » (Sabourin, 2007b : 44), qui n'est pas indépendante des normes sociales et structures de pouvoir. La portée matérielle de la réciprocité ne constitue donc pas la motivation unique et principale de l'entrée en relation, laquelle procède aussi d'attentes normatives liées notamment à une recherche de reconnaissance intersubjective. Partant, « la valeur du lien primerait sur la valeur d'usage et d'échange » (Ionita, 2015 : 39) des biens et services. Aristote différenciait déjà la réciprocité proportionnelle (assimilable à l'échange marchand) ayant pour finalité la justesse de l'échange et la réciprocité incommensurable ayant pour finalité un projet commun, la création de « ces liens fondamentaux qui renforcent la moralité d'un individu » (Aristote, cité dans Cattacin, 2001 : 2). Dans les sociétés rurales, Sabourin (2013) montre comment, lors de relations réciprocales, « la relation sociale ou affective entre les sujets prévaut sur la nature ou la valeur matérielle de la prestation, même si, souvent, celle-ci est nécessaire à la production » (op.cit. : 173).

Ces types idéaux d'arrangements institutionnels sont vus comme « l'expression (...) des rapports sociaux (...) [et] traduisent la présence et la logique de fonctionnement de structures sociales » (Godelier, 1975 : 18). Il s'agit là d'idéaux types, pouvant certes être isolés a priori, mais « ne se retrouvant pas sous une forme "pure" dans la réalité, au contraire, s'entrecroisant dans toute forme d'institution » (Hillenkamp, 2012 : 237, trad. pers.). Polanyi contredit en effet l'idée voulant que ces modes soient exclusifs et correspondent à un gradient de l'évolution des sociétés vers la modernité<sup>23</sup>, avec la réciprocité comme forme d'intégration économique archaïque et l'échange marchand comme forme la plus évoluée vers laquelle tendraient toutes les sociétés et qui finirait par dominer à l'échelle globale, hors les autres principes cités précédemment. Il affirme que ces modes coexistent dans différentes configurations (Servet, 2007) au sein de « systèmes mixtes » (Sabourin, 2013). Sabourin (2013) estime que cette coexistence peut se dérouler sur le principe de la « juxtaposition de mondes parallèles » (op.cit. : 175), de la complémentarité articulée au moyen d'une interface permettant la « conversion de logiques ou de valeurs » (op.cit. : 178), ou de la contradiction engendrant la « paralysie mutuelle des deux systèmes ou la domination de l'un par l'autre » (op.cit. : 176). Lorsque certains principes viennent à dominer dans certaines configurations sociohistoriques, ils n'éradiquent jamais totalement les autres modes, même s'ils peuvent chercher à les occulter (Laville, 2007b). Ainsi, si l'on pose souvent que le marchand « s'est imposé progressivement, parvenant à se superposer aux pratiques de réciprocité et à les masquer » (Sabourin, 2007a : 214), les observations empiriques montrent souvent une non-éradication des logiques réciprocales, et même parfois « l'actualisation des pratiques de réciprocité » (Sabourin, 2007a : 207) qui côtoient la régulation marchande. En effet, « malgré l'impact du projet de société de marché, l'encastrement politique de l'économie n'a pas disparu » (Laville, 2008 : 6).

Le désencastrement des marchés, au sens de leur libération de la tutelle de toutes institutions sociales et normes morales, serait alors une « anomalie de l'histoire » (Fraser, 2013 : 44), basée sur une idéologie au sens d'un ensemble de croyances partagées, déconnectée des économies « réelles ». Un désencastrement certes désiré, « tendanciel » (Laville, 2008 : 6), que l'on tente de

---

<sup>23</sup> « Les formes d'intégration ne représentent pas nécessairement des stades de développement. De nombreuses formes subordonnées peuvent exister à côté de la forme dominante, qui peut elle-même réapparaître après une éclipse temporaire » (Polanyi, 2011 : 86-87).

mettre en pratique par une volonté politique forte, mais il s'agit d'une utopie qui n'est jamais totalement réalisée. D'abord, car cette tendance au désencastrément des marchés nécessite paradoxalement une intervention minimale de l'État et, ensuite, car elle « perturbe la société » au point d'engendrer « une réaction de celle-ci, impliquant des formes de réencastrément » (ibid.), soit la création de nouvelles institutions ou arrangements parant aux « forces du marché prétendument impersonnelles et naturelles » (Hart, 2008 : 1140, trad. pers.). En « compensant » les effets négatifs des marchés en matière d'équité et de reproduction du lien social, ces arrangements institutionnels, basés le plus souvent sur des logiques réciprocaires et redistributives, permettent paradoxalement la reproduction de l'échange marchand, auquel elles s'articulent.

Inversement la réciprocité gagnerait à être combinée au principe marchand, afin « d'élargir le champ d'action et les publics touchés » (Laville, 2007a : 96) et gagner en liberté d'action. Cette hypothèse permet de saisir la pluralité des marchés et des économies empiriques qui résulte du potentiel infini de combinaisons et articulations possibles entre les différents principes idéaux typiques d'institutionnalisation des échanges économiques. Il existe alors plusieurs formes de marchés et les marchés « en voie de libération », que l'on connaît aujourd'hui, sont une exception et non la norme, même s'ils sont plus visibles, discursivement normalisés et naturalisés, et occupent une position dominante au sein des politiques publiques. L'affirmation selon laquelle le néolibéralisme aurait permis le désencastrément des marchés serait alors une « mystification du fait que les marchés sont toujours encastés dans des processus politiques largement invisibles » (Hart, 2008 : 1142, trad. pers.).

Ce faisant, la définition substantive de l'économie nous permet de penser l'hybride et l'entre-deux, au-delà des dualités (rationnel/irrationnel ; marchand/non marchand ; monétaire/non monétaire ; économique/politique), ce qui est parfois « un défi pour la pensée moderne de type analytique, accoutumée à séparer de façon binaire le civilisé du sauvage, le national de l'étranger, l'anglo-saxon du latino » (Garcia Canclini, 2001 : 25, trad. pers.). Les modalités de cette coexistence, voire de cette hybridation de logiques économiques en des formes nouvelles, ainsi que le degré d'encastrement des marchés — appelés à se transformer dans le temps —, sont, selon Hillenkamp (2008), sous-tendues par des idéologies, qu'elle appelle *régimes de justification*. Elle postule une relation dialectique entre les modes d'intégration de l'économie (combinant les différentes logiques selon des modalités variables) et leurs régimes de justification, dont résultent des modèles de développement économique. Cette position s'accommode très bien avec une sociologie pragmatique s'intéressant aux régimes de justifications sous-tendant la construction de normes ainsi que les différentes formes d'actions, qui renvoient à différents horizons de sens et notions de justices. Ces idéaux et conceptions transparaissent alors de manière implicite ou explicite au sein de discours de justifications de pratiques et de normes.

La théorie de l'économie substantive de Polanyi montre les liens entre sphères économiques et politiques de manière nouvelle, considérant l'économie comme intégrée dans le politique. L'institutionnalisation de l'économie, le désencastrément ou le réencastrément des marchés sont avant tout des constructions politiques, justifiées par des systèmes idéologiques. Cela vaut également pour « la » société capitaliste occidentale actuelle, qui est alors conçue comme une construction sociale et politique, « un processus de soutien politique à une vision unilatérale de l'économie » (Laville, 2015 : 91), sciemment fabriquée, et non comme une « évolution » naturelle

de la nature humaine ou une condition *sine qua non* de la démocratie (Hillenkamp & Laville, 2013)<sup>24</sup>. La régulation marchande n'est alors ni une évidence ni une fatalité, encore moins un « épanouissement spontané » (Laville, 2015 : 93). Les modalités d'institutionnalisation de l'économie, y compris la régulation marchande, sont bel et bien liées à l'espace politique (*space of politics*) entendu comme l'espace formel de l'exercice du pouvoir et de la constitution de politiques (*policies*).

## 6.1 Économie substantive et sphère politique

*« Tout bien considéré, s'il est connu que les penseurs des Lumières ne se préoccupaient pas de certains faits économiques, leurs successeurs au XIXe siècle étaient totalement aveugles quand il s'agissait de l'État, de la nation et du pouvoir, au point de douter de leur existence (...) dans le domaine de l'historiographie, il en découla un rejet radical de toutes les forces non économiques. »*  
(Polanyi, 2011 : 50-51)

L'économie substantive, du fait de son encastrement, serait « indissociable des rapports humains qui mettent en jeu des désirs de reconnaissance et de pouvoir » (Laville, 2007b : 288). Elle s'inscrirait ainsi dans l'espace politique (*political space*), entendu comme l'espace produit par les pratiques et les relations de pouvoir du quotidien, qu'elle amènerait également à (re)produire. Ce faisant, elle serait tout aussi bien capable de contribuer à (re)produire des espaces politiques agonistes, mais aussi à créer des espaces politiques antagonistes (Schurr, 2014). Elle oscillerait perpétuellement entre un mouvement de domination et d'émancipation de groupes et d'individus marginalisés. Ces éléments seraient, selon Fraser (2013), trop peu mis en avant par Polanyi, qui approcherait le processus de désencastrement des marchés et le passage de la « société du statut » (*Gemeinschaft*) à la « société du contrat » (*Gesellschaft*) (Polanyi, 2011 : 93) de manière excessivement normative, systématiquement associée à la prédation, au danger et à l'exposition, entendue comme une absence de protection, de refuge. Fraser observe au contraire que « les processus qui désencastrent les marchés des protections oppressives comportent une dimension émancipatrice » (op.cit. : 47). À titre d'exemple, Laville (2007a) reconnaît le caractère historiquement « libérateur » de l'institution marchande « face aux rapports économiques de l'Ancien Régime » (Servet, 2013 : 207) en France. L'impersonnalité inhérente à l'échange marchand pourrait alors, dans des conditions bien spécifiques, être « un vecteur puissant de démocratie et d'émancipation » (Guérin, 2015 : 172). Fraser montre toutefois que ces mécanismes de désencastrement, cherchant à libérer le marché de toute norme sociale et morale, ont un effet « oppressif », en ce qu'ils « rompent les liens sociaux, détruisent les moyens de production et pillent la nature » (Fraser, 2013 : 42). De plus, il serait illusoire de voir les marchés comme totalement désencastés. Aujourd'hui encore, les pratiques et régulations marchandes sont articulées à des logiques sociales et politiques. C'est donc la nature de ces logiques et relations sociales qu'il faut questionner : s'agit-il de logiques de nature émancipatrice ou subordonnante ?

---

<sup>24</sup> « En un temps extrêmement bref, la fiction de la marchandise, appliquée au travail et à la terre, bouleversa le fondement même de la société humaine (...). Ce nouvel appareil institutionnel se transforma en force dominante de l'économie, désormais justement qualifiée d'économie de marché ; il produisit alors un autre changement, plus radical encore, celui d'une société entièrement encadrée dans le mécanisme de sa propre économie : une société de marché » (Polanyi, 2011 : 43).

Si, « historiquement, les références et normes ayant servi à encadrer les marchés ont souvent été hiérarchiques et excluantes » (Fraser, 2013 : 50), voire « violentes et marquées par le patriarcat le plus brutal » (Laville, 2015 : 96), elles peuvent également servir de refuge, et être émancipatrices, notamment lorsqu'elles sont basées sur des normes « contrôlées publiquement » (Fraser, 2013 : 52). Toujours dans une perspective historique, Laville (2015) montre comment des organisations communautaires d'économie substantive (*kilombos*) ont permis l'émancipation des descendants des victimes de la traite des Noirs, suite à l'abolition de l'esclavage au Brésil. Les sociétés mutualistes d'artisans au Chili ont, quant à elles, permis d'améliorer les conditions de vie et de travail de leurs membres. Ainsi, parmi les pratiques économiques substantives et fortement encadrées, comme celles dites d'économie sociale et solidaire, certaines peuvent constituer de nouveaux « espaces de délibération » (Cary & Laville, 2015 : 24), entretenir « des liens étroits » avec « les luttes contre la société patriarcale » (Santos & Rodríguez Garavito, 2013 : 142), et transformer les conventions régissant les rapports de production, basés sur la classification raciale (Hillenkamp & Bessis, 2012). Rakopoulos (2014) montre comment les acteurs de nouvelles initiatives d'économie solidaire dans la Grèce en crise voient leurs activités comme « l'expression du mécontentement populaire et de protestation face à l'austérité dans son ensemble » (op.cit. : 328, trad. pers.), et comme une forme de « lutte pour différentes valeurs et possiblement pour une différente Grèce » (op.cit. : 329, trad. pers.). Parallèlement, certaines pratiques réciprocales comportent un risque d'« exclusion du groupe et de totalitarisme au sein du groupe » (Hillenkamp, 2012 : 238, trad. pers.), et se rapprochent de structures de domination et de subordination, porteuses d'injustice sociale, voire de « brutalité » (Servet, 2013 : 207) selon les enchâssements politiques contextuels. Elles peuvent aussi « favoriser les pouvoirs en place, qui peuvent les instrumentaliser » (Cary & Laville, 2015 : 30).

On peut alors considérer, à l'instar de Lemaître (2009) que les relations d'échanges économiques s'inscrivent « dans l'espace public et au sein des politiques publiques, selon une relation d'influence réciproque » (op.cit. : 326). La dimension « espace public » et celle du « *political space* » nous imposent de « soumettre les échanges marchands et les normes non marchandes à un examen critique » (Fraser, 2013 : 48). C'est ce que nous tenterons de faire ici. Mais la dimension « *space of politics* » nous enjoint aussi à considérer le contexte politique formel dans lequel se déroulent les processus économiques. C'est pourquoi l'utilisation du référentiel polanyien dans le contexte latino-américain nécessite quelques adaptations, ainsi que la prise de quelques précautions, comme le suggèrent des auteurs du courant postcolonial, à l'instar de Corragio (2013).

## 6.2 L'économie substantive dans l'Amérique latine contemporaine

*« En pleine crise structurelle du capitalisme (...) la condition foisonnante de la pluralité acquiert une autre connotation, se transformant en alternative au monde unique, à la pensée unique » (Prada Alcoreza, 2014 : 171)*

S'il a longtemps été orienté par une logique de classes, portée par les mouvements et syndicats paysans et ouvriers, le débat sur la justice sociale et la reconnaissance en Amérique latine est aujourd'hui indissociable de la question identitaire, ethnique, raciale et territoriale, et plus précisément de l'histoire des mouvements indigènes et afro-américains (Rodríguez Garavito & Baquero Díaz, 2015). En effet, depuis le « péché originel » de la colonisation (Santos, 2011 : 28),

la « domination de classe et la domination ethnoculturelle se nourrissent l'une de l'autre, ce qui veut dire que le combat pour l'égalité ne peut être séparé du combat pour la reconnaissance de la différence » (ibid.). Quiroga Díaz (2009) estime que les pays latino-américains partagent une forme « d'injustice structurelle » envers les femmes et les indigènes, basée sur les représentations collectives coloniales et néocoloniales dans lesquelles les « connaissances ancestrales, le respect pour la terre, l'intuition et le non marchand furent associés au féminin et dévalorisés par des catégories de superstition et d'arriérés » (Quiroga Díaz, 2009 : 79, trad. pers.). Elle affirme également que cette co-construction de catégories subalternes a été renforcée par « la tutelle des États et des programmes sociaux dirigés vers les populations pauvres, indigènes, afrodescendantes, et les femmes en âge de reproduction » (Quiroga Díaz, 2009 : 79, trad. pers.), liant le féminin au « traditionnel » (Laurie & Calla, 2004) et au « local », au demeurant marginalisés, et le masculin au « global » (Roberts, 2004). Cette forme de mépris et de non-reconnaissance a rendu la participation et la représentation politique formelle des femmes quantitativement et qualitativement anecdotiques en Amérique latine jusqu'au milieu des années 1990.

L'économie substantive en Amérique latine est souvent associée à l'économie populaire ou à l'économie indigène, lesquelles, à l'instar des institutions et des arrangements soi-disant « traditionnels » ou communautaires précapitalistes et informels, ont longtemps été considérées comme non modernes, vouées à disparaître et demandant à être « formalisées » et uniformisées selon des principes dits de « bonne gouvernance ». À ce titre, ces formes d'économie substantives furent exclues du cadre institutionnel formel de nombreux pays latino-américains, comme en Bolivie, jusqu'en 2005 (Hillenkamp, 2009). En ce qui concerne l'économie dite populaire, Hillenkamp (2009) montre comment les théories d'inspirations marxistes et néolibérales l'ont tour à tour considérée comme le résultat de l'exploitation par le capital ou par les excès d'une bureaucratie inefficace, alors qu'à l'inverse, des théoriciens latino-américains (Coraggio, 1995 ; Larraechea & Nyssens, 1994) ont posé qu'elle répondait à « une finalité spécifique, la satisfaction des besoins de base » (Hillenkamp, 2009 : 8). Il s'agit donc bien là d'une forme d'économie substantive au sens de Polanyi, dont Hillenkamp (2009) témoigne qu'elle a par ailleurs résisté et s'est maintenue à travers les différents paradigmes et courants de développement économique (inspirés des théories de la modernisation au néolibéralisme, en passant par les théories de la dépendance et de l'industrialisation par substitution, etc.) qui ont marqué l'histoire latino-américaine. L'économie populaire s'est articulée par le passé, et le fait encore aujourd'hui, aux structures étatiques (Larraechea & Nyssens, 1994), ainsi qu'« aux nouvelles structures de marché et aux entreprises capitalistes » (Hillenkamp, 2009 : 9), renforçant la pluralité des modalités d'institutionnalisation de l'économie latino-américaine.

Si, aujourd'hui, l'Amérique latine dans son ensemble se trouve « dans un processus inéluctable de création d'une pluralité de formes d'économie alternative » (Coraggio, 2013 : 178), ce processus d'hybridation et d'articulation n'est pas totalement distinct des structures de pouvoir actuelles, mais aussi historiques. Il s'agit donc de prendre en compte cette histoire, y compris celle de l'époque coloniale, lors de l'analyse des économies empiriques en Amérique latine. Coraggio (2013) considère que la colonisation a apporté des « formes d'exploitations du travail non formellement capitalistes (comme la petite production paysanne ou artisanale, les formes de servitude des communautés) » (op.cit. : 172). Ces structures se sont maintenues tout en se

transformant dans les différents États latino-américains, à l'instar de la Bolivie, sous les Républiques post-indépendance que Buss (1982) qualifie d'États féodaux créoles. En effet, bien souvent, la République initiale perpétua la plupart des institutions (notamment la propriété foncière) et lois héritées de la colonie, ainsi que le « mépris de la culture autochtone » (op.cit. : 68) et la survalorisation de la culture européenne, reflétant la « colonisation mentale » (op.cit. : 80) d'alors, touchant la population américaine, toutes classes confondues. En Bolivie, si la pratique de la *minga*, par exemple, a perduré tout en se transformant au sein de communautés indigènes et paysannes, elle fut également historiquement instrumentalisée par les colons, puis par les grands propriétaires terriens créoles lors de la première République pour s'assurer une main-d'œuvre à bas coût.

Partant, même si « les formes communautaires ont traversé les périodes de la colonie et de la république, elles ont résisté, se sont transformées et actualisées et ont traversé la modernité elle-même » (Prada Alcoreza, 2014 : 176). Elles ont également été façonnées par les diverses hiérarchies sociales, de même que par les imaginaires associés. Hillenkamp (2008) montre comment certaines logiques économiques furent amenées à coexister ou à dominer l'organisation de l'économie, soutenues par divers régimes de justification et donnant naissance aux différents modèles de développement qui se succédèrent dans la Bolivie contemporaine. Selon Corragio, ces éléments influenceraient la manière dont se développent les régulations capitalistes en Amérique latine encore aujourd'hui. Le courant postcolonial note ainsi la marginalisation des systèmes de pensée soi-disant « traditionnels », qui furent et sont encore réprimés ou simplement ignorés par « la rationalité dominante eurocentriste » les considérant comme « “rétrogrades”, “inférieurs”, “locaux” ou “particuliers”, “improductifs” ou “stériles” » (Santos, 2011 : 34). Cette invisibilisation a fortement influencé les modes d'organisation soi-disant « traditionnels » et populaires de l'économie. Il s'agit donc de revoir les catégorisations de « modernité » et de « tradition » indigène et paysanne et de démontrer comment « l'indigène et le populaire n'ont pas été éliminés, mais reformulés en matière de nouvelles relations sociales de production » (Pitarch & Orobitg, 2012 : 13, trad. pers.), et ce en relation avec les structures de pouvoir existantes que ce soit en s'y soumettant, en les contournant, en les adaptant ou en y résistant.

Le cas bolivien s'y prête bien. Si la constitution de 2009 et les lois auxquelles elle a donné naissance, jugées progressistes, ont contribué à transformer l'imaginaire de « l'État dans la modernité, l'histoire d'un rapport entre l'État et la société qui définit la séparation entre gouvernants et gouvernés, entre société politique et société civile » (Prada Alcoreza, 2014 : 169-170), le chemin de l'instauration d'une « nouvelle cartographie institutionnelle, ainsi que d'un nouvel imaginaire social et d'un lien symbolique entre les deux » (idem : 171) est encore long et sinueux.



### **6.3 L'économie substantive dans la Bolivie « en transition postcoloniale »**

« La cause structurelle ayant provoqué la crise climatique est le système capitaliste failli. Le système capitaliste promeut le consumérisme, le bellicisme et le mercantilisme, engendrant la destruction de la Terre Mère et de l'humanité. Le système capitaliste est un système de mort. Le capitalisme conduit l'humanité vers un horizon de destruction qui condamne à mort la nature et la vie même. Pour résoudre structurellement la crise climatique, nous devons détruire le capitalisme » (Ministerio de Planificación del Desarrollo, Estado Plurinacional de Bolivia 2015 : 2, trad. pers.).

À travers le processus de création d'une nouvelle constitution (2006-2009), la Bolivie a entrepris une « reconstruction délibérée des relations entre État et société » (Wright, 2009 : 57, trad. pers.). Cependant, ce processus a commencé bien avant la convocation par Evo Morales de l'assemblée constituante (en 2006) et l'adoption de la nouvelle Constitution nationale (en 2009), notamment avec les diverses réformes territoriales qui ont amené à différents degrés de reconnaissance et de représentation politiques des communautés indigènes, paysannes et des mouvements régionaux. La révolution de 1952, menée par les mouvements syndicaux ouvriers, et la réforme agraire qui a suivi, de même que la politique ultralibérale menée dès 1982 par les gouvernements successifs de Paz Estensero, Paz Zamora et surtout Sanchez de Lozada, ainsi que la promulgation par ce dernier de la Loi de Participation Populaire (LPP) en 1994<sup>25</sup> ont contribué à définir les inclus et les exclus de la citoyenneté et de la reconnaissance sociale.

La nouvelle Constitution, entrée en vigueur en 2009, a entraîné des changements significatifs sur le plan dogmatique et symbolique, dont un élargissement du concept de citoyenneté, « pour inclure des secteurs préalablement exclus » (Wright, 2009 : 69, trad. pers.). Elle reconnaît « la vieille dette de l'État bolivien envers les peuples indigènes d'origine et les communautés paysannes » (Archenti & Tula, 2014 : 61, trad. pers.), mais aussi envers les femmes, et entend les reconnaître en tant que citoyens à part entière. Concrètement, elle vise à promouvoir un « État fondé sur les peuples originels, l'autodétermination des peuples indigènes, une démocratie participative et la primauté des droits collectifs et sociaux » (Wright, 2009 : 69, trad. pers.), un État « plurinational », mais « sous contrôle central » (Blanes, 2010 : 18, trad. pers.). En ce qui concerne la discrimination politique basée sur le genre, la constitution de 2009, entend « transformer les ordres de domination patriarcale et coloniale » (Vega, 2014 : 228), renforcer l'égalité d'opportunités hommes-femmes, et ce en obligeant les autorités à garantir la participation politique des femmes « à travers des critères de parité et d'alternance » (Archenti & Tula, 2014 : 61, trad. pers.) au sein des processus électoraux et de représentation aux différents échelons du gouvernement.

La nouvelle constitution promeut enfin un nouveau modèle de développement, basé sur la philosophie du *Vivir Bien*, héritée ou récupérée de cosmologies indigènes autochtones, défini comme « une vision holistique et intégrale » du développement, en « harmonie avec la Terre-Mère » (Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015 : 2, trad. pers.) promouvant des logiques de *convivencia* (Phelan & Guillen, 2014), de « réciprocité et souci de l'autre » (Houtart, 2011 : 3, trad. pers.), de « complémentarité sociale et rejet de l'exclusion » (Choquehuanca, 2010, cité par

---

<sup>25</sup> Sous le gouvernement néolibéral de Sanchez de Lozada.

Houtart 2011 : 3, trad. pers.). Lors de la conférence internationale sur le changement climatique COP 21 en 2015, le gouvernement bolivien déclarait : « La Bolivie comprend le *Vivir Bien* comme l’horizon culturel et de civilisation alternatif au capitalisme, lié à une vision holistique et intégrale qui priorise la porté d’un développement intégral en harmonie avec la nature, et comme la solution structurelle à la crise climatique mondiale » (Ministerio de Planificacion del Desarrollo, 2015 : 2, trad. pers.)

C’est donc à un processus de reconceptualisation de l’État qu’a mené la nouvelle Constitution, contestant la vision « mononationale (...), monoculturelle » (Prada Alcoreza, 2014 : 183) et patriarcale d’un État « inachevé et oligarchique, produit des limites du pacte colonial scellé lors de l’avènement des républiques indépendantes » (Aguinaga et al., 2014 : 89-90). Il s’agit là d’un véritable défi, d’autant que la norme de l’État-nation, héritée de la République post-indépendance et inspirée du modèle occidental, en place depuis plus de 300 ans, a imprégné les imaginaires des relations entre États et société, les mentalités et subjectivités plus profondes, de même que les pratiques et les comportements sociaux et politiques (Prada Alcoreza, 2014). Prada Alcoreza (2014) observe, autant qu’il regrette, « l’inertie du vieil État, de l’État-nation, la résistance de l’État libéral qui ne veut pas mourir, la restauration de l’État colonial, l’endurance de l’État moderne mononational et monoculturel » (op.cit. : 183). Cette restauration, par le gouvernement actuel, d’une conception nationaliste de l’État et d’un capitalisme d’État, s’observe particulièrement dans le modèle d’exploitation des ressources naturelles promu par le gouvernement d’Evo Morales.

En effet, si le gouvernement bolivien recourt à une rhétorique de décolonisation de l’État, de l’économie, de l’éducation, et entend mener de front une triple « révolution décoloniale démocratique et anticapitaliste » (Rosales Cervantès, 2015 : 152, trad. pers.), il encourage paradoxalement une logique économique extractiviste (Poupeau, 2013 ; Svampa, 2011), qu’il justifie au moyen d’un registre « néo-développementiste » (Svampa, 2011). Au contraire de la logique développementiste moderniste des années 80, favorisant, à l’instar de la CEPAL, une industrialisation par substitution aux importations, la logique « néo-développementaliste » prévalant en Bolivie, mais également sur le continent latino-américain dans son ensemble, encourage à « reprimariser » l’économie, en reconvertissant le pays en un terrain d’extraction de matières premières et en État rentier, sous couvert de promesses de redistribution de la rente par la construction d’infrastructures publiques dans les domaines de la santé, de l’éducation et des transports (Andrade, 2015; Svampa, 2011). Le parallèle est évident entre cette logique néo-développementiste et celle des avantages comparatifs du modèle de développement néolibéral, qu’une grande partie des gouvernements latino-américains actuels dénoncent, paradoxalement, activement (Svampa, 2011). Dans ce contexte, le gouvernement bolivien édifie un récit sur le « processus de changement » de la Bolivie et sa modernisation<sup>26</sup>, au sein duquel il reconstruit « des binarités de “civilisation/sauvagerie”, et “modernité/tradition” utilisées pour distinguer les paysans progressistes (paysans aux origines indigènes des hauts plateaux) et les “Indiens” passésistes (indigènes des basses terres) » (Laing, 2012 : 1052, trad. pers.), dupliquant les structures de pouvoir que le discours postcolonial du gouvernement Morales, incarné notamment

---

<sup>26</sup> Incarné par le programme gouvernemental « *Bolivia cambia, Evo cumple* », programme de modernisation des infrastructures notamment hydriques, de santé et de transports, financé par le gouvernement du Vénézuéla.

par le vice-président García Linera, critique — voir notre article « *La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale* » (section 11.3) (Bétrisey & Mager, 2016). Tant et si bien que l'ex-vice-ministre de la planification stratégique au sein du ministère de l'Économie et des Finances, Raul Prada Alcoreza, constatait, de façon quelque peu radicale et fataliste, que le gouvernement « reproduit les formes multiples de la domination et rétablit (...) la continuité des structures de pouvoir et des rapports de force » et que cela « revient à également maintenir les relations de dépendance et de subordination de l'État-nation subalterne à l'ordre mondial de domination du système-monde » (Prada Alcoreza, 2014 : 182). Cette ambiguïté du discours gouvernemental, entre dénonciation d'un modèle de développement capitalistique et néolibéral à l'Occidental et la légitimation de ce dernier comme norme — par la rhétorique du « droit au développement » —, est particulièrement lisible dans le discours du gouvernement bolivien autour de la justice climatique (Bétrisey & Mager, 2016).

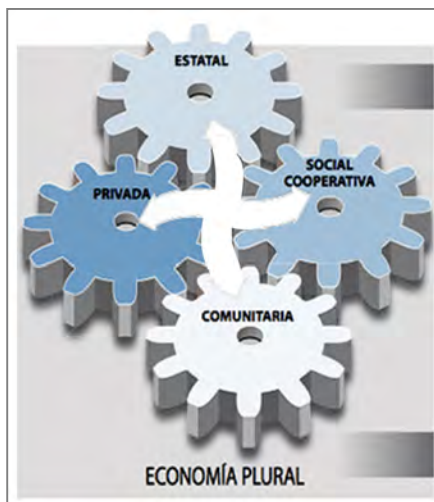
De plus, le processus de mise en œuvre de l'Assemblée constituante et la Constitution qui a résulté ont certes été le fruit d'un procédé démocratique, mais pas d'un consensus national. En effet, le « déplacement du discours de classes (...) vers les identités culturelles indigènes et territoriales » (Blanes, 2010 : 7, trad. pers.), soutenu en grande partie par les mouvements sociaux indigènes et paysans de l'ouest du pays (région de l'Altiplano), a rencontré une forte opposition dans la zone orientale du pays, connue comme la « demi-lune » (*media luna*). Les départements composant cette région tropicale ont une histoire différente, les peuples indigènes, notamment guarani, ayant coexisté avec des élites métisses latifundistes. De plus, ces régions ont été longtemps marginalisées et éloignées du gouvernement national (localisé à Sucre puis à La Paz dans la région andine), ce qui fut perçu dans la conscience collective comme un « abandon » et une forme de non-reconnaissance historique. Avec le développement de l'agrobusiness et le début de l'industrie pétrochimique dans les années 1950, la région — en particulier le département et la ville de Santa Cruz — est devenue le cœur et le moteur économique du pays, intégré au commerce international et à la globalisation politico-économique. Cette puissance économique a débouché sur des revendications d'autonomisation des régions orientales face à un État central perçu comme « retardé ». Les départements de l'Est et leurs élites contestent également le modèle de redistribution prôné par le gouvernement central, en particulier le modèle de redistribution nationale des revenus issus de la vente et exportation des hydrocarbures (Andrade, 2015), dont les gisements exploités sont localisés dans les régions de l'Est, ainsi que la redistribution des terres dans le cadre d'une nouvelle réforme agraire, sachant que les plus grandes exploitations agricoles et latifundistes se trouvent également à l'est du pays.

Ces revendications, menées par des organismes de la société civile et des élites locales, ont été légitimées par le discours sur l'identité régionale *camba* (partagée par les habitants de l'Est, indigènes et métisses confondus) et *cruceña* (celle des citadins originaires de la ville de Santa Cruz). Elles ont repris une rhétorique fondée sur la victimisation et le mythe de l'abandon historique de la région par le gouvernement national, ainsi que sur les qualités supposées naturelles des « peuples » *camba* et *cruceño* et sur leurs origines raciales spécifiques. Si un dialogue a été établi, en 2009, à la suite du référendum pour l'autonomie départementale et de nombreuses manifestations plus ou moins violentes, l'opposition est-ouest est encore bien présente dans les esprits et dans le discours politique régional.

Les immigrants indigènes en provenance de l'Altiplano continuent de souffrir de préjugés et de formes de discrimination et de racisme (Fabricant & Postero, 2013), aussi bien dans les zones urbaines que rurales de l'Est bolivien. Waldmann (2008) montre comment des structures, qu'il estime être néocoloniales et néo-féodales, non seulement persistent, mais parviennent à s'articuler avec la « modernisation » de l'économie crucénienne et les nouvelles élites économiques. En résulte une société hybride qu'il appelle « féoderne » (conjonction de féodale et moderne), au sein de laquelle s'encastrent les échanges et les activités économiques, comme nous le montrons dans notre article « *The conditions for the reproduction of the SAGUAPAC water cooperative in the city of Santa Cruz de la Sierra, Bolivia: discourse analysis* » (section 11.5), qui analyse la reproduction de la coopérative urbaine de services hydriques en ville de Santa Cruz de la Sierra (Bétrisey, 2015).

Bien que contestée par l'opposition et peu respectée par le gouvernement actuel, la nouvelle constitution bolivienne a des implications, du moins théorique, sur l'institutionnalisation des pratiques économiques. De ce fait, la nouvelle constitution induit une forme de reconnaissance de la pluralité, non seulement des institutions et des pratiques, mais aussi des systèmes de valeurs et de significations culturels. En effet, selon Prada Alcoreza (2014), la refonte de l'État bolivien, implique d'aborder « le pluralisme institutionnel, administratif, normatif et celui des modes de gestion » (op.cit. : 174). Or, ce pluralisme concerne non seulement le domaine culturel et juridique, mais aussi économique. La pluralité de l'économie ou l'économie dite « plurielle » est, de fait, un thème clé du projet politique du gouvernement bolivien actuel. Il la considère comme composée de 4 « rouages » économiques : coopératif, public, privé et communautaire (figure XIII).

**Figure XIII Les composantes de l'économie plurielle**



Source : basé sur Arce Catacora (2011 : 12)

Au sein de cette économie plurielle, l'État « joue un rôle fondamental de coordination des différentes formes d'organisation économique, de transformation industrielle des ressources naturelles, de renforcement de l'économie communautaire, de l'économie de la petite et microentreprise et des coopératives » (Prada Alcoreza, 2014 : 177). L'économie soi-disant « traditionnelle », basée sur les organisations indigènes, se situerait dans la dimension

« communautaire ». L'économie populaire correspond, elle, au rouage « social-coopératif », regroupant des organisations communautaires paysannes en milieu rural, des organisations de quartiers informelles en milieu urbain ou encore des coopératives disposant d'un statut formel. La politique du gouvernement entend revaloriser et reconnaître ces économies considérées comme alternatives, jusqu'alors maintenues à l'écart de tout cadre institutionnel.

La valorisation de l'économie communautaire est justifiée par la référence à un idéal d'authenticité indigène et se fonde dans la politique dite de reconstruction de l'État par sa « décolonisation », soit par le rejet de « la colonisation des mentalités par un désir inassouvi de se projeter vers un modèle social occidental » (Calvo & Recondo, 2012 : 184). Le principe de réciprocité, considéré comme emblème, voire comme essence, de l'économie indigène « traditionnelle » joue un rôle important dans ce processus de déconstruction, même si son rappel « comporte des risques de particularisme » (Hillenkamp, 2009 : 33) et d'essentialisation. Or, si certains leaders d'organisations d'économie populaire bolivienne recourent eux-mêmes « aux “racines culturelles” du principe de réciprocité » (Hillenkamp, 2012 : 245, trad. pers.) pour justifier leurs pratiques réciprocaires, il n'existe toutefois pas de circonscription « de la subjectivité indigène » (ibid.) à l'économie populaire. Nous nous joignons à Hillenkamp pour dire qu'il ne faut pas concevoir les « communautés indigènes comme dépositaires du “système de réciprocité” et les descendants des colons, y compris les ONG actuelles, comme stricts représentants du “système d'échange [marchand]” » (Hillenkamp, 2012 : 237, trad. pers.). Le recours au référentiel polanyien permet d'éviter l'écueil de l'interprétation culturaliste de la réciprocité, tout en considérant, moyennant quelques ajustements intégrant les apports du référentiel postcolonial, l'influence de structures et de constructions politiques coloniales et néocoloniales sur les modalités d'articulation des différents principes d'institutionnalisation de l'économie en Amérique latine et en Bolivie. Pour l'heure, nous allons montrer comment Polanyi éclaire le débat sur les PSE, ainsi que la manière dont nous avons construit, sur ce système de référence, une grille d'analyse des ARA.

#### **6.4 L'économie substantive et l'encastrement des PSE**

En reprenant Polanyi, il serait réducteur d'attribuer systématiquement aux PSE la capacité d'imposer le principe d'échange marchand — et donc la marchandisation de la nature, la contractualisation des rapports sociaux (Karsenty, 2004) et la compétition entre les acteurs prestataires de services — aux dépens d'autres modalités d'organisation sociale et d'intégration économique, contrairement à ce qu'affirment Nachloch et al., 2012 ; Reeson & Tisdell, 2010 ou encore Karsenty, 2004, par exemple. Considérant la possibilité de coprésence et d'articulation de différentes logiques économiques, même si certaines peuvent être amenées à exercer une position dominante à un certain moment, ce référentiel incite à faire l'hypothèse que les PSE n'excluent pas les logiques organisationnelles autres que marchandes, mais, au contraire, s'y articulent.

Afin de révéler les modalités socioéconomiques de l'organisation des échanges de services environnementaux, encadrées dans le contexte sociopolitique national, régional et local<sup>27</sup>, nous avons opérationnalisé les trois principes idéaux typiques de Polanyi dans une grille d'analyse

---

<sup>27</sup> Comme l'organisation du travail agricole et communautaire, présentée dans notre article « *Small Farmers in Florida Province, Bolivia : Reciprocity in Practice* » (section 11.1) (Bétrisey & Mager, 2014).

comportant plusieurs critères (personnalisation de l'échange, formalité des modalités d'échange, temporalité de l'échange, définition de la valeur, finalité de l'échange) (figure XIV).

Nous avons ensuite utilisé cette grille afin d'analyser les données relatives aux pratiques et aux aspirations des différents acteurs participant aux ARA, ainsi qu'à la circulation des ressources en leur sein, que nous avons préalablement recueillies à travers une démarche qualitative, faite d'entretiens conduits auprès de participants (en amont et en aval) et de membres de la FNB, ainsi que par une analyse documentaire. Notre démarche a été détaillée dans la partie I de cette recherche.

Figure XIII Grille d'analyse appliquée aux ARA

<i>Logique Economique</i> <i>Critères opérationnels</i>	<i>Réciprocité</i>	<i>Redistribution</i>	<i>Echange marchand</i>
<i>Personnalisation de l'échange</i>	Relation personnalisée et individualisée	Relation entre des groupes d'individus et une autorité	Commutabilité des partenaires
<i>Formalité des modalités d'échange</i>	Obligation morale	Obligation morale et/ou contractuelle	Obligation contractuelle
<i>Temporalité de l'échange</i>	Durée indéterminée	Durée indéterminée ou déterminée	Durée déterminée
<i>Définition de la valeur</i>	Par la coutume	Par l'autorité centrale	Par le marché créateur de prix
<i>Finalité de l'échange</i>	Cohésion sociale	Projet collectif et/ou mutualisation des coûts	Gain matériel

Source : Bétrisey & Mager (2015 : 50)

La recherche fait apparaître les ARA comme des dispositifs institutionnels hybrides articulant plusieurs logiques d'échange et formant un composite sur lequel il est impossible d'imposer l'étiquette « marchande » ou « réciprocaire » seule. De plus, les différents acteurs considèrent cet hybride de manière particulière, selon qu'ils mettent en avant telle ou telle logique économique.

De plus, alors que nous considérons a priori la compensation « en nature » comme paternaliste et quelque peu assujettissante, en ce qu'elle tend à imposer une activité définie au lieu de laisser libre choix aux acteurs quant à la façon d'utiliser le revenu issu de la prestation de services, nous avons observé que de nombreux prestataires de services y voyaient une valeur ajoutée. Ils considéraient en effet la possibilité d'acquérir un capital physique et humain supplémentaire, au-delà de la valeur monétaire de la compensation reçue. Avec la ruche, l'arbre fruitier, ou le matériel de micro-irrigation, la FNB se charge en effet de transmettre des techniques et conseils d'utilisation, grandement valorisés par les prestataires. En 2008, Asquith et al. montraient déjà cette préférence pour la compensation en nature et l'expliquaient par « une préférence rationnelle dans la mesure où les capacités locales d'épargne, d'investissement et d'entrepreneuriat sont limitées » (op.cit. : 679, trad. pers.). Au-delà d'un accroissement rationnel des capitaux, sur la base de nos observations, nous estimons que la compensation en nature est également appréciée par les prestataires en ce qu'elle permet de créer une relation de longue durée avec les partenaires de l'échange, dans la mesure où les formations (« *capacitaciones* ») proposées étaient de même

perçues comme un espace de rencontres et d'échange et l'activité en question (apiculture, fruiticulture, etc.) comme prétexte pour entrer en discussion, individuelle et/ou collective, et exiger la tenue de réunion avec la FNB. Elle permet aussi de conserver la dimension « productive » de l'activité agricole et évite ainsi le sentiment des prestataires d'être payés « pour ne rien faire » et s'éloigne du tournant « post-productiviste » pris par les politiques agricoles dans les pays « développés » et justifié par le discours sur la multifonctionnalité de l'agriculture (Burton & Wilson, 2006).

La limitation du choix de ces compensations en nature (les prestataires sont amenés à choisir parmi un nombre défini d'options, présentées sous forme de catalogue) a, en revanche, fait l'objet de critique de la part des prestataires de services. La FNB se limitait en effet le choix un certain nombre de compensation qualifiées de « productives » et respectueuses de l'environnement avec, en tête de liste, l'apiculture et la micro-irrigation, mais aussi des plants d'arbres fruitiers destinés à la pratique de l'agroforesterie ou encore le fil barbelé destiné à limiter l'espace de pâture du bétail. Ce faisant, la FNB tend à projeter une certaine vision de la paysannerie bolivienne « respectueuse de l'environnement » en référence à des pratiques agricoles productives qui, à défaut d'être endémiques, sont volontiers considérées comme durables au sens de la vision eurocentriste d'un développement durable écologique et productif à la fois. Nous avons été témoins de la volonté de certains agriculteurs d'être compensé avec des outils mécanisés tels que des motopompes ou des avec des fertilisants non organiques et du refus de la FNB d'entrer en matière, ces produits ne correspondant pas aux pratiques « durables » que la FNB cherche à promouvoir. L'impact écologique des options proposées par la FNB — qui consistent au demeurant à introduire de nouvelles espèces d'abeilles et d'arbres fruitiers, à concentrer et intensifier l'élevage et à accroître les zones de forêt — n'a cependant, à notre connaissance, pas fait l'objet de modélisations ou d'évaluations écologiques a posteriori. Récemment, la FNB a accepté d'ajouter sur son catalogue des compensations non productives, comme des matériaux de construction destinés à l'amélioration des habitations, suite à des demandes insistantes des prestataires de services, illustrant également la capacité de ces derniers à obtenir satisfaction lors de certaines négociations, si ce n'est lors de chacune.

L'analyse détaillée des ARA au prisme de notre grille présentée ci-dessus est décrite dans notre article « *Les paiements pour services environnementaux de la fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocales, redistributives et marchandes* » (section 11.2) (Bétrisey & Mager, 2015).

### **6.5 Résultats : l'hybridité et l'encastrement des ARA comme illustrations du bricolage institutionnel des PSE**

Finalement, les relations d'échange de services hydriques au sein des ARA répondent à des critères relevant des logiques réciprocales, redistributives et marchandes, mais pas à l'ensemble des critères y relatifs. C'est pourquoi nous estimons que les ARA constituent un hybride, comportant du matériel génétique relevant des logiques évoquées, mais ne se réduisant à aucune d'elles, étant en cela spécifiques. Ceci renvoie à la notion de *bricolage institutionnel* de Cleaver, plus particulièrement à un processus du type « altération » (de Koning, 2011), au cours duquel un nouvel arrangement institutionnel, introduit par un acteur externe (ici un PSE introduit par une ONG régionale), est altéré par les « bricoleurs » locaux qui « modifient légèrement ou jouent avec

les institutions “designed”, les ajustant quelque peu afin qu’elles correspondent mieux à leurs pratiques et modes de subsistance » (Cleaver, 2012 : 211, trad. pers.), par exemple en « mélangeant les règles ou en s’investissant partiellement envers elles » (id.).

Le référentiel polanyien permet d’identifier les institutions et les normes sociales de type réciprocitaire qui fournissent un cadre de référence et d’évaluation des ARA et influencent les attentes respectives quant aux modalités que doivent prendre, ou non, les relations d’échange. Les ARA ne semblent ainsi pas entraîner une éviction de ces normes, mais au contraire contribuer à leur validation, ne serait-ce que sur le plan discursif. En effet, dans son discours de présentation des ARA aux bénéficiaires et aux prestataires de services, la FNB se réfère à la notion de réciprocité, ainsi qu’à la pratique culturelle de l’*ayne*. La FNB décrit les ARA comme un « *ayne* avec la forêt » (H. Azurduy, communication personnelle, octobre 2012), suggérant une forme de *crowding in* de ces normes volontiers présentées comme « traditionnelles », par le discours colonial. Ces résultats, issus d’analyses qualitatives, se sont récemment vus confirmés dans la recherche quantitative de Grillos (2015), utilisant des données collectées en 2012 par la FNB dans une autre région que la nôtre (AMNI Rio Grande) et les traitant statistiquement<sup>28</sup>. Grillos (2015), cherchant à mesurer les liens entre l’inscription dans un réseau/le capital social des individus, leur pratique de l’*ayne* et de la *minga* et leur participation aux ARA, observe une corrélation significative entre la participation aux ARA et l’inscription dans des réseaux/la dotation de capital social ainsi qu’avec la pratique de relations réciprocitaires. Interprétant le sens de cette corrélation, elle estime que l’action de la FNB « renforce les normes sociales » (Grillos, 2015 : 28, trad. pers.) de type réciprocitaire, au moins sur le court terme. Si cette étude confirme la prégnance de normes sociales réciprocitaires et leur influence sur les motivations à la participation, la démarche et le référentiel utilisés ne permettent ni de mettre en évidence les éléments d’interaction et d’hybridation entre les différentes logiques économiques — ainsi qu’entre les ARA et les institutions existantes — ni de les rattacher à un questionnement plus large. Ce faisant, l’analyse reste limitée à une vision étroite du capital social (compris comme l’insertion dans un réseau de liens plus ou moins forts ou faibles) et à une interprétation culturaliste, d’autant plus questionnable que les communautés étudiées sont hétérogènes, au sens social, culturel et ethnique, laissant peu de place à une unité.

Si nos résultats sont liés à un contexte socioculturel particulier, nous n’y voyons pas qu’une forme de spécificité culturelle, mais une manifestation supplémentaire de la pluralité de l’économie, que l’on retrouve selon différentes modalités au sein de divers contextes sociopolitiques et culturels et qui évolue constamment. Le référentiel polanyien incite à une telle posture, puisqu’il différencie les logiques socioéconomiques et leurs déclinaisons pratiques basées sur des référentiels culturels variés. Nos résultats permettent donc de nuancer, voire de remettre en question, les interprétations à la fois « formelles » et culturalistes des décisions de participation aux PSE. En effet, la question des motivations de participation et de non-participation des individus prestataires de services à des schémas PSE est un thème central au sein de la littérature empirique sur les PSE. Cependant, la plupart des études sur les motivations de la participation aux PSE se concentrent sur le rapport coût-bénéfice de la participation aux PSE (les bénéfices étant entendus comme économiques, mais aussi sociaux et humains : capital humain/savoir-faire, capital social/appartenance à des réseaux),

---

<sup>28</sup> Comparaison de moyennes et régressions *logit*.



faisant — dans une perspective conséquentialiste considérant que la décision d'agir se fonde sur les résultats ou conséquences espérés et non sur l'acceptabilité morale de l'action en elle-même — l'hypothèse implicite d'un choix rationnel des acteurs (Wynne-Jones, 2012).

Ceci conduit à supposer que si les individus ne participent pas, c'est soit en raison du caractère non avantageux de ce rapport coûts-bénéfices, soit à cause d'une mauvaise information relative aux schémas PSE et aux bénéfices potentiels de leur participation (Kwayu, Sallu & Paavola, 2014), faussant le calcul du rapport. Cette focalisation sur la « rationalité » économique formelle ne dépeint pas « une image suffisamment sophistiquée » (op.cit. : 1036, trad. pers.) de la réalité de la participation aux PSE, qui est complexe et fait appel à différentes rationalités économiques. S'il est certain que les conditions matérielles et financières et, d'une manière plus générale, les capitaux à disposition des acteurs peuvent être un facilitateur et leur absence constituer un frein à leur participation (Coolsaet, 2015), il s'agit toutefois de considérer la dimension morale et sociale de l'action de participer aux PSE, en intégrant la possibilité d'une évaluation morale non conséquentialiste précédant l'action.

Précisons ici que nous ne postulons pas une homogénéité de valeurs au sein du « groupe » des prestataires de services. Au contraire, les motivations exprimées étaient variées entre les individus, mais également pour un même individu. Le détour par la notion de régimes de justification de la participation permet de rattacher l'action de participer aux PSE aux exigences morales que les individus « se donnent ou voudraient se donner, ne serait-ce qu'à titre d'idéaux » (Nachi, 2006 : 21). Lors de l'analyse de nos données (dont le procédé a été décrypté dans la partie 1), nous avons été particulièrement attentive aux régimes de justification de décisions des membres des communautés en amont de (non) participation au dispositif ARA, prenant en compte à la fois les acteurs participants et ne participant pas aux ARA.

## **7. LA RECONNAISSANCE : DE LA JUSTIFICATION A LA JUSTICE**

Par régime de justification, nous entendons le processus de mise en relation des actions avec des ordres de grandeur, c'est-à-dire des horizons de sens aussi appelés « ordres de justice » au sens de (Boltanski & Thévenot, 1991), qui vont être construits par les acteurs et mobilisés par eux afin de justifier leur action. Il s'agit là d'un concept clé de la sociologie pragmatique, qui s'attache à réintégrer la dimension morale de l'action. Les acteurs sont vus comme agissant en conformité avec leurs systèmes de sens et notions de justice, qu'ils sont également capables de mobiliser afin de justifier leur action. Ils évaluent donc préalablement leur action au cours de processus nommés « épreuves », au sens de (Boltanski & Chiapello, 1999 : 410), soit un « moment de mise en correspondance d'une action et d'une qualification dans la visée d'une justification prétendant à une validité générale ». La sociologie pragmatique postule un monde qui n'est pas prédéterminé et au sein duquel les actions font l'objet d'une évaluation, non seulement sur la base des résultats de ces actions, mais également sur la base de considérations morales, ordres de grandeur, horizons de sens donnant lieu à des notions de justices plurielles. La sociologie pragmatique conçoit également, à la manière de Thévenot (2006), qu'un individu, ou un « actant », peut mobiliser différents modes d'engagement dans le monde et être ainsi aux prises avec des formes diverses de rationalité, de manière successive ou simultanée. « Les personnes sont capables de mobiliser le

régime qui convient en fonction de la situation dans laquelle elles se trouvent engagées» (Nachi, 2006 : 79). Comme le propose Hillenkamp (2008), les principes d'institutionnalisation économiques (redistribution, échange marchand, réciprocité) et les ordres de justice prennent appui l'une sur l'autre et se renforcent mutuellement. Les principes économiques mettent en œuvre et en mouvement les ordres de justice, et ces derniers justifient le déploiement de ces principes et les pratiques économiques qui en découlent.

L'on peut alors considérer les ARA comme une épreuve, soit une occasion de mettre en équivalence « action de participer » et « ordre de justice ». En effet, l'épreuve « permet d'articuler l'idéal de justice dont font preuve les personnes avec les situations de dispute en justice, où cet idéal est mis en pratique, soumis à l'épreuve de la réalité » (Nachi, 2006 : 59). Dans ces situations d'épreuve, les « actants » sont alors amenés à justifier leurs actions en faisant référence à leurs idéaux ou ordres de justice. En s'intéressant aux régimes de justification des décisions de participer aux ARA, il est donc possible de mettre en lumière les « principes d'équivalence qui, en réapparaissant à la surface du discours, supportent l'ordre des grandeurs de la situation » (op.cit. : 85). Parfois cette justification a été présentée spontanément par les (non-)participants aux ARA lors de nos entretiens. Parfois nous avons en revanche encouragé sa formulation en recourant à une mise en équivalence dans nos questions (par ex. : *Ce projet est-il mieux ou moins bien que d'autres et pourquoi ? Pourquoi certains comunarios [ne] veulent [pas] participer ? Et parfois, est-ce que cela vous paraît juste ?*). Partant, nous avons pu mettre en lumière différents ordres de justice, légitimant l'action de participer aux ARA chez les prestataires de services en amont, dont nous proposons ci-dessous une typologie.

### 7.1 Essai de typologie des régimes de justification de la (non) participation des acteurs en amont

Notre cadrage théorique et conceptuel nous amène à retenir 4 types de justification que nous avons reliés à 4 perceptions de justice : redistributive ; libérale ; procédurale ; de reconnaissance. Notre article « *La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale* » (section 11.3) montre par ailleurs l'usage qui peut être fait de ces notions de justice pour analyser les politiques environnementales boliviennes (Bétrisey & Mager, 2016).

- *Justice redistributive* : certains acteurs, en majorité parmi les non-participants, se sont référés à des justifications que nous avons rattachées à la notion de justice redistributive. Ces justifications du refus considéraient la « compensation » fournie (son montant ou le type de compensation) comme insuffisante/inadaptée. La compensation ne correspondait en effet pas, selon eux, à leur « besoin » ou à leur « mérite ». À ce titre, la redistribution des bénéfices des ARA et de la conservation de la forêt, au travers de la compensation fournie, était vue explicitement ou implicitement comme « injuste » et légitimait alors la non-participation ou le retrait du schéma PSH. Le principe de partage de responsabilités liées à la conservation entre les différents acteurs (en amont et aval) a, quant à lui, été jugé conforme à l'idée de justice que s'en faisaient certains participants et a, alors, justifié leur participation. Cette notion de conformité avec des critères d'équité de distribution comme facilitateur ou frein de la participation est cohérente avec les résultats d'études sur la participation aux PSE, qui révèlent l'importance de la perception en termes « d'équité »

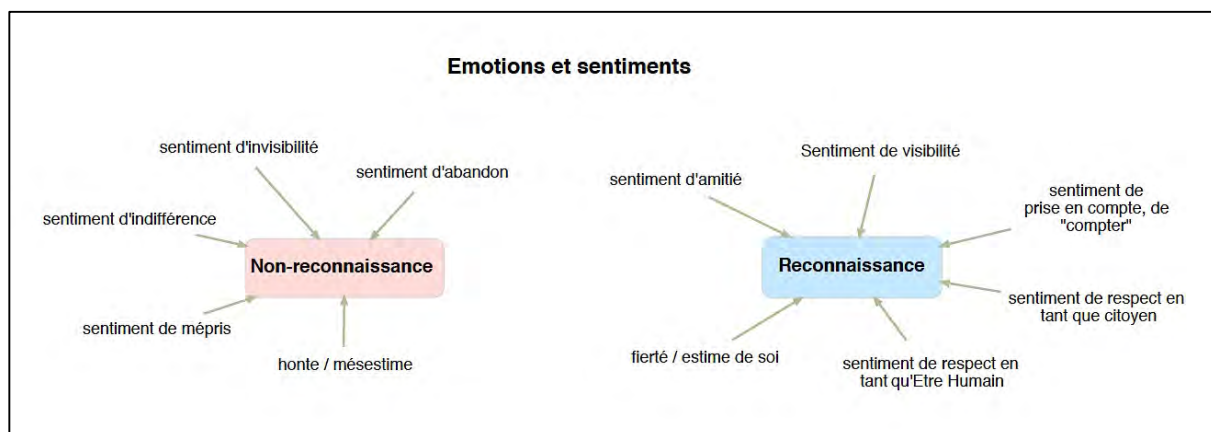
des conditions d'accès et de redistribution des bénéfiques (Corbera, Brown & Adger, 2007 ; Kosoy, Corbera & Brown, 2008 ; Adams et al., 2004 ; Sommerville et al., 2010), et l'importance de l'adéquation de ces conditions aux normes sociales et perceptions locales d'équité et de justice, comme facteurs importants de décisions de participation au PSE (Martin, Gross-Camp, Kebede, McGuire & Munyarukaza, 2014 ; Vatn, 2010). D'aucuns estiment que ces critères peuvent même parfois prévaloir sur le seul montant de la compensation (Hendrickson & Corbera, 2015). Il s'agit toutefois là d'une vision à nouveau conséquentialiste. La décision de participer étant prise sur la base de l'évaluation morale des résultats de cette action (redistribution) au regard de critères spécifiques (besoin, mérite) et non sur la base de la « moralité » de l'action en elle-même.

- *Justice libérale* : Certains acteurs ont employé des justifications que nous avons rapprochées du registre de la justice libérale. Il est bon de préciser ici que la plupart des acteurs interrogés disposaient de droits de propriété foncière formels, soit officiellement reconnus dans le cadre de la nouvelle réforme agraire lancée par le premier gouvernement d'Evo Morales. Cependant, certains acteurs ont affirmé avoir de la difficulté à faire respecter ces droits, lesquels étaient parfois contestés ou simplement non respectés par les voisins qui empiétaient alors « injustement » sur les terres de certains propriétaires, en particulier lorsque ces terres n'étaient pas cultivées. Or, étant donné que la participation aux ARA implique la définition et la mesure des terres mises en conservations (au moyen d'un GPS et conformément aux données du dernier cadastre), ainsi que la délimitation physique de ces terrains grâce au fil barbelé offert et destiné à servir de clôture, certains acteurs y voyaient une manière d'affirmer symboliquement leurs droits de propriété et, ainsi, de les faire respecter. Ce constat a alors légitimé la décision de participer au schéma ARA. À nouveau, nous sommes ici en présence d'une logique conséquentialiste, jugeant le résultat de l'action de participer aux ARA sur la base du résultat de cette action, rapporté à un critère : la sécurisation et le respect de droits de propriété attribués.
- *Justice procédurale* : D'autres acteurs prestataires de services (potentiels) ont fait part de justifications que nous avons reliées à la justice dite procédurale. Ces justifications se référaient par exemple à la question de la transparence des ARA comme critère d'évaluation. Certains acteurs ont ainsi jugé que la présence d'un tiers, non lié au gouvernement (c.-à-d. la FNB), au sein des ARA, était un gage de transparence quant à la gestion des fonds, dénotant une faible confiance envers les autorités municipales et leur gestion des ressources financières. Cette impression a alors légitimé la participation au schéma ARA. D'autres acteurs ont en revanche exprimé le sentiment que les fonds collectés dans le cadre des ARA n'étaient pas gérés de manière suffisamment transparente et ont reproché soit à la FNB, soit au gouvernement municipal, soit à la coopérative d'eau en aval, de ne pas rendre l'utilisation des fonds explicite. Certains ont regretté qu'il faille « demander » les informations (concernant l'utilisation et la gestion des fonds collectés) et que celles-ci ne leur soient pas fournies spontanément. Ces sentiments et constats ont alors légitimé des retraits des ARA, et des rumeurs concernant la mauvaise gestion des fonds ont entraîné des décisions de non-adhésion au schéma. Parallèlement, d'autres participants ont apprécié ou, au contraire, regretté la possibilité qui leur était donnée de participer à la

prise de décision à différents moments (conceptualisation, mise en place du projet). D'une manière générale, les acteurs qui se sont référés à la question de la participation ont estimé n'avoir pas pu participer « suffisamment » et de la façon dont ils le souhaitaient et ce constat a justifié leurs retraits du schéma ARA. La crainte d'une participation non satisfaisante a également légitimé la non-adhésion de certains acteurs au schéma. Enfin, parmi les acteurs participants au projet, certains ont estimé avoir faiblement participé à la phase de conception du projet, mais ont en revanche considéré avoir participé de façon plus active dans les phases de mise en œuvre et de suivi des ARA. Ce constat a alors justifié leur décision de rester au sein du schéma ARA. Ces questions de participation sont donc apparues comme des critères déterminants de la justification de la (non-)adhésion aux ARA et donc de l'évaluation des ARA. Nous n'avons toutefois pas questionné ce que les acteurs considéraient comme une participation « suffisante », « bonne » ou « mauvaise ». Par exemple, nous n'avons pas cherché à savoir si la participation indirecte, grâce à un représentant, était perçue comme étant une « bonne » ou « mauvaise » façon de participer. Nous avons toutefois relevé que cette « bonne » participation ou cette participation « juste » ne semblait pas relever uniquement de critères quantitatifs, mais aussi qualitatifs, lorsque des acteurs nous ont par exemple affirmé qu'ils participaient à peu de réunions, mais qu'au sein de ces dernières ils se sentaient libres de poser les questions qu'ils désiraient et d'exprimer leurs points de vue. Ces éléments de justice procédurale peuvent être rapproché d'une morale non conséquentialiste, dans la mesure où ce qui est évalué, et qui justifie la décision d'action, est la moralité de l'action en tant que telle, en vertu de critères spécifiques (transparence, intensité de la participation, qualité de l'interaction).

- *Justice-reconnaissance* : Certains acteurs ont employé des justifications que nous avons raccordées au registre de la justice-reconnaissance. Mépris, abandon, respect, reconnaissance, visibilité, prise en compte, fierté, tels furent les sentiments/émotions exprimés à diverses reprises par nos interlocuteurs des communautés prestataires de services environnementaux, et que nous avons pu rattacher théoriquement à la notion de reconnaissance. Ceci est développé dans notre article « *Implications of Payments for Environmental Services on Poverty : Moving the lens from redistribution to recognition through a Bolivian Case Study* » (section 11.4) (Bétrisey, Mager & Rist, en cours de publication) et résumé grâce au schéma ci-dessous.

Figure XIV conceptualisation de la (non-)reconnaissance à partir des émotions/sentiments exprimés



Auteur : F. Bétrisey, 2015

La reconnaissance nous est d'abord apparue sous sa forme négative, soit celle du sentiment d'abandon et d'invisibilité, voire de mépris, ressenti au sein des ARA et exprimé par certains acteurs. Ces éléments ont été évoqués par certains comme une justification de leur retrait des ARA. À l'inverse, le sentiment d'être rendu visible et d'être pris en compte (collectivement) ou valorisé (individuellement) par les ARA a été mentionné comme un élément justifiant la participation au schéma PSE (ou le retour au sein du PSE après un retrait). La reconnaissance est attendue à la fois comme une estime sociale par la société civile, représentée ici par la FNB, mais aussi en tant que respect de la citoyenneté, et adressée alors aux acteurs de la sphère politique (les représentants des autorités municipales participant aux ARA). La reconnaissance est alors utilisée comme un horizon de justification de la revendication de mise en place de relations sociales mutuelles, réciproques personnalisées et sur le long terme, au sein des ARA, et du refus de relations impersonnelles portant plus sur le bien/service échangé que sur la relation entre les partenaires de l'échange.

Il est important de préciser ici que la typologie proposée n'est pas exhaustive et que différents régimes de participations peuvent être mobilisés par un seul et même acteur, à différents moments, temporellement proches ou éloignés. Plusieurs individus ayant quitté le schéma PSE ont justifié leur décision d'alors par des éléments d'ordre distributifs, puis ont expliqué leur décision de réintégrer le schéma, quelque temps plus tard, en se référant à des éléments de l'ordre de la reconnaissance. Si ces revirements ont d'abord été quelque peu déconcertants, nous nous sommes vite rendu compte qu'il s'agissait d'une richesse de notre analyse, liée au caractère diachronique de notre démarche, illustrant le caractère non figé et non déterminé des sujets. Ces derniers peuvent en effet être considérés, comme étant constitués de multiples identités et horizons de sens qu'ils peuvent faire valoir à différents moments de leur existence ou en fonction de leur audience. L'analyse par les régimes de justification permet de considérer cette ambivalence et cette non-détermination, qui peut être a priori déroutante.

Parmi les registres de justification présentés, nous avons ainsi mis en lumière la présence du registre de la reconnaissance, permettant d'éclairer les motivations à la (non) participation aux PSE de manière nouvelle notamment en les reliant à des questions morales. Des études récentes

font, certes, référence à des notions que l'on peut rattacher à la reconnaissance, comme l'« estime sociale » (Greiner & Stanley, 2013) ou le « sentiment d'inclusion » (Hendrickson & Corbera, 2015) en tant que motivation de l'insertion dans un PSE, mais ces éléments ne bénéficient que d'un traitement marginal, et sont « faiblement théorisés en termes sociaux et politiques » (Van Hecken, Bastiaensen & Windey, 2015 : 117). Ils ne rendent ainsi pas justice à la complexité des phénomènes qu'ils prétendent renseigner. Ce traitement, que nous jugeons insuffisant, justifie de s'arrêter plus longuement sur le champ analytique de la reconnaissance en tant qu'horizon de sens et des actions ainsi légitimées.

## **7.2 La reconnaissance en tant que registre de justification**

Considérer la reconnaissance comme registre de justification des relations d'échange réciprocaires a permis de souligner la complexité des systèmes de décision liés à la participation, ainsi que la multiplicité des rationalités, au-delà de la stricte rationalité économique (dont il s'agit cependant de reconnaître également la présence et la prégnance, articulée toutefois aux autres logiques et formes de rationalités). À l'instar de Laville (2015), nous mettons en lumière le fait que « l'économie ne se limite pas à l'aspect matériel et qu'elle inclut des dimensions relationnelles et symboliques codéterminant les formes de production et de distribution » (op.cit. : 102). La reconnaissance joue donc un rôle central dans la reproduction des échanges économiques, en particulier les relations d'échange non marchand. À l'inverse, ces relations d'échange en partie réciprocaires vont mettre en pratique, en mouvement, l'horizon de sens de la reconnaissance et ainsi renforcer sa légitimité.

Ce qui précède fait écho à la littérature récente considérant le lien entre reconnaissance et réciprocité/coopération. Si Polanyi « n'explique pas comment sont produites les valeurs dans lesquelles seraient insérées les prestations économiques » (Sabourin, 2013 : 179) et tend ainsi à les considérer comme données, d'autres auteurs vont questionner la possibilité d'une production de ces valeurs (et en particulier de la reconnaissance) par le biais des pratiques économiques elles-mêmes. La reconnaissance est par exemple entendue en tant que forme de « respect » et d'« estime sociale », elle est vue comme une motivation clé du comportement coopératif par Tyler & Blader (2003). Ces mêmes auteurs considèrent cette motivation comme plus influente que celle visant à obtenir des ressources matérielles supplémentaires par le comportement coopératif. Sabourin (2013) estime (1) que les relations de réciprocité — du fait de l'identification des producteurs à laquelle elles procèdent — produisent des « valeurs affectives : sentiment d'amitié, de reconnaissance mutuelle, ou des valeurs éthiques de fidélité et de respect » (op.cit. : 177) et (2) que ces valeurs sont « reproduites par l'institutionnalisation des cycles de réciprocité et de redistribution en structures, non seulement sociales, mais économiques » (op.cit. : 180). Caillé (2007c), quant à lui, examine la reconnaissance comme l'horizon des relations sociales de don/contre-don. Donner, c'est avant tout reconnaître les autres en confirmant l'attribution de certains statuts/qualités/identités. Celui qui reçoit est « reconnu », mais en acceptant le don, il reconnaît également le donateur comme source légitime de reconnaissance. Le refus de donner ou de rendre peut être interprété comme une volonté manifeste de « méconnaître l'identité de son interlocuteur » (Cardoso de Oliveira, 2007 : 92), voire de le mépriser. La reconnaissance est manifeste, selon lui, dans la « dramatisation des actes d'échanges et l'expression des sentiments de partenaires constituant un autre aspect de la reconnaissance associée aux obligations

réiproques comme celles décrites par B. Malinowski » (Cardoso de Oliveira, 2007 : 91). Aujourd'hui encore, lors la relation réiprocaire, « l'échange de biens est réinscrit dans un échange entre cultures et dans une reconnaissance sociale des échangistes et plus spécialement des producteurs » (Gardin, 2006 : 98). Caillé (2007b) considère alors la reconnaissance et plus précisément la quête de reconnaissance comme un nouveau « fait social total ».

La reconnaissance est donc un terme à la fois « brûlant » (Müller, 2003 : 43) et « banal » (Dubet, 2008 : 19), désignant « tout un ensemble d'expériences a priori de nature bien différente » (ibid.). Les théories de la reconnaissance tentent d'appréhender ce phénomène de la reconnaissance comme un « sentiment universellement partagé que tous, chacun d'entre nous, nous ne sommes pas assez reconnus, que nous ne recevons pas de reconnaissance à hauteur de ce que nous faisons ou de ce que nous sommes » (Caillé, 2007a : 7). Ces théories forment un ensemble complexe et constituent « une ultime incarnation de la théorie critique » qui s'est donné pour contrainte de « tenir ensemble philosophie, théorie sociale et rationalités/discours/expériences des sujets concernés » (Ferrarese, 2012 : 47). Elles ont en commun de voir la reconnaissance non pas comme un bien devant être alloué de manière équitable<sup>29</sup>, ou un capital acquis par les individus<sup>30</sup> et détenu par eux, mais comme une relation sociale, dynamique et performative. Les sujets participent de cette relation et cette dernière définit leur place au sein de l'interaction sociale (Skeggs, 2001). Ainsi, la reconnaissance, de même que la réiprocaité, « nous introduit dans une dimension symbolique, oubliée, voire refoulée par la modernité, mais qui ne cesse de revenir inquiéter aussi bien les théories procédurales trop formelles que les théories radicales trop matérielles » (Garapon, 2006). De même, la relation entre dignité, identité et sentiments indique que « la reconnaissance ne peut s'exprimer correctement si elle se limite au plan formel » (Cardoso de Oliveira, 2007 : 90). Si elle nous permet « de [nous] sortir de l'aporie de la violence politique sans [nous] satisfaire de la pauvreté émotionnelle du procéduralisme » (Garapon 2006 : 244), la reconnaissance ne se laisse « pas enfermer dans des procédures [elle] est incontrôlable, insaisissable en même temps que l'on sent qu'[elle] est essentiel[le] » (op.cit. : 245).

La reconnaissance et l'estime de soi sont vues, au-delà de leurs dimensions personnelle et sentimentale, comme ayant « une pertinence sociale » (Guibet Lafaye, 2007 : 1), dans la mesure où elles « implique[nt] l'altérité et l'intersubjectivité » (op.cit. : 7) : on a besoin de l'autre pour être reconnu et la relation établie avec lui n'est pas indépendante du contexte social et politique au sein duquel elle se déroule. De plus, la reconnaissance revient à « assigner » un profil, une identité à un individu (Trigano, 2007) et comporte donc une dimension normative potentiellement « normalisatrice » (op.cit. : 150). C'est pourquoi, à la question « reconnaissance de quoi ? », les théories récentes de la reconnaissance proposent de s'éloigner du communautarisme et de la politique du multiculturalisme, qui se concentrent sur la reconnaissance des différences et posent la non-reconnaissance « comme un simple fait culturel » (Policar, 2006 : 156). Elles plaident pour la reconnaissance du commun, c'est-à-dire du caractère de citoyen, voire d'être humain. Ces théories ne se veulent pourtant pas aveugles aux différences culturelles. Elles aspirent à dépasser la vision libérale de l'égalité de droits et refusent toute visée homogénéisante, tentant de ce fait de réconcilier, comme le proposait Charles Taylor (1994), la politique de l'universel et la politique

---

<sup>29</sup> Rawls (1987) considère l'estime de soi comme le bien premier le plus important.

<sup>30</sup> Au travers d'action de légitimation permettant cette acquisition de capital symbolique de P. Bourdieu.

de la différence, « idéal d'authenticité et d'égle dignité » (Spector, 2014 : s.p.), ou encore de dépasser ces extrêmes que sont l'égalitarisme libéral et le différentialisme communautariste, tous deux des « formes idéologiques extrêmes de l'intolérance » (Müller, 2003 : 51) à la différence ou à la « mêmété ». Il s'agit alors de reconnaître « l'égalité dans la différence » (ibid.), soit que « tout traitement égal n'est pas identique et doit, dans une certaine mesure, prendre en compte les différences » (ibid.).

Ces considérations entrent en résonance avec la proposition de Boaventura de Sousa Santos, visant à un « double droit humain postcolonial : nous avons le droit d'être égaux quand la différence nous inferiorise, nous avons le droit d'être différents quand l'égalité nous décaractérise » (Santos, 2010 : 66, trad. pers.). « L'inclusion est donc moins du côté de l'incorporation dans la société que du côté de la participation à la société » (Genel, 2009 : 34). Dans le même ordre d'idées, les mouvements féministes andins, dits « communautaires et populaires », à l'instar du collectif *Mujeres creando* en Bolivie, vont remettre en question « tant la fragmentation postmoderne des luttes identitaires et l'isolement du particularisme que l'horizon patriarcal de l'équité et de l'inclusion » (Aguinaga et al., 2014 : 90). Ce faisant, elles proposent « un nouveau type d'universalité » (ibid.) reconnaissant les déterminants sociaux de la production de différence et leurs conséquences en matière de subordination, mais refusant l'homogénéisation des systèmes de valeurs sous-jacents, et encourageant le respect d'un pluralisme de valeurs. Elles vont ainsi à la fois soutenir la reconnaissance, au niveau national, de la justice indigène originaire et revendiquer leurs droits en tant que femmes au sein de cette dernière (Aguinaga et al., 2014).

Ce qui peut, au premier abord, apparaître comme une contradiction devient en réalité la base du processus dynamique et ambivalent de transformation sociale auquel participe la reconnaissance. Partant, Nancy Fraser va proposer de « réinterpréter la reconnaissance en matière de statut » (Policar, 2006 : 156), soit « le statut de membres individuels considérés comme des partenaires à part entière dans l'interaction sociale » (Fraser, 2001 : 24, trad. pers.), et de considérer les quêtes de reconnaissance au cas par cas. En effet, selon elle, suivant les cas, c'est la reconnaissance de la différence ou celle de l'égalité qui sont revendiquées par les individus ou les groupes sociaux. Elle est rejointe ici par Caillé, qui affirme que « dans les luttes pour la reconnaissance — comme dans toute autre action sociale d'ailleurs — les sujets interviennent à la fois, mais dans des proportions et selon des modalités variables, en tant qu'individus, en tant que personnes, en tant que citoyens/croyants ou en tant que représentants de l'humanité » (Caillé, 2007c : 207). Ceci implique de devoir considérer la reconnaissance de façon empirique plus que théorique, en étudiant les modalités de sa quête et de sa fourniture, au cas par cas.

Axel Honneth, suivant la tradition de l'école de Frankfort et en prolongement des travaux de Jürgen Habermas, va s'attacher à théoriser les demandes et les mécanismes de production empiriques de reconnaissance. Il veut proposer une « grammaire morale des conflits sociaux » sur la base du concept de reconnaissance, alors que ces conflits sont habituellement traités d'un point de vue matériel ou juridique. Selon Honneth, « l'attente normative que les sujets adressent à la société s'oriente en fonction de la visée de voir reconnaître leurs capacités par l'autrui généralisé » (Honneth, 2004 : 134). En résulte que la reconnaissance et les attentes qui y ont trait « constituent (...) des structures de l'interaction » sociale (Ferrarese, 2012 : 38). Cette reconnaissance est une condition fondamentale de la formation du sujet politique. Dès lors, chaque individu « s'attend



implicitement à être pris en compte de manière positive dans les projets d'autrui » (Ferrarese, 2012 : 38). Le déni de reconnaissance revient à refuser à l'individu son identité de sujet et est, de ce fait, à l'origine de « conflits moraux ». D'après Honneth, les processus de domination sociale sont des « cas étendus d'irrespect et de non-reconnaissance » (Allen, 2010 : 23, trad. pers.). Honneth approche donc la reconnaissance d'abord par la négative, soit par son déni qu'il conceptualise comme injustice. Dans un second temps, il propose une définition de la reconnaissance comme un « acte moral, ancré dans le monde social comme une occurrence quotidienne » (Honneth, 2007b : 329, trad. pers.), ayant pour objectif principal d'« affirmer l'existence d'une autre personne ou d'un autre groupe » (Honneth, 2007b : 330, trad. pers.). Selon lui, les individus sont naturellement capables de se reconnaître mutuellement. Il affirme même que l'acte de reconnaissance se joue au-delà de la sphère cognitive et précède l'acte cognitif de connaissance.

Concrètement, Honneth distingue trois « sphères » institutionnelles dans lesquelles se déroulent ces relations de reconnaissance : 1) la famille au sein de laquelle se créent des relations de reconnaissance primaire telles que l'amour ; 2) l'État dans lequel se développent des relations de reconnaissance de nature juridique, évaluables en matière de respect et de droit ; 3) la société civile où se font jour des relations de reconnaissance de type sociales, comme la solidarité, appréciables en matière d'estime sociale. Caillé propose, lui, de considérer cette ultime sphère comme celle de « la division du travail », au sein de laquelle « nous recherchons l'estime que nous jugeons mériter au prorata de notre contribution productive et notre efficacité » (Caillé, 2007a : 10). Ces relations de reconnaissance sont estimées constitutives de la subjectivité, grâce à leurs produits qui sont : le support émotionnel et la confiance en soi (sphère de la famille) ; le respect de soi (sphère de l'État) ; l'estime de soi (sphère civile). Tous trois constituent des « formes élémentaires de la relation à soi » (Allen, 2010 : 23, trad. pers.), qui, ensemble, rendent possible l'autonomie des individus. Honneth poursuit de la sorte la théorie de Hegel, qui fut « le premier à formuler les conditions intersubjectives de l'apparition de la conscience de soi », qu'aborderont notamment Jürgen Habermas ou Charles Taylor.

Ces relations de reconnaissance ne sont pas des actes *in petto*. Si elles peuvent être médiatisées, elles doivent être publicisées et visibles, parfois même ostentatoires (Garapon, 2006). Elles sont également comprises par Honneth comme apolitiques, intersubjectives et mutuelles. Certes, les standards et les principes de (non) reconnaissance sont déterminés par les institutions, évoluent dans le temps et déterminent, de façon parfois mouvante, les exclus de la reconnaissance, soit les invisibles, les méprisés, voire, dans certains cas, les réifiés (Honneth, 2007a). Néanmoins la reconnaissance en elle-même est foncièrement positive et « bonne » ; elle rend visibles les invisibles, fait passer l'individu de la condition d'objet à celle de sujet et constitue un critère d'émancipation.

Selon Honneth, de la reconnaissance découle la possibilité de participer aux processus de décision politique, d'être entendu et de bénéficier de ressources allouées par une autorité, mais aussi de satisfaire une aspiration consubstantielle de l'Homme. Il s'agit, à ce titre, d'un principe émancipateur permettant au sujet de se réaliser, au-delà de questions purement légales. Comme le propose Müller (2003 : 44), « dans la reconnaissance, il y va d'une réciprocité, où ceux et celles qui demandent à être reconnus et ceux et celles qui sont appelés à reconnaître visent à accéder en

dernière instance à une forme de reconnaissance mutuelle, d'égalité faite de confiance réciproque et non simplement de concession mutuelle ou de l'octroi condescendant de statut légal ».

Reconnaître est alors considéré comme un principe de base, formant le socle de la justice, à la fois en tant que condition, moyen et réalisation/objectif.

### **7.3 La reconnaissance en tant que vecteur de justice**

Selon Honneth, la justice peut ainsi se résumer à la reconnaissance, et l'élargissement des conditions de reconnaissance comme le moyen de rendre une société plus juste : « Ce qu'il y a de juste ou de bon dans une société se mesure à sa capacité à assurer les conditions de la reconnaissance réciproque qui permettent à la formation de l'identité personnelle — et donc à la réalisation de soi de l'individu — de s'accomplir de façon satisfaisante » (Honneth, 2004 : 134).

Nancy Fraser, Iris Marion Young, Veit Bader ou encore François Dubet et Alain Caillé, s'accordent globalement avec Honneth sur l'idée de la reconnaissance comme une relation intersubjective pouvant être mutuelle, ne serait-ce que par moment, de même que sur l'importance de relations de reconnaissance pour la formation du sujet. Cependant, ils s'opposent à la vision moniste de Honneth, qui voit la justice sociale au prisme unique de la reconnaissance, ainsi qu'à la vision de la reconnaissance comme systématiquement synonyme de justice. En effet, pour Bader tout d'abord, s'il est certain que la non-reconnaissance constitue une injustice, toute injustice ne peut se résumer à une forme de mépris et de non-reconnaissance, et la justice ne peut se résumer à une question de reconnaissance. Afin de conserver un certain pluralisme au sein de la conceptualisation de la justice, il propose d'éviter la formulation d'un principe universel de justice, en faveur d'une conceptualisation de l'injustice, basée sur les perceptions et expériences vécues par les victimes elles-mêmes (Bader, 2007).

Suivant la même ligne de pensée, Young (2007) énonce l'impossibilité de ramener toute forme de lutte sociale à une lutte pour la reconnaissance, sous peine de rendre invisibles d'autres formes de domination, et ainsi d'introduire une forme de dépolitisation des situations d'injustice, faisant systématiquement primer la relation sociale sur la relation de pouvoir. Dubet (2008) souligne, lui, que si de nombreuses situations, perceptions et expériences d'injustice sont exprimées en matière de « non-reconnaissance » ou de mépris, nous ne pouvons toutefois pas affirmer la relation inverse à savoir que toute forme de non-reconnaissance ou de mépris constitue une injustice. Merzeau (2015) questionne, quant à elle, le lien entre visibilité, reconnaissance et émancipation. Elle affirme que la non-reconnaissance n'est aujourd'hui plus un enjeu d'invisibilité, comme elle le fut par le passé, mais, au contraire, un enjeu de « surexposition » et de « survisibilité ». La visibilité est, selon elle, devenue une injonction et converge avec d'autres critères tels que la notoriété au sein de nouveaux « dispositifs communautaires », vecteurs d'assujettissement. Caillé (2007c) pose, lui, la question du droit à la reconnaissance, soit « peut-on déduire du constat que les sujets humains désirent avant toute chose être reconnus qu'il faille nécessairement leur accorder la reconnaissance à laquelle ils aspirent ? » (op.cit. : 192). C'est le passage du positif (les attentes de reconnaissance comme faits sociaux) au normatif (légitimité des attentes de reconnaissance) qu'il questionne.

Fraser considère que la reconnaissance ne peut pas, à elle seule, engendrer la justice sociale. Elle avance qu'il est nécessaire de considérer la redistribution comme une co-condition nécessaire à l'établissement de ces procédures. Selon elle, une redistribution inéquitable des ressources (*misdistribution*) est un réel obstacle à la participation politique et sociale. À ce titre, elle constitue une cause au moins aussi essentielle d'injustice que la non-reconnaissance (*misrecognition*), entravant la subjectivité politique. Redistribution et reconnaissance sont, de ce fait, considérées comme deux conditions non substituables de ce que Fraser (2005) appelle la parité de participation à la vie sociale, soit le *framing*, au sein de laquelle « les personnes sont considérées comme des partenaires à part entière de la vie sociale » (Guibet Lafaye, 2007 : 9), ce qui permet d'engendrer le respect de soi, de même que la subjectivité politique, soit la conscience/reconnaissance de soi comme producteur de ses actes politiques, que Fraser considère comme synonymes de justice (figure XVI).

**Figure XV La justice sociale selon Fraser**

Conditions	Moyen	Objectif
Reconnaissance (subjective)	Parité de	Respect de soi
Redistribution (objective)	participation	Subjectivité politique

Auteur : F. Bétrisey, 2015

Fraser estime que les revendications et les notions de justice n'existent pas a priori, mais sont influencées par le contexte socioéconomique et politique, dans sa dimension historique. En conséquence, certaines notions et revendications donneront plus de poids à la dimension redistributive ou de reconnaissance. Les actions et les politiques visant à accroître la justice sociale devront donc tenir compte des spécificités des revendications et des dimensions de justices qui les sous-tendent.

Fraser soutient aussi que, si une situation de non-reconnaissance (*misrecognition*) est certes synonyme d'injustice, la reconnaissance à elle seule n'est pas suffisante pour pouvoir parler de justice. La reconnaissance n'est pas systématiquement synonyme de justice. Elle va dans le sens de la justice si et seulement si elle est combinée à la redistribution et surtout, correspond à une augmentation de la parité de participation. C'est cette dernière qui constitue un critère de justice, et non la reconnaissance. C'est pourquoi Fraser propose de reconsidérer la reconnaissance, non pas comme reconnaissance des différences individuelles et culturelles, mais comme reconnaissance du statut d'un individu en tant que participant à part entière de l'interaction sociale. Elle voit ainsi la reconnaissance comme une (pré) condition de la parité, et non pas comme une finalité en soi.

Fraser ouvre ainsi la voie pour considérer que la reconnaissance puisse, dans certains cas, être un vecteur de subordination et d'injustice. Notons, en préambule de la réflexion qui suit, qu'en langue française, le terme de reconnaissance est un synonyme de gratitude, définie par le dictionnaire Larousse comme : « sentiment affectueux envers un bienfaiteur ». La reconnaissance serait donc à la fois ce que l'on ressent dans le rapport à soi (grâce à l'Autre) et ce que l'on ressent envers cet Autre qui nous reconnaît. La gratitude ressentie pourrait-elle mener à la subordination à cet Autre ? Cette question est traitée par Axel Honneth.

#### 7.4 Reconnaissance idéologique et soumission chez Axel Honneth

Dans *Recognition as Ideology* (2007b), Honneth admet que la reconnaissance se trouve parfois instrumentalisée pour servir le pouvoir et assujettir les sujets qu'elle constitue. Cependant, il s'agit d'après lui d'une reconnaissance déformée, détournée (*distorted*), voire mutilée (Policar 2006), qu'il définit comme non justifiée et idéologique. Selon Honneth, cette reconnaissance idéologique est repérable, dans le passé, aux révoltes qu'elle a générées. Actuellement, elle se reconnaît à son incapacité à créer les conditions matérielles et institutionnelles de sa réalisation telle que promise. Cette reconnaissance détournée a pour conséquence, selon Honneth, d'« ébranler les conditions essentielles au développement de l'autonomie humaine » (Maia & Cal, 2014 : 64 trad. pers.) et elle se transforme en un élément d'oppression. Ce concept de reconnaissance idéologique permet à Honneth de « regarder avec scepticisme la célébration des vertus de “bonnes mères” de famille et des soldats “braves et héroïques” » (Lallement, 2007 : 81). Pour illustrer cette reconnaissance idéologique, Honneth cite l'exemple d'un employé « encouragé à se concevoir comme un entrepreneur de son propre pouvoir de travail, mais qui se voit en même temps systématiquement renier (...) le degré d'individualité et d'initiative qu'une telle conception de soi présuppose » (Allen, 2010 : 29-30, trad. pers.). Partant, Honneth considère que « la reconnaissance sociale peut toujours produire également des effets idéologiques suscitant du conformisme : la répétition constante des formules de la reconnaissance parvient à créer, sans recourir à la contrainte, un sentiment d'estime de soi incitant à des formes de soumission volontaire » (Honneth, 2006 : 248). À titre d'exemple, et comme le décrit McNay (2008), l'oppression des genres est alors considérée comme résultant d'une « interpersonally engendered misrecognition », c'est-à-dire une distorsion de relations de reconnaissance mutuelle intergenres, plutôt que d'une « systematically generated oppression » (op.cit. : 9).

Le concept de reconnaissance idéologique permet à Honneth de critiquer l'utilisation de la reconnaissance comme vecteur de domination, sans toutefois remettre en question la nature même de la reconnaissance comme une relation intersubjective et mutuelle. Elle lui permet également de rendre compte des formes de domination sociale silencieuses, n'engendrant pas ou que peu de conflits visibles. Par conséquent, Honneth propose de lire la reconnaissance comme un critère total de justice. La reconnaissance étant considérée à la fois comme condition préalable et comme « réalisation fondamentale » (Guibet Lafaye, 2007) de justice : « La reconnaissance entoure l'idée de justice, en se posant à la fois comme le préalable et l'horizon » (Garapon, 2006 : 241). Honneth tente, de ce fait, de « rendre justice aux structures de la domination sociale au sein des sociétés occidentales contemporaines ainsi qu'aux ressources pratiques permettant de les dépasser » (Allen, 2010 : 21, trad. pers.).

Cette proposition de Honneth n'est toutefois pas jugée totalement satisfaisante, car la conséquence matérielle de la reconnaissance « vraie » (augmentation de salaire, changement effectif de statut), si elle va au-delà de la reconnaissance purement symbolique, ne peut exclure « une visée instrumentale de soumission douce et d'appropriation de ce à quoi se soumettre » (Heller, 2015 : 15). Que la reconnaissance puisse être utilisée à des fins idéologiques induit également un « brouillage des registres de l'action instrumentale et de l'action non instrumentale » (Guéguen, 2015 : 65), rendant ces derniers difficiles à différencier, et finit par questionner l'existence même de l'agir non stratégique, cher à Honneth et Habermas. De plus, la relation de reconnaissance

sociale est, par défaut, fragile (Ricœur, 2004) et aléatoire (Garapon, 2006), parce qu'elle ne connaît pas « la sécurité de la relation juridique » (op.cit. : 244), et n'est donc pas acquise une fois pour toutes, mais nécessite d'être reproduite. Cette reproduction peut suivre des rythmes différents et la question des temporalités dans lesquelles se déroulent ces relations de reconnaissance est un élément non négligeable de l'analyse des fonctions de la reconnaissance.

Ce que les critiques de la théorie de la reconnaissance d'inspiration honnethienne regrettent, c'est la séparation tranchée entre, d'une part, les relations de reconnaissance — mutuelles, dialogiques et créatrices du sujet — et, d'autre part, les relations de pouvoir, considérées comme des variables extérieures : la reconnaissance est pensée comme un idéal de mutualité, que viennent pervertir les relations de pouvoir extérieures. McNay (2008) estime qu'une forme de « force normative rédemptrice » résiderait dans « l'idéal de la reconnaissance mutuelle » (op.cit. : 8, trad. pers.) selon la conception qu'en fait Honneth, ce qui induirait un biais analytique lors de l'explication de la création des inégalités au travers du concept de reconnaissance. De plus, s'il reconnaît que les codes de reconnaissance sont déterminés par le pouvoir, Honneth pose le besoin de reconnaissance (et son déni) comme étant à la source de tout comportement social, naturalisant ainsi ce besoin psychologique et affectuel. Honneth enjoint de le considérer dès lors comme universellement partagé, à l'instar de la rationalité de l'homme économique, pourtant décriée pour sa tendance universalisante. Cette naturalisation et cette idéalisation de la reconnaissance encouragent alors Honneth à la penser comme le prisme au travers duquel les relations sociales doivent être évaluées. En analysant les sociétés modernes aux prises avec des mécanismes d'accélération temporels, Hartmut Rosa va proposer une vision différente de la reconnaissance, rendant notamment compte de son évolution historique.

### **7.5 Reconnaissance, accélération et aliénation chez Hartmut Rosa**

Les relations de reconnaissance se construisent dans le temps, selon des rythmes qui sont amenés à évoluer. Aujourd'hui, la reconnaissance se déroule dans le temps court, voire l'immédiateté (Merzeau, 2015). C'est une manifestation d'un processus généralisé d'accélération des sociétés contemporaines, que Hartmut Rosa estime caractéristique de la « modernité tardive » contemporaine. Rosa identifie différents moteurs à cette accélération, dont la compétition entre les individus, qui les contraint à hâter leurs rythmes de vie (Rosa, 2012). Cette accélération aurait un impact sur les rythmes de production de la reconnaissance et son objet. La reconnaissance aurait ainsi passé (1) d'une forme « prédéterminée » — a priori basée sur le statut lors de l'époque prémoderne — à (2) une reconnaissance a posteriori, axée sur le mérite dans la société moderne classique et, enfin (3), dans la modernité dite tardive, à une reconnaissance fondée sur la *performance* au quotidien (Rosa, 2012). Alors que, dans la modernité classique, la reconnaissance obtenue, certes au prix de luttes sociales, comme le montre Honneth, était stable et plus ou moins garantie, les relations de reconnaissance de la modernité tardive sont précaires, jamais garanties, et réversibles. Cette précarité fait que l'on est constamment réévalué et elle nous expose « à un horizon de contingence et d'incertitude » (Guéguen, 2015 : 15). Cette précarité des relations de reconnaissance impose de se soumettre à une perpétuelle lutte pour la reconnaissance sur le temps court, et à saisir les opportunités de reconnaissance qui se présentent, dans une sorte d'urgence. La quête de la reconnaissance se transforme alors en une « course » à la reconnaissance.

C'est cette temporalité accélérée qui mettrait les individus en position de faiblesse, de menace perpétuelle du statut qu'ils ont acquis et qui ouvrirait la voie à la reconnaissance idéologique, pervertie et assujettissante, évoquée par Honneth, qui, par défaut, se déroulerait sur le temps très court. Pour Rosa, la reconnaissance idéologique ne se « reconnaît pas » au fait qu'elle n'est jamais fournie, mais plutôt en ce qu'elle est rapidement obsolète ou réversible, et, ainsi, contraint les individus à la rechercher constamment.

Cette course pour la reconnaissance contribue à cette accélération en une boucle cumulative d'accélération et de précarisation. C'est pourquoi Rosa considère que si les relations de reconnaissance ont joué un rôle d'émancipation dans la période de la modernité classique, elles jouent désormais un rôle de subordination, d'instrumentalisation des individus, concomitant à l'accélération des rythmes de vie et de la compétition dans la modernité tardive des sociétés contemporaines. Cette subordination à la reconnaissance idéologique n'est pas toujours ressentie comme telle par les individus, et n'engendre pas systématiquement des luttes sociales, selon Rosa. Au contraire, elle peut même être perçue en surface comme un « jeu librement consenti » (Guéguen, 2015 : 66), quand il s'agit en réalité d'une « rupture de la promesse d'autonomie » (Rosa, 2013 : 370) et d'une forme d'aliénation.

Cette notion de subordination à la reconnaissance est très présente au sein du référentiel poststructuraliste et notamment chez Judith Butler, qui donne à la reconnaissance un rôle central dans les processus d'assujettissement des individus.

### **7.6 Reconnaissance et subordination chez Judith Butler**

Ce que Butler conteste chez Honneth, c'est l'idée de la reconnaissance comme une relation initialement intersubjective et mutuelle, pouvant par la suite être pervertie. Elle conçoit la possibilité même de relations intersubjectives et mutuelles comme une illusion, et les principes moraux comme étant avant tout politiques. Judith Butler s'inscrit dans la tradition poststructuraliste, inspirée par Michel Foucault, et avec qui elle partage la vision du pouvoir comme non seulement répressif, mais également créateur du sujet ainsi que celle du biopouvoir comme la capacité de faire vivre ou laisser mourir les sujets. Judith Butler va dès lors ancrer sa réflexion sur la formation du sujet politique et la subordination des individus aux structures de pouvoir, en développant le volet « psychique » de ces phénomènes, sous couvert d'inspirations psychanalytiques.

Butler considère que la reconnaissance ne procède pas d'une relation intersubjective, entre deux sujets, mais d'une relation entre un sujet et la norme qui le constitue. En effet, elle considère que les individus doivent d'abord être reconnaissables pour pouvoir être reconnus, « pour avoir droit à la vie » (Butler, 2016, communication orale) et donc préalablement se conformer aux normes établies par les acteurs en position de pouvoir. « Si mon visage est un tant soit peu lisible, il ne le devient qu'en entrant dans un cadre visuel qui conditionne sa lisibilité » (Butler, 2007 : 29). Butler considère qu'il s'agit là d'un instrument privilégié de « culture disciplinaire d'un attachement [du sujet] à la subordination » (Butler, 1997 : 102, trad. pers.). Les systèmes de régulation vont fournir de la reconnaissance en échange de l'adhésion aux normes de régulation. « Les conditions me permettant d'accorder cette reconnaissance ne sont pas seulement les miennes, je ne les ai pas

manufacturées ni façonnées seul (...). En un certain sens, je me soumetts à une norme de reconnaissance lorsque je vous offre une reconnaissance » (Butler, 2007 : 26).

La reconnaissance et sa promesse deviennent un instrument de « normalisation et assimilation » (Baird, 2006) et d'assise des structures de pouvoir sous-jacentes. D'après Butler, le sujet développe un certain attachement à l'endroit des structures de pouvoir qui lui permettent de définir son identité en tant que sujet. Cet attachement va se développer malgré la subordination et la souffrance qu'engendrent ces structures, car le sujet préférera toujours « une identité basée sur la subordination que pas d'identité du tout » (Allen, 2006 : 2012, trad. pers.). De ce fait, étant donné leur attachement aux structures de pouvoir, les sujets participent activement à la reproduction de ces structures, au moyen « de leurs propres énonciations performatives » (op.cit. : 203), menant à leur propre subordination. Il n'existe, pour Butler, « aucune formation du sujet sans attachement passionnel à l'assujettissement » (Butler, 1997 : 67, trad. pers.), qui implique inévitablement la subordination. Les systèmes de régulation sont vus comme exploitant « la volonté du sujet de s'attacher à la souffrance plutôt que de ne pas s'attacher en les convainquant de s'attacher aux structures de subordination » (Allen, 2006 : 203, trad. pers.). Selon McNay (2008), certains auteurs vont même plus loin dans l'analyse de la fabrication sociale et politique de dynamiques psychologiques et émotionnelles, comme le besoin de reconnaissance, en estimant qu'il est une construction idéologique, inspirée d'un discours sur la souffrance personnelle, lui-même étant un « effet internalisé d'un certain type de régulation néolibérale qui dépolitise l'oppression en établissant une équivalence universelle de la souffrance humaine » (McNay, 2008 : 10, trad. pers., basé sur Brown, 1995). La politique de reconnaissance serait le privilège de la classe moyenne, « la seule à avoir la disposition requise pour gérer une rhétorique de la souffrance personnelle et de la détresse à son avantage personnel » (op.cit. : 10, trad. pers.).

Sans aller aussi loin, Butler considère néanmoins la reconnaissance comme un vecteur de domination et non d'émancipation. L'émancipation résulterait au contraire de la résistance à la reconnaissance. Or, une fois la relation de reconnaissance instaurée, le sujet ne va pas contester les normes qui la sous-tendent, sous peine de mettre en danger les conditions mêmes de la formation de son identité de sujet et de risquer ce qu'Allen appelle un « suicide social » (Allen, 2007). Le « je » devient alors « un instrument de la capacité d'agir de cette norme, et le “je” semble invariablement utilisé par la norme » (Butler, 2007 : 26). « Interroger les normes de la reconnaissance qui règlent ce que je pourrais être, se demander ce qu'elles excluent, ce qu'elles pourraient être contraintes de recevoir, c'est, sous le présent régime, risquer de ne pas être reconnu comme sujet ou du moins créer l'occasion de se demander qui l'on est (ou peut être) et si l'on est, ou non, reconnaissable » (op.cit. : 23). C'est donc risquer de ne plus être perçu en tant que sujet capable. De plus, les normes sous-jacentes aux relations de reconnaissance influencent la perception du degré d'autonomie que les sujets imaginent avoir. Dès lors, même si les sujets tentent d'examiner de manière critique les normes qui les constituent, ces dernières « limitent leur “autonomie imaginée” et de ce fait l'exercice de leur autonomie » (Cleverly, 2012 : 120, trad. pers.). Le sujet est « opaque à lui-même » (Butler, 2007 : 19), ce qui limite la possibilité du rapport réflexif aux normes qui le constituent. Elles empêchent les actions de résistance éventuelles. Butler considère par conséquent la résistance comme liée à un échec de la reproduction (par les sujets) des structures de domination. Ce sont des *individual slippages*

(Schurr, 2014) au cours de la *performance* de la reconnaissance, principalement dus au hasard (Allen, 2006), qui expliquent la résistance.

En résumé, Butler analyse l'« affinité de la sujétion et de la reconnaissance » (Ferrarese, 2012 : 45), en théorisant le besoin psychique d'attachement qui rend le sujet dépendant envers ceux qui le reconnaissent, ce qui leur confère du pouvoir et engendre la domination inévitable du sujet. Si Butler affirme que « l'agence [*agency*] et la résistance sont cependant possibles » (Allen, 2007 : 152, trad. pers.), elle ne fournit pas de clé pour comprendre le mécanisme de résistance et de réflexion critique sur les structures de domination (constitutives de l'autonomie), au-delà du pur hasard. La reconnaissance constitue l'instrument et la manifestation visible de la reproduction de cette relation d'attachement-domination. Butler pose donc l'impossibilité de la reconnaissance mutuelle, non subordonnante. De même que la tolérance peut être une forme de mépris (Forst, 2007), que « la charité [peut être] blessante pour celui qui l'accepte et [que] tout l'effort de notre morale tend à supprimer le patronage inconscient et injurieux du riche "aumônier" » (Maus, 2012 : 214, cité dans Laville, 2013 : 289), Butler estime que la reconnaissance contribue à la reproduction hypocrite du pouvoir.

Si l'on pense, à la manière de Rosa, de Butler ou encore de McNay, que le besoin de reconnaissance est un besoin construit socialement, voire imposé par le pouvoir, à des fins d'instrumentalisation ou simplement d'assimilation et de reproduction du système, la reconnaissance apparaît alors plus difficilement comme un idéal normatif. Cependant, elle reste un outil analytique, permettant de mettre à jour des dynamiques à la fois d'émancipation et de subordination, pour autant qu'on la considère de manière critique et pour sa dimension ambivalente, comme le propose notamment Amy Allen.

### **7.7 Reconnaissance ambivalente et dynamique chez Amy Allen**

Les approches récentes de la reconnaissance permettent de penser conjointement émancipation et subordination, en « reconnaissant » l'ambiguïté et l'ambivalence de la reconnaissance. Considérer cette ambiguïté implique toutefois de concevoir un « terrain d'entente » théorique en amont, voyant le sujet et sa formation à cheval entre interaction mutuelle et subordination. C'est à cette tâche de constitution d'un « middle ground » (Allen, 2007 : 117), capable de rendre justice à la complexité de toute réalité sociale et du rôle ambigu joué par la reconnaissance, que s'attelle la philosophe américaine Amy Allen.

Allen estime que la théorie de l'assujettissement de Butler « passe trop rapidement du fait de la dépendance primaire à l'inévitabilité de la domination » (Allen, 2010 : 27, trad. pers.). Elle estime que ceci est « dû à son amalgame entre dépendance et pouvoir et entre pouvoir et subordination » (ibid.). S'il est certain que le besoin d'attachement nous fait dépendre des autres, toute relation de dépendance, bien qu'elle confère du pouvoir à ceux de qui l'on dépend, n'engendre pas inéluctablement subordination et souffrance. Elle n'empêche pas non plus l'autonomie des sujets, entendue comme une « capacité développée socialement et intersubjectivement » (Allen, 2007 : 117, trad. pers.) rendant les individus capables de développer « une perspective critique au sujet de ces relations de pouvoir » (ibid.). La reconnaissance, en tant que relation intersubjective, nous rend certes tributaires de l'autre (qui nous reconnaît) et de ce fait vulnérables à la domination, mais pas inévitablement dominés. La reconnaissance n'est ici pas considérée comme



indépendante du pouvoir et Allen est sensible au paradoxe de l'assujettissement voulant que les sujets soient constitués, en partie, par les relations de pouvoir qui les subordonnent. Mais les relations de reconnaissance ne sont, selon elle, pas « que » subordination et ne doivent pas être réduites à une domination systématique.

En suivant Allen, l'on en vient à renoncer à la reconnaissance comme fondamentalement mutuelle ou profondément subordonnante, et à la considérer comme « impure », tout comme l'autonomie individuelle. Allen parle de reconnaissance « ambivalente » (Allen, 2006) et dynamique pouvant alterner différents moments, plus ou moins mutuels ou subordonnants. Elle suit Benjamin (1995), affirmant que la « dimension destructive des relations humaines ne sape ni n'élimine la possibilité d'une reconnaissance mutuelle » (op.cit. : 215, trad. pers.). Cette reconnaissance mutuelle n'est toutefois seulement « possible [qu']en tant que moment » (ibid.), lors de relations humaines foncièrement dynamiques, alternant avec des « moments » de domination. « Comprendre ce moment positif de la reconnaissance » (op.cit. : 216, trad. pers.), sans refuser son avatar destructeur, permet de « rendre justice à la nature ambivalente de l'intersubjectivité » (id.), ainsi qu'à son caractère imprévisible. Cleaver (2012) développe une conception similaire de l'*agency* des acteurs en estimant que ces derniers sont à la fois « des agents créatifs et individus assujettis » et que cette « dualité permet d'une certaine manière d'expliquer la variabilité, l'intermittence et l'imprédictibilité des conséquences de l'exercice de l'agence [*agency*] dans les institutions » (op.cit. : 119, trad. pers.).

Cette vision ambivalente de l'*agency* et de la reconnaissance a l'avantage de permettre de concevoir la notion de résistance et de changement social, là où pour Butler il ne s'agit que de hasards au cours de la *performance* de la reconnaissance. Allen conçoit la résistance comme « la création de modes d'attachement et des structures de reconnaissance sociales alternatives » (Allen, 2006 : 218, trad. pers.). Chez Allen, le sujet est vu comme produit de façon discursive, mais également comme suffisamment autonome pour se montrer critique au cours de la réitération des discours de pouvoir qui le constituent, contrairement au sujet de Butler. Elle rejoint ici Benhabib (1992, 2002), pour qui le sujet est construit de manière narrative, ce qui signifie que l'identité du sujet est certes une construction discursive et située, mais à laquelle l'individu peut contribuer en construisant son propre récit, étant ainsi considéré comme capable de réflexivité et d'intentionnalité (McNay, 2008). Le sujet est donc capable de transformer, d'infléchir les récits dominants, voire de mettre en place de nouveaux récits, alternatifs, une « contre-narration » (Salmon, 2007 : 213) qui vise « à enrayer la machine à fabriquer des histoires en “défocalisant”, en désynchronisant ses récits » (idem) et constitue le « moyen, tout ensemble poétique et politique, d'un désassujettissement et d'une subjectivation des individus, au gré de stratégies de contournement, déplacement, détournement, des épingleages identitaires performés » (Fonkoua et al., 2015 : s.p.) par le récit dominant. Là où Butler conçoit la résistance comme un « glissement individuel » (Schurr, 2014 : 105, trad. pers.) au cours de l'acte performatif, lié au hasard de la *performance*, Allen considère la dimension collective de récits antagonistes pouvant, au demeurant, être orchestrés. Elle rejoint ici Mouffe, pour qui les luttes antagonistes peuvent être « domptées grâce à l'établissement d'institutions et pratiques au travers desquelles le potentiel de l'antagonisme peut se jouer de manière agoniste » (Mouffe, 2005 : 20-21, trad. pers.). L'émancipation passe alors par la création et la mise à disposition de « possibilités d'attachement et de sources de reconnaissance alternatives, qui peuvent aider les individus à former des modes

d'attachement moins subordonnants » (Allen, 2007 : 183, trad. pers.). Il n'est pas exclu que ces canaux et ces nouveaux récits deviennent par la suite subordonnants, mais ceci ne les empêche pas d'être, ne serait-ce que pour un moment, émancipateurs. DeLeon (2011) estime que l'imagination joue un rôle central dans la création de ces nouveaux récits, permettant ainsi de « résister à l'ordre social hégémonique » (op.cit. : 192, trad. pers.), créant ce qu'il appelle des « discours de possibilité » (op.cit. : 201, trad. pers.). Il rejoint ici les théories plus-que-représentationnelles en postulant que l'imagination, qu'il loge dans le semi-conscient, est ce qui permet aux sujets de « s'échapper des confinements en vigueur » (ibid.), pour penser l'ordre de manière alternative.

La création de canaux alternatifs de reconnaissance fait que le sujet peut résister aux attachements et aux relations subordonnantes, sources de souffrance, sans toutefois risquer le suicide social. La multiplicité des canaux de reconnaissance et, finalement, la concurrence entre ces derniers compensent une perte de reconnaissance issue de la résistance à un mode d'attachement subordonnant. Il s'agit donc pour les individus de dénoncer les arrangements sociaux qui sont vecteurs de souffrance, en créant de nouveaux arrangements. La libération passe non pas par « la destruction de tous liens sociaux, mais (...) par l'expansion des relations sociales d'inclusion » (Salonia, 2009 : 385). Ceci suppose de penser que les individus sont capables de choisir, ainsi que de réviser leurs choix d'accepter certaines formes de normalisation, voire de s'autosubordonner en échange de reconnaissance sociale. Leur capacité à choisir augmenterait avec la création de nouvelles alternatives de reconnaissance, plus ou moins mutuelles/subordonnantes. Caillé affirme toutefois, à l'inverse, que la multiplication contemporaine des « scènes et des échelles de la reconnaissance, la pluralisation des mondes vécus (*Lebenswelt*), leur impossibilité de plus en plus évidente à converger dans un système de valeurs et d'évaluation homogène et cohérent [risqueraient de générer] un sentiment de panique cognitive (...) qui s'empare[rait] de nous » (Caillé, 2007a : 13). La multiplication des canaux de reconnaissance rendrait la situation difficilement intelligible et compliquerait, selon lui, la mise en place de relations de reconnaissance. Caillé est rejoint par Roulleau-Berger (2007), qui affirme que, dans une situation de multiplication des ordres et « grammaires » de la reconnaissance, « plus les ressources de l'individu sont faibles, plus il se trouve contraint d'apprendre des grammaires plus ou moins indépendantes ; au contraire, plus il apparaît doté de fortes ressources diversifiées, plus il apparaît libre dans sa maîtrise des grammaires de la reconnaissance dépendantes entre elles » (op.cit. : 139) ce qui finit par « accroître les risques de disqualification sociale, de mépris des autres et de mépris de soi » (op.cit. : 140).

### **7.8 Synthèse : la reconnaissance entre émancipation et subordination**

Au cours de ce chapitre, nous avons présenté ce que d'aucuns nomment la « dialectique de la reconnaissance » (Müller, 2003) au travers des visions divergentes du type de relations sociales entraînant la reconnaissance (mutuelles vs subordonnantes) et des conséquences de cette reconnaissance en matière de justice sociale (émancipation et justice vs domination et injustice), mais aussi de normalisation ou de transformation des normes et structures dominantes. Nous avons montré la complexité des théories contemporaines de la reconnaissance et leur traitement de l'ambivalence des relations entre reconnaissance et pouvoir. Ces visions sont rattachées à différentes conceptions mêmes du pouvoir, du sujet et de la formation de celui-ci, revendiquées

par leurs auteurs. Ces interprétations de la reconnaissance ont plutôt tendance à être opposées les unes aux autres, si bien que cela oblige à choisir « un camp » : reconnaissance mutuelle *versus* hiérarchique ; reconnaissance de nature émancipatrice *versus* de nature subordonnante. Nous avons également mis l'accent sur les éléments suivants :

- Les identités des sujets ne sont pas données a priori et la reconnaissance joue un rôle clé dans le processus de constitution du sujet politique.
- La reconnaissance est une relation dialogique continue et n'est pas donnée une fois pour toutes.
- La reconnaissance ne se joue pas uniquement sur le terrain psychologique et individuel, elle se déploie également sur le terrain institutionnel et social.
- La reconnaissance est influencée par l'ordre politique et discursif hégémonique, qui détermine les exclus de la reconnaissance. L'ordre généré est instable ; il doit constamment être reproduit et la reconnaissance joue un rôle indéniable dans cette reproduction.
- La reconnaissance a une dimension éminemment narrative. Elle se fonde sur — et construit — un récit. Celui-ci peut être agoniste, mais aussi antagoniste, si l'on reconnaît à l'individu une autonomie suffisante pour : i) se montrer critique face aux structures de pouvoir et à sa propre constitution en tant que sujet, ii) proposer de nouveaux récits et modalités de constitutions de son identité de sujet.
- La relation de reconnaissance implique la dépendance à l'autre et rend l'individu vulnérable à la domination. Elle ne revient toutefois pas à une domination systématique. Elle peut être mutuelle et émancipatrice par moments, pour autant qu'elle soit construite dans cette visée d'émancipation et non d'instrumentalisation des individus.

La reconnaissance est donc un concept ambivalent, oscillant entre reproduction des inégalités et émancipation. À ce titre, elle constitue un critère analytique capable de rendre compte de la complexité de la réalité sociale et politique. Elle devient alors un potentiel critère d'évaluation des dispositifs de PSE, au-delà des métriques monétaires. De valeur, la reconnaissance prend alors le statut d'outil analytique. Comme nous allons le voir, ces métriques monétaires sont toutefois pour le moment dominantes au sein de la littérature (pourtant extrêmement dense) évaluant les PSE. Reste qu'il faut également se demander de quoi l'on parle lorsqu'on évoque la reconnaissance au sein d'institutions de PSE. Qui reconnaît quoi et comment ? Dans quels contextes ?

## **8. ÉVALUER LES ARA AU PRISME DE LA RECONNAISSANCE**

La littérature sur les PSE est riche d'évaluations dites socioéconomiques de divers dispositifs PSE à travers le monde. La pauvreté et l'équité en sont des thèmes centraux, en particulier lorsque les évaluations portent sur des cas d'études dans des pays en voie de développement. Ceci provient du fait que les PSE tirent une grande partie de leur légitimité de leur capacité supposée de réduction de la pauvreté.

Sur la base de la généralisation de l'hypothèse posant que les zones de fourniture de services environnementaux sont également des zones marginalisées à forte pauvreté monétaire, les PSE se sont en effet vus assigner un rôle d'intégration des populations défavorisées au marché et à la

redistribution (*transfert*) des richesses. Les initiatives PSE sont alors vues comme des initiatives *win-win* (Pokorny, Johnson, Medina & Hoch, 2012), ajoutant des objectifs *pro-poor* d'équité aux côtés de ceux de la conservation de la nature (Pascual, Muradian, Rodríguez & Duraiappah, 2010). Certains conçoivent cette conservation comme « une base pour des stratégies visant la réduction de la pauvreté et la justice sociale » (Adams et al., 2004 : 1148, trad. pers.). Ce discours est relayé par les acteurs de la coopération internationale, à l'instar du *Department for International Development* (DFID) britannique, qui a créé, en 2010, le programme « *Ecosystem Services for Poverty Alleviation (ESPA)* », censé fournir « de nouvelles connaissances démontrant comment les services écosystémiques peuvent réduire la pauvreté et améliorer le bien-être des pauvres au niveau mondial » (ESPA, 2012 : 1, trad. pers.) et considérant les PSE comme « une opportunité sans pareille pour combattre la pauvreté » (ESPA, 2011 : 3, trad. pers.).

Ce discours se base sur une vision de la pauvreté considérée comme un échec de marché, touchant une catégorie de la population vue comme inapte, irrationnelle, et/ou trop « aidée » par le système public du *welfare state*. Notre article intitulé « *Local views and structural determinants of poverty alleviation through Payments for Environmental Services : Bolivian insights* » (section 11.4) (Bétrisey, Mager & Rist, 2016) revient sur cette vision néolibérale et dépolitisée de la pauvreté. La diminution de la pauvreté passe donc par l'intégration des pauvres dans le marché grâce, notamment, à des outils comme les PSE *pro-poor*, supposés garantir leur intégration au système capitaliste (Pokorny et al., 2012 ; Rodríguez-de-Francisco, Budds & Boelens, 2013). Ce référentiel se base en large partie sur le mythe du « marché pour les pauvres », identifié par Laville (2015), faisant, comme chez Fontaine (2014), du marché une « conquête sociale » forcément libératrice et synonyme de démocratie.

Cette vision du marché qui, par sa dimension « impersonnelle » serait un vecteur de démocratie (Guérin, 2015), permettant aux individus les plus opprimés de s'émanciper des statuts de dominés en devenant des partenaires « égaux » de l'échange, est à l'origine selon Laville (2015) des réflexions sur le *social business*, la *venture philanthropy*, le microcrédit ou encore les marchés dits « bas de la pyramide », ayant pour objectif de déterminer comment les pauvres peuvent être plus présents sur les marchés de l'emploi, de la vente et de la consommation. Ce courant de pensée espère « réconcilier capitalisme et société » (Laville, 2015 : 90) et ainsi « sauver les pauvres par le marché » (ibid.) en « leur imposant des conduites d'épargne » (Fontaine, 2014 : 199) avec « plus d'efficacité que l'État qui est toujours tributaire des échéances électorales et des positions acquises » (op.cit. : 228). À nouveau, le détour par le référentiel polanyien permet de nuancer la pertinence de cette hypothèse, montrant que, si le marché peut libérer, il ne le fait jamais seul, dans la mesure où il est toujours adossé à des régulations issues de la société et des normes culturelles, lesquelles peuvent contraindre ou au contraire faciliter la libération des opprimés lorsqu'elles « favorisent la solidarité et le partage » (Guérin, 2015 : 194). Polanyi encourage à comprendre qu'il est fallacieux de négliger les dimensions socioculturelles qui conditionnent structurellement la pauvreté, et de postuler que l'imposition du système marchand sera systématiquement capable de « gommer » les différences de statut, de ressources et de capacités des individus et de créer une société d'égaux. Hillenkamp (2015a) montre comment la « modernité marchande » (op.cit. : 136) au sein de la société bolivienne contemporaine, est loin d'être « libérée » des « rapports traditionnels de domination régnant dans le “secteur informel” » (ibid.), basés sur des structures de classe, de race et de genre. Le marché peut même reproduire et

renforcer les structures inégalitaires, comme en témoigne Guérin (2015) dans le cas de microcrédits en Inde. Ainsi, il ne suffit pas de faciliter l'accès des pauvres au marché. Il faut également combattre les structures qui engendrent la domination, les injustices et la pauvreté, sans quoi elles se reproduiront au sein de la société marchande. Il ne s'agit toutefois pas de nier l'importance de la liberté d'accès au marché. « Les catégories marginalisées doivent avoir le droit comme quiconque d'acheter ou de vendre, mais c'est bien autre chose dont elles ont besoin pour sortir de leur statut d'opprimés et concrétiser leurs aspirations à la liberté et à l'émancipation » (op.cit. : 195).

Cette « autre chose » concerne donc les relations de pouvoir et normes sociales reproduisant la domination et l'injustice ou au contraire produisant reconnaissance, solidarité et émancipation. Ces éléments sont cependant pour la plupart absents des évaluations des dispositifs PSE. En effet, ces évaluations se focalisent, pour la plupart, sur le développement de critères permettant de considérer les impacts en matière de justices procédurales, redistributives et libérales, soit : l'accès des plus pauvres au schéma de PSE ; leur participation active ; la formalisation de leurs droits fonciers ; la redistribution des bénéfices en faveur des plus démunis.

### **8.1 Dépasser les critères d'accès, de droits et de redistribution**

À l'instar de celle proposée par Rosa et al. (2004), les évaluations de PSE cherchent en règle générale à montrer dans quelle mesure les individus les plus défavorisés parmi les « prestataires de services environnementaux » ont, grâce à la participation au PSE, soit :

- vu leurs droits de propriété être formalisés (Leimona & Lee, 2008), ce qui, dans une logique libérale, est une condition *sine qua non* du « décollage » économique, dans la mesure où il permet l'aliénation du bien et donc sa mise en gage en échange de crédits (Pirard, 2012), développant de ce fait les possibilités d'investissement à disposition des acteurs et donc l'accès à des améliorations technologiques susceptibles d'augmenter la production, de diminuer le travail et, par conséquent, d'augmenter le revenu ;
- eu accès au PSE, et n'ont pas été exclus en raison de leur manque de capital (p.ex. de terre), de connaissances et de capacités techniques (Mahanty, Suich & Tacconi, 2013; Zammit, 2013). Ceci passe le plus souvent par un dispositif « correctif » de type discrimination positive, ciblé sur les pauvres (Turpie et al. 2008), également appelé « pro-poor ». Ces recherches mobilisent une vision distributive de la justice, suggérant de compenser des inégalités « injustes », soit celles ne favorisant pas les plus défavorisés. Ces études se bornent à assurer l'accès a priori au schéma PSE et non la participation effective des personnes au sein de la gouvernance du schéma et/ou des négociations portant sur le prix des SE. Ceci revient à instaurer un biais positif en faveur des PSE, considérant que ces derniers sont automatiquement positifs pour les plus pauvres, à partir du moment où ils y ont accès ;
- vu leur revenu augmenter grâce à la participation au PSE (Hoang et al. 2013 ; Cole, 2010). Ces recherches définissent des modèles de redistribution des bénéfices (monétaires ou non) et les critères y relatifs (p.ex. mérite, besoin, égalité). Elles tendent à conclure qu'il faut s'assurer que les pauvres ont également eu accès à des co-bénéfices : apprentissages technologiques, accès au marché de l'emploi (Courtney, Mills, Gaskell & Chaplin, 2013),

etc. À nouveau, cette redistribution est assurée par des mécanismes « correctifs » de type *pro-poor*. Ces études favorisent cependant une métrique monétaire et une perspective économiciste, considérant l'accroissement du revenu des paysans participant au PSE comme systématiquement synonyme de sortie de la pauvreté, dans une vision dépolitisée et déstructuralisée de celle-ci.

Ces évaluations convergent donc toutes vers une vision distributive et libérale de la pauvreté et de la justice. Si ces dimensions monétaires, juridiques et distributives sont certes apparues comme des registres de justification à la participation des « prestataires de services » au sein des ARA — et qu'il paraît donc pertinent de ne pas les rejeter comme critères d'évaluation —, l'on peut regretter que la grande majorité des analyses de PSE fassent actuellement l'impasse sur les dimensions politiques et socioculturelles de la pauvreté et de l'(in)justice, risquant de contribuer, à l'extrême, de « blâmer les individus pour leur manque de capital social et leur marginalisation » (Cleaver, 2012 : 83). Nous estimons que la prise en compte de la notion de reconnaissance comme critère d'évaluation de dispositifs PSE pourrait combler ce manque. En l'état actuel de la littérature (décembre 2015), la notion de reconnaissance est cependant très peu présente au sein des évaluations de dispositifs PSE, à l'exception de deux études présentées ci-dessous.

## **8.2 La reconnaissance comme critère d'évaluation du potentiel émancipateur des PSE : cadrage théorique et conceptuel**

Martin et al. (2014) et He & Sikor (2015) utilisent la reconnaissance comme critère d'évaluation d'initiatives de PSE. Ils le justifient par le recours au référentiel de justice sociale tridimensionnelle de Fraser, qui considère la reconnaissance du statut de participant à la vie sociale comme (un) critère de justice. Toutefois, la conceptualisation de la reconnaissance qui est faite dans ces deux études comporte deux biais. D'abord, la reconnaissance est considérée uniquement sous l'angle de la reconnaissance de la diversité culturelle et de l'identité (subjective et/ou objective) des sujets. Ce qui laisserait supposer qu'elle n'est pertinente, comme catégorie d'analyse, que lorsque l'on se trouve dans un contexte « multiculturaliste ». Or, la littérature actuelle sur la reconnaissance dépasse la reconnaissance culturelle. Des analyses récentes utilisent la reconnaissance comme critère analytique pour épinglez les techniques dites de *new management* au sein des entreprises capitalistes contemporaines (Kocyba, 2009) ou de l'« e-réputation » (Merzeau, 2015) sur les plateformes de communication et de socialisation « en ligne ».

Deuxièmement, ces études tendent à voir la reconnaissance comme foncièrement positive. Si les auteurs reconnaissent bien certains liens avec des structures de pouvoir, ils n'examinent pas la reconnaissance comme un potentiel vecteur de domination et d'injustice, même si la littérature insiste sur le fait que la reconnaissance peut être un outil de subordination et de reproduction des structures de pouvoir inégalitaires. Fraser (2005) annonce, au demeurant, que la reconnaissance est synonyme de justice si et seulement si elle est combinée à la redistribution et orientée vers la parité de participation à la vie sociale.

C'est pourquoi nous proposons de reconsidérer la production de reconnaissance au sein des PSE, ses liens avec les questions de pouvoir et de formation du sujet politique et donc, la question de son potentiel d'émancipation et/ou de domination. Ce faisant, nous montrerons le caractère

ambivalent de la reconnaissance, qu'elle soit considérée comme positive, mais « pervertible » (c.f. reconnaissance idéologique selon Honneth), ou foncièrement vectrice d'assujettissement et de subordination (Butler). Nous présenterons également comment ce caractère ambivalent gagne à être considéré sous l'angle des questions temporelles (réversibilité, instabilité), comme le suggèrent les écrits de Hartmut Rosa. Cette reconceptualisation permet, d'une part, de questionner les modalités de la reconnaissance fournie par les ARA, et, d'autre part, de questionner l'hypothèse du potentiel émancipateur de la reconnaissance fournie par les ARA aux communautés et individus « prestataires de services ».

Il convient de rappeler ici que nous n'avons pas postulé l'existence a priori d'un besoin de reconnaissance, universellement partagé, et dont la recherche de satisfaction motiverait tout comportement social. La reconnaissance nous est apparue a posteriori, formulée par les acteurs lorsque nous les avons mis en situation de justifier leurs actions de (non) adhésion aux ARA. Enfin, comme précisé ci-dessus, nous n'avons pas réfléchi les relations de reconnaissance, prenant place (ou non) dans le cadre des ARA, comme des relations fondamentalement « bonnes », mutuelles, horizontales et vectrices de justice sociale. Nous avons uniquement abordé la reconnaissance comme un outil analytique, capable de révéler à la fois des dynamiques de subordination et d'émancipation, toutes deux constitutives de la réalité sociale et politique locale.

### **8.3 Les ARA et la reconnaissance : discours et pratiques**

La relation de reconnaissance à laquelle participent les « prestataires de services » des communautés des zones amont dans le cadre des ARA satisfait vraisemblablement une attente de reconnaissance de leur part, comme démontré au chapitre 6. Est-elle pour autant émancipatrice ou au contraire subordonnante ? Constitue-t-elle un canal de reconnaissance alternatif ou contribue-t-elle à la reproduction de l'ordre établi de reconnaissance comme le propose Butler ? Cette relation de reconnaissance a-t-elle comme visée la parité de participation à l'interaction sociale (Fraser 2005) ou au contraire l'instrumentalisation des « reconnus », correspondant ainsi à la reconnaissance dite « idéologique » selon Honneth ?

Nous allons ici examiner de plus près les relations de reconnaissance dans les ARA. Comment, selon quelles modalités, quelles spatialités et quelles temporalités, se déroulent-elles ? Qui participe de cette relation et qui est reconnu, qui change (ou non) de statut par le biais de cette relation et sur la base de quelles catégories, quels critères ? Il sera alors possible de savoir dans quelle mesure la reconnaissance fournie dans le cadre des ARA, constitue un vecteur d'émancipation ou au contraire de subordination.

#### **8.3.1 Comment les ARA construisent-ils des relations de reconnaissance ?**

Dès la création des ARA en 2003, la FNB a entrepris la construction d'un récit (*narrative*), justifiant son action et la rendant conforme à la fois au récit *mainstream* sur les PSE et au positionnement politique du gouvernement bolivien. Ce récit s'insère dans les communications écrites ou filmiques (vidéos) de la FNB — largement diffusées, y compris auprès des médias locaux —, ainsi que dans les présentations orales faites lors de réunions avec les (futurs) participants aux ARA. Ce récit fait de la forêt des zones amont des bassins versants locaux

« l'usine de l'eau ». En 2010, la FNB a fait réaliser un film éponyme, *La Fabrica del Agua*<sup>31</sup> (illustration 20). Cette « usine » y est dépeinte comme étant en danger, alors que l'eau est un bien fondamental, synonyme de vie (*El agua es vida*). Les paysans des communautés en amont qui participent aux ARA sont décrits comme les protecteurs/« gardiens honorifiques » (Fundación Natura Bolivia, 2016a : s.p.) de la forêt, de courageux « prestataires de services » hydriques, indépendants et innovants, agissant pour le bien commun. Les non-participants sont montrés comme des êtres méfiants, parfois égoïstes, pas assez (in)formés. Les acteurs en aval sont, quant à eux, représentés comme dépendants des zones amont pour obtenir de l'eau en suffisance afin d'assurer leur production agricole, et redistribuant les bénéfices dérivés de l'utilisation de l'eau pour l'irrigation en versant des compensations (*Natura Bolivia*, réunion à Cabracancha, 7 août 2014).

En plus de louer la dimension utilitaire et paysagère de la forêt et de sa faune, ce court métrage montre un enfant appartenant au groupe des « bénéficiaires de services » du village de Los Negros, en aval, qui, suite à un cauchemar relatant une pénurie d'eau, part en quête de la fabrique de l'eau. Il la découvrira dans des espaces forestiers reculés, en amont de son village, peuplés de communautés paysannes. Cette découverte sera guidée par un de leurs habitants, qui sont les « héros » du film, les gardiens de l'usine de l'eau, préservant la forêt, et travaillant d'une façon respectueuse de l'environnement (pratique de l'apiculture) en échange d'une compensation, afin de conserver l'eau pour les bénéficiaires de villages en aval. Dans ce récit, des espaces autrefois marginalisés, négligés, habités par des individus perçus comme « inadaptés », sont redéfinis comme des espaces stratégiques. Les paysans des communautés en amont qui participent aux ARA sont également présentés comme méritant du respect et de l'admiration. La FNB se positionne en une nouvelle source de reconnaissance, opérant à travers une nouvelle grammaire et de nouvelles catégories de reconnaissance.

**Illustration 20** Extraits du court métrage « la Fabrica del Agua »



Source : Capture du film *La Fabrica del Agua* de la fondation *Natura Bolivia* (2010)

<sup>31</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=uvrvMdg3U8U>, consulté le 21.12.2015



### *8.3.1.1 Reconnaissance discursive et récits*

Cette mise en scène contribue à susciter des émotions envers des communautés nouvellement créées (celle des « prestataires » ou celle des « bénéficiaires » de services). En ce sens, ce récit peut constituer un canal alternatif de reconnaissance. Cette reconnaissance ne porte pas sur l'identité culturelle (indigène ou paysanne), mais sur le travail ou le sacrifice fourni ; en d'autres termes sur le « faire » et non sur « l'être ». Cette distinction entre reconnaissance du faire et de l'être ainsi que leurs relations est un thème clé dans la sociologie contemporaine du travail. Comme le montre Dejours (2007), ce n'est que « dans un deuxième temps que la reconnaissance portant sur le faire, lorsqu'elle a été obtenue, peut-être rapatriée dans le registre de l'être par le sujet lui-même et non par le truchement de l'autre : grâce à cette reconnaissance de ma contribution par les autres je peux éventuellement avoir le sentiment, la conviction, voire la preuve que je suis devenu plus habile qu'avant d'avoir travaillé, que je suis devenu plus compétent, que je suis devenu plus aimable et estimable à mes propres yeux » (op.cit. : 67). Par le biais de cette reconnaissance du faire, le récit construit par la FNB va combler — au moins partiellement — l'attente, affectivement connotée, d'estime sociale exprimée par des membres de communautés en amont comme un registre de justification de leur (non) participation aux ARA. Enfin, dans un troisième temps, « la reconnaissance de la qualité de mon travail me donne accès à l'appartenance à une communauté : celle des travailleurs, d'une équipe, d'un collectif, d'un métier » (ibid.). La reconnaissance peut ainsi renforcer ou créer des collectifs sur la base des termes qu'elle valorise. Ici, les prestataires de services, gardiens de la forêt, deviennent une nouvelle communauté au sein de communautés paysannes existantes, partageant une « histoire » et une catégorisation communes qu'ils s'approprient.

En effet, plusieurs participants se sont référés aux catégories nouvellement créées par les ARA, fournissant de la reconnaissance, dans leur propre discours (« prestataires de services », « services hydriques », « fabrique de l'eau », « gardiens de la forêt »). Butler estime que ce processus d'assimilation est passif et inconscient, mais on peut aussi considérer à la manière de la sociologie pragmatique que ces mécanismes sont conscients, voire stratégiquement mis en œuvre pour obtenir la reconnaissance préalable, nécessaire à l'action transformatrice. Le conformisme n'est alors que temporaire et ne signifie pas une assimilation définitive. À titre d'exemple, Shapiro-Garza (2013a) pose que les PSE peuvent devenir, pour des acteurs « locaux », des « surfaces d'engagement utiles » (op.cit : 137, trad. pers.) avec des acteurs gouvernementaux et institutionnels ; de nouveaux espaces de dialogue et d'interaction où il devient par exemple possible de réitérer des requêtes, de se rappeler au souvenir des acteurs politiques et institutionnels et obtenir ainsi satisfaction dans des registres divers, au prix d'un conformisme temporaire permettant l'accès à ces « surfaces ». Dans un autre contexte, Cano-Castellanos (2013) montre comment des paysans mexicains ont développé des « stratégies discursives » amenant à l'appropriation intentionnelle du discours écologiste, dans le but de « consolider une voie de communication avec l'État mexicain » (Cano Castellanos, communication orale, novembre 2014). Il s'agit donc de garder ces précautions à l'esprit en analysant la relation de reconnaissance développée dans le cadre des ARA, et la manière dont celle-ci est performée, produite et reproduite par l'ensemble des participants. Or cette relation de reconnaissance comporte également une dimension pratique et quotidienne que nous allons développer ici.

### 8.3.1.2 Reconnaissance pratique et mises en scène de l'action

Un des moments clés de la relation de reconnaissance entre bénéficiaires, prestataires et FNB est l'acte de remise des « compensations » aux prestataires de services. Ce moment a fait l'objet d'une mise en scène ritualisée, chorégraphiée par la FNB, et respectée jusqu'en 2012. Les remises de compensation se déroulaient alors systématiquement en présence des prestataires et des représentants du gouvernement municipal<sup>32</sup>. Tous les acteurs parties prenantes de la relation signaient leur contrat sur la place principale de la communauté en amont, sous les yeux des autres membres de la communauté (y compris les individus ne participant pas aux ARA) et avec la présence de l'autorité communautaire. Les participants (amont et aval) se prêtaient alors à plusieurs photographies, puis les responsables municipaux remettaient en main propre les compensations aux prestataires de services, sous les applaudissements de l'assistance et des membres de la FNB. Ces moments cérémonieux se prolongeaient alors par une discussion publique et parfois même une petite « fête » (*evento*) avec musique, collation et danses, à laquelle participaient les acteurs présents (illustrations 21-22).

#### Illustration 19 Remise de compensations, communauté Quebrada León



Source : John Liu, 2012 (reproduit avec l'autorisation de l'auteur)

#### Illustration 20 Remise de compensations, communauté Palma Sola



Source : Katia Garrido/Natura Bolivia, 2013 (reproduit avec l'autorisation de l'auteur)

---

<sup>32</sup> Les coopératives des utilisateurs d'eau ou les associations d'irrigants de la zone aval étant moins souvent représentées.

Sur la première photo, un prestataire de services, appartenant à la communauté de Quebrada León, reçoit sa compensation (des ruches pour l'apiculture), sous les applaudissements d'un représentant (sur la gauche de l'image) de l'une des coopératives d'utilisateurs d'eau du village d'El Torno en aval et d'un représentant de la FNB (sur la droite de l'image). Cette scène se déroule sur la place principale de la communauté, en présence de plusieurs membres de la communauté (participants et non-participants aux ARA) et d'un représentant du gouvernement municipal d'El Torno. Elle est extraite d'un documentaire réalisé par John Liu (2012), intitulé « Vivir Bien » qui traite de la relation des paysans à la nature dans divers contextes, ici celui des ARA. La deuxième photo représente deux participants aux ARA (un prestataire de la communauté Palma Sola et un représentant du gouvernement municipal) esquissant un pas de danse lors de l'événement qui suivit la remise de compensation au sein de la communauté Palma Sola. Elle a été prise par une membre de la FNB à l'occasion de cet événement.

Sur sa page Facebook, la FNB publiait, le vendredi 21 novembre 2014, cette description d'un événement de remise des compensations, publiée par la suite sur le site d'un journal régional en ligne :

*« Dans une ambiance festive, Vladimir Cobarrubias (...), porte un rouleau de fil barbelé et le remet symboliquement à Doña Maria Terrazas, habitante de la communauté Agua Dulce, une des communautés à proximité de la zone protégée Espejillos (...). Vladimir et Doña Martina scellent alors leur accord par une accolade fraternelle » (Fundación Natura Bolivia, 2014 : s.p., trad. pers.).*

Lors des mises en scène décrites ci-dessus, les prestataires de services sont reconnus comme méritants, travaillant pour conserver la qualité et la quantité de l'eau et félicités (applaudissements, accolades) non seulement par la FNB, mais également par les autorités municipales. La FNB valorise la dimension émotionnelle de ces « rencontres » entre les acteurs, estimant que les ARA permettent un « rapprochement différent » (Fundación Natura Bolivia, 2014 : s.p., trad. pers.) et un nouveau lien entre acteurs des communautés et acteurs officiels en aval (coopératives, autorités municipales).

Après 2012, cette façon de procéder fut remise en question par la FNB, parce que considérée comme trop coûteuse et chronophage. Il était en effet compliqué de s'assurer de la présence des différents acteurs (prestataires et bénéficiaires), ainsi que du personnel de la FNB, et de se rendre dans des communautés parfois reculées et difficilement accessibles en temps de pluie. Les remises de compensations auxquelles j'ai pu assister, à la fin 2013 et en été 2014, se déroulaient à la manière d'une livraison rapide des compensations aux prestataires, par la FNB, parfois sans même sortir de la voiture et sans même que l'on s'assure de la présence de bénéficiaires (autorité municipale et/ou coopérative). Ce changement de pratiques fut perçu négativement par les membres de communautés, qui n'ont pas manqué de nous le signaler, exprimant leur regret de l'ancienne manière de faire, qu'ils jugeaient plus sympathique, mais aussi les « prenant plus en compte » et les « respectant » plus. D'autres ont exprimé un sentiment de « mépris » lié à cette nouvelle manière de « livrer » les compensations. Une personne affirma même se sentir comme du bétail à qui on livre son foin. Cette nouvelle manière de faire fut également perçue négativement par des membres du personnel de la FNB, jugeant que les ARA « perdaient leur âme » (anonyme, septembre 2013), se rapprochaient de la manière de faire « classique » des ONG

(ibid.) et « couraient ainsi à leur perte » (anonyme, octobre 2013). Un ancien membre du personnel de la FNB s'est même référé à ce changement de pratique, entre autres, pour justifier sa décision de démissionner de la FNB. Lors de notre dernier séjour, en 2014, des responsables de la fondation nous ont affirmé être conscients de ce problème, et désiraient à nouveau valoriser ces moments de « socialisation » entre acteurs, avant tout pour assurer le bon fonctionnement des ARA (anonyme, communication orale, août 2014). L'article de journal du 21 novembre 2014<sup>33</sup> (cité supra) nous laisse penser que ce désir affirmé de retour à l'ancienne manière de faire a été suivi d'effets.

La FNB a également conduit, à plusieurs reprises, des acteurs externes (représentants politiques nationaux et départementaux, représentants de bailleurs de fonds internationaux) au sein des communautés de prestataires de services. Les membres de ces communautés ont affirmé s'être sentis particulièrement valorisés lors de ces visites, qui ont amené, selon eux, à accroître leur visibilité auprès des autorités municipales, par un effet collatéral. Ils n'ont alors pas manqué d'exprimer leur gratitude envers la FNB pour ces visites.

Au vu de ce que nous venons d'évoquer, nous pouvons affirmer que, par le biais de la construction de récit et des pratiques évoquées ci-dessus, la FNB devient, via les ARA, dispensatrice de reconnaissances, fondées avant tout sur celle du travail de conservation de la forêt, donc du « faire » et non directement de « l'être » des prestataires de services. Les ARA ajoutent de nouvelles possibilités de rendre visibles des citoyens municipaux (*comunarios*) jusque-là invisibles, se sentant abandonnés, voire méprisés, par les autorités municipales ou communautaires. Les ARA pourraient contribuer à améliorer les conditions de justice sociale en faveur des communautés, si l'on considère, à la manière de Honneth, que la reconnaissance est son horizon. De plus, dans la mesure où les ARA fournissent une compensation économique aux « prestataires » des communautés (au demeurant jugée le plus souvent insuffisante), ils influent sur les deux conditions de parité de participation au sens de Fraser (reconnaissance et redistribution). Les ARA sont en ce sens susceptibles d'améliorer la parité de participation à l'interaction sociale des *comunarios* et favoriser la justice sociale.

Mais ces relations de reconnaissance les ARA transforment-elles les ordres hégémoniques de reconnaissance ou au contraire reproduisent-elles les inégalités de reconnaissance existantes ? Qui sont les sujets qui participent de ces relations de reconnaissance, aux niveaux individuels et collectifs, et ceux qui en sont exclus ? Pour y répondre, nous allons nous intéresser aux prestataires de services des communautés en amont, principaux acteurs de ces relations de reconnaissance. Les éléments qui vont suivre sont développés au sein de notre article « *Local views and structural determinants of poverty alleviation through Payments for Environmental Services : Bolivian insights* » (section 11.4) (Bétrisey, Mager & Rist, 2016). Nous résumerons donc brièvement la participation différenciée des sujets aux relations de reconnaissance des ARA, que ce soit au niveau individuel ou collectif/communautaire.

---

<sup>33</sup> Soit un peu plus d'un mois après notre dernier retour de Bolivie.

### **8.3.2 Qui est reconnu ?**

Les ARA fournissent avant tout une reconnaissance individuelle. Ils reconnaissent les membres de communautés participant aux ARA, sur la base de leur travail de conservation, comme des citoyens méritants, agissant pour le bien commun et dignes d'être récompensés. Ces derniers sont publiquement félicités. Ce faisant, les relations de reconnaissance au sein des ARA donnent également aux participants « l'accès à l'appartenance à une communauté : (...) celle des travailleurs qui connaissent et respectent les mêmes règles du métier, les règles de l'art » (Dejours, 2007 : 67), soit, ici, la communauté des prestataires de services environnementaux qui respectent les règles de la conservation de la forêt et de l'agriculture respectueuse de l'environnement. Ce faisant, les ARA concurrencent les canaux de reconnaissances communautaire et religieux, questionnant leur légitimité et s'attirant parfois conséquemment les foudres de certaines autorités communautaires et religieuses.

#### *8.3.2.1 Reconnaissance individuelle des prestataires de services*

Les membres de communautés paysannes ne participant pas aux ARA sont alors exclus de cette nouvelle relation de reconnaissance. Être exclu des ARA signifie non seulement ne pas accéder à la redistribution (les individus non affiliés aux ARA n'ayant pas d'accès aux bénéfices qui en sont issus), mais également être exclu des relations de reconnaissance qui y prennent place. Or, les exclus des relations de reconnaissance au sein des ARA sont le plus souvent des individus déjà exclus de la reconnaissance et de la participation au niveau communautaire. Il s'agit des migrants récents n'ayant pas accès à la propriété/possession de terres et des petits propriétaires fonciers qui, s'ils ne sont pas *de jure* exclus des ARA, le sont *de facto*, soit en raison de la petite taille de leur exploitation — et donc du manque de terre pouvant être destinées à la conservation —, soit en raison de l'absence de propriété/possession de terres forestières à conserver, comme le confirme Grillos (2015) pour les communautés de la région du parc national Rio Grande (Chaco), participant également aux ARA. De manière statistiquement significative, les personnes contribuant aux ARA sont celles qui disposent de plus de terre, de plus de bétail, et qui s'impliquent activement dans l'OTB communautaire. À l'inverse, les non-propriétaires, non-participants aux OTB, sont significativement exclus des ARA (Grillos, 2015).

Les relations de reconnaissance qu'impliquent les ARA ne sont ainsi pas systématiquement transformatrices, dans la mesure où elles ne changent pas les conditions de reconnaissance — et donc la « reconnaissabilité » (au sens de Butler) — des invisibles parmi les invisibles. Les ARA renforcent au contraire leur invisibilité, et donc les injustices de reconnaissance préexistantes, comme entre les migrants récents et ceux établis de longue date ou les autochtones (*lugareños*)<sup>34</sup>. Ces situations de non-reconnaissance ont généré jalousie et mépris (réciproque entre participants et non-participants). Des non-participants estiment que les participants ne sont plus « solidaires » de la communauté et certains participants considèrent que les non-participants sont égoïstes et trop méfiants. Ces situations et ces représentations ont parfois débouché sur des conflits. Des *comunarios* s'en sont par exemple pris au bétail d'un participant aux ARA dans la communauté de Santa Rosa de Lima (Asquith, 2013).

---

<sup>34</sup> Cette exclusion *de facto* des migrants récents est aussi problématique sur le plan de l'efficacité environnementale du schéma ARA, étant donné que le directeur de la FNB pose les migrants récents comme principaux responsables de la déforestation dans la région des vallées (Asquith et al., 2008).

Nous avons précédemment montré la complexité des relations de genre en Bolivie et la façon dont celles-ci sont « situées dans un contexte politique discursive » (Maclean, 2013 : 81, trad. pers.). La FNB considère l'accroissement de la participation des femmes comme un objectif et ceci dans une visée « d'égalité des genres » et d'« émancipation féminine ». Ce faisant, elle espère notamment correspondre aux exigences de bailleurs de fonds internationaux, pour qui cette composante, bien que controversée, est aujourd'hui incontournable et « pervasive fashionable » (Pearson et Jackson, 2005 : 1), suite notamment à son inscription au sein des objectifs du millénaire. Et ce au risque de s'inscrire en faux avec la volonté du gouvernement bolivien de « décoloniser » l'État, qui, rappelons-le, considère cette dimension d'égalité des genres comme symbole de l'imposition d'une conception culturelle eurocentriste et veut faire valoir la vision autochtone du « *chachawarmi* », soit la reconnaissance des différences et de la complémentarité entre les sexes, comme un pilier des politiques de la famille « décolonisée » (comme nous l'avons mentionné au point 3.1.2).

Selon la FNB, 1/3 des contrats de compensation sont au nom de femmes. L'apiculture, soit l'activité principale proposée dans le cadre des ARA, est une occupation que les femmes peuvent réaliser sans que cela soit pour elles socialement stigmatisant, selon les informations que nous avons récoltées. Dans la réalité des ARA, la pratique de l'apiculture est réservée aux hommes, mais les femmes prennent en charge la préparation du miel, sa mise en bocaux et sa commercialisation. Les femmes ne sont donc, ni *de jure*, ni *de facto* exclues des ARA, pour autant qu'elles soient propriétaires et non-migrantes. Or selon la majorité des participants entretenus (parmi lesquels 9 femmes), les femmes au bénéfice de contrat ARA sont la plupart du temps des femmes faisant déjà partie de l'espace public et politique communautaire (comme exposé au point 5.3.2). Elles sont en effet officiellement membres de syndicats ou OTB, en remplacement de leurs maris, frères ou pères malades, absents de façon temporaire ou indéterminée, ou encore décédés. En ce sens, les femmes accédant officiellement à la relation de reconnaissance ARA sont des femmes « déjà reconnues » et la reconnaissance construite par les ARA n'apparaît donc pas comme transformatrice.

Il arrive cependant que le contrat ARA soit passé au nom d'un homme et que ce soit son épouse ou sa fille qui prenne en charge toutes les activités et relations informelles liées aux ARA. Dans la communauté de Huaracal, nous avons ainsi discuté avec Carmen, 28 ans, qui nous a été désignée comme répondante concernant le contrat ARA signé par son père. Carmen n'est pas mariée, ni propriétaire, mais participe déjà officiellement au syndicat, en remplacement de son père, âgé et malade, et en l'absence de ses frères, vivant en ville. Le père de Carmen étant officiellement propriétaire, son nom figure sur le contrat, mais c'est Carmen qui est responsable de la « gestion » du contrat ARA. C'est elle qui dialogue avec les représentants de la FNB, qui reçoit officiellement les compensations et les capacitations, et qui gère les activités apicoles, fruticoles et de caféiculture familiales, issues de la participation aux ARA. Bien que son nom ne figure pas sur le contrat, Carmen a affirmé retirer une certaine reconnaissance de cette participation aux ARA. Étudiante au collège agricole, elle est très intéressée par les techniques agricoles « durables » et a vu, dans les ARA, le moyen de mettre ses connaissances en pratique, d'assumer des responsabilités et de s'affirmer en tant que jeune femme, célibataire, au sein de sa famille, mais aussi au sein de la communauté. Elle fait à présent également partie du comité de l'association des

caféiculteurs et affirme aimer aller aux réunions de l'association « bien que tous les membres soient des séniors » et aimer « négocier avec eux » (Carmen, Huaracal, 28.08.2013).

Cependant, la majorité des femmes ne sont pas dans cette situation de délégation de rôle, formelle ou informelle. Elles sont alors généralement invitées à assister, en compagnie de leurs maris, aux réunions de présentation, et de suivi des ARA organisées par la FNB. Cette organisation est tout à fait conforme avec l'organisation communautaire et la complémentarité des genres véhiculée par l'idéologie du *chachawarmi*, dont nous avons montré, au point 5.3.2, qu'elle tend à réserver l'espace public communautaire comme un espace masculin, et l'espace privé du ménage comme un espace féminin et sous la responsabilité des femmes. Il arrive occasionnellement que les femmes participent à une réunion ou à une fête de remise de compensation en absence momentanée de leurs maris/frères/pères, mais elles préfèrent y envoyer leurs maris/frères/cousins/beaux-frères lorsque ceux-ci sont présents. Elles participent alors à ces réunions ou fêtes de compensation en tant que spectatrices. Au cours des réunions ARA auxquelles nous avons assisté, si les femmes y étaient parfois, elles avaient une attitude plutôt retenue et passive, ou, dans tous les cas, sensiblement différente de celle des hommes (illustration 23). Lors d'une réunion dans la communauté de Cabracancha (municipalité de Comarapa), les femmes ont refusé de prendre une décision immédiate de participation aux ARA, expliquant préférer discuter au préalable avec leurs maris. Les hommes présents, qui ont choisi de signer un contrat de conservation ou de s'engager à protéger une partie de leur terre, l'ont fait sans émettre le besoin de consulter leurs épouses.

**Illustration 21 Attitude passive des femmes de la communauté de Cabracancha (Réunion avec la fondation Natura Bolivia)**



Source : F. Bétrisey, 2014

Les relations de reconnaissance qui prennent place au sein des ARA concernent également les communautés de prestataires de service en tant qu'acteur collectif. Ces dernières sont reconnues comme des groupes d'acteurs clés, pour la fourniture d'une ressource stratégique (l'eau), par la FNB et les autorités municipales. Cette dimension collective de la (non)reconnaissance est apparue comme centrale, ce qui, à l'instar de la proposition faite par Hersent et al., « suppose de rompre avec des conceptions individualistes en termes d'entrepreneuriat, d'empowerment ou de capacités » (2011 : 318), pour comprendre les situations de justice/injustice liées.

### 8.3.2.2 Reconnaissance collective des prestataires de service

En ce qui concerne l'effet des ARA sur la reconnaissance des communautés en tant que collectif, les réponses obtenues ne permettent pas d'émettre un avis tranché. D'un côté, certains dirigeants et membres de communautés ont estimé que les ARA n'avaient rien changé aux relations avec la municipalité, mais qu'ils avaient eu le mérite de rendre explicite le désintérêt des autorités pour leur sort, interprété comme une forme de mépris. D'autres ont, au contraire, affirmé que les ARA leur avaient permis d'être reconnus, par les autorités, comme acteurs essentiels de la municipalité, et donc d'accroître la « parité de participation » des communautés à l'interaction sociale, considérée comme synonyme de justice sociale par Fraser. Ceci est développé dans notre article « *Local views and structural determinants of poverty alleviation through Payments for Environmental Services : Bolivian insights* » (section 11.4) (Bétrisey, Mager & Rist, 2016).

Dans le cas de la communauté de Palma Sola, ainsi que dans plusieurs communautés de la municipalité d'El Torno, la reconnaissance fournie par les ARA a, selon les autorités communautaires, débouché sur une meilleure participation des communautés marginalisées aux prises de décision de la municipalité. Des représentants communautaires affirment avoir été encouragés par leur participation aux ARA à faire entendre leur voix dans les processus d'élaboration de POA<sup>35</sup>, mais aussi, dans celui hautement stratégique d'élaboration des *Cartas Organicas* (Carmen, Huaracal, 28.08.2013). Reste que, selon Fraser, la reconnaissance, bien que non hégémonique et dirigée vers la parité de participation, ne saurait être à elle seule garante d'émancipation et de justice sociale. Elle doit être combinée à une transformation de la redistribution économique afin que les sujets disposent des conditions matérielles leur permettant de concrétiser la relation de reconnaissance en une forme d'émancipation. Là où les ARA ont accru la reconnaissance des communautés, cela ne s'est toutefois pas systématiquement traduit par une amélioration de la redistribution du budget municipal en leur faveur, notamment à Comarapa, Quirusillas et Mairana. La relation de reconnaissance instituée dans le cadre des ARA peut donc déboucher sur des situations différentes.

Reprenons ici le cas de la communauté de Palma Sola. Suite à la participation aux ARA, la communauté a pu instaurer une relation de reconnaissance avec la FNB, ainsi qu'avec les autorités de Los Negros. Sa représentante, la présidente de l'OTB communautaire, a été davantage impliquée dans les arènes de discussions politiques municipales. Elle a, pour la première fois, pu et su participer aux discussions sur la création d'un nouveau POA, étant, dit-elle, « enfin » prise au sérieux, après avoir dû se « battre ». Elle a notamment obtenu une révision de la part du budget municipal octroyé à sa communauté. Selon elle, les ARA furent un élément décisif, d'autant plus que la FNB lui a fourni de l'aide, qui lui a donné confiance en elle, pour formuler ses propositions relatives au POA et rencontrer des pairs d'autres communautés, participant ou non aux ARA, ainsi que d'autres leaders régionaux.

Cette situation est toutefois particulière, car les ARA n'impliquent pas, dans leur fonctionnement usuel, les représentants communautaires, préférant les relations contractuelles avec des *comunarios* précis. De plus, certains dirigeants communautaires voient l'action de la FNB comme une ingérence, voire une menace, et ne sont pas prêts à collaborer avec. Un représentant de la

---

<sup>35</sup> Plan Operativo Anual, évoqué au chapitre précédent.



FNB a néanmoins estimé que cette action d'appui aux dirigeants communautaires, qu'il qualifie d'action de « facilitation », était une mission clé de la FNB. La fondation se trouverait en position idéale pour jouer ce rôle, bénéficiant potentiellement de la confiance à la fois de la municipalité en aval et des membres de communautés en amont. Ce même représentant a expliqué n'avoir malgré tout que rarement le temps nécessaire pour entreprendre ces actions de facilitation, très chronophages et relativement incertaines, en raison des changements récurrents des autorités municipales et communautaires.

Si les ARA peuvent donner l'impulsion initiale de transformation de la « reconnaissabilité » collective des communautés par les autorités municipales — entendu comme la transformation des communautés en « sujets politiques intelligibles » (Schurr, 2014 : 114, trad. pers.) —, la traduction de cette « reconnaissabilité » en relations de reconnaissance par les autorités municipales, puis en redistribution et participation effective des communautés, nécessite un travail de facilitation approfondi et exigeant de la part de la FNB, mais celui-ci n'est pas systématiquement entrepris. Les conditions conjoncturelles et les caractéristiques personnelles des dirigeants municipaux et communautaires rendent le processus relativement incertain.

Toujours est-il que lorsqu'elles sont instaurées, même de manière précaire, ces relations de reconnaissances sont réciproques. Cela signifie que les « sources » de reconnaissance que sont la FNB et les autorités municipales se voient être reconnues en retour par les acteurs qu'elles reconnaissent. Accepter la reconnaissance de l'autre revient en effet à une confirmation implicite de la légitimité de ce dernier à fournir de la reconnaissance, sans quoi celle-ci n'aurait aucune valeur.

### *8.3.2.3 Reconnaissance des autorités municipales*

Si des *comunarios* et des dirigeants de communautés estiment souffrir de mépris, de non-reconnaissance et de marginalisation par les autorités municipales, ils les considèrent toutefois comme aptes à fournir de la reconnaissance, ce qui explique l'intérêt pour les ARA. À travers la reconnaissance, dans un premier temps de leur activité de conservation par la FNB, c'est bien la reconnaissance de leur statut de citoyens qu'ils recherchent auprès des autorités municipales, illustrant ainsi le processus de « rapatriement » de la reconnaissance du faire sur celle de l'être, décrit par Dejours (2007). Ce faisant, ils contribuent à légitimer l'autorité municipale.

De surcroît, la FNB construit un récit à destination des autorités municipales, ayant pour but de faciliter leur reconnaissance. Un représentant de la FNB nous confiait qu'il présentait souvent les ARA comme des *obras verdes*, soit des « ouvrages verts », au sens de travaux publics écologiques. Ce faisant, notre interlocuteur fait coïncider la mise en place d'ARA avec la nécessité des autorités — municipales, provinciales et départementale — de montrer, à la fin de leur mandat, qu'elles ont réalisé des ouvrages concrets, dans l'espoir d'être réélues : « Ils [les responsables politiques] ont besoin de montrer les résultats de leurs actions, d'être photographiés, d'avoir une plaque avec leur nom » (anonyme FNB, communication orale, juillet 2014). Récemment la FNB a organisé une cérémonie d'inauguration d'un « ouvrage vert », soit des hectares de forêts (« fabrique de l'eau ») conservées. Au cours de cette cérémonie, le maire d'une municipalité participant aux ARA a coupé symboliquement un ruban sur la place du village, devant des habitants et la presse locale, comme l'usage le veut dans la région lors de

l'inauguration d'une route goudronnée, d'un centre sportif, d'un hôpital, d'une nouvelle école ou de tout autre équipement fourni par les pouvoirs publics. Enfin, la FNB a, à plusieurs reprises, invité des représentants de municipalités à l'accompagner au sein de conférences internationales et nationales, contribuant ainsi à leur visibilité et à l'amélioration symbolique de leur statut. Ce faisant, la FNB estimait répondre aux attentes de reconnaissance des autorités municipales et les inciter à s'engager dans les ARA, pensant que le succès des ARA dépendrait non seulement de la satisfaction des prestataires de services en amont, mais également de la reconnaissance publique que les maires pourraient tirer de leur engagement au sein des ARA.

L'un de nos interlocuteurs a estimé que la FNB pouvait garantir la pérennité des ARA par son inscription dans les chartes locales, comme ce fut le cas dans la municipalité d'El Torno et dans celle de Comarapa, à l'initiative des maires « reconnus » par les ARA. Le représentant de la FNB a également pensé que les maires, reconnus et ainsi satisfaits de leur engagement au sein des ARA, deviendraient des « alliés » (anonyme, communication orale, juillet 2014), des ambassadeurs pouvant « vendre » les ARA aux responsables gouvernementaux départementaux et nationaux, facilitant leur inscription dans un cadre politique plus large et ainsi leur pérennisation.

Il est à présent temps de proposer une synthèse de notre évaluation de ces diverses relations de reconnaissance des ARA en des termes de justice vs d'injustice. Nous verrons que cette évaluation apparaît comme ambiguë au niveau collectif et individuel.

#### **8.4 Synthèse : les relations de reconnaissance au sein des ARA entre émancipation et reproduction de la marginalisation**

Sur le plan individuel, nous pouvons affirmer que le récit des ARA ne constitue pas un canal de reconnaissance alternatif, dans la mesure où il tend à reconnaître les individus déjà reconnus, et à méconnaître les exclus des canaux « traditionnels » de reconnaissance, ce qui, en reprenant Judith Butler, pose la « non-reconnaissabilité » des migrants, des petits et des non-propriétaires terriens. Ce schéma d'invisibilité est si fort que toute nouvelle forme de reconnaissance s'y adapte et contribue à le reproduire. Cela revient à concéder, d'une part, que les structures de pouvoir existantes contraignent fortement la production de reconnaissance et, d'autre part, que l'action au niveau intersubjectif n'est pas suffisante pour transformer les situations d'injustice et constituer les sujets politiques. À ce niveau et dans l'état actuel, les ARA ne peuvent pas être des vecteurs d'émancipation. Les situations d'injustice, comme celles vécues par les migrants récents, ne sont donc pas susceptibles d'être transformées par les ARA, mais risquent au contraire d'être renforcées.

Au niveau collectif, lorsque les ARA instaurent des relations de reconnaissance publique — ce qui n'est pas systématique —, elle est alternative. Elle permet de reconnaître un groupe préalablement exclu du schéma traditionnel de reconnaissance, à savoir les communautés paysannes des zones amont, comme des citoyens à part entière. Toutefois, lorsqu'on analyse les rythmes de la relation de reconnaissance et sa stabilité, ainsi que son couplage avec les questions de redistribution et participation, notre constat est mitigé. Dans certaines communautés, nous avons observé une relation de reconnaissance stable et qui s'est traduite par une amélioration des relations de participation et de redistribution. Dans d'autres cas, en revanche, la relation de reconnaissance est réversible, instable, et ne s'est pas traduite par une transformation des modèles

de redistribution et de participation en faveur des communautés. Nous avons relié ces constats à différentes causes structurelles, mais aussi conjoncturelles et personnelles, consécutives à des changements de maires en aval et de dirigeants de communautés en amont, qui concevaient la participation des communautés différemment de leurs prédécesseurs, mais aussi des changements conjoncturels au sein la FNB. En effet, nous avons observé un important et rapide « turnover » des « techniciens » locaux de la FNB. Or ce sont ces « *tecnicos* » qui sont au contact quotidien des acteurs locaux — amont et aval —, et leurs représentations et notions de justice sont par conséquent déterminantes pour la mise en place de relations de reconnaissance intersubjectives. Enfin, des changements de vision au sein de l'équipe dirigeante de la FNB, mais aussi de conditions imposées par des bailleurs de fonds différents se sont traduits par une variabilité du poids relatif accordé à la dimension de « socialisation » des ARA, dont on a vu qu'elle jouait un rôle considérable dans l'établissement de relations de reconnaissance et leur reproduction dans la pratique. Pour toutes ces raisons, la relation de reconnaissance au niveau collectif est apparue comme alternative, mais aussi fragile.

Toutefois, une question subsiste quant à l'instrumentalisation des relations de reconnaissance à des fins de reproduction de la FNB. Qu'elle soit transformatrice ou non, la relation de reconnaissance est réciproque, la FNB (comme les autorités municipales) étant reconnue par les acteurs qu'elle « reconnaît », il est possible que la FNB cherche à détourner à des fins stratégiques ce désir de reconnaissance pour obliger les « reconnus » à lui être loyaux et obtenir d'eux des actions qu'ils n'auraient pas entreprises sans la promesse de reconnaissance.

Cet usage instrumental et stratégique de la reconnaissance étant étudié dans la littérature traitant du *new management* (Kocyba<sup>36</sup>, 2009) et du *new marketing*, la dernière partie de notre thèse est consacrée à la lecture de la communication de la fondation *Natura Bolivia* à travers leur prisme, afin de déterminer si sa mise en forme et ses contenus sont susceptibles de générer une reconnaissance idéologique subordonnante, au sens de Honneth.

## **9. PERSPECTIVE : LES PSE ET L'INSTRUMENTALISATION DE LA RECONNAISSANCE A L'AUNE DU NEW MANAGEMENT ET DU NEW MARKETING**

Les tournants observés au sein du *new management* et du *new marketing* peuvent être rapprochés de la manifestation d'un « nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski et Chiapello, 1999). Dans cet ouvrage, les auteurs mettent en évidence le rôle fondamental des émotions, des croyances irrationnelles, etc., dans le mode de fonctionnement capitaliste contemporain et la façon dont ce dernier laisse de côté une approche strictement rationnelle pour se diriger vers un « capitalisme émotionnel qui approprierait les affects au point de transformer les émotions en marchandises » (Salmon, 2007 : 85.). Cette nouvelle version du capitalisme opère à travers l'utilisation d'une « grammaire de l'authenticité » construite sur des « relations amicales spontanées, la confiance, les demandes d'aide ou des conseils, de l'attention à la maladie ou la souffrance, l'amitié, même l'amour » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 459). Illouz (2006) parle de la transition d'un

---

<sup>36</sup> Kocyba observe par ailleurs que « les relations de reconnaissance prennent une nouvelle signification pour la sphère de l'économie prétendument exempte de reconnaissance » (2009 : 290). Il affirme que cela « ne signifie en rien que nous soyons actuellement sur le bon chemin pour parvenir à dépasser les situations d'avalissement, de honte et de mépris au profit de formes authentiques de reconnaissance » (op.cit. : 277).

capitalisme industriel vers un capitalisme émotionnel, et met en lumière les conditions émotionnelles de fonctionnement du capitalisme actuel, mais aussi à l'inverse de la marchandisation et de la logique capitaliste faisant incursion dans le monde émotionnel (Robertson, 2007).

La dimension narrative de la reconnaissance est donc le dénominateur commun de ces approches nouvelles du management et du marketing, en tant que créateur d'émotions, à commencer par le sentiment d'appartenance et de reconnaissance comme nous l'avons montré au sein de la partie précédente, à des fins toutefois que l'on qualifie de « stratégi[qu]es » (Kocyba, 2009). Plus qu'un simple style de communication, c'est une technique, propre à ce nouvel esprit du capitalisme, visant à accroître l'adhésion et la fidélité des clients, mais aussi des employés<sup>37</sup>, ou, dans notre cas, des membres participant aux ARA. Cet « usage stratégique du récit » (Fonkoua et al., 2015 : s.p.) de la reconnaissance se rapproche de la notion de reconnaissance idéologique selon Honneth. Ce dernier montre en effet comment « la répétition constante des mêmes formules de la reconnaissance parvient à créer sans recourir à la contrainte un sentiment d'estime de soi incitant à des formes de soumission volontaire » (Honneth, 2006 : 248).

### **9.1 La reconnaissance à l'heure du *new management* et du *new marketing***

Dans son analyse des techniques de *new management* dans les entreprises capitalistes contemporaines, Dejours (2007) montre que les attentes de reconnaissance des employés sont premièrement dirigées vers la reconnaissance de la qualité de leur travail, de la « contribution qu'ils apportent à la production d'une part, à la coopération d'autre part » (op.cit. : 66), soit la reconnaissance du « faire ». Toutefois, dans un second temps, ces dernières sont « rapatriées dans le registre de l'être par le sujet lui-même, et non par le truchement de l'autre : grâce à cette reconnaissance de ma contribution par les autres je peux éventuellement avoir le sentiment, la conviction, voire la preuve que je suis devenu plus habile qu'avant d'avoir travaillé, que je suis devenu plus compétent, que je suis devenu plus aimable et estimable à mes propres yeux » (Dejours, 2007 : 66). Kocyba (2009) s'interroge lui sur le fait que « de manière paradoxale, la perte de la reconnaissance peut (...) aller de pair avec la suppression des hiérarchies » (op.cit. : 278), soit l'horizontalisation de l'organisation des entreprises. Pour lui, le processus de déverticalisation signifie l'accroissement de l'autonomie, mais avec elle, « la perte d'un cadre prévisible d'évaluation et de reconnaissance [qui] est souvent vécue comme une menace et déclenche une quête continue de vérification de la reconnaissance qui n'est jamais vraiment satisfaite » (op.cit. : 279). Pour Lallement (2007), la rémunération sous forme de salaire ou de

---

<sup>37</sup> Lorsque la reconnaissance passe par le sentiment que l'entreprise doit permettre à ces employés de « se réaliser », elle est « un impératif imposé de l'extérieur et peut être utilisé[e] comme vecteur de nouvelles exigences, notamment dans la sphère du travail » (Genel, 2009 : 37), mais qui tend à être peu encadrée et « réduite aux interactions entre deux subjectivités inégalement pourvues de ressources » (Lallement, 2007 : 87). En ce sens, cette reconnaissance-réalisation symbolise ce que Boltanski et Chiapello (1999) considèrent comme le passage d'épreuves légitimes à des épreuves de force. Lorsqu'une épreuve (c.-à-d. une opération d'évaluation, de mise en équivalence et de comparaison avec un ordre ou une notion de justice) est décatégorisée, déformalisée, déréglementée, ou désinstitutionnalisée (Nachi, 2006), elle devient une épreuve de force. Or si le différentiel de pouvoir est grand dans l'entreprise, l'épreuve de force peut entraîner la subordination systématique de la main-d'œuvre.

prime, ne contribue que de façon partielle à cette quête. Ce qui ne signifie pas que les revendications (d'égalité) salariales sont dénuées de symbolisme, bien au contraire.

Si « l'importance croissante du thème de la reconnaissance [est] particulièrement perceptible dans la littérature managériale » (Kocyba, 2009 : 277), elle l'est également, de manière moins explicite, au sein de la littérature du marketing. Cette discipline a connu une mutation, passant d'une réflexion sur les bonnes pratiques de communication largement fondées sur la communication visuelle, à un marketing basé sur la création de récits, communément appelée *storytelling*. Ce tournant narratif de la communication correspond à une « approche tolstoïenne » (Denning, 2004), agrémentée d'une fictionnalisation, observée par Sennett (2000). Salmon (2007) montre que l'intérêt de ces histoires tient au fait qu'elles sont en mesure de créer « une relation singulière, émotionnelle, entre une marque et ses affiliés » (op.cit. : 34). Parmi ces émotions produites par le récit, figure celle de reconnaissance. Ce faisant, le *storytelling* permet de créer avec des affiliés une nouvelle « communauté » au sens d'un « lieu de cristallisation d'un sens commun » (Labica, 2012 : 103).

Le récit que construit la FNB s'inscrit dans ce contexte. D'abord, comme nous l'avons montré, il produit de la reconnaissance à destination des participants aux ARA. À ce titre, on peut questionner son utilisation idéologique afin d'encourager l'adhésion, la fidélité et l'absence relative de contestation de la part des membres. Deuxièmement, ce récit est utilisé par la FNB pour sa communication extérieure avec les bailleurs de fonds et les acteurs politiques locaux, nationaux et internationaux, et pour créer une relation privilégiée et émotionnelle avec ses « affiliés ». Nous allons donc explorer successivement ces deux volets de la production du récit.

### **9.1.1 La fondation Natura Bolivia, la reconnaissance et le new management**

Au travers des ARA, la FNB prétend conserver la forêt et améliorer la qualité/stabilité des ressources hydriques en renforçant la confiance et le dialogue (Periódico Digital PIEB, 2015) entre les différentes parties prenantes de la gestion locale de l'eau, instaurant un rapprochement nouveau entre ces acteurs (Fundación Natura Bolivia, 2014). Pour ce faire, elle entend créer un nouveau type d'institutions locales, très éloignées des schémas dits de *command and control* et des programmes étatiques de PSE, tels que développés au Costa Rica ou au Mexique, mais aussi éloignés de l'idéal de la gestion par le marché, en valorisant les normes soi-disant « traditionnelles » d'action collective et réciprocaire (anonyme, FNB, communication personnelle, août 2014). De même, et surtout, la FNB donne un « volet social » (Fundación Natura Bolivia, 2014) à son projet de conservation des ressources naturelles. Selon le directeur de la FNB, « ce qui manque, ce ne sont pas les moyens économiques et l'argent, ce qui manque c'est la structure institutionnelle » (Asquith, 2014, communication orale, trad. pers.). La FNB aura alors pour objectif de créer de nouvelles infrastructures ou de renforcer les structures existantes, afin qu'elles intègrent la question de la gestion des ressources à l'échelle de bassins versants locaux. Pour ce faire, la FNB construit un nouveau récit mettant en valeur les paysans des communautés en amont, prestataires de services, et qui les reconnaît comme des acteurs clés, courageux, faisant fi des difficultés et dotés d'une relation particulière à leur terre et à la nature, conservant leur forêt et méritant d'être récompensés pour leur sacrifice.

## 9. Perspective : les PSE et l'instrumentalisation de la reconnaissance à l'aune du new management et du new marketing

Lors de notre dernier séjour, un représentant de la FNB affirmait la dimension émotionnelle de la relation entre la FNB et les différents participants en la comparant à un « mariage » : « C'est comme un mariage, il faut le nourrir, le préserver, communiquer, sinon il se refroidit et l'histoire peut mal se finir » (anonyme, FNB, communication personnelle, juillet 2014). Dans sa communication extérieure, la FNB souligne également le caractère émotionnel de la relation qui se développe entre prestataires et bénéficiaires de services dans le cadre des ARA, particulièrement observable lors des « événements » de compensation, comme l'illustre cette publication récente relatant l'un de ces événements dans la municipalité de Buenavista sur leur page Facebook (illustration 24).

**Illustration 24 Publication de la FNB sur sa page Facebook (01.05.2016)**



Source : Fundación Natura Bolivia (2016b : s.p.)

Cette photo représente le maire de Buenavista dansant avec une membre de communauté « prestataire de service », visiblement d'origine indigène. La FNB la commente en remarquant le caractère « émouvant et festif » de ce moment, illustrant selon eux la « joie de la conservation [de la forêt] vécue à Buenavista » (trad. pers.).

Enfin la FNB valorise également l'utilisation de techniques de « social marketing » (Asquith, 2013 : 23) pour faire accepter son projet aux communautés locales. Celles-ci comprennent la création de campagnes de style publicitaires et participatives, appelées *campañas del orgullo*, censées susciter un sentiment de fierté chez les comunarios eu égard à la « beauté » du « patrimoine » naturel situé dans les communautés. La FNB entend faire comprendre aux habitants que « la forêt n'est pas seulement un capital économique, mais quelque chose dont les gens doivent être fiers » (Asquith, 2015 : s.p., trad. pers.). Ce sentiment de fierté est vu comme pouvant engendrer un « intérêt social pour la conservation » (Asquith, 2015 : s.p., trad. pers.), débouchant sur un comportement de valorisation et de protection de ce « patrimoine » (anonyme, FNB, août 2014). En décembre 2015, ces éléments de « marketing social » ont été mis en valeur sur le site web de la FNB comme un élément central de ses activités. Parallèlement, la FNB affirme, au sein de documents promotionnels, proposer une formule de conservation de la forêt

qui soit « bon marché et rapide » (Fundación Natura Bolivia, s.d.). Ceci laisse supposer que la compensation fournie aux prestataires serait maintenue à un niveau bas, « grâce » à ces outils de marketing social.

En sus de la maîtrise des coûts, les techniques de marketing social, permettraient de « convaincre plus de gens et plus vite » (Asquith, 2015 : s.p., trad. pers.). La FNB reconnaît que la construction et le renforcement institutionnel sont un « processus lent » (ibid.), qui peut cependant être accéléré. La FNB se targue en effet de la rapidité avec laquelle sont expédiées les réunions et les compensations : « Ça ne prend à présent plus que 7 jours de la présentation initiale du concept et de la mesure des parcelles de terrain des participants, à la signature des contrats et la livraison de la compensation » (Fundación Natura Bolivia, s.d., trad. pers). Or, comme le démontre Rosa, reconnaissance et accélération vont difficilement de pair. L'accélération des rythmes de reconnaissance engendre son instabilité, parce qu'elle est sans cesse remise en question. Selon Rosa, cette accélération renforce la précarité des sujets « reconnus », lesquels se voient en constante (re)demande de reconnaissance, facilitant ainsi leur aliénation et assurant leur subordination.

Ces éléments donnent à penser que la FNB fait une utilisation instrumentale de relations émotionnelles et de reconnaissance, au sens de la définition de Guéguen d'une utilisation de la reconnaissance « visant à obtenir d'une personne des actions ou une conduite qu'elle n'accepterait pas sans la promesse de reconnaissance » (Guéguen, 2015 : 59). Dans ce cas précis, la reconnaissance servirait avant tout à assurer l'adhésion de nouveaux participants, ainsi que leur loyauté au projet, permettant d'économiser sur les coûts de transaction (information, médiation et contrôle), instrumentalisant le contrôle social relativement fort au sein des communautés au profit des ARA. Grillos (2015) estime que la sensibilité et la compatibilité des ARA aux normes sociales et institutions culturelles « peuvent faciliter l'activation de motivations intrinsèques complémentaires » (op.cit. : 28, trad. pers.) à l'engagement au sein des ARA. La relation de reconnaissance, qui se déroule dans ces conditions, répondrait alors aux critères de la reconnaissance idéologique selon Honneth, et ce d'autant plus qu'elle ne fournirait pas les conditions matérielles et procédurales de l'obtention de cette reconnaissance, soit renforcerait la disjonction entre reconnaissance, redistribution et participation.

Les « reconnus » deviennent alors dépendants d'un nouvel ordre de reconnaissance, dont les conditions d'attribution sont dictées par la FNB avant tout dans le but de garantir l'efficacité de la conservation et indirectement la raison d'être de la FNB. Loin d'être « émancipés », les reconnus se verraient alors enchaînés à un ordre de reconnaissance leur imposant de nouvelles normes de conduites, voire, même, exigeant certains sacrifices, c'est-à-dire dans notre cas, accepter le faible montant de la compensation offerte. En suivant McNay (2008), on pourrait également se demander (1) dans quelle mesure l'utilisation potentiellement faite de la reconnaissance est le résultat d'une occasion offerte par le besoin de reconnaissance qui se trouve insatisfait et que l'organisation (ici la FNB) saisit l'opportunité d'instrumentaliser, ou (2) si, au contraire, il s'agit là d'un besoin non pas naturel, mais sciemment construit, afin de pouvoir instrumentaliser cette quête de reconnaissance intériorisée comme une nécessaire justice, voire un droit. Pour autant que l'on voie les sujets comme dotés de capacités critiques et réflexives au sujet des discours qui les forment, la question demeure alors de savoir dans quelle mesure la nouvelle relation de

dépendance ainsi créée est vécue par les sujets reconnus comme une forme de subordination et, en ce cas, si cette nouvelle subordination est perçue comme plus ou moins tolérable par rapport aux autres canaux dominants de reconnaissance et de subordination.

Rappelons enfin que la façon dont la FNB a considéré la reconnaissance a évolué au cours de l'institutionnalisation des ARA. Cette évolution est visible lorsqu'on regarde le traitement réservé à la *performance* émotionnalisée de remise des compensations. En effet, cette *performance* a d'abord été considérée comme un moment clé des ARA, puis abandonnée. Cet abandon avait alors entraîné le retrait de nombreux prestataires qui s'y étaient référé pour justifier leurs décisions. Le fait que la FNB décide par la suite de remettre à jour le rituel de la remise des compensations peut alors être compris comme le résultat d'un processus de négociation, illustratif de la relative situation de pouvoir dans laquelle se trouvent les prestataires de services, qui ne peuvent alors être considérés que comme des « consommateurs » passifs d'arrangements conçus pour les satisfaire. Et cela bien que ce processus de négociation ne soit pas systématiquement conscientisé.

Ce processus, qui a amené à la (ré-)institutionnalisation de relations de reconnaissance peut alors être compris comme une illustration du processus de co-construction qu'évoque la notion de bricolage institutionnel. En effet, il s'agit probablement de l'exercice conjoint de l'agence des prestataires exigeants d'être reconnus et de la FNB devant assurer sa reproduction qui amène à la construction des relations de reconnaissance décrites préalablement. Et ce, d'autant plus si l'on conçoit, à la manière des NRT, que l'agence ne se limite pas à l'intentionnalité et peut s'exercer de manière non conscientisée.

Ainsi, si nous reconnaissons, avec Butler (2007), que la production de récits est liée aux structures de pouvoir et normes sociales déterminant la lisibilité de ce dernier, nous considérons également qu'ils peuvent être le fruit de processus de résistance collectivement orchestrés, visant à produire des contre-narrations et ainsi à contester « les épinglages identitaires performés » (Fonkoua et al., 2015 : s.p.). De ce fait, la construction de nouveaux récits producteurs de reconnaissance, officiant comme des modes de subjectivation et d'attachement alternatifs, illustre l'ambiguïté de la dimension politique du processus de bricolage qui est dépendant des structures de pouvoir, mais peut également envisager leurs transformations grâce à un exercice créatif de l'agence, certes restreinte, des acteurs. La notion de reconnaissance permet, selon nous, de mieux comprendre comment des arrangements, bricolés et en constante évolution, peuvent engendrer de nouvelles formes de subordination, mais aussi être, ne serait-ce que par moment, émancipateurs.

Nous estimons que ce processus de bricolage est également visible dans la stratégie de marketing de la FNB, productrice de récits, destinés cette fois à un public extérieur (composé notamment de bailleurs de fonds et de « clients » potentiels).

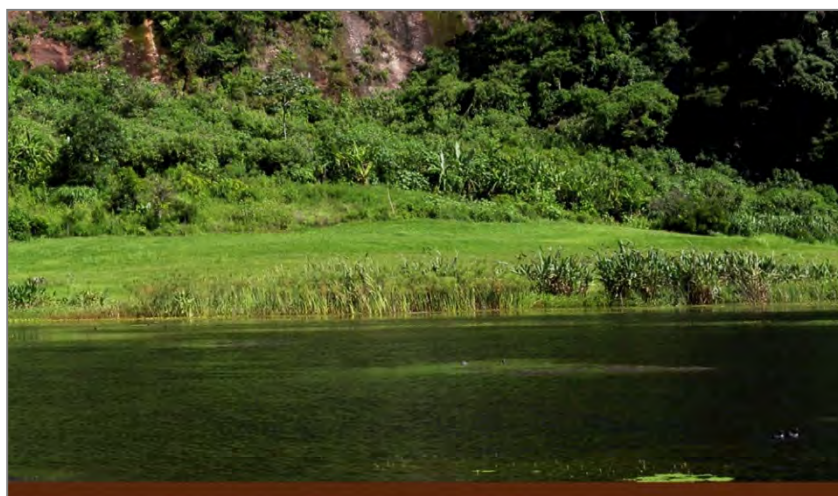


### 9.1.2 La fondation Natura Bolivia et le new marketing

Dans un document présenté lors de la COP 20 au Pérou en 2014 (illustration 25), la FNB raconte l'histoire d'un « prestataire de service » de la municipalité de Los Negros, Asterio Ayala, et ce à la manière d'un conte. En voici un extrait traduit par nous :

*« Asterio Ayala est inquiet. Chaque année, il voit passer moins de nuages porteurs de pluie au-dessus de sa ferme, dans la vallée de Los Negros en Bolivie. Asterio réalise l'importance de la couverture forestière pour le cycle hydrologique ; en effet, il protège 30 hectares de ses terres forestières, grâce à un schéma d'accords réciproques de bassins versants, géré localement. La Coopérative d'eau de Los Negros et le gouvernement municipal compensent Asterio avec des ruches et une formation en apiculture afin qu'il conserve sa forêt productrice d'eau »*

#### Illustration 25 Document de promotion de la FNB présenté lors de la COP 20



Asterio Ayala is worried. With each passing year, he sees fewer rain clouds above his farm in Bolivia's Los Negros valley. Asterio realizes the importance of forest cover for the hydrological cycle: indeed, he is protecting almost 30 ha of his cloud forests through a locally-managed reciprocal watershed agreements scheme. The Los Negros Water Cooperative and Municipal Government are compensating Asterio with beehives and training in honey production in order for him to conserve his water producing cloud forests. But such efforts are no longer enough. Downstream. Delfin

Source : Copie d'un document transmis par Fundación Natura Bolivia (2014)

Dans un entretien avec le réseau *Climate and Development Knowledge Network*<sup>38</sup>, le directeur de la FNB affirmait connaître les noms et prénoms de tous les participants aux ARA (Asquith, 2014), exprimant ainsi de manière implicite le caractère personnalisé des ARA dans un champ de la conservation et du développement souvent anonyme. Dans un dialogue réalisé par l'ONG *Rare*, partenaire de la FNB, et à la demande du reporter, le directeur de la FNB racontait l'histoire de « l'un de ses paysans préférés Serafin Carrasco », qui « a aussi un intérêt personnel pour la conservation. Il aime être en forêt, il aime le fait que ses enfants puissent marcher et voir les animaux » (Asquith, 2015). Récemment, enfin, la FNB a mis à jour son site internet. La page d'accueil du site (illustration 26) donne le ton : « STORIES », des histoires ! On y présente des protagonistes des ARA, un peu de leur histoire personnelle, par le biais de « témoignages » écrits. La page reprend des éléments du récit identifiés précédemment, notamment le portrait de paysans

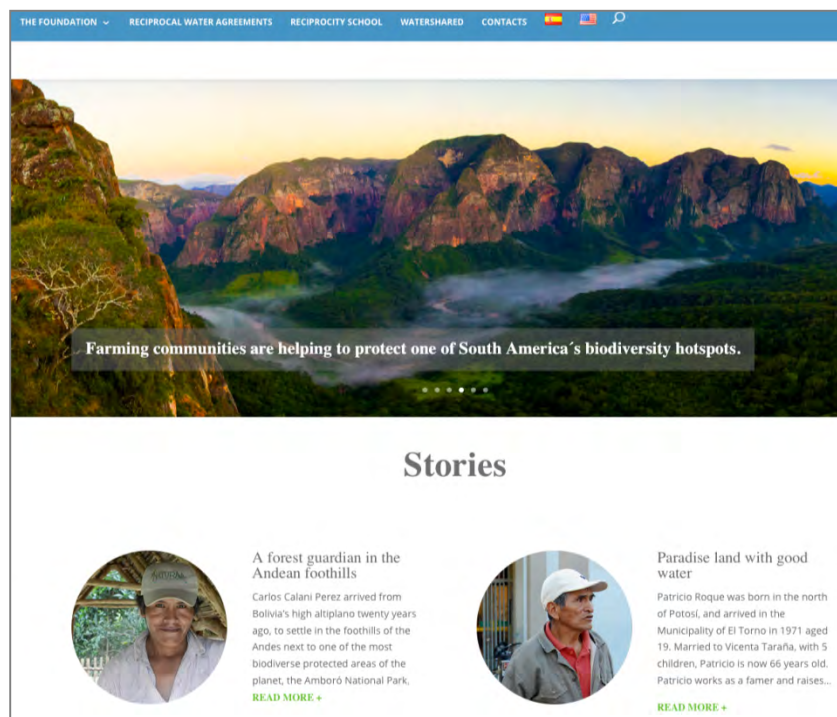
---

<sup>38</sup> <https://www.youtube.com/channel/UCMJfQPWCY6HpDRGwiU6ayIQ>

## 9. Perspective : les PSE et l'instrumentalisation de la reconnaissance à l'aune du new management et du new marketing

prestataires de services en tant que « nouveaux gardiens des aires protégées » (Fundación Natura Bolivia, 2014 : s.p., trad. pers), désireux de conserver la forêt, et méritant d'être récompensés pour leur bon comportement.

Illustration 22 Capture de la page d'accueil du site web de la FNB, état décembre 2015



Source : Fundación Natura Bolivia, 2015<sup>39</sup>

Ce type de discours peut être rapproché des techniques dites de *storytelling* utilisées en marketing, et dont le but est de « créer une relation singulière, personnalisée entre une marque et ses affiliés » (Salmon, 2007 : 34) au moyen de la production d'histoires. La FNB cherche à tisser un lien affectif entre les bailleurs de fonds potentiels et sa « marque », les ARA. Les histoires individuelles sont utilisées pour personnaliser la relation entre la FNB et les bailleurs de fonds, humaniser les bénéficiaires, et, au final, créer une forme d'attachement aux personnes évoquées, et indirectement à la FNB, qui est à la fois l'instigatrice et une des figures des narrations. La relation établie quitte le terrain de la logique et de la rationalité pour glisser vers celui de l'émotionnel et de l'affectif comme l'illustre une publication de la FNB sur sa page Facebook (illustration 27). Cette dernière portait sur une prestataire de service de la communauté de Moco Moco<sup>40</sup> (Municipalité de Comarapa) et sa famille et narre un récit de sa vie quotidienne, mettant en avant le courage dont elle fait preuve au quotidien en entreprenant l'effort physique nécessaire à la collecte d'eau pour sa famille, et ce malgré des difficultés physiques. La FNB relate enfin l'émotion de Doña Aurora, qui voit son « grand désir se réaliser » et « empêche ses larmes de couler sur ses joues » (Fundación Natura Bolivia, 2016a : s.p.)

<sup>39</sup> <http://www.naturabolivia.org/en/home/>, consulté le 10 décembre 2015.

<sup>40</sup> Non prise en compte dans notre étude sur les ARA.

**Illustration 27 Publication la FNB sur sa page Facebook (05.05.2016)**



Source : Fundación Natura Bolivia (2016a : s.p.)

Cette technique de marketing est de plus en plus utilisée dans le secteur de l'aide humanitaire, de la coopération internationale et de l'aide au développement. On y dresse le portrait de coopérants, de bénéficiaires ou on leur donne la parole afin qu'ils témoignent. Le recours au témoignage est encore facilité par les techniques contemporaines de communications, notamment les réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter, qui permettent une communication narrative « dans l'instant » et renforcent ainsi le sentiment de partage entre auteurs et lecteurs de récits/témoignages. Or, si le témoignage utilisé à des fins de « preuves » ou de reconnaissance dans des situations considérées comme injustes par les acteurs peut permettre la visibilisation d'acteurs et de situations occultés, et ainsi être justifié sur le plan éthique (Gregory, 2006), il en va autrement lorsque le témoignage sert avant tout la fidélisation des donateurs, et par là même la reproduction des ONG. Certains auteurs suggèrent que le recours au témoignage peut constituer une « instrumentalisation » (Gregory, 2006) de la parole des acteurs lorsqu'elle est utilisée « aux fins politiques ou financières des ONG » (Saillant et al., 2012 : 37). Une communication fondée sur le récit permet de donner au « client » un sentiment (une illusion) de proximité avec l'organisation et la cause qu'elle défend, et de « diffuser des valeurs » (op.cit. : 44) définissant l'organisation en question. L'utilisation de témoignage combat les angoisses des clients quant à l'authenticité de ce qui leur est vendu ou promis (Boltanski & Chiapello, 1999). Ryfman (2008) estime que « le besoin de dramatisation et d'identification à une histoire type (...) s'articule assez

bien avec l'acte humanitaire lorsqu'il se déroule dans une situation d'urgence » (op.cit. : 8). Le discours prend alors la forme d'un récit « héroïsant » les « victimes » (Dauvin, 2010), lesquelles sont considérées comme « acti[ves] et engagé[es] dans [leur] développement » (Saillant et al., 2012 : 36). Le discours s'éloigne du pathos et de la communication misérabiliste, dans le but de susciter chez les « clients », soit les donateurs, des émotions non pas culpabilisantes, mais empathiques (Flacelière, 2013). Il faut « laisser passer les rêves des populations desservies, leurs luttes, leurs espoirs les plus profonds » (Saillant et al., 2012 : 41).

Si ce *storytelling* passe par l'utilisation de témoignages, Saillant et al. (2012) pensent que, d'une part, il laisse plus de place à l'image qu'à la voix des participants, et, d'autre part, il « propose une vision des réalités du Sud aseptisée des maux qui affligent quotidiennement les populations » (op.cit. : 36). Le propos et le sujet du témoignage font l'objet d'un « façonnage » (Gregory, 2006 : 202, trad. pers.), car la stratégie de communication de l'ONG impose ce qu'il faut dire, ou ne pas dire, afin de ne pas créer de polémiques ou effrayer les donateurs. Comme le propose Judith Butler (2007), tout récit peut se construire en fonction des schèmes de lisibilité et des normes de « reconnaissabilité » de ceux à qui il est destiné. « Les termes dans lesquels nous rendons compte de nous ont un caractère social. (...) Ceux que nous utilisons pour nous rendre intelligibles, à nous-mêmes et aux autres, ne sont pas de notre fait » (Butler, 2007 : 21). Il faut d'abord s'assurer d'être lisible et compréhensible selon les termes de l'Autre qui nous interpelle ou que l'on interpelle avant de pouvoir commencer à raconter son récit. Ce récit reprendra alors les catégories qui constituent les normes des destinataires du récit, afin d'être lisible par ces derniers. Butler (2007) affirme que cela conduit à une certaine incertitude quand il s'agit de répondre à la question de savoir qui est l'auteur du récit ? Est-ce le récepteur ou le locuteur ? Saillant et al. (2012) estiment que, au final, les récits des ONG étudiées « sont autant ceux des destinataires de l'aide que ceux des acteurs des organisations auxquels ils se réfèrent » (op.cit. : 37). Ils peuvent avoir un caractère performatif dans la mesure où ils créent des catégories qui prennent vie au cours de la *performance* du récit. L'on retrouve ici la question de l'instrumentalisation du récit et des émotions qu'il véhicule, de leur orchestration à des fins stratégiques, qui se rapproche de l'instrumentalisation de la reconnaissance, considérée comme idéologique selon Honneth.

Afin de prolonger ces réflexions, ayant investi, à dessein, dans le département où les ARA se font, un terrain radicalement différent, soit la ville de Santa Cruz de la Sierra, en plaine, nous avons cherché à déterminer si le *storytelling* et la reconnaissance identitaire y étaient également mobilisés par l'opérateur de gestion de l'eau le plus important, soit la coopérative d'utilisateurs d'eau urbaine SAGUAPAC. Tout en nous permettant de montrer que ce qui a été observé pour les ARA et la FNB n'est pas isolé, l'analyse de la communication de cette organisation — ainsi que sa réception au sein d'un média local (presse écrite) — nous a également révélé les dangers de l'instrumentalisation de la reconnaissance identitaire à des fins de reproduction d'une organisation coopérative. Lorsqu'elle est mobilisée, elle peut être clivante et contribuer à stigmatiser, en creux, ceux qui ne sont pas les « héros » du récit : risque que fait encourir la FNB par son *storytelling*.



## 9.2 Le risque de l'instrumentalisation de la reconnaissance identitaire — le cas de la SAGUAPAC

Dans un contexte national où la gouvernance et la gestion de l'approvisionnement en eau ont fait l'objet de conflits, voire de révolutions, dans les autres villes principales de la Bolivie, la reproduction pacifiste de la coopérative d'eau urbaine dans la métropole orientale de Santa Cruz de la Sierra, depuis plus de 35 ans, étonne. Certes, la SAGUAPAC fournit un service de qualité, à un prix acceptable et avec un excellent taux de couverture. Elle satisfait également aux exigences de différents labels et normes internationaux de gestion. La SAGUAPAC a toutefois également construit un discours de type *storytelling* mobilisant différents registres (émotionnalisation, identification, personnification, mythification), repris par des acteurs institutionnels et médias locaux. Ce discours fait référence à l'identité régionale de la région urbaine de Santa Cruz de la Sierra, à celle des départements orientaux (identités régionales *cruceña et camba*) (illustration 28) et aux normes sociales qui la définissent. La SAGUAPAC se pose comme « garante » de cette identité et estime faire partie du patrimoine identitaire *cruceño*. Ce faisant, elle devient une source légitime de reconnaissance identitaire, dont l'action va largement au-delà de la fourniture efficace d'un service d'eau de qualité. Elle construit également les bases d'une relation avec ses membres dépassant le cadre de la transaction pour devenir une relation de reconnaissance mutuelle. Ce faisant, la SAGUAPAC ne se contente pas d'assurer sa propre reproduction, mais participe à celle, performative, de ces normes sociales identitaires et à leur légitimation, fût-ce en reprenant leur caractère raciste et exclu.

Illustration 28 Extrait de la page Facebook de SAGUAPAC faisant référence à l'identité régionale



Source : SAGUAPAC, Facebook, 26.02.2015<sup>41</sup>

Le récit produit par la SAGUAPAC n'influe pas uniquement sur les représentations partagées, mais également sur les émotions comme nous le montrons dans notre article « *The conditions of the reproduction of the SAGUAPAC water cooperative in the city of Santa Cruz de la Sierra* » (section 11.5) (Bétrisey, 2015). La SAGUAPAC crée en effet une relation que l'on peut parfois

<sup>41</sup> <http://on.fb.me/1QumExE>, consulté le 28.01.2016

qualifier de « sentimentale » avec ses membres, lesquels expriment alors de l'amour et/ou de l'affection (*cariño*) pour la coopérative qui les reconnaît dans leur identité et légitime les représentations de la « culture » et de l'identité « *cruceño/camba* ». La SAGUAPAC devient un véritable personnage local, que des membres demandent à Dieu de bénir ou félicitent à l'occasion de son anniversaire. La SAGUAPAC s'assure de la sorte une forme de loyauté de la part de ses membres qui sont alors prêts à « défendre » cette dernière contre ses « ennemis », soit le secteur privé et le gouvernement central. La reconnaissance est ainsi utilisée de manière instrumentale par la coopérative.

Or, cette reconnaissance n'apparaît pas comme transformatrice, mais, au contraire, comme vectrice de reproduction des inégalités et de justification de la domination sociale au sein de la société cruceñienne. Comme le rappelle Bétrisey (2015), Fabricant & Postero (2013) ont en effet démontré les dérives racistes issues des revendications identitaires *cruceñas/cambas*, se traduisant en des normes de mépris des « *colla* », c'est-à-dire des indigènes des hauts-plateaux, en opposition aux *camba*, comme des criminels (Prado et al., 2005), sales et malsains (Arias Castro, 2009) ou comme des envahisseurs (Kirshner, 2010).

Ce *storytelling* contribue à la formation d'une communauté politique basée sur l'identité régionale racialisée, à travers la création d'une « communauté d'émotion » (Schurr, 2013). Schurr (2013) a par ailleurs montré comment des campagnes électorales en Équateur ont fait usage des émotions pour créer des « communautés politiques », ainsi que des sujets politiques qui « attachent des émotions de haine et d'amour à différents corps » sur la base de « performances émotionnelles citant itérativement certaines histoires (*storylines*) à propos de l'exploitation et l'exclusion (post) coloniale » (op.cit. : 124, trad. pers.).

Ces pratiques se placent sous le regard de l'institutionnalisme critique, en ceci que les institutions sont des arrangements multifonctionnels, reproduits et négociés au cours des pratiques quotidiennes des acteurs, qui, pour être considérés comme légitimes, doivent faire référence à des normes, principes, traditions — identitaires ou religieuses — connus des acteurs (Cleaver, 2012). Si le développement d'un « *shared understanding* » (op.cit : xv) est vital pour l'institutionnalisation de formes d'action collectives notamment coopératives, il peut également contribuer à renforcer des schémas d'exclusion, « construisant des normes antisociales et excluant des personnes aux prises avec certaines identités » (op.cit. : 83, trad. pers.). Et ce, en dépit d'un *design* institutionnel et organisationnel a priori inclusif, voire *pro-poor*. Les ARA et la fondation *Natura Bolivia* n'échappent pas à ce risque.

Dans le cas des ARA, la reconnaissance fournie n'utilise pas, a priori, une grammaire identitaire, encore moins racialisée. Il s'agit d'une reconnaissance de statut (de citoyen), qui voit son origine dans la reconnaissance du faire (le travail agricole respectant les codes de la « durabilité »). Il est cependant intéressant de constater que les exclus de la reconnaissance des ARA au sein des communautés de prestataires de services partagent, au final, des caractéristiques identitaires. Ce sont principalement des migrants en provenance des hauts plateaux pouvant répondre à l'identité « *colla* ». Ces derniers ne sont certes pas exclus *de jure* sur la base de leur identité, comme dans le cas du récit de la SAGUAPAC. Ils sont exclus *de facto*, car n'ayant le plus souvent pas accès à la terre, ils ne peuvent pas répondre aux catégories de reconnaissance selon la grammaire proposée dans le cadre des ARA.

Ainsi, des mécanismes de reconnaissance différents, dans des contextes spécifiques peuvent indirectement produire des résultats similaires. Il s'agit toutefois de préciser ici que la racialisation de la société bolivienne, et en particulier l'opposition entre indigènes des hauts plateaux et autres habitants de la Bolivie, est relativement prégnante. L'on ne peut donc pas exclure que cette différenciation socialement produite imprègne inconsciemment le discours et le récit autour des ARA, ne serait-ce que lorsque les migrants (*collas* pour la plupart) sont stigmatisés (à tort ou à raison) dans le discours de la FNB comme les principaux responsables de la déforestation dans la région des vallées (Asquith et al., 2008). De façon moins directe que le récit de la SAGUAPAC, les ARA — par leurs pratiques, mais aussi de façon moins explicite par leur récit — contribuent donc également à reproduire la marginalisation et la non-reconnaissance de statut dont souffrent de nombreux migrants *collas* dans les territoires de l'est bolivien. Favoriser certains récits peut donc avoir des effets pervers, comme renforcer la marginalisation de ceux qui ne font pas partie de l'histoire.

### **9.3 Synthèse : la FNB et la reconnaissance, entre légitimation et bricolage**

Dans une Bolivie où les politiques publiques de développement tendent à suivre une logique d'organisation par projet — qualifiée de « projectorat » (Rodríguez Carmona, 2009) —, entraînant souvent une « désarticulation des échelles et modes de régulation » (Lerch, 2014 : 6), l'action de la fondation *Natura Bolivia* a le mérite d'amener une réflexion institutionnaliste plus holistique et de questionner à la fois les modalités de gouvernance des ressources naturelles et de reconnaissance, de participation et de redistribution au sein de territoires municipaux, dans un contexte national de promotion de la décentralisation et de l'autonomie, conférant aux municipalités de nouveaux moyens et responsabilités sociales, politiques et environnementales.

La FNB a également prouvé qu'elle avait les moyens de ses ambitions, se révélant capable de lever des fonds au niveau national et international, mais aussi de concilier des visions a priori contradictoires, telles celles exprimées par des officiels boliviens et celles des institutions multilatérales de promotion de la gestion durable des forêts, diminuant ainsi le risque de blocage idéologique par un discours pragmatique raisonné et raisonnable, ainsi que par des stratégies de communication basées sur la construction de récit et l'utilisation habile de témoignages inspirés par le *new management* et le *new marketing*.

La dimension de reconnaissance pourrait alors apparaître comme le reflet d'une forme de manipulation, censée faire accepter un projet de développement à des participants locaux en créant de manière artificielle un projet « taillé pour correspondre aux circonstances locales » (Cleaver & De Koning, 2015 : 7, trad. pers.) — à l'instar du nouvel esprit du capitalisme qui instrumentalise les normes et les valeurs dans une visée d'accumulation par dépossession et correspond ainsi plus à un réencastrement de la société dans la sphère économique qu'au projet polanyien de réencastrement de l'économie dans la société. La reconnaissance serait alors récupérée et détournée de son objectif premier, manipulée par l'acteur le plus puissant, ici la FNB, à des fins d'autoreproduction, autant, si ce n'est plus, qu'à des fins d'émancipation des participants. Toutefois, cette vision, véhiculée par la littérature critique du *new marketing*, revient à invalider la capacité de « *reworking* », intentionnelle et consciente — ou non —, des arrangements institutionnels, de façon à les faire correspondre à leurs ordres de justice et à leurs

attentes en termes de reconnaissance. Elle revient aussi à décrédibiliser la parole des acteurs, lorsque ceux-ci affirment avoir exercé une influence autonome au cours de l'institutionnalisation des ARA. Le « bricolage institutionnel » observé aux chapitres 6, 7 et 8 ne serait alors qu'une illusion.

Aidée par une conception renouvelée et « impure » de l'agence, telle que proposée notamment par Allen (2007), nous considérons a contrario que les ARA constituent une « interface » au sens de Sabourin (2013), articulant les pratiques en permettant la « conversion des logiques et des valeurs » (op.cit. : 178), traduit dans la pratique par la « remise à neuf » (*refurbishment*) de normes traditionnelles et leur « assemblage » (*piecing together*) avec des logiques et des normes « modernes » et externes, ayant « fui » (*leakage*) (Cleaver et de Koning, 2015 : 7, trad. pers.) et au sein desquels les acteurs exercent une certaine autonomie. La dimension de reconnaissance prise par les ARA nous apparaît alors comme une co-construction, résultat de stratégies à la fois des prestataires exigeant la mise en place de relations réciprocaires personnalisées et symétriques — à la fois exigence morale et revendication politique —, et du besoin de la FNB d'assurer sa reproduction de manière efficiente, et dans des termes correspondant à ceux de ses bailleurs de fonds/donateurs et au discours affiché par le gouvernement national. En ce sens, la construction de récits et de relations de reconnaissance traduit l'exercice conjoint — et parfois contradictoire — de l'agence (impure) des différents acteurs du bricolage.

## 10. SYNTHÈSE

Dans cette deuxième partie, nous avons d'abord présenté le décor et les acteurs impliqués dans la *performance* des ARA et amenés à y jouer divers rôles selon les situations. Dans un deuxième temps, nous avons explicité les différents cadres théoriques qui ont permis d'interpréter cette *performance* sociale, révélant ainsi ses dimensions sociales, morales et sociopolitiques. Nous avons enfin présenté les résultats de cette interprétation, relevant les caractères « bricolés » des ARA, en ce qu'ils : i) hybrident plusieurs logiques économiques sous-tendant l'institutionnalisation des échanges, mélangeant leurs règles ; ii) combinent différents registres de justification morale de l'action de participer, lesquels ne sont pas attachés à un ou des acteurs spécifiques, et enfin, iii) reproduisent et transforment à la fois les structures de pouvoir et d'exclusion de régimes de participation politiques, de façon pratique et discursive, contribuant ainsi à des situations ambiguës en termes de justice sociale.

La troisième partie de notre thèse regroupe nos 5 articles. Elle a pour fonction d'illustrer la façon dont nous avons procédé à l'opérationnalisation de notre académique et au traitement de nos données empiriques afin d'arriver aux résultats préalablement mentionnés. Nous commencerons par les présenter, en explicitant la façon dont ils s'inscrivent en lien avec la 2<sup>e</sup> partie de notre thèse.





## PARTIE III

Opérationnalisation du cadre analytique par la publication  
d'articles scientifiques

---



## 11. PRODUCTION DES ARTICLES

Nous avons été amenée à opérationnaliser notre cadre analytique (exposé dans les parties précédentes) au sein d'articles scientifiques, lesquels, ensemble, forment le socle empirique de notre thèse. 4 articles ont été, à ce jour, publiés, et 1 article est accepté pour publication. Nous en faisons ci-dessous la liste, non par date de parution/soumission, mais en fonction de leurs liens avec la structure de la partie II de la thèse.

1. *Small Farmers in Florida Province, Bolivia: Reciprocity in Practice* — publié en septembre 2014 par la revue *Mountain Research and Development* (Suisse).
  - L'article est une analyse descriptive des modalités d'organisation du travail agricole, au sein de communautés participant aux ARA, de leur évolution et de leur évaluation par les acteurs communautaires eux-mêmes. Au moyen du référentiel polanyien, l'article interroge le maintien et la transformation de pratiques basées sur une logique réciprocaire et redistributive et leur articulation nouvelle avec des pratiques basées sur le principe de l'échange marchand. Enfin, l'article montre l'inscription des ARA dans ce contexte institutionnel et organisationnel spécifique.
  - Le chapitre 5 développe le contexte d'émergence des ARA et leur articulation avec les modalités d'institutionnalisation de l'économie locale dans la région d'étude.
2. *Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocaires, redistributives et marchandes* — publié en avril 2015 par la *Revue Française de Socio-Économie* (France).
  - L'article présente les *Accords Réciproques pour l'Eau* (ARA), en tant qu'arrangements institutionnels de gestion de l'eau et de la forêt, initiés par l'ONG bolivienne « *Fundación Natura Bolivia* » et basés sur le principe de Paiements pour Services Hydriques. L'article montre les pratiques et relations instaurées entre les différents acteurs (non-) participants à ce schéma ainsi que leurs perceptions et motivations pour adhérer ou non au schéma. Au moyen du référentiel polanyien, l'article questionne la présence de différentes logiques socio-économiques (réciprocité, échange marchand, redistribution), préalablement opérationnalisées au travers de critères, au sein d'un instrument de type PSE, a priori considéré comme emblématique d'une gestion de l'environnement par le marché.
  - Le chapitre 6 précise le référentiel polanyien et ses usages possibles dans l'analyse des PSE et des ARA.
3. *La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale* — publié en janvier 2016 par la revue *ÉchoGéo* (France).

- L'article analyse la proposition du gouvernement bolivien à la COP 21, en décembre 2015. Dans cette analyse, nous proposons de revenir sur les justifications morales et les valeurs qui sous-tendent les politiques climatiques et environnementales du gouvernement bolivien. Il s'agit là d'un préambule à l'étude des ARA, dans la mesure où l'institutionnalisation de ces derniers est aussi influencée par ces politiques nationales, par un processus de « lessivage » (leakage) de justifications morales et politiques.
  - Le chapitre 7 présente finement les diverses notions de justice mobilisées dans cet article, qui observe également la mutation des politiques environnementales boliviennes évoquées en introduction du chapitre 6.
4. *Local views and structural determinants of poverty alleviation through Payments for Environmental Services : Bolivian insights* — accepté pour publication le 13 mai 2016, par la revue *World Development Perspective* (États-Unis)
- L'article présente les implications sociopolitiques des ARA, à différentes échelles et au regard des participants et non-participants aux ARA. Il retrace, d'abord, la façon dont les conséquences de l'usage d'instruments de type PSE/PSH sont habituellement considérées dans la littérature, et éclaire les fondements théoriques de la vision de la pauvreté qui sous-tend de telles études et pointe leurs limites. Il propose ensuite un nouveau cadre d'évaluation — basé sur la notion justice sociale et plus particulièrement sur sa dimension de reconnaissance —, non sans en avoir préalablement apporté une définition et une mise en perspective. L'article permet ainsi une compréhension fine et située des implications sociales et politiques des ARA.
  - Le chapitre 8 permet de comprendre en détail en quoi l'analyse des PSE mériterait d'intégrer davantage la reconnaissance comme critère d'évaluation et de développer la reconnaissance telle que perçue et désirée par différents acteurs des ARA.
5. *The conditions for the reproduction of the SAGUAPAC water cooperative in the city of Santa Cruz de la Sierra, Bolivia: discourse analysis* — publié en juillet 2015 par la revue *Articulo-Journal of Urban Research* (Danemark).
- Notre dernier article traite de la coopérative d'utilisateurs d'eau SAGUAPAC au sein de la métropole de Santa Cruz de la Sierra dans l'Est bolivien. Partant toujours d'une vision critique des institutions, nous proposons de réfléchir à la reproduction de cette coopérative grâce à l'analyse de son discours de communication ainsi que de la réception de celui-ci au sein d'un média journalistique régional. Nous avons alors pu mettre en évidence d'une part le registre émotionnel, et, d'autre part, le recours à une forme de reconnaissance identitaire fondée sur des normes sociales ethnicisées, monopolisées par la SAGUAPAC dans sa communication externe, et reprises au sein de médias régionaux. Ce faisant, nous permettons, dans un premier temps, de comprendre que la reproduction et le succès de l'organisation coopérative ne tiennent pas uniquement à son efficience et à la qualité des services rendus, mais à sa capacité

de répondre à d'autres besoins sociaux et parfois inconscients de reconnaissance, d'identification et de lien social. Ce faisant, l'article permet de remettre en question la vision cognitive et raisonnée de la coopération telle que véhiculée notamment par Elinor Ostrom et sa vision des communs. D'autre part, l'article montre comment des structures excluantes peuvent se reproduire, de façon indirecte, malgré un *design* organisationnel a priori inclusif et démocratique.

- Le chapitre 9 montre en quoi le cadrage théorique et conceptuel de l'article peut être utilisé pour analyser la communication de la fondation *Natura Bolivia* et ses risques d'effets pervers.

## **TABLE DES MATIERES DES ARTICLES**

### **11.1 Small Farmers in Florida Province, Bolivia : Reciprocity in Practice**

11.1 Small Farmers in Florida Province, Bolivia: Reciprocity in Practice	222
11.1.1 Abstract	222
11.1.2 Introduction	222
11.1.3 Reciprocal Agreements for Water	223
11.1.4 Reciprocity in traditional mountain labor practices	225
11.1.5 Reciprocity and the Reciprocal Agreements for Water	228
11.1.6 Conclusion	229
11.1.7 Acknowledgments	230
11.1.8 References	230

### **11.2 Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocales, redistributives et marchandes**

11.2 Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocales, redistributives et marchandes	232
11.2.1 Résumé	232
11.2.2 Introduction	233
11.2.3 Les PSE : un laminoir néolibéral ?	234
11.2.4 La Bolivie entre tentation néolibérale et économie plurielle	238
11.2.5 Acuerdos Recíprocos por el Agua (ARA): origine et systèmes d'acteurs	239
11.2.6 ARA : des PSE hybrides	242
11.2.7 Conclusion	245
11.2.8 Références	246

### **11.3 La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale**

11.3 La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale	251
11.3.1 Résumés	251
11.3.2 Introduction	252
11.3.3. La multi-dimensionnalité de la notion de justice appliquée à l'environnement	252
11.3.4 La proposition bolivienne à la COP 21: une volonté d'exportation d'un modèle de développement alternatif	255
11.3.5 La proposition bolivienne à la COP 21 au prisme des différentes notions de justice	258
11.3.6 Les ambiguïtés du « néo-développementisme » bolivien	260
11.3.7 Conclusion	262
11.3.8 Bibliographie	263

**11.4 Local views and structural determinants of poverty alleviation through Payments for Environmental Services: Bolivian insights**

11.4 Local views and structural determinants of poverty alleviation through Payments for Environmental Services: Bolivian insights	267
11.4.1 Highlights	268
11.4.2 Abstract	268
11.4.3 Introduction	268
11.4.4 Poverty and poverty alleviation through PES	269
11.4.5 The case of “Acuerdos Recíprocos por el Agua”	271
11.4.6 Discussion: ARA alleviating poverty through recognition ?	277
11.4.7 Conclusion	278
11.4.8 References	278

**11.5 The conditions for the reproduction of the SAGUAPAC water cooperative in the city of Santa Cruz de la Sierra, Bolivia: discourse analysis**

11.5 The conditions for the reproduction of the SAGUAPAC water cooperative in the city of Santa Cruz de la Sierra, Bolivia: discourse analysis	282
11.5.1 Abstracts	282
11.5.2 Introduction	283
11.5.3 Santa Cruz de la Sierra urban governance and water management	284
11.5.4 The development of SAGUAPAC	286
11.5.5 The structure of SAGUAPAC	286
11.5.6 The technical and economic performance of SAGUAPAC	287
11.5.7 SAGUAPAC: The ties with the logias	289
11.5.8 SAGUAPAC: A camba storytelling	291
11.5.9 SAGUAPAC: newspaper’s discourse analysis	294
11.5.10 Conclusion	297
11.5.11 Bibliography	298



### **11.1 Small Farmers in Florida Province, Bolivia: Reciprocity in Practice**

Cet article a été soumis à la revue *Mountain Research and Development*, Volume 34, Numéro 4, et mis en ligne en septembre 2014. La revue *Mountain Research and Development* est une revue à comité de lecture, bénéficiant des classements ISI suivant : 165/221 - Environmental Sciences, 35/46 - Geography, Physical. La revue MRD a comme objectif la transdisciplinarité et la diffusion de l'information entre chercheurs et praticiens du développement des régions de montagne. Elle publie, en ce sens, des articles courts, en anglais, s'adressant à un public large.

La première auteure a fourni l'essentiel du travail de cadrage théorique, de l'état de la littérature, de la collecte et de l'analyse des données, et de l'écriture de l'article.

Le deuxième auteur a effectué une analyse critique de la première version du texte, proposé un élargissement des références, une réorganisation de la structure argumentative, des améliorations de forme, a contribué à la rédaction et aidé à la prise en compte des remarques des relecteurs.

Les frais d'édition en anglais et de publication ont été pris en charge par l'Institut de Géographie et Durabilité de l'Université de Lausanne.

\*\*\*

#### *Authors*

Florence Bétrisey\* and Christophe Mager

Institute of Geography and Sustainability, University of Lausanne, Mouline-Géopolis, 1015 Lausanne, Switzerland

\* Corresponding author: [florence.betrisey@unil.ch](mailto:florence.betrisey@unil.ch)

#### **11.1.1 Abstract**

Peasant societies are often seen by neoliberal or Marxist theorists as passive subjects of political-economic transformations occurring at a higher level, only surviving through acculturation to market requirements. By analyzing agricultural work organization in highland communities and a local system of water management called *Acuerdos Reciprocos por el Agua* (Reciprocal Agreements for Water), developed in 2003 by the Natura Bolivia foundation in Florida Province in Bolivia, we show that, contrary to this perception, traditional reciprocal norms still play an essential role in decision making. This suggests the agency of rural societies and the resilience of traditional reciprocity-based norms in mountain regions.

Received: August 2014; Accepted: September 2014

Keywords: Reciprocity, work organization, peasant societies, water management, Bolivia

#### **11.1.2 Introduction**

This study addresses a relatively old debate regarding the future of peasant societies in the double context of global metropolization and commodification of natural resources. According to Marxist theory, peasant societies live on but are usefully maintained in states of poverty, facilitating their exploitation by urban dwellers. Neoclassical theories consider rural exodus and the end of low-

productivity agricultural activities in high-constraint areas—in terms of their climatic or accessibility characteristics—as an optimal reallocation of production factors benefiting the urban and industrialized modern sector (Cortes, 2000). Within Latin America, these approaches have in common the depiction of rural societies as passive and obsolete, as well as the diffusion of an opposition between indigenous tradition and modernity, which are considered incompatible (Pitarch and Orobitg 2012). However, the literature shows many examples of complementarity (Laville 2007) between the two, especially within rural Amerindian societies (Garcia-Canclini 2001), “linked to and affected by world capitalism, [but] in some ways remain[ing] outside of its main transformative thrust” (Mayer 2002: xiv).

This article provides a case study of these assembly processes. Our research is based on 80 semistructured interviews, conducted in the fall of 2012 and 2013 with farmers from local communities in the Florida Province, Bolivia. They included 10 narrative interviews with old tradition bearers and 40 interviews with farmers participating in a system of compensation for watershed services named *Acuerdos Recíprocos por el Agua* (ARA; in English, Reciprocal Agreements for Water), initiated in 2003 by the Natura Bolivia Foundation. Participative observation was also used during several meetings organized by the Natura Bolivia Foundation and during traditional community gatherings. The Natura Bolivia Foundation facilitated access to documents and stakeholders and let investigations be conducted with total freedom.

We first show that traditional reciprocity is still part of the way agricultural work is organized in the mountain region of Florida Province. Second, we point out that even if the ARA is based on the principle of payments for ecosystem services, which is considered emblematic of market logics within environmental governance, the logic of traditional reciprocity and its perceived advantages (cooperation and cohesion) indirectly influence decisions made by upstream peasants to participate—or not—in the ARA. The capacity of the ARA to satisfy reciprocal organizational principles is, for these watershed service providers, an essential criterion of evaluation. In this way, the ARA recognizes 2 normative frameworks: the market and the traditional collective.

### ***11.1.3 Reciprocal Agreements for Water***

Natura Bolivia has described the ARA as “an innovating community system of compensation for watershed services” (Natura Bolivia 2007: 1, translation by the authors). Natura Bolivia is a nonprofit organization, active in the region since the early 2000s, and essentially financed by European and US donors. Its mission is “the conservation of ecosystem goods and services that support healthy communities and maintain biodiversity” (Natura Bolivia, n.d.). The ARA was first developed in Florida Province in municipalities at the interface between 2 socio-ecological systems (the Quechua altiplano and the Guarani tropical plains). Although settlement in Florida Province dates to pre-Inca times, until the 1950s this part of the Bolivian Andean valleys (1000–3000 m above sea level) remained isolated with a small population, most of whom practiced subsistence agriculture. In 1952, the opening of a road connecting two major Bolivian cities, Cochabamba and Santa Cruz de la Sierra, led to increased settlement, especially in the downstream valleys along the road. Density increased to 6.6 inhabitants per km<sup>2</sup> (Prefectura del Departamento de Santa Cruz 2006). Since then, the province has experienced a high mobility of people and economic goods, leading to noteworthy population growth, increased cultural

diversity, rising land prices, better access to urban markets, changes in agricultural production to adapt to market demands, and increased tourism.

Between 2003 and 2010, 4 municipalities established an ARA scheme (Table 1). Each municipality is composed of several downstream villages, often located next to a main road, and highland communities, located several hours away from the downstream villages. In each ARA, 3 downstream watershed service beneficiaries—the municipal government, the local water users cooperative, and Natura Bolivia—jointly created a fund to compensate upstream (highlands) villagers who agreed to conserve a part of their land and refrain from clearing forest for cultivation or livestock. The members of the fund decide the value of the water services provided through the conservation of upstream forest, and a price equivalent, based on the number of hectares conserved, is fixed. Peasants living in the upstream communities (comuneros) who find the price acceptable join the scheme; they and the director of the fund sign a private contract. Compensation is made in kind (e.g. beehives and training, fruit or coffee tree plants and barbed wire), according to the farmers' preferences but based on the price equivalent previously determined.

**TABLE 1** Communities participating in an ARA in Florida Province.

Municipality	Downstream villages (name of municipal capital is in italics)	Elevation of capital (meters above sea level)	Highland communities
El Torno	<i>El Torno</i> , Jorochito, La Angostura, Limoncito, San Luis, Santa Rita	530	Huaracal, La Lira, Quebrada Leon, Villa Paraiso
Los Negros	<i>Los Negros</i> , Pampagrande	1500	Palma Sola, Santa Rosa de Lima
Mairana	<i>Mairana</i>	1533	Cerro Verde, La Yunga
Quirusillas	<i>Quirusillas</i>	1830	Philadelfia, Rodeo, San Luis

The highland communities (Table 2), each with between 15 and 110 families (average 54.4), are located next to the region's main biodiversity and water reserve (the cloud forest of Amboro National Park), where a high volume of precipitation supplies rivers used for downstream irrigation. Downstream water quality and quantity depend heavily on highland villagers' agricultural practices.

**TABLE 2** Elevation of communities participating in this study.

Community	Municipality	Elevation (meters above sea level)
Huaracal	El Torno	597
La Lira	El Torno	820
Quebrada Leon	El Torno	671
Villa Paraiso	El Torno	827
Palma Sola	Los Negros	1539
Santa Rosa de Lima	Los Negros	1795
Cerro Verde	Mairana	2064
La Yunga	Mairana	1925
Philadelphia	Quirusillas	1546
Rodeo	Quirusillas	1879
San Luis	Quirusillas	1550

All of the communities have organized domestic and irrigation water supplies through comités de agua (water committees) that function like users' cooperatives but are not formally recognized by the government. The comités are directed by a council of 3 people, reelected on a 1- to 3-year basis (depending on the community), which is in charge of collecting comuneros' contributions and organizing collective work to maintain or increase the infrastructure. Title to most of the land they live on has been officially registered, except for the community of Santa Rosa in the municipality of Los Negros, where some farmers still do not hold a formal property title.

When these communities were still very isolated, pig farming and subsistence agriculture (maize and potatoes) dominated. Since access has improved (through unpaved but passable tracks), the cost of transport to Santa Cruz and Cochabamba cities has decreased, and crops have been diversified to suit the demands of these markets. Most comuneros interviewed for this study sold their products directly to wholesale markets in Santa Cruz or to retailers. Only a small part of their production was sold in local markets and regional ferias (fairs) held every Sunday in downstream villages. This transformation accompanied the mechanization of farming (with collective purchases of tractors and individual purchases of motorized pumps), an increase of inputs (mostly chemicals), and an extension of cultivated lands (through slash-and-burn of forest lands). Despite this modernization, 2 traditional reciprocal practices are still common. These are discussed in the next section.

#### **11.1.4 Reciprocity in traditional mountain labor practices**

In Andean indigenous cosmology, each natural or living element is first understood in relation to its purported complement (water and fire, men and women, people and nature). From this arises a moral imperative to preserve life through reciprocity between these complementary entities (Valdivia 2006). This reciprocity logic opposes market logic, in which relationships are not personalized and all partners are considered equivalent, independent, and commutable (Servet 2007: 262). Polanyi ([1957] 1975: 264) considers reciprocity to be a complex system of

personalized relations based on “complementarity and voluntary interdependence” between actors who are not commutable, also occurring at a smaller scale within household units (producing goods for their own use and consumption), which he calls the householding principle (Polanyi 1983 [1944]). According to Sabourin (2007: 44), the market or “commutation” (Hillenkamp 2010) exchange principle refers to transactions about objects whereas reciprocity refers to relationships between persons. Ostrom (1998; 2003) gives reciprocity a critical role within collective action and affirms that reputation motivates trust, which generates reciprocity. Sabourin (2007; 2012) and Hillenkamp (2010) argue that reciprocity structures can also produce social ties and trust, and reciprocity can thereby create the conditions of its reproduction. In contrast, the decline of such structures should generate a decrease in community cohesion, social ties, trust, and friendship, which leads to a decline in reciprocity practices. In their theory of reciprocity, Temple and Chabal (1995) go a step further, asserting that the structures of reciprocity create ethical value. Sabourin (2012: 35) says that this value “becomes the economic value of an economy based on reciprocity.” The creation of these ethical or human values is the objective—the common project (living together)—of relations of reciprocity. However, reciprocity relationships also contain the potential for alienation. Through fixed status, reciprocity can lead to patronage or exploitation, especially when it is unequal (Sabourin 2007; Fraser 2013).

Highland communities in Florida Province practice two traditional indigenous Bolivian forms of reciprocity: the minga and the ayne. A minga is an extra-familiar work party formed to carry out an agricultural task, often a labor-intensive, time-limited task like harvesting or clearing new land. A group of men work together on the land of one comunero. They are not paid in cash but receive food and beverages prepared by the women and distributed throughout the day, at the end of which a party is organized for them with music, food, and chicha (a traditional fermented maize beverage). The comunero who organized the minga is later morally obliged to participate when another member of the work group calls for a minga on his land.

Ayne, on the other hand, is a one-to-one arrangement in which one member of the community helps another; again, the recipient does not make a financial payment but is obligated to return the favor. Reciprocity does not have to be immediate or involve the same type of work; it can be done by a close family member of the original beneficiary. Ayne is not subject to a contract but is “a coexistence within the community with a normative action of reciprocity, of satisfying instinctive feelings of necessity” (Yampara et al 2007: 70, translation by the authors). According to Michaud et al (2003: 7), the ayne creates an “affective relationship lasting and going beyond immediate material needs satisfaction” (translation by the authors).

The first general statement that can be made regarding the organization of work in Florida Province, based on 120 interviews, is that a wide range of practices coexist within communities. In El Torno and Mairana, ayne is currently practiced only within the immediate family. The communities of Los Negros still practice minga, although not regularly and with fewer people than 15 years ago, and they practice ayne in a more extended way, sometimes with people from other communities. In the Quirusillas communities, we noted the continuation of traditional mingas, associated with work parties, but also a new practice called minga fiada or prestada (borrowed minga), occurring within the local producers' association, operating quite like an ayne, with all members of the association working every Saturday on the land of different members in



rotation. Food and beverages are offered during the day, but no party is organized at the end of the working day. Women and new migrants, usually excluded from traditional mingas, are active participants in the minga fiada and in the producers' association, showing that reciprocity customs are capable of change (Sabourin 2007).

In other cases, practices are influenced by both reciprocity and market logic (Table 3). This is the case when someone pays a day laborer to represent him during a minga or to render the ayne, or when young adults are paid for their work during a minga or ayne, whereas members of older generations refuse payment. Al partido agreements, another mixed form, consist of oral contracts between owners (typically older people offering land) and partidarios (typically new migrants offering labor and inputs), who agree to share benefits after the harvest. Farmers emphasized that these agreements, although clearly formal market exchanges, were also personalized and long lasting. Their purpose is not only to produce resources but also to take *care* of the land. The participants perceive the personalized and lasting relationship of the al partido agreement as preferable to renting because it ensures that the partidario has “interest to take *care* of the land in the long term” (Leovigildo Ayala, Santa Rosa, interview on 10 October 2013). These cases clearly mix reciprocity and market logic.

TABLE 3 Reciprocity logic and market logic.

	Reciprocity logic	Market logic
Type of exchange relationship	Personal, between known individuals	Impersonal, between commutable partners
Basis of exchange relationship	Moral obligation	Contractual obligation
Duration of exchange	Not fixed	Fixed
Value definition	Through custom	Through the market
Aim of exchange	Social cohesion and subsistence	Utility maximization

Laville (2007: 98) postulates that this mixed arrangement allows participants to combine “the advantages of the monetary economy, a source of individual freedom through the market ... with those of a nonmonetary economy that contextualizes exchanges and drives them out of anonymity” (translation by the authors). This arrangement is fragile, however, and its intrinsic contradictions can lead to “mutual paralysis of both systems or to the domination of one over the other” (Sabourin 2012: 235, translation by the authors).

The risk of domination or substitution is significant. The work formerly organized through generalized ayne and minga tends to be replaced by a wage system, called peonaje. To explain the shift from reciprocity to a wage system, farmers emphasized the role of mechanization (which reduces the need for labor), Protestantism (which prohibits the parties and chicha drinking that traditionally accompany mingas), and the growing availability of labor for hire (due to increased emigration by altiplano farmers who do not own land in the area). These changes transform farmers' livelihood strategies. Our interlocutors pointed out the following changes: (1) a decrease in sharing of agriculture-related knowledge and experience, which potentially affects farmers' human capital, and (2) the monetization of labor, which obliges landowners to acquire cash, sometimes by taking on debts that decrease the profitability of their production and make them more vulnerable to shocks and production failures.

The market pressure on traditional forms of agricultural work (Nina 2009) does not mean that traditional value systems have been discredited. Farmers emphasized the social ties and friendships produced through minga and ayne, even where mingas were no longer practiced. At the community level, some farmers mentioned the role of minga in preserving unity, solidarity, and relationships. This confirms theories of reciprocity as a space of sharing that contributes to community cohesion, justice, and development through its symbolic character (Temple and Chabal 1995; Sabourin 2012) and as preserving the meaning of action (Habermas 1984). The virtue of reciprocity compared with market logic should nevertheless not be overstated. Market regulation has historically been a “source of individual freedom” and a “means of release from constraints of rural family exploitation and from traditional gender roles” (Laville 2007: 98, 51, translation by the authors).

These reciprocity practices, and the validation of the related norms, play a major role in the development of local water management initiatives by Natura Bolivia. The foundation refers to it in its discourse with government and local participants. The comuneros refer to it as a key factor in decisions to participate in the ARA.

#### ***11.1.5 Reciprocity and the Reciprocal Agreements for Water***

The leaders of Natura Bolivia say that communities' acceptance of the ARA has been facilitated by references to ayne: “Ayne is based on reciprocity: if I help you with sowing, you help me with harvesting, etc. We are doing the same, ayne, but with the forest. When we present things like this, people understand the principle of the ARA more quickly” (H. Azurduy, Natura Bolivia, interview in October 2012). The word “reciprocal” in the program name (Acuerdos Recíprocos por el Agua or Reciprocal Agreements for Water) echoes this perspective, even if this word also has a political dimension, allowing the ARA to be in line with the national government, at least discursively opposed to market instruments for natural resource management (Poupeau 2013) and promoting a plural economy (Hillenkamp 2012). The comparison between ARA and ayne resonates with participating comuneros, even if a few of them spontaneously describe the ARA as similar to the ayne. In other words, even though farmers objectify characteristics of ayne and reciprocity when they explain the ARA and their motivations, they do not speak of ARA as an ayne.

Reciprocity was cited by upstream farmers as a key element in their decision to enter the ARA. The main motivation comuneros mentioned for their participation was not the market value of compensation but the hope that the ARA would contribute to the collective's wellbeing, and to community cohesion and recognition from downstream actors, in the sense of Honneth (2000), and from the comuneros' lifestyle and practices, or their lifeworld in the sense of Habermas (1984). The relationship with downstream actors is in itself much valued, and not only in terms of social utility.

The fact that the market value of compensation is not the main criterion for entering or leaving the ARA scheme also comes from 2 specific characteristics of the ARA. First, upstream comuneros, presented with fixed prices established by downstream actors, consider the compensation more as an indemnity or a reward for good behavior than as a payment proportional to the total economic value of the services they provide. Second, the expected benefits from new productive activities

permitted by the ARA (honey, coffee, or fruit production) are difficult to estimate in advance. Upstream comuneros' uncertainty regarding the economic benefit of the ARA encourages them to appraise it more in the light of traditional norms (enhancing social ties) than of market logic (individual profit).

This relates to the comuneros' expectations of how relationships with downstream actors should be: personalized, long lasting, and friendship creating. Dissatisfaction regarding these criteria, due to the infrequency of visits by downstream actors or changes in who represents the downstream villages, leads to feelings of abandonment and neglect, sometimes causing comuneros to withdraw from the scheme. Downstream actors did not always understand the expectations of the comuneros; they sometimes saw the need to maintain personal relationships with them as a drawback rather than as a benefit of the arrangement. The foundation has undertaken mediation and communication work to make downstream users aware that, to ensure the long-term continuity of the ARA, they should pay more attention to the comuneros through meetings and festive events that bring all the actors together. Some of the comuneros who withdrew affirmed that these initiatives made them return to the scheme, without any change in the amount of compensation.

Downstream actors participating in the ARA scheme, on the one hand, act according to market exchange logic, privileging the object of exchange (water quality and quantity) rather than relationships between participants. Some of them even preferred buying the land of the upstream comuneros instead of entering a compensation relationship, considering the former option would provide more reliable access to water. These downstream actors tended to consider formal written contracts necessary, invoking a lack of trust (crucial within reciprocity structures) toward comuneros.

This shows that the ARA forms a place of functional complementarity and articulation of market and reciprocity logic, contributing to the creation of a significant innovation in watershed management. Natura Bolivia positions itself at the interface of these 2 forms of logic and mediates between downstream actors (motivated primarily by market logic) and upstream actors (motivated primarily by tradition and reciprocity), and in this way, tries to avoid one of the referents overcoming the other.

#### ***11.1.6 Conclusion***

It would be inaccurate to see the mountain peasant societies in Florida Province as systematically absorbed or dominated by the market system and its logic (Cortes 2000). The ARA demonstrates that traditional rural reciprocity did not dissolve within a market-driven regulation of water ecosystem services. On the contrary, it is still widely mobilized by upstream comuneros in deciding whether to join the ARA, and articulated by them with other forms of market logic that underlie new forms of work organization. This way, farmers in the highland communities appear as “articulated peasants” (Mayer 2002), actively working on social change. It remains to be seen if this will consist of a transitory resistance or a sustainable anchoring of tradition or traditional norms within the communities under study.



### **11.1.7 Acknowledgments**

The authors acknowledge the help of research assistants Christian P. Nogales Fuentes and César J. Perez Hurtado, particularly during fieldwork. The authors are also thankful to the Natura Bolivia Foundation for its role as facilitator during fieldwork and to Natasha Cornea for her help in editing the paper.

### **11.1.8 References**

- Cortes G. 2000. *Partir pour rester: survie et mutations de sociétés paysannes andines (Bolivie)*. Paris, France: IRD éditions.
- Fraser N. 2013. Marchandisation, protection sociale, émancipation: vers une conception néo-polanyienne de la crise capitaliste. In: Hillenkamp I, Laville J-L, editors. *Socioéconomie et démocratie: l'actualité de Karl Polanyi*. Toulouse, France: Erès, pp. 39–64.
- Garcia-Canclini N. 2001. *Culturas híbridas: Estrategias para entrar y salir de la modernidad [nueva edición]*. Buenos Aires, Argentina: Paidós.
- Habermas J. 1984. *The theory of communicative action*. McCarthy T, translator. Boston, MA: Beacon Press.
- Hillenkamp I. 2010. Solidarités, marché et démocratie: éclairages boliviens. *Finance & Bien Commun* 37–38(2): 74–93.
- Hillenkamp I. 2012. Economía solidaria y transformación social: pluralidad y tensiones, lecciones de Bolivia. In: Marañón-Pimentel B, editor. *Solidaridad económica y potenciales de transformación en América Latina*. Buenos Aires, Argentina: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, pp. 231–258.
- Honneth A. 2000. *La lutte pour la reconnaissance*. Paris, France: Edition du Cerf.
- Laville J-L, 2007. *L'économie solidaire: Une perspective internationale*. Paris, France: Hachette Littératures.
- Mayer E. 2002. *The Articulated Peasant: Household Economies in the Andes*. Oxford, United Kingdom: Westview Press.
- Michaud J, Gonzales M, Blanco E. 2003. Territorialidades andinas de reciprocidad, la comunidad. In: Temple D, editor. *Les estructuras elementales de reciprocidad*. La Paz, Bolivia: Plural Editores, pp. 99–130.
- Natura Bolivia. 2007. *Sistemas de Compensacion por Servicios Ambientales: Una herramienta de gestion sostenible de nuestros bosques: Memoria*. Santa Cruz, Bolivia: Natura Bolivia.
- Natura Bolivia. n.d.. *Mision y Vision*. Santa Cruz, Bolivia: Fundacion Natura Bolivia, [www.naturabolivia.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1&Itemid=2&lang=es](http://www.naturabolivia.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1&Itemid=2&lang=es); accessed on 24 April 2014.
- Nina M. 2009. Efectos de la división territorial sobre las relaciones de reciprocidad y redistribución en las comunidades Mujlli y Pasto Grande del Ayullu Majasaya Mujlli Prov.

Tapacari [PhD dissertation]. Cochabamba, Bolivia: Agroecología Universidad Cochabamba (AGRUCO).

Ostrom E. 1998. A behavioral approach to the rational choice theory of collective action. *American Political Science Review* 92(1): 1–22.

Ostrom E. 2003. Toward a behavioral theory linking trust, reciprocity, and reputation. In: Ostrom E, Walker J, editors. *Trust and Reciprocity: Interdisciplinary Lessons from Experimental Research*. New York, NY: Russell Sage Foundation, pp. 19–79.

Pitarch P, Orobitg G. 2012. *Modernidades indígenas*. Madrid, Spain: Iberoamericana.

Polanyi K. [1957] 1975. *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*. Paris, France: Larousse.

Polanyi K. 1983. *La grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard.

Poupeau F. 2013. La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste. *Ecologie & politique* 46(1): 109–119.

Prefectura del Departamento de Santa Cruz. 2006. *Estudio socio-económico del municipio de Pampagrande*. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia: Prefectura del Departamento de Santa Cruz.

Sabourin É. 2007. *Paysans du Brésil: entre échange marchand et réciprocité*. Versailles, France: Quae.

Sabourin É. 2012. *Organisations et sociétés paysannes: une lecture par la réciprocité*. Versailles, France: Quae.

Servet J-M. 2007. Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, contribution à une définition de l'économie solidaire. *Tiers Monde* 190(2): 255–273. CrossRefOpenURL University of Lausanne

Temple D, Chabal M. 1995. *La réciprocité et la naissance des valeurs humaines*. Paris, France: L'Harmattan.

Valdivia MP. 2006. Cosmovisión Aymara y su aplicación práctica en un contexto sanitario del norte de Chile. *Revista de Bioética y Derecho* 7: 1–5.

Yampara Huarachi S, Mamani Morales S, Torrez Eguino M, Medina Hurtado J. 2007. *Guía para un diagnóstico de producción y vida comunitaria*. La Paz, Bolivia: Agencia Suiza para el desarrollo y la cooperación (COSUDE).

*Open access article: please credit the authors and the full source.*

## **11.2 Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocatrices, redistributives et marchandes**

L'article a été soumis à la *Revue Française de Socio-Économie*, Volume 2015/1, numéro 15, et mis en ligne en avril 2015. Il est accessible à l'adresse suivante : <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-socio-economie-2015-1-page-39.htm>. La *Revue Française de Socio-Économie* est une revue à comité de lecture, référencée Econlit par le JEL ([http://www.aeaweb.org/econlit/journal\\_list.php](http://www.aeaweb.org/econlit/journal_list.php)), par le CNRS, et par l'AERES.

La première auteure a fourni l'essentiel du travail de cadrage théorique, de l'état de la littérature, de la collecte et de l'analyse des données, et de l'écriture de l'article.

Le deuxième auteur a effectué une analyse critique de la première version du texte, proposé un élargissement des références, une réorganisation de la structure argumentative, des améliorations de forme, a contribué à la rédaction, et aidé à la prise en compte des remarques des relecteurs.

\*\*\*

### *Auteurs*

Florence Bétrisey, Institut de Géographie et Durabilité, Université de Lausanne, [florence.betrisey.at.unil.ch](mailto:florence.betrisey.at.unil.ch)

Christophe Mager, Institut de Géographie et Durabilité, Université de Lausanne, [christophe.mager.at.unil.ch](mailto:christophe.mager.at.unil.ch)

### *Remerciements*

Les auteurs remercient la fondation Natura Bolivia d'avoir bien voulu leur consacrer le temps et le support institutionnel nécessaires pour faciliter la phase de recherche sur le terrain, de même que les relecteurs pour leurs commentaires constructifs.

### **11.2.1 Résumés**

#### *Français*

La diffusion internationale des paiements pour services environnementaux (PSE) a été interprétée en 2010 par le gouvernement bolivien d'Evo Morales comme une réponse strictement néolibérale à la nécessité d'assurer une gestion durable des ressources naturelles. Supposée amener à terme à l'éviction de toute régulation autre que marchande – qu'elle s'applique à la nature ou aux rapports entre personnes –, la mise en place de PSE n'a pas été encouragée par les autorités nationales boliviennes. Des projets de PSE ont toutefois été lancés, dont les *Acuerdos Reciprocos por el Agua (ARA)*, issus d'un partenariat public-privé dans le département de Santa Cruz. En analysant leur conception et leur fonctionnement au prisme du référentiel polanyien, nous montrons que, contrairement aux craintes gouvernementales, ces PSE ne font pas abstraction des logiques organisationnelles réciprocatrices et redistributives, ajustant au contexte local un objet global.

#### *Mots clés*

paiements pour services environnementaux, hybridité, Polanyi, réciprocité, redistribution, logique marchande, Bolivie

*English*

The payments for ecosystem services of the Foundation Natura Bolivia between reciprocity, redistributive and market logics. The international dissemination of payments for ecosystem services (PES) has been interpreted in 2010 by the Bolivian government of Evo Morales as a strictly neo-liberal response to the need to ensure a sustainable management of natural resources. Supposed to contribute to the crowding-out of any other regulation than market – applied to the nature or the relationship between people – the implementation of PES was not encouraged by the Bolivian national authorities. However some PES projects stemming from a public-private partnership have been initiated at local level, as the *Acuerdos Recíprocos por el Agua (ARA)*, in the department of Santa Cruz. Analysing their design and operating through the Polanyian framework, we show that, contrary to the government fears, these PES do not ignore the reciprocal and redistributive organisational logics, adjusting a global object to the local context.

*Keywords*

payments for ecosystem services, hybridity, Polanyi, reciprocity, redistribution, market logic, Bolivia

**11.2.2 Introduction**

Le paiement pour services environnementaux ou écosystémiques (PSE) est un outil de gestion des ressources naturelles conceptualisé, entre autres, par les travaux de Pagiola et Platais [2002] et de Wunder [2005]. Le PSE correspond à une transaction privée et directe, en espèces ou en nature, aidant à préserver notamment la capacité des écosystèmes à purifier l'eau, à stocker du carbone ou encore à conserver la biodiversité [Büscher, Arsel, 2012 ; Muradian, 2013]. Différents types de service peuvent être concernés par les PSE, comme les services de régulation (maintien de la qualité de l'eau, pollinisation, captation du carbone, etc.) ou encore les services culturels, apportant des avantages non matériels (récréation, éducation, etc.) [MEA, 2005]. Wunder [2005] différencie, lui, quatre types de PSE : séquestration du carbone, conservation de la biodiversité, gestion des bassins versants et préservation du paysage.

Associés aux « stratégies paradigmatiques néolibérales telles que la dérégulation, la décentralisation (...) et la création de marchés pour la commercialisation du “capital naturel” » [Fletcher, Breitling, 2012, p. 402, notre traduction], les PSE ont été accusés d'évincer les institutions qui s'opposeraient à la marchandisation de la nature et des rapports sociaux sous-tendant la gouvernance environnementale [Kosoy, Corbera, 2010 ; Robertson, 2011]. Diverses analyses de PSE montrent toutefois qu'ils s'inscrivent dans un gradient complexe allant du tout marchand au non-marchand [McAfee, Shapiro, 2010]. Constatant « l'écart entre rhétorique [néolibérale] et pratique des PSE » [Fletcher, Breitling, 2012, p. 403], plusieurs auteurs attribuent cette diversité tant aux caractéristiques des écosystèmes et des biens (rivaux ou non, exclusifs ou non) auxquels les services environnementaux sont liés, qu'au fait que les PSE reproduisent en partie les règles et les normes existant au sein des sociétés dans lesquelles ils se développent [Corbera et al., 2007 ; Vatn, 2010].

En étudiant, par une lecture polanyienne, le fonctionnement des PSE appelés *Acuerdos Reciprocos por el Agua (ARA)*, développés dès 2003 par la fondation *Natura Bolivia* aux alentours du parc national *Amboro* en Bolivie, nous montrons que ces PSE articulent aux régulations marchandes des principes organisationnels réciprocitaires et redistributifs relevant pour partie des traditions indigènes [Sabourin, 2012]. Cette hybridation contribuant à la reproduction des systèmes compensatoires mis en place, elle ne saurait être vue comme un phénomène transitoire.

### ***11.2.3 Les PSE : un laminoir néolibéral ?***

Selon Wunder [2005], le PSE est un outil de gestion des ressources naturelles consistant en une « (1) transaction volontaire, où (2) un service environnemental bien défini (ou l'usage des terres correspondant), est (3) acheté par un agent (au minimum) (4) auprès d'un (au minimum) fournisseur de services (5) si et seulement si la fourniture de services est garantie par la conditionnalité » [art. cité, p. 4, notre traduction]. Cette transaction n'aurait lieu que si elle rémunère une contribution active à la formation d'un service environnemental additionnel – ou d'une gestion garantissant l'accomplissement de ce service – au regard d'une situation initiale [Wunder et al., 2008]. Les PSE se différencient des instruments dits de conservation et développement intégrés, auxquels on reprocha d'être des subsides déguisés et d'échouer tant à préserver la nature qu'à réduire la pauvreté [Muradian, 2013].

L'émergence des PSE dans les années 2000 fait suite aux travaux de Costanza et al. [1997] qui, les premiers, tentèrent d'évaluer monétairement les services écosystémiques et le capital naturel mondial, complétés par les recherches du MEA [2005]. Les travaux de Landell-Mills et Porras [2002] et de Pagiola et al. [2004] ont toutefois constitué un apport fondamental pour permettre au principe de PSE de se faire jour sur la base de l'hypothèse néolibérale, à savoir que la privatisation, l'activation des marchés et l'allocation des ressources à travers les signaux de prix éviteraient les apories des régulations antérieures ayant abouti à la dégradation, voire à l'épuisement, des écosystèmes [Engberg-Pedersen et al., 1996]. Dans cette optique, largement inspirée par les contributions de Hardin [1968] et d'Alchian et Demsetz [1973] sur les biens rivaux mais non exclusifs dits communs – par exemple les forêts, pâturage, eaux de surface ou souterraines –, l'exploitation non soutenable des ressources naturelles serait en premier lieu imputable à la non-attribution de droits de propriété. Leur absence ne permettant pas la constitution d'un marché destiné à les échanger, la détermination d'une valeur par les prix issus de la confrontation entre l'offre et la demande serait impossible. Sans valeur marchande, les biens environnementaux ne pourraient alors échapper à la non-préservation ou à la surexploitation. En favorisant la privatisation et l'échange entre parties prenantes des droits sur des biens, antérieurement communs souvent – mais pas exclusivement –, le PSE serait à même d'amorcer une gestion soutenable des ressources naturelles [Van Hecken, Bastiaensen, 2010]. Les réflexions autour de l'économie des écosystèmes et de la biodiversité du Programme des Nations unies pour l'environnement (initiative TEEB) et, dès 2005, l'initiative REDD+ de l'ONU ont contribué à une large diffusion des PSE [Corbera, 2012].

Le primat supposé des incitations économiques et de la négociation directe et privée des prix et des modalités de paiement des services environnementaux fait que plusieurs auteurs estiment que

les PSE participent d'un processus amenant à la fois à l'acculturation à la doxa capitaliste [Sullivan, 2010] et à un fétichisme de la marchandise réduisant les relations sociales à l'échange de biens ou de services [Kosoy, Corbera, 2010]. Gomez-Baggethun et al. [2010] considèrent ainsi que la mise en place d'incitations économiques à la conservation (qu'elles soient issues de transactions directes ou indirectes) engendrerait des logiques individualistes auparavant inexistantes dans les sociétés organisées sur une base communautaire. Cette hypothèse a été testée par simulation par Reeson et Tisdell [2010] qui en ont conclu que l'introduction d'institutions marchandes dans la gestion environnementale engendrerait un instinct de marché chez les participants qui abandonneraient tout mode relationnel non marchand. Narloch et al. [2012] évoquent, quant à eux, un risque d'éviction des normes sociales à travers la monétisation des incitations morales. Partant, la diffusion des PSE contribuerait à la création (volontaire ou non) de l'« homo œconomicus dans des régions où une telle logique était inexistante ou culturellement découragée par les structures institutionnelles existantes » [Gomez-Baggethun et al., 2010, p. 1216, notre traduction].

Une analyse plus large de la littérature amène cependant à refuser de souscrire à la thèse selon laquelle les PSE contribueraient par éviction à la disparition de régulations non marchandes, qu'elles soient relatives à la nature ou aux rapports sociaux. McAfee et Shapiro [2010, p. 580] montrent que la mise en application des PSE témoigne d'un « large spectre de positions, [allant] de l'application stricte de raisonnements orientés-marché au rejet complet de la propriété privée et de l'évaluation économique de la nature » [notre traduction]. Il convient de relier la diversité des PSE dont parlent McAfee et Shapiro [2010] tout autant à la particularité des biens et des services concernés qu'à celle des arrangements institutionnels dans lesquels ils s'inscrivent et qui les portent.

Premièrement, définir les services écosystémiques et en évaluer la valeur économique est d'une complexité largement mise en évidence par De Groot et al. [2002] et les travaux précurseurs de Pearce et Turner [1990]. Deuxièmement, il est également difficile d'individualiser la transaction en déterminant à la fois la part prise par chaque prestataire de services environnementaux dans la création de cette valeur et la répartition effective de cette dernière entre les bénéficiaires, ne serait-ce qu'en raison du décalage temporel entre un changement d'activité associée à des systèmes naturels et sa répercussion en termes de services [Barnaud et al., 2011]. Troisièmement, la fixation du prix par le jeu de l'offre et de la demande ne s'applique guère aux services environnementaux rendus de façon non intentionnelle sous forme d'externalités positives, la transaction ne rémunérant pas les coûts liés à une contribution active spécifique [Aznar et al., 2007]. Pour ces raisons, Muradian [2013] estime que la plupart des initiatives de PSE mettent en place des incitations plus que des transactions marchandes déterminées en fonction de la valeur économique des efforts ou des services fournis.

Quatrièmement, conditionner la prestation à un paiement n'est pas systématiquement possible dans le cas des services environnementaux adossés à des biens communs. Dans ce cas, la mise en place et la pérennisation de PSE ne peuvent faire l'économie d'une grammaire différente de celle appliquée aux transactions portant sur des biens privés, rivaux et exclusifs [Coriat, 2013 ; Muradian et al., 2010]. Ostrom [1990] en a témoigné en montrant qu'imaginer que les biens communs étaient des ressources disponibles sur lesquelles ne s'exerçait aucun droit de propriété



était fallacieux. En réalité, leur non-privatisation et l'absence de transaction marchande n'excluent pas des formes spécifiques de propriété et d'usage adaptées aux particularités des communs et issues de négociations guidées par un ensemble de règles – définissant ce qui est requis, interdit ou permis – et de normes – acquises dans un cadre communautaire et ne visant pas à en retirer un gain matériel ou à éviter un coût à court terme. Elle propose d'appeler communs les systèmes de règles et de normes, et non plus uniquement les biens sur lesquels celles-ci portent [Crawford, Ostrom, 1995]. Partant, si les biens communs sont un construit institutionnel fait de règles et de normes préexistant aux PSE, ceux-ci ne pourront pas en faire abstraction. Ce d'autant plus que les coûts de transaction liés à la conception et à l'application des PSE y sont corrélés [Ostrom, Hess, 2007]. Or ces règles et ces normes ne sont pas forcément compatibles avec la logique marchande. Par extension, quel que soit le type de biens auxquels on envisage d'adosser des PSE (biens de club, biens communs, etc.), il serait non pertinent d'imaginer que les PSE se font jour dans des contextes donnant toujours à la privatisation et à la régulation marchande toute latitude pour s'y imposer. L'éviction, par les PSE, des normes sociales non marchandes n'est certes pas à exclure, mais elle n'est qu'une possibilité parmi d'autres, pas une fatalité.

C'est dans cette optique concevant les PSE comme des institutions émergentes liées aux règles et aux normes sociales organisant l'action collective qu'ont travaillé Hayes [2012] et Shapiro-Garza [2013], dont l'objectif heuristique est de comprendre comment les PSE entrent en relation avec les formes organisationnelles (pré)existantes. Nous nous proposons d'analyser les initiatives de PSE dans le département de Santa Cruz à l'est de la Bolivie dans le prolongement de ces travaux.

Choisir un référentiel permettant de travailler sur ce qui est susceptible, dans une structure institutionnelle faite de règles et de normes, d'entrer en résonance avec la mise en place de PSE constitue toutefois un préalable pour guider l'analyse. À cette fin, nous mobilisons le cadre conceptuel polanyien, lisant l'activité économique comme « un ensemble de mouvements de production, de circulation et d'appropriation de biens matériels » qui « acquiert unité et stabilité car il est institutionnalisé, fonctionne comme ou à travers des institutions, c'est-à-dire des rapports sociaux généraux des hommes entre eux ou au sein d'une société » [Godelier, 1975, p. 14]. Polanyi considère ainsi que l'activité économique est encadrée, car « englobée dans des institutions économiques et non économiques » [Polanyi, 1975, p. 244]. Cette conception d'une économie incluse dans diverses logiques d'organisation sociale permet à Polanyi de suggérer l'existence de trois modes d'intégration conférant « unité et stabilité aux "économies empiriques" : la réciprocité, l'échange marchand et la redistribution » [Polanyi et al., 1975, p. 244, cité in Servet, 2007, p. 261]. Ces types idéaux d'arrangements institutionnels sont vus comme « l'expression (...) des rapports sociaux (...), [et] traduisent la présence et la logique de fonctionnement de structures sociales » [Godelier, 1975, p. 18].

La redistribution désigne « des mouvements d'appropriation en direction d'un centre, puis de celui-ci vers l'extérieur » [Polanyi, 1975, p. 245]. Elle suppose l'existence d'une structure sociale avec un « centre établi antérieurement » au sein d'un groupe [Polanyi, 2011 (1977), p. 81]. L'échange marchand, quant à lui, suppose, d'une part, l'existence d'individus « vecteurs de mobiles économiques individuels autonomes » [Servet, 2007, p. 262], indépendants, équivalents – donc interchangeables – et, d'autre part, l'émergence « d'un marché créateur de prix » [Polanyi, 1975, p. 245]. La réciprocité est, elle, un système complexe, non réductible au système de

dons/contre-dons. Elle implique des relations « de complémentarité et interdépendance volontaires » et donc des individus « non superposables » et par là même non commutables [Servet, 2007, p. 264]. Si une aide est reçue, une prestation en retour n'est « pas obligatoire en termes contractuels ou dans l'absolu : [elle] est attendu[e] en termes de sociabilité et d'humanité » [Sabourin, 2007a, p. 202]. En conséquence, si l'échange marchand constitue « une transaction portant sur des objets », la réciprocité consiste en une « relation entre les personnes » [Sabourin, 2007b, p. 44]. La portée matérielle de la réciprocité ne constitue donc pas la motivation unique et principale de l'entrée en relation, contrairement aux liens d'amitié, de confiance et à la cohésion produite par la réciprocité [Temple, Chabal, 1995]. Aristote différenciait déjà la réciprocité proportionnelle (assimilable à l'échange marchand) ayant pour finalité la justesse de l'échange et la réciprocité incommensurable ayant pour finalité un projet commun, la création de « ces liens fondamentaux qui renforcent la moralité d'un individu » (Aristote, cité dans Cattacin [2001, p. 2]). La réciprocité participe aussi d'attentes normatives liées à une recherche de reconnaissance intersubjective et non de maximisation de l'utilité individuelle [Habermas, 1987 ; Honneth, 2000].

Polanyi pose que ces modes d'intégration (échange marchand, réciprocité, redistribution) ne sont ni exclusifs ni hiérarchisables et coexistent dans différentes configurations historiquement situées [Servet, 2007]. Dans cette perspective, Sabourin [2007a] montre que si l'on imagine souvent que le marchand « s'est imposé progressivement, parvenant à se superposer aux pratiques de réciprocité et à les masquer » [art. cité, p. 214], les observations témoignent d'une non-éradication des logiques redistributives et réciprocitaires. Sabourin [2012] identifie trois relations possibles entre ces modes d'intégration : la juxtaposition (pas de coordination entre les logiques) ; la contradiction avec des tensions pouvant mener à la « paralysie mutuelle des deux systèmes ou à la domination de l'un sur l'autre » [op. cit., p. 235] ; la complémentarité, soit un interfaçage des trois logiques sans éviction d'un ou de plusieurs modes d'intégration. Laville [2007] postule que la complémentarité échange marchand-réciprocité-redistribution est la configuration la plus souhaitable, en ce sens qu'elle permet de « cumuler les avantages de l'économie monétaire, source de liberté individuelle par le marché et facteur d'égalité par la redistribution, avec ceux de l'économie non monétaire qui contextualise les échanges et les sort de l'anonymat » [p. 98]. Cet interfaçage constitue par ailleurs le fondement de l'économie sociale et solidaire : un ensemble de pratiques économiques « mixtes, où l'impulsion réciprocitaires est amplifiée par le recours au marché et à la redistribution dans le fonctionnement d'institutions micro-économiques » [ibid., p. 96].

La capacité analytique du référentiel polanyien possède cependant des limites. Bien que Polanyi ait rendu explicite la « place changeante de l'économie dans diverses sociétés » [Godelier, 1974, p. 24] et « l'analyse de[s] conséquences [de l'ordre économique libéral] sur la démocratie » [Laville, 2008, p. 3], il n'a pas élaboré, au contraire des approches néo-institutionnalistes [Rizza, 2008], une théorie des processus contribuant à la formation des institutions économiques, pas plus qu'élucidé pourquoi les individus sont conditionnés, dans leurs choix, par des règles et des normes qu'ils ont contribué à créer. Toutefois, même si la portée du référentiel polanyien est limitée de par son objectif initial – celui de montrer que tant le libéralisme que la planification centralisée prétèrent le contrôle social de notre devenir [Maucourant, Plociniczak, 2011] –, son utilisation comme « grille d'analyse permettant d'appréhender le caractère pluriel de l'économie réelle par la mise en évidence d'une diversité de principes économiques » [Laville, 2008, p. 8]



contribue à « rendre plus lisible une réalité complexe et variée et d'avoir des grilles de lectures ordonnant une grande diversité » [Roustang, 2006, p. 8].

Les concepts polanyiens ont été utilisés à large échelle, notamment pour l'analyse de l'économie solidaire au Brésil [Lemaître, 2009] et en Europe [Degavre, Lemaître, 2008], ou encore celle de sociétés paysannes au Brésil, en Nouvelle-Calédonie et en France [Sabourin, 2012]. Hillenkamp [2008] y a également recouru pour rendre compte de l'économie populaire en milieu urbain en Bolivie. Nous l'appliquons au contexte rural bolivien où les normes de réciprocité et redistribution dans leurs versions traditionnelles (ayne, minga) sont encore prégnantes [Sabourin, 2012].

#### ***11.2.4 La Bolivie entre tentation néolibérale et économie plurielle***

Historiquement, la gouvernance néolibérale de l'environnement a trouvé dans l'Amérique latine des années 1970-1990 un « terrain fertile » [Arbona, 2007]. Elle a cependant par la suite rencontré de fortes oppositions, tant et si bien que la région « oscille aujourd'hui entre néodéveloppementalisme extractiviste insoutenable et constructions-expérimentations de modèles de développement alternatifs » [Chartier, Löwy, 2013, p. 15]. Ces résistances sont observables en Bolivie, considérée comme une « ligne de front insurrectionnelle » des mouvements sociaux de contestation en Amérique latine [Hylton, Thomson, 2005, p. 41, notre traduction].

La Bolivie a en effet connu, suite aux réformes néolibérales effectuées dans les années 1980, un contre-mouvement – notamment lors des protestations contre la privatisation des services d'eau en 2000 et durant les révoltes qui suivirent dans les zones rurales de Cochabamba – exigeant que soient développées une économie et une gestion des ressources naturelles intégrant la cosmologie indigène andine, célébrant la complémentarité entre les éléments (le chaud et le froid, la femme et l'homme, l'homme et la nature) : « À chaque être et à chaque action correspond un élément complémentaire qui constitue ainsi un tout intégral » [Valdivia, 2006, p. 2, notre traduction]. L'individu y est considéré comme « inséré dans un système de relations multiples » lesquelles sont des « garanties de vies » [Valdivia, 2006, p. 2, notre traduction]. Cette complémentarité engendre la « responsabilité partagée de répondre à une obligation mutuelle » [Porter, Monard, 2001, p. 6, notre traduction], assimilable, pour partie, aux principes de réciprocité et de redistribution. Elle est mise en pratique dans les régions rurales boliviennes par l'ayne et la minga, organisant le travail agricole.

L'ayne est une relation personnalisée où un membre de la communauté fournit son aide à un autre membre. Cette aide ne fait pas l'objet d'un contrat mais d'une obligation morale de retourner l'aide sous une forme qui peut différer et dans une temporalité large. L'aide peut être rendue par un autre membre de la famille de la personne l'ayant reçue. L'ayne n'a ainsi pas uniquement pour objectif de satisfaire à un besoin de main-d'œuvre à un moment donné mais aussi de créer « un lien affectif qui perdure et dépasse la satisfaction des besoins matériels immédiats » [Michaud et al., 2003, p. 7, notre traduction]. Lors d'une minga, une autorité locale mandate un groupe de personnes pour créer des infrastructures collectives. Bien qu'elle relève plutôt d'une logique redistributive, la minga peut toutefois être aussi initiée par les membres de la communauté pour des activités – p.ex. désherbage ou récolte – sur les champs d'un membre de la communauté. Celui-ci se charge de fournir nourriture et boissons et d'organiser une fête en fin de journée avec

distribution de chicha (boisson traditionnelle de maïs fermenté). Il sera moralement obligé de participer à la prochaine minga demandée.

Cette économie indigène a été encouragée par Evo Morales, dont l'ambition est d'instaurer une économie plurielle, composée de quatre piliers complémentaires et articulés [Wanderley, 2010] : une économie communautaire (à forte composante indigène et basée sur le principe de réciprocité) ; une économie étatique (redistributive) ; une économie privée (marchande) et une économie coopérative. Cette économie plurielle est formalisée dans la loi-cadre n° 300 sur la Terre Mère – e.g. article 4, alinéa 15 –, qui la reconnaît comme un modèle économique spécifiquement bolivien, basé sur les principes de complémentarité, réciprocité, solidarité, redistribution, égalité, durabilité, équilibre et harmonie [Ministerio de Medio Ambiente y Agua, 2012], assimilables, tout en les dépassant, aux modes d'intégration évoqués par Polanyi.

C'est sur cette base que le gouvernement Morales s'est opposé dès 2010 à l'initiative REDD+ et au principe de PSE, considérant que leur implantation contribuerait à marginaliser les principes non marchands et l'économie indigène. Cette hostilité au sommet de l'État n'a toutefois pas empêché le développement d'initiatives de PSE au niveau local, tels que les Acuerdos Recíprocos por el Agua (ARA) mis en place, dès 2003, par la fondation Natura Bolivia dans le département de Santa Cruz. Territoire marginal, isolé et faiblement peuplé jusque dans les années 1950 – bien que recouvrant un tiers de la superficie du pays –, le département de Santa Cruz a connu une évolution économique spectaculaire dans la seconde moitié du XXe siècle [Rolland, Chassin, 2007]. La découverte de gisements de gaz exploitables en 1990 va achever d'accroître le poids économique de la région. Les zones rurales du département – dont les vellétés indépendantistes sont connues – sont loin d'être homogènes en termes sociaux et environnementaux. Les campesinos (paysans descendants des colons européens ne revendiquant pas une identité indigène), les exploitants agro-industriels, les indigènes locaux et les migrants indigènes andins y coexistent, exploitant la terre selon des modalités différentes.

Les Acuerdos Recíprocos por el Agua (ARA) de la fondation Natura Bolivia ont fait l'objet de plusieurs recherches, notamment en raison de l'obtention de prix internationaux (le International Resource Award for Sustainable Watershed Management de SwissRe en 2010 et le Innovation Marketplace Award du CGIAR en 2006, conjointement avec le CIFOR). Les études menées se sont toutefois essentiellement concentrées sur l'analyse de la pertinence environnementale et économique des PSE [Asquith, Vargas, 2007 ; Asquith et al., 2008 ; Le Tellier et al., 2009 ; Robertson, Wunder, 2005] en négligeant celle des PSE en tant construits institutionnels liés à une architecture spécifique de règles et de normes marchandes, réciprocitaires et redistributives. Pour y suppléer nous avons mené, durant les automnes 2012 et 2013, des entretiens avec des participants au système ARA, complétés par une analyse de documents relatifs.

### ***11.2.5 Acuerdos Recíprocos por el Agua (ARA): origine et systèmes d'acteurs***

Les ARA ont été instaurés dès 2003 à l'initiative de la fondation Natura Bolivia qui les considère comme « un système communautaire innovant de compensations pour services environnementaux hydriques » [Natura Bolivia, 2004, p. 1, notre traduction]. La fondation Natura Bolivia est une organisation non gouvernementale sans but lucratif, basée à Santa Cruz et active dans la région depuis le début des années 2000. Selon son directeur scientifique, la fondation naît à un moment

où le champ de la conservation de la nature est « à la recherche de nouvelles réponses, qui soient plus efficaces et plus justes » [H. Azurduy, Fondation Natura Bolivia, octobre 2012]. La fondation Natura Bolivia concentre son intérêt sur trois services environnementaux pouvant être fournis par les acteurs en amont des bassins versants locaux, par la conservation de la forêt au profit des individus vivant en aval : la qualité de l'eau, la régulation du débit et la conservation de la biodiversité. Les ARA ont été développés au sud du parc national Amboro et à proximité de la frontière avec le département de Cochabamba. Il s'agit d'une zone de transition entre deux régions socio-écologiques : la zone quechua de l'altiplano et la zone tropicale guarani. Originellement campesina, cette région capte depuis quelques dizaines d'années des migrants indigènes des régions andines (essentiellement quechuas) et des plaines (principalement guaranis).

Les prestataires de services, composés essentiellement d'exploitants pratiquant une agriculture sédentaire non mécanisée sur brûlis (chaqueos), font partie de communautés établies en amont, administrativement liées aux municipalités en aval mais disposant de leurs propres autorités et organisées soit sur la base de syndicats agraires, soit sur celle d'Organisations Territoriales de Base (OTB), chargés d'organiser le travail collectif relatif à la création et au maintien d'infrastructures communes (écoles, routes, canalisations). Seuls les propriétaires *de jure* des parcelles forestières potentiellement concernées par un ARA peuvent devenir prestataires, alors que plupart des immigrants arrivés dans les dix dernières années n'accèdent à la terre que par la location ou des accords dits *al partido* (le propriétaire met à disposition l'accès à la terre et les engrais, l'exploitant fournit la semence et la récolte est divisée en deux). Les services environnementaux ARA sont donc systématiquement adossés en amont à des biens fonciers privés.

Les bénéficiaires sont des utilisateurs d'eau privés ayant créé, au sein des diverses municipalités, des coopératives dites de services publics – une par municipalité, sauf à El Torno qui en compte deux dans le village-capitale municipal en raison d'une population relativement plus nombreuse –, chargées de leur approvisionnement en eau et de son assainissement. Malgré ce que pourrait donner à penser leur appellation, ces coopératives ne fournissent pas un service à l'ensemble de la collectivité. Leur budget est alimenté par les apports de leurs membres (dépôt initial et factures d'eau). Les autorités municipales fournissent au besoin une assistance technique pour la création et l'entretien des infrastructures mises en place par ces coopératives, en échange de l'organisation par celles-ci de campagnes de sensibilisation sur les bons usages de l'eau (lutter contre le gaspillage, éviter les contaminations, etc.). Dans la zone étudiée, cinq municipalités ont vu la mise en place d'ARA (un par municipalité) (tableau 1).

**Tableau 1. Les municipalités et communautés participant aux ARA**

Municipalités	Villages en aval appartenant à la municipalité (village-capitale en italique) participant aux ARA	Communautés en amont appartenant à la municipalité et participant aux ARA
Los Negros	<i>Los Negros</i> , Pampagrande	Santa Rosa de Lima, Palma Sola
Comarapa	<i>Comarapa</i> , Saipina	Verdecillos
El Torno	<i>El Torno</i> , Limoncito, Jorochito, La Angostura, San Luis, Santa Rita	Huaracal, Villa Paraiso, Quebrada Leon, La Lira
Mairana	<i>Mairana</i>	La Yunga, Cerro Verde
Quirusillas	<i>Quirusillas</i>	Philadelfia, Rodeo, San Luis

Les ARA fonctionnent sur la base d'une convention tripartite entre les acteurs en aval au sein d'une municipalité – soit le gouvernement municipal, la coopérative de services publics et la fondation Natura Bolivia – qui permet la création d'un fonds local destiné à compenser les acteurs en amont ayant décidé de mettre une partie de leur terre en conservation. Les fonds de la municipalité proviennent de la redistribution du budget national lié à la décentralisation des compétences de gestion environnementale ; ceux de la coopérative proviennent des membres qui acceptent de rajouter un à deux pour cent à leurs factures mensuelles d'eau pour alimenter le fonds ; ceux de la fondation Natura Bolivia ont pour origine des bailleurs de fonds internationaux tels que Forest Trends (une organisation états-unienne de conservation de la forêt à l'origine de l'initiative ecosystem marketplace), le PNUD, USAID, le Bureau de coopération suisse, ainsi que des organismes privés comme le groupe suisse de réassurance SwissRe à travers son programme de « responsabilité sociale ».

La fondation Natura Bolivia effectue régulièrement des réunions dites de socialisation dans les municipalités. Lorsqu'un gouvernement municipal et une coopérative acceptent de participer à un ARA, ces réunions sont alors effectuées au sein des communautés en amont. Si des membres de ces communautés expriment leur intérêt de participer au système, une équipe technique de la fondation Natura Bolivia s'occupe de mesurer les hectares mis en conservation. Des contrats privés sont ensuite établis entre le directoire du fonds (représentants de la coopérative de services publics, de Natura Bolivia et de la municipalité) et les prestataires de services en amont, confirmant les surfaces mises en conservation, les activités permises et non permises, et stipulant la durée du contrat, entre 3 et 20 ans. Le montant de la compensation varie en fonction de la distance des terrains au cours d'eau et du nombre d'hectares de forêt conservés. La somme est supposée être négociée entre les acteurs en aval et en amont (ce qui de fait n'est pas le cas). Entrent alors dans le schéma uniquement les prestataires potentiels de services à qui la compensation convient [P. Pinto, Fondation Natura Bolivia, octobre 2012]. Les compensations ne se font pas sous forme monétaire, mais en nature : ruches, plants d'arbres fruitiers, de cacao ou de café, fils barbelés, tubes de polystyrène, réservoirs d'eau, etc., selon les préférences des paysans-prestataires. S'y ajoutent des formations techniques et le soutien des municipalités à la constitution de coopératives de producteurs pour la commercialisation des produits obtenus (miel, café, cacao, fruits).

Dans les premières années de mise en place des projets, la fondation Natura Bolivia a régulièrement organisé des réunions auxquelles participaient les différents acteurs. Par la suite, cette responsabilité a été déléguée aux coopératives de services publics responsables de la gestion du fonds, voire sur demande à d'autres acteurs. Récemment, la fondation Natura Bolivia a mis en place une Escuela ARA (École ARA), censée contribuer à l'échange d'expériences et à la socialisation entre les différents acteurs.

### **11.2.6 ARA : des PSE hybrides**

À la suite, d'une part, des entretiens effectués avec des membres des coopératives, des municipalités, de la fondation Natura Bolivia et d'une trentaine de prestataires et de futurs prestataires de services en amont, et, d'autre part, de l'analyse de documents des différentes parties prenantes, il a été possible de déterminer, à l'aune de la grille de lecture polanyienne, les logiques mobilisées et combinées au sein des ARA. Le tableau 2 rappelle les critères permettant d'identifier les trois modes d'intégration définis par Polanyi. L'application de ce filtre interprétatif aux initiatives ARA en révèle le caractère hybride, ces PSE empruntant, dans leur conception et leur mise en pratique, tant aux logiques marchandes que réciprocitaires et redistributives.

**Tableau 2. Critères d'analyse polanyiens**

	<b>Réciprocité</b>	<b>Redistribution</b>	<b>Échange</b>
<i>Personnalisation de l'échange</i>	Relation personnalisée et individualisée	Relation entre des groupes d'individus et une autorité	Commutabilité des partenaires
<i>Formalité des modalités d'échange</i>	Obligation morale	Obligation morale et/ou contractuelle	Obligation contractuelle
<i>Temporalité de l'échange</i>	Durée indéterminée	Durée indéterminée ou déterminée	Durée déterminée
<i>Définition de la valeur</i>	Par la coutume	Par l'autorité centrale	Par le marché créateur de prix
<i>Finalité de l'échange</i>	Cohésion sociale	Projet collectif et/ou mutualisation des coûts	Maximisation de l'utilité – au sens de Pareto

Diverses caractéristiques inscrivent les ARA dans une logique marchande. Premièrement, l'essentiel des bénéficiaires de services en aval interrogés ne souhaitent pas avoir de relations personnalisées avec des prestataires. Seules comptent la conservation effective des forêts en amont et la préservation ou l'augmentation de la productivité agricole en aval qui en découle. Les coopératives de services publics de Mairana et Comarapa ont d'ailleurs commencé à acheter, dans la mesure du possible, les terrains les plus proches des prises d'eau approvisionnant les municipalités en aval, qualifiant cette pratique de plus sûre et avec plus de garantie de conservation des terrains que le PSE. Deuxièmement, les prestataires désirent que la compensation leur parvienne dans un délai relativement court après la signature du contrat et apprécient que ce délai soit mentionné à l'avance et respecté. La volonté de préciser les temporalités de la compensation (du retour de l'aide) ne correspond pas aux logiques réciprocitaires. Reste que ce qu'est un contrat – inexistant dans l'économie traditionnelle – n'est pas toujours bien compris par les prestataires indigènes, certains interprétant le fait d'accoler sur le papier leurs noms à ceux des représentants des bénéficiaires et de la fondation Natura Bolivia



comme un engagement à ce que la relation sera personnalisée et perdurera au-delà des échéances fixées. La signature d'un contrat est également parfois mal vécue par les prestataires, car elle tend à être considérée comme une preuve de la défiance des bénéficiaires, dont beaucoup n'ont effectivement « pas assez confiance en ceux d'en haut, du moins ceux qu'on ne connaît pas » [A. Illañez, Los Negros, novembre 2012]. Les bailleurs de fonds de la fondation Natura Bolivia considèrent eux aussi le contrat comme un gage de sécurisation des fonds investis [P. Pinto, Fondation Natura Bolivia, octobre 2012].

Si la qualité de l'eau en aval et la biodiversité des terrains conservés en amont sont mesurées par les équipes techniques de la fondation Natura Bolivia et par celles des coopératives de services publics et des municipalités, leur valeur n'est toutefois pas déterminée par le jeu de l'offre et de la demande des partenaires, ce qui s'éloigne de la logique marchande. La fourniture du service est tout d'abord forfaitairement déduite de l'appartenance de la parcelle au modèle d'écoulement du bassin versant (défini par un système d'information géographique) et de la distance au cours d'eau et aux sources. Ce sont ensuite, dans un mode redistributif, les municipalités et les coopératives de services publics qui en décident la valeur et les montants associés, lesquels sont ensuite fixes et ne varient pas en fonction de la demande et de l'offre. Les prestataires se contentent dès lors de pouvoir choisir la forme que prendra la compensation matérielle. Le monitoring consiste ensuite à vérifier la non-exploitation de la parcelle sous contrat et à mesurer l'amélioration de la qualité de l'eau sans en déduire de manière précise la part induite par la conservation. La création des fonds récoltant les contributions qui seront ensuite versées aux acteurs en amont participe, elle aussi, d'une logique de redistribution, car elle nécessite que le comité gérant ce fonds – constitué de représentants des différents groupes d'acteurs en aval et présidé par une coopérative de services publics de chaque municipalité – soit légitimé comme centre.

En ce qui concerne le mode réciprocaire, les responsables de la fondation Natura Bolivia estiment que l'acceptabilité des ARA a été facilitée par la pratique traditionnelle de l'ayne : « L'ayne fonctionne sur la réciprocité : si je t'aide à semer, tu m'aides à récolter, etc. Ainsi nous faisons la même chose, de l'ayne, mais avec la forêt. Quand nous présentons les choses ainsi, les gens comprennent plus rapidement le principe des ARA » [H. Azurduy, Fondation Natura Bolivia, octobre 2012]. Cette mise en perspective, par la fondation Natura Bolivia, des ARA avec l'ayne trouve un écho parmi les prestataires, même si ce lien n'est que rarement explicité. Seuls deux prestataires sur 70 ont spontanément décrit les ARA comme des mécanismes similaires à l'ayne.

La réciprocité entre également en jeu lorsque les prestataires évaluent l'impact des ARA. Les entretiens ont montré que la motivation principale évoquée par les prestataires de services pour participer à un ARA était l'espoir qu'il contribue à l'amélioration du bien-être collectif dans les communautés. La capacité des ARA à le faire n'est toutefois pas évaluée par les prestataires qu'à l'aune des compensations matérielles promises et des bénéfices espérés des nouvelles productions permises (miel, café, etc.), difficiles à estimer. L'aptitude des ARA à préserver – et générer – du lien social et de la reconnaissance, au sens de Honneth [2000], est considérée comme essentielle. Les prestataires soulignent que la mise en place des ARA et les discussions relatives ont amélioré, autour d'un projet collectif, le sentiment d'appartenance communautaire et les relations avec les autres acteurs : « Ce serait même bon de faire plus de réunions avec tous les participants, que nous

participions tous, aussi pour discuter d'autres problèmes que nous avons et juste pour se rencontrer et partager. » [J. Caldero, Los Negros, octobre 2012] La relation est valorisée per se et pas uniquement pour les gains matériels induits, même s'il va de soi que l'amélioration de la relation avec la municipalité permet potentiellement d'avoir accès à de nouvelles ressources. « Avant, il n'y avait pas de relations [avec le conseil municipal]. Ce dernier ne soutenait pas les communautés en amont, il disait que c'était gaspiller de l'argent. (...) Maintenant il y a plus de relations avec le conseil municipal, et nous avons signé un accord avec eux (...) je crois que c'est ça le changement le plus important. Parce que s'il n'y a pas de relations au sein de la communauté et aussi avec nos amis qui vivent en bas au village et dans les autres communautés, on n'est pas grand-chose... on ne peut pas vivre bien et être heureux. » [D. Marcelino, Comunidad Palma Sola, Los Negros, octobre 2012]

Les prestataires de services expriment également un désir de personnalisation de l'échange, en exigeant de traiter toujours avec les mêmes personnes de la fondation Natura Bolivia et des coopératives en aval. Cette volonté est illustrée par le souhait d'immortaliser chaque rencontre et chaque événement (signature de contrat, séances de formation technique en apiculture, etc.) par des photos des différents participants. Un sentiment d'abandon a été mentionné à plusieurs reprises par des prestataires regrettant le manque d'interaction avec certains membres de la fondation Natura Bolivia et des coopératives : « À présent ils ont étendu le projet à d'autres municipalités (...) et ils ne se sont plus occupés de nous [nos han descuidado]. Avant, 5 à 6 personnes de Natura et d'en bas venaient par semaine, pour socialiser, donner des formations (...), mais à présent ils ne viennent plus, ils nous ont abandonnés pour ainsi dire. » [L. Patiño, Comunidad Santa Rosa, Los Negros, septembre 2013] ; « Une fois que tu as signé le contrat, plus personne ne nous rend visite (...) cela fait 8 mois que plus personne n'est venu. » [L. Asillo, El Torno, octobre 2012] Ce qui pourrait être a priori considéré comme des coquetteries révèle en réalité, pour les responsables de la fondation Natura Bolivia, que les ARA sont investis chez les prestataires d'une dimension symbolique liée à la logique de réciprocité encore prégnante au sein des communautés en amont, en porte-à-faux avec les logiques mobilisées par les autres acteurs, plus sensibles aux modes d'intégration marchand et redistributif [H. Azurduy, Fondation Natura Bolivia, octobre 2012]. Ce sentiment d'abandon a motivé, entre 2011 et 2012, le retrait de certains prestataires de la communauté de Santa Rosa (ARA de Los Negros) [L. Patiño, Comunidad Santa Rosa, Los Negros, octobre 2013]. La fondation Natura Bolivia a réussi à faire revenir certains d'entre eux, sans augmentation des tarifs proposés, mais en faisant en sorte que plus d'attention leur soit portée (réunions regroupant prestataires et bénéficiaires, création d'événements festifs, etc.). La fondation Natura Bolivia effectue ainsi un important travail de médiation afin de faire comprendre aux bénéficiaires que la pérennisation des ARA nécessite la prise en considération des représentations et des aspirations des prestataires. Cette action est d'autant plus nécessaire que le peu de place fait à la réciprocité dans les principes guidant l'action des coopératives de services publics – plus sensibles à la logique marchande et souhaitant, par là même, une dépersonnalisation et une commutabilité des relations – fragilise les modalités actuelles de la régulation des ARA telles que voulues par la fondation Natura Bolivia. Les divergences entre bénéficiaires et prestataires quant à leur souhait d'inscrire leurs échanges dans une logique marchande ou réciprocaire n'ont jusqu'à présent pas abouti à la domination d'un mode d'intégration sur l'autre parce que la fondation Natura Bolivia a souhaité et organisé un relatif

équilibre entre les pouvoirs de négociation des acteurs impliqués. Si son rôle n'est pour l'instant contesté ni par les coopératives de services publics ni par les municipalités, un conflit à l'issue incertaine pour l'évolution des ARA n'est pas à exclure si la fondation Natura Bolivia voyait diminuer sa capacité à amener les parties prenantes à faire des concessions mutuelles.

L'utilisation discursive de la réciprocité par la fondation Natura Bolivia (ne serait-ce que dans l'appellation des ARA : accords réciproques pour l'eau) doit également être soulignée. Même s'il s'agit largement d'une instrumentalisation politique – dans la mesure où l'usage du terme réciprocité permet aux ARA d'être en phase avec la politique nationale refusant les PSE strictement marchands –, elle évite une disqualification des traditions indigènes andines en montrant qu'elles n'ont pas à se dissoudre dans la logique marchande. À noter que Wunder et Vargas [2005] ont montré que, dans le cas des PSE boliviens liés à la séquestration du carbone, le terme « paiements » et la référence au marché n'étaient guère utilisés, certains « paysans andins cro[yant] que la commercialisation du carbone signifie “vendre de l'oxygène aux gringos” » [art. cité, p. 28, notre traduction].

À la lumière des différents concepts identifiés par Polanyi, les ARA apparaissent ainsi comme des outils encastrés dans un contexte institutionnel mobilisant différentes formes d'intégration, irréductibles – et dans leur fonctionnement et dans leur perception – à une transaction marchande. Les ARA combinent eux-mêmes des pratiques et des représentations relevant tout autant des logiques de réciprocité que des logiques marchandes et redistributives. Cette articulation est d'autant plus nécessaire que des apories (information imparfaite quant aux services rendus, dissociation intérêt privé en amont/intérêt collectif en aval, etc.) rendraient difficile une coordination strictement marchande. On retrouve ainsi l'intuition polanyienne selon laquelle le marchand doit sa reproduction au fait qu'il est adossé, selon des configurations variables, au réciprocaire et au redistributif.

### **11.2.7 Conclusion**

Le référentiel polanyien suggère qu'il convient de nuancer l'idée selon laquelle la mise en place de PSE contribuerait à une éviction des normes non marchandes dans la gestion des ressources environnementales. Dans cette perspective, la dimension marchande des PSE ne saurait exclure, voire nécessiterait, la mobilisation conjointe des principes de réciprocité et de redistribution dans leur mise en pratique. Les PSE de la fondation Natura Bolivia témoignent d'un tel fonctionnement hybridant échange marchand, redistribution et réciprocité. Les initiatives ARA apparaissent comme une illustration de ce que Cleaver [2012] dénomme un bricolage institutionnel. Les changements des pratiques « se font et se feront par des procédés de construction de groupes et d'institutions nouvelles à côté et au-dessus des anciennes » [Mauss, cité dans Laville, 2008, p. 9].

L'hybridité des ARA est à triple dividende. En sus de la conservation de services de régulation hydrique, elle permet non seulement de disposer, via les modes d'intégration réciprocaire et redistributif, de mécanismes de coordination et d'aide à la décision aptes à se substituer à la logique marchande lorsqu'elle ne peut pas s'appliquer, mais aussi de réduire la vulnérabilité et la périphérisation des communautés paysannes en amont, en favorisant tout autant leur bien-être matériel – par les compensations – que la mise en place de relations personnalisées et supposées



pérennes entre ces dernières et les bénéficiaires en aval, génératrices de capital social [Hickey, Du Toit, 2007].

Le référentiel polanyien, pour lequel les contextes sont déterminants, oblige toutefois à considérer que ces constats ne sauraient être généralisés. Les effets vertueux de l'hybridation des logiques réciprocity, marchandes et redistributives sont liés aux normes, aux règles, aux caractéristiques des services environnementaux concernés, à celles des biens auxquels ils sont liés, mais également au fait que les acteurs locaux, qu'ils soient prestataires ou bénéficiaires de service, disposent *de facto* d'une large autonomie face aux autorités nationales et à l'action médiatrice de la fondation Natura Bolivia, soucieuse que les ARA soient un compromis entre les aspirations des acteurs impliqués. Partant, si la complémentarité échange marchand-réciprocité-redistribution agit positivement sur le fonctionnement des ARA, l'on ne saurait en induire qu'elle peut et doit être reproduite à d'autres PSE.

### **11.2.8 Références**

Alchian A.A., Demsetz H. (1973), « The property right paradigm », *Journal of Economic History*, vol. 33, n° 1, p. 16-27.

Arbona J.M. (2007), « Neo-liberal ruptures: local political entities and neighbourhood networks in El Alto, Bolivia », *Geoforum*, vol. 38, n° 1, p. 127-137.

Asquith N., Vargas M.T. (2007), *Fair Deals for Watershed Services in Bolivia*, IIED, Londres.

Asquith N., Vargas M.T., Wunder S. (2008), « Selling two environmental services: In-kind payments for bird habitat and watershed protection in Los Negros, Bolivia », *Ecological Economics*, vol. 65, n° 4, p. 675-684.

Aznar O. Guérin M., Perrier-Cornet P. (2007), « Agriculture de services, services environnementaux et politiques publiques: éléments d'analyse économique », *Revue d'économie régionale & urbaine*, n° 4, p. 573-587.

Barnaud C., Antona M., Marzin J. (2011), « Vers une mise en débat des incertitudes associées à la notion de service écosystémique », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, en ligne : <http://vertigo.revues.org/10905>.

Büscher B., Arsel M. (2012), « Introduction: neoliberal conservation, uneven geographical development and the dynamics of contemporary capitalism », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 103, n° 2, p. 129-135.

Cattacin S. (2001), « Réciprocité et échange », *Revue internationale de l'économie sociale*, vol. 80, n° 279, p. 71-82.

Chartier D., Löwy M. (2013), « L'Amérique latine, terre de luttes socio-écologiques », *Écologie & Politique*, vol. 46, n° 1, p. 13-20.

Cleaver F. (2012), *Development Through Bricolage: Rethinking Institutions for Natural Resource Management*, Routledge, Londres.

Coriat B. (2013), « Le retour des communs », *Revue de la régulation*, 14, en ligne : <http://regulation.revues.org/10463>.

*11.2 Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocitaires, redistributives et marchandes*

---

Corbera E., Brown K., Adger W.N. (2007), « The Equity and Legitimacy of Markets for Ecosystem Services », *Development and Change*, vol. 38, n° 4, p. 587-613.

Corbera E. (2012), « Problematizing REDD+ as an experiment in payments for ecosystem services », *Current Opinion in Environmental Sustainability*, vol. 4, n° 6, p. 612-619.

Costanza R. et al. (1997), « The value of the world's ecosystem services and natural capital », *Nature*, vol. 387, n° 6630, p. 253-260.

Crawford S.E.S., Ostrom E. (1995), « A grammar of institutions », *American Political Science Review*, vol. 89, n° 3, p. 582-600.

Degavre F., Lemaître A. (2008), « Approches substantives de l'économie : des outils pour l'étude des organisations d'économie sociale », *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy*, 38, en ligne : <http://interventionseconomiques.revues.org/313>.

De Groot R.S., Wilson M.A., Boumans R.M.J. (2002), « A typology for the classification, description and valuation of ecosystem functions, goods and services », *Ecological Economics*, vol. 41, n° 3, p. 393-408.

Engberg-Pedersen P., Gibbon P., Raikes P. (dir.) (1996), *Limits of adjustment in Africa: the effects of economic liberalization, 1986-94*, Center for Development Research, Copenhagen.

Fletcher R., Breitling J. (2012), « Market mechanism or subsidy in disguise? Governing payment for environmental services in Costa Rica », *Geoforum*, vol. 43, n° 3, p. 402-411.

Godelier M. (1975), « Présentation », in K. Polanyi et al. (1957), *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie* (p. 9-32), Larousse, Paris.

Gómez-Baggethun E. et al. (2010), « The history of ecosystem services in economic theory and practice: From early notions to markets and payment schemes », *Ecological Economics*, vol. 69, n° 6, p. 1209-1218.

Habermas H. (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, Fayard, Paris.

Hardin G. (1968), « The tragedy of the commons », *Science*, vol. 162, n° 3859, p. 1243-1248.

Hayes T.M. (2012), « Payment for ecosystem services, sustained behavioural change, and adaptive management: peasant perspectives in the Colombian Andes », *Environmental Conservation*, vol. 39, n° 2, p. 144-153.

Hess C., Ostrom E. (dir.) (2007), *Understanding Knowledge as a Commons: From Theory to Practice*, The MIT Press, Cambridge MA.

Hickey S., Du Toit, A. (2007), « Adverse incorporation, social exclusion and chronic poverty », *Chronic Poverty Research Centre Working Paper*, en ligne : [http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=1752967](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1752967).

Hillenkamp I. (2008), « L'économie solidaire, un modèle alternatif de développement ? Une approche institutionnaliste illustrée par le cas de la Bolivie », présenté aux VIIIes Rencontres internationales du Réseau interuniversitaire de l'économie sociale et solidaire, Barcelone, en ligne : <http://econpapers.repec.org/paper/haljournal/halshs-00317894.htm>.

Hylton F., Thomson S. (2005), « The checkered rainbow », *New Left Review*, n° 35, p. 41-64, en ligne : <http://newleftreview.org/II/35/forrest-hylton-sinclair-thomson-the-chequered-rainbow>.

Honneth A. (2000), *La lutte pour la reconnaissance*, Cerf, Paris.

Ishizawa J. (2006), « Cosmovision and environmental governance », in W.V. Reid, F. Berkes, T.J. Wilbanks, D. Capistrano (dir.), *Bridging Scales and Knowledge Systems: Concepts and Applications in Ecosystem Assessment* (p. 207-224), Island Press, Washington.

Kosoy N., Corbera E. (2010), « Payments for ecosystem services as commodity fetishism », *Ecological Economics*, vol. 69, n° 6, p. 1228-1236.

Landell-Mills N., Porras I.T. (2002), *Silver bullet or fools' gold?: a global review of markets for forest environmental services and their impact on the poor*, IIED, Londres.

Laville J.-L. (2007), *L'économie solidaire : une perspective internationale*, Hachette, Paris.

Laville J.-L. (2008), « Encastrement et nouvelle sociologie économique : de Granovetter à Polanyi et Mauss », *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy*, en ligne : <http://interventionseconomiques.revues.org/245>.

Lemaître A. (2009), *Organisations d'économie sociale et solidaire: lectures de réalités Nord et Sud à travers l'encastrement politique et une approche plurielle de l'économie*, Université catholique de Louvain, Louvain, en ligne : [http://econpapers.repec.org/paper/nerlouvai/info\\_3ahdl\\_3a2078.1\\_2f73461.htm](http://econpapers.repec.org/paper/nerlouvai/info_3ahdl_3a2078.1_2f73461.htm).

Le Tellier V., Carrasco A., Asquith N. (2009), « Attempts to determine the effects of forest cover on stream flow by direct hydrological measurements in Los Negros, Bolivia », *Forest Ecology and Management*, vol. 258, n° 9, p. 1881-1888.

Maucourant J., Plociniczak S. (2011), « Penser l'institution et le marché avec Karl Polanyi », *Revue de la régulation*, 10, en ligne : <http://regulation.revues.org/9439>.

Mayer E. (2002), *The Articulated Peasant: Household Economies in the Andes*, Westview Press, Boulder CO.

McAfee K., Shapiro E.N. (2010), « Payments for ecosystem services in Mexico: nature, neoliberalism, social movements, and the state », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 100, n° 3, p. 579-599.

Michaud J., Gonzales M., Blanco E. (2003), « Territorialidades andinas de reciprocidad, la comunidad », in D. Temple (dir.), *Les estructuras elementales de reciprocidad*, Plural Editores, La Paz.

MEA-Millennium Ecosystem Assessment (2005). *Ecosystems and human well-being: synthesis*, Island Press, Washington.

Ministerio de Medio Ambiente y Agua (2012), *Ley marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien.*, Pub. L. No. 300 § Viceministerio de Medio Ambiente, Biodiversidad, Cambios Climaticos y de Gestion y Desarrollo Forestal.

*11.2 Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocatrices, redistributives et marchandes*

---

- Muradian R. et al. (2010), « Reconciling theory and practice: An alternative conceptual framework for understanding payments for environmental services », *Ecological Economics*, vol. 69, n° 6, p. 1202-1208.
- Muradian R. (2013), « Payments for ecosystem services as incentives for collective action », *Society & Natural Resources*, vol. 26, n° 10, p. 1155-1169.
- Muradian R., Gómez-Baggethun E. (2013), « The Institutional Dimension of 'Market-Based Instruments' for Governing Ecosystem Services: Introduction to the Special Issue », *Society & Natural Resources*, vol. 26, n° 10, p. 1113-1121.
- Narloch U., Pascual U., Drucker A.G. (2012), « Collective action dynamics under external rewards: experimental insights from Andean farming communities », *World Development*, vol. 40, n° 10, p. 2096-2107.
- Ostrom E. (1990), *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Pagiola S., Platais G. (2002), « Payments for environmental services », *Environmental Strategy Notes of the World Bank*, n° 3.
- Pagiola S. et al. (2004). *Paying for biodiversity conservation services in agricultural landscapes*, World Bank, Environment Department Paper, n° 96.
- Pearce D., Turner R.K. (1990), *Economics of Natural Resources and the Environment*, Harvester Wheatsheaf, Londres.
- Polanyi K. (1975), *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Larousse, Paris.
- Polanyi K. (2011), *La subsistance de l'homme : la place de l'économie dans l'histoire et la société*, Flammarion, Paris.
- Porter M., Monard K. (2001), « Ayni in the global village: building relationships of reciprocity through international service-learning », *Michigan Journal of Community Service Learning*, vol. 8, n° 1, p. 5-17.
- Reeson A., Tisdell J. (2010), « The market instinct: the demise of social preferences for self-interest », *Environmental & Resource Economics*, vol. 47, n° 3, p. 439-453.
- Rizza R. (2008), « Néo-institutionnalisme sociologique et nouvelle sociologie économique : quelles relations ? », *Revue Interventions économiques*, 38, en ligne : <http://interventionseconomiques.revues.org/292>.
- Robertson M. (2011), « Measurement and alienation: making a world of ecosystem services », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 37, n° 3, p. 386-401.
- Robertson N., Wunder, S. (2005), *Fresh tracks in the forest. Assessing incipient payments for environmental services initiatives in Bolivia*. CIFOR, Bogor.
- Rolland D., Chassin J. (dir.). (2007), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, L'Harmattan, Paris.

- Sabourin É. (2007a), « L'entraide rurale, entre échange et réciprocité », *Revue du MAUSS*, vol. 30, n° 2, p. 198-217.
- Sabourin É. (2007b), *Paysans du Brésil : entre échange marchand et réciprocité*. Quae, Versailles.
- Sabourin É. (2012), *Organisations et sociétés paysannes: une lecture par la réciprocité*. Quae, Versailles.
- Servet J.-M. (2007), « Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, contribution à une définition de l'économie solidaire », *Tiers Monde*, vol. 190, n° 2, p. 255-273.
- Shapiro-Garza E. (2013), « Contesting the market-based nature of Mexico's national payments for ecosystem services programs: Four sites of articulation and hybridization », *Geoforum*, vol. 46, p. 5-15.
- Sullivan S. (2010), « Green capitalism, and the cultural poverty of constructing nature as service provider », *Radical Anthropology*, n° 2, p. 18-27, en ligne : <https://siansullivan.files.wordpress.com/2010/02/sian-article.pdf>.
- Temple D., Chabal M. (1995), *La réciprocité et la naissance des valeurs humaines*, L'Harmattan, Paris.
- Valdivia M.P. (2006), « Cosmovisión Aymara y su Aplicación Práctica en un Contexto Sanitario del Norte de Chile », *Revista de bioética y derecho*, n° 7, p. 1-5.
- Van Hecken G., Bastiaensen J. (2010), « Payments for ecosystem services: justified or not? A political view », *Environmental Science & Policy*, vol. 13, n° 8, p. 785-792.
- Vatn A. (2010), « An institutional analysis of payments for environmental services », *Ecological Economics*, vol. 69, n° 6, p. 1245-1252.
- Wanderley F. (2010), « Pluralismo economico, Mercado y Estado », *Bolivian Research Review / RevistaE*, 8(2), en ligne : <http://www.bolivianstudies.org/revista/8.2/08.02.002.pdf>.
- Wunder S. (2005), « Payments for environmental services: some nuts and bolts », *CIFOR Occasional Paper*, n° 42, en ligne : [http://www.cifor.org/publications/pdf\\_files/OccPapers/OP-42.pdf](http://www.cifor.org/publications/pdf_files/OccPapers/OP-42.pdf).
- Wunder S., Vargas M.T. (2005), Beyond « markets » – why terminology matters. In R. Bayon, C. Nathaniel, A. Hawn (dir.), *The Tale of Two Continents – Ecosystem Services in Latin America and East and Southern Africa* (p. 27-31), Katoomba Group, Washington D.C.
- Wunder S., Engel S., Pagiola S. (2008), « Taking stock: a comparative analysis of payments for environmental services programs in developed and developing countries », *Ecological Economics*, vol. 65, n° 4, p. 834-852.

### 11.3 La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale

Cet article, soumis à la revue en ligne *ÉchoGéo*, dans la rubrique Sur le Vif, a été mis en ligne le 27 janvier 2016. L'autorisation de reproduction du texte se trouve en annexe. Il est disponible à l'adresse : <http://echogeo.revues.org/14442>. La revue *ÉchoGéo* est une revue à comité de lecture, listée par l'AERES.

La première auteure a fourni l'essentiel du cadrage théorique et conceptuel, de l'état de la littérature, de la collecte et de l'analyse de données, et de l'écriture.

Le deuxième auteur a effectué une analyse critique de la première version du texte, proposé un élargissement des références, une réorganisation de la structure argumentative, des améliorations de forme, a contribué à la rédaction et aidé à la prise en compte des remarques des relecteurs.

\*\*\*

#### *Auteurs*

Florence Bétrisey et Christophe Mager

#### *11.3.1 Résumés*

La contribution présentée lors de la Conférence sur le climat (COP 21) en décembre 2015 à Paris par les représentants boliviens a joui d'un certain écho médiatique. Elle entendait proposer des pistes d'action à double dividende, permettant à la fois d'aboutir à une gouvernance climatique plus « juste » et de construire un nouvel « horizon de civilisation » rompant avec le modèle de développement consumériste, extractiviste et capitaliste. Cet article a pour objectif de questionner, au prisme des différentes dimensions de la justice actuellement mobilisées (redistribution, reconnaissance et participation), les notions de justice sur lesquelles se fonde la contribution bolivienne, en différenciant deux niveaux: celui du discours et celui des outils proposés. Nous montrons qu'en privilégiant une conception redistributive de la justice, la contribution bolivienne tend paradoxalement in fine à ne pas pouvoir dépasser le « modèle de civilisation » et de développement qu'elle dénonçait.

The contribution presented in December 2015 at the Climate Conference (COP 21) in Paris by Bolivian officials enjoyed a certain media coverage. It proposed lines of action, allowing both to achieve a more "just" climate governance and to build a new "civilization horizon" breaking with the consumerist, extractive and capitalist model of development. This article aims to question, through the prism of the different dimensions of justice being mobilized (redistribution, recognition and participation), the notions of justice on which the Bolivian contribution is based. It identifies two levels: that of discourse, and that of the tools offered. We show that favouring a redistributive conception of justice, paradoxically the Bolivian contribution ultimately tends not to exceed the development model to which it objected.

#### *Entrées d'index*

Mots-clés : justice climatique, justice environnementale, Bolivie, COP 21, Rawls

Keyword : Climatic justice, Environmental justice, Bolivia, COP 21, Rawls, Vivir Bien



### **11.3.2 Introduction**

« La contribution nationale de la Bolivie en vue de la COP 21 classe le changement climatique dans les échecs de l'économie capitaliste, auquel le pays appelle à mettre fin » (Barbière, 2015, s.p.), pouvait-on lire le 13 octobre 2015 sur le site d'information en ligne EurActiv.fr. La délégation bolivienne aux Nations Unies entendait en effet, dans sa « contribution (...) déterminée au niveau national »<sup>1</sup> pour la COP 21, contester et bannir le « modèle de civilisation consumériste, belliciste et mercantiliste du capitalisme » (Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015). La remise en question du modèle actuel de distribution de droits à émettre des gaz à effets de serre (GES) entre les États était le levier principal sur lequel la Bolivie se proposait d'agir afin d'oeuvrer pour une gouvernance climatique globale plus « juste » (Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015).

Sachant que le caractère pluriel et polysémique de la justice est aujourd'hui largement reconnu (Sikor et al., 2014), le discours et les solutions proposées par le gouvernement bolivien amènent à s'interroger, dans un premier temps, sur les conceptions de la justice sur lesquelles se fonde la contribution bolivienne. Pour y répondre, nous reviendrons brièvement sur les différentes interprétations de la justice au sein du courant de la justice environnementale dans lequel s'insère la notion de justice climatique évoquée dans la contribution bolivienne. Nous ferons résonner cette dernière avec des fragments de discours recueillis par les auteurs depuis 2012 lors de participations à des conférences publiques données par des membres de la délégation bolivienne aux Nations Unies. Les discours du Président Evo Morales et de membres de son gouvernement seront aussi utilisés, tels que publiés dans des médias (télévisions et journaux) (non-)boliviens entre 2012 et 2015.

Dans un deuxième temps, nous montrerons comment, alors que le gouvernement bolivien se fait, discursivement, le chantre d'une promesse de renversement du modèle eurocentriste –pour reprendre l'expression d'Amin (1988)–, ses propositions ont paradoxalement pour incidence une légitimation, au moins partielle, du recours à un modèle de développement extractiviste au service d'une croissance chrématistique<sup>2</sup> (Martínez-Alier et al., 2010).

### **11.3.3. La multi-dimensionnalité de la notion de justice appliquée à l'environnement**

La notion de justice climatique évoquée dans les diverses stratégies se proposant de lutter contre le réchauffement climatique se réfère usuellement à une utilisation juste de l'espace atmosphérique, considéré comme une ressource environnementale commune (Page, 2011). L'annexe de l'Accord de Paris<sup>3</sup> à l'issue de la COP 21 y fait explicitement référence, arguant, selon Laurent Fabius, que les pays du Nord et ceux du Sud ont des « responsabilités communes mais différenciées » dans le changement climatique, et que leurs « capacités respectives » à y faire face sont inégales (cité dans Hir, 2015, s.p.). La justice climatique peut être comprise comme une sous-catégorie de la justice environnementale, définie comme « la justice entre les humains, au sujet de questions environnementales » (Schlosberg, 2007, vii, trad. pers.). Il s'agit donc bel et

---

<sup>1</sup> <http://www.planificacion.gob.bo/sites/folders/1.BOLIVIA%20CONTRIBUCI%C3%93N%20%28doc%29.pdf>

<sup>2</sup> La chrématistique est la science de l'enrichissement.

<sup>3</sup> <http://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/fre/109f.pdf>

bien d'une justice n'ayant pas comme objectif premier la protection de la nature, mais l'équité entre les individus, ce qui encourage certains auteurs à la considérer comme une « sous-catégorie de la justice sociale » (Vanderheiden & Sisson, 2010, p. 3, trad. pers.). Elle se place ainsi dans une vision anthropocentrée de la nature et se différencie de ce que Schlosberg (2007) appelle la justice écologique qu'il définit comme la justice envers la nature.

La notion de justice appliquée aux ressources et dommages environnementaux n'est pas récente, Blanchon et al. (2009) estimant que les mouvements sociaux des années 1980 aux États-Unis, « en relation étroite avec les mouvements des droits civiques » (op. cit. p. 37), sont les premiers à s'être revendiqués de la justice environnementale proprement dite. Sur le plan théorique, les travaux de Young (1990) et de Harvey (1996) sont considérés comme fondateurs du courant de justice environnementale. Sur cette base, les théories initiales de la justice environnementale, ainsi que les études empiriques s'y référant, se sont concentrées sur l'inégale répartition, parmi la population, des dysfonctionnements et dommages environnementaux (environmental burdens). Ce focus s'est par la suite élargi, en nourrissant largement la political ecology (Robbins, 2011), à l'étude de l'inégale répartition des bénéfices dérivés de l'environnement, ainsi qu'à l'inégale répartition des responsabilités et des coûts liés à la gestion des ressources naturelles (Walker, 2009). La dimension (re)distributive de la justice tient donc une place centrale dans ces théories initiales. La justice environnementale comme juste redistribution

L'idée d'une juste redistribution est issue d'une vision rawlsienne de la justice, fondée sur le principe de compensation des inégalités injustes (soit celles ne favorisant pas les plus démunis) et sur la reconnaissance d'inégalités justes (menant à la discrimination positive et aux initiatives pro-poor favorisant les plus moins bien dotés). La compréhension de la justice environnementale redistributive dépasse toutefois Rawls. Elle associe des références (1) à la question de l'accès aux ressources naturelles comme un droit fondamental (Perreault, 2014), ainsi (2) qu'au courant néo-marxiste, présent chez Harvey (1996), pour qui les inégalités environnementales sont « des formes d'oppression devant être traitées par une remise en cause du système capitaliste (...) [permettant d'aller vers] un système de production engendrant un juste partage des ressources naturelles » (Blanchon et al. , 2009, p. 46). À titre d'exemple, Schroeder et al. (2008), dans leur introduction au numéro spécial de la revue *Society & Natural Resources: an International Journal* consacré à la justice environnementale dans le Tiers- Monde, considéraient que les inégalités environnementales trouvaient leur origine dans « les décisions prises par des acteurs exogènes puissants, qui invoquèrent des récits basés sur le développement, la modernité et le progrès pour légitimer des gains privés » (op. cit., p. 553, trad. pers.). Ce courant donna naissance à une conception de la justice environnementale en tant que « structure ethno-environnementale » (Anthias & Radcliffe, 2013, cité dans Joshi, 2015, p. 113, trad. pers.), les inégalités environnementales y étant vues comme des formes d'« impérialisme écologique » (Martin, 2013, p. 101, trad. pers.) ayant leur source dans la dépendance structurelle des pays en voie de développement envers les pays riches.

Bien que fortement liées à la justice sociale (que ce soit en tant que catégorie parallèle ou sous-catégorie), les théories de la justice environnementales ont peu pris en compte la pluralité des principes de justice au sein de la dimension distributive (lesquels définissent ce qu'est une distribution juste des dommages-bénéfices liés à l'environnement). D'autre part, les théories dites



de « première génération » de la justice environnementale ont été myopes aux critiques de la justice distributive portant sur son caractère conséquentialiste, soit sur le fait qu'elle n'évalue moralement l'action qu'en aval (Policar, 2006). En d'autres termes, par exemple, l'évaluation est strictement centrée sur les conséquences ou les résultats de l'action (p.e. la justice de la redistribution) et néglige le caractère (in)juste des processus en amont aboutissant à tel ou tel modèle de distribution, que celui-ci soit considéré comme juste ou non. De même, ces théories de « première génération » n'ont que peu tenu compte des réflexions sur la multi-dimensionnalité de la notion de justice (et l'inclusion des dimensions de participation et de reconnaissance), bien que ces dernières aient toujours été présentes, certes parfois implicitement, au sein des revendications et des discours des mouvements de justice environnementale (Schlosberg, 2007). Enfin, bien que reconnaissant la nécessité de traiter les injustices environnementales ainsi que leurs déterminants institutionnels et politicoéconomiques, ces théories redistributives « macrosociologiques ou politico-économiques » (Flitner, 2009, p. 400) ont eu tendance à rechercher des principes universels de justice « pouvant servir de références pour des jugements normatifs ultérieurs » (Martin et al., 2014, p. 168, trad. pers.). Partant, ces théories de la justice environnementale se sont vues reprocher leur « insuffisance et leur caractère inadéquat pour répondre aux tâches à la fois de révéler les inégalités de même que de comprendre les processus à travers lesquels ces dernières sont (re)produites » (Walker, 2009, p. 615, trad. pers.).

C'est pourquoi les théories récentes de la justice environnementale, inspirées notamment par Sen (2002), se sont attachées à considérer la justice de manière plus pratique (Martin et al. 2014) et mieux fondée empiriquement. Ces approches de la justice environnementale ont ainsi mis en lumière sa dimension procédurale (e.g. dans le cadre des mécanismes de prise de décision relatifs à l'aménagement du territoire, aux politiques publiques environnementales, énergétiques, sanitaires ou encore agricoles). À la suite des travaux de Schlosberg (2004, 2007), en se basant sur les avancées théoriques de la justice sociale, elles se sont aussi attelées à démontrer la multi-dimensionnalité de la justice environnementale et des revendications des mouvements sociaux s'en réclamant, amenant à intégrer les notions de reconnaissance et de participation auparavant négligées. La justice environnementale comme juste reconnaissance et juste participation

Les théories de justice environnementale mettent actuellement en lumière les injustices basées sur le déni de reconnaissance, entendu comme un « processus d'irrespect, insulte et dégradation dévaluant certains individus (...) au regard des autres » (Walker, 2009, p. 615, trad. pers.). A contrario la reconnaissance viserait à « préserver, respecter et permettre le plein épanouissement des identités individuelles et collectives » (Svampa, 2011, p. 116). Ces réflexions, fondées à la fois sur des avancées théoriques en justice sociale et sur des analyses empiriques, ont donné lieu à un renouvellement de la notion de justice environnementale. Elle est dès lors vue, sous l'égide de Schlosberg (2004, 2007) et Walker (2009) comme tridimensionnelle (suivant le cadre de Nancy Fraser considérant la reconnaissance, la redistribution et la parité de participation comme conditions de justice), ainsi que plurielle (pluralité des critères et principes définissant une procédure comme juste) (Martin et al. , 2014). L'attention portée à la multi-dimensionnalité et à la pluralité de la justice ne doit toutefois pas être réduite à une tentative de la compartimenter. Il est important de garder à l'esprit que « les groupes et mouvements sociaux emploient souvent de multiples conceptions de la justice de manière simultanée, et acceptent à la fois l'ambiguïté et la pluralité qui accompagnent de tels discours hétérogènes » (Schlosberg, 2007, p. 5, trad. pers.).

C'est cette attention qui nous fait questionner la vision et les dimensions de justice qui sous-tendent le discours bolivien et plus spécifiquement celui de sa récente proposition à la COP 21 afin de mettre en lumière les différents registres de justification qui s'y rapportent et partant, les visions et les notions de justice auxquelles il se réfère, qui sont enchâssées dans un contexte bolivien dont nous rendrons ci-après succinctement compte.

#### ***11.3.4 La proposition bolivienne à la COP 21: une volonté d'exportation d'un modèle de développement alternatif***

La contribution bolivienne à la COP 21 s'inscrit dans un contexte national ayant connu un bouleversement majeur depuis l'élection en 2005 d'Evo Morales (Webber, 2011). Celui-ci a refusé de poursuivre les politiques néolibérales menées par les gouvernements successifs de Paz Estensero et Paz Zamora et s'appuie, depuis 2009, sur une nouvelle Constitution censée assurer le « respect des droits indigènes et celui de l'environnement » (Perrier-Bruslé, 2012, p. 2). La Bolivie a dès lors mis en place des instruments légaux et des institutions climatiques et environnementales chargés de réguler de façon novatrice les diverses activités de mitigation et d'adaptation au changement climatique au niveau national, ainsi que leur financement.

À titre d'exemple, le récent « Mécanisme de mitigation et adaptation conjointe au changement climatique », illustre cette mutation politique. Il est défini comme « un processus de nonmarchandisation de la forêt, basé sur la vie durable de la forêt » (Pacheco, 2012, s.p., trad. pers.) et géré par la nouvelle « Autorité Plurinationale de la Terre Mère »<sup>4</sup>. Celle-ci vise à « articuler les efforts face au Changement Climatique et à la protection de la Terre Mère [Pachamama], avec l'intention de forger une vie digne pour les générations futures » selon son directeur Julio Gutiérrez (Fundación Natura Bolivia, 2015, s.p., trad. pers.). Ce mécanisme, mis en œuvre dès 2013, avait préalablement été reconnu comme un effort national légitime dans la lutte contre les émissions de GES lors de la conférence de Durban<sup>5</sup>, à la suite des pressions de la délégation bolivienne et de ses alliés. Dans le cadre de ce mécanisme, décliné notamment dans les Acuerdos Recíprocos por El Agua dans la province de Florida (Bétrisey & Mager, 2015), les autorités boliviennes ne remettent en cause ni la notion de services environnementaux rendus par la forêt, ni le principe de leur compensation économique. Elles refusent toutefois –contrairement à l'initiative onusienne REDD+<sup>6</sup> en faveur de la conservation de la forêt– de privilégier le service de séquestration du carbone sur d'autres services rendus par la forêt (tels que la biodiversité, les services dits culturels et d'approvisionnement en matières premières, etc.). De plus, le gouvernement bolivien s'oppose à ce que la compensation se fasse par le biais de transactions privées et ouvertes à l'international, privilégiant au contraire un mécanisme contrôlé par les autorités publiques suivant une logique de centralisation redistribution strictement nationale: «

---

<sup>4</sup> Elle-même dépendante du Ministère de l'Environnement.

<sup>5</sup> L'article 66 de la Conférence des Parties n° 17 de Durban, qui considère l'approche basée sur le marché comme appropriée, a en effet été complété par l'article 67 qui reconnaît que des « non-marketbased approaches, such as joint mitigation and adaptation approaches for the integral and sustainable management of forests as a non-market alternative that supports and strengthens governance, (...) could be developed » (UNFCCC, 2012, p. 15).

<sup>6</sup> <http://www.un-redd.org/aboutredd>

Nous ne nions pas le rôle du carbone, mais, pour nous, il s'agit d'une question minuscule. Les autres fonctions sont importantes. Nous ne nions pas l'existence de marchés justes pour la production forestière et que les produits forestiers jouent un rôle important dans les efforts des collectivités pour préserver leur forêt, mais nous ne voulons pas que les services fournis par la forêt soient soumis à des mécanismes de marché. Nous promovons l'action collective et que des accord puissent se faire avec les communautés sans recourir à la commercialisation » (Pacheco, 2012, s.p., trad. pers.).

Le gouvernement national inscrit également le changement de la Bolivie dans un processus de «décolonisation», en dénonçant « les formes culturelles occidentales de l'État bolivien en tant qu'importations culturelles [qui] ne se rédui[raien]t pas au domaine de l'appareil étatique et de ses modalités d'administration, [mais] s'étend[raient] aussi aux relations interpersonnelles, aux modes d'interaction, à la culture matérielle et à l'imaginaire social » (Calvo & Recondo, 2012, p. 184). Fer de lance de cette mutation désirée, la notion de « Vivir Bien », considérée comme symbole d'un développement « alternatif ». Relevant de différentes cosmologies indigènes andines, le « Vivir Bien » peut être défini comme « une vision holistique et intégrale » du développement, en « harmonie avec la Terre Mère » (Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015, p. 2, trad. pers.). Houtart (2011) estime que ce concept remplit une double fonction –de déconstruction et reconstruction– amenant, d'une part, à une critique proche des courants environnementalistes et féministes de la modernité, du progrès et du modèle de développement socio-économique occidental (Gudynas, 2011), et, d'autre part, à une proposition de reconstruction culturelle, sociale et politique, post-capitaliste (Houtart, 2011, p. 7), visant à « construire une qualité de vie incluant autant les individus que la nature » (Gudynas, 2011, p. 2, trad. pers.). Différents auteurs questionnent toutefois la récupération politique de ce concept, lequel se transforme alors en une rhétorique de « la « redistribution du développement » (...) et conduit à promouvoir des politiques extractives ou de monocultures (en tant que sources de fonds destinés à être redistribués) utilisant le langage du Vivir Bien, sans même parler de transition » (Houtart, 2011: 9, trad. pers.).

Fort de ce que les autorités boliviennes présentent comme des succès nationaux en termes de réduction de la déforestation et de la pauvreté (Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015) et de ses diverses alliances internationales, le gouvernement bolivien, par l'intermédiaire de sa délégation aux Nations Unies, a proposé à la COP 21 un mécanisme de portée mondiale, censé distribuer de manière juste (Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015) les quotas d'émissions de GES. Cette proposition est la dernière d'une longue série de contestations émises dans des arènes diversifiées (conférences populaires, forums sociaux<sup>7</sup>, réunions gouvernementales), dans lesquelles il était fait référence aux notions d'équité et de justice climatique et environnementale (Evans, 2014).

En effet, le gouvernement d'Evo Morales et sa délégation aux Nations Unies (notamment au travers de son ambassadeur Pablo Solón) avaient déjà en 2009 remis publiquement en cause les mécanismes de distribution des quotas d'émissions de GES et des ressources financières destinées

---

<sup>7</sup> Notamment la Conferencia Mundial de los Pueblos sobre el Cambio Climático y los Derechos de la Madre Tierra à Cochabamba, organisée en 2013 par le gouvernement bolivien et qui offrit à ce dernier une exposition médiatique nationale et internationale importante.

aux activités de mitigation et d'adaptation au changement climatique. Ils en appelaient alors, conjointement à d'autres délégations de pays du Sud et de mouvements sociaux, à ce que des notions telles que la « dette écologique et climatique » et les « responsabilités communes mais différenciées » (Pacheco, 2012, s.p., trad. pers.) soient reconnues, allant même jusqu'à parler de « réparation » ou de « remboursement » (Pablo Solón<sup>8</sup>, cité dans Martinez-Alier, 2011, p. 134). De plus, le gouvernement bolivien a mené dès 2009 une stratégie d'alliances avec des acteurs de la société civile, en particulier des mouvements sociaux indigènes et des organisations environnementales (Evans, 2014), mais aussi avec des délégations gouvernementales des pays « Non-Annexe I » dans le protocole de Kyoto (c'est-à-dire de pays en développement), ayant amené à la création d'un « groupe d'affinité » avec les pays du G-77<sup>9</sup>, dont la Bolivie assume la présidence depuis 2013. Certains responsables du gouvernement bolivien en viennent à poser, sans le démontrer, que la Bolivie serait un acteur-clé des négociations internationales: « Depuis 2009, la Bolivie a cessé d'être un suiveur, pour développer sa propre position politique » (Orellana<sup>10</sup>, 2012, trad. pers.).

Les nouvelles pistes présentée par la Bolivie à la COP 21 pour transformer la gouvernance internationale du climat s'appuyaient sur 1) un indice de justice climatique, censé servir de base à un nouveau modèle de distribution des droits d'émissions de GES ; 2) l'institutionnalisation d'un tribunal compétent pour statuer du respect des critères proposés par la Bolivie dans l'attribution des droits d'émission et du respect des seuils définis. Ce faisant, le gouvernement bolivien entendait non seulement rendre la gouvernance globale du climat plus juste, mais également bannir le « modèle de civilisation consumériste, belliciste et mercantiliste du capitalisme [et proposer un nouvel] horizon culturel de civilisation alternatif au capitalisme » (Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015, p., 2, trad. pers.).

Cet indice se compose des paramètres suivants, mesurés au niveau des États:

- la responsabilité historique (mesurée par les émissions historique de GES depuis 1750),
- l'empreinte écologique actuelle,
- la capacité de développement (mesurée conjointement et de manière non-pondérée par le PIB, le % d'individus vivant au-dessous du seuil de 1,25 USD par jour et l'IDH),
- la capacité technologique (mesurée par l'Indice de performance compétitive de l'industrie élaboré par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO) et le montant des dépenses en Recherche & Développement comme pourcentage du PIB)
- et enfin la population.

---

<sup>8</sup> Ambassadeur de la Bolivie aux Nations Unies de février 2009 à la fin juin 2011, il est actuellement directeur exécutif de l'organisation altermondialiste Focus on the Global South.

<sup>9</sup> Les membres de ce groupe ont par exemple validé la proposition bolivienne d'un mécanisme non marchand d'adaptation au changement climatique et de mitigation, à l'exception du Brésil (Orellana, 2012).

<sup>10</sup> Ancien responsable de la délégation bolivienne à l'UNFCCC et aujourd'hui ministre de la planification du développement.

En simulant l'adoption d'un tel indice pour répartir les droits d'émissions de GES, on arriverait au résultat suivant : les pays de l'« Annexe 1 » (développés) se verraient attribuer 11 % des droits d'émissions, ce qui signifierait une baisse drastique des émissions actuelles, et les pays « Non-Annexe 1 » se verraient attribuer 89 % du total des émissions de GES autorisées (Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015).

Il ne s'agit donc pas d'augmenter le total des émissions de GES permises mais de les distribuer de manière différente, garantissant ainsi, selon la délégation bolivienne, le respect d'un « droit au développement » (Orellana, 2013, s.p., trad. pers.). Ce faisant, le gouvernement d'Evo Morales chercherait à assurer que « les pays du Sud ne soient pas les gardes forestiers des pays du Nord et du système capitaliste »<sup>11</sup>. Enfin, comme évoqué précédemment, la délégation bolivienne proposait également, dans sa contribution à la COP 21, la constitution d'un tribunal climatique, chargé de faire respecter la règle de redistribution. Ce tribunal pourrait être amené à juger des actions en réparation et en dédommagement, dans le cas d'atteintes environnementales liées au changement climatique affectant les pays en développement et dont la responsabilité aurait été attribuée aux pays développés.

### ***11.3.5 La proposition bolivienne à la COP 21 au prisme des différentes notions de justice***

La proposition bolivienne faisait implicitement référence à la vision distributive de la justice environnementale, inspirée d'une interprétation rawlsienne de celle-ci. Rappelons qu'elle ambitionne la compensation des inégalités injustes, soit celles qui ne profitent pas aux plus démunis, par des mécanismes de redistribution.

La COP 21 permettait ainsi à la Bolivie de remettre en cause la gouvernance actuelle du climat, en affirmant que les pays du Sud –et en particulier la Bolivie– seraient victimes d'injustices dans la mesure où ce sont les pays développés qui ont émis la majorité des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Dans cette perspective, explicitement soutenue par le viceprésident bolivien García Linera, il y a injustice car l'espace atmosphérique « polluable » sans incidence climatique majeure a été historiquement accaparé par les pays développés, restreignant aujourd'hui dans les pays actuellement en développement la possibilité d'utiliser des vecteurs énergétiques générateurs de GES pour accompagner leur croissance économique (p.e. le charbon, ayant l'avantage d'être relativement bon marché). Cette conception est en résonance avec la notion d'« accumulation par contamination » proposée par Martinez-Alier (2011, p. 134). Compte tenu de la pauvreté « endémique » en Bolivie (Pacheco, 2012, s.p., trad. pers.), le gouvernement considère qu'émettre des GES relève d'un droit au développement (Corz, 2015). Limiter le droit de produire des GES en Bolivie est donc vu comme une injustice –de plus– faite au détriment des plus vulnérables. Lutter contre cette injustice devrait alors, selon les autorités boliviennes, passer par la mise en place de mécanismes redistributifs inégalitaires, qui, s'ils favorisent les plus démunis, induiront plus de justice. Cette conception s'inscrit donc dans le champ idéologique des « réparations historiques » faisant références aux processus d'appropriation par dépossession qui auraient suivi le « péché originel » de la colonisation (Santos, 2011, p. 28) – marquée par une économie de traite ayant induit ce que Perrier-Bruslé (2008, p. 243) appelle le « syndrome de

---

<sup>11</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=VxzjeBdLIu0>, trad. pers.

Potosí »– et qui n’ont à ce jour pas amené à des réparations. C’est à ce titre qu’a été développé l’indice de justice climatique, censé guider une redistribution « juste » des droits d’émissions de GES.

Ce faisant, l’indice climatique ne s’oppose pas à la dimension redistributive qui prime au sein de la gouvernance climatique, mais critique implicitement, dans une perspective néomarxiste à la Harvey, les critères de distribution actuels, qui seraient basés sur le « mérite » et la domination et non sur le besoin et la responsabilité. La proposition bolivienne s’aligne sur le discours de nombreux mouvements de promotion de la justice environnementale, souvent latino-américains, plaidant pour la prise en compte de la notion de dette écologique dans la constitution des mécanismes actuels de gouvernance internationale de l’environnement et du climat (Martinez-Alier, 2011). Toutefois, jusqu’à présent, ces « tentatives d’équilibrage entre le droits des pays en développement à se développer et le besoin de décarboner l’économie globale » (Newell & Mulvaney, 2013, p. 136, trad. pers.) n’ont guère eu de succès au sein des négociations internationales sur le climat (Bond, 2012).

Cependant, au-delà de cette dimension redistributive, la proposition bolivienne fait aussi état de la nécessité de protéger la Terre Mère –soit le monde non-humain, reconnu comme « une communauté indivisible de tous les systèmes de vie et êtres vivants, inter-reliés, interdépendants et complémentaires qui partagent une destinée commune » (Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015, p. 2, trad. pers.)– des atteintes environnementales, en lui reconnaissant des droits. La Constitution bolivienne<sup>12</sup> reconnaît d’ailleurs, dans un tournant juridique « bio-centré » (Gudynas, 2009) des droits à la Nature (Svampa, 2011). Ce discours entend ainsi dépasser une vision de la justice centrée sur la distribution juste (quel que soit le principe sur lequel l’équité de distribution est amenée à se baser), pour inclure les dimensions de reconnaissance et de participation du monde non-humain. Cela satisfait *de jure* aux conditions de justice écologique au sens de Schlosberg, définie comme une « justice entre les humains et le reste du monde naturel » (Schlosberg, 2007, vii, trad. pers.), tout en élargissant la vision rawlsienne de la justice, ne serait-ce que parce que l’on envisage que le monde nonhumain puisse être représenté devant un tribunal compétent. Le gouvernement bolivien estime par ailleurs que cela contribuera à la reconnaissance des populations indigènes à travers la reconnaissance de leurs « cosmovisions », lesquelles promeuvent justement l’harmonie et le respect du monde non-humain, même s’il convient de se rappeler que ces cosmovisions ont été influencées par le mode de pensée et de développement occidental (Zoomers, 2006) et de ne pas postuler de culture indigène essentialisée et radicalement autre.

Toutefois, la contribution bolivienne, à ce stade, ne précise pas comment cette reconnaissance et cette participation pourraient se concrétiser *de facto*. Certes le gouvernement d’Evo Morales a organisé à deux reprises (2010 et 2015) des sommets alternatifs, dénommés « conférences mondiales des peuples contre le changement climatique », supposés favoriser la participation de la société civile, y compris les représentants des peuples indigènes. Mais ces événements restent déconnectés des négociations internationales et plusieurs mouvements sociaux boliviens –souvent indigènes– ont affirmé s’être sentis exclus, du sommet de 2010 en tout cas (Aguirre & Cooper, 2010). En l’état, l’indice de justice climatique se contente de contester les principes sous-jacents à

---

<sup>12</sup> Il en va de même en Équateur.



la distribution des quotas nationaux d'émission de GES en proposant une distribution basée sur les besoins et les responsabilités, matérialisés dans les concepts de droit au développement et de dette climatique. De fait, cet indice ne traite aucunement des dimensions de reconnaissance, ni d'ailleurs de procédure et de participation. Si la vision multi-dimensionnelle de la justice soutient bien le discours de la proposition bolivienne (en cohérence avec le discours du gouvernement au niveau national), les pistes d'actions et outils proposés sont donc uniquement basés sur la redistribution (des droits d'émission) et la volonté d'assurer à la Bolivie sa part de GES –aussi « justifiée » soit-elle. Or, s'il n'est pas question d'invalider la dimension distributive de la justice, la concentration exclusive sur cette dimension passe « à côté de la question du cadrage préalable des valeurs qui constitue un mécanisme plus fondamental de production d'injustices » (Martin et al. , 2013, p. 100, trad. pers.) et, ainsi, n'offre aucune « garantie de respect » (Martin et al. 2013, p. 124, trad. pers.) et de satisfaction des dimensions de reconnaissance et de participation constitutives de justice.

La notion de justice distributive mobilisée par la Bolivie a ainsi le défaut d'être essentiellement conséquentialiste, évaluant les résultats (une redistribution équitable) tout en mettant réflexivement de côté le caractère (in)juste des processus aboutissant à telle ou telle situation (équité de participation et de reconnaissance). De plus, accepter l'équation [droit au développement = droit d'émettre des GES] revient à admettre qu'il est impossible de se développer d'une autre façon, soit en cherchant à minimiser les émissions de GES. Ceci amène à considérer comme juste l'exploitation/contamination de la nature au profit du développement de la Bolivie, donc, paradoxalement, à ne pas rejeter le mode de développement environnementalement prédateur mais créateur de « capital produit et humain » (Banque Mondiale, 2006) des pays développés, préalablement dénoncé du fait de ses impacts négatifs sur la Terre Mère.

### ***11.3.6 Les ambiguïtés du « néo-développementisme » bolivien***

De fait, le gouvernement Morales promeut, malgré des références récurrentes à la nécessité de protéger la nature, une logique économique dite « néo-développementiste »<sup>13</sup> (Svampa, 2011, p. 110) tendant à encourager l'extractivisme –au sens d'un « modèle d'accumulation fondé sur la surexploitation des ressources naturelles » (op. cit. , p. 105)–, sous couvert de la promesse d'une redistribution juste de la rente par la création et le soutien aux infrastructures publiques dans les domaines de la santé, de l'éducation et des transports. Svampa (2011) montre le parallèle entre cette logique et celle des avantages comparatifs de la doxa néolibérale, qu'une grande partie des gouvernements latino-américains actuels, à l'instar du gouvernement bolivien, critiquent pourtant.

Au-delà de l'exploitation des ressources naturelles, cette ambiguïté du discours officiel –oscillant entre dénonciation d'un modèle de développement eurocentriste et néodéveloppementisme– a été révélée lorsque le gouvernement national a imposé la construction d'une route traversant le « Territoire Indigène et Parc National Isiboro-Secure » (TIPNIS), sans respecter le principe de consultation préalable des communautés indigènes locales, entraînant des protestations et des

---

<sup>13</sup> Dans la mesure où elle s'éloigne de la logique développementiste moderniste des années 1980, qui promouvait, à l'instar de la CEPAL, l'industrialisation par substitution aux importations et l'éloignement d'un extractivisme primaire.

marches qui furent réprimées avec violence (Perrier- Bruslé, 2012). Cet épisode a permis d'illustrer le « regain de centralisme étatique » (op. cit., p. 35)<sup>14</sup> du gouvernement bolivien, cherchant à maintenir son contrôle sur le territoire et mettant à mal l'idéal d'une Bolivie « autonomiste, plurinationale et communautaire » (op. cit., p. 33), pourtant inscrit dans la Constitution de 2009. Pour justifier cette politique, « Evo Morales s'appu[yait] sur l'axiome qui veut que la construction de route soit la garantie du développement et de la lutte contre la pauvreté » (op. cit. , p. 30), les opposants à la route du TIPNIS étant vus comme des « empêcheurs » du développement, voire des ennemis de la Nation. Poupeau (2013) estime quant à lui que la rhétorique « du Vivir Bien et de la Pachamama, qui devrait être préservée de la frénésie capitaliste, peut même sembler jouer une fonction de « compensation » politique par rapport aux *realpolitiks* menées en matière d'hydrocarbures. Cette ambiguïté se retrouve au niveau de la Constitution politique de l'État approuvée par référendum en 2009, qui reste très formelle et peut paraître déconnectée des politiques publiques mises en oeuvre au même moment » (op. cit. , p. 112). Ces contradictions sont surtout visibles et analysées au niveau interne, préservant à l'étranger l'image de la Bolivie, encore souvent perçue comme un « laboratoire d'un monde meilleur pour les Indiens et la Nature » (Perrier-Bruslé, 2012, p. 22).

Certes le gouvernement bolivien assure que la souscription au modèle extractiviste n'est que temporaire, jusqu'à l'obtention d'un certain « niveau de développement » –au demeurant non spécifié– à partir duquel il serait possible de « remplacer les valeurs culturelles toujours plus individualistes, consuméristes et utilitaristes au sein de la société bolivienne » (Republic of Bolivia, 2002, cité dans Evans, 2014, p. 21, trad. pers.). Cela revient tout de même à être en contradiction avec la volonté exprimée par les autorités boliviennes de promouvoir l'équité de reconnaissance et de participation du monde non-humain. Les éléments considérés comme propres aux cosmologies indigènes et aux individus qui les revendiquent sont marginalisés, en contradiction avec le discours officiel prétendant: « construire et consolider un ordre mondial du Vivir Bien, défendant et promouvant les droits intégraux de nos peuples, prenant le chemin de l'harmonie avec la nature et du respect de la vie » (Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015, p. 6, trad. pers.). De plus, Laing (2012) a montré que le gouvernement bolivien ne renonçait pas aux « binarités de « civilisation/sauvagerie », et « modernité/ tradition », en stigmatisant souvent dans ses communications « les « indiens » passésistes (indigènes des basses terres) » (op. cit., p. 1052, trad. pers.), malgré le discours postcolonial du gouvernement Morales, porté notamment par le vice-président García Linera.

En conséquence, si la contribution bolivienne suggère la reconnaissance juridique du monde non-humain par l'attribution de droits à la Terre Mère, elle ne se donne pas les moyens d'établir une justice véritablement écologique au sens de Schlosberg (2007), dans la mesure où les outils proposés tendent plutôt à justifier l'exploitation de la nature par le biais de sa transformation en capital produit et humain et non à établir une justice entre le monde humain et le monde non-humain.

---

<sup>14</sup> Perrier-Bruslé (2012) va jusqu'à parler de « jacobinisme » (op. cit., p. 33).



### **11.3.7 Conclusion**

La Bolivie affirmait faire pour la COP 21 des propositions qui amèneraient à plus de justice, tant par la redistribution en faveur des plus démunis que par la reconnaissance et la participation des peuples indigènes et du monde non-humain. Ces propositions restent toutefois limitées à une revendication de principe pour ce qui relève des dimensions participatives et de reconnaissance de la justice. En effet, le cadre réflexif proposé se limite à la dimension redistributive. Ce faisant, les propositions boliviennes ne contestent pas la conception actuelle de la justice environnementale, sous-jacente à la gouvernance climatique, mais se contentent de tenter d'en infléchir le résultat. De plus, les outils proposés, dont l'indice de justice climatique, justifient, par leur dimension pragmatique et conséquentialiste, le modèle de développement anthropocentré et environnementalement prédateur que le gouvernement bolivien condamne dans les arènes de discussion internationales (Poupeau, 2013).

La contribution bolivienne, proposant pourtant d'attribuer des droits au monde nonhumain, y compris celui d'être représenté devant un tribunal compétent, apparaît de fait incapable de satisfaire aux conditions de justice écologique au sens de Schlosberg. Sans préjuger de la nécessité pour les pays « Non-Annexe I » de s'affirmer en contestant au sein de la gouvernance climatique les mécanismes d'appropriation et « l'échange écologique inégal » (Martinez-Alier, 2011, p. 139), nous constatons que la proposition bolivienne s'éloigne de l'alliance jugée prometteuse par Martinez-Alier (2011) entre justice environnementale et décroissance économique, de même qu'entre les mouvements socioenvironnementaux qui les revendiquent. Ainsi, au lieu de « décoloniser les ressources naturelles des visions coloniales biaisées » (Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015, p. 7, trad. pers.), la contribution bolivienne et les dispositifs proposés par le gouvernement ont plutôt tendance à justifier et à prolonger le modèle de développement occidental « encastré dans une épistémologie coloniale » (Laing, 2012, p. 1051, trad. pers.). Svampa (2011) estime d'ailleurs que c'est la Bolivie qui « offre le panorama latino-américain le plus emblématique de l'illusion développementiste et le plus paradoxal » (op. cit., p. 112).

Certes, il est difficile, comme le montre Boaventura de Sousa Santos (cité dans Ziai, 2013) de mettre en place des modes de développement alternatifs au modèle de développement eurocentrique dominant, ce dernier se caractérisant par son habile décrédibilisation et invisibilisation de toute contestation. On peut toutefois constater que la position néodéveloppementiste extractiviste d'Evo Morales, réitérée lors de la COP 21 à Paris, fait l'objet de nombreuses critiques, y compris au sein de la classe politique bolivienne, à l'instar de Pablo Solón qui avait au demeurant écrit une lettre ouverte au président questionnant l'ambiguïté de sa politique environnementale lors de l'affaire du TIPNIS (Solón, 2011). S'exprimant récemment dans le magazine *L'Anticapitaliste Hebdo*, Pablo Solón estime qu'au lieu de justice climatique, c'est à un processus de légalisation du « crime contre le climat, contre les migrants climatiques, contre les peuples indigènes des zones rurales et des pays insulaires » (Solón, 2015, s.p.) que participe aujourd'hui la Bolivie. Reste à savoir si les contestations qui se font jour dans la classe politique bolivienne pourront initier en Bolivie un récit post-extractiviste contribuant à concrétiser la promesse du « Vivir Bien » et de la justice écologique.

### 11.3.8 Bibliographie

Aguirre J.C. & Cooper, E.S., 2010. Evo Morales, Climate Change, and the Paradoxes of a Social-Movement Presidency. *Latin American Perspectives*, 37(4), p. 238–244.

Amin S., 1988. *L'eurocentrisme: critique d'une idéologie*. Paris, Anthropos.

Anthias P. & Radcliffe S.A., 2013. The ethno-environmental fix and its limits: Indigenous land titling and the production of not-quite-neoliberal natures in Bolivia. *Geoforum*. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.06.007>

Banque Mondiale, 2006. *Where is the wealth of nations? Measuring capital for the 21st century* (Vol. 20). Washington, DC: The International Bank for Reconstruction and Development.

Barbière C., 2015. Contre le réchauffement climatique, la Bolivie appelle à détruire le capitalisme. <http://www.euractiv.fr/sections/climat-environnement/contre-le-rechauffementclimatique-la-bolivie-appelle-detruire-le>

Bétrisey F. & Mager C., 2015. Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocity, redistributives et marchandes. *Revue Française de SocioÉconomie*, 15(1), p. 39. <http://doi.org/10.3917/rfse.015.0039>

Blanchon D., Moreau S., & Veyret Y., 2009. Comprendre et construire la justice environnementale. *Annales de Géographie*, 665-666(1), p. 35–60. <http://doi.org/10.3917/ag.665.0035>

Bond P., 2012. *Politics of Climate Justice: Paralysis Above, Movement Below*. Scottsville, South Africa, University of KwaZulu-Natal Press.

Calvo V. & Recondo D., 2012. Chapitre 5/Bolivie : le gouvernement d'Evo Morales entre décolonisation de l'état et clientélisation politique. *Académique*, p. 175–199.

Corz C., 2015. García asegura que Bolivia no es culpable del cambio climático y defiende su derecho al progreso. *La Razon Digital*. La Paz, Bolivia. Consulté à <http://obccd.org/2015/10/09/garcia-aseguraque-bolivia-no-es-culpable-del-cambio-climatico-y-defiende-su-derecho-al-progreso/>

Evans B. J., 2014. The plurinational State of Bolivia's Consideration of Ethics and Justice Issues in Formulating Climate Change Policies. In D. Brown & P. Taylor (Eds.), *Ethics and Climate Change: A study of national Commitments*. Gland, IUCN, Vol. 86, p. 15–25.

Flitner M., 2009. « Nous sommes une poubelle... » : Échelles de reconnaissance et engagement de la société civile. *Annales de géographie*, 668(4), p. 397–413. <http://doi.org/10.3917/ag.668.0397>

Fundación Natura Bolivia, 2015. **CONVENIO CON LA AUTORIDAD DE LA MADRE TIERRA.**

[http://www.naturabolivia.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=151%3Aconvenio-con-la-autoridad-de-la-madretierra&catid=5%3Anoticias&Itemid=24&lang=es](http://www.naturabolivia.org/index.php?option=com_content&view=article&id=151%3Aconvenio-con-la-autoridad-de-la-madretierra&catid=5%3Anoticias&Itemid=24&lang=es)

Gudynas E., 2009. La ecología política del giro biocéntrico en la nueva Constitución de Ecuador. *Revista de Estudios Sociales* (Bogotá), (32), p. 34–47.

- Gudynas E., 2011. Buen Vivir: Germinando alternativas al desarrollo. América Latina En Movimiento, 462, p. 1–20.
- Harvey D., 1996. Justice, nature and the geography of difference. Oxford: Blackwell.
- Hir A.G., 2015. A la COP 21, un compromis guidé par la « justice climatique ». Le Monde.fr. [http://www.lemonde.fr/cop21/article/2015/12/14/cop21-un-compromis-guide-par-la-justiceclimatique\\_4831575\\_4527432.html](http://www.lemonde.fr/cop21/article/2015/12/14/cop21-un-compromis-guide-par-la-justiceclimatique_4831575_4527432.html)
- Houtart F., 2011. El concepto del Sumak Kawsay (Buen Vivir) y su correspondencia con el bien común de la humanidad. Journal Ecuador Debate, 84. [http://www.dhl.hegoa.ehu.es/ficheros/0000/0738/15.\\_El\\_concepto\\_de\\_sumak\\_kawsai.pdf](http://www.dhl.hegoa.ehu.es/ficheros/0000/0738/15._El_concepto_de_sumak_kawsai.pdf)
- Joshi D., 2015. Like water for justice. Geoforum, 61, p. 111–121. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2015.02.020>
- Laing A. F., 2012. Beyond the Zeitgeist of “Post-neoliberal” Theory in Latin America: The Politics of Anti-colonial Struggles in Bolivia. Antipode, 44(4), p. 1051–1054. <http://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2012.01010.x>
- Martin A., 2013. Global environmental in/justice, in practice: introduction. The Geographical Journal, 179(2), p. 98–104. <http://doi.org/10.1111/geoj.12021>
- Martin A., Gross-Camp N., Kebede B., McGuire S., & Munyarukaza, J., 2014. Whose environmental justice? Exploring local and global perspectives in a payments for ecosystem services scheme in Rwanda. Geoforum, 54, p. 167–177. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.02.006>
- Martin A., McGuire S., & Sullivan S. (2013). Global environmental justice and biodiversity conservation. The Geographical Journal, 179(2), p. 122–131. <http://doi.org/10.1111/geoj.12018>
- Martinez-Alier, J., 2011. Justice environnementale et décroissance économique: l’alliance de deux mouvements. Ecologie & Politique, 41(1), p. 125. <http://doi.org/10.3917/ecopo.041.0125>
- Martínez-Alier J., Pascual U., Vivien F.-D., & Zaccai E., 2010. Sustainable de-growth: Mapping the context, criticisms and future prospects of an emergent paradigm. Ecological Economics, 69(9), p. 1741–1747. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2010.04.017>
- Ministerio de Planificación del Desarrollo, 2015. Contribucion prevista determinada nacionalmente del estado Plurinacional de Bolivia. La Paz, Bolivia: Estado plurinacional de Bolivia. <http://www.planificacion.gob.bo/sites/folders/1.BOLIVIA%20CONTRIBUCI%C3%93N%20%28doc%29.pdf>
- Newell P. & Mulvaney D., 2013. The political economy of the “just transition.” The Geographical Journal, 179(2), p. 132–140. <http://doi.org/10.1111/geoj.12008>
- Orellana R., 2012. Posicion Boliviana en Cambio Climatico. Presented at the Taller Nacional Posicion Internacional Boliviana en Cambio Climatico y Ley Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien, La Paz, Bolivia.

- Orellana R., 2013. Lecture and Round Table on the Bolivian Strategy of Climate Change Adaptation and Mitigation. Présenté à la Conférence de l'Institut des Sciences de l'Environnement (UNIGE), Université de Genève, Suisse.
- Pacheco D., 2012. Presentacion Mecanismo Conjunto de Adaptacion y Mitigacion para Manejo integral de los Bosque y la Madre Tierra. Présenté au Taller Nacional Posicion Internacional Boliviana en Cambio Climatico, La Paz, Bolivia.
- Page E.A., 2011. Climatic Justice and the Fair Distribution of Atmospheric Burdens: A Conjunctive Account. *The Monist*, 94(3), p. 412–432.
- Perreault T., 2014. What kind of governance for what kind of equity? Towards a theorization of justice in water governance. *Water International*, 39(2), p. 233–245. <http://doi.org/10.1080/02508060.2014.886843>
- Perrier-Bruslé, L., 2008. Le gaz bolivien. *Outre-Terre*, 18(1), p. 235–251. Perrier-Bruslé L., 2012. Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental. *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 26 janvier 2012. <http://echogeo.revues.org/12972> ; DOI : 10.4000/echogeo.12972
- Policar A., 2006. *La justice sociale : Les enjeux du pluralisme*. Paris, Armand Colin.
- Poupeau F., 2013. La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste. *Ecologie & politique*, 46(1), p. 109–119. <http://doi.org/10.3917/ecopo.046.0109>
- Republic of Bolivia, 2002. National Climate Change Program: General bases for the application of the bolivian national implementation strategy of the United Nations Framework Convention on Climate Change (National Climate Change Program). La Paz, Bolivian Ministry of Sustainable Development and Planning.
- Robbins P., 2011. *Political ecology: A critical introduction* (Vol. 16). New York, John Wiley & Sons.
- Santos B. de S., 2011. Épistémologies du Sud. *Etudes Rurales*, 187, p. 21–49.
- Schlosberg D., 2004. Reconceiving Environmental Justice: Global Movements And Political Theories. *Environmental Politics*, 13(3), p. 517–540. <http://doi.org/10.1080/0964401042000229025>
- Schlosberg D., 2007. *Defining Environmental Justice: Theories, Movements, and Nature*. Oxford: Oxford University Press.
- Schroeder R., Martin K. S., Wilson B., & Sen D., 2008. *Third World Environmental Justice*. Society Natural Resources, 21(7), p. 547–555. <http://doi.org/10.1080/08941920802100721>
- Sen A., 2002. *Rationality and Freedom*. Harvard University Press.
- Sikor T., Martin A., Fisher J. & He J., 2014. Toward an Empirical Analysis of Justice in Ecosystem Governance. *Conservation Letters*, 7(6), p. 524–532. <http://doi.org/10.1111/conl.12142>
- Solón P., 2011. Letter from Pablo Solón on the TIPNIS Highway Controversy. <http://www.boliviamundo.net/letter-from-pablo-Solón-on-the-tipnis-highway-controversy/>

Solón, P., 2015. Un accord pour brûler la planète. L'Anticapitaliste Hebdo, (310). [http://www.pressegauche.org/spip.php?page=imprimer&id\\_article=24111](http://www.pressegauche.org/spip.php?page=imprimer&id_article=24111)

Svampa M., 2011. Néo-« développementisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine. Problèmes d'Amérique latine, 81(3), p. 101–127.

UNFCCC, 2012. Report of the Conference of the Parties on its seventeenth session, held in Durban: Part Two: Action taken by the Conference of the Parties at its seventeenth session (No. FCCC/CP/2011/9/Add.1). United Nations.

Vanderheiden S. & Sisson M., 2010. Ethically Responsible Leisure? Promoting Social and Environmental Justice Through Ecotourism. Environmental Philosophy, 7(2), p. 33–47.

Walker G., 2009. Beyond Distribution and Proximity: Exploring the Multiple Spatialities of Environmental Justice. Antipode, 41(4), p. 614–636. <http://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2009.00691.x>

Webber J., 2011. From Rebellion to Reform in Bolivia: Class Struggle, Indigenous Liberation, and the Politics of Evo Morales. Chicago, Haymarket Books.

Young, I., 1990. Justice and the Politics of Difference. Princeton, Princeton University Press.

Ziai A., 2013. Boaventura de Sousa Santos: Interview with Boaventura de Sousa Santos. Development and Change, 44(3), p. 727–738. <http://doi.org/10.1111/dech.12026>

Zoomers, A., 2006. Pro-Indigenous Reforms in Bolivia: Is there an Andean Way to Escape Poverty? Development and Change, 37(5), p. 1023–1046. <http://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2006.00511.x>

### ***Pour citer cet article***

Florence Bétrisey et Christophe Mager, « La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale », EchoGéo [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 27 janvier 2016, consulté le 23 février 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/14442> ; DOI : 10.4000/echogeo.14442

### ***Droits d'auteur***

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

#### **11.4 Local views and structural determinants of poverty alleviation through Payments for Environmental Services: Bolivian insights**

L'article a été accepté pour publication par la revue *World Development Perspective*, en date du 13 mai 2016. La revue *World Development Perspective* est une revue à comité de lecture récente, du groupe Elsevier. Elle a pour objectif de combler le fossé entre théoriciens et praticiens du développement en proposant des contributions sous formes de cas d'études et de perspectives. Elle publie des articles relativement courts et en anglais.

La première auteure a fourni l'essentiel du travail de cadrage théorique, de l'état de la littérature, de la collecte et de l'analyse des données ainsi que de l'écriture de l'article.

Le deuxième et le troisième auteur ont fourni des suggestions de lectures théoriques et thématiques, ont contribué à la rédaction et la composition du texte, notamment quant à la structure de l'argumentaire et aux respects des normes.

Les frais d'édition en anglais ont été pris en charge par l'Institut de Géographie et Durabilité de l'Université de Lausanne

##### *Authors*

Florence Bétrisey<sup>1</sup>, corresponding author

*Institute of Geography and Sustainability, University of Lausanne. [florence.betrisey@unil.ch](mailto:florence.betrisey@unil.ch); [flo.betrisey@bluewin.ch](mailto:flo.betrisey@bluewin.ch)*

Christophe Mager

*Institute of Geography and Sustainability, University of Lausanne*

Stephan Rist

*University of Bern, Centre for Development and Environment & Department of Integrative Geography of the Institute for Geography*

##### *Keywords*

Payments for environmental services (PES), poverty, redistribution, pro-poor, recognition, social justice, Bolivia

##### *Acknowledgements*

The authors acknowledge the work of Mrs. Luz Natalia Mercado Callaú (2014) and Mr. Christian Paúl Nogales Fúnez (2013), as well as César Javier Pérez Hurtado (2012, 2013, 2014), whose key contributions as research assistants during fieldworks, have been much appreciated. The authors are also thankful to the staff of the foundation *Natura Bolivia* for its role as facilitator during fieldwork and to the *Institute of Geography and Sustainability* and the *Gender Equality Bureau* of the *University of Lausanne* (Switzerland) for having financially supported the fieldwork phases, respectively, in 2013/2014 and in 2012.

---

<sup>1</sup> Institut de Géographie et Durabilité, UNIL-MOULINE, bâtiment Geopolis, CH-1005 Lausanne (Switzerland)

### **11.4.1 Highlights**

- Payments for ecosystem services (PES) convey a neoliberal conception of not only nature and natural resource management but also of poverty and poverty alleviation strategies.
- Embedded in a neoliberal conceptual framework, pro-poor PES investigations tend to focus on access to a PES scheme and money metrics (income increase).
- When pro-poor PES investigations do not consider the immaterial dimensions of poverty, they paradoxically neglect the possibility that *aporias* related to representations and social norms could limit poverty alleviation and this way undermine the PES potential to alleviate poverty.
- The Bolivian PSE named “*Acuerdos Recíprocos por el Agua*” (reciprocal agreements on water) tends to alleviate local poverty by increasing formal recognition of upstream communities (formerly rather marginalized from the symbolic, political and financial resources provided by the local government) and their participation in municipal political spaces.
- However, the “*Acuerdos Recíprocos por el Agua*” do not prevent the poorest of the poor (immigrants and small landholders) from being materially and symbolically discriminated against in the intra-community level.

### **11.4.2 Abstract**

Payments for environmental services (PES) are very often considered emblematic of the neoliberal trend in natural resources and ecosystem management. Even if they have been largely criticized as contributing to the commodification of nature, their worldwide application is obvious. The explanation of their diffusion in poor countries and regions can be partially attributed to the fact that PES are promoted as a “win-win” solution, capable of improving sustainable management of natural resources as well as reducing poverty. Inscribed in a liberal conception of poverty, most of the investigations on PES concentrate on the question of access of the poor to PES schemes—as well as to wider markets—on redistribution of benefits and on poor people’s income increase. Studying a Bolivian PES, we show that broadening the foregoing conceptualization of poverty to a more relational understanding allows better taking into account local views and structural determinants of poverty and therefore allows better reporting of the complexity of poverty alleviation implications of such natural resource management initiatives. It is a first and necessary step in designing PES that could increase both natural resource conservation and social justice in marginalized areas.

### **11.4.3 Introduction**

Payments for environmental services (PES) are a natural resource management principle that aims at internalizing positive environmental externalities. PES intend to transform environmental services (like carbon storage or water purification) into commodities for becoming objects of market transactions between sellers and buyers. PES are seen as belonging to a set of tools related



to a neoliberalizing trend in environmental governance. Emphasis is placed on public-private partnerships and market-based mechanisms as efficient ways to use, conserve and allocate natural resources.

In spite of criticism about their underlying economistic vision of nature and governance [1], PES are now widely applied. Part of their legitimacy in developing countries comes from the assumption that they can promote forest conservation, as well as poverty reduction [2], in a “win-win” approach. The contribution of PES to poverty alleviation mostly concerns PES’ ability to facilitate market access and/or revenue increase. Accordingly, research on other than material and monetary impacts of PES on poverty is rare [3].

After recalling the foundations of the neoliberal analysis of poverty and their implications for PES assessment methods, we move beyond the money metrics by analyzing a Bolivian PES called “*Acuerdos Recíprocos por el Agua (ARA)*”<sup>2</sup>. We show that social recognition represents a central evaluation criterion of locals to participate in the ARA. We illustrate how the ARA are constructing recognition relationships and how this could lead to the transformation or reproduction of existing institutions and power structures.

#### ***11.4.4 Poverty and poverty alleviation through PES***

The theoretical and conceptual anchor of neoliberalism refers to a “classical liberalism” claiming for minimal state interventions and submitting “*all human activities, values, institutions, and practices to market principles*” (p. 118) [4]. Despite local variations in the implementation of the neoliberal paradigm, the dissemination of the neoliberal *doxa* has mutated public policy. Many States have moved from an interventionist and counter-cyclical economic governance to policies that prioritize deregulation as a means of enhancing entrepreneurial activity.

Hence, poverty is seen as a condition of a residual group of ill-adapted people [5]. Poor people understood in this way can only be lifted out of poverty through trickling down of economic growth and through the suppression of all alleged “premiums on laziness” introduced by the welfare state (social security benefits without counterparts, etc.). The latter are considered as reinforcing the passive acceptance of unequal and clientelist relationships preventing individuals from “*improv[ing] their capacities and inclinations as economic citizens*” (p. 5) [6]. Therefore, the main strategy for alleviating poverty consists in liberalizing economic relations and creating appropriate incentives for making agents fit the market conditions (p. 6) [7].

We will see how this vision of poverty runs through the debate on PES’ poverty alleviation potential and why it needs to be nuanced to address both local views on poverty and structural determinants of the latter.

Engel et al. [8] considered the PES initiatives as having a win-win character from “*generating profits to land users while generating [environmental] positive externalities*” for society as a whole, measurable through the “*net profitability of land-uses*” (op. cit.: 670). Moreover, even if PES initiatives have not been originally designed as pro-poor but to promote conservation [9], the UK’s Department for International Development (DFID) created in 2010 the *Ecosystem Services for Poverty Alleviation* initiative; the latter pretends to “*provide new knowledge demonstrating*

---

<sup>2</sup> Reciprocal agreements on water.



*how ecosystem services can reduce poverty and enhance well-being for the world's poor*" (p. 1) [10]. Since then, conservation through PES is also presented as "*an unrivaled opportunity to combat poverty*" (p. 3) [11] because the poorest are often the most dependent on natural resources for their livelihoods. PES would then help secure the livelihoods of the poor. PES are also praised for their ability to formalize and secure private property rights on land [12]. In a Coasian perspective, this is a crucial element within the neoliberal vision of poverty alleviation, yet private land titles facilitate access to the credit system [13].

A special issue of *Land Use Policy Journal* on the social dimensions of market-based instruments<sup>3</sup> illustrates this neoliberal framing of poverty and social issues. Zammit [14] focuses on the question of access of the poor to PES<sup>4</sup>. She investigates the *a priori* capacities of the poorest to access PES but does not question whether accessing PES schemes equates with active participation of the poor and, above all, if this actually has a positive impact on their poverty situation. By doing so, such studies tend to create a positive bias toward PES, considering PES as systematically positive for the poorest as long as they can access it. As for Hoang et al. [15], who analyze the distribution of benefits among PES participants in Vietnam, and Courtney et al. [16], who concentrate on the indirect effects of PES on regional employment in Europe. Those studies tend to focus on the distribution of material and monetary assets, conceiving poverty and equity in distributional terms only.

Few studies went beyond this distributional framing including criteria like "*non-income-related provider social co-benefits*" (p. 6) [3], "*social status within society*" (p. 171) [17] and increase in local leadership. However, the measurement of the monetary and material impacts of PES remains dominant; Caplow et al. [18] argue for finding "*measures that use common metrics and scales for analyzing both biophysical and welfare outcomes*" (op. cit.: 164).

#### *11.4.4.1 Contextualized conception of poverty beyond material deprivation*

The paradigm of material and monetary poverty explores poverty in terms of an individual falling below an arbitrary threshold of income, the poverty line, preventing him from acquiring goods and services considered necessary. This definition, as accurate as it is, does not take into account that if poverty means lack of resources, it is also a social construction since the lack of resources reflects the living standards and expectations within a particular society. Structuralists have focused on the influence of class or gender and their intersections on shaping poverty. Post-structuralists recognize the regulatory power of discourses and routines on the social practice and the construction of poverty. Agency<sup>5</sup> then interacts with those social structures (p. 111) [19], leading to situations of relative well-being or poverty. Consequently, poverty is contingent, linked to social representations and individual experiences, and is embedded in value systems. These approaches justify adding qualitative perspectives and metrics of poverty assessments.

The importance of the status of the poor [20] and the evaluation of who is considered by himself or others as poor—or not—is central in research on the Andean communities; especially because

---

<sup>3</sup> 2013, vol. 31.

<sup>4</sup> Presenting a comparison of PES in various continents, they question the impact of unequal levels of wealth, knowledge and land tenure on individual access to PES.

<sup>5</sup> Understood as a capacity to act and react over structures, not always intentional.

of the current spreading of the “*vivir bien*” concept, contributing to a postmodernist perception of well-being and poverty. “*Vivir bien*” refers to being “in a relationship” with other persons and nature, focusing on connectivity between biocenosis and biotope [21], or to an economy of *care* [22]. The term poverty does not exist in the Aymara and Quechua languages [23]. In an emic understanding, poverty refers to not-*vivir-bien*, not being “in a relationship”, being isolated, not included in webs of reciprocity that span across different spheres of life. To some extent, the “*vivir bien y no mejor*” discourse of the Bolivian government could be considered as referring to the concept of degrowth [24]. Poverty does not only depend on access to a quantity of material goods or services but on the quality of goods and relationships between members of a community living in a specific milieu.

Consequently, from a scientific as well as from a policy point of view, the impacts of PES schemes on poverty alleviation should be carefully analyzed, using a broader conception of poverty, including both material and relational dimensions, and being sensitive to locals’ perceptions.

#### ***11.4.5 The case of the “Acuerdos Recíprocos por el Agua”***

The PES scheme “*Acuerdos Recíprocos por el Agua*” concerns the creation of a new institution linking up- and downstream actors through a local fund, used for channeling of financial contributions from downstream water users, mainly municipal authorities and local water cooperatives of the downstream villages<sup>6</sup>.

Since the early 2000s, the *Natura Bolivia Foundation* (NBF), a local NGO active in the area of forest conservation in the department of Santa Cruz, eastern Bolivia, has coordinated the above mentioned actors and has also contributed financially to the local fund. The money of this fund serves to compensate farmers in the upstream communities, who previously agreed to put part of their forestland under conservation (i.e. not deforesting) and concentrate grazing in a small, enclosed portion of their land.

These compensations are sustained in a contract between the fund and the farmers, which stipulates the duration of the agreement, the amount of land preserved, the type and amount of compensation granted to farmers and the allowed and prohibited activities of land management. Compensations are “in kind” contributions and consist of what NBF calls “productive alternatives”, like beehives, fruit trees or coffee plants, and includes trainings<sup>7</sup>. NBF also organizes *socialization activities*, which consist of small events, grouping downstream and upstream actors. Those events often have a festive atmosphere (with music and dancing or children’s poetry/drawing contests). In the last years, however, NBF decided to reduce these activities because of their time-consuming character, preferring to invest time in creating new ARA schemes in other municipalities (Anonymous, NBF, 2013)<sup>8</sup>.

---

<sup>6</sup> Municipal authority transfers part of its annual budget to the fund and cooperative members pay a supplementary fee on their water bills going directly to the fund.

<sup>7</sup> On apiculture, coffee production, etc.

<sup>8</sup> This strategy also allowed to quickly increase the amount of forest hectares under conservation contracts and might have followed (indirect) pressure of NBF’s international donors for increasing “relevance” and/or scaling up the ARA to meet predefined objectives.

These ARA were subject to several investigations, which mainly focused on the analysis of the environmental and economic relevance of PES [25], as well as socio-economic analysis of the type of transactions occurring within the ARA [26]. However, as no analysis has, to date, focused on the impact of PES on poverty according to local views of the members of upstream communities participating in PES, this paper analyzes this important issue.

#### *11.4.5.1 Methodology*

Investigating the local perceptions of PES requires a specific methodological setting. Back in 2012, we conducted a qualitative appraisal of ARA impacts in upstream communities, covering 14 communities belonging to 5 municipalities (see Table 1). All had been participating for at least 3 years in the ARA.

Table 1 Communities and respective municipalities investigated

<b>Municipality</b>	<b>Downstream villages (name of capital is in italics)</b>	<b>Highland communities</b>
El Torno	<i>El Torno</i> , Jorochito, La Angostura, Limoncito, San Luis, Santa Rita	Huaracal, La Lira, Quebrada León, Villa Paraíso
Pampagrande	Los Negros, <i>Pampagrande</i>	Palma Sola, Santa Rosa de Lima
Mairana	<i>Mairana</i>	Cerro Verde, La Yunga
Quirusillas	<i>Quirusillas</i>	Filadelfia, Rodeo, San Luis
Comarapa	<i>Comarapa</i> , Saipina, San Juan del Potrero	Verdecillos, Estancia Vieja, Cabracancha

Source: (p. 370) [29]

In 2013 and 2014, we conducted a total of 104 interviews with members of those communities<sup>9</sup>. Following an inductive approach, the discussions were based on semi-structured interviews, trying not to impose any preconceptions of social changes, and giving actors' "*lived experience, logic and rationality a forefront place*" (p. 20, pers. trans.) [27]. We diversified our methods, including participative observations in community and municipal meetings involving community actors and/or the staff of NBF. In parallel, we conducted 16 semi-structured interviews with downstream institutional actors participating in the ARA scheme as well as 6 semi-structured interviews with the staff of the NBF foundation.

In this paper we do not claim to provide representative results for all PES. Instead, we aim at highlighting the complexity of PES realities (bound to a specific place and time frame), through in-depth depiction of one case and the use of an original frame of analysis.

That said, as the heuristic value of semi-structured interviews consists in their articulation with the wider "*experiential context*" (p. 25, pers. trans.) [27], we will depict hereafter the living conditions and the institutional context faced by the upstream communities.

<sup>9</sup> 51 of them were done with actors participating in the ARA scheme and 53 nonparticipating actors were also interviewed.

11.4.5.2 Living conditions and institutional context of the investigated communities

The studied upstream communities count between 15 and 110 families. They live in isolated and peripheral spaces of the central villages located downstream. They are experiencing low accessibility, objective and subjective marginalization, as well as the exclusion from infrastructures supplying basic education and health. As an indicator, out of the 16 educative units located in the communities, only 3 could be considered as having good level infrastructures, and 11 had no electricity. On the contrary, good level infrastructure characterized 4 out of the 7 units located in the downstream villages, all equipped with electricity (pp. 36-37) [28].

The formerly practiced subsistence agriculture and pig raising of the upstream communities have been modernized during the last 20 years. Peasants collectively purchased tractors and individually acquired motorized pumps, increased the use of chemicals and extended cultivated lands through slashing and burning of forest lands [29]. However, their standard of living remained rather precarious, if compared to the downstream villages and towns [25].

Administratively, these communities belong to municipalities but are also self-organized through agrarian unions (*sindicatos*) or grassroots territorial organization (*Organisaciones Territoriales de Base – OTB*); their main responsibility is to “propose, ask for, control and supervise work execution and provision of public services according to the necessities of the community, to propose ratification or change of municipal authorities and access information about the economic resource intended for popular participation” (p. 75, pers. trans.) [28], and is sustained in the *Popular Participation Law* launched by the neoliberal government of Sanchez de Lozada in 1994. Among the investigated communities, we first noted a very different level of participation of *comunarios* in the OTB, mainly depending on the communities but also on the personal characteristics of the *comunarios*. In communities organized around agrarian *sindicatos*, *comunarios* that do not own land may assist to assemblies and meetings but have no right to vote. Thus, because such recent immigrants’ access to land is limited, most of them *de facto* tend to be excluded from voting and power positions. However, even in cases where they formally participate in institutions<sup>10</sup>, recent immigrants are still perceived negatively by locals or older immigrants and suffer discrimination, sometimes even racism.

In communities organized around an OTB, women have more chances to reach power positions, even if there is a lot of variability regarding women’s participation in local institutions of investigated communities. Women can even preside over an OTB, as in the case of Palma Sola community, nevertheless not without suffering from prejudices. Women are also often organized in parallel institutions like *club de madres*, whose role is mainly to organize schooling and community *fiestas* (considered women’s activities).

Regarding the community presidencies (whether they preside OTB or *sindicatos*), some are considered passively fulfilling their role of intermediary and controller of municipal government activities; some community presidents are even living outside the community and are not perceived as representing the community interests. On the contrary, others are perceived as strong lobbyists of their communities, struggling to get municipal authorities interested for the sake of the community.

---

<sup>10</sup> Some OTB allow non-owners to vote.

All things considered, many of the interviewed community members were concerned by the relationship between community authorities and downstream municipal authorities, and complained about a supposed abandonment by municipal authorities and unfairness in resource distribution. *Comunarios* perceived this as resulting from a low level of recognition and leading to situations of injustice.

The ARA, as new institutional arrangements, are parts of this “*myriad of local dynamics occurring and in many cases even reshaping local governance institutions*” (p. 2) [30].

#### *11.4.5.3 Implications of the ARA at the intra-community level*

Regarding intra-community relationships and organization, most of the *comunarios* that were participating in the ARA scheme reported an overall positive effect. In the Palma Sola community, the quality of relationships between *comunarios* participating in the ARA and the trust level among them is said to have improved: now, “*(...) people are inspired and are starting to have faith in each other*” (1, Palma Sola, 25.10.2012). Moreover, the new ARA institution was considered bringing personal recognition, communicatively expressed by the downstream actors during public events—through applause, photo sessions etc.—and increase the reputation and esteem of the individuals who participated in the scheme.

However, some nonparticipating *comunarios* asserted that there had been no significant changes in terms of intra-community relationships. This is mostly related to the fact that positive impacts tend to benefit the ARA participants more than the nonparticipants. The nonparticipating *comunarios* mainly concern two groups: recent immigrants and small landowners. First, immigrants that do not own land and are already socially and politically marginalized in community structures are *de jure* excluded from the scheme, even if they “*would like to participate because we like bees and it is lovely to participate in the meetings*” (2, Santa Rosa, 20.09.2013). Secondly, if owning land (formally or not) is *de jure* a condition to enter the scheme, the size of the land owned also matters; the compensation is proportional to the amount of land that the *comunarios* accept putting under a conservation contract; the ones who own very little land—and are already considered poorer—therefore receive only small compensations; this discourages them from participating in the scheme. *De facto*, small owners tend to exclude themselves from the ARA.

These access barriers to the PES scheme experienced by already marginalized and poorer individuals are strengthening material inequalities, which have already been analyzed by other “pro-poor” PES studies. However, what our interviews showed is that, although acknowledging a material dimension in these inequalities (access to material compensation), the non-access to the PES scheme was also expressed in terms of symbolic misrecognition of nonparticipating *comunarios*; thus reinforcing inequalities of symbolic status. This misrecognition has led to several conflicts inside the communities, as stated by an official of the Comarapa Municipality, “*so much that the municipal government had to intervene, help and explain*” (3, Comarapa, 08.08.2014). In the Santa Rosa community, conflicts even led to violence and the killing of the cow of a community member participating in the scheme [31].

As far as women are concerned, they are neither *de jure* nor *de facto* excluded from the scheme, except if they are an immigrant or a small landowner. The statistics of NBF show that more than



#### *11.4 Local views and structural determinants of poverty alleviation through Payments for Environmental Services: Bolivian insights*

---

26% of the contracts concluded in 2014 between the fund and the *comunarios* were in the name of women. Moreover, the former female OTB president of the Palma Sola community asserted that she received support from the NBF in her role of OTB president. She appreciated this support, “because sometimes it is not easy as a woman” (4, Palmasola, 18.08.2014). However, many of the interviewed women asserted that they were not really aware of the project and that we would have better talked to their husband. We observed during several ARA meetings that women had different attitudes than their male counterparts. Even if they sometimes expressed opinions, they were shy, many of them being reluctant to make decisions (starting to participate in the ARA or not) without “consulting the husband” (Meeting in Estancia Vieja, 20.08.2014). Men were more at ease making quick decisions without consulting their wives (idem).

Finally, as the ARA had only been done with individuals and never with collectives, they questioned the egalitarian concern being traditionally promoted within the communities: “They work individually, not with the community, and I don’t like that” (5, Quebrada Leon, 02.09.2013). They also question the legitimacy of community authorities<sup>11</sup>, which was perceived negatively by those authorities but also by some *comunarios*.

So, like the new producers associations or religious institutions (mainly evangelist) that appeared in the communities, the ARA appears as another source of recognition beyond community authorities. At the same time it is considered as a new space of solidarity and recognition for participating *comunarios* and as a space of sociopolitical and material exclusion for nonparticipating *comunarios*, creating social and individual conflicts within the community organization.

Yet, if we change scale and observe the relationships of participating communities with municipal authorities, the appreciation of the impact of the ARA institution on the existing relations and their fairness might be different.

##### *11.4.5.4 Implications of the ARA on relations with the municipalities*

Some interviewed *comunarios* of communities noted a change in the relationship between their community and the downstream formal authorities (i.e. the municipal council and heads of water cooperatives), benefiting their community as a whole. They first stated a quantitative improvement of this relationship through the increased number of meetings involving municipal authorities and community representatives. These meetings were first set up for the ARA project but rapidly became discussion forums for other topics. This linking of communities and municipal authorities is clearly perceived as a result of the ARA. Some downstream institutional members also perceived an improvement of those relationships in that they “don’t argue with upstream people anymore” (6, Irrigators Association, Comarapa, 19.10.2012).

Upstream *comunarios* also mentioned a qualitative relational improvement yet the ARA were leading to recognition of communities’ key role in the management of water resources and with regard to increased visibility of the communities in the local political arena: “many people got to know us so that, at the end, he [the mayor] couldn’t ignore us [the community] anymore but had to take us into account” (7, Palma Sola, 25.10.2012). This was also acknowledged by

---

<sup>11</sup> “Natura never took us into account as authorities. . . . Sometimes they asked me to collaborate, but they never invited me with a written letter like they did with the ARA participants” (Don Luis, Santa Rosa, 18.09.2013).

representatives of the downstream institutional actors, like the vice president of the irrigators association of Comarapa, who considered that the ARA improved the municipal authorities' consideration of the upstream communities through the better understanding of upstream communities' realities. According to him "*downstream authorities (...) understand the problems of upstream people*" (6, Comarapa, 19.10.2012). But "*this changed with the local fund initiative from Natura*" (idem) creating a new sense of proximity between those actors. For some upstream *comunarios*, this even led further to the recognition of their "*human being*" status and of the necessity to cooperate to "*vivir bien*" (8, Villa Paraiso, 14.11.2012).

The *comunarios* also stated that this recognition of their role and status came along with a redistribution—through the ARAs in kind compensation—of economic resources from the municipal authorities toward the communities, mostly perceived as a fair reward for their water management activities: "*(...) We do something good for the land, and it is fair to receive something in return*" (9, Palma Sola, 02.11.2013). The manager of the downstream San Luis Water Cooperative in El Torno viewed it as "fair" to redistribute resources toward the upstream zones that have to bear the direct cost of conservation despite their tough living conditions and, this way "*(...) can have a higher income to eat every day?*" (10, El Torno, 06.11.2012).

The ARA were also sometimes perceived as improving participation of some community representatives in municipal decision-making arena. The former OTB president of the Palma Sola community stated that the ARA, and especially the staff of the NBF, increased her power in negotiation with municipal authorities regarding the budget allocated to her community. According to her, "*(...) this would never have happened without (...) this project that initiated everything because we were always talking together with the mayor and Natura (...)*" (4, Palma Sola, 18.08.2014).

However, even if downstream authorities, like the former mayor of Comarapa Municipality, claim to be "*more participative*" (11, Comarapa, 19.10.2012), some *comunarios* considered that the relationships between their community and municipal authorities neither improved nor deteriorated but expressed a *status quo*. Authorities in those cases maintained a low level of recognition and consideration toward the communities: "*I believe that the mayor is not interested in what happens in the communities*" (12, Filadelfia, 14.08.2014).

Some *comunarios* also expressed an increased distrust regarding municipal authorities. This was often based on a feeling of opacity of the management of the ARA, especially expressed by community authorities<sup>12</sup>. Indeed, if downstream actors, endeavor to increase transparency by communicating "*to explain where their money goes*" (13, Cooperativa de Agua Comarapa, 12.10.2012), this communication is mostly addressed to the downstream population and not upstream communities. As a result, some *comunarios* stated that their feeling of exclusion from municipal spaces is still strong and has even increased in the last few years<sup>13</sup>: "*We sometimes felt excluded from the whole process. (...) Before, we were all getting together, but today, no more*" (2, Santa Rosa, 25.10.2012).

---

<sup>12</sup> "*They capture money from several places, even outside Bolivia, and what do they do? They use it to pay their salaries*" (Don José, Comité de Agua, Quebrada Leon, 02.09.2013).

<sup>13</sup> Corresponding to the time when NBF started reducing the socialization activities and fiestas.

Despite these criticisms, as far as the relationship between communities and municipal authorities is concerned, the majority of our downstream and upstream respondents pointed out the capacity of the ARA to improve public recognition of upland communities. In several cases, these marginalized communities have been made more visible, whether as environmental, economic or political subjects. In some cases, this recognition process also led to a transformation of the economic redistributive model of the municipality, for the material benefit of the communities and/or to the expansion of community representatives' opportunities to participate in municipal spaces of politics by a collateral effect of taking part in the ARA. Recognition therefore appears to be a key positive effect in the self-appraisal of the ARA. We will here question this notion and its potential in terms of poverty alleviation.

#### ***11.4.6 Discussion: ARA alleviating poverty through recognition ?***

Critical philosophers, like Honneth [32], proposed recognition as an essential component of “good life”. Honneth defines recognition as an intersubjective, mutual and moral relationship, necessary in the process of creation of identity and the self. It is a public and communicative act, expressed through different media and not “*in foro interno*” (p. 286) [33]. The denial of recognition, which may take the form of contempt or “social invisibility”, constitutes an injustice or a “*symbolic discrimination*” (p. 321, pers. trans.) [34]. Recognition takes place not only within the space of public institutions but also through the “*daily routine of social behaviors*” (s.p., pers. trans.) [35] and informal social norms. Fraser [36] sees recognition as a necessary condition for social justice. She asserts that both redistribution and political participation—which she considers as the other conditions of social justice—are often made possible through preliminary recognition.

However, if Honneth sees recognition occurring through intersubjective relationships, other scholars showed that recognition could also be considered as a driver of subordination. Acknowledging that recognition is an important step in the determination of the subject, namely the passage from an object to a subject condition—and therefore holds emancipation potential—Butler [37] also highlights how this recognition desire creates attachment and dependence towards the source of recognition. According to her, this dependence relationship reinforces domination of the ‘recognized’, and the powerful position of dominant social norms. So, where Honneth sees recognition as a vector of liberty and emancipation from power that, he admits, can be perverted, Butler sees it as a vector of subjection to power structures, legitimizing and reinforcing the latter. Emancipation would then not occur by merely providing recognition to the subjects, but by changing the conditions of it, through the formulation of subversive counter-hegemonic discourses and practices that can appear as “alternative recognition channels” [38] and lead to social change.

Using this recognition lens, our investigations show that the ARA scheme appears—for a majority of our interviewees—to both provide personal recognition in its own realm but also contribute to a wider recognition of the upstream communities by downstream municipal authorities. With this in mind, the ARA can be considered to alleviate not only material but also relational poverty. However, if the ARA contain a potential for reducing inequalities and bringing more socio-environmental justice—in terms of recognition, equitable distribution and participation—, some people pointed out that this capacity is not always fully realized and is fragile. Indeed, the poverty



alleviation appears sometimes reversible and partial, constrained by existing power structures—e.g. expressed in uneven access to land and natural resources or imbalanced participation in community decision-making—, which the ARA have not significantly transformed. As long as the ARA will not be able to avoid the *de jure* or *de facto* exclusion of certain groups—e.g. immigrants, small landowners, women—they will not prevent injustice and unfair conditions from enduring, which seriously limits their potential of poverty reduction for all. Conversely, if the ARA would bring a more inclusive recognizability, they could contribute to a greater emancipatory effect and to larger poverty alleviation by being an alternative recognition channel for those who are excluded from traditional recognition structures. More mediating socialization efforts between upstream and downstream actors, combined with larger empowering strategies led by the NBF, could play a key role in creating the conditions that will make it possible.

#### **11.4.7 Conclusion**

Even if PES have been much criticized regarding their underlying neoliberal discourse on nature and nature governance, the neoliberal vision of poverty they convey still constitutes the norm used in their evaluations. However, as the sociological literature points out that poverty is also non-material and could be partially considered as a lack of recognition, it appeals to analyze PES beyond this usual emphasis on access and distribution of material benefits. Having studied the Bolivian PES (ARA) through this prism, we showed that the ARA contribute to creating a recognition of upstream communities by the formerly rather disinterested downstream communities and the municipality, in this way acting on structural conditions of poverty and bringing more social justice in the sense of Fraser. However, we also highlighted the fragility of the process and the persisting deprivation of the poorest of the poor (immigrants, small landowners) despite the ARA.

Moreover, like Petheram & Campbell [39], who underlined the little use of participative methods and consequent lack of attention to the perceptions of local peasants, we consider that PES evaluations should be done through a more systematic and careful listening to local views on poverty. Paugam [20] had long insisted on the fact that the perception of poverty is not universal and that its “*plurality within the same society and its possible evolution depending on social, political and economic conditions*” (op. cit.: 69, pers. trans.) should be insisted upon.

#### **11.4.8 References**

- [1] N. Kosoy, E. Corbera, Payments for ecosystem services as commodity fetishism, *Ecological Economics*. 69 (2010) 1228–1236, <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2009.11.002>
- [2] K. McAfee, E.N Shapiro, Payments for Ecosystem Services in Mexico: Nature, Neoliberalism, Social Movements, and the State. *Annals of the Association of American Geographers*, 100 (2010) 579–599, <http://doi: 10.1080/00045601003794833>
- [3] R. Greiner, O. Stanley, More than money for conservation: exploring social co-benefits from PES schemes, *Land Use Policy*. 31 (2013) 4–10.
- [4] W. Brown, Neoliberalized knowledge, *History of the Present*. 1 (2011) 113-129.

- [5] E. Thorsen, A. Lie, What is neoliberalism, University of Oslo, Department of Political Science, Oslo, <http://folk.uio.no/daget/What%20is%20Neo-Liberalism%20FINAL.pdf>, 2006 (accessed 30.01.2015).
- [6] F. Golooba-Mutebi, S. Hickey, Governing Chronic Poverty Under Inclusive Liberalism: The Case of the Northern Uganda Social Action Fund, Chronic Poverty Research Centre Working Paper, [http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=1524746](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1524746), 2009 (accessed 26.10.2015).
- [7] J. Dixon, On being Poor-by-Choice: A Philosophical Critique of the Neoliberal Poverty Perspective, *Poverty & Public Policy*. 4 (2012) 1–19, [http://doi: 10.1515/1944-2858.1200](http://doi:10.1515/1944-2858.1200)
- [8] S. Engel, S. Pagiola, S. Wunder, Designing payments for environmental services in theory and practice: An overview of the issues, *Ecological Economics*. 65 (2008) 663–674.
- [9] S. Pagiola, A. Arcenas, G. Platais, Can Payments for Environmental Services Help Reduce Poverty? An Exploration of the Issues and the Evidence to Date from Latin America, *World Development*. 33 (2005) 237–253, [http://doi: 10.1016/j.worlddev.2004.07.011](http://doi:10.1016/j.worlddev.2004.07.011)
- [10] ESPA (Ecosystem Services for Poverty alleviation). ESPA's Vision. ESPA Directorate, 2012.
- [11] ESPA (Ecosystem Services for Poverty alleviation), What if fighting poverty and protecting the planet were one and the same? <http://www.espa.ac.uk/vision>, 2011 (accessed 13.02.2014).
- [12] B. Leimona, E. Lee, Pro-poor payment for environmental services: some considerations, RUPES-RECOFTC Brief (contributions from Sango Mahanty and Yurdi Yasmi), 2008.
- [13] R. Pirard, Market-based instruments for biodiversity and ecosystem services: A lexicon, *Environmental Science & Policy*. 19 (2012) 59–68.
- [14] C. Zammit, Landowners and conservation markets: Social benefits from two Australian government programs, *Land Use Policy*. 31 (2013) 11–16.
- [15] M.H. Hoang, T.H. Do, M.T. Pham, M. van Noordwijk, P.A. Minang, Benefit distribution across scales to reduce emissions from deforestation and forest degradation (REDD+) in Vietnam, *Land Use Policy*. 31 (2013) 48–60, <http://doi.org/10.1016/j.landusepol.2011.09.013>

- [16] P. Courtney, J. Mills, P. Gaskell, S. Chaplin, Investigating the incidental benefits of Environmental Stewardship schemes in England, *Land Use Policy*. 31 (2013) 26–37, <http://doi.org/10.1016/j.landusepol.2012.01.013>
- [17] L. German, A. Ruhweza, R. Mwesigwa, C. Kalanzi, Social and environmental footprints of carbon payments: a case study from Uganda, in: L. Tacconi, S. Mahanty, H. Suich (Eds.), *Payments for environmental Services, Forest Conservation and Climate Change: Livelihoods in the REDD?*, Edward Elgar, Cheltenham (UK), 2010, pp.160–184.
- [18] S. Caplow, P. Jagger, K. Lawlor, E. Sills, Evaluating land use and livelihood impacts of early forest carbon projects: Lessons for learning about REDD+, *Environmental Science & Policy*. 14 (2011) 152–167, <http://doi.org/10.1016/j.envsci.2010.10.003>
- [19] C. Ifejika Speranza, U. Wiesmann, S. Rist, An indicator framework for assessing livelihood resilience in the context of social–ecological dynamics, *Global Environmental Change*. 28 (2014) 109–119, <http://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2014.06.005>
- [20] S. Paugam, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Presses universitaires de France, Paris, 2005.
- [21] J. Medina, January 20. Suma qamaña, vivir bien y de vita beata. Una cartografía boliviana, *La Reciprocidad*, <http://lareciprocidad.blogspot.ch/2011/01/suma-qamana-vivir-bien-y-de-vita-beata.html>, 2011 (accessed 22.05.2014).
- [22] M. León, El buen vivir: objetivo y camino para otro modelo, *Revista La Tendencia*. 138 (2008) 105–123.
- [23] B. Mallard, Vers une compréhension de la « pauvreté traditionnelle » en Amérique latine, in: G. Uribe (Ed.), *Sociabilités, citoyenneté et liens sociaux en Amérique latine*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2014, pp.195–225.
- [24] Martínez-Alier, Environmental Justice and Economic Degrowth: An Alliance between Two Movements, *Capitalism Nature Socialism*. 23 (2012), <http://doi.org/10.1080/10455752.2011.648839>
- [25] N.M. Asquith, M.T. Vargas, S. Wunder, Selling two environmental services: In-kind payments for bird habitat and watershed protection in Los Negros, Bolivia, *Ecological Economics*. 65 (2008) 675–684, <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2007.12.014>
- [26] F. Bétrisey, C. Mager, Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocaires, redistributives et marchandes, *Revue Française de Socio-Économie*. 15 (2015) 39–58.

- [27] A. Blanchet, A. Gotman, L'entretien, second ed., A. Colin, Paris, 2010.
- [28] Prefectura del Departamento de Santa Cruz, Diagnostico Integral Socioeconomico del Municipio de Pampagrande, Prefectura del Departamento de Santa Cruz, Santa Cruz de la Sierra, Bolivia, 2006.
- [29] F. Bétrisey, C. Mager, Small Farmers in Florida Province, Bolivia: Reciprocity in Practice, *Mountain Research and Development*. 34 (2014) 369–374.
- [30] I. Retolaza Eguren, Moving up and down the ladder: community-based participation in public dialogue and deliberation in Bolivia and Guatemala, *Community Development Journal*. 43 (2008) 312–328, <http://doi.org/10.1093/cdj/bsn016>
- [31] N. Asquith, Investing in Latin America's Water Factories: Incentives and Institutions for Climate Compatible Development, *ReVista, Harvard review of Latin America*. (2013) 21–24.
- [32] A. Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, Ed. du Cerf, Paris, 2000.
- [33] H. Kocyba, Les paradoxes de la manifestation de reconnaissance, in: C. Lazzeri, S. Nour (Eds.), *Reconnaissance, identité et intégration sociale*, Presses universitaires de Paris Ouest, Nanterre, 2012, pp. 277–293.
- [34] I. Guérin, M. Hersent, L. Fraisse, Introduction, in: I. Guérin, M. Hersent, L. Fraisse (Eds.), *Femmes, économie et développement: De la résistance à la justice sociale*, Erès, Toulouse, France, 2011, pp.7–27
- [35] O. Tinland, *La reconnaissance: par les mœurs ou par les institutions ?*, *La vie des idées*, <http://www.laviedesidees.fr/La-reconnaissance-par-les-moeurs.html>, 2008 (accessed 14.02.2015).
- [36] N. Fraser, Justice sociale, redistribution et reconnaissance, *Revue du MAUSS* 23 (2004) 152–164, <http://doi.org/10.3917/rdm.023.0152>
- [37] J. Butler, *Ce qui fait une vie: essai sur la violence, la guerre et le deuil*, La Découverte, Paris, 2009.
- [38] A. Allen, Dependency, subordination, and recognition: On Judith Butler's theory of subjection, *Continental Philosophy Review*. 38 (2006), 199–222, <http://doi.org/10.1007/s11007-006-9008-3>
- [39] L. Petheram, B.M. Campbell, Listening to locals on payments for environmental services, *Journal of Environmental Management*. 91 (2010) 1139–1149, <http://doi:10.1016/j.jenvman.2010.01.002>

### **11.5 The conditions for the reproduction of the SAGUAPAC water cooperative in the city of Santa Cruz de la Sierra, Bolivia: discourse analysis**

Cet article a été mis en ligne par la revue *Articulo – Journal of Urban Research*, Special Issue n°7, le 15 juillet 2015. Il est disponible à l'adresse suivante : <http://articulo.revues.org/2764>. La revue est à comité de lecture, indexée par SCOPUS (Elsevier) et par l'AERES depuis 2013. Cette revue publie des articles portant sur des thématiques urbaines explorées sous l'angle de multiples disciplines des sciences sociales. Elle publie essentiellement des articles en anglais.

Les frais d'édition en anglais ont été pris en charge par l'Institut de Géographie et Durabilité de l'Université de Lausanne.

\*\*\*

#### *About the author*

Florence Bétrisey, Institute of Geography and Sustainability, University of Lausanne, Switzerland. Contact: [florence.betrisey@unil.ch](mailto:florence.betrisey@unil.ch)

#### **11.5.1 Abstracts**

##### *English*

The SAGUAPAC cooperative in the city of Santa Cruz de la Sierra (Eastern Bolivia) is regularly presented as an example of cooperative successes regarding water supply and sanitation. Its efficiency, both economic and technical, is widely considered as the main reason for its reproduction. However, without denying its importance, we show, through a discourse analysis from and about SAGUAPAC in local media, that moral and non-instrumental factors are crucial in the reproduction of the cooperative. These factors create attachment and affection toward the cooperative, through a storytelling technique using a four-dimensional rhetoric (mythification, identification, emotionalisation and personification). This storytelling technique, internalized in the local media discourse and materializing the so-called new spirit of capitalism, exploits the affects and instrumentalises local myths and legends, as well as the 'camba' ethnic identity. In that, it tends to retain SAGUAPAC members and to canvass new ones, by providing them with recognition in their quality of local community members. However, the mobilisation of social norms and power hierarchies might end up reinforcing the social exclusion of Andean non-camba immigrants, inspite of an a priori inclusive and democratic organisation of the cooperative.

##### *French*

La coopérative SAGUAPAC, active dans la ville de Santa Cruz de la Sierra (Bolivie orientale), est régulièrement présentée comme un succès de gestion coopérative de l'approvisionnement et de l'assainissement de l'eau en milieu urbain. Son efficacité, à la fois économique et technique, est largement considérée comme explicative de son attractivité. Cependant, sans nier son importance, nous montrons, à travers une analyse du discours de et sur SAGUAPAC dans les médias locaux, que les facteurs moraux, non-instrumentaux, sont cruciaux pour la reproduction de la coopérative. Ces facteurs contribuent à créer de l'attachement et de l'affection envers la coopérative, et ce au travers d'un storytelling se basant sur une rhétorique quadridimensionnelle (mythification, identification, émotionnalisation et personnification). Ce storytelling aux multiples registres,

internalisé dans le discours de médias locaux et d'autorités formelles et informelles, matérialise ce que l'on nomme le nouvel esprit du capitalisme, exploitant les affects et instrumentalisant les mythes et les légendes locaux, de même que l'identité ethnique «camba». En cela, il permet à la SAGUAPAC de retenir ses membres et d'en démarcher de nouveaux en leur fournissant la reconnaissance de leur qualité de membres de la communauté locale. Cependant, la mobilisation de normes sociales et de hiérarchies de pouvoir tend à renforcer la marginalisation excluante des immigrants non-camba d'origine andine, en dépit d'une organisation a priori inclusive et démocratique de la coopérative.

*Mots-clés* : Eau, coopérative, services urbains, Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, analyse du discours, storytelling

*Keywords* : Water, cooperative, urban services, Santa Cruz de la Sierra, Bolivia, discourse analysis, storytelling

*Acknowledgement*

The author acknowledges the work of her research assistants Mrs Luz Natalia Mercado Callau (2014) and Mr Christian Paul Nogales Funez (2013) and their commitment towards this investigation. The author is also thankful to Mr. Manuel Suarez Avilla for his precious help in obtaining interviews with municipal and departmental authorities. The author finally acknowledges the Institute of Geography and Sustainability of the University of Lausanne (Switzerland) for having financially supported the fieldwork phases in 2013 and 2014. However, the opinions and views outlined in this article are those of the author and do not represent those of her research assistants, of Mr. Manuel Suarez Avilla or of her sponsor.

**11.5.2 Introduction**

After the Cochabamba 'Guerra del Agua' in 2000—a popular revolt that followed a decision of the municipality of Cochabamba to privatize drinking water infrastructure and that contributed to the fall of the Hugo Banzer government—and another protest in 2008 in the city of La Paz-El Alto, urban water governance in Bolivia has been the subject of various investigations (Hoffmann 2005, Poupeau 2008, Hardy 2009, Hardy and Poupeau 2014). The management and governance of urban water supply of the three main cities of Bolivia (La Paz-El Alto, Cochabamba and Santa Cruz de la Sierra), has however known different trajectories, leading to distinct results. In Cochabamba, after the water war, a new system of joint management between the state and community was established in 2004, aiming to combine logics of profitability with principles of reciprocity and sharing (Hoffmann 2005). This system, however, has still not proven its efficiency: 40% of the city's inhabitants do not have regular access to drinking water, especially in the southern barrios (slums), where informal small user cooperatives (grouped in a local federation) receive financial and technical help from national and international donors (Achtenberg 2013). In La Paz-El Alto, the water provision network was first managed by a public enterprise whose corruption problems were well known (Hardy 2009). To solve these problems, international institutions recommended the privatization, and made it one of their conditions for the granting of new credits to Bolivia. A concession was then granted to the Aguas del Illimani Consortium, whose main shareholder was the French Suez Group, in 1997. In 2004, associations of inhabitants from marginalized neighbourhoods started calling for the departure of this private



company. In 2007, the Evo Morales government decided to end the private concession and created the public enterprise Empresa Pública Social del Agua y Saneamiento (EPSAS). The government invested 18.5 million UDS in indemnities to end the concession and to create the EPSAS (Hardy 2009: 6). Even if this company increased water connections by 40%, it is still today 'highly dependent on international aid for investments in infrastructure' (Buxton et al. 2013: 1) and does not reach every neighbourhood of the city (Hardy and Poupeau 2014).

If both Cochabamba and La Paz-El Alto's urban water governance have experienced several reforms, even revolutions, the urban water governance of the eastern metropolis of Santa Cruz de la Sierra has remained quite stable. For the past 35 years, SAGUAPAC, the world's largest water-users cooperative within an urban area, has been reigning over the city and providing high-quality water services at an affordable price to its members. However, Santa Cruz urban water management and the SAGUAPAC cooperative have not been the subject of many investigations, compared to Cochabamba and La Paz cases. Working papers and grey literature have mostly described the SAGUAPAC cooperative, its internal organization, water-related technologies and infrastructure, as well as quality and efficiency of its production (Nickson 1998, Yavari 2005, Ruiz-Mier and van Ginneken 2006), but they have not questioned its emergence or the conditions of its reproduction along its 35 years of existence.

Considering the cooperative as a socio-political construct that is produced and reproduced through the practice of its members and that depends on local context, representations and power structure, this paper aims to understand and question these conditions of reproduction. After a first analysis of SAGUAPAC communication documents (articles in newspaper, reports, blogs and its Facebook page) we proceed to an analysis of the perceptions of SAGUAPAC conveyed in *El Deber*, the major local newspaper, through a diachronic analysis of opinion articles (posted by local citizens) and local journalist articles (posted between 1979 and 2013), combined with interviews with local formal and informal authorities, journalists and members of SAGUAPAC staff, conducted in 2013 and 2014.

As a result, we will highlight the importance of the storytelling technique used by SAGUAPAC to establish its success and survival. We also highlight how this discourse is based on local *camba/cruceño* socio-cultural representations and internalized within local media discourse. These socio-cultural and moral factors, combined with political factors (strong ties with local elite), have favoured the permanence of the cooperative by building a legitimacy positioning it as a major promoter of local identity and development.

### ***11.5.3 Santa Cruz de la Sierra urban governance and water management***

In fewer than 50 years, the once-sleeping city of Santa Cruz de la Sierra in Eastern lowland Bolivia evolved from a small town—43,000 inhabitants in 1950 (Kirshner 2008-2010)—to 'the economic driving force of the country' (Waldmann 2008: 26, pers. trans.). The main center of the most productive Bolivian department—with the highest GDP of all departments (Kirshner 2010) and HDI scores higher than the national average (UNDP 2004)—is attracting a high number of immigrants, 494,148 immigrants in 2001 (INE 2001), that are mostly coming from rural areas and especially from the Altiplano rural region (due to national relocation policies and support encouraging a 'March to the East' aiming to convert Western miners into Eastern peasants after

the collapse of mining industry in the Altiplano). As a result, the city became a metropolis, reaching 1,453,590 inhabitants in 2012 (INE 2012), nesting a very diverse population, forming a ‘social conglomerate of native and immigrants and at the same time represent[ing] a super-structure, an andino-amazonico creole culture’ (Mazoni 2005: 153, pers. trans.). Despite its image of prosperity and the attraction of headquarters of various international companies (Kirshner 2013), infrastructure, equipment and public spaces of the city, although improving, are still considered to be ‘precarious’ (Mazoni 2005), especially in the ‘outer urban areas’ (Kirshner 2008-2010: 163). The city is also the epicenter of dengue disease in Bolivia (Donnat et al. 2011). These low-quality infrastructures, the dengue prevalence, or the different population groups are heterogeneously distributed throughout the city (Donnat et al. 2011). Indeed, the city knows a pregnant socio-spatial segregation (Mazoni 2005), particularly between the neighbourhoods outside the 4th ring, considered as barrios where immigrants are located and informal activities take place, and the central neighbourhoods, location of well-established households and financial activities. This situation is the result of deficiencies in city planning from the 1960’s to modern days and of the adoption of neoliberal reforms at a national level that ‘marked a shift to a market-driven approach to urban development’ (Kirshner 2013: 547). Since the 1980’s, the municipal government gradually has pulled out of city planning, letting the ‘real estate capitalism fill the breach’ (ibid.). According to Prado et al. (2005: 165, pers. trans.), this led to the ‘depreciation (...) not only of public spaces, but also of the public thing in general: green spaces are lost, many responsibilities and activities are privatised, and public action is devaluated, depreciated compared to private management’. This corresponds to a neoliberal city governance model, which implies a reduction of the weight of the public regulations administrative sector in urban management and translates into the rise of market-oriented projects, public-private partnerships and joint ventures, transforming existing institutional arrangements into market-based projects, which favour consumption. Neoliberal urbanism often comes along with a splintering urbanism (Botton and de Gouvello 2008), reinforcing socio-spatial fragmentation in urban areas ‘through process of unbundling urban services’ (op. cit.: 1869).

Today, the city of Santa Cruz is more than ever linked to the global economy and promoted by local business elite, together with the municipal government, as ‘a harbinger of Bolivia’s future and points to a new paradigm in the country’s urbanism, one in which individualism, entrepreneurship and free markets prevail’ (Kirshner 2013: 552). These entrepreneurial urbanism and market logics also coexist with a powerful informal sector (Ruiz Zelada 2014) and with a very well-established cooperative sector that provides electricity, water and communication services to the city population. The first utility cooperative created was the Cooperativa Rural de Electrificación (CRE) in the 1960’s. The CRE cooperative nowadays provides electricity to more than 250,000 members (CRE 2014), located in the whole Santa Cruz department, including remote rural areas. It was followed by the telecommunication cooperative Cooperativa de Telecomunicaciones Santa Cruz (COTAS), funded in 1965, that currently provides private and public phone, cable TV and internet services to more than 100,000 members and received the Medalla al Mérito Municipal in 2010 (COTAS 2010). Finally, the water and sanitation cooperative SAGUAPAC (Cooperativa de Servicios Públicos Santa Cruz Ltda) was founded in 1979. The cooperative model was then chosen mostly because the ‘tradition of small scale cooperative banking was already well-established in Santa Cruz’ (Nickson 1998: 2). This decision



had also been facilitated by the low level of development of private sector and neglect from central government combined with low resources of local government.

#### ***11.5.4 The development of SAGUAPAC***

We can distinguish 3 phases in the development of the SAGUAPAC cooperative. The first one follows its creation in 1979 and can be considered as embryonic (low coverage, few members) but self-developed thanks to the obtaining of the redistribution of 11% of the national regalías from the oil industry (in 1959) and to members' contributions. The second phase consists of a rapid development during the 1990's, thanks to external funding making the cooperative able to follow and cope with the rapid growth of the city. Finally, since the 2000's, SAGUAPAC has entered into what can be considered a stabilization phase: its water supply system is completely self-financed and loans are obtained to improve sanitation system, by means including innovative measures (new process of water treatments and biogas production from used water) that are rapidly and easily paid off. Like other water cooperatives, SAGUAPAC also benefits from the political support of Evo Morales' government. Indeed, after the Cochabamba 'Guerra del Agua' of 2000 and another protest in 2008 in the city of La Paz-El Alto, the Morales government promulgated a new water law that promotes decentralized management of water through public or cooperative structures and recognizes access to drinking water as a human right. This law also aims to monitor (through the creation of a national authority for the audit of water cooperatives, the Autoridad de Fiscalización y Control Social de Agua Potable y Saneamiento Básico, AAPS) and to provide technical assistance to the 28,000 local water and sanitation providers existing in Bolivia (Achtenberg 2013). The Bolivian government remains the formal owner of all underground resources, including water, and is responsible for the provision of drinking water to every citizen. The government, however, is allowed to give concessions to non-profit enterprises for the provision of such services, especially in urban areas. The concession granted to SAGUAPAC covers two-thirds of the urban area, including the central (until 4th ring) and well-off Northern districts. It encompasses some of the neighbourhood with most Andean immigrants, that are also recognized as the poorest and marginalized neighbourhood (Blanchard 2006, Traverso 2013) but not all of them. In areas located out of its concession (mostly poor and informal neighbourhoods, located after the 4th ring), small and pre-existent water cooperatives are in charge of providing water. They are contemporary, and sometimes predecessors, of SAGUAPAC, but the quality of the service they produce is generally inferior to SAGUAPAC's service (anonymous, journalist, 29.07.14). Even if they rely on SAGUAPAC for the sewage system, these small cooperatives refuse to merge with SAGUAPAC. SAGUAPAC affirms that changing the existing water infrastructure in these barrios is more costly than creating a new one in new barrios and is therefore not especially interested in absorbing these small cooperatives (anonymous, SAGUAPAC, 22.10.2013).

#### ***11.5.5 The structure of SAGUAPAC***

The current structure of SAGUAPAC follows the cooperative model: the water-users, called socios, are members of SAGUAPAC and owners of the water supply and sanitation infrastructure developed by the cooperative. Due to its big size, SAGUAPAC has quite a complex representative structure. The concession accorded by the State is divided into 9 districts. In each

district, 3 representatives of the members are elected to form the general assembly that is the main decision-making organ of the cooperative. This assembly elects an administration board (which is in charge of approving the budget, tariff increases and electing the General Manager) and a supervision council (comité de vigilancia) in charge of controlling the boards' work and conducting external audits. Participation in the elections and in assembly reporting meetings is quite low, which has been interpreted by SAGUAPAC as 'a tacit approval of the performance of cooperative' (Nickson 1998: 3). Regarding water pricing, SAGUAPAC has 'a social tariff structure with different price levels for home consumption, commercial use, industrial use and specific issues (hospitals, public schools, government offices, etc.). Tariffs are also dependent on consumption levels and increase every 15 cubic meters' (Yavari 2005: 39). SAGUAPAC also accepts staggered payments for monthly water bills and for the initial water connection payment. SAGUAPAC 'does not contract out any of its operational and maintenance activities', nor did it 'engaged in benchmarking or market testing in a systematic manner' (Ruiz-Mier and van Ginneken 2006: 17). On this basis, World Bank specialists consider SAGUAPAC's market orientation to be 'very limited' (ibid.). SAGUAPAC cooperative defines itself as a 'private entity, non-profit, made up by the voluntary association of individuals that have common needs and bring capital to create an entity whose specific goal is to satisfy these common basic needs that can be economic, social or cultural' (SAGUAPAC s.d., pers. trans.). This citation shows how SAGUAPAC considers itself as more than a water service provider, linked to local population needs and development. SAGUAPAC affirms to follow the cooperative doctrine in applying 'principles of mutual help and support, focusing on promoting community development' (SAGUAPAC s.d., pers. trans.) and conducting 'corporate social responsibility' programs, acting for the 'common good' (SAGUAPAC 2013a: 5, pers. trans.) of the whole regional community, beyond its socios. Concretely, it offers primary goods and water tanks to marginalized rural communities and organizes environmental education campaigns. A SAGUAPAC representative mentioned these activities as the responsibility of 'every member of the Crucenian community' but also as a good way of 'transmitting the cooperative culture to children and their families' (anonymous, SAGUAPAC, 22.10.2013, pers. trans.), as well as contributing to retain socios and canvassing new ones. Moreover, SAGUAPAC, as well as the other small water cooperatives operating in Santa Cruz, provides a wide range of co-benefits for the socios. The small water cooperatives, as well as the CRE and COTAS cooperatives provide free health insurance or free funeral services, which are provided to every member of the cooperative. On its hand, SAGUAPAC provides free workshops and classes on 'micro-entrepreneurial activities' (SAGUAPAC s.d.). These co-benefits are highly valued by the local population and contribute to the building of perception of the cooperative by the members and local community in general (anonymous, journalist, 29.07.14).

#### ***11.5.6 The technical and economic performance of SAGUAPAC***

World Bank experts considered SAGUAPAC's general level of performance as 'very good' according to their standards (Yavari 2005). First, regarding efficacy, the quality of drinking water has been recognized as the best in Bolivia and one of the best in Latin American cities (The World Bank 2002). Water is available '99.92 percent of the time' (Ruiz-Mier and van Ginneken 2006: 9) to 99.2% of people located in the SAGUAPAC concession area. Sewage is available to

62.3% of them (SAGUAPAC 2012). Regarding management efficiency, SAGUAPAC has obtained an ISO 9001 certification in 2008 that asserts the quality of the management system, based on principles like 'strong customer focus, the motivation and implication of top management, the process approach and continual improvement' (International Organisation of Standardization (ISO, s.d.). Its working ratio (one of main criteria to assess efficiency of management) is of 0.55, which is considered as 'satisfactory', according World Bank guidelines (Ruiz-Mier and van Ginneken 2006: 9). SAGUAPAC is also known for providing good working conditions, which translates into low absenteeism and staff turnover and allows SAGUAPAC to take 'full advantage of personnel with years of training and experience' (Ruiz-Mier and van Ginneken 2006: 10). SAGUAPAC has also proven its innovation capacity through the development of a system of biogas production out of sewage water, the development of which was mainly financed by a loan from the World Bank. Other loans from the International Bank of Development and the World Bank (that transited through the municipal government) have been used to improve sewage- and water-treatment infrastructures. All of the loans have always been paid back in time, sometimes even before the agreed-upon deadlines (anonymous, SAGUAPAC, 22.10.2013).

However, even if it is an undeniable element and argument in the cooperative discourse, the rise and permanence of SAGUAPAC cannot be explained only by the quality of the service produced as well as high coverage and efficiency in the provision of services. Considering cooperatives as socio-political constructs, we assess that, besides its technical and economic performance, SAGUAPAC development and reproduction within a rapidly changing political and economic environment is also related to socio-cultural, moral and political factors.

First of all, let us remind that cooperatives are subject to a high diversity of histories and governance structures, encompassing different modes of institutionalizing the economic process, like redistribution, reciprocity and market exchange. Some common features can nevertheless be identified. Cooperatives are private enterprises that are collectively owned, cannot be considered as capitalist (Bakker 2008) and are not 'oriented towards accumulation of capital but rather towards the satisfaction of social needs' (Lemaître et al. 2011: 165). Cooperatives can be considered either as an alternative to private and public governance of water services (third-sector approach) or as a hybrid mode of governance, combining and articulating at its heart different economic logics (institutionalist approach).

The third-sector approach considers cooperatives as emerging out of a shared necessity, in a context where both public and capitalist management are not able to satisfy people's needs. Ostrom (1990) has added some preconditions to the emergence of cooperatives (considered as a manifestation of collective action): the existence of shared social norms, trust and reciprocity between members. In presence of a 'context in which the interests are made convergent thanks to a common identity, regional, cultural, religious, ideological' (Huybrechts and Mertens 2014: 199), cooperatives are seen as able to reduce the costs of coordination and slow decision-making and may turn out to be even more efficient in the long term than public or private management, especially in the field of natural resource management.

The institutionalist approach considers cooperatives (and other social enterprises) as a mixed system articulating at its core capitalist, redistribution and reciprocity logic (Laville 2007). By

considering these different logics, this approach helps considering that cooperatives may have other finalities that satisfying basic needs among which the creation of social ties and cohesion as a result of the reciprocity logic. This way, motivations to enter collective action or become a member of a cooperative can differ from a utility maximization and include non-instrumental motivations like the satisfaction of a desire of recognition in the sense of Honneth (2000). A cooperative can be considered as a social construct, constantly reproduced through actions and adhesion of new members (Dardot and Laval 2014) whose decision to adhere and co-operate can differ from instrumental action and profit maximization. The emergence, and mostly the reproduction, of the cooperative are therefore influenced not only by the ability of the cooperative to provide quality service/product in a cost-effective way but also by non-instrumental, socio-cultural and moral factors depending on shared values and representations.

Moreover, the social and solidarity economy considers cooperatives as producers of social ties, cohesion and trust (and not only as a product of them), constitutive of the very polysemic concept of social capital. In that conception, cooperatives would produce the conditions of social inclusion for new members. However, we will show here how SAGUAPAC as a cooperative contributes to the recreation and reproduction of local myths and value systems, which could end up being quite exclusive for those who do not share the same values. The distinction between bonding and bridging social capital, proposed by Putnam (2014) allows differentiating between the contradictory effects of social capital that can real pro- or anti-social. Bonding social capital consists of ‘exclusive social networks that are bounded within a given social category’ (Putnam 2014: 669) whereas bridging social capital appears as ‘inclusive social networks that cut across various lines of social cleavage, lining people across different races, ages, classes, and so on’ (ibid.).

The political dimension of cooperatives might also not be external to their reproduction. Indeed, several have criticized cooperatives either for their parastatal character (Simmons and Birchall 2008) or for their ties with local elites and patronage systems, especially in the Latin American context where some cooperatives appeared to have favoured ‘interests external to the local supposedly beneficiaries’ (Coque 2002: 147, pers. trans.).

SAGUAPAC is no exception and by deconstructing SAGUAPAC discourse as well as local media discourse on it, we will show how the instrumentalisation of these moral (local value systems and myths), social (local identities and ‘stories’) and psychosocial (emotions, affection and desire of recognition) factors within SAGUAPAC communication contribute to the reproduction of the cooperative (combined with strong ties with local elite). Conversely, SAGUAPAC also contributes to the reproduction of local identity discourse that tends to foster bonding rather than bridging social capital among the very diverse city population, potentially leading to feelings of exclusion and fostering anti-social discourse.

### ***11.5.7 SAGUAPAC: The ties with the logias***

The interviews conducted with members of the Comité de Defensa de los Socios de Servicios Públicos—whose aim is to ‘mobilised many of the socios in order to save the cooperative system and maintain it as a belonging of the cruceños’ (anonymous, 24.07.14)—and the journalist Carlos Valverde (son of a local intellectual close to the *camba* movement and *logias*), as well as the

literature review (Waldmann 2008, Ferreira 2010 [1994]) showed the link between SAGUAPAC and the local elite—among them were the logias.

“It’s impossible to understand the development of cooperatives and the cruceño institutionalisation without the presence of the logias’ (anonymous, journalist, 29.07.14). Waldmann (2008) defines the logias institutions as the ‘most powerful societies of mutual benefit’ (op.cit.: 100, pers. trans.) operating in the city of Santa Cruz. Created in the 1980’s and stemming from a Freemasonry tradition, these groups are based on ‘mutual loyalty and tend to monopolize local market’ (op.cit.: 103, pers. trans.) and ‘conciliate requests of modern life in a specific way with the structures of the feudal habitus’ that Waldman calls feuderno (op.cit.: 259, pers. trans.).

There are two logias active in the city of Santa Cruz: the Toborocho logia and the Caballeros del Oriente logia. Membership in logia is an important factor for obtaining public contracts for supplies, services and construction, with members of logia involved at the political executive level. For example, Oscar Ortiz Antelo, current Secretary of Institutional Coordination Department of the Autonomous Government of Santa Cruz, was a member of the Caballeros del Oriente logia. Regarding Germán Antelo Vaca, Senator of the Department of Santa Cruz and former president of the Cooperativa Rural de Electrificación (CRE), was a member of the Toborocho logia (Jornadanet.com, 21.07.2009). To enter the logias, one must come from an established family, have a logia member acting as proposer or have important economic capital. Logias’ members constitute a local elite, closely linked to the Comité Pro Santa Cruz (CPSC). The latter is an umbrella institution that federates 200 local associations and defines itself as the ‘watchman’ of local culture and value system. The vice president, Jimmy Saucedo, considers the role of the CPSC as a ‘moral government for the cruceños, a type of parallel government that looks for the interests of local population’ (anonymous, 23.07.14, pers. trans.).

Ferreira (2010[1994]) has established the role and the place of several members of the logias within the three main cooperatives of Santa Cruz (either as managers or members of the administration board). According to him, the Caballeros del Oriente Logia was controlling the COTAS cooperative, and the Toborocho logia was controlling the CRE and SAGUAPAC cooperatives (as well as other local institutions). In 1994, the first publication of these relationships that were formerly hidden and of the names of people involved, led to a global revolt among the cooperatives members (socios) at the end of the 1990’s, leading to the creation of the Comité de Defensa de los Socios de Servicios Públicos. ‘We had very serious problems with the cooperatives during the famous ‘chompa roja’ episode, but no one exceeded the limit that would put the cooperatives in danger. We were all careful to defend them’ (anonymous, journalist, 29.07.14). After several demonstrations (called chompas rojas [i.e., red shirts] demonstrations) and a meeting in the Tahuichi Aguilera stadium with the leaders of cooperatives, the committee obtained a ‘change of attitude,’ which led to the ‘opening’ of the cooperative structures to people out of the logias (anonymous, 24.07.14).

Today, the logias still control cooperatives, but in a more ‘open’ way, and the committee focuses now on the defense of the cooperatives against ‘external pressures’ (i.e., from central government and private companies) (anonymous, 24.07.14). The fact remains that the link between cooperatives and logias, as well as the relationship between them and the authorities, continues to play a vital role in their survival, including that of SAGUAPAC (anonymous, journalist,



29.07.14). However the image building—under the form of storytelling—through which SAGUAPAC presents itself as a cooperative embodying the *camba/cruceño* values also plays a role in its production and reproduction's conditions, as we will see now.

### ***11.5.8 SAGUAPAC: A *camba* storytelling***

According to Salmon (2007), marketing discipline went through a change of paradigm, in the mid-1990's, with a turn from a brand- and logo-based marketing strategy to a story-based marketing strategy. Enterprises are not supposed to produce brand image anymore, but instead are supposed to produce stories. However, the stories must be able to create 'a singular, emotional relationship between a brand and its affiliated clients' (Salmon 2007: 34, pers. trans.), in order to make the brand become a myth. Therefore, these new brand stories need to echo local myths, legends, values and beliefs of the consumers. Personalize and contextualize become keywords of this new communication technique as well as historical and genealogical evocations. These stories are full of heroes and happy endings despite adversity, etc., like traditional myths, and they are told in the style of a classic tale. Salmon (2007) considers storytelling as more than a simple technique. It relates to a manifestation of the so-called 'new spirit of capitalism' (Boltanski and Chiapello 2005), recognizing the fundamental role of emotions, irrational beliefs, etc. and leaving a strictly rational approach toward an 'emotional capitalism that appropriates affects to the point of transforming emotions into commodities' (Salmon 2007: 85, pers. trans.). This new version of capitalism operates through a 'tolstoïan approach' (Denning 2004), a fictionalization, as observed by Sennett (2000) and through the use of an 'authenticity grammar' built on 'spontaneous, friendly relations, trust, requests for help or advice, attentiveness to sickness or suffering, friendship, even love' (Boltanski and Chiapello 2005: 459).

Illouz (2006) talks about the transition of an industrial capitalism toward an emotional capitalism and highlights emotional conditions of current capitalism functioning but also conversely the commoditizing and capitalist logic incursion into the emotional world (Robertson 2007). Therefore, the storytelling discourse is considered here as more than a mere discursive style, but as a technique, proper to a new spirit of capitalism, to increase adhesion and fidelity of clients—or, in our case, cooperative members. In terms of style, this technique is based on emotions and a general 'tale' style. In terms of content, it usually draws on so-called noble and universal references (Boltanski and Chiapello 2005) as well as very local identity myths, legends and supposedly shared values. The deconstruction of such storytelling discourse can therefore provide various useful information regarding local values, myths and power structure. This however requires a previous understanding of local myths, legends, trajectories and identity discourse.

Yet, Bolivia's Eastern region has a complex and mystified history that strongly impacted the development of the city. Even before colonization, Inca stories referred to the physically isolated Eastern region (blocked by the Cordillera on the East, Amazonia on the Northwest and Chaco desert on the South) as an 'obscure and frightening world' (Rolland and Chassin 2007: 124, pers. trans.). This region has impressed a 'fascination as well as a repulsion' on the Incas that will later be shared by Spanish colonists as well (op.cit.: 124, pers. trans.). This perception has led to a political marginalization (first by the Incas, then the Spanish colons and finally by central government after independence) of this region and its capital, the city of Santa Cruz de la Sierra.

Indeed, during colonization, Santa Cruz served as a 'modest military post whose function was to protect the colonial capital of Sucre' (Waldmann 2008: 20, pers. trans.). It was organized on the traditional colonial city principles, consolidating and spatialising the 'stratified social order based on the differentiation between Spanish and indigenous people' and materializing a 'feudal urban society, stratified and dominated by barter economy' (ibid.). The isolation of the city remained after independence, until the first oil and gas deposits of the region were discovered in the 1940's and the Bohan plan was implemented (1940) following an import substitution industrialization (ISI) strategy that encouraged the development of agribusiness industry in the Eastern region and favoured the development of capitalist structures and the rapid growth of the city of Santa Cruz de la Sierra.

The 'camba' appellation, stemming from Guarani indigenous, is shared by all Eastern Bolivian inhabitants in opposition to the 'colla' appellation that refers to Western Altiplano inhabitants. Antelo (2003), one of the main ideologues of the Nacion Camba movement—a separatist movement claiming the independence of the Pando, Beni and Santa Cruz (esatern) departments on the basis of ethnic and cultural differentiations justification (Nacion Camba 2013)—summarizes the 'cultura camba' as 'an intergenerational warehouse, a heritage, a combination of traditions and a soft catalogue of meanings and images, embedded in values, symbols and myths, that serve to maintain this group of people, that share experiences and memories, united' (Antelo 2003: 216). The term cruceño refers to cambas of the Santa Cruz metropolitan region, in opposition to inhabitants of rural Eastern regions (Peña and Bazán 2006). As the Evo Morales government was promoting a multinational State—composed of various indigenous identities—local formal and informal authorities of Santa Cruz, especially the CPSC, started strongly advocating a regional culture, based on the so-called camba and cruceño regional identities (Waldmann 2008), giving longstanding regionalism a recent ethnic dimension (Schroeder 2007): 'Cambas imagine themselves as racially, ethnically and culturally different from Andean people, whom they regard as invading their lands and usurping natural resource wealth in the region' (Assies 2006, cited in Fabricant and Postero 2013: 192). Cruceño people also strongly affirm their Spanish roots, like in the green and white Santa Cruz departmental flag, where 'green evokes natural abundance, the rural and frontier riches of the region [and] white symbolizes purity (la pureza del linaje) and nobility (hidalguía)' (Gustafson 2006: 356). They build a whole narrative, considering Morales' government as a 'threat' and themselves as 'victims' (Fabricant and Postero 2013). Part of this narrative is based on the myth of 'lowland exceptionalism' (Kirshner 2010: 110), that highlights how camba and especially cruceño people have 'pull[ed] themselves up by the bootstraps' (Fabricant and Postero 2013: 193) and should now 'resist the redistributive state' (ibid.). The CPSC initiated 'civic' and hunger strikes as well as mass rallies round the Christ Statue in the city center, which is a symbol of occidental roots of cruceño identity (Blanchard 2006). These events sometimes involved embodied dramatization (like young students stretched out in coffins covered with cruceño flag) aiming to channel emotions to reach political change (Fabricant and Postero 2013), which can be linked to Durkheim's concept of 'collective effervescence' (Fabricant and Postero 2013). These events were also quite festive, with music and dancing (Kirshner 2010) making Gustafson (2006) talk about 'regionalist spectacle' with entertainment invading political demonstration as well as political reference to autonomy and cruceño culture invading socio-cultural events from carnivals to beauty queen shows and ferias.

These manifestations have also known racist and xenophobic drifts, considering collas as criminals (Prado et al. 2005), unhealthy and dirty individuals (Arias Castro 2009) or even invaders (Kirshner 2010). This strategy proved effective as all of the Eastern departments voted against the 2009 constitution that promoted equal distribution of state revenues, including hydrocarbon taxes, between all departments—according to the Corte Nacional Electoral (Vicepresidencia de la República Plurinacional de Bolivia 2009), Eastern departments of Tarija, Santa Cruz, Beni and Pando voted against the constitution with respectively 56.66%, 65.25%, 67.33% and 59.04% votes, whereas Western departments of Chuquisaca, La Paz, Cochabamba, Oruro and Potosi approved it with respectively 51.54%, 78.12%, 64.91%, 73.68% and 80.07% of the vote. However, after this regional ‘revolution,’ the popularity of traditional elite and CPSC decreased. Rosnes (2010) affirms that ‘people of Santa Cruz started discovering that there was another reality than the one reflected by the CPSC and that CPSC’s defense of the ‘cruceño productive model’ didn’t take into account the real aspirations of Cruceño people’ (op.cit.: 102, pers. trans). Accordingly and despite regional government efforts at social inclusion of the unplanned outer zones (Kirshner 2010), Cecilia Dorado affirmed in the local newspaper *El Deber* that there is a ‘crisis of traditional political leadership’ and that the latter is now seen as ‘precluding’ and has to ‘face the challenge of re-inventing a more national discourse’ (Dorado 2013: s.p.). However, the cruceño/camba identity discourse and myths related to the development of Santa Cruz de la Sierra and its lowland exceptionalism find an interesting echo within the storytelling discourse constructed and used by SAGUAPAC in its communication strategy.

Indeed, on its blog and Facebook page, as well as in the interview conducted with SAGUAPAC, the history and development of the cooperative were often recalled in a tale style and positioned SAGUAPAC as a local ‘hero’ of the regional development who struggled against adversity (anonymous, SAGUAPAC, 22.10.2013.). This history is often made in reference to the history of the city of Santa Cruz: ‘35 years ago we were a project, like Santa Cruz was a project of city. So we grew up together’ (SAGUAPAC 2014b, s.p., pers. trans.). It also takes a part of the cruceño/camba identity discourse back when considering SAGUAPAC as a ‘cruceño heritage’ (SAGUAPAC 2014b, s.p., pers. trans.) or when identifying with Santa Cruz flags or other cruceño symbols, as we can see in this citation from the SAGUAPAC blog: ‘Our departmental symbols represents our essence and tradition, that confer an intangible value of identification with Santa Cruz, that nothing and nobody will ever grab from us. To love Santa Cruz, it is necessary to know its history’ (SAGUAPAC 2014a, s.p., pers. trans.). To reaffirm SAGUAPAC’s close relationship with the ‘tierra cruceña’ (SAGUAPAC 2014c, s.p., pers. trans.) that they proclaim to love, they said: ‘The sole fact of walking on your soil makes us fall in love with your beauty, makes us love the nobleness of your people and grow with your strength’ (SAGUAPAC 2013b, s.p. pers. trans.). They also post images of SAGUAPAC with the departmental flag. Moreover, the emotion and affection register is also very often mobilized: ‘We grew together, learning to work with love to bring our people with the best drinking water service, giving life in every drop’ (SAGUAPAC 2014b, s.p., pers. trans.). By posting videos of traditional camba/cruceño songs (like the ‘Niña Camba’ song) or ‘poets’ recognized as camba ideologists like Antonio Anzoategui—whose poems talk about the ‘castellan Spanish blood heritage’ of a ‘once powerful race’ (SAGUAPAC 2014d, s.p., pers. trans.) on their Facebook page—or by organising contests like the ‘Que te



enamora en Santa Cruz?' ("What do you fall in love with in Santa Cruz?") contest, SAGUAPAC also contributes to reproducing this local and regional identity discourse.

#### ***11.5.9 SAGUAPAC: newspaper's discourse analysis***

We decided to trace this discourse on SAGUAPAC in the local media as a proxy of its internalization in the city population. We analysed articles of the El Deber local newspaper over a period ranging from 1979 to 2013. The El Deber newspaper is the main newspaper of the Santa Cruz region and one of the 15 'most influential and popular daily-edition newspapers' (Galván 2011: 96) at the national level. Bolivia's written medias are in general privately owned by persons 'who have strong connections to specific political parties' (op.cit.: 95), which implies a 'political bias' (ibid.). The El Deber newspaper is no exception and is commonly known for its 'antagonist position against the capital cities of La Paz and Sucre' (ibid.), close to the position of regionalist parties and movements. However, it has also been subject to several threats, intimidation campaigns and retaliatory actions from the city mayor and its government members after having published critical articles on municipal government and the mayor himself (Nalvarte 2014, Higuera 2012).

Moreover, written media in general is not the most popular in Bolivia, especially among lower classes that prefer listening to the radio or watching television (Galván 2011). The articles may therefore reveal opinions of a non-representative part of the population—mostly middle and upper classes. The choice of using written media was guided by practical reasons, as the El Deber archives are well conserved and accessible in the public library. Being aware of this social and political bias, studying newspaper articles still allowed us to gain insight about how some of the local citizens, politicians, representatives or workers of this cooperative like to present it. However, we do not pretend to propose an exhaustive panorama of the diversity of perceptions of SAGUAPAC users and Santa Cruz citizens. We identified 58 articles (from 1979 to 2013) expressing points of view about SAGUAPAC. Overall, 22 dated from what we identified as SAGUAPAC embryonic phase from 1979 to 1989, 16 from the expansion phase (1990's) and 20 from the stability phase (2000 to 2013). They were mostly 'opinion' articles from readers and citizens but also articles of local journalists and a few 'tribune' articles of SAGUAPAC representatives. We treated them through manual codification with atlas.ti software. We also decided to complement this discourse analysis with semi-structured interviews conducted with municipal authorities (water and sanitation unit), departmental authorities (environmental unit), members of local camba oligarchy (like representatives of the Comité Pro Santa Cruz), staff of SAGUAPAC (chief of the social responsibility unit), representatives of other small cooperatives active in the outer areas—like COOPAGUAS (Villa Iro de Mayo neighborhood), COOPLAN (Plan Tres Mil neighborhood) and COSPHUL (Km. 4 al Norte neighborhood)—as well as with the vice president of the Santa Cruz Departmental Federation of Drinking Water and Sanitation Cooperatives (FEDECAAS), asking them about their perceptions of SAGUAPAC and its permanence in the city.

Our first statement is that even if the efficiency of SAGUAPAC (measured in terms of quality of water and number of employees compared to the number of socios) or its technological abilities (e.g., project of biogas collection from sewage water that has been quite mediatized) were

mentioned as factors contributing to the upholding of the cooperative, they were not the main elements quoted on SAGUAPAC in *El Deber*. Four thematics are more significant in the discourse on SAGUAPAC.

First, the discourse relates to the identity of cruceño people. An identification or retroaction processes of identity creation between local identity discourse and the SAGUAPAC can be observed. SAGUAPAC is presented as a fruit of Crucenian mentality. Because cooperativism is seen as part of this culture, the character and personality of Crucenian people are described as being modelled by the rural and peasant *cambas* traditions of cooperation and solidarity. This was also present in an interview with a member of the *Comité Pro Santa Cruz*: ‘Moreover, I believe that the cooperative system is a model that goes well with our culture. With the Cruceño culture (...) I really believe that the Cruceño culture is very adapted to this cooperative system’ (anonymous, 23.07.14, pers. trans). A member of the municipal government referred to the ‘nature’ of the *camba* people that ‘tends towards being in contact, getting together, not living isolated’ (anonymous, 23.07.14, pers. trans.). SAGUAPAC is also seen as contributing to the re-creation of Crucenian identity through providing recognition—mostly from international actors—and pride to the whole Crucenian community.

Secondly, the media discourse around SAGUAPAC also systematically recalls history and genealogy of SAGUAPAC, even in articles dealing with recent topics. Every SAGUAPAC anniversary is an opportunity to recall SAGUAPAC’s hit list, as well as its history and genealogy. Its emergence as a small cooperative, trying to work for the common good in a hostile context, is often referred to. SAGUAPAC is presented as an organization ‘from the people to the people,’ arising from the initiative of some ‘visionary pioneers’. The history of the whole region is also mentioned, highlighting the notion of a neglected area ‘abandoned’ from central government, which has strengthened self-mobilization and self-development of infrastructure. This refers to the myth of the lowland exceptionalism, present in the CPSC discourse. SAGUAPAC is described as a cooperative solving local problems of low/bad development through the provision of high-quality services at an affordable price: ‘The cooperatives solved our life (...) Why is there identification with the cooperatives? Because they saved our lives!’ (anonymous, journalist, 29.07.14, pers. trans.). Its impact on life quality (beyond primary need satisfaction) is mostly invoked in terms of progress and modernization of the city, reduction of poverty and dignity provided to Crucenian people. SAGUAPAC is mythicized as a developmental hero, as a crusader on its own, gaining ground despite adversity; in other words, it is portrayed as an alternative to the paternalist Bolivian State, which is considered as inefficient, inconsistent, corrupted and not trustworthy. Contrary to the state, SAGUAPAC is perceived as animated by a moral duty to satisfy basic needs of the community, conferring on SAGUAPAC the legitimacy to operate, especially in a delicate context such as water provision, as it gives trust to the *socios*, but also to local authorities. The loss of these values is mentioned as one of the main risks for the cooperative in the future. Indeed, in recent years, SAGUAPAC was often accused of treating members more as clients than as *socios*, which is perceived as contrary to the moral duty of satisfying needs. As the organization and status of the cooperative have not changed, this argument seems to refer not so much to the non-profit versus for-profit dimension, but more to the symbolic dimension of the status of the *socios*.

An emotionalisation of SAGUAPAC can also be observed in the newspaper articles about SAGUAPAC. Indeed, the use of terms like 'abandonment' (from the Bolivian State), affection/*care* (*cariño*), even love towards SAGUAPAC or the sacrifice (of the founders) is recurrent in the media discourse. Like the other two cooperatives, SAGUAPAC is considered as a Crucenian legacy (*patrimonio*) and every contestation by the Bolivian State or private companies is considered an infringement toward the dignity of the Crucenian people. This emotional register recalls the emotionalisation of the demonstration and strikes for regional autonomy.

Finally, another crucial element that arose from the analysis of the newspaper discourse is the personification of SAGUAPAC. Indeed, the cooperative becomes a real figure of the Crucenian landscape. It receives birthday cards, published in *El Deber*, from other institutional and private actors. Some of these actors even ask God to bless the cooperative. This personification and trust relationship does not only occur between SAGUAPAC and its socios but also between SAGUAPAC and its workers. SAGUAPAC is said to consider its workers as family members. As they leave or retire, their work is often publicly recognized in local newspapers. In return, workers identify themselves with the cooperative and SAGUAPAC, and the working conditions are described as the best in the country in terms of salary but also because of the recognition provided by the job.

The mythification, identification, emotionalisation and personification of SAGUAPAC converge with the new spirit of capitalism (Boltanski and Chiapello 2005) and trend toward its emotionalisation (Illouz 2006) with storytelling as an effective technique (Salmon 2007) that help create ties between this cooperative, the water users, the workers and the wider community of the Cruceños. This explains why the Cruceños (especially the older generations) tend to 'worship the cooperative' (anonymous, journalist, 29.07.14) and express the 'love and this affection that we have for the cooperative' (*ibid*).

This way, SAGUAPAC becomes a key actor of local development as well as of local identity and criticizing SAGUAPAC means not only criticizing the cooperative but also the local identity. Indeed, we did not observe many critiques of SAGUAPAC within media discourse except the *chompa roja* episode (which did not actually put the institution into question but wanted to protect the cooperative system from the *logias*) and some recurrent local complaints on water tariffs or new water meters. We did not highlight any real civic movements or urban struggles. Paradoxically, every critical article started by recognizing SAGUAPAC's merits. This power dimension has already been mentioned as consubstantial of this emotional capitalism: 'Those who are caught up in these mechanisms cannot categorically refuse to participate in these exchanges. This would lead directly to their exclusion or dismissal' (Boltanski and Chiapello 2005: 459). This could be considered as a form of disciplinary governmentality that operates 'through the internalisation of social norms and ethical standards to which individual conform due to fears of deviance and immorality and which they thus exercise over themselves and one another' (Fletcher 2013: 173).

Indeed, from the analysis of newspaper discourse, it seems that no one is allowed to criticize SAGUAPAC or at least, as written above, every critic has to begin with the recognition of the various merits of the cooperative. These critics are also not really putting SAGUAPAC and its values into question but rather want to improve or optimize the organization and reinforce its

cooperative nature. They indeed reproached the cooperative to be less cooperative in practice than in discourse. The only actors trying to ‘demythologize’ SAGUAPAC are the small water cooperatives: they tend to present SAGUAPAC and its corporate responsibility activities as too paternalistic and almost humiliating: ‘They pretend to know what we need and to explain us how to do the things’ (anonymous, COOPAGUAS, 17.10.13). People felt ‘rejected by the big SAGUAPAC and identify better with this small cooperative’ (anonymous, COSPUHL, 16.10.13, pers. trans.).

What comes out of our analysis is the astonishing place taken by moral or non-instrumental factors in the discourse about the urban cooperative system, even in the context of promotion of individual and private management of the city and efficiency of service provisions. This allows for nuance in the hypothesis that cooperatives emerge and survive only because of their utility and the highest efficiency compared to public and capitalist management. This is also in line with the observations of Boltanski and Chiapello (2005) of the new spirit of capitalism. They state that the commodification processes have created ‘anxiety about authenticity (...): one no longer knows if they are ‘authentic’ or ‘inauthentic’, spontaneous or re-engineered for commercial ends’ (op. cit.: 447), leading to a demand for authenticity. New capitalism recognizes this request and tries to recuperate it through an authenticity grammar referring to emotions and to myths more than to utility. Green consumerism and green marketing have been the first trying to commodify the authenticity of nature and include it in marketing strategies. In this emotional turn of the spirit of capitalism, the cooperative has a great card to play because of its organizational nature that is better able to create attachment between the cooperative and its members, and even with the wider local community. In the case of SAGUAPAC, the reference to an idealized Crucenian identity commonly shared is used to engender these emotional ties. Reciprocally, SAGUAPAC and its discourse contribute to the reproduction of this Crucenian identity, as showed by Waldmann (2008).

#### **11.5.10 Conclusion**

In this contribution, recognizing the importance of SAGUAPAC technical and economic efficiency for its permanence over time, we assess that political and socio-cultural dimensions play a crucial role in the resilience and reproduction of SAGUAPAC. As a cooperative relating on the emotional level with its members—as well as with the Crucenian community—by mobilizing a storytelling approach that uses a four-dimensional rhetoric (mythification, identification, emotionalisation and personification) and linked to local powerful elite groups, SAGUAPAC has been able to build its image as an actor that should be considered as essential, not only for the provision of water services, but also to protect the Crucenian identity. By symbolically linking its own survival to that of the Crucenian culture—while benefiting the support of local elites, including logias—SAGUAPAC has become a key promoter of local identity and myths, contributing to the preservation of conditions of its reproduction.

40However, exploiting the affiliation to a specific—and exclusionary—Crucenian identity risks being counterproductive in a context of high migration to Santa Cruz de la Sierra from areas with different cultures (indigenous people, Altiplano inhabitants). Fabricant and Postero (2013) have shown the danger of racist drifts that accompanied the CPSC discourse between the year 2006 and

2010. Similar drifts can then be expected out of SAGUAPAC discourse. Admittedly, some of the non-camba Andean neighbourhoods are formally part of SAGUAPAC's concession area, which implies considering the non-camba inhabitants of those neighbourhoods as members of SAGUAPAC in their own rights. But at the same time, the use of a discourse based on the local identity and myths, including an ethnic dimension, can contribute to strengthen and legitimate the social norms excluding those members from the wider Santa Cruz community and lead to anti-social behaviour. A study of the perceptions of SAGUAPAC among Andean migrant neighbourhoods (especially those within the SAGUAPAC concession area) would be an interesting way to reveal those feelings of exclusion (generated by the SAGUAPAC discourse). At a time of recognition of the multi-nationality of the Bolivian State, SAGUAPAC should consider making a revised strategy to address the coming hybridity of the Crucenian culture.

### **11.5.11 Bibliography**

Achtenberg E. 2013. From Water Wars to Water Scarcity: Bolivia's Cautionary Tale. North American Congress on Latin America, <http://nacla.org/blog/2013/6/5/water-wars-water-scarcity-bolivia%E2%80%99s-cautionary-tale> (Retrieved October 9, 2014).

Antelo S. 2003. Los cruceños y su derecho de libre determinación. Bolivia, s.n.

Arias Castro JM. 2009. Ciudad limpia. El Dia. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia, March 6, [http://www.eldia.com.bo/index.php?cat=162&pla=3&id\\_articulo=2418](http://www.eldia.com.bo/index.php?cat=162&pla=3&id_articulo=2418) (Retrieved January 5, 2015).

Assies W. 2006. La « media luna » sobre Bolivia: nación, región y clase social. *América Latina Hoy* 43(0): 87-105.

Bakker K. 2008. The ambiguity of community: Debating alternatives to private-sector provision of urban water supply. *Water Alternatives* 1(2): 236–252.

Blanchard S. 2006. Migration et marginalité. Les migrants andins dans les quartiers marginaux de Santa Cruz de la Sierra (Bolivie). *Revue Tiers Monde* 185: 23-38. DOI : 10.3917/rtm.185.0023

Boltanski L, Chiapello E. 2005. *The New Spirit of Capitalism*. New York, Verso. DOI : 10.1007/s10767-006-9006-9

Botton S, de Gouvello B. 2008. Water and sanitation in the Buenos Aires metropolitan region: Fragmented markets, splintering effects? *Geoforum* 39: 1859-1870.

Buxton N, Escobar M, Purkey D, Lima N. 2013. *Water scarcity, climate change and Bolivia: Planning for climate uncertainties*. Stockholm, Stockholm Environment Institute.

Coque J. 2002. Las cooperativas en America Latina: vision historica general y comentario de algunos paises tipo, *CIRIEC-España revista de economía pública, social y cooperativa* 43: 145-172.

COTAS. 2010. Libro de Or, <http://www.cotas.com/librodeoro/presentacion.swf> (Retrieved January 6, 2015).

CRE. 2014. Cobertura Geografica, <http://www.cre.com.bo/WebCre/cre/cobertura.htm> (Retrieved January 6, 2015).



- Dardot P, Laval C. 2014. *Commun: Essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris, La Découverte.
- Denning S. 2004. *Squirrel Inc.: A Fable of Leadership through Storytelling*. San Francisco, Jossey-Bass.
- Donnat M, Gozalvez-Kreuzer B, Roca Y, Conde Cosme A, Choque Rios J, Hervé JP, Handschumacher P. 2011. La dynamique de la dengue à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie) entre paysages à risques et mobilités : appréciation des inégalités et gestion du risque. *Espace populations sociétés* 1: 33-46.
- Dorado C. 2013. El liderazgo cruceño se ve debilitado y con nuevos desafíos. *El Deber*. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia, <http://ns1.eldeber.com.bo/septimo-dia/2013-04-28/ver.php?id=130427101708> (Retrieved October 20, 2014).
- Fabricant N, Postero N. 2013. Contested Bodies, Contested States: Performance, Emotions, and New Forms of Regional Governance in Santa Cruz, Bolivia. *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology* 18(2): 187-211. DOI : 10.1111/jlca.12016
- Ferreira R. 2010[1994]. *Las logias en Santa Cruz*. Santa Cruz de la Sierra, Fondo de Ediciones Municipales.
- Fletcher R. 2010. Neoliberal environmentalism: Towards a poststructuralist political ecology of the conservation debate. *Conservation and Society* 8: 171-181. DOI : 10.4103/0972-4923.73806
- Galván JA. 2011. *Culture and Customs of Bolivia*. Santa Barbara, United States, ABC-CLIO.
- Gustafson B. 2006. Spectacles of Autonomy and Crisis: Or, What Bulls and Beauty Queens have to do with Regionalism in Eastern Bolivia. *Journal of Latin American Anthropology* 11(2): 351-379.
- Hardy S. 2009. La vulnérabilité de l'approvisionnement en eau dans l'agglomération pacénienne : le cas du sous-système El Alto. *Cybergeog : European Journal of Geography [On Line]*, Dossiers, Vulnérabilités urbaines au sud, document 457, <http://cybergeog.revues.org/22270> (Retrieved October 27, 2014).
- Hardy S, Poupeau F. (2014). L'auto-organisation de la gestion urbaine de l'eau. *Actes de la recherche en sciences sociales* 203(3): 86-105. DOI : 10.3917/arss.203.0086
- Higuera S. 2012. Mayor says journalists for Bolivian newspaper will end up « six feet under », <https://knightcenter.utexas.edu/blog/00-11315-mayor-says-journalists-bolivian-newspaper-will-end-six-feet-under> (retrieved on January 6, 2015).
- Hoffmann S. 2005. La cogestion étatique-communautaire de l'eau à Cochabamba (Bolivie). *Annuaire suisse de politique de développement* 24(2): 179-190.
- Honneth A. 2000. *La lutte pour la reconnaissance*. Paris, Cerf.
- Huybrechts B, Mertens S. 2014. The Relevance of the Cooperative Model in the Field of Renewable Energy. *Annals of Public and Cooperative Economics* 85(2): 193-212. DOI : 10.1111/apce.12038
- INE (Instituto Nacional de Estadística). 2001. *Censo nacional de población y vivienda*. La Paz, Estado plurinacional de Bolivia.

- INE (Instituto Nacional de Estadística). 2012. Bolivia: Características de población y vivienda: Censo nacional de población y vivienda. La Paz, Estado plurinacional de Bolivia.
- International Organisation of Standardization (ISO). s.d.. ISO 9000-Quality management, [http://www.iso.org/iso/home/standards/management-standards/iso\\_9000.htm?="](http://www.iso.org/iso/home/standards/management-standards/iso_9000.htm?=) (Retrieved November 13, 2014)
- Illouz E. 2006. Les sentiments du capitalisme. Paris, Seuil.
- Jornadanet.com. 2009. Duelo entre « logias » genera fricciones en círculos cruceños. Jornadanet.com, 21.07.2009, <http://www.jornadanet.com/Hemeroteca/n.php?a=34721-1&f=20090721> (Retrieved October 24, 2014).
- Kirshner J. 2008-2010. Migration, Informalization and Public Space in Santa Cruz, Bolivia. *Bolivian Studies Journal/Revista de Estudios Bolivianos* 15-17: 150-190. DOI : 10.5195/bsj.2010.10
- Kirshner J. 2010. Migrants' Voices Negotiating Autonomy in Santa Cruz. *Latin American Perspectives* 37(4): 108-124. DOI : 10.1177/0094582X10373353
- Kirshner J. 2013. City profile: Santa Cruz de la Sierra. *Cities* 31: 544-552. DOI : 10.1016/j.cities.2011.12.009
- Laville JL. 2007. L'économie solidaire: Une perspective internationale. Paris, Hachette Littératures.
- Lemaître A, Richer M, Carvalho de França Filho G. 2011. L'économie solidaire face à l'État en Amérique latine. *Revue Tiers Monde* 208(4): 159-175. DOI : 10.3917/rtm.208.0159
- Mazoni M. 2005. Santa Cruz de la Sierra. una ciudad que busca su espacio. *CIUDADES* 9: 135-160.
- Nación Camba. 2013. Movimiento Nación Camba. Quienes Somos, <http://nacioncamba.org/quienes-somos/> (Retrieved January 7, 2015).
- Nalvarte P. 2014. Bolivian city's government suspends ads on local newspaper in apparent reprisal over video, <https://knightcenter.utexas.edu/blog/00-15632-bolivian-city%E2%80%99s-government-suspends-ads-local-newspaper-apparent-reprisal-over-video> (Retrieved January 6, 2015).
- Nickson RA. 1998. Organisational Structure and Performance in Urban Water Supply: The Case of the SAGUAPAC Co-operative in Santa Cruz, Bolivia. Birmingham, England, University of Birmingham, International Development Department.
- Ostrom E. 1990. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge, New York, Cambridge University Press.
- Peña C, Bazán NJ. 2006. Ser cruceño en octubre: aproximación al proceso de construcción de la identidad cruceña a partir de la crisis de octubre de 2003. La Paz, Fundacion PIEB.
- Poupeau F. 2008. Les ambivalences de la participation communautaire. *Autrepart* 47(3): 245-253. DOI : 10.3917/autr.047.0245

- Putnam RD. 2014. Commentary: 'Health by association': some comments. *International Journal of Epidemiology* 33(4): 667-67. DOI : 10.1093/ije/dyh204
- Prado F, Seleme S., Prado I., Ledo C. 2005. *Santa Cruz y su Gente: Una visión crítica de su evolución y sus principales tendencias*. Santa Cruz de la Sierra, CEDURE (Centro de Estudios para el Desarrollo Urbano y Regional).
- Robertson M. 2007. *Discovering Price in All the Wrong Places: The Work of Commodity Definition and Price under Neoliberal Environmental Policy*. *Antipode* 39(3): 500-526.
- Rolland D, Chassin J. 2007. *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*. Paris, l'Harmattan.
- Rosnes A. 2010. *La lucha del poder en tiempos de cambio. Un análisis del Comité pro Santa Cruz y su oposición al Gobierno central boliviano (2006- 2010)* (Master Thesis). University of Bergen, Bergen, Norway.
- Ruiz Zelada I. 2014. *Mas espacios publicos son copados por gremiales*. *El Deber*. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia, <http://www.eldeber.com.bo/santacruz/mas-espacios-publicos-son-copados.html> (Retrieved January 6, 2015).
- Ruiz-Mier F, van Ginneken M. 2006. *Consumer cooperatives: an alternative institutional model for delivery of urban water supply and sanitation services?* (Note No. 5). World Bank.
- SAGUAPAC. 2012. *Memoria 2012*. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia, SAGUAPAC.
- SAGUAPAC. 2013a. *Memoria 2013*. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia, SAGUAPAC.
- SAGUAPAC. 2013b. SAGUAPAC, <https://www.facebook.com/SAGUAPACSCZ> (Retrieved October 9, 2014).
- SAGUAPAC. s.d. *Antecedentes Historicos de SAGUAPAC*. SAGUAPAC, *El agua de todos*. <http://www.saguapac.com.bo/aplicacion/vista/antecedentes-historicos.html> (Retrieved October 9, 2014).
- SAGUAPAC. 2014a. *24 de julio: Día de la bandera cruceña*. SAGUAPAC, *destras de cada gota* (blog). 24.07.2014. <http://detrasdecadagota.blogspot.ch/2014/07/24-de-julio-dia-de-la-bandera-crucena.html> (Retrieved October 27, 2014).
- SAGUAPAC. 2014b. SAGUAPAC. 18.06.2014, <https://www.facebook.com/SAGUAPACSCZ> (Retrieved October 27, 2014).
- SAGUAPAC. 2014c. SAGUAPAC. 26.02.2014, <https://www.facebook.com/SAGUAPACSCZ> (Retrieved October 27, 2014).
- SAGUAPAC. 2014d. SAGUAPAC. 23.09.2014, <https://www.facebook.com/SAGUAPACSCZ> (Retrieved October 27, 2014).
- Salmon C. 2007. *Storytelling: La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris, La Découverte.
- Schroeder K. 2007. *Economic Globalization and Bolivia's Regional Divide*. *Journal of Latin American Geography* 6(2): 99-120. DOI : 10.1353/lag.2007.0048



Sennett R. 2000. Le travail sans qualités: les conséquences humaines de la flexibilité. Paris, Albin Michel.

Simmons R, Birchall J. 2008. The role of co-operatives in poverty reduction: Network perspectives. The Journal of Socio-Economics 37: 2131-2140. DOI : 10.1016/j.socec.2008.04.016

The World Bank. 2002. Bolivia water management : a tale of three cities 24578: 1-4.

Traverso AC. 2013. ¿Dónde viven los cruceños? <http://sczurbana.blogspot.ch/2013/02/donde-viven-los-cruceños.html> (Retrieved November 5, 2014)

UNDP (United Nations Development Programme). 2004. Informe de desarrollo humano en Santa Cruz 2004. La Paz, Plural editores.

Vicepresidencia de la República Plurinacional de Bolivia. 2009. Referendum constituyente: Resultados Finales Corte Nacional Electoral. La Paz, Bolivia.

Waldmann A. 2008. El habitus cambia: estudio etnográfico sobre Santa Cruz de la Sierra. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia, Editorial El País.

Yavari LF. 2005. Management of basic drinking water and sanitation services by co-operative in Bolivia. In Balanya B, Brennan B, Hoedeman O, Kishimoto S, Terhorts P (eds) Reclaiming Public Water: Achievements, Struggles and Visions from Around the World. Amsterdam, Transnational Institute and Corporate Europe Observatory: 37-44.

#### ***Electronic reference***

Florence Bétrisey, « The conditions for the reproduction of the SAGUAPAC water cooperative in the city of Santa Cruz de la Sierra, Bolivia: discourse analysis », Artículo - Journal of Urban Research [Online], Special issue 7 | 2015, Online since 14 July 2015, connection on 09 March 2016. URL : <http://articulo.revues.org/2764> ; DOI : 10.4000/articulo.2764

#### ***Copyright***

Creative Commons 3.0 – by-nc-nd, except for those images whose rights are reserved.

**CONCLUSION**

---



## 12. LES ARA COMME CONSTRUCTIONS INSTITUTIONNELLES HYBRIDES ET NARRATIVES, ENTRE EMANCIPATION ET SUBORDINATION

« La valeur d'une pensée se mesure aux distances qu'elle prend avec la continuité de ce qui est déjà connu » (Adorno, 2001 : 78)

À l'heure d'établir le bilan de cette thèse, nous allons revenir sur ses apports principaux puis nous développerons, sur un mode plus personnel, nos perspectives de recherche.

### 12.1 Conclusion générale

En suivant une démarche abductive, nous avons construit deux cadres d'analyse, remplissant le double objectif de description des logiques d'échange au sein de paiements pour services environnementaux (PSE) et d'évaluations de leurs implications sociales et politiques. Ces cadres se sont voulus à la fois situés et sensibles aux structures et déterminants sociaux plus « universels », comme les catégories de justice et d'émancipation. Ils ont permis de proposer une interprétation ni « *overly-rational* » ni « *overly-structuralist* » (Van Hecken, Bastiaensen & Windey, 2015 : 117). Les acteurs ont été considérés comme étant influencés et dépendants de structures de pouvoir qu'ils reproduisent, mais également aptes à développer un regard critique sur celles-ci, et à les transformer.

Notre analyse montre l'intérêt de considérer les PSE et les initiatives de PSH selon un cadrage théorique et conceptuel jusqu'ici peu mobilisé dans la littérature y relative. Nous nous sommes éloignée à la fois de la promotion et de la contestation du « grand récit » de la néolibéralisation de la nature. Nous avons évité d'entrer dans le débat « marché/pas marché » (Douai & Montalban, 2015 : 231), en analysant les relations sociales d'échange de services au sein des PSE. Par une étude de cas et grâce au référentiel polanyien, nous avons montré comment les ARA — des PSH — articulent des logiques socioéconomiques marchandes et non marchandes et génèrent un dispositif hybride, évalué de manière distincte selon les acteurs. L'application de ce cadre conceptuel polanyien à d'autres initiatives de PSE — et plus largement de gouvernance environnementale — permettrait d'en tester la validité en tant que grille d'analyse capable de rendre compte de la diversité des modalités de gestion et de gouvernance de l'environnement.

Cette recherche contribue aussi à la réflexion critique sur la nature des institutions. Nous avons prolongé le référentiel polanyien en considérant les ARA à la manière de l'institutionnalisme critique, enjoignant à concevoir les institutions comme ad hoc et aléatoires — produites par des normes sociales et des « valeurs » (Cleaver, 2012) ou encore par des routines, des instincts et des affects (Rizza, 2008) —, plutôt que comme des créations figées, pérennes, raisonnées et intentionnelles. Et donc dépassant le champ de la conscience des individus et, à ce titre, ne faisant pas l'objet d'une analyse réflexive systématique. Nous avons abordé les ARA non pas comme des institutions cristallisées, mais se reproduisant constamment au travers de pratiques quotidiennes.

Si, aujourd'hui, l'analyse des PSE sous l'angle institutionnaliste est relativement acquise, notre thèse montre qu'ils gagneraient à être examinés au prisme de l'institutionnalisme critique. En combinant le référentiel polanyien à celui de la sociologie pragmatique, mettant en lumière les normes « situées » de réciprocité et de reconnaissance, nous avons fait nôtre ce questionnement

critique sur la nature des institutions. Nous avons, grâce à un détour par la sociologie pragmatique, montré que l'action de participer ou non aux ARA répond à des justifications morales variées au sein des groupes de prestataires de services. Nous espérons, par ailleurs, avoir évité l'écueil culturaliste-relativiste et essentialiste, en postulant, d'une part, la diversité des régimes de justification et, d'autre part, la capacité des individus à « naviguer » entre différents registres. Parmi ces justifications, la notion de reconnaissance joue un rôle important, aux côtés des justifications distributives, procédurales et libérales. Or, si ces dernières sont questionnées de manière explicite dans la littérature sur les PSH/PSE, il en va différemment de la reconnaissance, qui y est peu traitée. Comme l'institutionnalisme critique préconise de prendre en considération la dimension politique des institutions et d'examiner leur produit sous l'angle des notions de justice sociale, de reproduction des inégalités et d'*empowerment*, cette reconnaissance méritait d'être questionnée de manière systématique, ce que nous avons fait en mobilisant différents auteurs, d'Axel Honneth à Amy Allen.

La notion de reconnaissance, d'abord apparue comme valeur et « ordre de grandeur », a ainsi servi de catégorie analytique complétant notre référentiel socioéconomique polanyien, institutionnaliste critique et sociologique pragmatique. Les théories récentes de la reconnaissance encourageant à questionner les pratiques et les relations de reconnaissance, mais également la dimension narrative de sa production, les ARA ont été lus comme des récits, producteurs de (nouvelles) catégories et grammaires de reconnaissance. L'analyse des implications de la reconnaissance induite — informée par les théories de justice sociale montrant la relation ambivalente entre reconnaissance et pouvoir — a mis en lumière le rôle ambigu joué par les ARA en matière d'émancipation des acteurs locaux et de reproduction des structures de pouvoirs et d'injustices sociales. Nous avons montré comment la reconnaissance, en tant qu'émotion, est rattachée à un contexte social et politique et ne relève pas uniquement de l'ordre du psychologique. Nous nous sommes attachée à rappeler le caractère ambivalent de la reconnaissance, à cheval entre émancipation et subordination. Notre thèse a également recouru aux théories de la justice environnementale qui entendent s'éloigner, sans toutefois les remettre totalement en question, des approches purement distributives de la justice. Par la reconnaissance, nous avons étudié la question contemporaine du pouvoir et de sa reproduction — ou de sa transformation — dans des relations d'échanges socioéconomiques, elles-mêmes préalablement reconnues comme lieu d'articulation de logiques socioéconomiques diverses.

Quels que soient les espaces physiques, sociaux et psychologiques où opère la reconnaissance dans les ARA, et, quelle que soit leur prise de conscience par les acteurs impliqués, notre thèse témoigne de l'intérêt de ce que suggérait Cardoso de Oliveira, à savoir que « la dimension performative de la reconnaissance (...) nous interpelle sur l'importance symbolique de l'acte performatif, même lorsque le non-dit devient un fait » (Cardoso de Oliveira, 2007 : 93). Notre approche pluraliste a ainsi éclairé la dimension émotionnelle des pratiques et des comportements liés aux ARA, dans une perspective qui avait déjà été envisagée par Mauss, qui considérait que « les faits économiques eux-mêmes sont des faits sociaux (...), donc des faits psychiques » (Mauss, 1997 : 76, cité dans Laville, 2013 : 278). Nous nous sommes également appuyée sur les travaux de Boltanski & Chiapello (1999) mettant en exergue l'importance des émotions et des affects dans la reproduction des formes modernes de capitalisme. Nous intéresser à la dimension relationnelle et émotionnelle des ARA nous a rappelé l'importance de croire davantage « [au]

doute et [à] la dette » qu'aux « idéaux de certitude et de contrôle » (Cardoso de Oliveira, 2007 : 93).

De plus, en s'insérant dans le champ des études postcoloniales, notre recherche nous a amenée à contester les grands récits sous-estimant le potentiel des sociétés rurales et traditionnelles de se réinventer en s'articulant à des catégories considérées comme modernes, évitant ainsi d'être dévalorisées et dominées. Notre recherche reconnaît ainsi l'invisibilisation historique et récurrente de certaines catégories, dont celle de réciprocité, et, en écho à Boaventura de Sousa Santos, la nécessité de les rendre visibles, ainsi que leurs articulations au système hégémonique.

Enfin, nous estimons avoir inscrit notre recherche dans le champ de *performative social sciences* et de l'auto-ethnographie, en questionnant notre encastrement dans le « monde » académique, lui-même sujet à des normes, régulations et structures de pouvoir donnant lieu à divers régimes de justification. Nous espérons avoir fait preuve de cohérence épistémique en interrogeant notre propre pratique de chercheur (plus précisément même de chercheuse) — et les relations d'échange qu'elle implique — au prisme de la question de leur encastrement au sein d'institutions scientifiques, de valeurs et de structures de pouvoir. Nous avons analysé de manière symétrique la *performance* sociale de recherche en mobilisant les notions de réciprocité, de reconnaissance et de pouvoir. Ce faisant nous avons abordé les tendances et les contextes de la production scientifique qui sont les nôtres, et insisté sur le rôle joué, dans les processus de subordination — ou au contraire d'émancipation — du sujet-chercheur par le désir de l'obtention d'une reconnaissance « académique ».

Cette thèse laisse certaines questions en suspens, notamment sur la nature des relations de reconnaissance prenant place au sein des ARA et sur le rôle joué par la FNB dans ces relations. Cette dernière est-elle prise au piège de relations de reconnaissance initialement fournies de manière non instrumentale avec le but charitable d'améliorer une situation d'injustice ? Est-elle au contraire à l'origine de la construction stratégique d'un besoin de reconnaissance induisant l'aliénation des reconnus et ainsi l'effcience de la conservation/préservation des ressources naturelles ? Qu'elles soient ou non produites de manière stratégique, ces relations de reconnaissance engendrent-elles une situation plus juste pour les participants ?

Cependant, nous pensons, en cohérence avec notre positionnement théorique, épistémologique et éthique que ni le chercheur ni les individus concernés ne sont probablement en position de répondre de manière tranchée à ces questions. Le simple fait de les avoir soulevées peut toutefois favoriser une pratique plus attentive et informée, et, au final, plus juste et durable des ARA.

## **12.2 Perspectives de recherche**

Notre étude génère inévitablement sa (petite) frustration : celle de n'avoir compris que tardivement que le chercheur ne peut pas considérer lui-même sa pratique de recherche indépendamment des questions émotionnelles. Je me suis appliqué ce questionnement *a posteriori*, une fois la thèse bien engagée, ce qui a impliqué un processus insatisfaisant de reconstruction de mon propre parcours émotionnel, par une archéologie des courriels envoyés à des amis, des carnets de recherche et des souvenirs. En effet, je n'avais pas, et je le regrette, documenté de façon régulière les émotions qui ont jalonné au fur et à mesure ma recherche.

J'avais, lors de mes deux premiers terrains, principalement consigné les faits, les données, les observations et les questions liées (de près ou de loin) à mon objet d'étude. J'avais laissé involontairement de côté la dimension émotionnelle, à quelques rares exceptions. Mes propres sentiments ont surtout été communiqués oralement avec mes assistants de recherches, des amis boliviens, ou encore mon mari qui m'a rendu visite à deux reprises en Bolivie. Les quelques traces écrites sont des extraits de carnets de terrain, des courriels ou des courriers envoyés à mes proches ou à mes collègues en Suisse.

Ce n'est que lors de mon dernier terrain, qu'informée — enfin — par mes lectures en géographie émotionnelle et sur l'auto-ethnographie et les *performative social studies*, j'ai décidé de tenir un journal plus « strict » de ma recherche, mêlant descriptions factuelles *et* émotionnelles. Ce dernier journal s'est révélé extrêmement informatif lorsqu'il s'est agi d'analyser ma pratique de recherche. Il m'a permis une réflexivité accrue, qui a facilité mon travail de relativisation de la position du chercheur en sciences sociales et de sa capacité à rendre compte de la réalité de manière objective. Il m'a également renforcée dans l'idée que l'analyse de la reconnaissance et de la réciprocité au prisme du registre émotionnel était cohérente.

Cette expérience m'a aussi donné l'envie d'inscrire mes recherches à venir dans le cadre de la géographie émotionnelle, qui s'intéresse aux liens entre les pratiques quotidiennes et les « réalités émotionnelles » (Sultana, 2011 : 163, trad. pers.) et cherche à comprendre l'articulation sociospatiale de l'émotion, de manière expérimentale et conceptuelle (Davidson, Smith & Bondi, 2005).

### **12.2.1 Faire « mien » le tournant émotionnel**

Le « tournant émotionnel » des sciences sociales, influencé par le courant féministe et poststructuraliste de la 2<sup>e</sup> moitié du 20<sup>e</sup> siècle, considère les émotions comme des relations sociales — et non comme des propriétés individuelles ou psychologiques — individuellement, mais aussi socialement, vécues, à l'intersection entre la sphère privée et publique, se faisant jour à travers l'expérience, les pratiques du quotidien, ou encore le climat social dans lequel évoluent les individus. Les émotions constituent des « manières de connaître, d'être et de faire » (Pile, 2010 : 6, trad. pers.), des « événements » qui « prennent place dans et se reflètent sur le monde et les êtres réels » (Smith, Davidson, Cameron & Bondi, 2009 : 2, trad. pers.). Elles sont consciemment exprimées « à travers le corps ou le discours » (Schurr, 2013 : 114, trad. pers.).

Plusieurs études analysent ainsi les « géographies émotionnelles de la nature dans leur diversité » (Sultana, 2011 : 164, trad. pers.), montrant comment certaines émotions se voient attribuées à certains lieux, paysages, ressources naturelles, et comment des pratiques différenciées de l'espace en résultent, qui influent sur les comportements. Sultana (2011) a, par exemple, dévoilé comment les conflits et luttes pour l'accès et le contrôle de l'eau au Bangladesh ne pouvaient se résumer à des conflits matériels, basés sur des choix rationnels et arbitrés par des relations de pouvoir, mais avaient également une dimension émotionnelle. Sa prise en compte lui a ainsi permis de mieux « conceptualiser et expliquer comment et pourquoi les individus accèdent, utilisent et luttent pour les ressources de la manière dont ils le font » (op.cit. : 163, trad. pers.).

Je serais ainsi tentée, dans ma production scientifique future, et tout en ne renonçant pas à travailler sur la réalité matérielle et sa structuration autour de relations de pouvoir préexistantes —

et notamment de genres —, d’avoir un intérêt pour les émotions, pour cette « couche supplémentaire d’explication des politiques et des luttes quotidiennes » (Sultana, 2011 : 164, trad. pers.). Cette perspective de recherche a été esquissée lors de l’analyse du discours de — et sur — la coopérative d’eau urbaine SAGUAPAC de la ville de Santa Cruz, de type « *storytelling* », dont nous avons montré qu’il joue sur des émotions tantôt négatives (abandon, déception), tantôt positives (fierté, amour, reconnaissance), articulées aux mythes fondateurs de l’identité régionale crucénienne.

Traiter des émotions nécessitera toutefois également de tenir compte des réflexions différenciant le concept d’émotion de celui d’affect, comme le font les théories non représentationnelles (NRT) ou plus-que-représentationnelles.

### 12.2.2 M’inscrire dans les approches non représentationnelles

Les NRT ont permis de renforcer la conception des émotions (et plus généralement des représentations) comme des *performances*, des « événements à part entière, des choses animées dans un monde toujours *en train de devenir* plutôt qu’*achevé* » (Cresswell, 2012 : 100, trad. pers., italiques dans le texte).

La reconnaissance, dont nous avons souligné l’importance dans la reproduction des ARA, s’insère dans ce débat de la performativité, entre émotions et affects. En effet, il est difficile de savoir où se situe le sentiment de reconnaissance, dans un gradient entre le conscient et l’inconscient, entre les émotions et les affects. Axel Honneth comme Judith Butler placent la reconnaissance à la frontière entre le conscient et l’inconscient. Pour Honneth, la reconnaissance est précognitive dans le sens où l’acte de reconnaissance précède l’acte cognitif de connaissance. Il considère la connaissance « comme relevant d’une participation “affective”, “engagée” au monde, dont autrui n’est qu’une modalité » (Ferrarese, 2012 : 43). Cependant, selon lui, la relation de reconnaissance est exprimée et performée et, à ce titre, conscientisée dans un deuxième temps. Butler voit, elle, l’attachement psychique au pouvoir comme localisé quelque part dans le pré- ou inconscient, et débouchant sur une demande conscientisée de reconnaissance qui sera satisfaite dans une *performance (iterative speech, citational cycle)*.

Derrière cette question de conscience/inconscience des émotions, pointe évidemment celle du degré d’*agency* des acteurs. Si Butler se voit reprocher d’assimiler les personnes à des « performeurs non réflexifs de discours dominants » (Nelson, 1999 : 349, cité dans Schurr, 2013 : 116, trad. pers.), les NRT tendent à voir les individus comme « ouverts, honnêtes et sincères » (Pile, 2010 : 8, trad. pers.) et à leur concéder un fort degré d’autonomie par rapport aux structures de pouvoir et aux normes sociales. Les tenants des NRT conçoivent, de plus, l’autonomie de façon large, comme une capacité de « créer et perturber les modes » (Cresswell, 2012 : 101, trad. pers.). L’action précédant la conscience, cette autonomie (*agency*) se situe, selon eux, dans la sphère précognitive, inconsciente. Il n’y a donc pas besoin d’être réflexif pour être un agent autonome, ce qui leur permet, en lien avec l’*Actor-Network Theory*, d’imaginer l’autonomie des non-humains. Ahmed (2004a) propose une vision plus nuancée « reconnaissant un certain degré d’autonomie aux sujets en conceptualisant les *performances* émotionnelles comme étant à la fois conscientes et inconscientes » (Schurr, 2013 : 116, trad. pers.).



Les émotions, les affects, leurs relations avec les pratiques des acteurs, leur degré d'autonomie, la justice socio-environnementale et les politiques constitueront les axes sur lesquels j'envisage de construire — au moins partiellement — ma reconnaissance académique à venir, qui, je l'espère, prendra la forme d'une émancipation, et non d'une subordination.

## BIBLIOGRAPHIE

---



- Abel, T., & Frohlich, K. L. 2012. Capitals and capabilities : Linking structure and agency to reduce health inequalities. *Social Science & Medicine*, 74 (2) : 236-244. <http://doi.org/10.1016/j.socscimed.2011.10.028>
- Achtenberg, E. 2013. From Water Wars to Water Scarcity : Bolivia's Cautionary Tale. <http://nacla.org/blog/2013/6/5/water-wars-water-scarcity-bolivia%E2%80%99s-cautionary-tale> (Consulté le 02.10.2014)
- ACME Editorial Collective. 2007. The Politics of Indexing and Ranking Academic Journals. *ACME : An International E-Journal for Critical Geographies*, 6 (2) : 131-134.
- Adams, W. M., Aveling, R., Brockington, D., Dickson, B., Elliott, J., Hutton, J., ... Wolmer, W. 2004. Biodiversity Conservation and the Eradication of Poverty. *Science*, 306 (5699) : 1146-1149. <http://doi.org/10.1126/science.1097920>
- Adorno, T. W. 2001. *Minima moralia: réflexions sur la vie mutilée*. Paris: Payot.
- Aguinaga, M., Lang, M., Mokrani, D., et Santillana, A. 2014. Critiques et alternatives au développement. Une approche féministe. In M. Lang & D. Mokrani (éd.), *Au-delà du développement : Critiques et alternatives latino-américaines*. Paris : Editions Amsterdam, pp. 69-96.
- Ahmed, S. 2004a. Collective Feelings Or, the Impressions Left by Others. *Theory, Culture & Society*, 21 (2) : 25-42. <http://doi.org/10.1177/0263276404042133>
- Ahmed, S. 2004b. *The Cultural Politics of Emotion*. Edinburgh : Edinburgh University Press.
- Allen, A. 2006. Dependency, subordination, and recognition : On Judith Butler's theory of subjection. *Continental Philosophy Review*, 38 (3-4) : 199-222. <http://doi.org/10.1007/s11007-006-9008-3>
- Allen, A. 2007. *The Politics of Our Selves : Power, Autonomy, and Gender in Contemporary Critical Theory*. Columbia University Press.
- Allen, A. 2010. Recognizing domination : recognition and power in Honneth's critical theory. *Journal of Power*, 3 (1) : 21-32. <http://doi.org/10.1080/17540291003630338>
- Alleva, L. 2006. Taking time to savour the rewards of slow science. *Nature*, 443(7109) : 271-271. <http://doi.org/10.1038/443271e>
- Anadón, M., & Guillemette, F. 2007. La recherche qualitative est-elle nécessairement inductive ? *Recherche qualitative*, (5) : 26-37.
- Andersen, L. E., Busch, J., Curran, E., Ledezma, J. C., Mayorga, J., & Ruiz, P. 2012. *Impactos socio-económicos y ambientales de compensaciones por la reducción de emisiones de deforestación en Bolivia : Resultados del modelo OSIRIS-Bolivia* (Working paper No. 5/2012). La Paz, Bolivia : Institute for Advanced Development Studies.
- Andrade, P. 2015. El Gobierno de la Naturaleza. La gobernanza ambiental posneoliberal en Bolivia y Ecuador. In F. de Castro, B. Hogenboom, & M. Baud (éd.), *Gobernanza ambiental en America Latina*. Buenos Aires : CLACSO ; ENGOV, pp. 135-170.

- Antezana, F., & De la Fuente, M. 2009. Decentralisation, Social Movements and Peasant Municipality Management in Bolivia. In U. Geiser & S. Rist (éd.), *Decentralisation Meets Local Complexity: Local Struggles, State Decentralisation and Access to Natural Resources in South Asia and Latin America* (Vol. 4). Bern: Geographica Bernensia, pp. 127-154.
- Arce Catacora, L. A. 2011. El Nuevo Modelo Económico, Social, Comunitario y Productivo. *Revista Economie Plural, Publicación Mensual del Ministerio de Economía y Finanzas Públicas*, (1) : 3-12.
- Archenti, N., & Tula, M. I. 2014. Cambios normativos y equidad de género. De las cuotas a la paridad en américa latina : los casos de Bolivia y Ecuador. *América Latina Hoy*, 66 (0) : 47-68. <http://doi.org/10.14201/alh2014664768>
- Arias Castro, J. M. 2009, Ciudad limpia. *El Dia [On Line]*. 6, Mars. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia.
- Ashcroft, B., Griffiths, G., & Tiffin, H. 1989. *The Empire Writes Back : Theory and Practice in Post-Colonial Literatures* (2<sup>e</sup> éd.). London ; New York : Routledge.
- Asquith, N. 2013. Investing in Latin America's Water Factories : Incentives and Institutions for Climate Compatible Development. *ReVista, Harvard review of Latin America*, 21-24.
- Asquith, N. 2014, Mai 12. Watershed Reciprocal Agreements : Interview with Nigel Asquith [Vidéo]. [https://www.youtube.com/watch?v=hJYgfqFmMxM&feature=youtube\\_gdata\\_player](https://www.youtube.com/watch?v=hJYgfqFmMxM&feature=youtube_gdata_player) (Consulté le 05.02.2015)
- Asquith, N. 2015, Décembre 3. Rare Bright Spot with Dr Nigel Asquith, Fundacion Natura Bolivia [Vidéo]. <https://www.youtube.com/watch?v=uyQrESqGjqQ> (Consulté le 12.03.2015)
- Asquith, N. M., Vargas, M. T., & Wunder, S. 2008. Selling two environmental services : In-kind payments for bird habitat and watershed protection in Los Negros, Bolivia. *Ecological Economics*, 65 (4) : 675-684. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2007.12.014>
- Asquith, N., & Vargas, M. T. 2007. *Fair Deals for Watershed Services in Bolivia* (Vol. 7). UK : IIED.
- Aznar, O., Vicard Fanny, Serge, H., & Brétière, G. 2008. Une analyse des services environnementaux produits dans un département français. *VertigO — la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], 6 (3). <http://vertigo.revues.org/3703>
- Bader, V. 2007. Misrecognition, Power, and Democracy. In B. van den Brink & D. Owen (éd.), *Recognition and Power: Axel Honneth and the tradition of Critical Social Theory*. New York : Cambridge University Press, pp. 238-269

- Bhargava, R. 2013. « Pour en finir avec l'injustice épistémique du colonialisme ». *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales* (1): 41-75.
- Baird, B. 2006. Sexual citizenship in 'the New Tasmania'. *Political Geography*, 25 (8) : 964-987. <http://doi.org/10.1016/j.polgeo.2006.08.008>
- Barnaud, C., Antona, M., & Marzin, J. 2011. Vers une mise en débat des incertitudes associées à la notion de service écosystémique. *VertigO — la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], 11 (1). <http://vertigo.revues.org/10905>
- Barone, T., & Eisner, E. W. 2012. *Arts Based Research*. Los Angeles : SAGE Publications.
- Beggar, A. 2014. L'autofiction : un nouveau mode d'expression autobiographique. *@analyses, revue critique de théorie littéraire* [En ligne], 9 (2). <https://uottawa.scholarsportal.info/ojs/index.php/revue-analyses/article/view/1003>
- Benhabib, S. 1992. *Situating the Self: Gender, Community, and Postmodernism in Contemporary Ethics*. New York : Psychology Press.
- Benhabib, S. 2002. *The Claims of Culture : Equality and Diversity in the Global Era*. Princeton, New jersey : Princeton University Press.
- Benjamin, J. 1995. *Like Subjects, Love Objects : Essays on Recognition and Sexual Difference*. New York : Yale University Press.
- Bennett, G., & Carroll, N. 2014. *Gaining Depth : State of Watershed Investment 2014*. Washington : Forest Trends.
- Bergeret, A. 2014. « Se rassembler » ou l'imaginaire de la Libellule. Réinvestissement et transformation des sociabilités collectives rurales face aux menaces de désintégration chez les Q'eqchi au Guatemala. In G. Uribe (éd.), *Sociabilités, citoyenneté et liens sociaux en Amérique latine*. Rennes, France : Presses universitaires de Rennes, pp. 163-178.
- Berg, L., Huijbens, E., & Gutzon Larsen, H. (forthcoming). Producing Anxiety in the Neoliberal University. *The Canadian Geographer/le Géographe Canadien*. [https://www.academia.edu/19714927/Producing\\_Anxiety\\_in\\_the\\_Neoliberal\\_University](https://www.academia.edu/19714927/Producing_Anxiety_in_the_Neoliberal_University)
- Bétrisey, F. 2015. The conditions for the reproduction of the SAGUAPAC water cooperative in the city of Santa Cruz de la Sierra, Bolivia: discourse analysis. *Articulo* [En ligne], Special issue 7. <http://doi.org/10.4000/articulo.2764>
- Bétrisey, F., & Mager, C. 2014. Small Farmers in Florida Province, Bolivia: Reciprocity in Practice. *Mountain Research and Development*, 34(4), 369-374.
- Bétrisey, F., & Mager, C. 2015. Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocaires, redistributives et marchandes. *Revue Française de Socio-Économie*, 15 (1) : 39-58.

- Bétrisey, F., & Mager, C. 2016. La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale. *EchoGéo* [En ligne], Rubrique *Sur le Vif*. <http://doi.org/10.4000/echogeo.14442>
- Bétrisey, F., Mager, C. & Rist, S. 2016. Local views and structural determinants of poverty alleviation through Payments for Environmental Services: Bolivian insights. *World Development Perspectives* [en cours de publication]
- Billé, R., & Pirard, R. 2011. Paiements pour services environnementaux — de la théorie à la pratique en Indonésie. *Vertigo* — la revue électronique en sciences de l'environnement [En Ligne], 11 (1). <http://vertigo.revues.org/10746>
- Blanchet, A., & Gotman, A. 2007. *L'enquête et ses méthodes : l'entretien* (2e éd. refondue). Paris : A. Colin.
- Blandin, P. 2013. La biodiversité, substitut technocratique de la nature ? In F. Burgat & V. Nurock (éd.), *Le multinaturalisme. Mélanges à Catherine Larrère*. Marseille : Editions Wildproject, pp. 54-66.
- Blanes, J. 2010. El territorio y las instituciones democráticas : gobernabilidad Local en Bolivia. Présenté à XI Seminario Internacional del Red Iberoamericano de Investigadores sobre Globalización y Territorio, Mendoza, Argentina.
- Blomley, N. 2007. Critical geography : anger and hope. *Progress in Human Geography*, 31 (1) : 53-65. <http://doi.org/10.1177/0309132507073535>
- Boisvert, V. 2015. La compensation écologique : marché ou marchandage ? *Revue internationale de droit économique*, 2015/2 (t. XXIX) : 183-209.
- Boisvert, V., & Pinton, F. 2013. Comment les peuples autochtones se sont-ils fait reconnaître ? In L. Larqué & D. Pestre (éd.), *Les sciences, ça nous regarde. Histoires suprenantes de nos rapports aux sciences et aux techniques*. Paris : La découverte, pp. 42-46.
- Boltanski, L., & Chiapello, E. 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.
- Boltanski, L., & Thévenot, L. 1991. *De la justification : les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard.
- Bosch, A., & Portugal Ramirez, M. 2010. *Ciudadanías rurales : nuevas herramientas de participación ciudadana y control social en Saavedra y Uncía*. La Paz, Bolivia : Plural editores.
- Bourdieu, P. 1987. *Choses dites*. Paris : Editions de Minuit.
- Bourdieu, P. 2002. *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil.
- Bronner, G., & Keucheyan, R. 2012. Introduction. In G. Bronner & R. Keucheyan (éd.), *La théorie sociale contemporaine*. Paris : PUF, pp. 1-4.
- Brown, W. 1995. *States of Injury : Power and Freedom in Late Modernity*. Princeton, New Jersey : Princeton University Press.

- Burke, P. 2005. Performing History : The Importance of Occasions. *Rethinking History*, 9 (1) : 35-52. <http://doi.org/10.1080/1364252042000329241>
- Burton, Rob J. F., et Geoff A. Wilson. 2006. Injecting social psychology theory into conceptualisations of agricultural agency: Towards a post-productivist farmer self-identity? *Journal of Rural Studies*, 22 (1) : 95-115.
- Büscher, B. 2014. Selling Success : Constructing Value in Conservation and Development. *World Development*, 57 : 79-90. <http://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.11.014>
- Buss, T. 1982. *La Bolivie sous le couperet* (Centre Europe-Tiers Monde). Lausanne : Pierre-Marcel Favre.
- Butler, J. 1993. *Bodies that Matter : On the Discursive Limits of « sex »*. New York : Routledge.
- Butler, J. 1997. *Excitable Speech : A Politics of the Performative*. New York : Routledge.
- Butler, J. 2004. *Undoing Gender*. New York ; London : Routledge.
- Butler, J. 2007. *Le récit de soi*. (B. Ambroise & V. Aucouturier, trad.). Paris: Presses Universitaires de France – PUF.
- Cadman, L. 2009. *Nonrepresentational Theory/Nonrepresentational Geographies*. Glasgow : Elsevier inc.
- Caillé, A. 2007a. Introduction. In A. Caillé (éd.), *La quête de reconnaissance : nouveau phénomène social total*. Paris : La Découverte, pp. 5-14.
- Caillé, A. 2007b. *La quête de reconnaissance : nouveau phénomène social total*. Paris : La Découverte.
- Caillé, A. 2007c. Reconnaissance et sociologie. In A. Caillé (éd.), *La quête de reconnaissance : nouveau phénomène social total*. Paris : La Découverte, p. 185-208.
- Calvo, V., & Recondo, D. 2012. Chapitre 5/Bolivie : le gouvernement d’Evo Morales entre décolonisation de l’Etat et clientélisation politique. *Académique* : 175-199.
- Cano-Castellanos, I.-J. 2013. *De montaña a « reserva forestal » : colonización, sentido de comunidad y producción de la conservación ecológica en el sureste de la Selva Lacandona, México*. Université Paris Ouest, Nanterre, France. <http://www.theses.fr/2013PA100136>
- Cano Castellanos, I.-J. 2014, novembre. *Des paysans conservationnistes ? Stratégies d’appropriation du discours écologiste et de positionnement communautaire face aux politiques de conservation de la forêt Lacandona (Mexique)*. Présenté à : Les petites paysanneries dans un contexte mondial incertain, 16.11.2014, Nanterre, France.
- Cardoso de Oliveira, L. R. 2007. Honneur, dignité et réciprocité. In A. Caillé (éd.), *La quête de reconnaissance : nouveau phénomène social total*. Paris : La Découverte, pp. 89-103.



- Cary, P., & Laville, J.-L. 2015. L'économie solidaire : entre transformations institutionnelles et chantiers théoriques. *Revue Française de Socio-Économie*, 15 (1), 23-37. <http://doi.org/10.3917/rfse.015.0023>
- Castree, N. 2008. Neoliberalising nature : the logics of deregulation and reregulation. *Environment and planning A*, 40 (1) : 131-152.
- Cattacin, S. 2001. Réciprocité et échange. *Revue internationale de l'économie sociale*, 80 (279) : 71-82.
- Charmaz, K. 2004. *Grounded theory in the 21st Century : A qualitative method for advancing social justive research* (Working Paper). Rohnert Park : Sonoma State University.
- Charmillot, M., & Dayer, C. 2007. Démarche compréhensive et méthodes qualitatives : clarifications épistémologiques. *Recherche qualitative*, (3) : 126-139.
- Choquehuanca, D. 2010, Janvier 31. 25 postulados para entender el vivir bien. *La Razon*. La Paz, Bolivia. <http://ebookbrowse.net/25-postulados-para-entender-el-vivir-bien-pdf-d36741896> (Consulté le 17.03.2014).
- Chouinard, V. 2004. Making Feminist Sense of the State and Citizenship. In L. Staeheli, E. Kofman, & L. Peake (éd.), *Mapping Women, Making Politics : Feminist Perspectives on Political Geography*. London ; New York : Routledge, pp. 227-244.
- Cleaver, F. 2012. *Development Through Bricolage : Rethinking Institutions for Natural Resource Management* (1<sup>re</sup> éd.). London : Routledge.
- Cleaver, F. D., & De Koning, J. 2015. Furthering critical institutionalism. *International Journal of the Commons*, 9 (1) : 1-18. <http://doi.org/10.18352/ijc.605>
- Clements, T., John, A., Nielsen, K., An, D., Tan, S., & Milner-Gulland, E. 2010. Payments for biodiversity conservation in the context of weak institutions : Comparison of three programs from Cambodia. *Ecological Economics*, 69 (6) : 1283–1291.
- Cole, R. 2010. Social and environmental impacts of payments for environmental services for agroforestry on small-scale farms in southern Costa Rica. *International Journal of Sustainable Development & World Ecology*, 17 (3) : 208-216.
- Collignon, B., & Pelletier, P. 2016. Un monde qui va plus vite ? Appel à communication. 27<sup>e</sup> Festival International de Géographie, Saint-Dié-des-Vosges.
- Coolsaet, B. 2015. Transformative Participation in Agrobiodiversity Governance : Making the Case for an Environmental Justice Approach. *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, 28 (6) : 1089-1104. <http://doi.org/10.1007/s10806-015-9579-2>
- Coraggio, J. L. 1995. *Desarrollo humano, economía popular y educación*. Buenos Aires : IEAS.
- Coraggio, J. L. 2013. De Polanyi à l'économie sociale et solidaire en Amérique Latine. In I. Hillenkamp & J.-L. Laville (éd.), *Socioéconomie et démocratie : l'actualité de Karl Polanyi*. Toulouse, France : Erès, pp. 169-183.

- Corbera, E. 2012. Problematizing REDD+ as an experiment in payments for ecosystem services. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 4 (6) : 612-619. <http://doi.org/10.1016/j.cosust.2012.09.010>
- Corbera, E., Brown, K., & Adger, W. N. 2007. The Equity and Legitimacy of Markets for Ecosystem Services. *Development and Change*, 38 (4) : 587-613. <http://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2007.00425.x>
- Cortes, G. 2000. *Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines (Bolivie)*. Paris : IRD éditions.
- Courtney, P., Mills, J., Gaskell, P., & Chaplin, S. 2013. Investigating the incidental benefits of Environmental Stewardship schemes in England. *Land Use Policy*, 31 : 26-37. <http://doi.org/10.1016/j.landusepol.2012.01.013>
- Cox, M. 2015. A basic guide for empirical environmental social science. *Ecology and Society*, 20 (1) : 63-77. <http://doi.org/10.5751/ES-07400-200163>
- Cresswell, T. 2012. Review essay. Nonrepresentational theory and me : notes of an interested sceptic. *Environment and Planning D : Society and Space*, 30 (1) : 96-105. <http://doi.org/10.1068/d494>
- Da Cunha, A. 1993. *Développement territorial, régions et centralité urbaine : le cas de la Suisse* (Thèse de doctorat). Université de Lausanne, Lausanne, Suisse.
- Dauvin, P. 2010. *La communication des ONG humanitaires*. Paris : Editions Pepper.
- Davidson, D. J., Smith, M. M., & Bondi, P. L. 2005. *Emotional Geographies*. Aldershot, England : Ashgate Publishing, Ltd.
- Dean, M. 2014. Michel Foucault's 'apology' for neoliberalism. *Journal of Political Power*, 7 (3) : 433-442. <http://doi.org/10.1080/2158379X.2014.967002>
- Degavre, F., & Lemaître, A. 2008. Approches substantives de l'économie : des outils pour l'étude des organisations d'économie sociale. *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy* [En ligne], (38). <http://interventionseconomiques.revues.org/313> (Consulté le 08.05.2013)
- Dejours, C. 2007. Psychanalyse et psychodynamique du travail : ambiguïté de la reconnaissance. In A. Caillé (éd.), *La quête de reconnaissance : nouveau phénomène social total*. Paris : La Découverte, pp. 58-70.
- DeLeon, A. P. 2011. From the Shadows of History : Archives, Educational Research, and Imaginative Possibilities. *Journal of Curriculum Theorizing*, 27 (3) : 190-208. <http://journal.jctonline.org/index.php/jct/article/view/231>
- Denzin, N. K. 1989. *Interpretive Biography*. Newbury Park : SAGE.
- Denzin, N. K. 2001. The reflexive interview and a performative social science. *Qualitative Research*, 1 (1) : 23-46. <http://doi.org/10.1177/146879410100100102>
- Deschênes, M. 2013. Ricœur et Butler : Lumières sur le débat sexe/genre, à travers le prisme de l'identité narrative. *Études Ricoeuriennes/Ricoeur Studies*, 4 (1) : 113-129.

- Di Méo, G. 2008. La géographie culturelle : quelle approche sociale ? *Annales de géographie*, 660-661 (2) : 47-66.
- Di Méo, G., & Buléon, P. 2005. *L'espace social : Lecture géographique des sociétés*. Paris : Armand Colin.
- Douai, A., & Montalban, M. 2015. Construction (sociale) des marchés et régulations environnementales : un point de vue institutionnaliste. *Revue internationale de droit économique*, 2015/2 (t. XXIX) : 211-235.
- Dubet, F. 2008. Injustice et reconnaissance. *Esprit*, Juillet (7) : 144-159.
- Elchinger, J. 2010. *Un éloge du flou dans et par la photographie*. Université de Strasbourg, Strasbourg, France. [http://scd-theses.u-strasbg.fr/2142/01/ELCHINGER\\_Julia\\_2010.pdf](http://scd-theses.u-strasbg.fr/2142/01/ELCHINGER_Julia_2010.pdf) (Consulté le 10.10 2015).
- El Deber. 2014, Juillet 16. Mairana : La Perla de los Valles celebra su patrona. *El Deber*, p. 02. Santa Cruz, Bolivia.
- El Deber. 2015, Novembre 11. Natura da incentivos por conservar los bosques | Noticias de Bolivia y el Mundo - EL DEBER. *El Deber [On Line]*. Santa Cruz, Bolivia. <http://www.eldeber.com.bo/santacruz/natura-da-incentivos-conservar-bosques.html> (Consulté le 18.11.2015)
- Elmhirst, R. 2011. Introducing new feminist political ecologies. *Geoforum*, 42 (2) : 129-132. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2011.01.006>
- Erner, G. 2006. *La société des victimes*. Paris : La Découverte.
- Escobar, A. 1995. *Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, New Jersey : Princeton University Press.
- ESPA (Ecosystem Services for Poverty alleviation). 2011. *What if fighting poverty and protecting the planet were one and the same ?* UKaid-NERC : ESR. <http://www.espa.ac.uk/vision>
- ESPA (Ecosystem Services for Poverty Alleviation). 2012. ESPA's Vision. ESPA Directorate.
- Fabricant, N., & Postero, N. 2013. Contested Bodies, Contested States : Performance, Emotions, and New Forms of Regional Governance in Santa Cruz, Bolivia. *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 18 (2) : 187-211. <http://doi.org/10.1111/jlca.12016>
- Faguet, J.-P., & Sánchez, F. 2008. Decentralization's effects on educational outcomes in Bolivia and Colombia. *World Development*, 36 (7) : 1294-1316.
- Ferrarese, E. 2012. Une « théorie sociale à hauteur normative » : la théorie de la reconnaissance. In R. Keucheyan & G. Bronner (éd.), *La théorie sociale contemporaine*. Paris : PUF, pp. 33-48.
- Flacelière, J. 2013, Janvier 19. Communication humanitaire : Associations, institutions et ONG : les champions du webdocu (partie 2).

<https://formatwebdoc.wordpress.com/category/communication-humanitaire/>  
(Consulté le 21.01.2016)

- Fletcher, R., & Breitling, J. 2012. Market mechanism or subsidy in disguise ? Governing payment for environmental services in Costa Rica. *Geoforum*, 43 (3) : 402-411. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2011.11.008>
- Fligstein, N., & Dauter, L. 2007. The Sociology of Markets. *Annual Review of Sociology*, 33 (1) : 105-128. <http://doi.org/10.1146/annurev.soc.33.040406.131736>
- Flyvbjerg, B. 2001. *Making Social Science Matter : Why Social Inquiry Fails and How it Can Succeed Again*. Cambridge, UK : Cambridge University Press.
- Fontaine, L. 2014. *Le marché. Histoire et usages d'une conquête sociale*. Paris : Editions Gallimard.
- Fonkoua, Romuald, Danielle Perrot-Corpet, et Anne Tomiche. 2015. *Face au storytelling du dominant. Pratiques contre-narratives au prisme du genre et du fait colonial*. Université Paris-Sorbonne : Calenda. Appel à contributions. <http://calenda.org/343165>, consulté le 12 décembre 2015.
- Forst, R. 2007. « To tolerate means to insult » : Toleration, Recognition, and Emancipation. In B. van den Brink & D. Owen (éd.), *Recognition and Power : Axel Honneth and the tradition of Critical Social Theory*. New York : Cambridge University Press, pp. 215-237.
- Fraser, N. 1998. Heterosexism, Misrecognition and Capitalism : A Response to Judith Butler. *New Left Review*, (228) : 140-149.
- Fraser, N. 2001. Recognition without Ethics ? *Theory, Culture & Society*, 18 (2-3) : 21-42. <http://doi.org/10.1177/02632760122051760>
- Fraser, N. 2005. *Qu'est-ce que la justice sociale ? : Reconnaissance et redistribution*. Paris : La Découverte.
- Fraser, N. 2013. Marchandisation, protection sociale, émancipation : vers une conception néo-polanyienne de la crise capitaliste. In I. Hillenkamp & J.-L. Laville (éd.), *Socioéconomie et démocratie : l'actualité de Karl Polanyi*. Toulouse, France : Erès, pp. 39-64
- Froger, G., Boisvert, V., Méral, P., Coq, J.-F. L., Caron, A., & Aznar, O. 2015. Market-Based Instruments for Ecosystem Services between Discourse and Reality : An Economic and Narrative Analysis. *Sustainability*, 7 (9) : 11595-11611. <http://doi.org/10.3390/su70911595>
- Fundacion Natura Bolivia. (s.d.). Helping communities protect their water through the conservation of their forests.
- Fundacion Natura Bolivia. 2014, Novembre 25. Histórico : Espejillos, primer área protegida en Bolivia que impulsa e implementa Acuerdos Recíprocos por Agua con

- comunidades. *Grupo Real Bolivia*. El Torno. <http://bit.ly/1Tfn9Ni> (Consulté le 12.09.2015)
- Fundación Natura Bolivia. 2016a. Mi gran anhelo fue concedido. *Facebook*. <http://bit.ly/1TjF689> (Consulté le 05.05.2016).
- Fundación Natura Bolivia. 2016b. Asegurar el agua : una prioridad para el municipio de Buena Vista. *Facebook*. <http://bit.ly/1sy4zof> (Consulté le 02.05.2016).
- Garapon, A. 2006. Justice et reconnaissance. *Esprit, Mars/avril* (3) : 231-248. <http://doi.org/10.3917/espri.0603.0231>
- Garcia Canclini, N. 2001. *Culturas híbridas : Estrategias para entrar y salir de la modernidad* (Nueva Edición). Buenos Aires : Paidós.
- Gauthier, C. 2008. Solipsisme et passibilité. *Archée : revue d'art en ligne, arts médiatiques & cyberculture* [En Ligne], s. p.
- Genel, K. 2009. L'inclusion sociale, entre autorité, reconnaissance et justification dans l'École de Francfort et la sociologie (de la) critique. In C. Lazzeri & S. Nour (éd.), *Reconnaissance, identité et intégration sociale*. Nanterre : Presses universitaires de Paris Ouest, pp. 23-43.
- Genette, G. 1991. *Fiction et diction*. Paris : Seuil.
- Giddens, A. 1984. *The Constitution of Society : Outline of the Theory of Structuration*. Cambridge : Polity Press.
- Gintrac, C. 2012. Géographie critique, Géographie radicale : Comment nommer la géographie engagée ? *Carnets de géographes*, (4) : 1-13.
- Gobierno Municipal del Torno. 2010. *Ajuste del Plan de Desarrollo Municipal El Torno 2009-2013*. El Torno, Bolivia : Gobierno Municipal de El Torno.
- Gobierno Municipal de Mairana. 2008. *Plan de Desarrollo Municipal (PDM) de Mairana 2008-2012*. Mairana, Bolivia. [http://fr.slideshare.net/doctora\\_edilicia/pdm-mairana](http://fr.slideshare.net/doctora_edilicia/pdm-mairana) (Consulté le 10.01.2015)
- Godelier, M. 1975. Présentation. In K. Polanyi & C. M. Arensberg (éd.), *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*. Paris : Larousse, pp. 9-32.
- Goffman, E. 1959. *The Presentation of Self in Everyday Life*. New York : Doubleday Anchor Books.
- Gómez-Baggethun, E., de Groot, R., Lomas, P. L., & Montes, C. 2010. The history of ecosystem services in economic theory and practice : From early notions to markets and payment schemes. *Ecological Economics*, 69 (6) : 1209-1218. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2009.11.007>
- Gregory, S. 2006. Transnational Storytelling : Human Rights, WITNESS, and Video Advocacy. *American Anthropologist*, 108 (1) : 195-204. <http://doi.org/10.1525/aa.2006.108.1.195>

- Greiner, R., & Stanley, O. 2013. More than money for conservation : Exploring social co-benefits from PES schemes. *Land Use Policy*, 31 : 4-10. <http://doi.org/10.1016/j.landusepol.2011.11.012>
- Grillos, T. 2015. *Participation, Power and Preferences in International Development* (Doctoral dissertation). Harvard University, Graduate School of Arts and Sciences, Harvard. <https://dash.harvard.edu/handle/1/23845452>
- Gruenberger, J., & Zambrana, G. 2010. Política Ambiental. In LIDEMA (éd.), *Informe del Estado Ambiental de Bolivia 2010*. La Paz, Bolivia, pp. 39-52.
- Guéguen, H. 2015. Reconnaissance et accélération. Réflexions sur la temporalité de la reconnaissance à partir de la critique sociale du temps de Hartmut Rosa. In *Reconnaissance et temporalités. Une approche info-communicationnelle*. Paris : L'Harmattan, pp. 57-71.
- Guérin, I. 2015. Les fantasmes du microcrédit : Régulation et segmentation sociale des marchés en Inde du Sud. In I. Hillenkamp & J.-M. Servet (éd.), *Le marché autrement : Marchés réels et Marché fantasmé*. Paris : Classiques Garnier, pp. 171-197.
- Guérin, I., Hersent, M., & Fraisse, L. 2011. Introduction. In I. Guérin, M. Hersent, & L. Fraisse (éd.), *Femmes, économie et développement : De la résistance à la justice sociale*. Toulouse, France : Erès, pp. 7-27.
- Guibet Lafaye, C. 2007. Reconnaissance vs redistribution : le cas du respect de soi. *Filosofia Unisinos*, 8 (3) : 227-246.
- Habermas, J. 1987. *Théorie de l'agir communicationnel : Critique de la raison fonctionnaliste*. Paris : Fayard.
- Hall, A. 2012. *Forests and Climate Change : The Social Dimensions of REDD in Latin America*. Edward Elgar Pub.
- Hart, K. 2008. Karl Polanyi's Legacy. *Development and Change*, 39 (6) : 1135-1143. <http://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2008.00532.x>
- Harvey, D. 2005. *A Brief History of Neoliberalism*. New York : Oxford University Press.
- Harvey, D. 2012. Marx & the city. *Vacarme* [En ligne], (59). <http://www.vacarme.org/article2128.html>
- Hayes, T. M. 2012. Payment for ecosystem services, sustained behavioural change, and adaptive management : peasant perspectives in the Colombian Andes. *Environmental Conservation*, 39 (02) : 144-153. <http://doi.org/10.1017/S0376892912000045>
- He, J., & Sikor, T. 2015. Notions of justice in payments for ecosystem services : Insights from China's Sloping Land Conversion Program in Yunnan Province. *Land Use Policy*, 43 : 207-216. <http://doi.org/10.1016/j.landusepol.2014.11.011>
- Heller, T. 2015. Du pouvoir reconnaissant. Reconnaissance et temporalité à l'aune du concept d'assujettissement. In J.-C. Domenget, F. Laroche, & M.-F. Peyrelong (éd.)

- Reconnaissance et temporalités. Une approche info-communicationnelle* Paris : L'Harmattan, pp. 73-90.
- Hendrickson, C. Y., & Corbera, E. 2015. Participation dynamics and institutional change in the Scolel Té carbon forestry project, Chiapas, Mexico. *Geoforum*, 59 : 63-72. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2014.11.022>
- Heredia Garcia, H. 2014, Juillet 28. Sistemas de Riego generan auge productivo en los valles orientales. *El Deber*, Santa Cruz, Bolivia, pp. 6-7.
- Hersent, M., Guérin, I., & Fraisse, L. 2011. « Pour conclure: comment passer de la résistance à la transformation sociale? » In *Femmes, économie et développement: De la résistance à la justice sociale*, éd. I. Guérin, M. Hersent, et L. Fraisse. Toulouse, France: Erès.
- Hillenkamp, I. 2008. L'économie solidaire, un modèle alternatif de développement ? Une approche institutionnaliste illustrée par le cas de la Bolivie. Présenté à VIIIemes Rencontres internationales du Réseau Inter-Universitaire de l'Economie Sociale et Solidaire, Barcelone. <http://econpapers.repec.org/paper/haljournal/halshs-00317894.htm> (Consulté le 22.05.2014).
- Hillenkamp, I. 2009. L'approche latino-américaine de l'économie populaire, les inégalités et la pauvreté. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs* [En ligne], 6 | 2e semestre. <http://regulation.revues.org/7625>
- Hillenkamp, I. 2012. Economia solidaria y transformacion social : pluralidad y tensiones, lecciones de Bolivia. In B. Marañon-Pimentel (éd.), *Solidaridad economica y potenciales de transformacion en America Latina*. Buenos Aires : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, pp. 231-258.
- Hillenkamp, I. 2015a. Les femmes, les indigènes et les marchés à La Paz (Bolivie). In I. Hillenkamp & J.-M. Servet (éd.) *Le marché autrement : Marchés réels et Marché fantasmé*. Paris : Classiques Garnier, pp. 115-139.
- Hillenkamp, I. 2015b. Quelles méthodes pour une socioéconomie pluraliste ? *Méthod(e)s : African Review of Social Sciences Methodology*, 1 (1-2) : 27-44. <http://doi.org/10.1080/23754745.2015.1017274>
- Hillenkamp, I., & Bessis, F. 2012. L'innovation sociale par l'économie solidaire en Bolivie : une démocratisation des conventions de production et de genre. *Innovations*, 38 (2) : 85-105.
- Hillenkamp, I., & Laville, J.-L. 2013. Introduction. In I. Hillenkamp & J.-L. Laville (éd.), *Socioéconomie et démocratie : l'actualité de Karl Polanyi*. Toulouse : Erès, pp. 6-36.
- Himley, M. 2008. Geographies of Environmental Governance : The Nexus of Nature and Neoliberalism. *Geography Compass*, 2 (2) : 433–451. <http://doi.org/10.1111/j.1749-8198.2008.00094.x>
- Hinchliffe, S. 2010. Working with Multiples : A non-representational approach to environmental issues. In B. Anderson & Harrison (éd.), *Taking-Place : Non-*

- representational Theories and Geography*. Farnham, England : Ashgate Publishing, pp. 303-319.
- Hiraldo, R., & Tanner, T. 2011. Forest Voices : Competing Narratives over REDD+. *IDS Bulletin*, 42 (3) : 42–51. <http://doi.org/10.1111/j.1759-5436.2011.00221.x>
- Hoang, M. H., Do, T. H., Pham, M. T., van Noordwijk, M., & Minang, P. A. 2013. Benefit distribution across scales to reduce emissions from deforestation and forest degradation (REDD+) in Vietnam. *Land Use Policy*, 31 : 48-60. <http://doi.org/10.1016/j.landusepol.2011.09.013>
- Honneth, A. 2004. La théorie de la reconnaissance : une esquisse. *Revue du MAUSS*, 23 (1) : 133-136. <http://doi.org/10.3917/rdm.023.0133>
- Honneth, A. 2006. *La société du mépris : Vers une nouvelle théorie critique*. Paris : La Découverte.
- Honneth, A. 2007a. *La réification : Petit traité de théorie critique*. (S. Haber, trad.). Paris : Gallimard.
- Honneth, A. 2007b. Recognition as Ideology. In B. van den Brink & D. Owen (éd.), *Recognition and Power : Axel Honneth and the tradition of Critical Social Theory*. New York : Cambridge University Press, pp. 323-347.
- Houtart, F. 2011. El concepto del Sumak Kawsay (Buen Vivir) y su correspondencia con el bien común de la humanidad. *Revista de filosofía (Chile)*, 69(3) : 7-33.
- HOYBOLIVIA.COM. 2015 a, Novembre 12. Familias reciben incentivos de conservación en el Festival del Café. *HOYBOLIVIA.COM*. <http://bit.ly/1rTEUWk> (Consulté le 10.01.2016)
- HOYBOLIVIA.COM. 2015b, novembre 17. El compromiso de sostenibilidad del agua en El Torno es digno de ejemplo. *HOYBOLIVIA.COM*. <http://bit.ly/1TZhwzT> (Consulté le 10.01.2016)
- Hufty, M., & Haakenstad, A. 2011. Reduced Emissions from Deforestation and Degradation : A Critical Review. *Consilience : The journal of Sustainable Development*, 5 (1) : 1-24.
- Hurworth, R. 2003. Photo-Interviewing for research. *Social Research Update* (40): 1-4.
- Ionita, I. 2015. *Un itinéraire de recherche en terrain autochtone au Canada. L'empathie dans tous ses états*. Paris : L'Harmattan.
- Jindal, R., Kerr, J. M., Ferraro, P. J., & Swallow, B. M. 2011. Social dimensions of procurement auctions for environmental service contracts : Evaluating tradeoffs between cost-effectiveness and participation by the poor in rural Tanzania. *Land Use Policy*, 31 : 71-80. <http://doi.org/10.1016/j.landusepol.2011.11.008>
- Karsenty, Alain. 2013. De la nature des 'paiements pour services environnementaux'. *Revue du MAUSS* (42) : 261-270.



- Keucheyan, R. 2012. Comment peut-on être constructiviste ? Sur le constructivisme dans les sciences sociales. In G. Bronner & R. Keucheyan (éd.), *La théorie sociale contemporaine*. Paris : PUF, pp. 67-80.
- Kirshner, J. 2010. Migrants' Voices Negotiating Autonomy in Santa Cruz. *Latin American Perspectives*, 37 (4) :108-124. <http://doi.org/10.1177/0094582X10373353>
- Kocyba, H. 2009. Les paradoxes de la manifestation de reconnaissance. In C. Lazzeri & S. Nour (éd.), *Reconnaissance, identité et intégration sociale*. Nanterre : Presses universitaires de Paris Ouest, pp. 277-293.
- Kosoy, N., & Corbera, E. 2010. Payments for ecosystem services as commodity fetishism. *Ecological Economics*, 69 (6) : 1228-1236. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2009.11.002>
- Kosoy, N., Corbera, E., & Brown, K. 2008. Participation in payments for ecosystem services : Case studies from the Lacandon rainforest, Mexico. *Geoforum*, 39 (6) : 2073-2083. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2008.08.007>
- Kull, C. A., Arnauld de Sartre, X., & Castro-Larrañaga, M. 2015. The political ecology of ecosystem services. *Geoforum*, 61 : 122-134. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2015.03.004>
- Kwayu, E. J., Sallu, S. M., & Paavola, J. 2014. Farmer participation in the equitable payments for watershed services in Morogoro, Tanzania. *Ecosystem Services*, 7 : 1-9. <http://doi.org/10.1016/j.ecoser.2013.12.006>
- Labica, T. 2012. De l'économie politique au tournant culturel : trajectoires interdisciplinaires. Les cultural studies et les postcolonial studies. In G. Bronner & R. Keucheyan (éd.), *La théorie sociale contemporaine*. Paris : PUF, pp. 96-111.
- Lallement, M. 2007. Qualités du travail et critique de la reconnaissance. In A. Caillé (éd.), *La quête de reconnaissance : nouveau phénomène social total*. Paris : La Découverte, pp. 71-88.
- La Región. 2015, janvier 28. Comunidades beneficiadas con iniciativas productivas en Espejillos a cambio de conservar sus bosques. *La Region [On Line]*. Santa Cruz, Bolivia. <http://bit.ly/1JTVU2m> (Consulté le 10.01.2016)
- Larraechea, I., & Nyssens, M. 1994. L'économie solidaire, un autre regard sur l'économie populaire au Chili. In J.-L. Laville (éd.), *L'Economie solidaire : une perspective internationale*. Paris : Desclée de Brouwer, pp. 177-222.
- Laurie, N., & Calla, P. 2004. Development, Postcolonialism and Feminist Political Geography. In L. Staeheli, E. Kofman, & L. Peake (éd.), *Mapping Women, Making Politics : Feminist Perspectives on Political Geography*. London ; New York : Routledge, pp. 99-112.
- Laville, J.-L. 2007a. *L'économie solidaire : Une perspective internationale*. Paris : Hachette Littératures.

- Laville, J.-L. 2007b. Sociologie économique et théorie de la reconnaissance. In A. Caillé (éd.), *La quête de reconnaissance : nouveau phénomène social total*. Paris : La Découverte, pp. 284-299.
- Laville, J.-L. 2008. Encastrément et nouvelle sociologie économique : de Granovetter à Polanyi et Mauss. *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy [En Ligne]*, (38). <http://interventionseconomiques.revues.org/245>
- Laville, J.-L. 2013. Avec Polanyi et Mauss. Vers une théorie de la démocratie et de l'économie plurielles. In I. Hillenkamp & J.-L. Laville (éd.), *Socioéconomie et démocratie : l'actualité de Karl Polanyi*. Toulouse, France : Erès, pp. 271-300.
- Laville, J.-L. 2015. Le marché pour les pauvres : Histoire et actualité d'une domination sociale en Europe et en Amérique Latine. In I. Hillenkamp & J.-M. Servet (éd.), *Le marché autrement : Marchés réels et marché fantasmé*. Paris : Classiques Garnier, pp. 89-113.
- Lazega, E. 2012. Sociologie néo-structurale. In R. Keucheyan & G. Bronner (éd.), *La théorie sociale contemporaine*. Presses Universitaires de France — PUF, pp. 113-130.
- Lazega, E., & Prieur, C. 2013. Sociologie néostructurale, disciplines sociales et systèmes complexes. *Revue Sciences/Lettres [En Ligne]*, (2). <http://rsl.revues.org/455>
- Le Goff, A. 2012. Déconstruction des genres et transformation sociale : enjeux et défis de la théorie féministe contemporaine. In G. Bronner & R. Keucheyan (éd.), *La théorie sociale contemporaine*. Paris : PUF, pp. 131-145.
- Leimona, B., & Lee, E. 2008. *Pro-poor payment for environmental services : some considerations* (RUPES-RECOFTC Brief). ICRAF.
- Lemaître, A. 2009. *Organisations d'économie sociale et solidaire : lectures de réalités Nord et Sud à travers l'encastrement politique et une approche plurielle de l'économie* (Thèse de Doctorat). Université catholique de Louvain, Louvain, Belgique. [http://econpapers.repec.org/paper/nerlouvai/info\\_3ahdl\\_3a2078.1\\_2f73461.htm](http://econpapers.repec.org/paper/nerlouvai/info_3ahdl_3a2078.1_2f73461.htm)
- Lerch, L. 2014. *Mondialisation et digitalisation des territoires indigènes : rôles de l'aide internationale et des technologies de l'information géographique dans les politiques du territoire et du développement en Bolivie* (Thèse de Doctorat). Université de Genève. <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:40573>
- Le Tellier, V., Carrasco, A., & Asquith, N. 2009. Attempts to determine the effects of forest cover on stream flow by direct hydrological measurements in Los Negros, Bolivia. *Forest Ecology and Management*, 258 (9) : 1881-1888. <http://doi.org/10.1016/j.foreco.2009.04.031>
- Lora Gumiel, E. 2015, Juin 1. Édgar Lora Gumiel : « Pocos saben del aporte de Comarapa al país » [El Deber]. <http://www.eldeber.com.bo/escenas/edgar-lora-gumiel-del-aporte.html> (Consulté le 12.12.2015)
- Maclean, K. 2013. *Chachawarmi : Rhetorics and Lived Realities*. *Bulletin of Latin American Research*, 33 (1) : 76-90. <http://doi.org/10.1111/blar.12071>

- Mahanty, S., Suich, H., & Tacconi, L. 2013. Access and benefits in payments for environmental services and implications for REDD+ : Lessons from seven PES schemes. *Land Use Policy*, 31 : 38-47. <http://doi.org/10.1016/j.landusepol.2011.10.009>
- Maia, R., & Cal, D. 2014. Recognition and ideology : assessing justice and injustice in the case of child domestic labor. *Journal of Political Power*, 7 (1) : 63-85. <http://doi.org/10.1080/2158379X.2014.887543>
- Martin, A., Gross-Camp, N., Kebede, B., McGuire, S., & Munyarukaza, J. 2014. Whose environmental justice ? Exploring local and global perspectives in a payments for ecosystem services scheme in Rwanda. *Geoforum*, 54 : 167-177. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.02.006>
- Matthey, L., & Fall, J. 2008. L'identité est une fiction. Figures de la subjectivité dans les dispositifs d'enquête géographique. In *Des autres à soi-même : les voies du retour — écriture et pratiques discursives*. Université de Bacau : Alma Mater Bacau, pp. 189-199.
- Matthey, L. 2016. *Narrations de narrations. Tentative d'épuisement des techniques de narration scientifique des pratiques ordinaires de la ville*. Lausanne, Suisse : far-forum d'architectures lausanne.
- Mauss, M. 1997. *Ecrits politiques*. Paris : Fayard
- Mauss, M. 2012. *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* (2<sup>ème</sup> éd.). Paris : Presses universitaires de France.
- McAfee, K., & Shapiro, E. N. 2010. Payments for Ecosystem Services in Mexico : Nature, Neoliberalism, Social Movements, and the State. *Annals of the Association of American Geographers*, 100 (3) : 579-599. <http://doi.org/10.1080/00045601003794833>
- McCarthy, J. 2005. Scale, Sovereignty, and Strategy in Environmental Governance. *Antipode*, 37 (4) : 731-753. <http://doi.org/10.1111/j.0066-4812.2005.00523.x>
- McNay, L. 2008. *Against Recognition* (1<sup>st</sup> edition). Cambridge, UK ; Malden, USA : Polity.
- Medina, G., Pokorny, B., & Campbell, B. 2009. Loggers, Development Agents and the Exercise of Power in Amazonia. *Development and Change*, 40 (4) : 745-767. <http://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2009.01570.x>
- Méral, P. 2012. Le concept de service écosystémique en économie : origine et tendances récentes. *Natures Sciences Sociétés*, 20 (1) : 3-15. <http://doi.org/10.1051/nss/2012002>
- Merzeau, L. 2015. Préface. In J.-C. Domenget, V. Larroche, & M.-F. Peyrelong (éd.), *Reconnaissance et temporalités. Une approche info-communicationnelle*. Paris : L'Harmattan, pp. 9-14.

- Meyer, C. 2015. La pluralité des logiques d'action de la Banque Palmas au Brésil : entre développement local et partenariats au niveau national. *Revue Française de Socio-Économie*, 15 (1) : 59-76.
- Meyers, A., de los Angeles Muñoz, M., Gonzales, J., & Ubert, C. 2015. « El Fuerte » de Samaipata, Patrimonio de la Humanidad. Una breve descripción. In *EL FUERTE DE SAMAIPATA Estudios arqueológicos*. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia : Museo de Historia de Universidad Autónoma Gabriel René Moreno, pp. 11-33.
- Mignolo, W. D. 2009. Epistemic Disobedience, Independent Thought and Decolonial Freedom. *Theory, Culture & Society*, 26 (7-8) : 159-181. <http://doi.org/10.1177/0263276409349275>
- Millenium Ecosystem Assessment (MEA). 2003. *Ecosystems and Human Well-being : A framework for assessment*. Washington : World Resources Institute.
- Ministerio de Medio Ambiente y Agua. 2012. Ley marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien, Pub. L. No. 300 § Viceministerio de Medio Ambiente, Biodiversidad, Cambios Climaticos y de Gestion y Desarrollo Forestal.
- Ministerio de Planificacion del Desarrollo, Estado Plurinacional de Bolivia. 2015. *CONTRIBUCION PREVISTA DETERMINADA NACIONALMENTE DEL ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA*. La Paz, Bolivia : Estado plurinacional de Bolivia. <http://bit.ly/22g65Hx> (Consulté le 12.12.2015)
- Moeran, B. 2007. *From Participant Observation to Observant Participation : Anthropology, Fieldwork and Organizational Ethnography* (Working Paper No. 1). Copenhagen.
- Moi, T. 2001. « *What is a Woman ?* » : *And Other Essays*. Oxford : Oxford University Press.
- Molle, F. 2007. Sacred cows, storylines and nirvana concepts : insights from the water sector. Présenté à Water Week : Special Session on Water Politics and Development, Stockholm, Sweden : s.n. <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi : 010045846>
- Morales, E. 2012, Juin. *La economía verde es el nuevo colonialismo para someter a nuestros pueblos*. Présenté à United Nations Conference on Sustainable Development Rio+20, Rio de Janeiro, Brazil.
- Mouffe, C. 2005. *On the Political*. New York : Routledge.
- Mountz, A., Bonds, A., Mansfield, B., Loyd, J., Hyndman, J., Walton-Roberts, M., ... Curran, W. 2015. For Slow Scholarship : A Feminist Politics of Resistance through Collective Action in the Neoliberal University. *ACME, International E-journal for Critical Geographies*, 14 (4) : 1235-1259.
- Müller, D. 2003. L'autre du Soi et la source transcendante de la justification. In J.-M. Larouche (éd.), *Reconnaissance et citoyenneté : Au carrefour de l'éthique et du politique*. Québec, CA : Presses de l'Université du Québec, pp. 41-56.

- Muradian, R. 2013. Payments for Ecosystem Services as Incentives for Collective Action. *Society & Natural Resources*, 26 (10) : 1155-1169. <http://doi.org/10.1080/08941920.2013.820816>
- Muradian, R., Corbera, E., Pascual, U., Kosoy, N., & May, P. H. 2010. Reconciling theory and practice : An alternative conceptual framework for understanding payments for environmental services. *Ecological Economics*, 69 (6) : 1202-1208. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2009.11.006>
- Nachi, M. 2006. *Introduction à la sociologie pragmatique*. Paris : Armand Colin.
- Narloch, U., Pascual, U., & Drucker, A. G. 2012. Collective Action Dynamics under External Rewards : Experimental Insights from Andean Farming Communities. *World Development*, 40 (10) : 2096-2107. <http://doi.org/10.1016/j.worlddev.2012.03.014>
- Nathan, F. 2012. *La régulation sociale des risques de catastrophe : Ethnographie des quartiers périphériques de La Paz*. Genève : Graduate Institute Publications.
- Negura, L. 2006. L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales. *SociologieS* [En Ligne]. <http://sociologies.revues.org/993?id=993> (Consulté le 8.12.2014)
- Nelson, L. 1999. Bodies (and Spaces) do Matter : The limits of performativity. *Gender, Place & Culture*, 6 (4) : 331-353. <http://doi.org/10.1080/09663699924926>
- Orellana, R., & Pacheco, D. 2012. *Análisis del estado de situación de las negociaciones de Cambio Climático al 2012*. La Paz, Bolivia : Delegacion del Estado Plurinacional de Bolivia en las Conferencias de Naciones Unidas sobre Cambio Climático. <http://www.bolpress.com/art.php?Cod=2012111603> (Consulté le 12.12.2015)
- Ortiz, M. 2013. Comarapa : ala conquista de os mercados de bolivia. *Los Tiempos*. Cochabamba, Bolivia.
- Ortiz, P. 2012, Avril 2. Comarapa tiene lecciones para enseñar. *El Dia [On Line]*. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia. <http://www.eldeber.com.bo/imprimir1.php?id=120401221612>, (Consulté le 10.01.2016)
- Osei-Kofi, N. 2013. The Emancipatory Potential of Arts-Based Research for Social Justice. *Equity & Excellence in Education*, 46 (1) : 135-149. <http://doi.org/10.1080/10665684.2013.750202>
- Ostrom, Elinor. 1990. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge ; New York: Cambridge University Press.
- Ostrom, Elinor. 2000. Collective Action and the Evolution of Social Norms. *The Journal of Economic Perspectives* 14 (3): 137-158.
- Pacheco, D. 2012, Novembre. *Presentacion Mecanismo Cojunto de Adaptacion y Mitigacion para Manejo integral de los Bosque y la Madre Tierra*. Présenté à Taller Nacional Posicion Internacional Boliviana en Cambio Climatico, La Paz, Bolivia.

- Pacheco, P., & Mertens, B. 2004. Land use change and agricultural development in Santa Cruz, Bolivia. *CEP*, 66095.
- Pascual, U., Muradian, R., Rodríguez, L. C., & Duraiappah, A. 2010. Exploring the links between equity and efficiency in payments for environmental services : A conceptual approach. *Ecological Economics*, 69 (6) : 1237-1244. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2009.11.004>
- Pearson, R., & Jackson C. 2005. Introduction: interrogating development: feminism. gender and policy. In C. Jackson et R. Pearson (éd.), *Feminist Visions of Development: gender Analysis and Policy*,. London ; New York : Routledge, pp. 1-17.
- Perales Miranda, V.H. 2008. *Chikat, chikat uma jaljasiña: uso, manejo y gestión del agua desde una perspectiva de género*. La Paz, Bolivia : Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo.
- Periódico Digital PIEB. 2015, Octubre 21. Periódico Digital PIEB : Los acuerdos recíprocos por agua para dialogar y conservar el bosque. *Periódico Digital PIEB*. [http://pieb.com.bo/sipieb\\_notas.php?idn=9949](http://pieb.com.bo/sipieb_notas.php?idn=9949) (Consulté le 10.01.2016)
- Perry, G. 2014, Octubre 8. The rise and fall of Default Man. *NewStatesman*, *ON LINE*. <http://www.newstatesman.com/culture/2014/10/grayson-perry-rise-and-fall-default-man>
- Petheram, L., & Campbell, B. M. 2010. Listening to locals on payments for environmental services. *Journal of Environmental Management*, 91 (5) : 1139-1149. <http://doi.org/10.1016/j.jenvman.2010.01.002>
- Phelan, M., & Guillen, A. 2014. La medición del buen vivir (sumak kawsay) : Ideas para la discusión. <http://saber.ucv.ve/xmlui/handle/123456789/5468>
- Pile, S. 2010. Emotions and affect in recent human geography. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 35 (1) : 5-20. <http://doi.org/10.1111/j.1475-5661.2009.00368.x>
- Pirard, R. 2012. Market-based instruments for biodiversity and ecosystem services : A lexicon. *Environmental Science & Policy*, 19-20 : 59-68. <http://doi.org/10.1016/j.envsci.2012.02.001>
- Pitarch, P., & Orobitg, G. (Éd.). 2012. *Modernidades indígenas*. Madrid : Iberoamericana.
- Pokorny, B., Johnson, J., Medina, G., & Hoch, L. 2012. Market-based conservation of the Amazonian forests : Revisiting win-win expectations. *Geoforum*, 43 (3) : 387-401. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2010.08.002>
- Polanyi, K. 1983 [1944]. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris : Gallimard.
- Polanyi, K., & Arensberg, C. M. 1975. *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*. Paris : Larousse.

- Polanyi, K. 2008. *Essais*. (M. Cangiani & J. Maucourant, éd., F. Laroche & L. Collaud, Trad.). Paris : Éds. du Seuil.
- Polanyi, K. 2011. *La subsistance de l'homme : la place de l'économie dans l'histoire et la société*. (B. Chavance, Trad.). Paris : Flammarion.
- Policar, A. 2006. *La justice sociale : Les enjeux du pluralisme*. Paris : Armand Colin.
- Poupeau, F. 2013. La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste. *Ecologie & politique*, N° 46 (1) : 109-119. <http://doi.org/10.3917/ecopo.046.0109>
- Powell, R. C. 2009. Learning from Spaces of Play : Recording Emotional Practices in High Arctic Environmental Sciences. In *Emotion, Place and Culture*. Farnham, England : Ashgate Publishing, pp. 115-132.
- Prada Alcoreza, R. 2014. Horizons de l'État plurinational. In M. Lang & D. Mokrani (éd.), *Au-delà du développement : Critiques et alternatives latino-américaines*. Paris : Editions Amsterdam, pp. 163-184.
- Prado, F., Seleme, S., Prado, I., & Ledo, C. 2005. *Santa Cruz y su Gente : Una visión crítica de su evolución y sus principales tendencias*. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia : CEDURE (Centro de Estudios para el Desarrollo urbano y Regional).
- Quijano, A. 2007. « Race » et colonialité du pouvoir. *Mouvements*, 3 (51) : 111-118.
- Quiroga Díaz, N. 2009. Economías feminista, social y solidaria. Respuestas heterodoxas a la crisis de reproducción en América Latina. *Íconos - Revista de Ciencias Sociales*, 0 (33) : 77-89.
- Rakopoulos, T. 2014. Resonance of solidarity : meanings of a local concept in anti-austerity Greece. *Journal of Modern Greek Studies*, 32 (2) : 313-337. <http://doi.org/10.1353/mgs.2014.0040>
- Rawls, J. 1987. *Théorie de la justice*. Editions du Seuil.
- Redo, D., Millington, A. C., & Hindery, D. 2011. Deforestation dynamics and policy changes in Bolivia's post-neoliberal era. *Land Use Policy*, 28 (1) : 227-241. <http://doi.org/10.1016/j.landusepol.2010.06.004>
- Reeson, A., & Tisdell, J. 2010. The Market Instinct : The Demise of Social Preferences for Self-Interest. *Environmental & Resource Economics*, 47 (3) : 439-453.
- Resor, J. P. 1997. Les échanges « dette nature » : une décennie d'expériences et nouvelles orientations pour l'avenir. *Unasylva — Revue internationale des forêts et des industries forestières FAO [En Ligne]*, 48 (188).
- Retolaza Eguren, I. 2008. Moving up and down the ladder : community-based participation in public dialogue and deliberation in Bolivia and Guatemala. *Community Development Journal*, 43 (3) : 312-328. <http://doi.org/10.1093/cdj/bsn016>
- Richaud, L. 2015. Mise en scène de l'innocence et jeux d'attention : Autographie d'une enquête sous surveillance dans un parc public pékinois. *Civilisations*, 64 (1-2) : 23-34.

- Ricœur, P. 2004. *Parcours de la reconnaissance : trois études*. Paris : Stock.
- Rizza, R. 2008. Néo-institutionnalisme sociologique et nouvelle sociologie économique : quelles relations ? *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy [En Ligne]*, (38). <http://interventionseconomiques.revues.org/292>
- Roberts, S. 2004. Gendered Globalization. In L. Staeheli, E. Kofman, & L. Peake (Éd.), *Mapping Women, Making Politics : Feminist Perspectives on Political Geography*. London ; New York : Routledge, pp. 127-140.
- Roberts, B. 2008. Performative Social Science : A Consideration of Skills, Purpose and Context. *Forum Qualitative Sozialforschung / Forum : Qualitative Social Research [On Line]*, 9 (2). <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/377>
- Robertson, M. 2007. Discovering Price in All the Wrong Places : The Work of Commodity Definition and Price under Neoliberal Environmental Policy. *Antipode*, 39 (3) : 500–526. <http://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2007.00537.x>
- Robertson, N., & Wunder, S. 2005. *Fresh tracks in the forest : assessing incipient payments for environmental services initiatives in Bolivia*. Bogor, Indonesia : Center for International Forestry Research (CIFOR).
- Rodríguez, A., & Surkin, J. 2010. *Comarapa : gestion municipal participativa con enfoque ambiental*. Santa Cruz, Bolivia : Fundación Amigos de la Naturaleza (FAN), Grupo Nacional de Trabajo para la Participación (GNTP).
- Rodríguez Carmona, A. 2009. *El proyectorado : Bolivia tras 20 años de ayuda externa*. La Paz, Bolivia : Editions Plural.
- Rodríguez-de-Francisco, J. C., & Boelens, R. 2016. PES hydrosocial territories : de-territorialization and re-patterning of water control arenas in the Andean highlands. *Water International*, 41 (1) : 140-156. <http://doi.org/10.1080/02508060.2016.1129686>
- Rodríguez-de-Francisco, J. C., Budds, J., & Boelens, R. 2013. Payment for Environmental Services and Unequal Resource Control in Pimampiro, Ecuador. *Society & Natural Resources*, 26 (10) : 1217-1233. <http://doi.org/10.1080/08941920.2013.825037>
- Rodríguez Garavito, C., & Baquero Díaz, C. A. 2015. *Reconocimiento con redistribución. El derecho y la justicia étnico-racial en América Latina*. Bogotá, Colombia : Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, Dejusticia.
- Rojas, R. 2013. « Al controlar la tierra los empresarios mantienen el poder político : Evo Morales ». *La Jornada* [En Ligne]. <http://www.jornada.unam.mx/2009/08/03/mundo/026n1mun> , consulté le 25.04.2016.
- Rosa, H. 2012. *Aliénation et accélération*. (T. Chaumont, trad.). Paris : La Découverte.
- Rosa, H. 2013. *Accélération : Une critique sociale du temps*. (D. Renault, trad.). Paris : La Découverte.



- Rosa, H., Dimas, L., Kandel, S., & Barry, D. 2004. *Compensation for Environmental Services and Rural Communities : Lessons from the Americas* (Working Paper No. 96). Amherst, MA, USA : Political Economy Research Institute, University of Massachusetts. <https://ideas.repec.org/p/uma/periwp/wp96.html>
- Rosales Cervantes, Guillermo. 2015. « Autonomía indígena en Bolivia : mecanismo de articulación y dispositivo de complejidad social ». *Sociológica (México)*, 30 (84): 143-179.
- Rouleau-Berger, L. 2007. Grammaires de la reconnaissance, individuation et ordres sociétaux. In A. Caillé (éd.), *La quête de reconnaissance : nouveau phénomène social total*. Paris : La Découverte, pp. 135-148.
- Rouleau-Berger, L. 2015. « Sciences sociales « postoccidentales » : de l'Asie à l'Europe ». *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales* (5): 9-23.
- Roux, J.-C. 2007. Les Orientés Boliviens : de la quête identitaire à l'instance de divorce avec l'Etat andin central. In D. Rolland & J. Chassin (Éd.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*. Paris : L'Harmattan, pp. 121-146.
- Ryfman, P. 2008. Tournant symbolique, crise de l'humanitaire ou crise de la représentation ? *Humanitaire* [En ligne], (18). <http://humanitaire.revues.org/307>
- Sabourin, É. 2007a. L'entraide rurale, entre échange et réciprocité. *Revue du MAUSS*, 30 (2) : 198-217. <http://doi.org/10.3917/rdm.030.0198>
- Sabourin, É. 2007b. *Paysans du Brésil : Entre échange marchand et réciprocité*. Versailles : Quae.
- Sabourin, É. 2013. Réciprocité et organisation rurales. *Revue Tiers Monde*, (215) : 165-182.
- Saiag, H. (2009). Note de lecture : Michele Cangiani & Jérôme Maucourant (Dir.), *Essais de Karl Polanyi*, introduction de M. Cangiani et J. Maucourant, postface d'Alain Caillé et Jean-Louis Laville, Paris, Seuil, 2008. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, (5). Consulté à l'adresse <https://regulation.revues.org/7455>
- Saillant, F., Drouin, M.-È., & Gordon, N. 2012. Formes, contenus et usages témoignage dans les ONG d'aide internationale : La vérité à l'épreuve du marketing. *Alterstice - Revue Internationale de la Recherche Interculturelle*, 1 (2) : 35-46.
- Salmon, C. 2007. *Storytelling : La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris : LA DECOUVERTE.
- Salonia, M. 2009. Suffering from Exclusion : On the critical impulse of the theory of recognition. In C. Lazzeri & S. Nour, *Reconnaissance, identité et intégration sociale*. Nanterre : Presses Universitaires de Paris Ouest, pp. 375-387.
- Santos, B. de S. 2010. *Refundación del Estado en América Latina : Perspectivas desde una epistemología del Sur*. Lima, Peru : Instituto Internacional de Derecho y Sociedad (IIDS).
- Santos, B. de S. 2011. Épistémologies du Sud. *Etudes Rurales*, 187 : 21-49.

- Santos, B. de S., & Rodriguez Garavito, C. 2013. Alternatives économiques : les nouveaux chemins de la contestation. In I. Hillenkamp & J.-L. Laville (éd.), *Socioéconomie et démocratie : l'actualité de Karl Polanyi*. Toulouse, France : Erès, pp. 127-147.
- Schechner, R. 2006. *Performance Studies : An Introduction*. London ; New York : Routledge.
- Schurr, C. 2013. Towards an emotional electoral geography : The performativity of emotions in electoral campaigning in Ecuador. *Geoforum*, 49 : 114-126. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.05.008>
- Schurr, C. 2014. Performativity and Antagonism as Keystones for a Political Geography of Change. In M. Glass & R. Rose-Redwood (éd.), *Performativity, politics, and the production of social spaces*. New York : Routledge, pp. 95-120.
- Schurr, C., & Abdo, K. 2016. Rethinking the place of emotions in the field through social laboratories. *Gender, Place & Culture*, 23 (1) : 120-133. <http://doi.org/10.1080/0966369X.2014.970138>
- Servet, J.-M. 2007. Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, contribution à une définition de l'économie solidaire. *Tiers Monde*, 190 (2) : 255-273. <http://doi.org/10.3917/rtm.190.0255>
- Servet, J.-M. 2013. Le principe de réciprocité aujourd'hui. In I. Hillenkamp & J.-L. Laville (Éd.), *Socioéconomie et démocratie : l'actualité de Karl Polanyi*. Toulouse, France : Erès, pp. 187-213.
- Shapiro-Garza, E. 2013a. Contesting market-based conservation : Payments for ecosystem services as a surface of engagement for rural social movements in Mexico. *Human Geography*, 6 (1) : 134-150.
- Shapiro-Garza, E. 2013b. Contesting the market-based nature of Mexico's national payments for ecosystem services programs : Four sites of articulation and hybridization. *Geoforum*, 46 : 5-15. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2012.11.018>
- Sharp, J. 2004. Doing Feminist Political Geographies. In L. Staeheli, E. Kofman, & L. Peake (éd.), *Mapping Women, Making Politics : Feminist Perspectives on Political Geography*. London ; New York : Routledge, pp. 87-98.
- Sikor, T., Martin, A., Fisher, J., & He, J. 2014. Toward an Empirical Analysis of Justice in Ecosystem Governance. *Conservation Letters*, 7 (6) : 524-532. <http://doi.org/10.1111/conl.12142>
- Simmel, G. 1981 [1917]. *Sociologie et épistémologie*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Singh, N. M. 2015. Payments for ecosystem services and the gift paradigm : Sharing the burden and joy of environmental care. *Ecological Economics*, 117 : 53-61. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2015.06.011>

- Skeggs, B. 2001. The toilet paper : Femininity, class and mis-recognition. *Women's Studies International Forum*, 24 (3-4) : 295-307. [http://doi.org/10.1016/S0277-5395\(01\)00186-8](http://doi.org/10.1016/S0277-5395(01)00186-8)
- Smith, M., Davidson, J., Cameron, L., & Bondi, L. 2009. Geography and Emotions, Emerging Constellations. In M. Smith, J. Davidson, L. Cameron, & L. Bondi (éd.), *Emotion, Place and Culture*. Farnham, England : Ashgate Publishing, pp. 2-18.
- Sommerville, M., Jones, J. P. G., Rahajaharison, M., & Milner-Gulland, E. J. 2010. The role of fairness and benefit distribution in community-based Payment for Environmental Services interventions : A case study from Menabe, Madagascar. *Ecological Economics*, 69 (6) : 1262-1271. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2009.11.005>
- Spash, C. L. 2009. The New Environmental Pragmatists, Pluralism and Sustainability. *Environmental Values*, 18 (3) : 253-256.
- Spector, C. 2014, Avril 8. Charles Taylor, philosophe de la culture — *La Vie des idées* [En Ligne], <http://www.laviedesidees.fr/Charles-Taylor-philosophe-de-la.html>
- Sultana, F. 2011. Suffering for water, suffering from water : Emotional geographies of resource access, control and conflict. *Geoforum*, 42 (2) : 163-172. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2010.12.002>
- Svampa, M. 2011. Néo-« développementisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique latine*, 81 (3) : 101-127.
- Terceros Velasco, R. 2014, Julio 16. Mairana dio un salto hacia el desarrollo, *El Deber* (edición especial), p.3.
- Thévenot, L. 2006. *L'action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement*. Paris : La Découverte.
- Thrift, N. 2000. Entanglements of power : Shadows ? In J. Sharp, P. Routledge, C. Philo, & R. Paddison (éd.), *Entanglements of power : Geographies of domination and resistance*. London ; New York : Routledge, pp. 269-278.
- Thrift, N. 2009. Understanding The Affective Spaces of Political Performance. In M. Smith, J. Davidson, L. Cameron, & L. Bondi (éd.), *Emotion, Place and Culture*. Farnham, England : Ashgate Publishing, pp. 79-95.
- Torrico, M. E., & Walnycki, A. 2015. ¿Las Chompas en el poder? El mito de la participación en los barrios pobres de Cochabamba, Bolivia. *Medio Ambiente y Urbanización*, 82 (1) : 81-116.
- Trigano, S. 2007. Qui reconnaît-on ? L'identité dans la reconnaissance. In A. Caillé (éd.), *La quête de reconnaissance : nouveau phénomène social total*. Paris : La Découverte, pp. 149-160.
- Turpie, J. K., Marais, C., & Blignaut, J. N. 2008. The working for water programme : Evolution of a payments for ecosystem services mechanism that addresses both

- poverty and ecosystem service delivery in South Africa. *Ecological Economics*, 65 (4) : 788-798. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2007.12.024>
- Tyler, T. R., & Blader, S. L. 2003. The Group Engagement Model : Procedural Justice, Social Identity, and Cooperative Behavior. *Personality and Social Psychology Review*, 7 (4) : 349-361. [http://doi.org/10.1207/S15327957PSPR0704\\_07](http://doi.org/10.1207/S15327957PSPR0704_07)
- UN-REDD. 2009. *Report of the Closure Meeting of the UN-REDD Mission, held with the Government*. La Paz, Bolivia : FAO, UNDP, UNEP.
- Van Hecken, G., Bastiaensen, J., & Huybrechs, F. 2015. What's in a name? Epistemic perspectives and Payments for Ecosystem Services policies in Nicaragua. *Geoforum*, 63 : 55-66. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2015.05.020>
- Van Hecken, G., Bastiaensen, J., & Windey, C. 2015. Towards a power-sensitive and socially-informed analysis of payments for ecosystem services (PES) : Addressing the gaps in the current debate. *Ecological Economics*, 120 : 117-125. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2015.10.012>
- Vargas, M. T., Forno, M., Secomb, S., & Torrico, J. 2010. Compensation for Hydrological Services in Bolivia : the Comarapa Municipal Water Fund. *Mountain Forum Bulletin*, X (1) : 76-78.
- Vatn, A. 2010. An institutional analysis of payments for environmental services. *Ecological Economics*, 69 (6) : 1245-1252. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2009.11.018>
- Viceministerio de Autonomía. 2010, Agosto. *Cartas orgánicas municipales*. La Paz, Bolivia. <http://fr.slideshare.net/Gobernabilidad/cartas-orgnicas-municipales>, Consulté le 15.12.2015.
- Waldmann, A. 2008. *El habitus cambia : estudio etnográfico sobre Santa Cruz de la Sierra*. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia : Editorial El País.
- Wepf, M. 2015. La « loi maudite ». *Un seul monde, Magazine de la DDC sur le développement et la coopération*, (4) : 12-13.
- Westlund, A. C. 2009. Rethinking Relational Autonomy. *Hypatia*, 24 (4) : 26-49. <http://doi.org/10.1111/j.1527-2001.2009.01056.x>
- Wiesmann, U. 1998. *Sustainable regional development in rural Africa : conceptual framework and case studies from Kenya*. Bern, Switzerland : University of Berne, Institute of Geography.
- Williamson, O. E. 1989. Transaction cost economics. *Handbook of industrial organization*, 1 : 135-182.
- Wright, C. 2009. Estado, justicia y ciudadanía en el constitucionalismo boliviano. *Cuestiones Jurídicas*, 3 (2) : 55-72.
- Wynne-Jones, S. 2012. Negotiating neoliberalism : Conservationists' role in the development of payments for ecosystem services. *Geoforum*, 43 (6) : 1035-1044. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2012.07.008>

- Yanhong, L., & Chaoxian, G. 2015. Payments for Ecosystem Services : Market Mechanism or Diversified Modes ? *Journal of Resources and Ecology*, 6 (6) : 420-426. <http://doi.org/10.5814/j.issn.1674-764x.2015.06.010>
- Young, I. 2007. Recognition of Love's Labor : Considering Axel Honneth's Feminism. In B. van den Brink & D. Owen (éd.), *Recognition and Power : Axel Honneth and the tradition of Critical Social Theory*, New York : Cambridge University Press, pp. 189-212.
- Zammit, C. 2013. Landowners and conservation markets : Social benefits from two Australian government programs. *Land Use Policy*, 31 : 11-16. <http://doi.org/10.1016/j.landusepol.2012.01.011>
- Ziai, A. 2013. Interview with Boaventura de Sousa Santos. *Development and Change*, 44 (3) : 727-738. <http://doi.org/10.1111/dech.12026>
- Zürcher, H. 2007. *El Torno a través de la historia*. Santa Cruz de la Sierra, Bolivia : compte propre.

## ANNEXES

---



## 1. PAPERS DISCLAIMERS / ATTESTATIONS DE COPYRIGHT

- Les articles que nous avons publiés au sein des revues *Mountain Research and Development*, *World Development* ainsi que *Articulo–Journal of Urban Research*, étant sous le domaine « creative commons », ils peuvent être reproduits sans autorisation spéciale de l'éditeur.
- La revue *EchoGéo* nous a fourni une autorisation de reproduction, ci-dessous :  
« (...) j'ai le plaisir de vous transmettre l'autorisation de Jean-Louis Chaléard, directeur de publication à EchoGéo, pour que figure dans la thèse que vous rédigez actuellement l'intégralité de l'article que vous avez co-publié avec Christophe Mauger dans EchoGéo.  
Vous voudrez bien faire figurer la référence suivante :  
Florence Bétrisey et Christophe Mager, "La contribution bolivienne à la COP 21 au prisme de la justice environnementale", *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 27 janvier 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/14442> ; DOI : 10.4000/echogeo.14442  
L'autorisation est accordée sous réserve de la mention de cette référence dans son intégralité. »
- La *Revue Française de Socio-Économie* n'a pas répondu à notre demande (10 mars 2016).



## 2. GRILLE D'ANALYSE

Cette grille d'analyse a été utilisée pour révéler les motivations et les justifications de la (non) participation au dispositif PSH. Elle est évoquée à la section 3.4.6.

### 1. *Información Personal*

- 1.1. Edad
- 1.2. Sexo
- 1.3. Estado civil
- 1.4. ¿Tienes hijos? Si sí, qué edades? ¿Viven en la misma casa ?
- 1.5. ¿Tiene familia que vive en el mismo pueblo ?

### 2. *Livelihoods*

- 2.1. ¿De dónde es usted ?
- 2.2. Preguntas para hacer si el interlocutor no es del pueblo:
  - 2.2.1. ¿Cuánto tiempo que esta por aquí?
  - 2.2.2. ¿Me puede decir brevemente lo que le hizo venir aquí?
- 2.3. ¿Qué esta produciendo?
- 2.4. ¿Tiene otra actividad fuera de su chaco?
- 2.5. ¿Su tierra ha sido saneada? ¿Qué tipo de propiedad de tierra tiene?. Formal-informal + individual-collectiva
- 2.6. ¿Tiene intención de dejar el pueblo en un futuro próximo ? Si sí, porqué?

Pregunta para hacer si el interlocutor tiene hijos:

- 2.7. ¿Cree usted que sus hijos quieren continuar su trabajo?

### 3. *Instituciones, practicas del trabajo agrícola*

- 3.1. Como esta trabajando en sindicato/la OTB?
- 3.2. ¿Qué le gustaría ver cambiar en las relaciones que tiene con el sindicato?
- 3.3. Como es el consejo municipal/el Acalde?
  - 3.3.1. ¿Trabaja con la comunidad? Ayuda la comunidad?
  - 3.3.2. ¿Qué le gustaría ver cambiar en las relaciones que tiene con el municipio?
- 3.4. ¿Me puede explicar cómo funciona la comunidad, especialmente como está organizado el uso de la tierra y la actividades agrícolas?
- 3.5. ¿Esto a cambiado? ¿es diferente de lo que sus padres y abuelos hacían?
- 3.6. ¿Qué significa la palabra “reciprocidad” para usted?
- 3.7. ¿La gente aquí, practica todavía el ayne/la minga?
- 3.8. ¿ Y usted, está todavía practicando el ayni? Si sí, me puede explicar cómo funciona? (Practices of ayni and changes over time) ¿Esto es diferente de cuando usted era pequeño? – same question with minga
  - 3.8.1. Y porque piensa usted que se ha ido perdiendo (o no) la costumbre del ayne/de la minga?
  - 3.8.2. Pero le parece una buena forma de trabar asi con ayni/mingas o no / Le gusta trabajar asi, o no? Y Porque?

- 3.9. ¿La gente aquí, practica el trabajo al partido? ¿Y usted, esta practicando el trabajo 'al partido'? ->Si, sì, ¿como funciona?

#### 4. ARA

##### Participants:

- 4.1. Cuanto tiempo que están participando en el ARA ?
- 4.2. ¿Me puede explicar cómo funciona el ARA?
- 4.3. Nos puede contar un poquito de este proyecto, cuándo y cómo empezó aquí en la comunidad y que sucedió después ?
- 4.4. ¿Le parece que el ARA es algo similar al ayni o diferente? ¿Porqué?
- 4.5. ¿El ARA es un proyecto “de las comunidades” (bottom-up) o “del consejo municipal/de Natura” (top-down)?
- 4.6. ¿Qué le ha inspirado para participar en el ARA ? ¿Qué le ha gustado en este proyecto ?
- 4.7. Porque le pareció mejor/peor que otro proyecto similar de conservación de bosque/agua que ha escuchado/conocido?
- 4.8. ¿Quiénes pueden participar en el ARA y quiénes no ?
- 4.9. Este proyecto le parece justo ? Porqué?
- 4.10. ¿Qué le gustaría mejorar en el ARA?
- 4.11. ¿Si usted fuera a darme cuatro palabras que caracterizan al ARA, ¿cuáles serían?
- 4.12. ¿Y los otros comunarios, ellos piensan lo mismo?

##### Non participants :

- 4.1. Que le parece este proyecto? Este proyecto esta diferente de otros proyectos de conservación de bosque/agua que ha escuchado usted?
- 4.2. Quien puede/no puede participar?
- 4.3. Quisiera usted participar en este proyecto o no ? Porqué?
- 4.4. Este proyecto le parece justo ? Porqué?

#### 5. Perceptions-Impacts

##### Participants aux ARA

- 5.1. Y ahora que (no) les gusta en este proyecto (en comparación con otros proyectos) ?/ Porqué decidí seguir/salir de este proyecto ?
- 5.2. Ha cambiado algo en su vida, cotidiana o no ? Y en la vida de la comunidad ?
- 5.3. ¿ha cambiado la relación entre la comunidad y las autoridades ? y esto le parece importante ?

##### Non-participants aux ARA

- 5.1. Este proyecto ha cambiado algo en su vida, cotidiana o no? Y en la vida de la comunidad ?
- 5.2. ¿ha cambiado la relación entre la comunidad y las autoridades ? y esto le parece importante ?

### 3. VALORISATION SCIENTIFIQUE

Au cours de notre doctorat, nous avons été amenée à valoriser notre recherche, notamment par la participation à plusieurs conférences internationales. Nous avons, à chaque fois, présenté une contribution et fourni une documentation écrite dont nous livrons ici les résumés.

#### **3.1 De l'eau et des hommes: les coopérations induites par des paiements pour services hydriques en Bolivie**

RIUESS, XIV<sup>o</sup> Rencontres du Réseau interuniversitaire de l'économie sociale et solidaire, Lille, France, Mai 2014.

##### *Résumé*

À travers une analyse des modalités de la mise en relation d'acteurs au sein d'initiatives de paiements pour services hydriques en Bolivie orientale – dénommées Acuerdos Reciprocos por el Agua ou ARA –, nous montrons que, dans un contexte national de promotion d'une « économie plurielle », ces ARA articulent des logiques marchandes, redistributives et réciprocitaires et constituent, en cela, des initiatives d'économie sociale et solidaire à fort ancrage territorial. La coopération entre les acteurs participants à ces initiatives n'est toutefois pas exempte de tensions, liées à des relations de pouvoir asymétriques ainsi qu'à un manque de compréhension et de reconnaissance de la pluralité des représentations et aspirations impliquées.

##### *Mots clés*

Services environnementaux hydriques ; Réciprocité ; Bolivie ; Economie plurielle ; Coopération

##### *Abstract*

Through an analysis of actors and their relationships within payments for water services initiatives in Bolivia – called Acuerdos Reciprocos por el Agua or ARA – we show that, in a national context promoting a 'plural economy', these ARA articulate market, redistribution and reciprocity logics and this way, constitute real social and solidary economy initiatives with an important territorial anchoring. However, cooperation among the different stakeholders participating in these schemes is not free of tensions. These tensions are related to power asymmetries as well as moral aspect of understanding and recognition of the plurality of implicated representations and aspirations.

##### *Keywords*

Aquatic environmental services, reciprocity, Bolivia, plural economy, cooperation

#### **3.2 Paysans des vallées boliviennes et actualisation de la réciprocité, quelles réalités ?**

*Les petites paysanneries dans un contexte mondial incertain*, Colloque international, Université Paris Ouest, Nanterre, France, 19-21 Novembre 2014.

##### *Auteure*

Florence Bétrisey, Université de Lausanne, Institut de Géographie et Durabilité

##### *Mots clés*

Bolivie, campesinos, organisation sociale du travail, économie plurielle, réciprocité

#### Résumé

La région des vallées boliviennes est une zone d'interface entre deux systèmes socioécologiques : l'Altiplano quechua et l'Amazonie guarani. Durant les 50 dernières années, cette région, qui constitue par ailleurs une destination privilégiée des migrants en provenance de l'Altiplano (Rodriguez et Surkin 2010), a connu d'importantes transformations et est notamment devenue perméable à l'influence urbaine et à l'économie marchande. On y observe à présent un accès facilité aux marchés urbains, l'existence de marchés fonciers ou encore l'expansion d'activités touristiques (Jaldin 2013).

Parallèlement, le gouvernement bolivien, s'est assigné la tâche de « *rescatar* » les « logiques économiques traditionnelles » et de les articuler au sein d'un nouveau modèle d'économie dite plurielle. De fait, l'ambition du gouvernement Morales est de proposer un modèle de développement économique dépassant la dichotomie « secteur formel/secteur informel », « économie de marché/économie de réciprocité » (Wanderley 2010). Ce dernier a été présenté par le gouvernement Morales comme contribuant à l'émergence d'« *un modèle de développement propre à la majorité indienne du pays et devant lui permettre de sortir de la pauvreté* » (Hillenkamp 2008 : 3) et le principe de réciprocité constitue une composante importante de ce modèle (Hillenkamp 2008).

Dans ce contexte, qu'en est-il des communautés paysannes locales ? Y observe-t-on la « mise en pratique » de l'économie plurielle ou au contraire un « *crowding out* » des logiques économiques traditionnelles basées sur la réciprocité au profit de logiques marchandes ? Contrairement aux approches qui conçoivent les sociétés rurales comme passives, nous privilégions ici une approche reconnaissant l'*agency* des communautés paysannes. Nous faisons l'hypothèse que ces dernières sont capables d'actualiser les normes traditionnelles et articuler diverses logiques économiques (Sabourin 2007 ; 2012) et que ces processus sont particulièrement visibles autour de la question de l'organisation sociale du travail (Béguin et al. 2011) et notamment des pratiques traditionnelles de l'*ayne* et de la *minga*. Grâce au référentiel Polanyien des modes d'intégration économiques (réciprocité, redistribution et échange marchand) nous allons ici détailler la réalité de l'organisation du travail au sein de 9 communautés *campesinas* de la province Florida dans la région des vallées au moyen d'entretiens semi-directs et d'observation participante conduits durant l'automne 2012 et 2013.

#### Références

Béguin, P., Dedieu, B., & Sabourin, É. (2011). Présentation. In P. Béguin, B. Dedieu, & E. Sabourin (Éd.), *Le travail en agriculture: son organisation et ses valeurs face à l'innovation*. L'Harmattan.

Hillenkamp, I. (2008). L'économie solidaire, un modèle alternatif de développement ? Une approche institutionnaliste illustrée par le cas de la Bolivie. Présenté à VIIIemes Rencontres internationales du Réseau Inter-Universitaire de l'Economie Sociale et Solidaire, Barcelone. Consulté à l'adresse <http://econpapers.repec.org/paper/haljournal/halshs-00317894.htm>

Jaldin, R. (2013). *¿Municipio modelo? Sinergias productivas y ambientales en el municipio de Comarapa*. Fundación Tierra. Consulté à l'adresse [https://www.academia.edu/5009080/\\_Municipio\\_modelo\\_Sinergias\\_productivas\\_y\\_ambientales\\_en\\_el\\_municipio\\_de\\_Comarapa](https://www.academia.edu/5009080/_Municipio_modelo_Sinergias_productivas_y_ambientales_en_el_municipio_de_Comarapa)

Sabourin, É. (2007). *Paysans du Brésil : Entre échange marchand et réciprocité*. Quae.

Sabourin, É. (2012). *Organisations et sociétés paysannes : une lecture par la réciprocité*. Versailles : Quae.

Rodríguez, A., & Surkin, J. (2010). *Comarapa: gestión municipal participativa con enfoque ambiental*. Santa Cruz, Bolivia: Fundación Amigos de la Naturaleza (FAN), Grupo Nacional de Trabajo para la Participación (GNTP).

Wanderley, F. (2010). Pluralismo económico, Mercado y Estado. *Bolivian Research Review / RevistaE*, 8.

### **3.3 Acuerdos Recíprocos por el Agua, desarrollo local y justicia social en Bolivia: Escuchando actores locales**

*Economía social y solidaria en un contexto de multiculturalidad, diversidad y desarrollo territorial*, Coloquio Internacional, Universidad Nacional del Cuyo, Mendoza, Argentina, 15,16 y 17 de Abril 2015.

#### *Resumen*

En 2003, la Fundación *Natura Bolivia* (una ONG local que recibe fondos de donantes internacionales) comenzó a aplicar el principio de Pago por Servicios Ambientales (PSA) en la provincia Florida (oriente Boliviano). PSA es un principio de gestión de recursos naturales, tratando de internalizar las externalidades positivas que brindan los ecosistemas – como el almacenamiento de carbono, purificación de agua o suministro de materia prima, consideradas como "servicios ambientales" – a través de transacciones directas y privadas entre los proveedores y los beneficiarios de estos servicios ambientales. A pesar de su claro anclaje neoliberal, (Kosoy & Corbera 2010; Fletcher & Breitling 2012), varios estudios han demostrado que las iniciativas de PSA, iban desde "la estricta aplicación del razonamiento orientado al mercado hasta el rechazo de la propiedad privada y la valoración monetaria de la naturaleza" (McAfee & Shapiro 2010: 580, trad pers.). De hecho, no todas las iniciativas de PSA parecen estar sometidas a la estricta lógica del mercado, al contrario también hay experiencias clavadas dentro de contextos socioculturales, y políticos locales y regionales que guían su implementación; como se muestra en el caso de la iniciativa de la Fundación *Natura Bolivia*, denominada "Acuerdos Recíprocos por el Agua" (ARA) (Bétrisey & Mager 2015).

Ahora bien, las investigaciones anteriores sobre los PSA se han centrado principalmente en la dimensión financiera de la redistribución de beneficios y aumento de los ingresos. Pocos estudios han superado el análisis de la dimensión utilitaria de los PSA para reflejar su valoración hedónica; es decir teniendo en cuenta que la afiliación a los PSA está relacionada con el hecho que permiten recibir estímulos que ofrecen recompensas emocionales internas/externas, como el reconocimiento (Petheram & Campbell 2010). En efecto, nuestras investigaciones anteriores sobre los ARA y las motivaciones de los comuneros para afiliarse o rechazar los ARA han

demostrado la centralidad de nociones de reconocimiento y justicia social en el discurso de los actores (Bétrisey & Mager 2014, 2015). En este sentido, decidimos centrar el presente trabajo en los conceptos de reconocimiento y de justicia social con la intención de analizar su percepción por los actores locales y cómo la participación en los ARA ayuda a promoverlos.

#### *Références*

Bétrisey, F., & Mager, C. (2015). Les paiements pour services environnementaux de la Fondation Natura Bolivia entre logiques réciprocales, redistributives et marchandes. *Revue Française de Socio-Économie*, 15(1), 39-58.

Fletcher, R., & Breitling, J. (2012). Market mechanism or subsidy in disguise? Governing payment for environmental services in Costa Rica. *Geoforum*, 43(3), 402-411. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2011.11.008>

Kosoy, N., & Corbera, E. (2010). Payments for ecosystem services as commodity fetishism. *Ecological Economics*, 69(6), 1228-1236. <http://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2009.11.002>

McAfee, K., & Shapiro, E. N. (2010). Payments for Ecosystem Services in Mexico: Nature, Neoliberalism, Social Movements, and the State. *Annals of the Association of American Geographers*, 100(3), 579-599. <http://doi.org/10.1080/00045601003794833>

Petheram, L., & Campbell, B. M. (2010). Listening to locals on payments for environmental services. *Journal of Environmental Management*, 91(5), 1139-1149. <http://doi.org/10.1016/j.jenvman.2010.01.002>

### **3.4 From efficiency to affection: A case study of the SAGUAPAC cooperative storytelling in Santa Cruz, Bolivia**

*International Cooperative Alliance, The Future of the Cooperative model: creativity, innovation and research*, International Conference, AgroParisTech, Paris, France, 27-30 May 2015.

*Keywords: Urban water cooperative, discourse, storytelling, Santa Cruz, Bolivia*

#### *Summary*

The SAGUAPAC cooperative in the city of Santa Cruz de la Sierra (eastern Bolivia) is one of the world's largest urban water-users cooperatives. Existing since 1979, it is regularly presented as an example of the cooperative success-stories. Indeed, its efficiency, both economic and technical, is widely recognized and suits international management guidelines (ISO, World Bank guidelines). Through the years, SAGUAPAC kept on growing and seducing new members and started ambitious technological project (biogas extraction out of waste water). These efficiency and quality of provided services is widely considered as the main reason of SAGUAPAC's attractiveness and reproduction over the years.

However, without denying its importance, we show, through an analysis of SAGUAPAC discourse in local media, that moral and non-instrumental factors take a key place in the reproduction of the cooperative. These factors create attachment and affection towards the cooperative, through a storytelling discourse type—internalized by local authorities and medias—using a four-dimensional rhetoric (mythification, identification, emotionalisation and

personification). Indeed, this discourse builds a myth around SAGUAPAC cooperative through the recycling of local myths and legends that have already been used in the discourse of local informal authorities (*Comité pro Santa Cruz*), aiming to promote local identity during the quest of regional autonomy and social protests that followed the election of Evo Morales in 2006.

Through this effective story-telling discourse, SAGUAPAC has become a key player on the regional development arena enjoying a certain power position and ensuring itself affection (“cariño”) and even “love” from city population. This storytelling technique (materializing a new spirit of capitalism exploiting the affects) effectively helped retaining SAGUAPAC members and canvassing new ones. However, the use of local identity discourse may also indirectly contribute to increase local tensions among various city population groups, especially in a context of increasing immigration of population with various identities and value systems that do not share common regional myths and identity references. Storytelling could render cooperatives discursively precluding, in spite of their inclusive structure and practices.

### **3.5 Payments for watershed services, issues of recognition and social justice: Bolivian highlights**

*American Association of Geographers Annual Meeting, San Francisco, USA, 29 March – 2 April 2016*

#### *Summary*

Payments for Ecosystem Services (PES) are deriving part of their legitimacy from their theoretical potential to reduce poverty. Indeed, there is a common belief that conservation and poverty reduction come together in a “win-win approach” (Pokorny et al. 2012:388) thanks to the compensation provided by PES to “the poor”. Previous investigations on the impacts on “the poor” of PES have focused on the redistribution of PES benefits, on income (Petheram & Campbell, 2010) and formalization of private property rights on land (see Leimona & Lee 2008) derived from PES, or on the access of ‘the poorest’ to PSE schemes (see Zammit 2013). Through a qualitative investigation of *Acuerdos Recíprocos por el Agua* (ARA), a Bolivian PES-inspired initiative that has been promoted by a local NGO *Fundación Natura Bolivia* since 2003, I attempt to go beyond this Rawlsian vision of social justice and give a voice to local’s perceptions and feelings. Thus, in this paper I consider the impacts of PES beyond their own realm and develop a broader understanding of social justice that includes issues of recognition and ‘parity of participation’ (Fraser 2004) in social life. This conceptual and methodological reframing allows showing the importance of the construction (through the PES frame but expanding beyond its realm) of a new counter-narrative that brings social recognition to upstream farmers communities that experience a situation of poverty and marginalization within the municipal territories to which they officially belong. However, it also shows the reversibility of those narrative constructions, and the difficulty in translating them into concrete achievements due to the power of existing local structures and narratives. By changing the scale of analysis, I also demonstrate that situations of injustice and misrecognition can persist and even sometimes be strengthened by the new ARA institutions at the intra-community level, especially for recent migrants. This allows for a more nuanced and informed understanding of PES impact on poverty and justice on the ground.

*References*

- Fraser, N. (2004). Justice sociale, redistribution et reconnaissance. *Revue du MAUSS*, n° 23(1), 152-164. <http://doi.org/10.3917/rdm.023.0152>
- Leimona, B., & Lee, E. 2008. Pro-poor payment for environmental services: some considerations. *RUPES-RECOFTC Brief (contributions from Sango Mahanty and Yurdi Yasmi)*.
- Petheram, L., & Campbell, B. M. (2010). Listening to locals on payments for environmental services. *Journal of Environmental Management*, 91(5), 1139-1149. <http://doi.org/10.1016/j.jenvman.2010.01.002>
- Pokorny, B., Johnson, J., Medina, G., & Hoch, L. (2012). Market-based conservation of the Amazonian forests: Revisiting win-win expectations. *Geoforum*, 43(3), 387-401. <http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2010.08.002>
- Zammit, C. (2013). Landowners and conservation markets: Social benefits from two Australian government programs. *Land Use Policy*, 31, 11-16. <http://doi.org/10.1016/j.landusepol.2012.01.011>

Enfin, dans le cadre des journées doctorales de l'Université de Lausanne en mars 2015, nous avons réalisé le poster ci-dessous, synthétisant certains aspects de notre recherche relatifs notamment à l'encastrement et aux justifications morales des ARA.



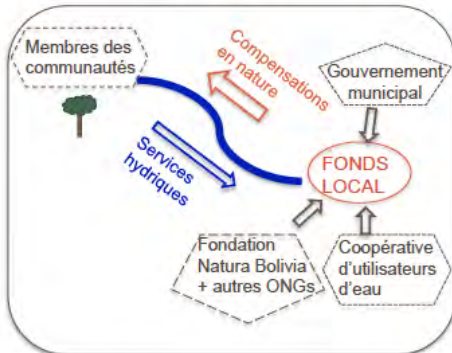
### 3.6 Eau, Réciprocité et Reconnaissance : le cas des Accords Réciproques pour l'Eau en Bolivie orientale

## Eau, Réciprocité et Reconnaissance: le cas des Accords Réciproques pour l'Eau en Bolivie orientale

Florence Bétrisey  
Institut de Géographie et Durabilité, Université de Lausanne

#### Objet

Initiative mettant en relation des acteurs en amont (communautés périphériques) et en aval (villages centres/autorités municipales) d'un bassin versant local. Relation d'échange de services hydriques et de compensations matérielles



#### Région d'étude



#### Inventaire des pratiques communautaires d'organisation du travail



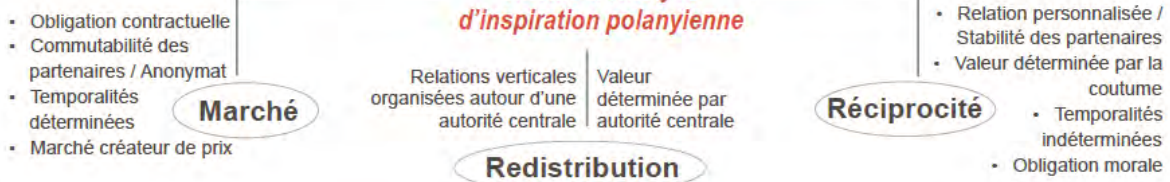
#### 1. Objectif

Questionner l'**encastrement socio-politique**, les **aspirations** et les **pratiques** économiques liés à une initiative de Paiements pour Services Hydriques (*Acuerdos Recíprocos por el Agua - ARA*) dans la région observée.

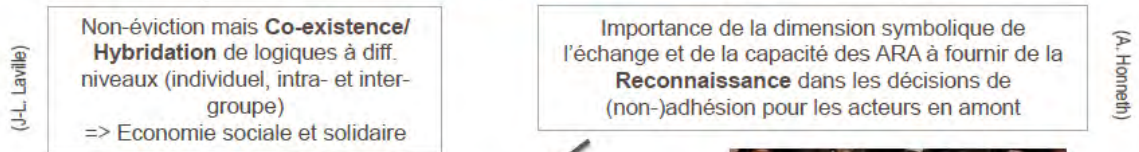
#### 2. Méthodes

Observation participante + Entretien semi-directifs et narratifs avec participants amont-aval + non participants portant sur les motifs et formes d'institutionnalisation

#### 3. Grille d'Analyse d'inspiration polanyienne



#### 4. 1ers résultats



Quels impacts sociaux et institutionnels de cette reconnaissance?

- Quel type de reconnaissance fournie par les ARA (publique, informelle)?
  - Qui reconnaît (au delà du cadre des ARA)?
  - Qui est reconnu? (niveau individuel et/ou collectif)
  - Reconnaissance = + de justice sociale pour les communautés ou assimilation et reproduction de structures assujettissantes?
- Notions d'ambivalence + dynamique-momentums-réversibilité



(A. Honneth)

(J. Butler / N. Fraser)

Butler, J. (2004). Le pouvoir des mots: politique du performatif. Paris: Amsterdam; Fraser, N. (2005). Qu'est-ce que la justice sociale?: reconnaissance et redistribution. Paris: La Découverte; Honneth, A. (2005). Invisibilité: sur l'épistémologie de la « reconnaissance ». *Réseaux*, n° 129-130(1), 39-57; Laville, J.-L. (2008). Encastrement et nouvelle sociologie économique: de Granovetter à Polanyi et Mauss. *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy*, (38).

## 4. VALORISATION SOCIALE

Nous avons, au cours de notre recherche, fourni de nombreux documents résumant nos recherches, sous des formats divers et variés, à la fondation *Natura Bolivia*. Ces documents avaient pour objectif de diffuser nos résultats et découvertes au fur et à mesure de l'avancée de notre recherche, auprès de l'acteur central de notre recherche. Nous présentons ici certaines des présentations qui ont été réalisées pour la FNB.

### 4.1 Présentation FNB 2013

#### Potenciales y limites de un manejo de recursos naturales basado en el principio de reciprocidad

Florence Bétrisey 2013

#### Preguntas de investigacion

1. Se practican todavia normas de reciprocidad en las comunidades?
2. Como la gente perciben esas normas?
3. Como perciben el ARA? Como un ayne por el bosque?

#### Investigacion

- X entrevistas en
  - Quebrada leon
  - Huaracal
  - Cerro verde
  - La Yunga
  - Santa Rosa
  - Palma Sola
  - Filadelfia
  - Rodeo
  - San Luis





### Resultados

3 casos diferentes

- Mairana + El torno: no estructuras-normas de reciprocidad. Solo trabajo pagado
- Santa Rosa/ Palma Sola/ San Luis: se practica todavia pero menos y con familiares solo
- Filadefia / Rodeo: se practica todavia mucho y han «actualizado», «modernizado» esas normas dentro de un grupo de productores agropecuarios

### Resultados

Factores externos.

Segun teoria economica tradicional:

migracion -> comunidad se desune -> no se practica el ayne

Segun nueva teoria reciprocida (francia):

No se practica el ayne -> comunidad se desune -> gente migran

### Resultados

Factores segun la gente

- Conexion con el mercado, cambio de produccion (tipo y cantidad)
- Tecnologia (maquinas y pesticidas)
- Religion (prohibicion de mingas por la chicha por los evangelicos)
- Migracion (emigracion y inmigracion) cambio de relaciones + oferta de mano de obra

### Resultados

- Combinacion de las 2 teorias: circulo vicioso.
- Pero se podria cambiar en un circulo virtuoso tambien!

Como? ARA podria ayudar en esto, en actualizar relaciones de reciprocidad (con el bosque)

### Potencial

- Al nivel local: mejorar relaciones sociales + garantia de un manejo sostenible, responsable al largo plazo.
- Al nivel nacional: de acuerdo con la vision del gobierno
- Al nivel internacional: caracter unico, posiciona como alternativa al Pago mercantil que ahora muchos donantes quieren evitar (especialmente cooperacion suiza)

### Como?

Caracteristicas de relaciones de reciprocidad vs intercambio:

- Relaciones PERSONALIZADAS que buscan no solo igualdad de bienes y utilidad pero que buscan mantener la comunidad, crear vinculo social, convivir, etc...
- Aumentan la reputacion y prestigio de las personas que dan
- No son contratualizadas, pero basadas en confianza, control social y reputacion

### ARA y reciprocidad?

- ARA no estan percibidos asi.
- Hay que ver este AYNE con el bosque no como un «plus» un positivo «side effect» pero como la base de los ARAs, empezar de esto.
- Pero tambien se debe relacionar con las otras logicas de redistribucion (cooperativas) y mercantil que tambien existan a diferentes niveles -> articulacion de logicas

### Conclusion

- Basado en la reciprocidad, los ARAs seran realmente una alternativa a mecanismos mercantiles, que buscan unicamente maximisar la utilidad y todos contextos especialmente el caso valles-andino donde gente, hasta hace poco, organizaban su economia y su subsistencia con principios de reciprocidad y que hay que respetar.
- Ademas tendrian mucho mas potencial asi de pretender a un desarrollo de largo plazo, socio-responsable tambien.

## 4.2 Présentation FNB 2014

### ARAS Y DESAROLLO LOCAL

Tesis de Doctorado  
Universidad de Lausanne, Suiza  
Florencia Bétrisey

2012

#### Resultados

- El ARA es un híbrido que mezcla diferentes lógicas socio económicas: mercado, redistribución y reciprocidad
- Importante porque literatura califica los PSA como puro mercado o a veces puro redistribución
- La incorporación de la reciprocidad es lo que le diferencia, pero solo por los actores cuenca arriba

2012

- Que son los ARAs en termino de sociología económica?
  - 20 entrevistas en comunidades de Comarapa, Los Negros, El Torno, Mairana.
  - 10 entrevistas con municipios y cooperativas de agua
  - Sobre motivaciones y expectativas de los actores y proveniencia de los recursos



2013

#### Porque es así? Porque importa la reciprocidad cuenca arriba?

- Estudio de 80 entrevistas semi-estructuradas + 10 entrevistas narrativas (old tradition bearers) en comunidades de Los negros, Quirusillas, El Torno, Mairana, Samaipata.
- Sobre: organización social del Agua y del trabajo.



2013

#### Resultados

- Agua organizada sobre todo en base al principio de redistribución (comites de agua)
- Trabajo organizado sobre principios de mercado (peones) pero también de reciprocidad (ayne, partido) y redistribución (minga). Ayne mas fuerte en Quirusillas y menos en el Torno.
- Motivaciones de actores cuenca arriba están influenciadas por esas forma de pensar y tradiciones



### 2013

- ⇒ Los actores de cuenca arriba que tienen expectativas de una relación personalizada que crea lazos sociales entre los socios del intercambio.
- ⇒ Es lo que le gusta en el ARA
- ⇒ Los sentimientos y palabras fuertes como «abandono», «mentira» reflejan esa dimensión simbólica
- ⇒ Si el ARA funciona no es solo por la compensación material en sí, sino porque simboliza una relación personalizada, que crea lazos sociales y trae reconocimiento.

### 2014

- Pero ¿cuál es el potencial en términos de desarrollo local de un manejo de agua/cuenca que trata de incluir una dimensión de reciprocidad?
  - Capital social en comunidades de cuenca arriba?
  - Nuevas instituciones más incluyentes y que se re-apropian la dimensión patrimonial (natural) de su territorio?

### 2014

- ? Entrevistas con actores de cuenca arriba?
- Participación en 1 reunión de presentación de Natura
- Participación en 2 reuniones de intercambio de experiencias por actores de cuenca abajo.



## 4.3 Articles de Journaux

Nous avons également été amenée à écrire un article dans le quotidien suisse romand *Le Temps*, publié dans l'édition du 7 avril 2016 dans la rubrique *Opinions*. Nous le reproduisons tel qu'il a été publié par la suite sur la page-web du journal.



Au lieu de proposer un modèle de développement alternatif, la politique menée par le gouvernement bolivien a plutôt tendance à prolonger le modèle de développement occidental, estime la géographe Florence Bétrisey.

Le dimanche 22 février, le gouvernement bolivien organisait un référendum visant à valider la proposition gouvernementale de modification de la Constitution afin de permettre au président d'effectuer trois mandats successifs au lieu de deux actuellement. Quelques jours plus tard les résultats tombaient et un «non» trébuchant sortait des urnes. Depuis, ce vote est présenté, aussi bien en Bolivie qu'à l'étranger, comme un vote sanction contre le président au pouvoir: Evo Morales, ancien syndicaliste d'origine d'aymara, au pouvoir depuis 2006.

#### *La colère gronde face au gouvernement*

Or, si le président et son gouvernement ont été récemment éclaboussés par divers soupçons plus ou moins vérifiés de corruption et trafic d'influence, la colère qui gronde face au gouvernement Morales est loin d'être récente. Alors que la Bolivie apparaît aux yeux du monde comme le «laboratoire d'un monde meilleur pour les Indiens et la Nature» (lire à ce sujet l'étude de Laetitia Perrier-Bruslé, *Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental*. sur EchoGéo) – image renforcée suite notamment à l'intervention d'Evo Morales lors de la dernière conférence sur le climat (COP 21) à Paris en décembre 2015 et sa diffusion dans les médias européens – à l'interne, c'est la déception et l'insatisfaction qui règnent, notamment dans le domaine des politiques environnementales. Nous proposons donc d'y revenir brièvement.

*Evo Morales, le chantre du changement, vraiment?*

Evo Morales s'est fait le chantre du «changement» de la Bolivie au travers notamment d'un processus dit de «décolonisation» de l'Etat qui dénonce toute forme d'emprunt culturel occidental et veut revaloriser les formes culturelles et organisationnelles pré-coloniales. La notion de «Vivre Bien» (Bien Vivre), apparaît comme clé au sein de ce processus de transformation et comme un symbole de développement «alternatif». Elle trouve son origine dans les cosmologies indigènes andines et se définit comme promouvant, entre autres, l'harmonie et la complémentarité entre l'homme et la nature.

Cette notion de bien vivre s'inscrit donc à merveille dans la volonté de décolonisation du gouvernement Morales et a permis l'inscription des droits de la Nature (aussi référée en tant que Terre-Mère) au sein de la nouvelle Constitution de 2009. Autre notion clé de ce processus de décolonisation et inscrite dans la nouvelle constitution: les autonomies indigènes. Les peuples originaires se voient ainsi reconnus le titre de nation, au sein de l'Etat Plurinational de Bolivie, l'autodétermination et l'autorité sur leur territoire et la gestion des ressources naturelles qui y sont situées.

*Une logique économique extractiviste*

Or, en parallèle de ces références récurrentes au respect des peuples et cultures autochtones, au Vivir Bien en harmonie avec la nature, Morales promeut depuis son arrivée au pouvoir, une logique économique extractiviste – au sens d'un modèle économique fondé sur la (sur) exploitation de ressources naturelles. Certes, la rente provenant notamment de l'exploitation des hydrocarbures et des minerais est redistribuée par le biais de la création d'infrastructures publiques dans les domaines de la santé, de l'éducation ou des transports. Mais c'est au prix d'une re-primarisation de l'économie bolivienne et d'une dépendance plus accrue aux marchés internationaux de ces matières.

Formellement, le gouvernement bolivien prétend que l'adoption d'un tel modèle extractiviste n'est que temporaire, jusqu'à la réalisation d'un certain «niveau de développement» (qui n'est, au demeurant, jamais défini). Mais ces pratiques d'exploitation des ressources naturelles, n'apparaissent pas moins en contradiction avec le discours de protection de la Nature formulé par le gouvernement et les attentes de reconnaissance qu'il engendre. Cette contradiction fut explicitement révélée, lorsque, en 2011, le gouvernement national imposa la construction d'une route traversant le «Territoire Indigène et Parc National Isiboro-Secure» (TIPNIS).

Cet événement engendra des protestations et des marches, auxquelles le gouvernement répondit par la violence. Morales justifia son action en se référant au «développement» des régions concernées et de la Bolivie tout entière, par la création d'infrastructures, même contre le gré des habitants et en dépit de la reconnaissance de l'autonomie des nations indigènes, inscrite dans la nouvelle Constitution. Dans son effort de décrédibilisation des opposants autochtones à la route du TIPNIS, le gouvernement bolivien n'a pas hésité à les stigmatiser comme des «entraveurs» du développement national, rappelant en son temps la rhétorique moralisatrice des «ennemis de la Nation», sans en employer directement les termes. Le discours de décolonisation et de Bien Vivre semble alors appartenir au passé ou à la justification purement rhétorique.

*On suit l'Occident*

Au lieu de proposer un modèle de développement alternatif, la politique menée par le gouvernement bolivien a plutôt tendance à prolonger le modèle de développement occidental, basé sur la substituabilité du capital naturel et sa transformation en capital humain et physique. Bien loin de «changement» et de rupture, c'est plutôt la continuité des structures de pouvoir coloniales de domination de la nature et des peuples indigènes, renforcées sous les gouvernements précédents, qu'assure le gouvernement d'Evo Morales.

Ces contradictions sont aujourd'hui de plus en plus saillantes et dénoncées en Bolivie. Elles alimentent les opposants au gouvernement, parmi lesquels on retrouve pêle-mêle des représentants de l'élite libérale, de mouvements écologistes, mais aussi des représentants de peuples autochtones, visiblement insatisfaits par le «changement» de la Bolivie tel que «proposé» par le gouvernement.

Reste à savoir si le vote «sanction» du 22 février est capable de rappeler au gouvernement que la constitution approuvée démocratiquement en 2009 devrait être bien plus qu'un outil de légitimation et la nécessité d'agir en conséquence durant les quatre années de mandat restantes.

---

Florence Bétrisey, doctorante en géographie, Institut de géographie et durabilité de l'Université de Lausanne. <http://www.letemps.ch/opinions/2016/04/06/bolivie-immense-desillusion>

#### **4.4 Conférences publiques et enseignement**

Enfin nous avons été invitée à présenter nos travaux dans le cadre de deux conférences publiques.

##### **4.4.1 Conférence publique, Université de Genève**

Nous avons tenu une conférence dans le cadre du séminaire et cycle de conférence « *Enjeux sociaux-enjeux spatiaux : La fabrique du commun. Quelle éthique pour la production du territoire ?* », organisé par le département de Géographie et Environnement de l'Université de Genève.

Cette conférence a eu lieu le 4 décembre 2014 et portait sur nos recherches au sujet de la coopérative d'eau SAGUAPAC au sein de la ville de Santa Cruz. Elle avait pour titre : « La question du commun dans la gestion coopérative de l'eau en milieu urbain. Le cas de la ville de Santa Cruz, Bolivie ».

##### **4.4.2 Conférence publique, CNAM, Paris**

Nous avons également été invitée à participer à une conférence de l'Université populaire et citoyenne du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) à Paris, le 21 avril 2016, dont nous joignons ici le programme.



# le cnam

## Université populaire et citoyenne

21 avril 2016 – 18h – 20h30

Amphi J-B Say (Y) – cour d'honneur accès 1

Cnam - 292 rue Saint Martin – 75003 Paris



## L'économie solidaire – Entre transformations institutionnelles et chantiers théoriques

### Débat animé par Paul Cary, Université Lille 3

Cette rencontre s'articulera autour n° 15 de la Revue Française de Socio-économie, *Penser l'ESS – Une perspective internationale*

#### En présence de :

**Elisabetta Bucolo**, sociologue, maître de conférences, Cnam

**Florence Bétrisey**, géographe, Institut de Géographie et Durabilité, Université de Lausanne

Appréhender l'économie solidaire c'est prendre en compte la recomposition des rapports entre société, économie et démocratie afin de sortir du dualisme Etat/marché dans lequel s'embourbent trop d'approches.

En évitant l'écueil consistant à considérer l'économie solidaire comme un résidu du marché et donc un sous-service public, il s'agit d'envisager cette dernière dans son rapport au politique. Les expériences de l'économie solidaire dépassent la sphère de l'économie dans leur capacité à interpeller les institutions, à instaurer des pratiques délibératives internes, des innovations institutionnelles.

### 4.4.3 Enseignement de Bachelor

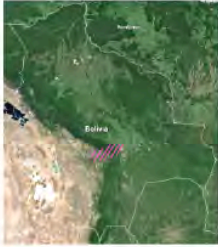


A quatre reprises (2012, 2013, 2014 et 2015), je fus également amenée à construire le contenu pédagogique d'une leçon (1h30) sur les paiements pour services environnementaux, dans le cadre du cours *Economie et Environnement* inscrit au plan d'étude du Bachelor en sciences de l'environnement de la Faculté des Géosciences et Environnement de Lausanne. J'y avais alors amené un cadrage théorique sur les PSE, que j'avais ensuite illustré par mon étude de cas bolivienne. Voici un extrait du cours d'octobre 2015, illustrant cette structure.

**SERVICES ENVIRONNEMENTAUX & PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**

HS 2015  
IGD  
F. Bétrisey

#### Objectifs

1. Différencier le concept de "services environnementaux" (SE) et le principe de "paiements pour services environnementaux" (PSE)
  - Comprendre leur origine
  - Comprendre leur implication en termes d'évaluation économique et monétaire
2. Identifier les étapes suivantes dans la mise en oeuvre théorique des PSE
  1. Détermination des services
  2. Mesure/quantification
  3. Evaluation monétaire
  4. Mise en marché (définition des droits + fournisseurs/bénéficiaires)
3. Identifier l'écart entre le discours sur les PSE et leur mise en pratique

<p style="text-align: center;">41</p> <p><b>Pas de marchés-purs mais des arrangements hybrides qu'il s'agit de définir</b></p> <p>Modalités d'institutionnalisation nationales, régionales, locales de ce principe global varient selon les contextes -&gt;</p> <p><b>Embededdness des PSE &lt;-&gt; Embededdness du marché</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Dans les structures sociales et les relations de pouvoir, dialectique influence/transformation</li><li>- Valorisation vs destruction des modes d'intégration économique non marchand notamment les systèmes « traditionnels » de réciprocité.</li></ul>	<p style="text-align: center;">42</p> <p><b>Acuerdos Reciprocos por el Agua Bolivie orientale</b></p>   
---	--